DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL
DU
29 AVRIL 2025

Le Maire atteste la télétransmission au contrôle de légalité de l'ensemble des délibérations, les 5 et 6 mai 2025.
Document publié sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte pour une durée minimale de 2 mois à compter du 6 mai 2025.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, les présentes délibérations peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Ordre du jour :

Désignation d'un secrétaire de séance
Approbation du procès-verbal de la séance du 11 février 2025

2025-02-01	Décisions prises par le Maire par délégation du Conseil municipal
2025-02-02	Exercice 2024 - Compte de gestion du comptable public
2025-02-03	Exercice 2024 - Compte administratif - Élection du président de séance
2025-02-04	Exercice 2024 - Compte administratif du budget principal
2025-02-05	Exercice 2025 - Affectation du résultat 2024
2025-02-06	Exercice 2025 - Fixation des modalités d'amortissement
2025-02-07	Travaux de requalification muséographique et bâtimentaire du Musée de Fontenay-le-Comte - Fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation
2025-02-08	Médiathèque Jim-Dandurand - Règlement intérieur - Modification
2025-02-09	Exercice 2025 - Attribution de subventions aux associations - Société de Tir Fontenaisienne - Modification du montant des aides directes - Correction - Convention Objectifs et de moyens - Avenant
2025-02-10	Exercice 2025 - Attribution de subvention - Comité des œuvres sociales du personnel de la Ville de Fontenay-le-Comte, de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, du Centre intercommunal de l'action sociale de la Communauté de communes et du Centre communal d'action sociale de Fontenay-le-Comte (COS) - Convention d'objectifs et de moyens 2025
2025-02-11	Exercice 2025 - Attribution de subventions sur projets aux associations
2025-02-12	Cimetières - Rétrocessions de concessions temporaires
2025-02-13	Site patrimonial remarquable - Attribution de subventions
2025-02-14	ZAE Village Santé et gestion des eaux pluviales - Fonds de concours à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Attribution
2025-02-15	Aménagement des espaces publics autour du futur cinéma Place de Verdun - Fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation
2025-02-16	Rénovation de la passerelle de Boisse - Subvention État - DETR/DSIL 2025 et de fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation
2025-02-17	Requalification des rues de la République et Blossac - Indemnisation de commerçants - ART FLORAL et LE BOVIE BAR
2025-02-18	SyDEV - Convention de groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'énergies- Approbation
2025-02-19	Accord cadre à bons de commande pour la fourniture de denrées alimentaires pour le fonctionnement de la cuisine centrale municipale - Avenant 1 aux lots 5, 11 et 13
2025-02-20	Travaux de rénovation et de restructuration du Groupe Scolaire Bouron-Massé – Avenant lots 6, 8, 11 et 16
2025-02-21	Personnel communal - Mise à disposition auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée
2025-02-22	Personnel communal - Mise à disposition auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Modification

2025-02-23 Personnel communal - Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi permanent - Poste de manager centre-ville F/H

2025-02-24 Personnel communal - Modification du tableau des effectifs

2025-02-25 Service commun « Unité Instruction – Droit des Sols » - Convention de répartition de missions - Approbation

2025-02-26 Établissement d'accueil du jeune enfant - Petite crèche la Farandole - Convention d'objectifs et de financement de la prestation de service unique pour la période 2025-2029 avec la CAF de la Vendée

2025-02-27 Convention territoriale globale 2025-2029 avec la CAF de la Vendée

2025-02-28 Plan de prévention du bruit dans l'environnement 4ème échéance - Approbation

2025-02-29 Opérations foncières - Acquisition alignement 10 rue du Cart cadastré CH n°213 - Indivision GUITTONNEAU

2025-02-30 Patrimoine communal - Cession de la mitoyenneté du mur d'enceinte de l'ancien cinéma Palace au profit de l'indivision GUILLER - Modification

2025-02-31 Patrimoine communal - Cession des 61 et 61Bis rue Kléber cadastré section BC n°195 et 198 au profit de la société LIDL

2025-02-32 PRIR Moulins-Liot - Ajustement mineur n°4 à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain - Approbation

2025-02-33 Extension du cimetière de Notre-Dame - Enquête publique et autorisation préfectorale

2025-02-34 Motion relative à l'agrivoltaïsme sur le territoire de Fontenay-le-Comte

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	5
Absents	0

Objet :

2025-02-01 Décisions prises par le maire par délégation du Conseil municipal

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents

Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs

Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire

M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

2025-02-01 DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Sur le rapport de Mme Ghislaine LÉGERON, Première Adjointe au Maire

Vu les articles L2122-22, L2122-23 et L2122-18 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les délibérations du 10 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire ;
Vu les décisions prises par le Maire par délégation, à savoir :

DROITS DE PRÉEMPTION URBAIN

80 dossiers ont été déposés entre le 26 décembre 2024 et le 3 avril 2025. Aucun dossier n'a fait l'objet d'une préemption par la Ville.

N° de dossier	Date de dépôt	Bâti	Non bâti	Référence cadastrale	Décision	Date de décision
DIA 85092 24 00286	26/12/2024	X		AK95	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 24 00287	27/12/2024	X		AW76, AW77	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 24 00288	27/12/2024	X		BV83	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 24 00289	20/12/2024	X		BR473	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 24 00290	30/12/2024	X		ZC140	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 24 00291	30/12/2024	X		BH36, BH37	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 25 00001	03/01/2025	X		AS424	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00002	08/01/2025	X		BV531	Renonciation	15/01/2025
DIA 85092 25 00003	09/01/2025	X		BV108	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00004	09/01/2025	X		AS462	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00005	09/01/2025	X		AK78	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00006	10/01/2025	X		AR6	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00007	16/01/2025	X		BK220	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00008	15/01/2025	X		AM251	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00009	17/01/2025	X		AL457, AL459, AL460, AL646, AL648, AL649, AL650, AL651, AL727	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00010	17/01/2025	X		BC10, BC309, BC311	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00011	13/01/2025	X		AL590, AL725	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00012	24/01/2025	X		AV109	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00013	24/01/2025		X	BN475, BN476, BN540, BN472, BN542	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00014	24/01/2025	X		CB357, CB358	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00015	24/01/2025	X		AY1	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00016	31/01/2025	X		BV197	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00017	31/01/2025	X		AL24	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00018	31/01/2025	X		AM241, AM537, AM538, AM540	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00019	31/01/2025	X		AM570	Renonciation	12/02/2025
DIA 85092 25 00020	07/02/2025	X		BC290	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00021	07/02/2025	X		BC185	Renonciation	05/03/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

DIA 85092 25 00022	07/02/2025	X		BC182, BC183, BC199, BC200	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00023	07/02/2025	X		BC204	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00024	07/02/2025	X		BC186	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00025	10/02/2025		X	BM580	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00026	10/02/2025	X		AS749, AS371	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00027	10/02/2025	X		BY208	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00028	10/02/2025	X		AR411, AR412	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00029	10/02/2025	X		CH103	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00030	11/02/2025	X		BC181, BC182	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00031	14/02/2025	X		ZC108	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00032	17/02/2025		X	BM585	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00033	18/02/2025	X		AT182	Renonciation	05/03/2025
DIA 85092 25 00034	20/02/2025	X		AI232	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00035	25/02/2025	X		AL628	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00036	25/02/2025	X		BT176	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00037	25/02/2025	X		BD446	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00038	26/02/2025	X		ZC43	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00039	28/02/2025	X		BM173	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00040	04/03/2025	X		AL152, AL156	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00041	04/03/2025	X		YR82	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00042	06/03/2025	X		AL292, AL291	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00043	06/03/2025	X		AM138	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00044	06/03/2025	X		AM62, AM76, AM578, AM73, AM74 p	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00045	06/03/2025	X		BD64	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00046	06/03/2025	X		BM548	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00047	06/03/2025	X		BH254, BH267	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00048	11/03/2025	X		BE332	Renonciation	19/03/2025
DIA 85092 25 00049	12/03/2025	X		BN98, BN393, YA102, BN97, BN395	Renonciation	26/03/2025
DIA 85092 25 00050	13/03/2025	X		BD347	Renonciation	26/03/2025
DIA 85092 25 00051	17/03/2025	X		BK89	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00052	17/03/2025		X	ZT793	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00053	17/03/2025	X		BD82	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00054	17/03/2025	X		BN136, BN137, BN336, BN338 P	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00055	17/03/2025		X	AW489	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00056	18/03/2025	X		BP97, BP99, BP70	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00057	20/03/2025	X		BW93, BW87, BW103, BW104	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00058	20/03/2025		X	ZT787, ZT790, ZT788	ZAE >> Compétence CCPFV	
DIA 85092 25 00059	20/03/2025	X		AI15	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00060	20/03/2025	X		BV390	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00061	21/03/2025	X		CE18	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00062	24/03/2025	X		AH133	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00063	26/03/2025	X		AL626	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00064	28/03/2025	X		BH147	Renonciation	09/04/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

DIA 85092 25 00065	28/03/2025	X		BH235	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00066	28/03/2025	X		BD436	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00067	01/04/2025	X		AT249	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00068	01/04/2025	X		CD32	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00069	01/04/2025	X		AS382	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00070	01/04/2025	X		CE4	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00071	01/04/2025	X		AW181	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00072	03/04/2025	X		AI25	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00073	03/04/2025	X		AT248	Renonciation	09/04/2025
DIA 85092 25 00074	03/04/2025		X	BR551, BR544, BR543	Renonciation	09/04/2025

DÉCISIONS

Numéro	SERVICE	OBJET	Signataire	Date de signature
D2024-255	Sport	Avenant à la convention d'utilisation des équipements sportifs par le Lycée Rabelais pour l'année 2024	M. LE MAIRE	25/02/2025
D2024-363	Ludothèque	Convention relative au prêt de jeux à titre gratuit, à l'APE Bouron Massé, le 6 décembre 2024	M. LE MAIRE	02/12/2024
D2024-367	Culture	Convention relative à la mise à disposition à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée de l'Espace culturel et de congrès René-Cassin La Gare pour l'organisation d'un "Forum Bien Vieillir" le 25 février 2025	M. MIGNET	05/12/2024
D2024-371	Action sociale	Avenant n°3 à la convention cadre 2022-138 relative à la mise à disposition de locaux auprès de la société St Vincent de Paul	M. LE MAIRE	20/12/2024
D2024-375	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel René Cassin-La Gare, à LOIRE EVENEMENT ORGANISATION pour l'organisation du salon habitat et jardin les 7, 8 et 9 mars 2025	M. MIGNET	11/12/2024
D2024-379	Sport	Avenant à la convention d'utilisation des équipements sportifs par le Lycée Bel Air pour l'année 2024	M. LE MAIRE	07/01/2025
D2024-380	Culture	Convention relative à la mise à disposition du Théâtre municipal à l'association JEDI AVANT DRED! pour la représentation de "Ne soyons pas trop sérieux" Florent Laconi du 22 au 23 janvier 2025	M. MIGNET	19/12/2024
D2024-381	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel René Cassin-La Gare à AMC PRODUCTION pour l'organisation d'une convention de tatouage les 1er et 2 mars 2025	M. MIGNET	19/12/2024
D2025-001	Vie Asso	Convention de partenariat avec l'association Club Photo Fontenaisien pour l'année 2025 :	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-003	Vie Asso	Convention Cadre pour l'année 2025 avec l'association Fontenay VTT	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-004	Vie Asso	Convention Cadre pour l'année 2025 avec l'association Sport Vélo Fontenay Loisirs	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-005	Vie Asso	Convention Cadre pour l'année 2025 avec l'association Fontenay Riders	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-006	Vie Asso	Convention Cadre pour l'année 2025 avec l'association SVF route	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-007	Vie Asso	Avenant de Résiliation de la convention cadre n° 2020-342 avec Les Jardins Familiaux	M. LE MAIRE	22/01/2025
D2025-008	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-317 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Arc En Ciel	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-009	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-325 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Cantabile Opus 85	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-010	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-330 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Club d'échecs	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-012	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2022-366 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Dactrad	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-014	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-340 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Fontenay Handisport	M. LE MAIRE	17/02/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

D2025-015	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° DEL_2023_02_30 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Jumelage Crevillent	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-016	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° DEL_2023_02_30 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Jumelage Fontenay le Comte Gaoua	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-017	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° DEL_2023_02_30 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Jumelage Krotoszyn	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-018	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° DEL_2023_02_30 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Jumelage Palatine	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-019	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-360 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association SOS Femmes Vendée	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-020	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-365 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Théâtre de la Lorgnette	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-021	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-334 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Compagnie des Artisans rêveurs	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-022	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2020-409 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Club Nautique	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-023	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2023-042relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Plongée Sub Vendée	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-024	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-333 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association La Compagnie du Noyau	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-025	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2022-008 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association La Colombe Fontenaisienne	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-026	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2022-116 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association La Ligue pour la protection des Oiseaux	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-027	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2024-286 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Le Camembert	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-028	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-361 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Société Vendéenne des Arts	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-029	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2024-309 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association 100 pour 1 sud Vendée	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-030	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2024-212 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Comprendre et soigner en situation transculturelle	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-031	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2023-227 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association AMAP AGAPES	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-032	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-316 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Amicale des Joueurs de Tock Sud Vendée Pool	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-033	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2023-252 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Anima Tango	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-034	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2022-006 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association vendéenne de lutte contre le cancer	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-035	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-329 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Club du 3ème âge St Médard	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-036	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2021-298 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Détente et Amitié	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-037	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2023-305 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Don du Sang	M. LE MAIRE	26/02/2025
D2025-038	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2024-250 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Enfance et partage	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-039	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2024-256 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Fibromyalgies.fr	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-040	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2021-193 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association F.O.L - Ligue de l'enseignement activité Lire et Faire Lire	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-041	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-342 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Les Jardins Familiaux	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-042	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-343 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Joyeux Automne	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-043	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-346 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association l'Humour est dans le chant	M. LE MAIRE	10/02/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

D2025-044	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-352 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Pyramide Font'Isis	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-045	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2020-134 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Qi gong de la Fontaine	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-046	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2023-272relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Quartier la Gare les Moulins Charzais	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-047	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-353 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Fontenaisienne de Retraite Sportive	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-048	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-357 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Club de Scrabble du Pays de Fontenay	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-049	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2023-290 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Nid des aidants	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-050	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-355 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Salsa à Font'	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-051	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2022-213 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Si on dansait	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-052	Vie Asso	Avenant n°3 à la Convention n° D2021-169 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Société Mycologique	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-053	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-362 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Compagnie du Taiji Quan	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-054	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-363 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Tempo Voce	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-055	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2021-192 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Théatroquet	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-056	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-368 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Université du Temps Libre	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-057	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-367 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Union Nationale des Combattants	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-058	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-369 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Vent des Signes	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-059	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-370 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Yoga est Harmonie	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-060	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-371 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Yoga et Vie	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-061	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-311 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Académie de Billard Fontenaisienne	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-062	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-313 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Aéromodélisme	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-063	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-373 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Amicale retraité et anciens salariés SVR-SKF	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-064	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-315 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Amicale Philatélique	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-065	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-374 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Amicale Vendée Mère	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-066	Vie Asso	Avenant n°2 à la Convention n° D2023-163 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Anciens du collège Viète	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-068	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-320 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Association de Charzais	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-069	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-321 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Ateliers Arts Plastiques	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-070	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-322 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Accueil des Villes Françaises	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-071	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-324 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Bridge club fontenaisien	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-072	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-332 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Comité d'animation de St Médard	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-073	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-345 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Les Bouchons de l'avenir	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-074	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-347 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Ligue contre le cancer	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-075	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-349 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Les Maquettes de Vendée	M. LE MAIRE	10/02/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

D2025-076	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-381 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Quadrille Vendéen	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-077	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-356 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Savoir Faire	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-078	Vie Asso	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-351 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association The Nuts Sud Vendée Poker	M. LE MAIRE	10/02/2025
D2025-087	Jeunesse	Convention de prestation à titre gratuit "Association jeune boss club" pour l'organisation de séances découvertes musicales au Forum jeunes pour l'année 2025	M. LE MAIRE	19/03/2025
D2025-090	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-006 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association AFAC 85	M. LE MAIRE	21/01/2025
D2025-091	Sport	Avenant n°2 à la Convention n° D2022-110 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Chamiraud Futsal Loisirs	M. LE MAIRE	27/01/2025
D2025-093	Sport	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-026 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Yoga Fontenay	M. LE MAIRE	21/01/2025
D2025-094	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-005 relative à l'attribution d'aides indirectes à l'association Abeille Fontenaisienne	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-096	Sport	Convention cadre relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'Association Sportive La Licorne Lycée RABELAIS	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-097	Sport	Convention cadre relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'Association Sportive Tiraqueau Collège Tiraqueau	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-098	Sport	Convention cadre relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'Association Sportive l'Aiglonne Collège Viète	M. LE MAIRE	26/02/2025
D2025-099	Sport	Avenant n°6 à la Convention n° D2022-022 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Tir à l'arc fontenaisien	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-100	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-017 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Savate Boxe Française Fontenaisienne	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-101	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-008 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Canoë kayak club Fontenay	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-102	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-009 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association CAPAF	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-103	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-010 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association sportive DOM TOM	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-104	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-011 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Le Cercle d'escrime	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-105	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-012 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association FOBAC	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-106	Sport	Convention cadre relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Jack'suns Ultimate	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-107	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-014 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association La Fontenaisienne Gymnastique	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-108	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-015 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Pétanque Vendée Fontenay	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-109	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-016 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Pierre blanche escalade	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-110	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-029 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association SALAM	M. LE MAIRE	11/02/2025
D2025-111	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-020 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Tennis de table Club Fontenaisien	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-112	Sport	Avenant n°2 à la Convention n° D2020-401 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Fontenay Vendée Triathlon	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-113	Sport	Avenant n°5 à la Convention n° D2020-023 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Twirling club Fontenaisien	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-114	Sport	Avenant n°4 à la Convention n° D2020-025 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Volley ball club Fontenaisien	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-116	Jeunesse	Décision de tarifs relatifs aux sorties organisées par le Forum Jeunes lors des vacances de février 2025	M. LE MAIRE	28/01/2025
D2025-117	Sport	Convention relative à la mise à disposition à titre gratuit de la Petite salle Bel Air à l'Association ARMONIA	M. LE MAIRE	23/01/2025
D2025-119	Sport	Convention relative à la mise à disposition à titre gratuit de la Petite salle Bel Air à la Mission locale	M. LE MAIRE	23/01/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

D2025-120	env	Convention relative à l'implantation d'un abri-bus sur un terrain appartenant à la Clinique Sud Vendée dans le cadre de la concession de service public de mobilier urbain	M. LE MAIRE	14/02/2025
D2025-121	Musée	Convention de partenariat avec la plasticienne Patricia Cartereau relative à la mise en œuvre de prestations entre mars et mai 2025 avec le Musée de Fontenay-le-Comte	M. LE MAIRE	27/01/2025
D2025-122	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel et de congrès René-Cassin La Gare à la société RAGE TOUR pour l'organisation du festival "On n'a plus 20 ans", les 18, 19 et 20 avril 2025	M. MIGNET	07/02/2025
D2025-124	Culture	Modification – Demande subvention auprès de la DRAC pour la requalification muséographique et bâtimentaire du Musée d'art et d'histoire de Fontenay-le-Comte	M. LE MAIRE	29/01/2025
D2025-125	Vie Asso	Avenant n°1 à la Convention n° D2023-180 relative à l'attribution d'aides directes et indirectes à l'association Amicale Laïque	M. LE MAIRE	17/02/2025
D2025-126	Culture	Convention de partenariat avec l'association le Club photo de Fontenay-le-Comte pour l'organisation d'une exposition au sein du musée de Fontenay-le-Comte à l'occasion de la Nuit des musées, le 17 mai 2025	M. LE MAIRE	04/02/2025
D2025-127	DAJ	Acceptation d'un don d'archives privées relatifs à l'histoire de l'association Fontenay-Vacances	M. LE MAIRE	03/02/2025
D2025-128	Culture	Convention relative à la mise à disposition du théâtre municipal à l'association JEDI avant DREDI pour la représentation de "les fous ne sont plus ce qu'ils étaient" du 19 au 20 février 2025	M. MIGNET	05/02/2025
D2025-130	Sport	Avenant de résiliation de la convention D2024-246 relative à la mise à disposition des équipements sportifs au Collège Viète	M. LE MAIRE	10/03/2025
D2025-132	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel René-Cassin-La Gare au Comité départemental de danse de Vendée pour l'organisation du concours regards chorégraphiques interdépartementaux le 30 mars 2025	M. MIGNET	07/02/2025
D2025-133	Sport	Avenant à la convention tripartite Région / Ville / Lycée Bel Air / pour l'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2025	M. LE MAIRE	21/11/2024
D2025-134	Culture	Convention relative à la mise à disposition de l'Espace culturel René-Cassin-La Gare à l'Association Danses est Vie pour l'organisation de leur gala de danse les 13 et 14 juin 2025 -.	M. MIGNET	11/02/2025
D2025-135	Cabinet du Maire	Contrat de cession du spectacle Magnolia par l'association ARTIFIS : Groupe dans le cadre du 30ème anniversaire de jumelage Fontenay Palatine le 14 juin 2025	M. LE MAIRE	12/02/2025
D2025-136	Médiathèque	Contrat d'exposition "Les cinémas de Fontenay s'affichent" de Denis Boissy et Thierry Delmarre à la Médiathèque Jim-Dandurand du 1er au 29 mars 2025	Mme SAINT-CYR	14/01/2025
D2025-137	Médiathèque	Contrat de cession du spectacle "Tour de Jardin" de l'association C'est-à-Dire le 2 mars 2025	Mme SAINT-CYR	17/01/2025
D2025-139	Affaires juridiques	Tarifs municipaux 2025 - Modifications	M. LE MAIRE	18/02/2025
D2025-140	Affaires juridiques	Vente de biens mobiliers	M. LE MAIRE	14/02/2025
D2025-141	Médiathèque	Contrat de cession du spectacle "Mytho Perso" par l'association Les Becs Verseurs pour deux représentations au Musée le 12 février 2025	Mme SAINT-CYR	22/04/2025
D2025-143	Affaires juridiques	Convention relative à la mise à disposition de la parcelle n° 71 située Jardins des Horts	M. LE MAIRE	25/02/2025
D2025-145	Médiathèque	Convention relative à la mise à disposition à titre onéreux pour l'exposition "Les murmures de la forêt" par Michaël Cailloux à la médiathèque Jim-Dandurand du 3 avril au 31 mai 2025	Mme SAINT-CYR	26/02/2025
D2025-146	Culture	Avenant au contrat de cession du spectacle « Gisèlle(s) » LE THEATRE DU CORPS PIETRAGALLA-DEROUAULT SARL" le mardi 27 mai 2025 à l'Espace culturel René Cassin-La Gare	Mme SAINT-CYR	06/02/2025
D2025-147	Affaires juridiques	Convention relative à la mise à disposition de la parcelle n° 28 située Jardins des Horts	M. LE MAIRE	14/03/2025
D2025-148	Culture	Convention de partenariat avec l'association A.R.B.R.E.S et l'Office national des Forêts pour l'organisation d'un ciné-débat le 13 mars 2025 dans le cadre de l'Année de l'arbre	M. LE MAIRE	13/03/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

D2025-151	Sport	Avenant à la convention n° 2025-089 relative à la mise en place du dispositif "2h de sport en plus" avec le collège TIRAQUEAU et l'association Sport Athlétisme Fontenaisien	M. LE MAIRE	12/03/2025
D2025-152	Sport	Avenant à la convention n° 2024-350 relative à la mise en place du dispositif "2h de sport en plus" avec le collège TIRAQUEAU et l'association Vendée Fontenay Foot	M. LE MAIRE	12/03/2025
D2025-153	Sport	Avenant à la convention n° 2024-351 relative à la mise en place du dispositif "2h de sport en plus" avec le collège TIRAQUEAU et l'association Fontenay Luçon Rugby Club Sud Vendée	M. LE MAIRE	12/03/2025
D2025-154	Affaires juridiques	Remboursement par PACIFICA du sinistre n°2024-11 suite à l'endommagement de la cellule du portail du Centre technique municipal par un véhicule	M. LE MAIRE	13/03/2025
D2025-155	Culture	Convention relative à la mise à disposition du théâtre municipal à l'association Fontenay Fait Sa Renaissance les 17, 18, 19, 20 et 21 mars 2025	M. MIGNET	13/03/2025
D2025-156	Médiathèque	Contrat de cession du spectacle "Poppy Fusée" de Horizon Live, au théâtre municipal, le 11 octobre 2025	Mme SAINT-CYR	10/02/2025
D2025-157	Culture	Demande de subvention auprès de la DRAC des Pays de la Loire pour les actions Ville d'art et d'histoire pour l'année 2025	M. LE MAIRE	24/03/2025
D2025-158	Sport	Avenant de résiliation à la convention D2020-027 avec le Club canin relative à la mise à disposition d'un espace en herbe dédié aux associations canines à la plaine des sports Fin de mise à disposition Club canin	M. LE MAIRE	18/03/2025
D2025-160	Culture	Convention relative à l'organisation d'actions artistiques et culturelle pour l'année 2025 avec l'association Les Artisans Rêveurs	Mme SAINT-CYR	21/03/2025
D2025-162	Jeunesse	Décision de tarifs pour les sorties organisées par le Forum Jeunes lors des vacances de printemps 2025	M. LE MAIRE	20/03/2025
D2025-163	Jeunesse	Décision de tarifs pour les sorties organisées dans le cadre de Font'anim lors des vacances de printemps 2025	M. LE MAIRE	20/03/2025
D2025-164	Affaires juridiques	Modification de la régie de recettes n° 68131 pour le Parc Baron Aventure	M. LE MAIRE	26/03/2025
D2025-171	Culture	Convention relative à l'organisation d'actions artistiques et culturelle pour l'année 2025 avec l'association Fontenay Fait sa Renaissance	Mme SAINT-CYR	21/03/2025
D2025-172	Sport	Convention relative aux modalités techniques et financières à intervenir avec le SyDEV pour les travaux d'éclairage du terrain synthétique Plaine des Sports	M. LE MAIRE	28/03/2025
D2025-173	Vie Asso	Convention relative à la mise à disposition d'un local exclusif 102 rue de la République à l'association Accueil des Villes Françaises	M. LE MAIRE	31/03/2025
D2025-176	Jeunesse	Convention relative au Prêt à titre gratuit du minibus du Vendée Fontenay Foot dans le cadre de sorties Forum jeunes pour les 10 et 11 avril 2025	M. LE MAIRE	08/04/2025

CONCESSIONS FUNÉRAIRES

NUMEROS D'ORDRE	NOMS et PRÉNOMS des concessionnaires	NATURE de la concession	SUPERFICIE	CIMETIÈRE	Situation Du CARRÉ	DATE de l'ACTE
210M	SEGUINOT Alain	30 ans	2m²	Saint Médard	C02/P0168	21/02/2025
5846	EYQUEM Bénédicte	50 ans	2m²	Saint Médard	C02/P0150A	09/01/2025
7651	BUSSIERE Eliane	30 ans	2m²	Saint-Jean	C02/P0090	11/12/2024
7667	GEUFFRAUD Juliette	30 ans	2m²	Saint-Jean	C04/P0002	09/01/2025
9095	FAUCONNIER Annie	10 ans	case columbarium	Notre-Dame	C11/P0009A	11/10/2024
9970	CAFANE Marceline	30 ans	2m²	Notre-Dame	C04/P0758	16/08/2024
9983	RAIMBAULT Bérangère	30 ans	2m²	Saint Médard	C01/P0147	19/12/2024
9985	LUCCIN Isabelle	30 ans	2m²	Charzais	C08/P0047	30/12/2024
9986	FRIGUET Jean	30 ans	2m²	Notre-Dame	C04/P0765	09/01/2025
9988	LEFEBVRE René	30 ans	2m²	Charzais	C08/P0049	30/01/2025
9989	DALLET Marguerite	15 ans	case columbarium	Saint-Jean	C13/P0005F	30/01/2025
9990	FERNANDEZ Annie	50 ans	1m²	Notre-Dame	C11JU/P0080	03/02/2025
9991	PEROCHON Patricia	30 ans	2m²	Notre-Dame	C04/P0766	03/02/2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

9992	DUPUIS Michel	50 ans	2m²	Charzais	C08/P0050	07/02/2025
9993	GIRARD Paulette	15 ans	case columbarium	Notre-Dame	C11/P0005A	10/02/2025
9994	HAIE Pascal	50 ans	1m²	Charzais	C06JU/P0016	25/02/2025
9996	SIMON Pascal	30 ans	2m²	Notre-Dame	C04/P0767	24/03/2025

MARCHÉS

OBJET	PRESTATAIRE	CODE POSTAL	Date de signature	Montant H.T.	Montant TTC
TRAVAUX					
TRAVAUX DE 90 000,00 à 999 999,99 €H.T.					
Création d'un espace de stockage maison Parc Baron					
lot 2 : menuiseries extérieures et intérieures bois - avenant n°1	SARL MENUISERIE GRELLIER	85240 SAINT HILAIRE DES LOGES	28/02/2025	197,75 €	237,30 €
lot 3 : plâtrerie sèche / isolation - avenant n°1	SARL MENUISERIE DUPUIS	85200 FONTENAY-LE-COMTE	28/02/2025	635,00 €	762,00 €
lot 4 : peinture / revêtement de sol / nettoyage - avenant n°1	SARL GUILLEMET PEINTURE	85200 FONTENAY-LE-COMTE	28/02/2025	830,87 €	997,04 €
ADAP 2024					
lot 4 : plomberie / électricité - avenant n°1	CARRE ET ASSOCIES	85200 FONTENAY-LE-COMTE	06/02/2025	1 302,45 €	1 562,94 €
FOURNITURES ET SERVICES					
SERVICES DE 0 à 39 999,99 € H.T.					
Fournitures scolaires - lot 2 librairie, imprimés, CD, CD ROM et autres suppports jeunesse et éducative	Ets LACOSTE	84250 LE THOR	28/03/2025	montant de commande maxi 10 000 € HT annuel soit 30 000 € pour les 3 ans	montant de commande maxi 12 000 € TTC annuel soit 36 000 € pour les 3 ans
Mission d'élaboration du dossier de financement RHI/THIRORI ilot de l'ancien Hôpital	LE CREUSET MEDITERRANEE	83690 SALERNES	01/03/2025	9 800,00 €	11 760,00 €
Mission d'accompagnement pour l'étude organisationnelle et fonctionnelle des services	ECODESIGNERS	44600 SAINT NAZAIRE	19/03/2025	33 250,00 €	39 900,00 €
Diagnostic amiante et plomb avant travaux Bar de la République	E-MAIDIAG	85200 FONTENAY-LE-COMTE	25/03/2025	4 780,00 €	5 736,00 €
Contrat de maintenance du matériel d'éclairage de sécurité Espace Cassin + Les Halles	CHLORIDE	69684 CHASSIEU	18/02/2025	1 079,18 €	1 295,02 €
Contrôle technique aménagement espace Jean Jaurès	ALPES CONTROLES	85000 LA ROCHE SUR YON	07/11/2024	2 950,00 €	3 540,00 €
Diététicienne - nutritionniste Cuisine centrale	BRESTENBACH Amélie	23000 GUERET	30/01/2025	3 120,00 €	3120 (pas de TVA)
Mission d'assistance à maitrise d'ouvrage étude et consultation du public pour la réalisation d'un programme d'aménagement de la place Viète	ATELIER PREAU	44200 NANTES	11/02/2025	35 050,00 €	42 060,00 €
Mission OPC phase viabilisation des ilots 3 à 7 et 12 à 15 de l'aménagement des espaces publics des Moulins Liot	A2i Infra	17000 LA ROCHELLE	20/05/2024	15 000,00 €	18 000,00 €
Maitrise d'œuvre projet d'aménagement partiel de la place de Verdun, lié au projet de cinéma	BLAMM ARCHITECTE	44000 NANTES	11/02/2025	29 000,00 €	34 800,00 €
Mission SPS aménagement des espaces publics des Moulins Liot	QUALICONSULT	85000 LA ROCHE SUR YON	28/11/2024	13 050,00 €	15 660,00 €
SERVICES DE 214 000 à 999 999,99 € H.T.					
Mission de maitrise d'œuvre pour la requalification muséographique et bâtimentaire du musée d'art et d'histoire de Fontenay-le-Comte	SARL DU&MA SCENOGRAPHES	75011 PARIS	03/03/2025	508 000,00 €	609 600,00 €

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_01-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

- **PREND ACTE** des décisions prises par le Monsieur le Maire par délégation.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	5
Absents	0

Objet :

2025-02-02 Exercice 2024 - Compte de gestion du comptable public

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

2025-02-02 EXERCICE 2024 - COMPTE DE GESTION DU COMPTABLE PUBLIC

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Considérant que le compte de gestion du comptable public relate, comme le compte administratif du Maire ordonnateur, toutes les opérations réalisées au cours d'un même exercice budgétaire ;

Considérant que le comptable public a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

Considérant que les résultats du compte du comptable public, tant en recettes qu'en dépenses, sont égaux à ceux du compte administratif ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et statuant sur l'exécution du budget et sur les opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles effectuées pendant la journée complémentaire, à l'unanimité :

- **FIXE** les résultats de l'exercice 2024 comme suit dans le tableau I en annexe ;
- **ARRÊTE** le solde des valeurs inactives à la clôture de l'exercice 2024 comme suit dans le tableau II en annexe ;
- **DÉCLARE** toutes les opérations de l'exercice 2024 définitivement closes et les crédits non reportés annulés ;
- **APPROUVE** le compte de gestion 2024 présenté par le comptable public.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE (VENDÉE) – FONS-FONTANACUM-FELICIUM-INGENIORUM-NATURAGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_021-DE

ANNEXE

Tableau I : Résultats de l'exercice 2024

SUBDIVISION BUDGETAIRE	Résultat à la clôture de l'exercice N-1	Part affectée à l'investissement sur l'exercice 2024	Résultat de l'exercice 2024	Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice 2024
Section d'investissement	-3 271 466,38		5 742 978,80		2 471 512,42
Section de fonctionnement	7 414 728,76	5 750 511,89	976 414,05		2 640 630,92
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE					**5 112 143,34**

Tableau II : Solde des valeurs inactives à la clôture de l'exercice

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861							0,00	0,00
Portefeuille								
ENTREES donjon des cimes	180 654,00	7 050,00	187 704,00	0,00	10 680,00	10 680,00	177 024,00	0,00
MEDIATHEQUE	1 434,00	1 668,00	3 102,00	0,00	0,00	0,00	3 102,00	0,00
MUSEE	4 332,00	0,00	4 332,00	0,00	0,00	0,00	4 332,00	0,00
occup domaine public	75,00	1 164,00	1 239,00	0,00	1 239,00	1 239,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	186 495,00	9 882,00	196 377,00	0,00	11 919,00	11 919,00	184 458,00	0,00
862							0,00	0,00
Correspondant								
ENTREES donjon des cimes	1 710,00	10 680,00	12 390,00	0,00	11 160,00	11 160,00	1 230,00	0,00
MEDIATHEQUE	1 682,00	0,00	1 682,00	0,00	1 682,00	1 682,00	0,00	0,00
MUSEE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
occup domaine public	1 167,00	0,00	1 167,00	0,00	1 167,00	1 167,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	4 559,00	10 680,00	15 239,00	0,00	14 009,00	14 009,00	1 230,00	0,00
863							0,00	0,00
Prise en charge titre et valeur								
ENTREES donjon des cimes	0,00	11 110,00	11 110,00	182 364,00	7 000,00	189 364,00	0,00	178 254,00
MEDIATHEQUE	0,00	14,00	14,00	3 116,00	0,00	3 116,00	0,00	3 102,00
MUSEE	0,00	0,00	0,00	4 332,00	0,00	4 332,00	0,00	4 332,00
occup domaine public	0,00	1 242,00	1 242,00	1 242,00	0,00	1 242,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	12 366,00	12 366,00	191 054,00	7 000,00	198 054,00	0,00	185 688,00
TOTAUX	191 054,00	32 928,00	223 982,00	191 054,00	32 928,00	223 982,00	185 688,00	185 688,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC FONTENAY-LE-COMTE
N° CODIQUE 085021
Date Edition : 06/03/2025
Compte : DEFINITIF

FONTENAY-LE-COMTE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Eric VIGUIER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 06/03/2025

Population 14123
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 23
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 35
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 36
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 70
4EME PARTIE : Page des signatures 72

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : I-1 -

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	69 911,35
Subventions d'investissement versées	3 000,13	Neutralisations et régularisations	-8 294,53
Autres immobilisations incorporelles	230,65	Réserves	91 744,92
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	1 664,22
Terrains	12 129,22	Résultat de l'exercice	976,41
Constructions	80 790,23	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	13 823,87
Réseaux et installations de voirie	35 717,54	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**169 826,24**
Réseaux divers	202,00	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	724,98	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	2 363,13	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	11 713,26	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	16 664,43
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	32 904,30	Dettes financières et autres emprunts	16,45
Immobilisations financières (nettes)	1 390,90	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**16 680,87**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**181 166,34**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	435,80
Stocks		Autres dettes non financières	146,40
Créances	618,03	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**582,20**
Trésorerie	5 555,48	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**6 173,51**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**17 263,07**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	250,53
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**187 339,85**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**187 339,85**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BILAN (en Euros)

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		5 767 903,24	2 767 770,30	3 000 132,94	2 602 740,30
Autres immobilisations incorporelles		533 938,44	366 225,26	167 713,18	575 035,88
Immobilisations incorporelles en cours		62 932,03		62 932,03	52 932,03
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		12 779 502,30	650 287,18	12 129 215,12	11 733 203,27
Constructions		82 149 278,14	1 359 044,04	80 790 234,10	82 017 678,73
Réseaux et installations de voirie		35 717 538,38		35 717 538,38	35 716 061,94
Réseaux divers		433 243,03	231 247,67	201 995,36	194 678,96
Installations techniques, agencements et matériel		2 715 879,65	1 990 904,37	724 975,28	757 712,66
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		6 622 161,23	4 259 030,87	2 363 130,36	2 377 547,32
Immobilisations corporelles en cours		11 713 261,31		11 713 261,31	5 585 216,65
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		32 904 304,39		32 904 304,39	32 904 304,39
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		1 390 904,04		1 390 904,04	767 390,57
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**192 790 846,18**	**11 624 509,69**	**181 166 336,49**	**175 284 502,70**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BILAN (en Euros)

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		40 661,07		40 661,07	2 885 832,45
Créances sur les redevables et comptes rattachés		456 729,48	26 862,00	429 867,48	410 672,69
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		137 716,39		137 716,39	
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		9 783,00		9 783,00	8 167,99
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**644 889,94**	**26 862,00**	**618 027,94**	**3 304 673,13**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		5 555 480,59		5 555 480,59	1 543 732,67
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**5 555 480,59**		**5 555 480,59**	**1 543 732,67**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**198 991 216,71**	**11 651 371,69**	**187 339 845,02**	**180 132 908,50**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BILAN (en Euros)

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		16 784 770,05	16 780 629,05
Fonds globalisés		28 477 816,89	27 716 568,07
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		258 408,85	326 732,60
Rattachées à un actif non amortissable		24 390 357,19	23 369 683,36
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-8 294 533,84	-7 023 202,64
RÉSERVES		91 744 919,57	86 052 800,42
REPORT A NOUVEAU		1 664 216,87	5 367 819,15
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		976 414,05	2 046 909,61
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		13 823 874,66	13 823 874,66
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**169 826 244,29**	**168 461 814,28**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BILAN (en Euros)

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		16 664 427,75	11 024 549,06
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		16 445,45	22 476,70
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**16 680 873,20**	**11 047 025,76**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		435 795,47	480 016,51
Dettes fiscales et sociales		24 553,00	3 791,00
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		475,00	250,00
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		121 376,63	133 681,35
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**582 200,10**	**617 738,86**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**17 263 073,30**	**11 664 764,62**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		250 527,43	6 329,60
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**187 339 845,02**	**180 132 908,50**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	2 555,66	2 479,62
Participations	349,34	370,08
Compensations, autres attributions et autres participations	686,99	642,61
Dons et legs		
Impôts et taxes	13 326,60	13 096,22
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	1 361,69	1 155,88
Produits des cessions d'actifs	318,08	260,43
Autres produits de gestion	414,49	503,94
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		6,82
Reprises du financement rattaché à un actif	31,12	31,64
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	1 452,16	281,40
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**20 496,13**	**18 828,65**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	5 298,29	4 617,45
Charges de personnel	9 448,27	8 721,81
Indemnités des élus (et membres du CESR)	255,59	253,41
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	141,05	91,91
Impôts et taxes	241,76	209,86
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 250,05	1 257,98
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1 574,29	521,29
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	195,95	20,54
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**18 405,24**	**15 694,25**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	664,19	667,84
Autres charges	188,92	178,69
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**853,11**	**846,54**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**1 237,79**	**2 287,86**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,69**	**2,64**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**262,06**	**243,59**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-261,37**	**-240,95**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**976,41**	**2 046,91**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		2 555 658,56	2 479 622,83	76035.73
Participations		349 338,96	370 080,30	-20741.34
Compensations, autres attributions et autres participations		686 990,00	642 612,84	44377.16
Dons et legs				
Impôts et taxes		13 326 598,75	13 096 218,92	230379.83
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		1 361 693,27	1 155 882,02	205811.25
Produits des cessions d'actifs		318 080,16	260 430,00	57650.16
Autres produits de gestion		414 492,39	503 942,25	-89449.86
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges			6 818,43	-6818.43
Reprises du financement rattaché à un actif		31 120,00	31 636,50	-516.50
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		1 452 159,14	281 403,70	1170755.44
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**20 496 131,23**	**18 828 647,79**	**1667483.44**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		5 298 288,62	4 617 450,16	680838.46
Charges de personnel		9 448 267,79	8 721 806,80	726460.99
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		6 750 494,98	6 264 085,60	486409.38
Dont charges sociales		2 697 772,81	2 457 721,20	240051.61
Indemnités des élus (et membres du CESR)		255 590,38	253 407,33	2183.05
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		141 045,55	91 914,84	49130.71
Impôts et taxes		241 756,06	209 862,92	31893.14
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 250 051,10	1 257 977,75	-7926.65
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		1 574 287,36	521 294,12	1052993.24
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		195 951,94	20 539,58	175412.36
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**18 405 238,80**	**15 694 253,50**	**2710985.30**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		664 186,29	667 844,32	-3658.03
Dont ménages		2 295,29	2 665,32	-370.03
Dont personnes morales de droit privé		581 891,00	575 179,00	6712.00
Dont collectivités territoriales				

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics		80 000,00	90 000,00	-10000.00
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		188 919,47	178 694,45	10225.02
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**853 105,76**	**846 538,77**	**6566.99**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 237 786,67**	**2 287 855,52**	**-1050068.85**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		690,60	2 640,73	-1950.13
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**690,60**	**2 640,73**	**-1950.13**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		262 063,22	243 586,64	18476.58
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**262 063,22**	**243 586,64**	**18476.58**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-261 372,62**	**-240 945,91**	**-20426.71**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**976 414,05**	**2 046 909,61**	**-1070495.56**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-0			137 716,39		137 716,39	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT : II-1

Résultats budgétaires de l'exercice

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	26 408 887,16	21 862 836,17	48 271 723,33
Titres de recette émis (b)	20 899 630,32	20 740 847,34	41 640 477,66
Réductions de titres (c)		63 502,29	63 502,29
Recettes nettes (d = b - c)	20 899 630,32	20 677 345,05	41 576 975,37
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	26 408 887,16	21 862 836,17	48 271 723,33
Mandats émis (f)	15 577 448,67	19 987 479,57	35 564 928,24
Annulations de mandats (g)	420 797,15	286 548,57	707 345,72
Dépenses nettes (h = f - g)	15 156 651,52	19 700 931,00	34 857 582,52
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	5 742 978,80	976 414,05	6 719 392,85
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETABLISSEMENT : FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : II-2

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	-3 271 466,38		5 742 978,80		2 471 512,42
Fonctionnement	7 414 728,76	5 750 511,89	976 414,05		2 640 630,92
TOTAL I	**4 143 262,38**	**5 750 511,89**	**6 719 392,85**		**5 112 143,34**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**4 143 262,38**	**5 750 511,89**	**6 719 392,85**		**5 112 143,34**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	340 000,00	340 000,00	680 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	1 077 000,00	2 850 000,00	3 927 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 000,00	4 828,00	8 828,00
204	Subventions d'équipement versées	35 000,00	80 333,33	115 333,33
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 010 000,00	425 534,71	1 435 534,71
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	486 000,00	1 347 311,64	1 833 311,64
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS		38 000,00	38 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	81 000,00	510 000,00	591 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**3 033 000,00**	**5 596 007,68**	**8 629 007,68**
Opération n° 10022	Opération d'équipement n° 10022	1 861 000,00	228 000,00	2 089 000,00
Opération n° 1003	Opération d'équipement n° 1003	1 000 000,00	501 326,41	1 501 326,41
Opération n° 1005	Opération d'équipement n° 1005	832 000,00	1 480 487,92	2 312 487,92
Opération n° 1006	Opération d'équipement n° 1006		26 383,61	26 383,61
Opération n° 10066	Opération d'équipement n° 10066	2 000 000,00	-300 000,00	1 700 000,00
Opération n° 1007	Opération d'équipement n° 1007	209 000,00	157 457,90	366 457,90
Opération n° 1008	Opération d'équipement n° 1008	165 000,00	116 098,12	281 098,12
Opération n° 1009	Opération d'équipement n° 1009	1 109 000,00	-674 500,00	434 500,00
Opération n° 1010	Opération d'équipement n° 1010	490 000,00	400 000,00	890 000,00
Opération n° 1011	Opération d'équipement n° 1011	1 620 000,00		1 620 000,00
Opération n° 1012	Opération d'équipement n° 1012	300 000,00	-54 000,00	246 000,00
Opération n° 1020	Opération d'équipement n° 1020	750 000,00	19 000,00	769 000,00
Opération n° 10200	Opération d'équipement n° 10200		50 000,00	50 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**10 336 000,00**	**1 950 253,96**	**12 286 253,96**
4581	Opération pour compte tiers n° 4581			
45810	Opération pour compte tiers n° 45810		235 000,00	235 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**		**235 000,00**	**235 000,00**
	Opérations patrimoniales			
SOUS-TOTAL				
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**13 369 000,00**	**7 781 261,64**	**21 150 261,64**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	35 000,00	1 452 159,14	1 487 159,14
041	Opérations patrimoniales	100 000,00	400 000,00	500 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**135 000,00**	**1 852 159,14**	**1 987 159,14**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		3 271 466,38	3 271 466,38
TOTAL GENERAL		**13 504 000,00**	**12 904 887,16**	**26 408 887,16**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

FONTENAY-LE-COMTE
ETAT - II-3 - Page droite 19

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	680 000,00	342 534,02		342 534,02	337 465,98
16	3 927 000,00	3 928 140,03	1 200,00	3 926 940,03	59,97
20	8 828,00	7 918,80		7 918,80	909,20
204	115 333,33	48 000,00		48 000,00	67 333,33
21	1 435 534,71	708 228,33		708 228,33	727 306,38
23	1 833 311,64	919 067,38	94 190,95	824 876,43	1 008 435,21
26	38 000,00	37 440,00		37 440,00	560,00
27	591 000,00	586 073,47		586 073,47	4 926,53
SOUS-TOTAL	**8 629 007,68**	**6 577 402,03**	**95 390,95**	**6 482 011,08**	**2 146 996,60**
Opération n° 10022	2 089 000,00	616 655,68	218 472,00	398 183,68	1 690 816,32
Opération n° 1003	1 501 326,41	676 757,84		676 757,84	824 568,57
Opération n° 1005	2 312 487,92	2 016 921,95	1 351,00	2 015 570,95	296 916,97
Opération n° 1006	26 383,61	26 383,61		26 383,61	
Opération n° 10066	1 700 000,00	1 238 460,63		1 238 460,63	461 539,37
Opération n° 1007	366 457,90	130 941,78		130 941,78	235 516,12
Opération n° 1008	281 098,12	166 212,39	2 316,00	163 896,39	117 201,73
Opération n° 1009	434 500,00	14 694,00		14 694,00	419 806,00
Opération n° 1010	890 000,00	484 051,13		484 051,13	405 948,87
Opération n° 1011	1 620 000,00	1 240 341,57	103 267,20	1 137 074,37	482 925,63
Opération n° 1012	246 000,00	131 219,51		131 219,51	114 780,49
Opération n° 1020	769 000,00	133 873,07		133 873,07	635 126,93
Opération n° 10200	50 000,00	3 480,00		3 480,00	46 520,00
SOUS-TOTAL	**12 286 253,96**	**6 879 993,16**	**325 406,20**	**6 554 586,96**	**5 731 667,00**
4581					
45810	235 000,00	137 716,39		137 716,39	97 283,61
SOUS-TOTAL	**235 000,00**	**137 716,39**		**137 716,39**	**97 283,61**
SOUS-TOTAL					
TOTAL	**21 150 261,64**	**13 595 111,58**	**420 797,15**	**13 174 314,43**	**7 975 947,21**
040	1 487 159,14	1 483 279,14		1 483 279,14	3 880,00
041	500 000,00	499 057,95		499 057,95	942,05
TOTAL	**1 987 159,14**	**1 982 337,09**		**1 982 337,09**	**4 822,05**
001	3 271 466,38				3 271 466,38
TOTAL GENERAL	**26 408 887,16**	**15 577 448,67**	**420 797,15**	**15 156 651,52**	**11 252 235,64**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	925 000,00	5 750 511,89	6 675 511,89
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 999 000,00	1 301 816,13	4 300 816,13
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	6 733 000,00	2 850 000,00	9 583 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 000,00		1 000,00
024	Produits de cessions (recettes)	933 000,00	-318 080,16	614 919,84
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**11 591 000,00**	**9 584 247,86**	**21 175 247,86**
45820	Opération pour compte tiers n° 45820		235 000,00	235 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**		**235 000,00**	**235 000,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**11 591 000,00**	**9 819 247,86**	**21 410 247,86**
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	613 000,00	815 400,00	1 428 400,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00	1 870 239,30	3 070 239,30
041	Opérations patrimoniales	100 000,00	400 000,00	500 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 913 000,00**	**3 085 639,30**	**4 998 639,30**
TOTAL GENERAL		**13 504 000,00**	**12 904 887,16**	**26 408 887,16**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	6 675 511,89	6 854 294,73		6 854 294,73	-178 782,84
13	4 300 816,13	982 570,08		982 570,08	3 318 246,05
16	9 583 000,00	9 550 941,16		9 550 941,16	32 058,84
23					
27	1 000,00				1 000,00
024	614 919,84				614 919,84
SOUS-TOTAL	**21 175 247,86**	**17 387 805,97**		**17 387 805,97**	**3 787 441,89**
45820	235 000,00				235 000,00
SOUS-TOTAL	**235 000,00**				**235 000,00**
TOTAL	**21 410 247,86**	**17 387 805,97**		**17 387 805,97**	**4 022 441,89**
021	1 428 400,00				1 428 400,00
040	3 070 239,30	3 012 766,40		3 012 766,40	57 472,90
041	500 000,00	499 057,95		499 057,95	942,05
TOTAL	**4 998 639,30**	**3 511 824,35**		**3 511 824,35**	**1 486 814,95**
TOTAL GENERAL	**26 408 887,16**	**20 899 630,32**		**20 899 630,32**	**5 509 256,84**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	5 200 000,00	755 396,87	5 955 396,87
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 580 000,00	225 000,00	9 805 000,00
014	Atténuations de produits	32 000,00	2 000,00	34 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	646 000,00	9 800,00	655 800,00
65748	Autres personnes de droit privé	564 000,00	37 000,00	601 000,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	262 000,00	1 000,00	263 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	10 000,00	30 000,00	40 000,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	10 000,00		10 000,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**16 304 000,00**	**1 060 196,87**	**17 364 196,87**
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	613 000,00	815 400,00	1 428 400,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00	1 870 239,30	3 070 239,30
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 813 000,00**	**2 685 639,30**	**4 498 639,30**
TOTAL GENERAL		**18 117 000,00**	**3 745 836,17**	**21 862 836,17**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	5 955 396,87	5 538 840,59	196 952,60	5 341 887,99	613 508,88
012	9 805 000,00	9 794 775,21	328,01	9 794 447,20	10 552,80
014	34 000,00	32 500,50		32 500,50	1 499,50
65	655 800,00	633 416,49	1 048,00	632 368,49	23 431,51
65748	601 000,00	589 036,00	7 145,00	581 891,00	19 109,00
66	263 000,00	343 138,18	81 074,96	262 063,22	936,78
67	40 000,00	35 482,20		35 482,20	4 517,80
68	10 000,00	7 524,00		7 524,00	2 476,00
TOTAL	**17 364 196,87**	**16 974 713,17**	**286 548,57**	**16 688 164,60**	**676 032,27**
68					
023	1 428 400,00				1 428 400,00
042	3 070 239,30	3 012 766,40		3 012 766,40	57 472,90
TOTAL	**4 498 639,30**	**3 012 766,40**		**3 012 766,40**	**1 485 872,90**
TOTAL GENERAL	**21 862 836,17**	**19 987 479,57**	**286 548,57**	**19 700 931,00**	**2 161 905,17**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT - II-3 - Page gauche 22

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	5 000,00	137 000,00	142 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 136 000,00	97 000,00	1 233 000,00
73	IMPOTS ET TAXES	2 778 000,00		2 778 000,00
731	Fiscalité locale	10 321 000,00	-9 620,00	10 311 380,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 487 000,00	57 000,00	3 544 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	355 000,00	30 000,00	385 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS SPECIFIQUES		318 080,16	318 080,16
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**18 082 000,00**	**629 460,16**	**18 711 460,16**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	35 000,00	1 452 159,14	1 487 159,14
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**35 000,00**	**1 452 159,14**	**1 487 159,14**
002	Résultat de fonctionnement reporté		1 664 216,87	1 664 216,87
TOTAL GENERAL		**18 117 000,00**	**3 745 836,17**	**21 862 836,17**

COMPTE DE GESTION - FONTENAY-LE-COMTE
ETAT - II-3 - Page droite 22
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	142 000,00	148 022,72		148 022,72	-6 022,72
70	1 233 000,00	1 373 901,00	12 207,73	1 361 693,27	-128 693,27
73	2 778 000,00	2 780 622,00		2 780 622,00	-2 622,00
731	10 311 380,00	10 584 122,35	5 645,10	10 578 477,25	-267 097,25
74	3 544 000,00	3 636 313,36	44 325,84	3 591 987,52	-47 987,52
75	385 000,00	407 405,74	1 323,62	406 082,12	-21 082,12
76		690,60		690,60	-690,60
77	318 080,16	326 490,43		326 490,43	-8 410,27
TOTAL	**18 711 460,16**	**19 257 568,20**	**63 502,29**	**19 194 065,91**	**-482 605,75**
042	1 487 159,14	1 483 279,14		1 483 279,14	3 880,00
TOTAL	**1 487 159,14**	**1 483 279,14**		**1 483 279,14**	**3 880,00**
002	1 664 216,87				1 664 216,87
TOTAL GENERAL	**21 862 836,17**	**20 740 847,34**	**63 502,29**	**20 677 345,05**	**1 185 491,12**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

SGC FONTENAY-LE-COMTE ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
10226	Taxe d'aménagement	342 534,02		342 534,02
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**342 534,02**		**342 534,02**
1641	Emprunts en euros	1 069 967,62		1 069 967,62
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	2 850 000,00		2 850 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 087,41	1 200,00	887,41
16878	Autres organismes et particuliers	6 085,00		6 085,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**3 928 140,03**	**1 200,00**	**3 926 940,03**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	1 536,00		1 536,00
2031	Frais d'études	2 628,00		2 628,00
2051	Concessions et droits similaires	3 754,80		3 754,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**7 918,80**		**7 918,80**
20422	Bâtiments et installations	48 000,00		48 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**48 000,00**		**48 000,00**
2111	Terrains nus	161,70		161,70
2116	Cimetière	30 505,00		30 505,00
2128	Autres agencements et aménagements	24 404,68		24 404,68
21311	Bâtiments administratifs	2 345,22		2 345,22
21312	Bâtiments scolaires	6 567,70		6 567,70
21314	Bâtiments culturels et sportifs	46 832,75		46 832,75
21316	Équipements du cimetière	14 670,00		14 670,00
21351	Bâtiments publics	64 977,33		64 977,33
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	5 179,33		5 179,33
215731	Matériel roulant	98 028,25		98 028,25
21828	Autres matériels de transport	46 588,16		46 588,16
21831	Matériel informatique scolaire	9 899,04		9 899,04
21838	Autre matériel informatique	33 690,76		33 690,76
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	8 556,15		8 556,15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	40 842,17		40 842,17
2185	Matériel de téléphonie	14 540,24		14 540,24
2188	Autres	260 439,85		260 439,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**708 228,33**		**708 228,33**
2312	Agencements et aménagements de terrains	77 350,56		77 350,56
2313	Constructions	747 525,87		747 525,87
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	94 190,95	94 190,95	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**919 067,38**	**94 190,95**	**824 876,43**
261	Titres de participation	37 440,00		37 440,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS**	**37 440,00**		**37 440,00**
2745	Avances remboursables	80 000,00		80 000,00
27638	Autres établissements publics	506 073,47		506 073,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**586 073,47**		**586 073,47**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**6 577 402,03**	**95 390,95**	**6 482 011,08**
Opération n° 203110022	Frais d'études	26 082,88		26 082,88
Opération n° 211110022	Terrains nus	99 672,00	99 672,00	
Opération n° 211310022	Terrains aménagés autres que voirie	118 800,00	118 800,00	
Opération n° 2156810022	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	699,31		699,31
Opération n° 218810022	Autres	15 205,07		15 205,07
Opération n° 231210022	Agencements et aménagements de terrains	165 176,59		165 176,59
Opération n° 231310022	Constructions	141 023,83		141 023,83
Opération n° 231510022	Installations, matériel et outillage techniques	39 996,00		39 996,00
Opération n° 232410022	Subventions d'équipement versées	10 000,00		10 000,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 10022	**Opération d'équipement n° 10022**	**616 655,68**	**218 472,00**	**398 183,68**
Opération n° 21281003	Autres agencements et aménagements	332 107,38		332 107,38
Opération n° 21881003	Autres	3 000,00		3 000,00
Opération n° 23131003	Constructions	341 650,46		341 650,46
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1003	**Opération d'équipement n° 1003**	**676 757,84**		**676 757,84**
Opération n° 20311005	Frais d'études	8 310,00		8 310,00
Opération n° 20415821005	Bâtiments et installations	719 545,00	1 351,00	718 194,00
Opération n° 215341005	Réseaux d'électrification	12 878,40		12 878,40
Opération n° 215681005	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	6 066,09		6 066,09
Opération n° 21881005	Autres	7 078,67		7 078,67
Opération n° 23151005	Installations, matériel et outillage techniques	1 204 168,61		1 204 168,61
Opération n° 2381005	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	58 875,18		58 875,18
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1005	**Opération d'équipement n° 1005**	**2 016 921,95**	**1 351,00**	**2 015 570,95**
Opération n° 23131006	Constructions	26 383,61		26 383,61
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1006	**Opération d'équipement n° 1006**	**26 383,61**		**26 383,61**
Opération n° 2156810066	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	958,90		958,90
Opération n° 231310066	Constructions	1 237 501,73		1 237 501,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 10066	**Opération d'équipement n° 10066**	**1 238 460,63**		**1 238 460,63**
Opération n° 21211007	Plantations d'arbres et d'arbustes	27 148,46		27 148,46
Opération n° 21281007	Autres agencements et aménagements	40 753,72		40 753,72
Opération n° 21521007	Installations de voirie	8 740,80		8 740,80
Opération n° 21881007	Autres	10 929,60		10 929,60

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

SGC FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
Opération n° 23121007	Agencements et aménagements de terrains	43 369,20		43 369,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1007	**Opération d'équipement n° 1007**	**130 941,78**		**130 941,78**
Opération n° 20881008	Autres immobilisations incorporelles	1 712,57		1 712,57
Opération n° 21121008	Terrains de voirie	675,70		675,70
Opération n° 213181008	Autres bâtiments publics	3 945,00		3 945,00
Opération n° 21381008	Autres constructions	36 336,35		36 336,35
Opération n° 23121008	Agencements et aménagements de terrains	9 066,00		9 066,00
Opération n° 23131008	Constructions	114 476,77	2 316,00	112 160,77
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1008	**Opération d'équipement n° 1008**	**166 212,39**	**2 316,00**	**163 896,39**
Opération n° 20311009	Frais d'études	480,00		480,00
Opération n° 23121009	Agencements et aménagements de terrains	13 470,00		13 470,00
Opération n° 23131009	Constructions	744,00		744,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1009	**Opération d'équipement n° 1009**	**14 694,00**		**14 694,00**
Opération n° 23131010	Constructions	468 445,71		468 445,71
Opération n° 2381010	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	15 605,42		15 605,42
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1010	**Opération d'équipement n° 1010**	**484 051,13**		**484 051,13**
Opération n° 20415821011	Bâtiments et installations	13 651,00		13 651,00
Opération n° 23151011	Installations, matériel et outillage techniques	1 132 499,62	103 267,20	1 029 232,42
Opération n° 2381011	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	94 190,95		94 190,95
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1011	**Opération d'équipement n° 1011**	**1 240 341,57**	**103 267,20**	**1 137 074,37**
Opération n° 23131012	Constructions	131 219,51		131 219,51
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1012	**Opération d'équipement n° 1012**	**131 219,51**		**131 219,51**
Opération n° 21281020	Autres agencements et aménagements	56 012,46		56 012,46
Opération n° 218381020	Autre matériel informatique	369,80		369,80
Opération n° 21881020	Autres	40 180,67		40 180,67
Opération n° 23131020	Constructions	37 310,14		37 310,14
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1020	**Opération d'équipement n° 1020**	**133 873,07**		**133 873,07**
Opération n° 231210200	Agencements et aménagements de terrains	3 480,00		3 480,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 10200	**Opération d'équipement n° 10200**	**3 480,00**		**3 480,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**6 879 993,16**	**325 406,20**	**6 554 586,96**
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	137 716,39		137 716,39
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**137 716,39**		**137 716,39**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**13 595 111,58**	**420 797,15**	**13 174 314,43**
13911	État et établissements nationaux	5 160,00		5 160,00
13912	Régions	6 519,00		6 519,00
13918	Autres	1 521,00		1 521,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT : II-4 - FONTENAY-LE-COMTE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
139362	Dotation de soutien à l'investissement local	17 920,00		17 920,00
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	1 452 159,14		1 452 159,14
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 483 279,14**		**1 483 279,14**
2111	Terrains nus	900,00		900,00
2138	Autres constructions	7 068,00		7 068,00
2152	Installations de voirie	788,64		788,64
2312	Agencements et aménagements de terrains	305 206,97		305 206,97
2313	Constructions	49 682,91		49 682,91
2315	Installations, matériel et outillage techniques	135 411,43		135 411,43
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**499 057,95**		**499 057,95**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 982 337,09**		**1 982 337,09**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**15 577 448,67**	**420 797,15**	**15 156 651,52**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

SGC FONTENAY-LE-COMTE ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	767 105,42		767 105,42
10226	Taxe d'aménagement	336 677,42		336 677,42
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 750 511,89		5 750 511,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**6 854 294,73**		**6 854 294,73**
1321	État et établissements nationaux	501 476,72		501 476,72
1322	Régions	18 626,01		18 626,01
1323	Départements	37 338,00		37 338,00
1328	Autres	67 200,00		67 200,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	147 008,00		147 008,00
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux	37 205,45		37 205,45
13462	Dotation de soutien à l'investissement local	173 715,90		173 715,90
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**982 570,08**		**982 570,08**
1641	Emprunts en euros	3 850 000,00		3 850 000,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 850 000,00		2 850 000,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	2 850 000,00		2 850 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	941,16		941,16
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**9 550 941,16**		**9 550 941,16**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**17 387 805,97**		**17 387 805,97**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**17 387 805,97**		**17 387 805,97**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	195 951,94		195 951,94
2113	Terrains aménagés autres que voirie	11 838,41		11 838,41
21318	Autres bâtiments publics	186 799,84		186 799,84
21321	Immeubles de rapport	1 300 449,30		1 300 449,30
2138	Autres constructions	68 357,41		68 357,41
21828	Autres matériels de transport	3 300,00		3 300,00
2188	Autres	3 542,40		3 542,40
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	11 214,22		11 214,22
28031	Frais d'études	4 894,96		4 894,96
2804112	Bâtiments et installations	1 332,67		1 332,67
28041412	Bâtiments et installations	56 179,12		56 179,12
28041512	Bâtiments et installations	37 529,00		37 529,00
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	732,75		732,75
28041582	Bâtiments et installations	216 749,13		216 749,13
2804182	Bâtiments et installations	14 999,33		14 999,33
280422	Bâtiments et installations	50 465,36		50 465,36
2804412	Bâtiments et installations	3 246,00		3 246,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

FONTENAY-LE-COMTE - FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2804413	Projets d'infrastructures d'intérêt national	1 219,00		1 219,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	6 965,00		6 965,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	3 110,50		3 110,50
28128	Autres agencements et aménagements	115 732,72		115 732,72
281321	Immeubles de rapport	43 517,08		43 517,08
281351	Bâtiments publics	44 457,50		44 457,50
28138	Autres constructions	40 449,50		40 449,50
281533	Réseaux câblés	1 266,00		1 266,00
281534	Réseaux d'électrification	2 529,00		2 529,00
281538	Autres réseaux	1 767,00		1 767,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	17 075,50		17 075,50
2815731	Matériel roulant	118 211,80		118 211,80
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	6 744,96		6 744,96
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	1 637,00		1 637,00
28162	Biens historiques et culturels mobiliers	546,00		546,00
281828	Autres matériels de transport	53 133,27		53 133,27
281831	Matériel informatique scolaire	22 027,86		22 027,86
281838	Autre matériel informatique	70 386,74		70 386,74
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	17 899,08		17 899,08
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	37 960,33		37 960,33
28185	Matériel de téléphonie	6 296,09		6 296,09
28186	Cheptel	128,44		128,44
28188	Autres	232 124,19		232 124,19
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**3 012 766,40**		**3 012 766,40**
1328	Autres	900,00		900,00
2031	Frais d'études	428 752,77		428 752,77
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	69 405,18		69 405,18
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**499 057,95**		**499 057,95**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**3 511 824,35**		**3 511 824,35**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**20 899 630,32**		**20 899 630,32**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	219 153,16	376,27	218 776,89
60611	Eau et assainissement	110 404,03	299,97	110 104,06
60612	Énergie - Électricité	844 570,18	4 595,53	839 974,65
60613	Chauffage urbain	332 079,66	182,96	331 896,70
60621	Combustibles	3 519,42		3 519,42
60622	Carburants	109 045,25	7 081,09	101 964,16
60623	Alimentation	494 432,32	2 733,05	491 699,27
60628	Autres fournitures non stockées	6 469,56	59,30	6 410,26
60631	Fournitures d'entretien	169 018,93	5 499,80	163 519,13
60632	Fournitures de petit équipement	299 219,94	16 772,12	282 447,82
60633	Fournitures de voirie	103 933,26	1 820,21	102 113,05
60636	Habillement et Vêtements de travail	33 868,31	4 833,59	29 034,72
6064	Fournitures administratives	25 046,20	4 000,00	21 046,20
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	35 954,16		35 954,16
6067	Fournitures scolaires	42 465,05	1 381,37	41 083,68
6068	Autres matières et fournitures.	29 825,36		29 825,36
611	Contrats de prestations de services	65 818,20	6 810,00	59 008,20
6132	Locations immobilières	21 438,82		21 438,82
61351	Matériel roulant	21 598,43		21 598,43
61358	Autres	148 513,50	6 439,71	142 073,79
614	Charges locatives et de copropriété	24 568,91	9 000,00	15 568,91
61521	Terrains	93 625,51	5 367,68	88 257,83
615221	Bâtiments publics	335 734,54	28 511,07	307 223,47
615228	Autres bâtiments	2 351,98	2 351,98	
615231	Voiries	2 332,09	795,29	1 536,80
61524	Bois et forêts	5 472,68		5 472,68
61551	Matériel roulant	68 180,86	11 234,27	56 946,59
61558	Autres biens mobiliers	144 442,75	10 129,27	134 313,48
6156	Maintenance	156 108,86	7 303,25	148 805,61
6161	Multirisques	147 935,52		147 935,52
617	Études et recherches	27 990,00		27 990,00
6182	Documentation générale et technique	6 694,83	500,00	6 194,83
6184	Versements à des organismes de formation	54 129,76	9 241,00	44 888,76
6188	Autres frais divers	2 084,23		2 084,23
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 000,00		1 000,00
62268	Autres honoraires, conseils...	79 270,59	20 388,27	58 882,32

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 522,12		2 522,12
6228	Divers	121 036,53	5 810,42	115 226,11
6231	Annonces et insertions	15 976,50		15 976,50
6232	Fêtes et cérémonies	90 786,81		90 786,81
6234	Réceptions	58 339,91	504,00	57 835,91
6236	Catalogues et imprimés	61 194,80	5 522,50	55 672,30
6238	Divers	20 218,71	1 434,80	18 783,91
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	9 914,01		9 914,01
6247	Transports collectifs du personnel	1 354,44		1 354,44
6251	Voyages, déplacements et missions	25 331,29	137,00	25 194,29
6255	Frais de déménagement	1 802,93		1 802,93
6261	Frais d'affranchissement	32 705,95		32 705,95
6262	Frais de télécommunications	53 162,51		53 162,51
627	Services bancaires et assimilés.	9 513,29		9 513,29
6281	Concours divers (cotisations...)	19 207,89		19 207,89
6282	Frais de gardiennage	27 825,58	2 500,00	25 325,58
6283	Frais de nettoyage des locaux	21 958,28	4 209,60	17 748,68
6284	Redevance pour services rendus	52 633,97		52 633,97
62876	Au GFP de rattachement	197 884,00		197 884,00
62878	A des tiers	4 064,44	500,00	3 564,44
6288	Autres	362 510,84	6 449,23	356 061,61
63512	Taxes foncières	61 589,00	2 178,00	59 411,00
63513	Autres impôts locaux	15 410,00		15 410,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	3 599,94		3 599,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**5 538 840,59**	**196 952,60**	**5 341 887,99**
6218	Autre personnel extérieur	34 821,57		34 821,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	27 711,00		27 711,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	135 624,12		135 624,12
64111	Rémunération principale	4 492 975,44		4 492 975,44
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	38 777,84		38 777,84
64113	NBI	43 878,52		43 878,52
64118	Autres indemnités.	1 012 907,02		1 012 907,02
64131	Rémunérations	1 143 111,96	328,01	1 142 783,95
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	8 958,58		8 958,58
6417	Rémunérations des apprentis	10 213,63		10 213,63
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	986 014,50		986 014,50

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 085021 NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC FONTENAY-LE-COMTE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 502 426,39		1 502 426,39
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	46 016,00		46 016,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	82 890,93		82 890,93
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	13 877,00		13 877,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	17 614,00		17 614,00
64731	Versées directement	16 747,04		16 747,04
6474	Versements aux oeuvres sociales	41 724,00		41 724,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	10 247,17		10 247,17
6478	Autres charges sociales diverses	128 238,50		128 238,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**9 794 775,21**	**328,01**	**9 794 447,20**
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs	1 475,00		1 475,00
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants	11 780,00		11 780,00
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	10 842,00		10 842,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	8 403,50		8 403,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**32 500,50**		**32 500,50**
65132	Prix	1 895,29		1 895,29
65134	Aides	400,00		400,00
65311	Indemnités de fonction	207 951,18		207 951,18
65312	Frais de mission et de déplacement	13 119,89	548,00	12 571,89
65313	Cotisations de retraite	13 289,36		13 289,36
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	17 568,00		17 568,00
65315	Formation	3 840,00		3 840,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	369,95		369,95
6541	Créances admises en non-valeur	3 570,54		3 570,54
6542	Créances éteintes	1 829,94		1 829,94
65568	Autres contributions	59 445,14		59 445,14
6558	Autres contributions obligatoires	129 474,33		129 474,33
657363	CCAS/CIAS	80 000,00		80 000,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	19 933,03	500,00	19 433,03
65818	Autres	67 950,13		67 950,13
65883	Déficits sur opérations de gestion	153,63		153,63
65888	Autres	12 626,08		12 626,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**633 416,49**	**1 048,00**	**632 368,49**
65748	Autres personnes de droit privé	589 036,00	7 145,00	581 891,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65748	**Autres personnes de droit privé**	**589 036,00**	**7 145,00**	**581 891,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	252 216,91		252 216,91

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
ETAT : II-4 -

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	90 921,27	81 074,96	9 846,31
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**343 138,18**	**81 074,96**	**262 063,22**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	35 482,20		35 482,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**35 482,20**		**35 482,20**
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	7 524,00		7 524,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS**	**7 524,00**		**7 524,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**16 974 713,17**	**286 548,57**	**16 688 164,60**
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 574 287,36		1 574 287,36
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	195 951,94		195 951,94
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 242 527,10		1 242 527,10
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**3 012 766,40**		**3 012 766,40**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**3 012 766,40**		**3 012 766,40**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**19 987 479,57**	**286 548,57**	**19 700 931,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	96 727,32		96 727,32
6479	Remboursements sur autres charges sociales	51 295,40		51 295,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**148 022,72**		**148 022,72**
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	30 736,20	481,75	30 254,45
70323	Redevance d'occupation du domaine public	39 921,59	1 543,19	38 378,40
70328	Autres droits de stationnement et de location	121 548,00	600,00	120 948,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	127 363,94		127 363,94
70632	A caractère de loisirs	74 323,16	46,50	74 276,66
7066	Redevances et droits des services à caractère social	31 826,00		31 826,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	357 166,38	254,60	356 911,78
7078	Autres marchandises	9 897,00		9 897,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 416,00	25,00	14 391,00
70843	au CCAS/CIAS	7 479,70		7 479,70
70846	au GFP de rattachement	62 318,67	6 135,00	56 183,67
70848	aux autres organismes	6 109,59		6 109,59
70876	par le GFP de rattachement	63 022,99		63 022,99
70878	par des tiers	162 431,12	3 006,29	159 424,83
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	265 340,66	115,40	265 225,26
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**1 373 901,00**	**12 207,73**	**1 361 693,27**
73211	Attribution de compensation	2 624 719,00		2 624 719,00
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	155 903,00		155 903,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**IMPOTS ET TAXES**	**2 780 622,00**		**2 780 622,00**
73111	Impôts directs locaux	9 384 485,00		9 384 485,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	13 662,00		13 662,00
73118	Autres contributions directes	21 122,00		21 122,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	499 173,00	1 383,00	497 790,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	336 140,83		336 140,83
73154	Droits de place	58 343,52	1 147,40	57 196,12
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	153,80		153,80
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	249 610,50	3 114,70	246 495,80
7318	Autres	21 431,70		21 431,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**10 584 122,35**	**5 645,10**	**10 578 477,25**
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 446 518,00		1 446 518,00
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes	485 160,00		485 160,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	465 704,00		465 704,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	144 220,00		144 220,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

ETAT : II-4 - FONTENAY-LE-COMTE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15400 - FONTENAY-LE-COMTE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
744	FCTVA	14 056,56		14 056,56
74718	Autres	196 679,17	27,00	196 652,17
7473	Départements	6 566,50		6 566,50
747818	Autres	2 000,00		2 000,00
747888	Autres	144 120,29		144 120,29
7482	Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière	875,00		875,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	680 002,00	43 244,00	636 758,00
7484	Dotation de recensement	2 559,00		2 559,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	46 798,00		46 798,00
74881	Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scolaires	1 054,84	1 054,84	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**3 636 313,36**	**44 325,84**	**3 591 987,52**
752	Revenus des immeubles	339 755,77	1 323,62	338 432,15
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	23,89		23,89
75888	Autres	67 626,08		67 626,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**407 405,74**	**1 323,62**	**406 082,12**
7688	Autres	690,60		690,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**PRODUITS FINANCIERS**	**690,60**		**690,60**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	8 410,27		8 410,27
775	Produits des cessions d'immobilisations	318 080,16		318 080,16
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**326 490,43**		**326 490,43**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**19 257 568,20**	**63 502,29**	**19 194 065,91**
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	1 452 159,14		1 452 159,14
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	31 120,00		31 120,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 483 279,14**		**1 483 279,14**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 483 279,14**		**1 483 279,14**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**20 740 847,34**	**63 502,29**	**20 677 345,05**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		16 119 502,61		4 141,00				16 123 643,61		16 123 643,61
10222	F.C.T.V.A.		22 491 870,49				767 105,42		23 258 975,91		23 258 975,91
10226	Taxe d'aménagement		751 312,98			342 534,02	336 677,42	342 534,02	1 087 990,40		745 456,38
10228	Autres fonds d'investissement		4 473 384,60						4 473 384,60		4 473 384,60
1022	**Sous Total compte 1022**		**27 716 568,07**			**342 534,02**	**1 103 782,84**	**342 534,02**	**28 820 350,91**		**28 477 816,89**
10251	Dons et legs en capital		661 126,44						661 126,44		661 126,44
1025	**Sous Total compte 1025**		**661 126,44**						**661 126,44**		**661 126,44**
102	**Sous Total compte 102**		**44 497 197,12**		**4 141,00**	**342 534,02**	**1 103 782,84**	**342 534,02**	**45 605 120,96**		**45 262 586,94**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		86 052 800,42	58 392,74			5 750 511,89	58 392,74	91 803 312,31		91 744 919,57
106	**Sous Total compte 106**		**86 052 800,42**	**58 392,74**			**5 750 511,89**	**58 392,74**	**91 803 312,31**		**91 744 919,57**
10	**Sous Total compte 10**		**130 549 997,54**	**58 392,74**	**4 141,00**	**342 534,02**	**6 854 294,73**	**400 926,76**	**137 408 433,27**		**137 007 506,51**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		5 367 819,15	5 750 511,89	2 046 909,61			5 750 511,89	7 414 728,76		1 664 216,87
11	**Sous Total compte 11**		**5 367 819,15**	**5 750 511,89**	**2 046 909,61**			**5 750 511,89**	**7 414 728,76**		**1 664 216,87**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		2 046 909,61	2 046 909,61				2 046 909,61	2 046 909,61		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**2 046 909,61**	**2 046 909,61**				**2 046 909,61**	**2 046 909,61**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		25 801,00						25 801,00		25 801,00
1312	Régions		57 096,00						57 096,00		57 096,00
13173	FEADER		37 203,75	74 407,50	37 203,75			74 407,50	74 407,50		0,00
1317	**Sous Total compte 1317**		**37 203,75**	**74 407,50**	**37 203,75**			**74 407,50**	**74 407,50**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1318	Autres		11 291,80						11 291,80		11 291,80
131	**Sous Total compte 131**		**131 392,55**	**74 407,50**	**37 203,75**			**74 407,50**	**168 596,30**		**94 188,80**
1321	État et établissements nationaux		6 071 832,47				501 476,72		6 573 309,19		6 573 309,19
1322	Régions		4 975 832,12				18 626,01		4 994 458,13		4 994 458,13
1323	Départements		1 890 203,66				37 338,00		1 927 541,66		1 927 541,66
13251	GFP de rattachement		1 602 100,59						1 602 100,59		1 602 100,59
1325	**Sous Total compte 1325**		**1 602 100,59**						**1 602 100,59**		**1 602 100,59**
1326	Autres établissements publics locaux		19 200,00						19 200,00		19 200,00
13272	FEDER		2 469 946,61						2 469 946,61		2 469 946,61
13273	FEADER			37 203,75	74 407,50			37 203,75	74 407,50		37 203,75
1327	**Sous Total compte 1327**		**2 469 946,61**	**37 203,75**	**74 407,50**			**37 203,75**	**2 544 354,11**		**2 507 150,36**
1328	Autres		936 690,17				68 100,00		1 004 790,17		1 004 790,17
132	**Sous Total compte 132**		**17 965 805,62**	**37 203,75**	**74 407,50**		**625 540,73**	**37 203,75**	**18 665 753,85**		**18 628 550,10**
13362	Dotation de soutien à l'investissement l		234 364,05						234 364,05		234 364,05
1336	**Sous Total compte 1336**		**234 364,05**						**234 364,05**		**234 364,05**
133	**Sous Total compte 133**		**234 364,05**						**234 364,05**		**234 364,05**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		1 698 024,50				147 008,00		1 845 032,50		1 845 032,50
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		2 328 333,57				37 205,45		2 365 539,02		2 365 539,02
13462	Dotation de soutien à l'investissement l		874 432,05				173 715,90		1 048 147,95		1 048 147,95

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1346	**Sous Total compte 1346**		**3 202 765,62**				**210 921,35**		**3 413 686,97**		**3 413 686,97**
1348	Autres		498 607,78						498 607,78		498 607,78
134	**Sous Total compte 134**		**5 399 397,90**				**357 929,35**		**5 757 327,25**		**5 757 327,25**
1385	Groupements de collectivités et collecti		4 479,84						4 479,84		4 479,84
138	**Sous Total compte 138**		**4 479,84**						**4 479,84**		**4 479,84**
13911	État et établissements nationaux	5 160,00				5 160,00		10 320,00		10 320,00	
13912	Régions	6 519,00				6 519,00		13 038,00		13 038,00	
13918	Autres	2 535,00				1 521,00		4 056,00		4 056,00	
1391	**Sous Total compte 1391**	**14 214,00**				**13 200,00**		**27 414,00**		**27 414,00**	
139362	Dotation de soutien à l'investissement l	24 810,00				17 920,00		42 730,00		42 730,00	
13936	**Sous Total compte 13936**	**24 810,00**				**17 920,00**		**42 730,00**		**42 730,00**	
1393	**Sous Total compte 1393**	**24 810,00**				**17 920,00**		**42 730,00**		**42 730,00**	
139	**Sous Total compte 139**	**39 024,00**				**31 120,00**		**70 144,00**		**70 144,00**	
13	**Sous Total compte 13**	**39 024,00**	**23 735 439,96**	**111 611,25**	**111 611,25**	**31 120,00**	**983 470,08**	**181 755,25**	**24 830 521,29**		**24 648 766,04**
1641	Emprunts en euros		10 943 474,10			1 069 967,62	3 850 000,00	1 069 967,62	14 793 474,10		13 723 506,48
16441	Opérations afférentes à l'emprunt						2 850 000,00		2 850 000,00		2 850 000,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tira					2 850 000,00	2 850 000,00	2 850 000,00	2 850 000,00		0,00
1644	**Sous Total compte 1644**					**2 850 000,00**	**5 700 000,00**	**2 850 000,00**	**5 700 000,00**		**2 850 000,00**
164	**Sous Total compte 164**		**10 943 474,10**			**3 919 967,62**	**9 550 000,00**	**3 919 967,62**	**20 493 474,10**		**16 573 506,48**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
165	Dépôts et cautionnements reçus		4 222,70	150,00	150,00	2 087,41	2 141,16	2 237,41	6 513,86		4 276,45
16878	Autres organismes et particuliers		18 254,00			6 085,00		6 085,00	18 254,00		12 169,00
1687	**Sous Total compte 1687**		**18 254,00**			**6 085,00**		**6 085,00**	**18 254,00**		**12 169,00**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		81 074,96	81 074,96	90 921,27			81 074,96	171 996,23		90 921,27
1688	**Sous Total compte 1688**		**81 074,96**	**81 074,96**	**90 921,27**			**81 074,96**	**171 996,23**		**90 921,27**
168	**Sous Total compte 168**		**99 328,96**	**81 074,96**	**90 921,27**	**6 085,00**		**87 159,96**	**190 250,23**		**103 090,27**
16	**Sous Total compte 16**		**11 047 025,76**	**81 224,96**	**91 071,27**	**3 928 140,03**	**9 552 141,16**	**4 009 364,99**	**20 690 238,19**		**16 680 873,20**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		300 837,53			1 452 159,14	195 951,94	1 452 159,14	496 789,47	955 369,67	
193	Autres neutralisations et régularisation	7 324 040,17		15 124,00				7 339 164,17		7 339 164,17	
19	**Sous Total compte 19**	**7 324 040,17**	**300 837,53**	**15 124,00**		**1 452 159,14**	**195 951,94**	**8 791 323,31**	**496 789,47**	**8 294 533,84**	
	Total classe 1	**7 363 064,17**	**173 048 029,55**	**8 063 774,45**	**2 253 733,13**	**5 753 953,19**	**17 585 857,91**	**21 180 791,81**	**192 887 620,59**	**8 364 677,84**	**180 071 506,62**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	217 411,67				1 536,00		218 947,67		218 947,67	
2031	Frais d'études	483 511,43			12 592,96	37 500,88	428 752,77	521 012,31	441 345,73	79 666,58	
203	**Sous Total compte 203**	**483 511,43**			**12 592,96**	**37 500,88**	**428 752,77**	**521 012,31**	**441 345,73**	**79 666,58**	
204112	Bâtiments et installations	20 000,00						20 000,00		20 000,00	
20411	**Sous Total compte 20411**	**20 000,00**						**20 000,00**		**20 000,00**	
2041412	Bâtiments et installations	842 646,50			32 813,50			842 646,50	32 813,50	809 833,00	
204141	**Sous Total compte 204141**	**842 646,50**			**32 813,50**			**842 646,50**	**32 813,50**	**809 833,00**	
20414	**Sous Total compte 20414**	**842 646,50**			**32 813,50**			**842 646,50**	**32 813,50**	**809 833,00**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041512	Bâtiments et installations	550 900,34						550 900,34		550 900,34	
204151	**Sous Total compte 204151**	**550 900,34**						**550 900,34**		**550 900,34**	
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	5 881,21						5 881,21		5 881,21	
2041582	Bâtiments et installations	2 999 488,86			436 198,68	733 196,00	1 351,00	3 732 684,86	437 549,68	3 295 135,18	
204158	**Sous Total compte 204158**	**3 005 370,07**			**436 198,68**	**733 196,00**	**1 351,00**	**3 738 566,07**	**437 549,68**	**3 301 016,39**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**3 556 270,41**			**436 198,68**	**733 196,00**	**1 351,00**	**4 289 466,41**	**437 549,68**	**3 851 916,73**	
204182	Bâtiments et installations	225 000,00						225 000,00		225 000,00	
20418	**Sous Total compte 20418**	**225 000,00**						**225 000,00**		**225 000,00**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**4 643 916,91**			**469 012,18**	**733 196,00**	**1 351,00**	**5 377 112,91**	**470 363,18**	**4 906 749,73**	
20422	Bâtiments et installations	763 898,60				48 000,00		811 898,60		811 898,60	
2042	**Sous Total compte 2042**	**763 898,60**				**48 000,00**		**811 898,60**		**811 898,60**	
204412	Bâtiments et installations	31 200,00						31 200,00		31 200,00	
204413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	18 054,91						18 054,91		18 054,91	
20441	**Sous Total compte 20441**	**49 254,91**						**49 254,91**		**49 254,91**	
2044	**Sous Total compte 2044**	**49 254,91**						**49 254,91**		**49 254,91**	
204	**Sous Total compte 204**	**5 457 070,42**			**469 012,18**	**781 196,00**	**1 351,00**	**6 238 266,42**	**470 363,18**	**5 767 903,24**	
2051	Concessions et droits similaires	209 856,82				3 754,80		213 611,62		213 611,62	
205	**Sous Total compte 205**	**209 856,82**				**3 754,80**		**213 611,62**		**213 611,62**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	20 000,00				1 712,57		21 712,57		21 712,57	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
208	**Sous Total compte 208**	**20 000,00**				**1 712,57**		**21 712,57**		**21 712,57**	
20	**Sous Total compte 20**	**6 387 850,34**			**481 605,14**	**825 700,25**	**430 103,77**	**7 213 550,59**	**911 708,91**	**6 301 841,68**	
2111	Terrains nus	685 311,05				100 733,70	99 672,00	786 044,75	99 672,00	686 372,75	
2112	Terrains de voirie	447 021,10		12 194,00		675,70		459 890,80		459 890,80	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	5 030 574,25		1 830,38		118 800,00	130 638,41	5 151 204,63	130 638,41	5 020 566,22	
2115	Terrains bâtis	922 220,02						922 220,02		922 220,02	
2116	Cimetière	289 332,59				30 505,00		319 837,59		319 837,59	
2118	Autres terrains	446 282,25						446 282,25		446 282,25	
211	**Sous Total compte 211**	**7 820 741,26**		**14 024,38**		**250 714,40**	**230 310,41**	**8 085 480,04**	**230 310,41**	**7 855 169,63**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	44 140,70				27 148,46		71 289,16		71 289,16	
2128	Autres agencements et aménagements	4 399 765,27				453 278,24		4 853 043,51		4 853 043,51	
212	**Sous Total compte 212**	**4 443 905,97**				**480 426,70**		**4 924 332,67**		**4 924 332,67**	
21311	Bâtiments administratifs	4 322 936,25		15 049,31		2 345,22		4 340 330,78		4 340 330,78	
21312	Bâtiments scolaires	12 080 096,28				6 567,70		12 086 663,98		12 086 663,98	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	1 497 704,32						1 497 704,32		1 497 704,32	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	25 565 270,27		12 560,70	100 900,89	46 832,75		25 624 663,72	100 900,89	25 523 762,83	
21316	Équipements du cimetière	582 699,44			1 210,29	14 670,00		597 369,44	1 210,29	596 159,15	
21318	Autres bâtiments publics	24 633 956,91		97 882,17	27 610,01	3 945,00	186 799,84	24 735 784,08	214 409,85	24 521 374,23	
2131	**Sous Total compte 2131**	**68 682 663,47**		**125 492,18**	**129 721,19**	**74 360,67**	**186 799,84**	**68 882 516,32**	**316 521,03**	**68 565 995,29**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21321	Immeubles de rapport	3 931 854,03					1 300 449,30	3 931 854,03	1 300 449,30	2 631 404,73	
2132	**Sous Total compte 2132**	**3 931 854,03**					**1 300 449,30**	**3 931 854,03**	**1 300 449,30**	**2 631 404,73**	
21351	Bâtiments publics	3 445 380,40				64 977,33		3 510 357,73		3 510 357,73	
2135	**Sous Total compte 2135**	**3 445 380,40**				**64 977,33**		**3 510 357,73**		**3 510 357,73**	
2138	Autres constructions	6 418 488,37		375 954,83	97 882,17	43 404,35	68 357,41	6 837 847,55	166 239,58	6 671 607,97	
213	**Sous Total compte 213**	**82 478 386,27**		**501 447,01**	**227 603,36**	**182 742,35**	**1 555 606,55**	**83 162 575,63**	**1 783 209,91**	**81 379 365,72**	
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	767 565,82						767 565,82		767 565,82	
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	2 346,60						2 346,60		2 346,60	
214	**Sous Total compte 214**	**769 912,42**						**769 912,42**		**769 912,42**	
2151	Réseaux de voirie	32 626 522,09		2 152,80	8 053,00			32 628 674,89	8 053,00	32 620 621,89	
2152	Installations de voirie	3 089 539,85			2 152,80	9 529,44		3 099 069,29	2 152,80	3 096 916,49	
21531	Réseaux d'adduction d'eau	147 224,75						147 224,75		147 224,75	
21533	Réseaux câblés	18 993,50						18 993,50		18 993,50	
21534	Réseaux d'électrification	190 509,96				12 878,40		203 388,36		203 388,36	
21538	Autres réseaux	63 636,42						63 636,42		63 636,42	
2153	**Sous Total compte 2153**	**420 364,63**				**12 878,40**		**433 243,03**		**433 243,03**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	123 511,50				12 903,63		136 415,13		136 415,13	
2156	**Sous Total compte 2156**	**123 511,50**				**12 903,63**		**136 415,13**		**136 415,13**	
215731	Matériel roulant	1 666 634,87				98 028,25		1 764 663,12		1 764 663,12	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
215738	Autre matériel et outillage de voirie	761 001,75						761 001,75		761 001,75	
21573	**Sous Total compte 21573**	**2 427 636,62**				**98 028,25**		**2 525 664,87**		**2 525 664,87**	
2157	**Sous Total compte 2157**	**2 427 636,62**				**98 028,25**		**2 525 664,87**		**2 525 664,87**	
2158	Autres installations, matériel et outill	53 799,65						53 799,65		53 799,65	
215	**Sous Total compte 215**	**38 741 374,34**		**2 152,80**	**10 205,80**	**133 339,72**		**38 876 866,86**	**10 205,80**	**38 866 661,06**	
21621	Biens sous-jacents	313 439,81						313 439,81		313 439,81	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	60 579,62						60 579,62		60 579,62	
2162	**Sous Total compte 2162**	**374 019,43**						**374 019,43**		**374 019,43**	
216	**Sous Total compte 216**	**374 019,43**						**374 019,43**		**374 019,43**	
21828	Autres matériels de transport	840 144,82			17 100,00	46 588,16	3 300,00	886 732,98	20 400,00	866 332,98	
2182	**Sous Total compte 2182**	**840 144,82**			**17 100,00**	**46 588,16**	**3 300,00**	**886 732,98**	**20 400,00**	**866 332,98**	
21831	Matériel informatique scolaire	193 100,73				9 899,04		202 999,77		202 999,77	
21838	Autre matériel informatique	522 230,85				34 060,56		556 291,41		556 291,41	
2183	**Sous Total compte 2183**	**715 331,58**				**43 959,60**		**759 291,18**		**759 291,18**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	152 863,76				8 556,15		161 419,91		161 419,91	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	810 315,23				40 842,17		851 157,40		851 157,40	
2184	**Sous Total compte 2184**	**963 178,99**				**49 398,32**		**1 012 577,31**		**1 012 577,31**	
2185	Matériel de téléphonie	64 457,21				14 540,24		78 997,45		78 997,45	
2186	Cheptel	1 761,40						1 761,40		1 761,40	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	3 195 890,02				336 833,86	3 542,40	3 532 723,88	3 542,40	3 529 181,48	
218	**Sous Total compte 218**	**5 780 764,02**			**17 100,00**	**491 320,18**	**6 842,40**	**6 272 084,20**	**23 942,40**	**6 248 141,80**	
21	**Sous Total compte 21**	**140 409 103,71**		**517 624,19**	**254 909,16**	**1 538 543,35**	**1 792 759,36**	**142 465 271,25**	**2 047 668,52**	**140 417 602,73**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	56 707,31				617 119,32		673 826,63		673 826,63	
2313	Constructions	5 131 108,12			290 798,03	3 295 964,54	2 316,00	8 427 072,66	293 114,03	8 133 958,63	
2315	Installations, matériel et outillage tec	394 403,89				2 512 075,66	103 267,20	2 906 479,55	103 267,20	2 803 212,35	
231	**Sous Total compte 231**	**5 582 219,32**			**290 798,03**	**6 425 159,52**	**105 583,20**	**12 007 378,84**	**396 381,23**	**11 610 997,61**	
2324	Subventions d'équipement versées					10 000,00		10 000,00		10 000,00	
2328	Autres immobilisations incorporelles	52 932,03						52 932,03		52 932,03	
232	**Sous Total compte 232**	**52 932,03**				**10 000,00**		**62 932,03**		**62 932,03**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	2 997,33				262 862,50	163 596,13	265 859,83	163 596,13	102 263,70	
23	**Sous Total compte 23**	**5 638 148,68**			**290 798,03**	**6 698 022,02**	**269 179,33**	**12 336 170,70**	**559 977,36**	**11 776 193,34**	
2421	de la collectivité territoriale	2 361 658,68						2 361 658,68		2 361 658,68	
2423	d'établissements publics de coopération	28 994 322,15						28 994 322,15		28 994 322,15	
242	**Sous Total compte 242**	**31 355 980,83**						**31 355 980,83**		**31 355 980,83**	
248	Autres mises en affectation	1 548 323,56						1 548 323,56		1 548 323,56	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		13 823 874,66						13 823 874,66		13 823 874,66
249	**Sous Total compte 249**		**13 823 874,66**						**13 823 874,66**		**13 823 874,66**
24	**Sous Total compte 24**	**32 904 304,39**	**13 823 874,66**					**32 904 304,39**	**13 823 874,66**	**19 080 429,73**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
261	Titres de participation	105 352,00				37 440,00		142 792,00		142 792,00	
266	Autres formes de participation	7 996,00						7 996,00		7 996,00	
26	**Sous Total compte 26**	**113 348,00**				**37 440,00**		**150 788,00**		**150 788,00**	
2745	Avances remboursables					80 000,00		80 000,00		80 000,00	
274	**Sous Total compte 274**					**80 000,00**		**80 000,00**		**80 000,00**	
275	Dépôts et cautionnements versés	9 123,06						9 123,06		9 123,06	
27638	Autres établissements publics	644 919,51				506 073,47		1 150 992,98		1 150 992,98	
2763	**Sous Total compte 2763**	**644 919,51**				**506 073,47**		**1 150 992,98**		**1 150 992,98**	
276	**Sous Total compte 276**	**644 919,51**				**506 073,47**		**1 150 992,98**		**1 150 992,98**	
27	**Sous Total compte 27**	**654 042,57**				**586 073,47**		**1 240 116,04**		**1 240 116,04**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		141 757,22				11 214,22		152 971,44		152 971,44
28031	Frais d'études		10 072,00	12 592,96			4 894,96	12 592,96	14 966,96		2 374,00
2803	**Sous Total compte 2803**		**10 072,00**	**12 592,96**			**4 894,96**	**12 592,96**	**14 966,96**		**2 374,00**
2804112	Bâtiments et installations		11 328,03				1 332,67		12 660,70		12 660,70
280411	**Sous Total compte 280411**		**11 328,03**				**1 332,67**		**12 660,70**		**12 660,70**
28041412	Bâtiments et installations		328 695,66	32 813,50			56 179,12	32 813,50	384 874,78		352 061,28
2804141	**Sous Total compte 2804141**		**328 695,66**	**32 813,50**			**56 179,12**	**32 813,50**	**384 874,78**		**352 061,28**
280414	**Sous Total compte 280414**		**328 695,66**	**32 813,50**			**56 179,12**	**32 813,50**	**384 874,78**		**352 061,28**
28041512	Bâtiments et installations		149 557,00				37 529,00		187 086,00		187 086,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**149 557,00**				**37 529,00**		**187 086,00**		**187 086,00**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études		3 454,75				732,75		4 187,50		4 187,50
28041582	Bâtiments et installations		2 007 998,18	436 198,68			216 749,13	436 198,68	2 224 747,31		1 788 548,63
2804158	**Sous Total compte 2804158**		**2 011 452,93**	**436 198,68**			**217 481,88**	**436 198,68**	**2 228 934,81**		**1 792 736,13**
280415	**Sous Total compte 280415**		**2 161 009,93**	**436 198,68**			**255 010,88**	**436 198,68**	**2 416 020,81**		**1 979 822,13**
2804182	Bâtiments et installations		86 663,98				14 999,33		101 663,31		101 663,31
280418	**Sous Total compte 280418**		**86 663,98**				**14 999,33**		**101 663,31**		**101 663,31**
28041	**Sous Total compte 28041**		**2 587 697,60**	**469 012,18**			**327 522,00**	**469 012,18**	**2 915 219,60**		**2 446 207,42**
280422	Bâtiments et installations		254 280,52				50 465,36		304 745,88		304 745,88
28042	**Sous Total compte 28042**		**254 280,52**				**50 465,36**		**304 745,88**		**304 745,88**
2804412	Bâtiments et installations		6 492,00				3 246,00		9 738,00		9 738,00
2804413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		5 860,00				1 219,00		7 079,00		7 079,00
280441	**Sous Total compte 280441**		**12 352,00**				**4 465,00**		**16 817,00**		**16 817,00**
28044	**Sous Total compte 28044**		**12 352,00**				**4 465,00**		**16 817,00**		**16 817,00**
2804	**Sous Total compte 2804**		**2 854 330,12**	**469 012,18**			**382 452,36**	**469 012,18**	**3 236 782,48**		**2 767 770,30**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		203 914,82				6 965,00		210 879,82		210 879,82
280	**Sous Total compte 280**		**3 210 074,16**	**481 605,14**			**405 526,54**	**481 605,14**	**3 615 600,70**		**3 133 995,56**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		7 679,00				3 110,50		10 789,50		10 789,50
28128	Autres agencements et aménagements		523 764,96				115 732,72		639 497,68		639 497,68

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2812	**Sous Total compte 2812**		**531 443,96**				**118 843,22**		**650 287,18**		**650 287,18**
281321	Immeubles de rapport		786 772,94				43 517,08		830 290,02		830 290,02
28132	**Sous Total compte 28132**		**786 772,94**				**43 517,08**		**830 290,02**		**830 290,02**
281351	Bâtiments publics		208 810,56				44 457,50		253 268,06		253 268,06
28135	**Sous Total compte 28135**		**208 810,56**				**44 457,50**		**253 268,06**		**253 268,06**
28138	Autres constructions		235 036,46				40 449,50		275 485,96		275 485,96
2813	**Sous Total compte 2813**		**1 230 619,96**				**128 424,08**		**1 359 044,04**		**1 359 044,04**
281531	Réseaux d'adduction d'eau		147 224,75						147 224,75		147 224,75
281533	Réseaux câblés		3 798,00				1 266,00		5 064,00		5 064,00
281534	Réseaux d'électrification		39 674,91				2 529,00		42 203,91		42 203,91
281538	Autres réseaux		34 988,01				1 767,00		36 755,01		36 755,01
28153	**Sous Total compte 28153**		**225 685,67**				**5 562,00**		**231 247,67**		**231 247,67**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		60 376,37				17 075,50		77 451,87		77 451,87
28156	**Sous Total compte 28156**		**60 376,37**				**17 075,50**		**77 451,87**		**77 451,87**
2815731	Matériel roulant		1 020 536,26				118 211,80		1 138 748,06		1 138 748,06
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		738 032,82				6 744,96		744 777,78		744 777,78
281573	**Sous Total compte 281573**		**1 758 569,08**				**124 956,76**		**1 883 525,84**		**1 883 525,84**
28157	**Sous Total compte 28157**		**1 758 569,08**				**124 956,76**		**1 883 525,84**		**1 883 525,84**
28158	Autres installations, matériel et outill		28 289,66				1 637,00		29 926,66		29 926,66

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2815	**Sous Total compte 2815**		**2 072 920,78**				**149 231,26**		**2 222 152,04**		**2 222 152,04**
28161	Biens historiques et culturels immobilie		546,72	546,72				546,72	546,72		0,00
28162	Biens historiques et culturels mobiliers				58 939,46		546,00		59 485,46		59 485,46
2816	**Sous Total compte 2816**		**546,72**	**546,72**	**58 939,46**		**546,00**	**546,72**	**60 032,18**		**59 485,46**
281828	Autres matériels de transport		674 881,97	17 100,00			53 133,27	17 100,00	728 015,24		710 915,24
28182	**Sous Total compte 28182**		**674 881,97**	**17 100,00**			**53 133,27**	**17 100,00**	**728 015,24**		**710 915,24**
281831	Matériel informatique scolaire		125 514,50				22 027,86		147 542,36		147 542,36
281838	Autre matériel informatique		334 006,74				70 386,74		404 393,48		404 393,48
28183	**Sous Total compte 28183**		**459 521,24**				**92 414,60**		**551 935,84**		**551 935,84**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		103 834,76				17 899,08		121 733,84		121 733,84
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		595 064,45				37 960,33		633 024,78		633 024,78
28184	**Sous Total compte 28184**		**698 899,21**				**55 859,41**		**754 758,62**		**754 758,62**
28185	Matériel de téléphonie		46 966,92				6 296,09		53 263,01		53 263,01
28186	Cheptel		1 504,92				128,44		1 633,36		1 633,36
28188	Autres		1 894 915,15				232 124,19		2 127 039,34		2 127 039,34
2818	**Sous Total compte 2818**		**3 776 689,41**	**17 100,00**			**439 956,00**	**17 100,00**	**4 216 645,41**		**4 199 545,41**
281	**Sous Total compte 281**		**7 612 220,83**	**17 646,72**	**58 939,46**		**837 000,56**	**17 646,72**	**8 508 160,85**		**8 490 514,13**
28	**Sous Total compte 28**		**10 822 294,99**	**499 251,86**	**58 939,46**		**1 242 527,10**	**499 251,86**	**12 123 761,55**		**11 624 509,69**
	Total classe 2	**186 106 797,69**	**24 646 169,65**	**1 016 876,05**	**1 086 251,79**	**9 685 779,09**	**3 734 569,56**	**196 809 452,83**	**29 466 991,00**	**192 790 846,18**	**25 448 384,35**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs		266 094,70	5 784 560,36	5 683 260,37			5 784 560,36	5 949 355,07		164 794,71
40173	Fournisseurs - Pénalités de retard d'exé		244,80						244,80		244,80
4017	**Sous Total compte 4017**		**244,80**						**244,80**		**244,80**
401	**Sous Total compte 401**		**266 339,50**	**5 784 560,36**	**5 683 260,37**			**5 784 560,36**	**5 949 599,87**		**165 039,51**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			8 119 316,61	8 119 316,61			8 119 316,61	8 119 316,61		0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		47 533,34	23 824,94	37 263,46			23 824,94	84 796,80		60 971,86
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			172 148,55	172 148,55			172 148,55	172 148,55		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**47 533,34**	**195 973,49**	**209 412,01**			**195 973,49**	**256 945,35**		**60 971,86**
404	**Sous Total compte 404**		**47 533,34**	**8 315 290,10**	**8 328 728,62**			**8 315 290,10**	**8 376 261,96**		**60 971,86**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		166 143,67	332 012,34	375 652,77			332 012,34	541 796,44		209 784,10
40	**Sous Total compte 40**		**480 016,51**	**14 431 862,80**	**14 387 641,76**			**14 431 862,80**	**14 867 658,27**		**435 795,47**
411	Redevables	294 075,73		1 352 199,43	1 302 804,30			1 646 275,16	1 302 804,30	343 470,86	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	79 782,01		341 382,63	341 059,27			421 164,64	341 059,27	80 105,37	
4161	Créances douteuses	56 152,95		101 745,08	124 744,78			157 898,03	124 744,78	33 153,25	
416	**Sous Total compte 416**	**56 152,95**		**101 745,08**	**124 744,78**			**157 898,03**	**124 744,78**	**33 153,25**	
41	**Sous Total compte 41**	**430 010,69**		**1 795 327,14**	**1 768 608,35**			**2 225 337,83**	**1 768 608,35**	**456 729,48**	
421	Personnel - Rémunérations dues			5 449 891,66	5 449 891,66			5 449 891,66	5 449 891,66		0,00
425	Personnel - Avances et acomptes			1 949,15	1 949,15			1 949,15	1 949,15		0,00
427	Personnel - Oppositions			3 493,96	3 493,96			3 493,96	3 493,96		0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
42	**Sous Total compte 42**			**5 455 334,77**	**5 455 334,77**			**5 455 334,77**	**5 455 334,77**		**0,00**
431	Sécurité sociale		3 345,00	1 885 477,50	1 882 132,50			1 885 477,50	1 885 477,50		0,00
437	Autres organismes sociaux		446,00	2 407 113,71	2 418 146,71			2 407 113,71	2 418 592,71		11 479,00
43	**Sous Total compte 43**		**3 791,00**	**4 292 591,21**	**4 300 279,21**			**4 292 591,21**	**4 304 070,21**		**11 479,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			112 356,46	112 356,46			112 356,46	112 356,46		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**112 356,46**	**112 356,46**			**112 356,46**	**112 356,46**		**0,00**
44311	Dépenses			366 631,02	375 034,52			366 631,02	375 034,52		8 403,50
44312	Recettes - Amiable	13 093,00		41 145,00	54 147,84			54 238,00	54 147,84	90,16	
4431	**Sous Total compte 4431**	**13 093,00**		**407 776,02**	**429 182,36**			**420 869,02**	**429 182,36**		**8 313,34**
44342	Recettes - Amiable	2 698 313,00		299,56	2 698 612,56			2 698 612,56	2 698 612,56		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**	**2 698 313,00**		**299,56**	**2 698 612,56**			**2 698 612,56**	**2 698 612,56**		**0,00**
44351	Dépenses		96 403,62	894 107,62	797 704,00			894 107,62	894 107,62		0,00
44352	Recettes - Amiable	174 426,45		110 105,84	266 676,90			284 532,29	266 676,90	17 855,39	
4435	**Sous Total compte 4435**	**174 426,45**	**96 403,62**	**1 004 213,46**	**1 064 380,90**			**1 178 639,91**	**1 160 784,52**	**17 855,39**	
44371	Dépenses			40 000,00	80 000,00			40 000,00	80 000,00		40 000,00
4437	**Sous Total compte 4437**			**40 000,00**	**80 000,00**			**40 000,00**	**80 000,00**		**40 000,00**
44381	Dépenses			120 094,95	120 094,95			120 094,95	120 094,95		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**			**120 094,95**	**120 094,95**			**120 094,95**	**120 094,95**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**	**2 885 832,45**	**96 403,62**	**1 572 383,99**	**4 392 270,77**			**4 458 216,44**	**4 488 674,39**		**30 457,95**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44551	T.V.A. à décaisser			14 584,00	14 584,00			14 584,00	14 584,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**14 584,00**	**14 584,00**			**14 584,00**	**14 584,00**		**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			14,00	14,00			14,00	14,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**			**14,00**	**14,00**			**14,00**	**14,00**		**0,00**
44571	T.V.A. collectée			14 599,34	14 599,34			14 599,34	14 599,34		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**14 599,34**	**14 599,34**			**14 599,34**	**14 599,34**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**			**29 197,34**	**29 197,34**			**29 197,34**	**29 197,34**		**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			88 010,25	88 010,25			88 010,25	88 010,25		0,00
4486	Autres charges à payer				13 074,00				13 074,00		13 074,00
4487	Produits à recevoir			22 715,52				22 715,52		22 715,52	
448	**Sous Total compte 448**			**22 715,52**	**13 074,00**			**22 715,52**	**13 074,00**	**9 641,52**	
44	**Sous Total compte 44**	**2 885 832,45**	**96 403,62**	**1 824 663,56**	**4 634 908,82**			**4 710 496,01**	**4 731 312,44**		**20 816,43**
45810	Dépenses (à subdiviser par mandat)					137 716,39		137 716,39		137 716,39	
4581	**Sous Total compte 4581**					**137 716,39**		**137 716,39**		**137 716,39**	
458	**Sous Total compte 458**					**137 716,39**		**137 716,39**		**137 716,39**	
45	**Sous Total compte 45**					**137 716,39**		**137 716,39**		**137 716,39**	
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			318 080,16	318 080,16			318 080,16	318 080,16		0,00
462	**Sous Total compte 462**			**318 080,16**	**318 080,16**			**318 080,16**	**318 080,16**		**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser		250,00	2 950,00	3 175,00			2 950,00	3 425,00		475,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4648	Opérations pour le compte de tiers			30 478,38	30 478,38			30 478,38	30 478,38		0,00
464	**Sous Total compte 464**		**250,00**	**33 428,38**	**33 653,38**			**33 428,38**	**33 903,38**		**475,00**
466	Excédents de versement		733,09	116 325,28	115 989,52			116 325,28	116 722,61		397,33
46711	Autres comptes créditeurs		29 399,64	3 838 318,63	3 876 569,79			3 838 318,63	3 905 969,43		67 650,80
4671	**Sous Total compte 4671**		**29 399,64**	**3 838 318,63**	**3 876 569,79**			**3 838 318,63**	**3 905 969,43**		**67 650,80**
46721	Débiteurs divers - Amiable	150,50		4 872 477,04	4 871 012,03			4 872 627,54	4 871 012,03	1 615,51	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	8 017,49		150,00				8 167,49		8 167,49	
4672	**Sous Total compte 4672**	**8 167,99**		**4 872 627,04**	**4 871 012,03**			**4 880 795,03**	**4 871 012,03**	**9 783,00**	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece			16 787,97	16 787,97			16 787,97	16 787,97		0,00
4675	**Sous Total compte 4675**			**16 787,97**	**16 787,97**			**16 787,97**	**16 787,97**		**0,00**
4678	Déficits sur opérations de gestion			153,63	153,63			153,63	153,63		0,00
467	**Sous Total compte 467**	**8 167,99**	**29 399,64**	**8 727 887,27**	**8 764 523,42**			**8 736 055,26**	**8 793 923,06**		**57 867,80**
4686	Charges à payer		7 145,00	7 145,00	4 925,00			7 145,00	12 070,00		4 925,00
468	**Sous Total compte 468**		**7 145,00**	**7 145,00**	**4 925,00**			**7 145,00**	**12 070,00**		**4 925,00**
46	**Sous Total compte 46**	**8 167,99**	**37 527,73**	**9 202 866,09**	**9 237 171,48**			**9 211 034,08**	**9 274 699,21**		**63 665,13**
4711	Versements des régisseurs			259 502,87	259 502,87			259 502,87	259 502,87		0,00
4712	Virements réimputés			25 509,57	25 509,57			25 509,57	25 509,57		0,00
47131	Versements sur contributions directes			9 715 687,00	9 715 687,00			9 715 687,00	9 715 687,00		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			2 697 505,00	2 697 505,00			2 697 505,00	2 697 505,00		0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47133	Fonds d'emprunt			11 400 000,00	11 400 000,00			11 400 000,00	11 400 000,00		0,00
47134	Subventions			327 950,00	327 950,00			327 950,00	327 950,00		0,00
47138	Autres			10 395 724,44	10 638 886,25			10 395 724,44	10 638 886,25		243 161,81
4713	**Sous Total compte 4713**			**34 536 866,44**	**34 780 028,25**			**34 536 866,44**	**34 780 028,25**		**243 161,81**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		100,00	8 603,46	9 568,51			8 603,46	9 668,51		1 065,05
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales			58 837,37	59 005,67			58 837,37	59 005,67		168,30
47141	**Sous Total compte 47141**		**100,00**	**67 440,83**	**68 574,18**			**67 440,83**	**68 674,18**		**1 233,35**
47143	Flux d'encaissements à réimputer		97,33	3 885,99	3 788,66			3 885,99	3 885,99		0,00
4714	**Sous Total compte 4714**		**197,33**	**71 326,82**	**72 362,84**			**71 326,82**	**72 560,17**		**1 233,35**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra			225 202,69	225 202,69			225 202,69	225 202,69		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**			**225 202,69**	**225 202,69**			**225 202,69**	**225 202,69**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser			174 275,71	174 275,71			174 275,71	174 275,71		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**197,33**	**35 292 684,10**	**35 536 881,93**			**35 292 684,10**	**35 537 079,26**		**244 395,16**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			4 179 384,53	4 179 384,53			4 179 384,53	4 179 384,53		0,00
47218	Autres dépenses			55 845,38	55 845,38			55 845,38	55 845,38		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**4 235 229,91**	**4 235 229,91**			**4 235 229,91**	**4 235 229,91**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man			600,38	600,38			600,38	600,38		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			3 091 958,24	3 091 958,24			3 091 958,24	3 091 958,24		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**7 327 788,53**	**7 327 788,53**			**7 327 788,53**	**7 327 788,53**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4751	Redevables sur rôle	21 306,49		590 921,76	612 228,25			612 228,25	612 228,25		0,00
4757	Produits sur rôle		27 438,76	602 243,94	580 937,45			602 243,94	608 376,21		6 132,27
475	**Sous Total compte 475**	**21 306,49**	**27 438,76**	**1 193 165,70**	**1 193 165,70**			**1 214 472,19**	**1 220 604,46**		**6 132,27**
4781	Frais de poursuite rattachés			36,13	36,13			36,13	36,13		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			2,33	2,33			2,33	2,33		0,00
478	**Sous Total compte 478**			**38,46**	**38,46**			**38,46**	**38,46**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**	**21 306,49**	**27 636,09**	**43 813 676,79**	**44 057 874,62**			**43 834 983,28**	**44 085 510,71**		**250 527,43**
4911	Dépréciations des comptes de redevables		19 338,00		7 524,00				26 862,00		26 862,00
491	**Sous Total compte 491**		**19 338,00**		**7 524,00**				**26 862,00**		**26 862,00**
49	**Sous Total compte 49**		**19 338,00**		**7 524,00**				**26 862,00**		**26 862,00**
	Total classe 4	**3 345 317,62**	**664 712,95**	**80 816 322,36**	**83 849 343,01**	**137 716,39**		**84 299 356,37**	**84 514 055,96**	**644 889,94**	**859 589,53**
5113	Titres spéciaux de paiement	452,00		2 766,26	3 101,26			3 218,26	3 101,26	117,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			80 140,85	80 140,85			80 140,85	80 140,85		0,00
51172	Chèques impayés			37,44	37,44			37,44	37,44		0,00
51178	Autres valeurs impayées			4 020,17	4 020,17			4 020,17	4 020,17		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**4 057,61**	**4 057,61**			**4 057,61**	**4 057,61**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	1 716,11		122 993,13	123 479,58			124 709,24	123 479,58	1 229,66	
511	**Sous Total compte 511**	**2 168,11**		**209 957,85**	**210 779,30**			**212 125,96**	**210 779,30**	**1 346,66**	
515	Compte au Trésor	1 538 057,56		34 265 636,60	30 251 674,13			35 803 694,16	30 251 674,13	5 552 020,03	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51932	Lignes de crédit de trésorerie liées à u			2 850 000,00	2 850 000,00			2 850 000,00	2 850 000,00		0,00
5193	**Sous Total compte 5193**			**2 850 000,00**	**2 850 000,00**			**2 850 000,00**	**2 850 000,00**		**0,00**
519	**Sous Total compte 519**			**2 850 000,00**	**2 850 000,00**			**2 850 000,00**	**2 850 000,00**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**	**1 540 225,67**		**37 325 594,45**	**33 312 453,43**			**38 865 820,12**	**33 312 453,43**	**5 553 366,69**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	2 687,00		3 918,40	5 161,50			6 605,40	5 161,50	1 443,90	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	820,00			150,00			820,00	150,00	670,00	
541	**Sous Total compte 541**	**3 507,00**		**3 918,40**	**5 311,50**			**7 425,40**	**5 311,50**	**2 113,90**	
54	**Sous Total compte 54**	**3 507,00**		**3 918,40**	**5 311,50**			**7 425,40**	**5 311,50**	**2 113,90**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			4 995 103,49	4 995 103,49			4 995 103,49	4 995 103,49		0,00
584	Encaissement par lecture optique			117 983,86	117 983,86			117 983,86	117 983,86		0,00
586	Opérations financières entre le budget p			77,90	77,90			77,90	77,90		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			3 570,54	3 570,54			3 570,54	3 570,54		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**3 570,54**	**3 570,54**			**3 570,54**	**3 570,54**		**0,00**
588	Autres virements internes			3 016 003,42	3 016 003,42			3 016 003,42	3 016 003,42		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**8 132 739,21**	**8 132 739,21**			**8 132 739,21**	**8 132 739,21**		**0,00**
	Total classe 5	**1 543 732,67**		**45 462 252,06**	**41 450 504,14**			**47 005 984,73**	**41 450 504,14**	**5 555 480,59**	
6042	Achats de prestations de services (autre					219 153,16	376,27	219 153,16	376,27	218 776,89	
604	**Sous Total compte 604**					**219 153,16**	**376,27**	**219 153,16**	**376,27**	**218 776,89**	
60611	Eau et assainissement					110 404,03	299,97	110 404,03	299,97	110 104,06	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60612	Énergie - Électricité					844 570,18	4 595,53	844 570,18	4 595,53	839 974,65	
60613	Chauffage urbain					332 079,66	182,96	332 079,66	182,96	331 896,70	
6061	**Sous Total compte 6061**					**1 287 053,87**	**5 078,46**	**1 287 053,87**	**5 078,46**	**1 281 975,41**	
60621	Combustibles					3 519,42		3 519,42		3 519,42	
60622	Carburants					109 045,25	7 081,09	109 045,25	7 081,09	101 964,16	
60623	Alimentation					494 432,32	2 733,05	494 432,32	2 733,05	491 699,27	
60628	Autres fournitures non stockées					6 469,56	59,30	6 469,56	59,30	6 410,26	
6062	**Sous Total compte 6062**					**613 466,55**	**9 873,44**	**613 466,55**	**9 873,44**	**603 593,11**	
60631	Fournitures d'entretien					169 018,93	5 499,80	169 018,93	5 499,80	163 519,13	
60632	Fournitures de petit équipement					299 219,94	16 772,12	299 219,94	16 772,12	282 447,82	
60633	Fournitures de voirie					103 933,26	1 820,21	103 933,26	1 820,21	102 113,05	
60636	Habillement et Vêtements de travail					33 868,31	4 833,59	33 868,31	4 833,59	29 034,72	
6063	**Sous Total compte 6063**					**606 040,44**	**28 925,72**	**606 040,44**	**28 925,72**	**577 114,72**	
6064	Fournitures administratives					25 046,20	4 000,00	25 046,20	4 000,00	21 046,20	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					35 954,16		35 954,16		35 954,16	
6067	Fournitures scolaires					42 465,05	1 381,37	42 465,05	1 381,37	41 083,68	
6068	Autres matières et fournitures.					29 825,36		29 825,36		29 825,36	
606	**Sous Total compte 606**					**2 639 851,63**	**49 258,99**	**2 639 851,63**	**49 258,99**	**2 590 592,64**	
60	**Sous Total compte 60**					**2 859 004,79**	**49 635,26**	**2 859 004,79**	**49 635,26**	**2 809 369,53**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
611	Contrats de prestations de services					65 818,20	6 810,00	65 818,20	6 810,00	59 008,20	
6132	Locations immobilières					21 438,82		21 438,82		21 438,82	
61351	Matériel roulant					21 598,43		21 598,43		21 598,43	
61358	Autres					148 513,50	6 439,71	148 513,50	6 439,71	142 073,79	
6135	**Sous Total compte 6135**					**170 111,93**	**6 439,71**	**170 111,93**	**6 439,71**	**163 672,22**	
613	**Sous Total compte 613**					**191 550,75**	**6 439,71**	**191 550,75**	**6 439,71**	**185 111,04**	
614	Charges locatives et de copropriété					24 568,91	9 000,00	24 568,91	9 000,00	15 568,91	
61521	Terrains					93 625,51	5 367,68	93 625,51	5 367,68	88 257,83	
615221	Bâtiments publics					335 734,54	28 511,07	335 734,54	28 511,07	307 223,47	
615228	Autres bâtiments					2 351,98	2 351,98	2 351,98	2 351,98		0,00
61522	**Sous Total compte 61522**					**338 086,52**	**30 863,05**	**338 086,52**	**30 863,05**	**307 223,47**	
615231	Voiries					2 332,09	795,29	2 332,09	795,29	1 536,80	
61523	**Sous Total compte 61523**					**2 332,09**	**795,29**	**2 332,09**	**795,29**	**1 536,80**	
61524	Bois et forêts					5 472,68		5 472,68		5 472,68	
6152	**Sous Total compte 6152**					**439 516,80**	**37 026,02**	**439 516,80**	**37 026,02**	**402 490,78**	
61551	Matériel roulant					68 180,86	11 234,27	68 180,86	11 234,27	56 946,59	
61558	Autres biens mobiliers					144 442,75	10 129,27	144 442,75	10 129,27	134 313,48	
6155	**Sous Total compte 6155**					**212 623,61**	**21 363,54**	**212 623,61**	**21 363,54**	**191 260,07**	
6156	Maintenance					156 108,86	7 303,25	156 108,86	7 303,25	148 805,61	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615	**Sous Total compte 615**					**808 249,27**	**65 692,81**	**808 249,27**	**65 692,81**	**742 556,46**	
6161	Multirisques					147 935,52		147 935,52		147 935,52	
616	**Sous Total compte 616**					**147 935,52**		**147 935,52**		**147 935,52**	
617	Études et recherches					27 990,00		27 990,00		27 990,00	
6182	Documentation générale et technique					6 694,83	500,00	6 694,83	500,00	6 194,83	
6184	Versements à des organismes de formation					54 129,76	9 241,00	54 129,76	9 241,00	44 888,76	
6188	Autres frais divers					2 084,23		2 084,23		2 084,23	
618	**Sous Total compte 618**					**62 908,82**	**9 741,00**	**62 908,82**	**9 741,00**	**53 167,82**	
61	**Sous Total compte 61**					**1 329 021,47**	**97 683,52**	**1 329 021,47**	**97 683,52**	**1 231 337,95**	
6218	Autre personnel extérieur					34 821,57		34 821,57		34 821,57	
621	**Sous Total compte 621**					**34 821,57**		**34 821,57**		**34 821,57**	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					1 000,00		1 000,00		1 000,00	
62268	Autres honoraires, conseils...					79 270,59	20 388,27	79 270,59	20 388,27	58 882,32	
6226	**Sous Total compte 6226**					**80 270,59**	**20 388,27**	**80 270,59**	**20 388,27**	**59 882,32**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					2 522,12		2 522,12		2 522,12	
6228	Divers					121 036,53	5 810,42	121 036,53	5 810,42	115 226,11	
622	**Sous Total compte 622**					**203 829,24**	**26 198,69**	**203 829,24**	**26 198,69**	**177 630,55**	
6231	Annonces et insertions					15 976,50		15 976,50		15 976,50	
6232	Fêtes et cérémonies					90 786,81		90 786,81		90 786,81	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6234	Réceptions					58 339,91	504,00	58 339,91	504,00	57 835,91	
6236	Catalogues et imprimés					61 194,80	5 522,50	61 194,80	5 522,50	55 672,30	
6238	Divers					20 218,71	1 434,80	20 218,71	1 434,80	18 783,91	
623	**Sous Total compte 623**					**246 516,73**	**7 461,30**	**246 516,73**	**7 461,30**	**239 055,43**	
6245	Transports de personnes extérieures à la					9 914,01		9 914,01		9 914,01	
6247	Transports collectifs du personnel					1 354,44		1 354,44		1 354,44	
624	**Sous Total compte 624**					**11 268,45**		**11 268,45**		**11 268,45**	
6251	Voyages, déplacements et missions					25 331,29	137,00	25 331,29	137,00	25 194,29	
6255	Frais de déménagement					1 802,93		1 802,93		1 802,93	
625	**Sous Total compte 625**					**27 134,22**	**137,00**	**27 134,22**	**137,00**	**26 997,22**	
6261	Frais d'affranchissement					32 705,95		32 705,95		32 705,95	
6262	Frais de télécommunications					53 162,51		53 162,51		53 162,51	
626	**Sous Total compte 626**					**85 868,46**		**85 868,46**		**85 868,46**	
627	Services bancaires et assimilés.					9 513,29		9 513,29		9 513,29	
6281	Concours divers (cotisations...)					19 207,89		19 207,89		19 207,89	
6282	Frais de gardiennage					27 825,58	2 500,00	27 825,58	2 500,00	25 325,58	
6283	Frais de nettoyage des locaux					21 958,28	4 209,60	21 958,28	4 209,60	17 748,68	
6284	Redevance pour services rendus					52 633,97		52 633,97		52 633,97	
62876	Au GFP de rattachement					197 884,00		197 884,00		197 884,00	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62878	A des tiers					4 064,44	500,00	4 064,44	500,00	3 564,44	
6287	**Sous Total compte 6287**					**201 948,44**	**500,00**	**201 948,44**	**500,00**	**201 448,44**	
6288	Autres					362 510,84	6 449,23	362 510,84	6 449,23	356 061,61	
628	**Sous Total compte 628**					**686 085,00**	**13 658,83**	**686 085,00**	**13 658,83**	**672 426,17**	
62	**Sous Total compte 62**					**1 305 036,96**	**47 455,82**	**1 305 036,96**	**47 455,82**	**1 257 581,14**	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					27 711,00		27 711,00		27 711,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					135 624,12		135 624,12		135 624,12	
633	**Sous Total compte 633**					**163 335,12**		**163 335,12**		**163 335,12**	
63512	Taxes foncières					61 589,00	2 178,00	61 589,00	2 178,00	59 411,00	
63513	Autres impôts locaux					15 410,00		15 410,00		15 410,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**76 999,00**	**2 178,00**	**76 999,00**	**2 178,00**	**74 821,00**	
635	**Sous Total compte 635**					**76 999,00**	**2 178,00**	**76 999,00**	**2 178,00**	**74 821,00**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					3 599,94		3 599,94		3 599,94	
63	**Sous Total compte 63**					**243 934,06**	**2 178,00**	**243 934,06**	**2 178,00**	**241 756,06**	
64111	Rémunération principale					4 492 975,44		4 492 975,44		4 492 975,44	
64112	Supplément familial de traitement et ind					38 777,84		38 777,84		38 777,84	
64113	NBI					43 878,52		43 878,52		43 878,52	
64118	Autres indemnités.					1 012 907,02		1 012 907,02		1 012 907,02	
6411	**Sous Total compte 6411**					**5 588 538,82**		**5 588 538,82**		**5 588 538,82**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64131	Rémunérations					1 143 111,96	328,01	1 143 111,96	328,01	1 142 783,95	
64132	Supplément familial de traitement et ind					8 958,58		8 958,58		8 958,58	
6413	**Sous Total compte 6413**					**1 152 070,54**	**328,01**	**1 152 070,54**	**328,01**	**1 151 742,53**	
6417	Rémunérations des apprentis					10 213,63		10 213,63		10 213,63	
641	**Sous Total compte 641**					**6 750 822,99**	**328,01**	**6 750 822,99**	**328,01**	**6 750 494,98**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					986 014,50		986 014,50		986 014,50	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					1 502 426,39		1 502 426,39		1 502 426,39	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					46 016,00		46 016,00		46 016,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					82 890,93		82 890,93		82 890,93	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					13 877,00		13 877,00		13 877,00	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					17 614,00		17 614,00		17 614,00	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S						96 727,32		96 727,32		96 727,32
645	**Sous Total compte 645**					**2 648 838,82**	**96 727,32**	**2 648 838,82**	**96 727,32**	**2 552 111,50**	
64731	Versées directement					16 747,04		16 747,04		16 747,04	
6473	**Sous Total compte 6473**					**16 747,04**		**16 747,04**		**16 747,04**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					41 724,00		41 724,00		41 724,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie					10 247,17		10 247,17		10 247,17	
6478	Autres charges sociales diverses					128 238,50		128 238,50		128 238,50	
6479	Remboursements sur autres charges social						51 295,40		51 295,40		51 295,40

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
647	**Sous Total compte 647**					**196 956,71**	**51 295,40**	**196 956,71**	**51 295,40**	**145 661,31**	
64	**Sous Total compte 64**					**9 596 618,52**	**148 350,73**	**9 596 618,52**	**148 350,73**	**9 448 267,79**	
65132	Prix					1 895,29		1 895,29		1 895,29	
65134	Aides					400,00		400,00		400,00	
6513	**Sous Total compte 6513**					**2 295,29**		**2 295,29**		**2 295,29**	
651	**Sous Total compte 651**					**2 295,29**		**2 295,29**		**2 295,29**	
65311	Indemnités de fonction					207 951,18		207 951,18		207 951,18	
65312	Frais de mission et de déplacement					13 119,89	548,00	13 119,89	548,00	12 571,89	
65313	Cotisations de retraite					13 289,36		13 289,36		13 289,36	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					17 568,00		17 568,00		17 568,00	
65315	Formation					3 840,00		3 840,00		3 840,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					369,95		369,95		369,95	
65317	**Sous Total compte 65317**					**369,95**		**369,95**		**369,95**	
6531	**Sous Total compte 6531**					**256 138,38**	**548,00**	**256 138,38**	**548,00**	**255 590,38**	
653	**Sous Total compte 653**					**256 138,38**	**548,00**	**256 138,38**	**548,00**	**255 590,38**	
6541	Créances admises en non-valeur					3 570,54		3 570,54		3 570,54	
6542	Créances éteintes					1 829,94		1 829,94		1 829,94	
654	**Sous Total compte 654**					**5 400,48**		**5 400,48**		**5 400,48**	
65568	Autres contributions					59 445,14		59 445,14		59 445,14	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6556	**Sous Total compte 6556**					**59 445,14**		**59 445,14**		**59 445,14**	
6558	Autres contributions obligatoires					129 474,33		129 474,33		129 474,33	
655	**Sous Total compte 655**					**188 919,47**		**188 919,47**		**188 919,47**	
657363	CCAS/CIAS					80 000,00		80 000,00		80 000,00	
65736	**Sous Total compte 65736**					**80 000,00**		**80 000,00**		**80 000,00**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**80 000,00**		**80 000,00**		**80 000,00**	
65748	Autres personnes de droit privé					589 036,00	7 145,00	589 036,00	7 145,00	581 891,00	
6574	**Sous Total compte 6574**					**589 036,00**	**7 145,00**	**589 036,00**	**7 145,00**	**581 891,00**	
657	**Sous Total compte 657**					**669 036,00**	**7 145,00**	**669 036,00**	**7 145,00**	**661 891,00**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					19 933,03	500,00	19 933,03	500,00	19 433,03	
65818	Autres					67 950,13		67 950,13		67 950,13	
6581	**Sous Total compte 6581**					**87 883,16**	**500,00**	**87 883,16**	**500,00**	**87 383,16**	
65883	Déficits sur opérations de gestion					153,63		153,63		153,63	
65888	Autres					12 626,08		12 626,08		12 626,08	
6588	**Sous Total compte 6588**					**12 779,71**		**12 779,71**		**12 779,71**	
658	**Sous Total compte 658**					**100 662,87**	**500,00**	**100 662,87**	**500,00**	**100 162,87**	
65	**Sous Total compte 65**					**1 222 452,49**	**8 193,00**	**1 222 452,49**	**8 193,00**	**1 214 259,49**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					252 216,91		252 216,91		252 216,91	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					90 921,27	81 074,96	90 921,27	81 074,96	9 846,31	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6611	**Sous Total compte 6611**					**343 138,18**	**81 074,96**	**343 138,18**	**81 074,96**	**262 063,22**	
661	**Sous Total compte 661**					**343 138,18**	**81 074,96**	**343 138,18**	**81 074,96**	**262 063,22**	
66	**Sous Total compte 66**					**343 138,18**	**81 074,96**	**343 138,18**	**81 074,96**	**262 063,22**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					35 482,20		35 482,20		35 482,20	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					1 574 287,36		1 574 287,36		1 574 287,36	
6761	Différences sur réalisations (positives)					195 951,94		195 951,94		195 951,94	
676	**Sous Total compte 676**					**195 951,94**		**195 951,94**		**195 951,94**	
67	**Sous Total compte 67**					**1 805 721,50**		**1 805 721,50**		**1 805 721,50**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 242 527,10		1 242 527,10		1 242 527,10	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					7 524,00		7 524,00		7 524,00	
681	**Sous Total compte 681**					**1 250 051,10**		**1 250 051,10**		**1 250 051,10**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 250 051,10**		**1 250 051,10**		**1 250 051,10**	
	Total classe 6					**19 954 979,07**	**434 571,29**	**19 954 979,07**	**434 571,29**	**19 668 430,50**	**148 022,72**
70311	Concession dans les cimetières (produit					481,75	30 736,20	481,75	30 736,20		30 254,45
7031	**Sous Total compte 7031**					**481,75**	**30 736,20**	**481,75**	**30 736,20**		**30 254,45**
70323	Redevance d'occupation du domaine public					1 543,19	39 921,59	1 543,19	39 921,59		38 378,40
70328	Autres droits de stationnement et de loc					600,00	121 548,00	600,00	121 548,00		120 948,00
7032	**Sous Total compte 7032**					**2 143,19**	**161 469,59**	**2 143,19**	**161 469,59**		**159 326,40**
703	**Sous Total compte 703**					**2 624,94**	**192 205,79**	**2 624,94**	**192 205,79**		**189 580,85**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7062	Redevances et droits des services à cara						127 363,94		127 363,94		127 363,94
70632	A caractère de loisirs					46,50	74 323,16	46,50	74 323,16		74 276,66
7063	**Sous Total compte 7063**					**46,50**	**74 323,16**	**46,50**	**74 323,16**		**74 276,66**
7066	Redevances et droits des services à cara						31 826,00		31 826,00		31 826,00
7067	Redevances et droits des services périsc					254,60	357 166,38	254,60	357 166,38		356 911,78
706	**Sous Total compte 706**					**301,10**	**590 679,48**	**301,10**	**590 679,48**		**590 378,38**
7078	Autres marchandises						9 897,00		9 897,00		9 897,00
707	**Sous Total compte 707**						**9 897,00**		**9 897,00**		**9 897,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					25,00	14 416,00	25,00	14 416,00		14 391,00
70843	au CCAS/CIAS						7 479,70		7 479,70		7 479,70
70846	au GFP de rattachement					6 135,00	62 318,67	6 135,00	62 318,67		56 183,67
70848	aux autres organismes						6 109,59		6 109,59		6 109,59
7084	**Sous Total compte 7084**					**6 135,00**	**75 907,96**	**6 135,00**	**75 907,96**		**69 772,96**
70876	par le GFP de rattachement						63 022,99		63 022,99		63 022,99
70878	par des tiers					3 006,29	162 431,12	3 006,29	162 431,12		159 424,83
7087	**Sous Total compte 7087**					**3 006,29**	**225 454,11**	**3 006,29**	**225 454,11**		**222 447,82**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo					115,40	265 340,66	115,40	265 340,66		265 225,26
708	**Sous Total compte 708**					**9 281,69**	**581 118,73**	**9 281,69**	**581 118,73**		**571 837,04**
70	**Sous Total compte 70**					**12 207,73**	**1 373 901,00**	**12 207,73**	**1 373 901,00**		**1 361 693,27**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73111	Impôts directs locaux						9 384 485,00		9 384 485,00		9 384 485,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris						13 662,00		13 662,00		13 662,00
73118	Autres contributions directes						21 122,00		21 122,00		21 122,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**9 419 269,00**		**9 419 269,00**		**9 419 269,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits					1 383,00	499 173,00	1 383,00	499 173,00		497 790,00
7312	**Sous Total compte 7312**					**1 383,00**	**499 173,00**	**1 383,00**	**499 173,00**		**497 790,00**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr						336 140,83		336 140,83		336 140,83
7314	**Sous Total compte 7314**						**336 140,83**		**336 140,83**		**336 140,83**
73154	Droits de place					1 147,40	58 343,52	1 147,40	58 343,52		57 196,12
7315	**Sous Total compte 7315**					**1 147,40**	**58 343,52**	**1 147,40**	**58 343,52**		**57 196,12**
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux						153,80		153,80		153,80
73173	**Sous Total compte 73173**						**153,80**		**153,80**		**153,80**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure					3 114,70	249 610,50	3 114,70	249 610,50		246 495,80
7317	**Sous Total compte 7317**					**3 114,70**	**249 764,30**	**3 114,70**	**249 764,30**		**246 649,60**
7318	Autres						21 431,70		21 431,70		21 431,70
731	**Sous Total compte 731**					**5 645,10**	**10 584 122,35**	**5 645,10**	**10 584 122,35**		**10 578 477,25**
73211	Attribution de compensation						2 624 719,00		2 624 719,00		2 624 719,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**2 624 719,00**		**2 624 719,00**		**2 624 719,00**
732221	Fonds de péréquation des ressources comm						155 903,00		155 903,00		155 903,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73222	**Sous Total compte 73222**						**155 903,00**		**155 903,00**		**155 903,00**
7322	**Sous Total compte 7322**						**155 903,00**		**155 903,00**		**155 903,00**
732	**Sous Total compte 732**						**2 780 622,00**		**2 780 622,00**		**2 780 622,00**
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro					1 475,00		1 475,00		1 475,00	
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les					11 780,00		11 780,00		11 780,00	
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève					10 842,00		10 842,00		10 842,00	
739111	**Sous Total compte 739111**					**24 097,00**		**24 097,00**		**24 097,00**	
73911	**Sous Total compte 73911**					**24 097,00**		**24 097,00**		**24 097,00**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**24 097,00**		**24 097,00**		**24 097,00**	
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					8 403,50		8 403,50		8 403,50	
739	**Sous Total compte 739**					**32 500,50**		**32 500,50**		**32 500,50**	
73	**Sous Total compte 73**					**38 145,60**	**13 364 744,35**	**38 145,60**	**13 364 744,35**		**13 326 598,75**
74111	Dotation forfaitaire des communes						1 446 518,00		1 446 518,00		1 446 518,00
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des						485 160,00		485 160,00		485 160,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des						465 704,00		465 704,00		465 704,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)						144 220,00		144 220,00		144 220,00
74112	**Sous Total compte 74112**						**1 095 084,00**		**1 095 084,00**		**1 095 084,00**
7411	**Sous Total compte 7411**						**2 541 602,00**		**2 541 602,00**		**2 541 602,00**
741	**Sous Total compte 741**						**2 541 602,00**		**2 541 602,00**		**2 541 602,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
744	FCTVA						14 056,56		14 056,56		14 056,56
74718	Autres					27,00	196 679,17	27,00	196 679,17		196 652,17
7471	**Sous Total compte 7471**					**27,00**	**196 679,17**	**27,00**	**196 679,17**		**196 652,17**
7473	Départements						6 566,50		6 566,50		6 566,50
747818	Autres						2 000,00		2 000,00		2 000,00
74781	**Sous Total compte 74781**						**2 000,00**		**2 000,00**		**2 000,00**
747888	Autres						144 120,29		144 120,29		144 120,29
74788	**Sous Total compte 74788**						**144 120,29**		**144 120,29**		**144 120,29**
7478	**Sous Total compte 7478**						**146 120,29**		**146 120,29**		**146 120,29**
747	**Sous Total compte 747**					**27,00**	**349 365,96**	**27,00**	**349 365,96**		**349 338,96**
7482	Compensation pour perte de taxe addition						875,00		875,00		875,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra					43 244,00	680 002,00	43 244,00	680 002,00		636 758,00
7483	**Sous Total compte 7483**					**43 244,00**	**680 002,00**	**43 244,00**	**680 002,00**		**636 758,00**
7484	Dotation de recensement						2 559,00		2 559,00		2 559,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						46 798,00		46 798,00		46 798,00
74881	Participation des familles au titre de l					1 054,84	1 054,84	1 054,84	1 054,84		0,00
7488	**Sous Total compte 7488**					**1 054,84**	**1 054,84**	**1 054,84**	**1 054,84**		**0,00**
748	**Sous Total compte 748**					**44 298,84**	**731 288,84**	**44 298,84**	**731 288,84**		**686 990,00**
74	**Sous Total compte 74**					**44 325,84**	**3 636 313,36**	**44 325,84**	**3 636 313,36**		**3 591 987,52**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
752	Revenus des immeubles					1 323,62	339 755,77	1 323,62	339 755,77		338 432,15
7584	Recouvrement sur créances admises en non						23,89		23,89		23,89
75888	Autres						67 626,08		67 626,08		67 626,08
7588	**Sous Total compte 7588**						**67 626,08**		**67 626,08**		**67 626,08**
758	**Sous Total compte 758**						**67 649,97**		**67 649,97**		**67 649,97**
75	**Sous Total compte 75**					**1 323,62**	**407 405,74**	**1 323,62**	**407 405,74**		**406 082,12**
7688	Autres						690,60		690,60		690,60
768	**Sous Total compte 768**						**690,60**		**690,60**		**690,60**
76	**Sous Total compte 76**						**690,60**		**690,60**		**690,60**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						8 410,27		8 410,27		8 410,27
775	Produits des cessions d'immobilisations						318 080,16		318 080,16		318 080,16
7761	Différences sur réalisations (négatives)						1 452 159,14		1 452 159,14		1 452 159,14
776	**Sous Total compte 776**						**1 452 159,14**		**1 452 159,14**		**1 452 159,14**
777	Recettes et quote-part des subventions d						31 120,00		31 120,00		31 120,00
77	**Sous Total compte 77**						**1 809 769,57**		**1 809 769,57**		**1 809 769,57**
	Total classe 7					**96 002,79**	**20 592 824,62**	**96 002,79**	**20 592 824,62**	**32 500,50**	**20 529 322,33**
	Total général	**198 358 912,15**	**198 358 912,15**	**135 359 224,92**	**128 639 832,07**	**35 628 430,53**	**42 347 823,38**	**369 346 567,60**	**369 346 567,60**	**227 056 825,55**	**227 056 825,55**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE
FONTENAY-LE-COMTE

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
ENTREES donjon des cimes	180 654,00	7 050,00	187 704,00	0,00	10 680,00	10 680,00	177 024,00	0,00
MEDIATHEQUE	1 434,00	1 668,00	3 102,00	0,00	0,00	0,00	3 102,00	0,00
MUSEE	4 332,00	0,00	4 332,00	0,00	0,00	0,00	4 332,00	0,00
occup domaine public	75,00	1 164,00	1 239,00	0,00	1 239,00	1 239,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	186 495,00	9 882,00	196 377,00	0,00	11 919,00	11 919,00	184 458,00	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
ENTREES donjon des cimes	1 710,00	10 680,00	12 390,00	0,00	11 160,00	11 160,00	1 230,00	0,00
MEDIATHEQUE	1 682,00	0,00	1 682,00	0,00	1 682,00	1 682,00	0,00	0,00
MUSEE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
occup domaine public	1 167,00	0,00	1 167,00	0,00	1 167,00	1 167,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	4 559,00	10 680,00	15 239,00	0,00	14 009,00	14 009,00	1 230,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
ENTREES donjon des cimes	0,00	11 110,00	11 110,00	182 364,00	7 000,00	189 364,00	0,00	178 254,00
MEDIATHEQUE	0,00	14,00	14,00	3 116,00	0,00	3 116,00	0,00	3 102,00
MUSEE	0,00	0,00	0,00	4 332,00	0,00	4 332,00	0,00	4 332,00
occup domaine public	0,00	1 242,00	1 242,00	1 242,00	0,00	1 242,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	12 366,00	12 366,00	191 054,00	7 000,00	198 054,00	0,00	185 688,00
TOTAUX	191 054,00	32 928,00	223 982,00	191 054,00	32 928,00	223 982,00	185 688,00	185 688,00

COMPTE DE GESTION - FONTENAY-LE-COMTE
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Page des signatures

15400 - FONTENAY-LE-COMTE

Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

POCHOLLE Maxime (1023640406-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE LA VENDEE**, le **10/03/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **FONTENAY-LE-COMTE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

VIGUIER Eric (1008065867-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **FONTENAY-LE-COMTE**, le **11/03/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_02-DE

Page des signatures

Exercice 2024

FONTENAY-LE-COMTE

ertifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

tions :

E Maxime (1023640406-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE LA VENDEE**, le **10/03/2025**

table soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

table affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour ice de **FONTENAY-LE-COMTE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Eric (1008065867-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **FONTENAY-LE-COMTE**, le **11/03/2025**

l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa ilité administrative, a été voté par l'organe délibérant, le 29 avril 2025

A , le

A Fontenay-le-Comte, le 29 avril 2025

N°5

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_03-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	28
Procurations	5
Absents	0

Objet :

2025-02-03 Exercice 2024 - Compte administratif - Élection du président de séance

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 6 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_03-DE

2025-02-03 EXERCICE 2024 - COMPTE ADMINISTRATIF - ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

Vu l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que conformément à l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire quitte la séance lors de la délibération du point relatif au vote du compte administratif ;

Considérant en l'absence du maire de la nécessité de désigner un président de séance pour ce point ;

Considérant qu'en l'absence de dispositions sur les modalités d'élection du président de séance, le vote se fait à main levée ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ÉLIT**, à main levée, Mme Ghislaine LÉGERON, présidente de séance pour le point relatif au compte administratif du maire.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de Mme LÉGERON Ghislaine, Première Ajointe,
M. HOCBON Ludovic, Maire ayant quitté la séance

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-04 Exercice 2024 - Compte administratif du budget principal

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 6 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

2025-02-04 EXERCICE 2024 - COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Considérant qu'il convient d'approuver le compte administratif 2024 en parfaite concordance avec le compte de gestion du Trésorier municipal,

Considérant que les réalisations 2024 s'établissent ainsi :

BUDGET PRINCIPAL :

Chap.	Libellé	Total budget 2024	CA 2024
(C)011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 955 396,87	5 341 887,99
(C)012	CHARGES DE PERSONNEL	9 805 000,00	9 794 447,20
(C)014	ATTENUATION DE PRODUITS	34 000,00	32 500,50
(C)023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 428 400,00	0,00
(C)042	OPERATIONS D'ORDRES DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 300 000,00	3 012 766,40
(C)65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	655 800,00	632 368,49
(C)6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ORG. DROIT PRIVE	601 000,00	581 891,00
(C)66	CHARGES FINANCIERES	263 000,00	262 063,22
(C)67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	40 000,00	35 482,20
(C)68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	10 000,00	7 524,00
	Total Dépenses de Fonctionnement	**20 092 596,87**	**19 700 931,00**
(C)002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 664 216,87	
(C)013	ATTENUATIONS DE CHARGES	142 000,00	148 022,72
(C)042	OPERATIONS D'ORDRES DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 000,00	1 483 279,14
(C)70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTE DIVERSES	1 233 000,00	1 361 693,27
(C)73	IMPOTS ET TAXES	2 778 000,00	2 780 622,00
(C)731	FISCALITE LOCALES	10 311 380,00	10 578 477,25
(C)74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 544 000,00	3 591 987,52
(C)75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	385 000,00	406 082,12
(C)76	PRODUITS FINANCIERS	0,00	690,60
(C)77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	326 490,43
	Total Recettes de Fonctionnement	**20 092 596,87**	**20 677 345,05**
	Solde Fonctionnement		**976 414,05**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(C)001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 271 466,38	
(C)040	OPERATIONS D'ORDRES DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	35 000,00	1 483 279,14
(C)041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 000,00	499 057,95
(C)10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	680 000,00	342 534,02
(C)16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 927 000,00	3 926 940,03
(C)20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 828,00	7 918,80
(C)204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	115 333,33	48 000,00
(C)21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 435 534,71	708 228,33
(C)23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 833 311,64	824 876,43
(C)26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	38 000,00	37 440,00
(C)27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	591 000,00	586 073,47
(C)4581	DEPENSES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	235 000,00	137 716,39
(O)10022	PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP	2 089 000,00	398 183,68
(O)1003	COEUR DE VILLE	1 501 326,41	676 757,84
(O)1005	VOIRIE RESEAUX ET EFFACEMENT DE RESEAU	2 312 487,92	2 015 570,95
(O)1006	ECOLE BOURON MASSE	26 383,61	26 383,61
(O)10066	ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP	1 700 000,00	1 238 460,63
(O)1007	ENVIRONNEMENT ESPV	366 457,90	130 941,78
(O)1008	PATRIMOINE ET GESTION IMMOBILIERE	281 098,12	163 896,39
(O)1009	QUARTIER LUSSAUD	434 500,00	14 694,00
(O)1010	EGLISE NOTRE DAME	890 000,00	484 051,13
(O)1011	RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDÉ	1 620 000,00	1 137 074,37
(O)1012	REHAB MUSEE - MEMORIAL	246 000,00	131 219,51
(O)1020	SPORT - GESTION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS	769 000,00	133 873,07
(O)10200	SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR AP	50 000,00	3 480,00
	Total Dépenses d'Investissement	**24 956 728,02**	**15 156 651,52**
(C)021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 428 400,00	0,00
(C)024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	800 000,00	0,00
(C)040	OPERATIONS D'ORDRES DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 300 000,00	3 012 766,40
(C)041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 000,00	499 057,95
(C)10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	6 675 511,89	6 854 294,73
(C)13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	318 478,13	228 609,01
(C)16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	9 583 000,00	9 550 941,16
(C)27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000,00	0,00
(C)4582	RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)	235 000,00	0,00
(O)1002	ANRU - PRU MOULINS LIOTS	21 000,00	0,00
(O)10022	PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP	466 000,00	413 387,71
(O)1003	COEUR DE VILLE	220 338,00	110 538,00
(O)10066	ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP	1 512 000,00	0,00
(O)1009	QUARTIER LUSSAUD	580 000,00	0,00
(O)1010	EGLISE NOTRE DAME	527 000,00	87 824,46
(O)1011	RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDÉ	460 000,00	137 715,90
(O)1012	REHAB MUSEE - MEMORIAL	100 000,00	4 495,00
(O)1020	SPORT - GESTION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS	200 000,00	0,00
(O)10200	SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR AP	29 000,00	0,00
	Total Recettes d'Investissement	**24 956 728,02**	**20 899 630,32**
	Solde Investissement		**5 742 978,80**

Considérant que dans le cadre de la reprise des résultats, il convient d'arrêter les résultats 2024 et les restes à réaliser 2024 ;

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

23 Voix Pour

9 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier, M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique.

0 Abstention

- **APPROUVE** les résultats de l'exercice 2024 suivants :

Fonctionnement	**Réalisé**
Dépenses 2024	19 700 931,00
Recettes 2024	20 677 345,05
Résultat de l'exercice 2024	**976 414,05**
Résultat de fonctionnement reporté (002)	**1 664 216,87**
Résultat à affecter (A3)	**2 640 630,92**

Investissement	**Réalisé**
Dépenses 2024	15 156 651,52
Recettes 2024	20 899 630,32
Résultat de l'exercice 2024	**5 742 978,80**
Résultat d'investissement reporté (001)	**-3 271 466,38**
Résultat à affecter (A2)	**2 471 512,42**

Résultat global de clôture (A1)	**5 112 143,34**

- **ARRÊTE** les restes à réaliser de l'exercice 2024 à reprendre au budget supplémentaire suivants :

Restes à réaliser de fonctionnement	-
Dépenses	151 359,60
Recettes	
Résultat des RAR (B3)	**-151 359,60**
Restes à réaliser d'investissement	
Dépenses	3 467 283,11
Recettes	444 411,12
Résultat des RAR (B2)	**-3 022 871,99**

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE VENDÉE

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

COMPTE ADMINISTRATIF 2024

NOTE DE PRESENTATION

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

1. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
013-ATTENUATION DE CHARGES	64	148	130,4%
70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 156	1 362	17,8%
731-FISCALITE LOCALE	10 228	10 578	3,4%
73-IMPOTS ET TAXES HORS FISCALITE LOCALE	2 914	2 781	-4,6%
74-DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	3 492	3 592	2,9%
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	486	406	-16,5%
76-PRODUITS FINANCIERS	3	1	-73,8%
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS (1)	18	8	-52,2%
78-REPRISES SUR PROVISIONS	7	0	-100,0%
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**18 368**	**18 876**	**2,8%**

(1) : hors produit des cessions

n.s. : non significatif

s.o. : sans objet

En 2024, les produits de fonctionnement se sont élevés à 18 876 k€, en hausse de 2,8% par rapport à 2023. Cette progression résulte principalement de :

- La fiscalité directe locale en raison de l'actualisation de 3,9% des bases (hors locaux professionnels) et du dynamisme des établissement industriels ;
- La refacturation de frais engagés à la suite à l'effondrement d'un immeuble rue Tiraqueau ;
- Les recettes de la programmation culturelle.

1.1.1. La fiscalité locale

En 2024, la fiscalité locale s'élève à 10 578 k€, en hausse par rapport à 2023 de 3,4%.

Les impôts directs locaux (IDL) ont progressé de 4,8%, la taxe foncière sur les propriétés bâties, qui en représente 95%, ayant progressé de 4,2%. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs :

- L'actualisation de 3,9% des bases des locaux d'habitation et des établissements industriels,
- Une évolution physique (hors actualisation) des bases des établissements industriels de 4,6% lié principalement à l'extension de SORIBA et la construction du bâtiment de Pumatlantique,
- Une évolution physique de 0,7% des logements d'habitation,
- Une évolution physique de 0,6% des locaux professionnels avec une hausse moyenne des tarifs de 1,4%.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
LOCAUX D'HABITATION	14 137	14 798	4,7%
LOCAUX PROFESSIONNELS & COMMERCIAUX	5 110	5 212	2,0%
ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS	1 252	1 360	8,7%
TOTAL BASES NETTES	**20 499**	**21 371**	**4,3%**
x TAUX TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	41,86%	41,86%	
+ LISSAGE	18	13	
= PRODUIT TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	**8 599**	**8 959**	**4,2%**

La taxe d'habitation a diminué de manière significative suite aux dégrèvements accordés en 2023 par l'administration fiscale mais la grande majorité se sont retrouvés taxés au titre

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

des locaux vacants. Au global, la taxe d'habitation et la taxe sur les locaux vacants ont progressé de 2,0%.

La taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) a été supprimée à compter de 2023 et intégrée dans la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité (TICFE) dont une part est dorénavant reversée par l'Etat. Elle fait désormais l'objet d'une indexation. Toutefois, en 2023 la ville a continué à percevoir en plus les soldes reversés par les opérateurs d'électricité. Elle a donc diminué significativement en 2024.

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) a progressé de 24,5% essentiellement en raison de la progression des tarifs, les surfaces taxées ayant progressé de 3,7%.

A l'inverse les droits de mutation sont en légère diminution mais demeure à un niveau élevé.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
IMPOTS DIRECTS LOCAUX	**8 973**	**9 406**	**4,8%**
TAXE HABITATION	233	183	-21,5%
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	8 599	8 959	4,2%
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	138	153	10,6%
TAXE SUR LES LOCAUX VACANTS	74	130	76,2%
FRICHES COMMERCIALES	28	34	19,3%
CORRECTION REFORME FISCALITE LOCALE	-112	-117	4,3%
ROLES COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES	13	65	n.s.
AUTRES RECETTES FISCALES	**1 256**	**1 173**	**-6,6%**
DROITS DE MUTATION	510	498	-2,5%
TAXE SUR L'ELECTRICITE	434	336	-22,6%
TAXE SUR LA PUBLICITE	198	246	24,5%
IFER	13	14	4,3%
DROITS DE PLACE	69	57	-16,5%
AIRE DE CAMPING-CARS	30	21	-29,1%
IMPOT SUR LES SPECTACLES	1	0	-83,8%
TOTAL FISCALITE DIRECTE LOCALE	**10 228**	**10 578**	**3,4%**

1.1.2. Les impôts locaux (hors fiscalité locale)

Les impôts et taxe hors fiscalité directe locale se composent de l'attribution de compensation, du fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) et, pour 2023, de la dotation de solidarité communautaire. Ils s'élèvent à 2 781 k€ en 2024.

en milliers d'euro	2023	2024
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	2 698	2 625
DOTATION SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	60	0
FPIC	156	156
TOTAL	**2 914**	**2 781**

Par rapport à 2023, l'attribution de compensation a été réduite de la participation au titre du pacte financier et fiscal, la dotation de solidarité communautaire n'a pas été reconduite et la FPIC est demeuré stable.

en milliers d'euro	2023	2024
ATTRIBUTION DE COMPENSATION FIXE AU 01/01/2022	3 680	3 680
SERVICES MUTUALISES	-981	-981
PRELEVEMENT AU TITRE DU PACTE FINANCIER	0	-74
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	**2 698**	**2 625**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

L'éligibilité au FPIC, dépend de trois critères mesurés sur le périmètre de la CC Pays Fontenay Vendée et comparés aux moyennes nationales : le revenu imposable, le potentiel financier et l'effort fiscal. Ces critères sont utilisés pour déterminer un indice synthétique permettant de classer les intercommunalités. Seuls les 745 premiers territoires sont alors éligibles au FPIC.

	2023	2024
ECART RELATIF AU POTENTIEL FINANCIER (a)	1,0716	1,0599
ECART RELATIF AU REVENU (b)	1,1769	1,1962
ECART RELATIF À L'EFFORT FISCAL (c)	1,0662	1,0386
INDICE SYNTHETIQUE (a x 20% + b x 60% + d x 20%)	**1,1337**	**1,1374**

On constate une augmentation de l'indice qui s'explique par une moindre progression du revenu imposable du territoire que la moyenne nationale.

Il en résulte une progression du territoire dans le classement qui est passé de la 480ème place à la 467ème.

Le FPIC est alors fonction de la population, de l'indice synthétique et de la valeur de point (valeur permettant d'ajuster la somme des dotations de l'ensemble des intercommunalités éligibles à l'enveloppe disponible).

Malgré la progression de la population et de l'indice synthétique, le FPIC perçu au niveau du territoire est en diminution de 1,9% du fait de la baisse de la valeur de point.

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF CC PAYS FONTENAY VENDEE	37 622	37 933
x INDICE SYNTHETIQUE	1,1337	1,1374
x VALEUR DE POINT	22,93	22,23
= ATTRIBUTION FPIC	**978**	**959**

La part conservée par la Communauté de Commune Pays Fontenay Vendée correspond à son coefficient d'intégration fiscale. Ce dernier étant passé de 42,4% à 43,5% en 2023, il en résulte une diminution de l'ordre de 3,8% pour l'ensemble des communes du territoire.

en milliers d'euro	2023	2024
ATTRIBUTION FPIC	978	959
x COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE	42,43%	43,53%
= PART FPIC CC PAYS FONTENAY VENDEE	**415**	**418**
	↓	↓
⇨ PART FPIC COMMUNES	**563**	**542**

La répartition entre les communes s'effectue sur le fondement de la population et du potentiel financier. En 2024, une moindre progression du potentiel financier à l'habitant de Fontenay le Comte, résultant notamment de la croissance de la population, a permis au FPIC de la commune de se maintenir malgré la baisse de l'enveloppe.

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF FONTENAY LE COMTE	14 104	14 414
÷ POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT	1 147	1 217
= POP DGF / POTENTIEL FINANCIER FONTENAY LE COMTE	12,3	11,8
Σ POP DGF / POTENTIEL FINANCIER COMMUNES CCPFV	44,45	41,14
= PART FONTENAY LE COMTE	27,7%	28,8%
x PART FPIC COMMUNES	563	542
= FPIC FONTENAY LE COMTE	**156**	**156**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

1.1.3. Les dotations et subventions

En 2024, les dotations et subventions s'élèvent à 3 592 k€, en hausse de 2,9% par rapport à 2023.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT	**3 070**	**3 192**	**4,0%**
DOTATION FORFAITAIRE	1 420	1 447	1,9%
DOTATION DE SOLIDARITE RURALE BOURG CENTRE	444	485	9,1%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	438	466	6,3%
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	160	144	-10,0%
COMPENSATIONS TAXES FONCIERES	590	637	7,9%
FCTVA	17	14	-15,2%
SUBVENTIONS	**423**	**400**	**-5,5%**
ETAT	97	247	154,9%
REGION PAYS DE LA LOIRE	0	0	s.o.
DEPARTEMENT DE LA VENDEE	25	7	-74,2%
CC PAYS FONTENAY VENDEE	0	0	s.o.
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	286	124	-56,6%
AUTRES	15	22	49,4%
TOTAL DOTATIONS ET SUBVENTIONS	**3 492**	**3 592**	**2,9%**

❖ **Les concours financiers de l'Etat**

L'accroissement de la population de 310 habitants a permis d'accroitre de 31 k€ la dotation on forfaitaire ce qui a été atténué par l'écrêtement qui a été réintroduit en 2024 limitant au final l'évolution de cette dotation de 26 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
DOTATION FORFAITAIRE N-1	1 434	1 420
+ VARIATION POPULATION	-14	31
- ECRETEMENT	0	5
= DOTATION FORFAITAIRE N	**1 420**	**1 447**

Le potentiel financier de Fontenay le Comte à l'habitant a progressé 6,1% contre 7,4% pour celui de la moyenne des communes de moins de 10 000 habitants, ce qui a réduit l'écart à cette moyenne contribuant à une hausse de la dotation. Conjoint à un accroissement de la valeur de point, la dotation de solidarité rurale bourg-centre de la ville a alors progressé de 9,1%.

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF (1)	10 000	10 000
x ECART DE POTENTIEL FINANCIER (2)	0,760	0,775
x EFFORT FISCAL (3)	1,2	1,2
x VALEUR DE POINT	48,73	52,19
= DOTATION DE SOLIDARITE RURALE BOURG CENTRE	**444**	**485**

(1) : plafonnée à 10 000 habitants

(2) : Ecart au potentiel financier moyen des communes moins de 10 000 habitants

(3) : Plafonné à 1,2

La dotation de solidarité urbaine est réservée aux 706 premières communes classées selon un indice synthétique.

Avec un indice de 1,0269, Fontenay le Comte s'est positionnée à la 535ème position et demeure éligible à cette dotation.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

	2023	2024
ECART RELATIF AU POTENTIEL FINANCIER (a)	1,1878	1,1986
ECART RELATIF A LA PART BENEFICIAIRES APL (b)	0,8231	0,8090
ECART RELATIF A LA PART LOGEMENTS SOCIAUX (c)	0,7321	0,7441
ECART RELATIF AU REVENU MOYEN (d)	1,2209	1,2521
INDICE SYNTHETIQUE (a x 30% + b x 30% + c x 15% + d x 25%)	**1,0183**	**1,0269**

Le montant de la dotation correspond alors au montant de l'année précédente majoré d'une somme fonction de la population, de l'indice synthétique, de l'effort fiscal, du classement en fonction de l'indice et de sa part population résident dans les quartiers prioritaires de la ville.

Pour 2024, la ville a bénéficié d'une majoration de 27 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF	14 104	14 414
x INDICE SYNTHETIQUE	1,0183	1,0269
x EFFORT FISCAL	1,24	1,21
x VALEUR DE POINT	0,54	0,93
x COEFFICIENT DE RANG	1,303	1,349
x COEFFICIENT ZUS	1,224	1,219
= MAJORATION DSU	**15**	**27**

La part principale de la dotation nationale de péréquation (DNP) bénéficie de plein droit aux communes dont :

- Le potentiel financier est inférieur à 105% du potentiel financier moyen de la strate et l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal de la strate (condition 1) ;

Ou

- Le potentiel financier est inférieur à 85% du potentiel financier moyen de la strate et l'effort fiscal est supérieur à 85% de l'effort fiscal de la strate (condition 2).

Toutefois, les communes qui ne répondent pas à l'une de ces conditions mais dont le potentiel financier est inférieur à 105% du potentiel financier moyen de la strate et l'effort fiscal est supérieur à 85% de l'effort fiscal sont éligibles à la part principale de la DNP réduite de moitié (condition 3).

Condition 1

en milliers d'euro	2023	2024
POTENTIEL FINANCIER FONTENAY LE COMTE	1 147,1	1 217,2
105% POTENTIEL FINANCIER STRATE	1 262,4	1 348,7
EFFORT FISCAL	1,237	1,206
EFFORT FISCAL STRATE	1,236	1,213
ELIGIBLE ?	**OUI**	**NON**

Condition 2

en milliers d'euro	2023	2024
POTENTIEL FINANCIER FONTENAY LE COMTE	1 147,1	1 217,2
85% POTENTIEL FINANCIER STRATE	1 021,9	1 091,8
EFFORT FISCAL	1,237	1,206
85% EFFORT FISCAL STRATE	1,051	1,031
ELIGIBLE ?	**NON**	**NON**

Condition 3

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro	2023	2024
POTENTIEL FINANCIER FONTENAY LE COMTE	1 147,1	1 217,2
105% POTENTIEL FINANCIER STRATE	1 262,4	1 348,7
EFFORT FISCAL	1,237	1,206
85% EFFORT FISCAL STRATE	1,051	1,031
ELIGIBLE ?	**OUI**	**OUI**

Fontenay le Comte qui était éligible de plein droit à la dotation en 2023 n'est plus qu'éligible à la part minorée en 2024 du fait que son effort fiscal est devenu juste inférieur à la moyenne de la strate. Toutefois la commune bénéficie d'une garantie permettant de limiter la diminution de la dotation de 10%.

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF	14 104	14 414
x ECART AU POTENTIEL FINANCIER	0,096	0,102
x VALEUR DE POINT	70,30	70,42
x COEFFICIENT DE MINORATION	100%	50%
= DOTATION SPONTANEE	**95**	**52**
+ GARANTIE DE DIMINUTION	0	34
= DNP PART PRINCIPALE	**95**	**86**

Les communes éligibles à la part principale et dont le produit « post TP » est inférieur à 85% du produit « post TP » de la strate, bénéficient d'une majoration de leur dotation.

en milliers d'euro	2023	2024
PRODUIT POST TP FONTENAY LE COMTE	158,2	178,3
85% PRODUIT POST TP STRATE	174,6	189,6
ELIGIBLE ?	**OUI**	**OUI**

en milliers d'euro	2023	2024
POPULATION DGF	14 104	14 414
x ECART AU PRODUIT "POST TP"	0,230	0,200
x VALEUR DE POINT	20,11	19,69
x COEFFICIENT DE MINORATION	100%	100%
= DOTATION SPONTANEE	**65**	**57**
+ GARANTIE DE DIMINUTION	0	2
= DNP PART PRINCIPALE	**65**	**59**

Les compensations de taxes foncières qui reposent majoritairement sur la compensation de l'abattement de 50% des établissements industriels progressent 7,9%, les bases d'imposition de ces établissements ayant progressé de 8,7%.

❖ **Les subventions**

En 2024, les subventions de l'Etat ont augmenté de manière significative notamment en raison du rattrapage du financement du chef de projet du projet Action Cœur de Ville.

Les subventions la Caisse d'Allocations Familiales sont quant à elle en nette retrait, l'acompte de l'année 2024 de la subvention de la Farandole n'étant versé qu'en 2025.

Au global, elles sont en diminution de 5,5 %.

1.1.4. Les produits des services et du domaine

Les produits des services et du domaine, qui s'élèvent en 2024 à 1 362 k€, sont en hausse de 17,8% par rapport à 2023.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
PRODUITS DES SERVICES	**800**	**880**	**10,0%**
PERISCOLAIRE	310	300	-3,2%
CULTURE	72	127	77,2%
JEUNESSE	72	74	2,9%
MULTI ACCUEIL	32	32	-0,4%
VENTE DE REPAS	299	322	7,8%
AUTRES	15	24	62,0%
PRODUIT DES DOMAINES	**179**	**190**	**5,9%**
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	29	38	34,1%
CIMETIERES	30	30	0,4%
POLE D'ECHANGE MULTIUSAGE	120	121	0,6%
REMBOURSEMENTS DE FRAIS	**177**	**292**	**65,0%**
CC PAYS FONTENAY VENDEE	124	119	-3,8%
AUTRES TIERS	53	173	n.s.
TOTAL PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	**1 156**	**1 362**	**17,8%**

Le principal facteur de hausse vient de la refacturation des frais engagés suite à l'effondrement d'un immeuble rue Tiraqueau.

Les recettes de la programmation culturelle sont également en nette hausse et contribuent à accroitre de 77% des recettes des services culturels.

1.1.5. Les autres produits de fonctionnement

En 2024, les autres produits de fonctionnement s'élèvent à 563 k€, en baisse de 2,5% par rapport à 2023 notamment du fait de :

- De la redevance des panneaux photovoltaïques qui sera perçue en 2025,
- Des indemnités de sinistre,
- De la location de salles à l'espace Cassin.

En l'inverse, on note une augmentation des indemnités journalières suite à la régularisation d'années antérieures.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
LOYERS	**365**	**338**	**-7,3%**
ESPACE CASSIN - THEATRE	96	78	-19,3%
LOCAUX SPORTIFS	57	58	1,9%
SALLES	48	45	-6,5%
AUTRES LOCAUX	143	137	-4,1%
TERRAINS	22	21	-0,7%
FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	**51**	**0**	**-100,0%**
POLE D'ECHANGE MULTIUSAGE	0	0	s.o.
PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	51	0	-100,0%
AUTRES	**161**	**225**	**39,5%**
INDEMNITES DE SINISTRES	25	5	-80,6%
DOMMAGES ET INTERETS	32	38	17,6%
MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	18	8	-52,2%
INDEMNITES JOURNALIERES	64	148	130,4%
REPRISES SUR PROVISIONS	7	0	-100,0%
AUTRES	16	26	63,5%
TOTAL AUTRES PRODUITS	**578**	**563**	**-2,5%**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

1.2. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
011-CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 653	5 342	14,8%
012-CHARGES DE PERSONNEL	8 960	9 794	9,3%
014-ATTENUATION DE PRODUITS	46	33	-29,2%
65-AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 188	1 214	2,2%
66-CHARGES FINANCIERES	244	262	7,6%
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	4	35	n.s.
68-DOTATION AUX PROVISIONS	0	8	s.o.
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**15 095**	**16 688**	**10,6%**

Par rapport à l'année 2023, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 10,6% plusieurs facteurs contribuant à cette progression. Les principales raisons de ces augmentations ont été :

- Une année riche en évènements exceptionnels (197 k€),
- La mise en place des titres restaurant (128 k€),
- La hausse de la valeur de point des traitements au 1er juillet 2023 et la hausse de 5 points des agents au 1er janvier 2024 (125 k€),
- Les frais engagés à la suite de l'effondrement de la rue Tiraqueau (125 k€),
- La programmation culturelle de l'espace Cassin (98 k€),
- La biennale (70 k€).

1.2.1. Les charges de personnel

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
REMUNERATION DU PERSONNEL	**6 265**	**6 750**	**7,8%**
PERSONNEL TITULAIRE	5 374	5 589	4,0%
PERSONNEL NON TITULAIRE	874	1 152	31,7%
APPRENTIS	16	10	-37,1%
CHARGES SOCIALES	**2 627**	**2 829**	**7,7%**
COTISATIONS URSSAF	923	986	6,9%
COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	1 406	1 502	6,8%
COTISATIONS AUX ASSEDICS	35	46	31,7%
COTISATIONS AU CNFPT	125	136	8,4%
COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	78	83	6,4%
AUTRES	60	76	25,9%
AUTRES	**68**	**215**	**n.s.**
TITRES RESTAURANT	0	128	s.o.
VERSEMENT AUX ŒUVRES SOCIALES	41	42	1,7%
PERSONNEL EXTERIEUR	24	35	47,4%
MEDECINE DU TRAVAIL	4	10	190,2%
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	**8 960**	**9 794**	**9,3%**

En 2024, les dépenses de personnel s'élèvent à 9 794 k€. Elles sont en augmentation de 9,3% par rapport à 2023. Les principaux facteurs d'évolution ont été :

- Les titres restaurant qui représentent 128 k€ en 2024,
- Les besoins pour faire face à l'évènementiel exceptionnel (100 k€),
- L'impact de la hausse de 5 points de l'indice de chaque agent au 1er janvier 2024 (75 k€),
- L'impact sur l'année 2024 de la hausse de la valeur du point d'indice au 1er juillet 2023 (50 k€).

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Au 31 décembre 2024, les effectifs pourvus s'élèvent à 201,4 ETP en progression de 0,6 ETP par rapport au 31 décembre 2023.

1.2.2. Les charges à caractère général

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
ACHATS DE BIENS	**2 564**	**2 591**	**1,0%**
ELECTRICITE	890	840	-5,6%
GAZ	414	332	-19,8%
COMBUSTIBLES	7	4	-49,1%
CARBURANT	102	102	0,0%
FOURNITURES	572	682	19,3%
DENREES ALIMENTAIRES	459	492	7,1%
EAU	95	110	15,5%
VETEMENTS DE TRAVAIL	25	29	15,2%
SERVICES EXTERIEURS	**1 942**	**2 471**	**27,3%**
ENTRETIEN ET REPARATIONS	619	743	20,0%
PRESTATIONS DE SERVICE	228	278	21,7%
LOCATIONS MOBILIERES	120	164	36,5%
ASSURANCES	126	148	17,7%
HONORAIRES ET INDEMNITES	149	178	18,9%
TRANSPORT	12	11	-3,0%
PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES	218	239	9,4%
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATION	109	86	-21,3%
FRAIS DE GARDIENNAGE	25	25	2,4%
REDEVANCE ORDURES MENAGERES	41	53	28,2%
LOYERS ET CHARGES	29	37	26,1%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	266	511	92,3%
REMBOURSEMENT DE FRAIS	**88**	**201**	**129,7%**
IMPOTS ET TAXES	**59**	**78**	**32,4%**
TAXES FONCIERES	55	59	8,3%
AUTRES TAXES	4	19	n.s.
TOTAL CHARGES A CARACTERE GENERAL	**4 653**	**5 342**	**14,8%**

En 2024, les charges à caractère général s'élèvent à 5 342 k€, en hausse de 14,8% par rapport à 2023.

Les principaux facteurs de hausse ont été :

- Les dépenses engagées à la suite à l'effondrement d'un immeuble rue Tiraqueau (125 k€),
- Les dépenses liées à l'évènementiel exceptionnel (97 k€) ;
- La refacturation des services mutualisés (+93 k€) qui s'explique par :
  - La régularisation de l'année 2023 (24 k€) résultant principalement de la prise en compte des amortissements des logiciels et matériels,
  - L'augmentation des dépenses de personnel en 2024 qui s'explique notamment par le fait qu'un poste du bureau d'étude était vacant en 2023, la hausse de la valeur de point au 1er juillet 2023, la hausse de 5 points au 1er janvier 2024, le tuilage pour le responsable du bureau d'étude bâtiments et l'accroissement de la part de la ville pour les finances, les ressources humaines et l'informatique ;
- La programmation de l'espace Cassin (98 k€) ;
- La biennale (70 k€) ;
- Le déménagement et le stockage des œuvres du musée préalablement aux travaux de rénovation (63 k€) ;

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

- L'entretien de la voirie (44 k€) ;
- L'alimentation de la cuisine centrale en raison de l'accroissement du nombre de repas produits (36 k€) ;
- L'accompagnement pour l'élaboration pour un projet d'établissement à la médiathèque (27 k€) ;
- Les assurances (22 k€).

A l'inverse, les dépenses énergétiques sont en diminution. Ainsi, les consommations de l'éclairage public ont diminué de 7% permettant de maintenir la dépense malgré une hausse des tarifs. A l'inverse, les tarifs d'été de certains bâtiments ont été en baisse

1.2.3. Autres charges hors intérêts

Les autres charges de gestion courante s'élèvent à 1 290 k€ en 2024 et sont en hausse de 4,2% par rapport à 2023. Cette hausse s'explique principalement par l'annulation d'un titre de 2023 qui a été réémis auprès d'un autre tiers et les droits d'utilisation (droits SACD, outil d'information au PEMU,…).

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
SUBVENTIONS	**665**	**662**	**-0,5%**
ASSOCIATIONS	575	582	1,2%
CCAS	90	80	-11,1%
CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	**179**	**189**	**5,7%**
ECOLES PRIVEES	131	129	-1,1%
E COLLECTIVITE	6	6	3,4%
PARC INTERREGIONAL	0	12	s.o.
CC PAYS DE VENDEE (EAUX PLUVIALES)	42	41	-1,4%
ELUS	**253**	**256**	**0,9%**
INDEMNITES	204	208	1,8%
CHARGES SOCIALES	31	31	0,6%
FRAIS DE MISSION ET DE FORMATION	18	16	-9,2%
PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**4**	**5**	**38,7%**
CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1	4	171,5%
CREANCES ETEINTES	3	2	-29,0%
AUTRES	**137**	**178**	**30,3%**
DROITS D'UTILISATION	67	87	29,9%
ATTENUATION DE PRODUITS	46	33	-29,2%
TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	4	35	n.s.
PROVISION POUR CREANCES DOUTEUX	0	8	s.o.
AUTRES	20	15	-23,9%
TOTAL AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**1 238**	**1 290**	**4,2%**

1.2.4. Les charges financières

En 2024, les charges financières s'élèvent à 266 k€, en hausse de 7,6% par rapport à 2023 en raison de la hausse de l'encours de dette.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
INTERETS DES EMPRUNTS	**244**	**262**	**7,6%**
INTERETS ECHUS	256	252	-1,5%
INTERETS NON ECHUS	-12	10	-179,3%
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**244**	**262**	**7,6%**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

2. LA DETTE

L'annuité de la dette s'élève à 1 338 k€, en progression de 2,5% par rapport à 2022 en raison de l'accroissement des intérêts et du remboursement de capital.

en milliers d'euro	2023	2024	Evol°
INTERETS DE LA DETTE	244	262	7,6%
+ REMBOURSEMENT DE CAPITAL	1 062	1 076	1,3%
= ANNUITE DE LA DETTE	**1 305**	**1 338**	**2,5%**

L'encours de dette a augmenté de 5 624 k€ en 2024 et se fixe au 31 décembre à 16 586 k€ et est intégralement classé en catégorie A1 selon la charte Gissler.

en milliers d'euro	2023	2024
ENCOURS DE DETTE AU 01/01	12 005	10 962
- REMBOURSEMENT DU CAPITAL	1 062	1 076
+ EMPRUNTS MOBILISES	18	6 700
= ENCOURS DE DETTE MOBILISE AU 31/12	**10 962**	**16 586**

En 2024, quatre emprunts ont été mobilisés :

- 1 000 k€ auprès du Crédit Agricole qui avait été contracté en 2022 avec un taux d'intérêt fixe de 2,98%,
- 1 425 k€ auprès de la Caisse d'Epargne au taux d'intérêt fixe de 3,35 %,
- 1 425 k€ auprès de la Caisse d'Epargne au taux d'intérêt fixe de 3,30 %,
- 2 850 € auprès du Crédit Agricole au taux d'intérêt fixe de 3,05% dès lors où l'euribor 3 mois ne dépasse pas 4,00% sinon le taux d'intérêt est l'euribor 3 mois avec une marge de 0,91% (à ce jour l'euribor 3 mois est aux alentours de 2,5%).

A noter que ce dernier peut faire l'objet d'un changement d'index et peut également faire l'objet de remboursements temporaires permettant de réduire les intérêts payés.

En 2024, le taux d'intérêt moyen s'élève à 2,4%.

	2023	2024
INTERETS DE LA DETTE	244	262
÷ ENCOURS DE DETTE AU 01/01	12 005	10 962
= TAUX D'INTERET MOYEN	**2,0%**	**2,4%**

3. LES INDICATEURS DE GESTION

3.1. LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

Malgré la progression des recettes de fonctionnement l'accroissement des dépenses de fonctionnement a conduit à une diminution de la capacité d'autofinancement nette qui se fixe à 1 112 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	18 368	18 876
- CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 095	16 688
= CAF BRUTE	**3 273**	**2 188**
- REMBOURSEMENT EN CAPITAL DE LA DETTE	1 062	1 076
= CAF NETTE	**2 211**	**1 112**

3.2. LA CAPACITE DE DÉSENDETTEMENT

La diminution de la capacité d'autofinancement brute conjointe à une hausse de l'encours de dette a conduit à une augmentation de la capacité de désendettement qui s'élève à 7,6 années.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro	2023	2024
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	10 962	16 586
÷ CAF BRUTE	3 273	2 188
= CAPACITE DE DESENDETTEMENT	**3,3 ans**	**7,6 ans**

4. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

4.1. LES RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (RPI)

Les ressources d'investissement se sont élevées à 1 079 k€ avec 318 k€ de cessions.

Les principales cessions ont été :

- Un terrain rue du Port pour l'emplacement du nouveau cinéma (150 k€),
- Les immeubles situés 10 et 10bis rue de l'ancien hôpital (120 k€) ;
- Un immeuble situé 14 rue Kleber (40 k€),
- Les immeubles situés 4b et 6 rue de Haute-Roche (5 k€).

en milliers d'euro	2023	2024
TAXE D'AMENAGEMENT	251	337
- TAXE D'AMENAGEMENT REVERSEE	0	-343
+ FONDS DE COMPENSATION DE TVA	471	767
+ DONS ET LEGS EN CAPITAL	14	0
+ CESSIONS	260	318
= RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT	**996**	**1 079**

4.2. LES INVESTISSEMENTS

En 2024, les investissements payés se sont élevés à 8 905 k€ et les subventions d'investissement encaissées se sont élevées à 983 k€, soit un investissement net de 7 922 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 832	8 905
- SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 100	983
= DEPENSES NETTES D'INVESTISSEMENT	**4 732**	**7 922**

Concernant les reports d'investissement, ils s'élèvent à 3 467 k€ pour les dépenses et 444 k€ pour les subventions.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro			Mandaté	RAR
AMENAGEMENTS URBAINS				
PRU MOULINS LIOT				
	Aménagement des espaces publics	D	210	0
		S	348	
	Maison des habitants	D	135	0
		S	65	
	Reconstitution de l'offre	D	10	0
	OPCU	D	43	0
REHABILITATION LUSSAUD				
	Achat foncier	D	506	0
	Etudes et analyses	D	15	0
	15 - 17 rue des loges	D	0	0
RUE DE LA REPUBLIQUE				
	Travaux et maîtrise d'œuvre	D	1 137	0
		S	138	
	Avance aux commerçants	D	80	0
	Assainissement	D	138	97
		S		235
AUTRES				
	Démolition ancien cinéma	D	25	571
	Urbanisme règlementaire (PLU)	D	2	0
	Reversement taxe d'aménagement	D	0	263
ENFANCE, JEUNESSE ET SPORT				
VIE SCOLAIRE				
	Ecole Bouron Masse	D	1 265	383
	Ecole Les Cordeliers - gros entretien	D	91	49
	Ecole Les Jacobins - gros entretien	D	16	1
	Ecole René Jaulin - gros entretien	D	5	1
	Ecoles - équipements	D	29	60
	Restauration scolaire - équipements	D	52	0
JEUNESSE				
	Maison de l'enfance	D	351	36
		S	103	113
	Equipement petite enfance	D	4	0
	Rives d'été	D	3	0
	Pump track	D	0	95
	Equipement de loisirs parc Baron	D	295	0
SPORT				
	Equipements sportifs - matériel	D	50	0
	Tennis des Horts - gros entretien	D	41	0
	Club house rugby stade	D	11	48
	Dojo plaine des sports	D	12	0
	Club house football	D	13	41
	Eclairage plaine des sports	D	0	122
	Salle de sport Chamiraud	D	56	0
	Terrains tennis plaine - rénovation	D	75	0
	Eclairage terrain synthétique	D	0	85
	Stade municipal	D	0	21
	Participation SEM Pôle Automobile	D	37	0
	Autres équipements sportifs - gros entretien	D	7	4

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro			Mandaté	RAR
CULTURE ET PATRIMOINE				
CULTURE				
	Musée - rénovation	D	140	3
		S	37	8
	Espace Cassin - gros entretien	D	40	0
	Espace Cassin - matériel	D	67	52
	Médiathèque - matériel	D	17	6
	Médiathèque - gros entretien	D	8	0
	Equipements culture	D	5	3
PATRIMOINE ANCIEN				
	Eglise Notre Dame	D	484	0
		S	88	
	Parcours signalétique patrimonial	D	0	1
	Site patrimonial remarquable	D	48	36
ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT				
QUALITE DES ESPACES PUBLICS				
	Voirie / Effacement de réseau	D	1 924	239
		S	147	
	Eclairage public	D	112	0
	Economies d'énergie éclairage public	D	20	52
	Aires de jeux	D	0	75
	Mobiliers urbain	D	0	1
	Rue des Loges	D	22	0
SECURITE				
	Vidéoprotection	D	0	0
	Equipement police municipale	D	24	1
ENVIRONNEMENT				
	fleurissement / cimetieres	D	20	0
	Cimetière naturel	D	0	16
	Schéma directeur cyclable	D	3	0
	pistes cyclables	D	43	44
	jardins des horts	D	9	7
	Chaussée de pilorge	D	0	47
	Parcs et jardins	D	0	23
	Plan arbres	D	27	6
	Equipements espaces verts	D	0	10
MOBILITE				
TRANSPORT COLLECTIF				
	Pôle d'échange multi usages	D	3	71

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

en milliers d'euro				Mandaté	RAR
VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE					
	VIE CITOYENNE				
		Conseils de quartier	D	20	15
		Espace France Service	D	139	0
		Equipement communication	D	10	53
		Cimetières	D	55	63
	VIE ASSOCIATIVE				
		Equipements	D	29	0
		Maison de quartier des Moulins Liots	D	8	20
		Espace Jean Jaurès	D	0	4
		Local l'outil en main	D	0	20
		Salle des fêtes de Charzais	D	31	4
	VIE DEMOCRATIQUE				
		Hôtel de ville	D	61	1
	ANIMATIONS URBAINES				
		Illuminations	D	4	0
	ACCESSIBILITE				
		Accessibilité bâtiments	D	61	94
GESTION PATRIMONIALE					
		Economies d'énergie	D	184	76
		Eglises	D	0	40
			S	49	37
		Opération de restauration immobilière	D	0	3
			S	7	
		OPAH et renouvellement urbain	D	0	7
		Acquisitions	D	5	9
		Aérodrome	D	59	24
		Conciergerie OPS	D	110	106
		Espace santé	S	0	7
		Centre de santé rue des loges	D	33	0
		Divers patrimoines	D	123	90
MOYENS GENERAUX					
		Equipement des services	D	16	2
		Parc véhicules	D	142	45
		Archives	D	27	194
			S		44
		Informatique - équipements	D	41	18
		Informatique - déploiement haut débit	D	4	0
		Prévention et sécurité	D	14	8
		Cautions (net)	D	0	0

TOTAL					
		DEPENSES	D	8 905	3 467
		SUBVENTIONS	S	983	444

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

4.3. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

en milliers d'euro	Montant AP	Engagé au 31/12/24	Mandaté au 31/12/23	Mandaté en 2024	Reste à mandater	Disponible pour engager
ECOLE BOURON MASSE	4 400	3 800	2 144	1 238	418	600
RUE DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC - DR AUDE	2 630	2 142	122	1 137	883	488
EGLISE NOTRE DAME	3 210	3 148	155	484	2 509	62
QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE	5 470	4 480	306	398	3 775	990
REHABILITATION DU MUSEE	5 600	320	58	131	131	5 280
REHABILITATION FRICHE LUSSAUD	2 354	1 796	263	15	1 518	558
PROGRAMME SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE	550	194	0	3	191	356

4.4. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

En dehors des subventions qui sont affectés aux projets, le financement des investissements repose sur la CAF net, les ressources propres d'investissement et les emprunts qui représentent au total 8 891 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
CAF NET	2 211	1 112
+ RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT	996	1 079
+ EMPRUNT	18	6 700
= FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	**3 225**	**8 891**

Ce montant est supérieur de 969 k€ au besoin de financement conduisant à abonder l'excédent global de clôture qui s'élève alors à 5 112 k€.

en milliers d'euro	2023	2024
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	3 225	8 891
- DEPENSES NETTES D'INVESTISSEMENT	4 732	7 922
= VARIATION EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE	**-1 507**	**969**

en milliers d'euro	2023	2024
EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE N-1	5 650	4 143
+ VARIATION EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE	-1 507	969
= EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE N	**4 143**	**5 112**

Cet excédent de clôture dépasse le besoin de fonctionnement des reports (3 174 k€) conduisant à un excédent de clôture net de 1 938 k€.

en milliers d'euro	2024
RAR DEPENSES INVESTISSEMENT	3 467
RAR DEPENSES FONCTIONNEMENT	151
RAR RECETTES INVESTISSEMENT	444
BESOIN FINANCEMENT REPORTS	**3 174**

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE NET	1 938

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE FONTENAY LE COMTE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21850092400012

POSTE COMPTABLE : FONTENAY-LE-COMTE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 24
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 25
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 43
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 59
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 62
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 66
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 71

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 74
A1.01 - Opérations non ventilables 76
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 77
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 80
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 81
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 82
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 85
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 88
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 91
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 92
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 97
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 99
A1.908 - Fonction 8 - Transports 102
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 106
A2.01 - Opérations non ventilables 108
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 109
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 121
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 122
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 124
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 130
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 139
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 145
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 146
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 147
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 153
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 157
A2.938 - Fonction 8 - Transports 160

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 168
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 169
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 173
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 175
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	176
B3.1 - Etat des provisions constituées	178
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	180
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	181
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	182
B7.3 - Etat des emprunts garantis	183
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	190
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	191
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers	192
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	196
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	200
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	204
B11.2 - Liste des établissements publics créés	205
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées	206
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties	213
B13 - Opérations liées aux cessions	214
B14 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	215
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	216
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	217
C2.1 - Situation des AP	220
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	221
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	227
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	232
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble	233
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement	Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement	239
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine	Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées	245
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties	246
D4 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus	247
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	248
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement	Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D11 - Décisions en matière de taux	249
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	250
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	251

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	14123

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1049.38

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1181.63
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1359.06
3	Dépenses d'équipement brut / population	586.37
4	Encours de dette / population (2) (3)	1174.68
5	DGF / population	179.96
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	58.69
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	107.40
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	43.15
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	86.43
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	13.06

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
65748

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	34 857 582,52	41 576 975,37	-1 607 249,51	A1 5 112 143,34
Investissement	15 156 651,52	20 899 630,32	(2) -3 271 466,38	A2 2 471 512,42
Dont 1068		5 750 511,89		
Fonctionnement	19 700 931,00	20 677 345,05	(3) 1 664 216,87	A3 2 640 630,92

	RESTES A REALISER (4)			
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II 3 618 642,71	III + IV 444 411,12	B1	-3 174 231,59
Investissement	I 3 467 283,11	III 444 411,12	B2	-3 022 871,99
Fonctionnement	II 151 359,60	IV 0,00	B3	-151 359,60

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL **A1 + B1**	1 937 911,75
Investissement **A2 + B2**	-551 359,57
Fonctionnement **A3 + B3**	2 489 271,32

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**3 467 283,11**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**262 843,81**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
1003	**Opération d'équipement n° 1003**		**645 528,29**
1005	**Opération d'équipement n° 1005**		**291 223,92**
10066	**Opération d'équipement n° 10066**		**383 376,13**
1007	**Opération d'équipement n° 1007**		**220 250,44**
1008	**Opération d'équipement n° 1008**		**115 076,78**
1020	**Opération d'équipement n° 1020**		**199 159,76**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**36 000,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**518 155,93**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**698 384,44**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**97 283,61**
458101	OPÉRATION POUR COMPTE TIERS N°45810		97 283,61
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**151 359,60**
011	**Charges à caractère général (4)**		**146 859,60**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**4 500,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**444 411,12**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**209 411,12**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**235 000,00**
458201	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTES		235 000,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

II – PRESENTATION GENERALE

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET

II
A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	19 700 931,00	G	20 677 345,05
	Section d'investissement	B	15 156 651,52	H	20 899 630,32
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 664 216,87 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	3 271 466,38 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	38 129 048,90	= G + H + I + J	43 241 192,24
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	151 359,60	K	0,00
	Section d'investissement	F	3 467 283,11	L	444 411,12
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	3 618 642,71	= K + L	444 411,12
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	19 852 290,60	= G + I + K	22 341 561,92
	Section d'investissement	= B + D + F	21 895 401,01	= H + J + L	21 344 041,44
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	41 747 691,61	= G + H + I + J + K + L	43 685 603,36

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

II – PRESENTATION GENERALE

EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT

B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		982 570,08
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		6 700 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	44 504,25	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	789 845,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	1 311 314,71	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	5 997 946,56	0,00
Total des réalisations d'équipement		**8 143 610,52**	**7 682 570,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	342 534,02	1 103 782,84
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 926 940,03	2 850 941,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	37 440,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	586 073,47	0,00
Total des réalisations financières		**4 892 987,52**	**3 954 724,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	137 716,39	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **13 174 314,43**	II **11 637 294,08**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*1 483 279,14*	*3 012 766,40*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*499 057,95*	*499 057,95*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***1 982 337,09***	*IV* ***3 511 824,35***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**15 156 651,52**	II + IV	**15 149 118,43**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**3 271 466,38**	VI	**0,00**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**5 750 511,89**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**18 428 117,90**	II + IV + VI + VII	**20 899 630,32**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**2 471 512,42**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

II – PRESENTATION GENERALE
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		5 341 887,99	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		1 361 693,27
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		9 794 447,20	73 Impôts et taxes (sauf 731)		2 780 622,00
			731 Fiscalité locale		10 578 477,25
			74 Dotations et participations (1)		3 591 987,52
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		1 214 259,49	75 Autres produits de gestion courante (1)		406 082,12
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		32 500,50	013 Atténuations de charges (1)		148 022,72
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		16 383 095,18	Total recettes de gestion des services		18 866 884,88
66 Charges financières		262 063,22	76 Produits financiers		690,60
67 Charges spécifiques (1)		35 482,20	77 Produits spécifiques (1)		326 490,43
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		7 524,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**16 688 164,60**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**19 194 065,91**

OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*3 012 766,40*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*1 483 279,14*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***3 012 766,40***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***1 483 279,14***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**19 700 931,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**20 677 345,05**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	1 664 216,87

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**19 700 931,00**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**22 341 561,92**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	**2 640 630,92**

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – DEPENSES

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	342 534,02	*0,00*	342 534,02
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*31 120,00*	31 120,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 926 940,03	*0,00*	3 926 940,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	6 554 586,96		6 554 586,96
19	Neutral. et régul. d'opérations		*1 452 159,14*	1 452 159,14
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	7 918,80	*0,00*	7 918,80
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	48 000,00	*0,00*	48 000,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	708 228,33	*8 756,64*	716 984,97
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)	824 876,43	*490 301,31*	1 315 177,74
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	37 440,00	*0,00*	37 440,00
27	Autres immobilisations financières (3)	586 073,47	*0,00*	586 073,47
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	137 716,39	*0,00*	137 716,39
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**13 174 314,43**	***1 982 337,09***	**15 156 651,52**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**3 271 466,38**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	5 341 887,99		5 341 887,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	9 794 447,20		9 794 447,20
014	Atténuations de produits	32 500,50		32 500,50
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	1 214 259,49	*0,00*	1 214 259,49
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	262 063,22	*0,00*	262 063,22
67	Charges spécifiques (9)	35 482,20	*1 770 239,30*	1 805 721,50
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	7 524,00	*1 242 527,10*	1 250 051,10
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**16 688 164,60**	***3 012 766,40***	**19 700 931,00**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – RECETTES

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		1 103 782,84	*0,00*	1 103 782,84
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		982 570,08	*900,00*	983 470,08
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		9 550 941,16	*0,00*	9 550 941,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			195 951,94	195 951,94
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00	*428 752,77*	428 752,77
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*1 574 287,36*	1 574 287,36
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*69 405,18*	69 405,18
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*1 242 527,10*	1 242 527,10
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total		**11 637 294,08**	***3 511 824,35***	**15 149 118,43**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**5 750 511,89**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	148 022,72		148 022,72
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 361 693,27		1 361 693,27
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 780 622,00		2 780 622,00
731	Fiscalité locale	10 578 477,25		10 578 477,25
74	Dotations et participations (8)	3 591 987,52		3 591 987,52
75	Autres produits de gestion courante (8)	406 082,12	0,00	406 082,12
76	Produits financiers	690,60	*0,00*	690,60
77	Produits spécifiques (8)	326 490,43	*1 483 279,14*	1 809 769,57
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**19 194 065,91**	***1 483 279,14***	**20 677 345,05**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**1 664 216,87**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III
A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**21 685 261,64**	**15 156 651,52**	**3 467 283,11**	**3 061 327,01**	**3 407 163,32**	**11 749 488,20**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 828,00	7 918,80	0,00	909,20	0,00	7 918,80
204	Subventions d'équipement versées (7)	115 333,33	48 000,00	36 000,00	31 333,33	0,00	48 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 435 534,71	708 228,33	518 155,93	209 150,45	0,00	708 228,33
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 833 311,64	824 876,43	698 384,44	310 050,77	0,00	824 876,43
	Total des opérations d'équipement (3)	12 286 253,96	6 554 586,96	1 854 615,32	3 877 051,68	3 407 163,32	3 147 423,64
Total des dépenses d'équipement		**15 679 261,64**	**8 143 610,52**	**3 107 155,69**	**4 428 495,43**	**3 407 163,32**	**4 736 447,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	680 000,00	342 534,02	262 843,81	74 622,17		342 534,02
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 927 000,00	3 926 940,03	0,00	59,97		3 926 940,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	38 000,00	37 440,00	0,00	560,00	0,00	37 440,00
27	Autres immobilisations financières	591 000,00	586 073,47	0,00	4 926,53	0,00	586 073,47
Total des dépenses financières		**5 236 000,00**	**4 892 987,52**	**262 843,81**	**80 168,67**	**0,00**	**4 892 987,52**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	235 000,00	137 716,39	97 283,61	0,00	0,00	137 716,39
Total des dépenses réelles		**21 150 261,64**	**13 174 314,43**	**3 467 283,11**	**4 508 664,10**	**3 407 163,32**	**9 767 151,11**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*35 000,00*	*1 483 279,14*		*-1 448 279,14*		*1 483 279,14*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*500 000,00*	*499 057,95*		*942,05*		*499 057,95*
Total des dépenses d'ordre		**535 000,00**	**1 982 337,09**		**-1 447 337,09**		**1 982 337,09**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**3 271 466,38**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**24 956 728,02**	**18 428 117,90**	**3 467 283,11**	**3 061 327,01**	**3 407 163,32**	**11 749 488,20**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**24 956 728,02**	**20 899 630,32**	**444 411,12**	**3 612 686,58**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 300 816,13	982 570,08	209 411,12	3 108 834,93
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 733 000,00	6 700 000,00	0,00	33 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 033 816,13**	**7 682 570,08**	**209 411,12**	**3 141 834,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 675 511,89	6 854 294,73	0,00	-178 782,84
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 850 000,00	2 850 941,16	0,00	-941,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	933 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**10 459 511,89**	**9 705 235,89**	**0,00**	**754 276,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	235 000,00	0,00	235 000,00	0,00
Total des recettes réelles		**21 728 328,02**	**17 387 805,97**	**444 411,12**	**3 896 110,93**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*1 428 400,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 300 000,00*	*3 012 766,40*		*-1 712 766,40*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*500 000,00*	*499 057,95*		*942,05*
Total des recettes d'ordre		***3 228 400,00***	***3 511 824,35***		***-283 424,35***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***0,00***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**24 956 728,02**	**20 899 630,32**	**444 411,12**	**3 612 686,58**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**21 685 261,64**	**15 156 651,52**	**3 467 283,11**	**3 061 327,01**	**3 407 163,32**	**11 749 488,20**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 828,00	7 918,80	0,00	909,20	0,00	7 918,80
202	Frais réalisation documents urbanisme	2 200,00	1 536,00	0,00	664,00	0,00	1 536,00
2031	Frais d'études	2 628,00	2 628,00	0,00	0,00	0,00	2 628,00
2051	Concessions, droits similaires	4 000,00	3 754,80	0,00	245,20	0,00	3 754,80
204	Subventions d'équipement versées (9)	115 333,33	48 000,00	36 000,00	31 333,33	0,00	48 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	115 333,33	48 000,00	36 000,00	31 333,33	0,00	48 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 435 534,71	708 228,33	518 155,93	209 150,45	0,00	708 228,33
2111	Terrains nus	5 000,00	161,70	0,00	4 838,30	0,00	161,70
2112	Terrains de voirie	198,00	0,00	0,00	198,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	22 859,58	30 505,00	30 957,80	-38 603,22	0,00	30 505,00
2128	Autres agencements et aménagements	49 537,24	24 404,68	2 211,04	22 921,52	0,00	24 404,68
21311	Bâtiments administratifs	2 345,22	2 345,22	0,00	0,00	0,00	2 345,22
21312	Bâtiments scolaires	46 627,70	6 567,70	48 987,41	-8 927,41	0,00	6 567,70
21314	Bâtiments culturels et sportifs	6 515,47	46 832,75	0,00	-40 317,28	0,00	46 832,75
21316	Equipements du cimetière	60 070,00	14 670,00	32 211,42	13 188,58	0,00	14 670,00
21318	Autres bâtiments publics	77 427,68	0,00	9 518,40	67 909,28	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	21 955,20	-21 955,20	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	255 598,62	64 977,33	94 362,13	96 259,16	0,00	64 977,33
2138	Autres constructions	20 000,00	0,00	19 098,00	902,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 302,48	0,00	0,00	1 302,48	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	7 000,00	5 179,33	0,00	1 820,67	0,00	5 179,33
215731	Matériel roulant	232 028,25	98 028,25	45 486,00	88 514,00	0,00	98 028,25
21828	Autres matériels de transport	41 000,00	46 588,16	0,00	-5 588,16	0,00	46 588,16
21831	Matériel informatique scolaire	10 539,04	9 899,04	2 471,16	-1 831,16	0,00	9 899,04
21838	Autre matériel informatique	45 332,40	33 690,76	17 784,20	-6 142,56	0,00	33 690,76
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	27 000,00	8 556,15	0,00	18 443,85	0,00	8 556,15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	42 562,07	40 842,17	4 795,14	-3 075,24	0,00	40 842,17
2185	Matériel de téléphonie	8 980,00	14 540,24	0,00	-5 560,24	0,00	14 540,24

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations opérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations opérées hors AP
2188	Autres immobilisations corporelles	**443 610,96**	**260 439,85**	**188 318,03**	**-5 146,92**	**0,00**	**260 439,85**
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 833 311,64	824 876,43	698 384,44	310 050,77	0,00	824 876,43
2312	Agencements et aménagements de terrains	77 350,56	77 350,56	63 982,50	-63 982,50	0,00	77 350,56
2313	Constructions	1 641 043,51	747 525,87	511 968,94	381 548,70	0,00	747 525,87
2315	Install., matériel et outill. technique	114 917,57	0,00	122 433,00	-7 515,43	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	12 286 253,96	6 554 586,96	1 854 615,32	3 877 051,68	3 407 163,32	3 147 423,64
Total des dépenses d'équipement		**15 679 261,64**	**8 143 610,52**	**3 107 155,69**	**4 428 495,43**	**3 407 163,32**	**4 736 447,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	680 000,00	342 534,02	262 843,81	74 622,17		342 534,02
10226	Taxe d'aménagement	680 000,00	342 534,02	262 843,81	74 622,17		342 534,02
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	3 927 000,00	3 926 940,03	0,00	59,97		3 926 940,03
1641	Emprunts en euros	1 070 000,00	1 069 967,62	0,00	32,38		1 069 967,62
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	2 850 000,00	2 850 000,00	0,00	0,00		2 850 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	887,41	0,00	112,59		887,41
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	6 000,00	6 085,00	0,00	-85,00		6 085,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	38 000,00	37 440,00	0,00	560,00	0,00	37 440,00
261	Titres de participation	38 000,00	37 440,00	0,00	560,00	0,00	37 440,00
27	Autres immobilisations financières	591 000,00	586 073,47	0,00	4 926,53	0,00	586 073,47
2745	Avances remboursables	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	510 000,00	506 073,47	0,00	3 926,53	0,00	506 073,47
Total des dépenses financières		**5 236 000,00**	**4 892 987,52**	**262 843,81**	**80 168,67**	**0,00**	**4 892 987,52**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	235 000,00	137 716,39	97 283,61	0,00	0,00	137 716,39
458101	OPÉRATION POUR COMPTE TIERS N°45810	235 000,00	137 716,39	97 283,61	0,00	0,00	137 716,39
Total des dépenses réelles		**21 150 261,64**	**13 174 314,43**	**3 467 283,11**	**4 508 664,10**	**3 407 163,32**	**9 767 151,11**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*35 000,00*	*1 483 279,14*		*-1 448 279,14*		*1 483 279,14*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*35 000,00*	*1 483 279,14*		*-1 448 279,14*		*1 483 279,14*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*6 000,00*	*5 160,00*		*840,00*		*5 160,00*

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations opérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations opérées hors AP
13912	*Subv. transf. Régions*	*7 000,00*	*6 519,00*		*481,00*		*6 519,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*2 000,00*	*1 521,00*		*479,00*		*1 521,00*
139362	*Dotation de soutien à l'invest local*	*20 000,00*	*17 920,00*		*2 080,00*		*17 920,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*1 452 159,14*		*-1 452 159,14*		*1 452 159,14*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*500 000,00*	*499 057,95*		*942,05*		*499 057,95*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*900,00*		*-900,00*		*900,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*7 068,00*		*-7 068,00*		*7 068,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*788,64*		*-788,64*		*788,64*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*305 206,97*		*-305 206,97*		*305 206,97*
2313	*Constructions*	*450 000,00*	*49 682,91*		*400 317,09*		*49 682,91*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*50 000,00*	*135 411,43*		*-85 411,43*		*135 411,43*
Total des dépenses d'ordre		**535 000,00**	**1 982 337,09**		**-1 447 337,09**		**1 982 337,09**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			**12 286 253,96**	**6 554 586,96**	**1 854 615,32**	**3 877 051,68**	**21 018 492,32**	**3 407 163,32**	**3 147 423,64**
1002	ANRU - PRU MOULINS LIOTS		0,00	0,00	0,00	0,00	204 741,57	0,00	0,00
10022	PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP	AP22ANRU	2 089 000,00	398 183,68	0,00	1 690 816,32	704 094,59	398 183,68	0,00
1003	COEUR DE VILLE		1 501 326,41	676 757,84	645 528,29	179 040,28	1 754 394,59	0,00	676 757,84
1004	CTM PHASE 2		0,00	0,00	0,00	0,00	898 008,59	0,00	0,00
1005	VOIRIE RESEAUX ET EFFACEMENT DE RESEAU		2 312 487,92	2 015 570,95	291 223,92	5 693,05	3 989 330,46	0,00	2 015 570,95
1006	ECOLE BOURON MASSE		26 383,61	26 383,61	0,00	0,00	294 887,06	0,00	26 383,61
10066	ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP	AP22BM	1 700 000,00	1 238 460,63	383 376,13	78 163,24	3 382 428,40	1 238 460,63	0,00
1007	ENVIRONNEMENT ESPV		366 457,90	130 941,78	220 250,44	15 265,68	929 021,86	0,00	130 941,78
1008	PATRIMOINE ET GESTION IMMOBILIERE		281 098,12	163 896,39	115 076,78	2 124,95	284 841,38	0,00	163 896,39
1009	QUARTIER LUSSAUD	AP22LUSSAU	434 500,00	14 694,00	0,00	419 806,00	277 405,96	14 694,00	0,00
1010	EGLISE NOTRE DAME	AP22ND	890 000,00	484 051,13	0,00	405 948,87	638 817,01	484 051,13	0,00
1011	RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDÉ	AP22REP	1 620 000,00	1 137 074,37	0,00	482 925,63	1 259 304,84	1 137 074,37	0,00
1012	REHAB MUSEE - MEMORIAL	AP22MUSEE	246 000,00	131 219,51	0,00	114 780,49	188 846,81	131 219,51	0,00
1020	SPORT - GESTION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS		769 000,00	133 873,07	199 159,76	435 967,17	133 873,07	0,00	133 873,07
10200	SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR AP	AP24CYCLAB	50 000,00	3 480,00	0,00	46 520,00	3 480,00	3 480,00	0,00
2015001	HALLES	AP15HALLE	0,00	0,00	0,00	0,00	4 421 249,56	0,00	0,00
2015002	TRANSFONTENAYSIENNE	AP15TRANS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 748 263,57	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10022
LIBELLE : PRU MOULINS LIOTS - EN AP/CP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22ANRU

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**2 089 000,00**	**A1 398 183,68**	**0,00**	**1 690 816,32**	**A2 704 094,59**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**109 000,00**	**26 082,88**	**0,00**	**82 917,12**	**83 860,53**
2031	Frais d'études	109 000,00	26 082,88	0,00	82 917,12	83 860,53
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**62 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**52 000,00**	**10 000,00**
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	10 000,00	0,00	-10 000,00	10 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**15 904,38**	**0,00**	**-15 904,38**	**18 176,37**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	699,31	0,00	-699,31	699,31
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	15 205,07	0,00	-15 205,07	17 477,06
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 918 000,00**	**346 196,42**	**0,00**	**1 571 803,58**	**592 057,69**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 173 000,00	165 176,59	0,00	1 007 823,41	221 883,90
2313	Constructions	145 000,00	141 023,83	0,00	3 976,17	330 177,79
2315	Install., matériel et outill. technique	600 000,00	39 996,00	0,00	560 004,00	39 996,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 473 654,34**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**473 654,34**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	436 448,89
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	37 205,45
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1**	**-398 183,68**	**B2 - A2**	

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10066
LIBELLE : ECOLE BOURON MASSE - EN AP/CP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22BM

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**1 700 000,00**	**A1 1 238 460,63**	**383 376,13**	**78 163,24**	**A2 3 382 428,40**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**958,90**	**0,00**	**-958,90**	**958,90**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	958,90	0,00	-958,90	958,90
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 700 000,00**	**1 237 501,73**	**383 376,13**	**79 122,14**	**3 381 469,50**
2313	Constructions	1 700 000,00	1 237 501,73	383 376,13	79 122,14	3 378 472,17
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 997,33

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 351 952,06**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**351 952,06**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	81 445,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	104 639,27
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	135 867,79
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -1 238 460,63**	**B2 - A2 -3 030 476,34**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1009
LIBELLE : QUARTIER LUSSAUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22LUSSAU

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**434 500,00**	**A1 14 694,00**	**0,00**	**419 806,00**	**A2 277 405,96**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**480,00**	**0,00**	**-480,00**	**9 660,00**
2031	Frais d'études	0,00	480,00	0,00	-480,00	9 660,00
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**183 000,00**	**0,00**	**0,00**	**183 000,00**	**0,00**
204182	Autres org pub - Bât. et installations	183 000,00	0,00	0,00	183 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**149 000,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	149 000,00	0,00	0,00	149 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**102 500,00**	**14 214,00**	**0,00**	**88 286,00**	**267 745,96**
2312	Agencements et aménagements de terrains	69 000,00	13 470,00	0,00	55 530,00	13 470,00
2313	Constructions	33 500,00	744,00	0,00	32 756,00	254 275,96

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 248 400,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 400,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	248 400,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -14 694,00**	**B2 - A2 -29 005,96**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1010
LIBELLE : EGLISE NOTRE DAME
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22ND

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**890 000,00**	**A1 484 051,13**	**0,00**	**405 948,87**	**A2 638 817,01**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**890 000,00**	**484 051,13**	**0,00**	**405 948,87**	**638 817,01**
2313	Constructions	890 000,00	468 445,71	0,00	421 554,29	623 211,59
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	15 605,42	0,00	-15 605,42	15 605,42

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 87 824,46**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 824,46**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	87 824,46
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -484 051,13**	**B2 - A2 -550 992,55**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1011
LIBELLE : RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC-DR AUDÉ
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22REP

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**1 620 000,00**	**A1 1 137 074,37**	**0,00**	**482 925,63**	**A2 1 259 304,84**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**13 651,00**	**0,00**	**-13 651,00**	**13 651,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	13 651,00	0,00	-13 651,00	13 651,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 620 000,00**	**1 123 423,37**	**0,00**	**496 576,63**	**1 245 653,84**
2315	Install., matériel et outill. technique	1 620 000,00	1 029 232,42	0,00	590 767,58	1 151 462,89
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	94 190,95	0,00	-94 190,95	94 190,95

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 137 715,90**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 715,90**
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	137 715,90
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -1 137 074,37**	**B2 - A2 -1 121 588,94**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1012
LIBELLE : REHAB MUSEE - MEMORIAL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22MUSEE

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**246 000,00**	**A1 131 219,51**	**0,00**	**114 780,49**	**A2 188 846,81**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**246 000,00**	**131 219,51**	**0,00**	**114 780,49**	**188 846,81**
2313	Constructions	246 000,00	131 219,51	0,00	114 780,49	188 846,81

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 4 495,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 495,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 495,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -131 219,51**	**B2 - A2 -184 351,81**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10200
LIBELLE : SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR AP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP24CYCLAB

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**50 000,00**	**A1 3 480,00**	**0,00**	**46 520,00**	**A2 3 480,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**50 000,00**	**3 480,00**	**0,00**	**46 520,00**	**3 480,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	50 000,00	3 480,00	0,00	46 520,00	3 480,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -3 480,00**	**B2 - A2 -3 480,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2015001
LIBELLE : HALLES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP15HALLE

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 4 351 958,56**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 351 958,56**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 254 811,95
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	97 146,61

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 812 588,79**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**812 588,79**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	47 383,42
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	525 205,37
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -3 539 369,77**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2015002
LIBELLE : TRANSFONTENAYSIENNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP15TRANS

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 1 723 057,57**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 723 057,57**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 703 751,14
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 306,43

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 476 718,56**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476 718,56**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	247 880,02
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	228 838,54
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -1 246 339,01**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1002
LIBELLE : ANRU - PRU MOULINS LIOTS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 204 741,57**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 179,16**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	72 179,16
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 257,25**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	97 257,25
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 305,16**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	35 305,16

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 4 500,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -200 241,57**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1003
LIBELLE : COEUR DE VILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**1 501 326,41**	**A1 676 757,84**	**645 528,29**	**179 040,28**	**A2 1 754 394,59**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**9 753,60**	**0,00**	**9 528,00**	**225,60**	**122 606,60**
2031	Frais d'études	9 753,60	0,00	9 528,00	225,60	122 606,60
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**339 834,51**	**335 107,38**	**0,00**	**4 727,13**	**617 605,48**
2128	Autres agencements et aménagements	336 907,38	332 107,38	0,00	4 800,00	356 660,03
21321	Immeubles de rapport	2 927,13	0,00	0,00	2 927,13	2 072,87
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	34 963,53
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	165,36
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 000,00	0,00	-3 000,00	223 743,69
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 151 738,30**	**341 650,46**	**636 000,29**	**174 087,55**	**1 014 182,51**
2313	Constructions	1 151 738,30	341 650,46	636 000,29	174 087,55	989 312,51
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	24 870,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 148 698,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 698,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	32 785,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	12 713,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	67 200,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Solde du financement	Pour l'exercice			
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1**	**-676 757,84**	**B2 - A2**	**-1 605 696,59**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1004
LIBELLE : CTM PHASE 2
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 898 008,59**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 308,26**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	47 584,20
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	5 715,88
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	48 008,18
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**796 700,33**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	796 700,33

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -898 008,59**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1005
LIBELLE : VOIRIE RESEAUX ET EFFACEMENT DE RESEAU
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**2 312 487,92**	**A1 2 015 570,95**	**291 223,92**	**5 693,05**	**A2 3 989 330,46**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**38 598,00**	**8 310,00**	**38 598,00**	**-8 310,00**	**31 452,00**
2031	Frais d'études	38 598,00	8 310,00	38 598,00	-8 310,00	31 452,00
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**714 604,00**	**718 194,00**	**8 780,30**	**-12 370,30**	**742 485,69**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	714 604,00	718 194,00	8 780,30	-12 370,30	739 138,09
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 347,60
21	**Immobilisations corporelles**	**17 315,32**	**26 023,16**	**35 386,65**	**-44 094,49**	**66 414,21**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	771,12
21534	Réseaux d'électrification	0,00	12 878,40	29 776,09	-42 654,49	30 878,40
21568	Autre matériel, outillage incendie	10 236,65	6 066,09	5 610,56	-1 440,00	16 092,89
2188	Autres immobilisations corporelles	7 078,67	7 078,67	0,00	0,00	17 495,80
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 541 970,60**	**1 263 043,79**	**208 458,97**	**70 467,84**	**3 148 978,56**
2315	Install., matériel et outill. technique	1 541 970,60	1 204 168,61	208 458,97	129 343,02	3 090 103,38
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	58 875,18	0,00	-58 875,18	58 875,18

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 237 156,63**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237 156,63**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	237 156,63
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Solde du financement	Pour l'exercice			En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-2 015 570,95	B2 - A2	

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1006
LIBELLE : ECOLE BOURON MASSE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**26 383,61**	**A1 26 383,61**	**0,00**	**0,00**	**A2 294 887,06**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**26 383,61**	**26 383,61**	**0,00**	**0,00**	**294 887,06**
2313	Constructions	26 383,61	26 383,61	0,00	0,00	294 887,06

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -26 383,61**	**B2 - A2 -294 887,06**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1007
LIBELLE : ENVIRONNEMENT ESPV
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**366 457,90**	**A1 130 941,78**	**220 250,44**	**15 265,68**	**A2 929 021,86**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**171 088,66**	**87 572,58**	**112 683,14**	**-29 167,06**	**339 420,88**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	29 000,00	27 148,46	6 486,90	-4 635,36	51 643,71
2128	Autres agencements et aménagements	76 347,86	40 753,72	29 878,64	5 715,50	153 582,85
2152	Installations de voirie	23 740,80	8 740,80	1 317,60	13 682,40	35 494,80
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	954,00
2188	Autres immobilisations corporelles	42 000,00	10 929,60	75 000,00	-43 929,60	97 745,52
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**195 369,24**	**43 369,20**	**107 567,30**	**44 432,74**	**589 600,98**
2312	Agencements et aménagements de terrains	129 369,24	43 369,20	60 251,80	25 748,24	516 066,41
2315	Install., matériel et outill. technique	66 000,00	0,00	47 315,50	18 684,50	48 956,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	24 578,17

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 7 059,90**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 059,90**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 059,90
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -130 941,78**	**B2 - A2 -921 961,96**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1008
LIBELLE : PATRIMOINE ET GESTION IMMOBILIERE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**281 098,12**	**A1 163 896,39**	**115 076,78**	**2 124,95**	**A2 284 841,38**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 000,00**	**1 712,57**	**0,00**	**287,43**	**21 712,57**
2088	Autres immobilisations incorporelles	2 000,00	1 712,57	0,00	287,43	21 712,57
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**42 300,66**	**40 957,05**	**13 218,01**	**-11 874,40**	**91 217,86**
2111	Terrains nus	9 026,30	0,00	8 985,30	41,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	675,70	0,00	-675,70	931,74
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 630,20
21318	Autres bâtiments publics	0,00	3 945,00	0,00	-3 945,00	15 540,50
2138	Autres constructions	33 274,36	36 336,35	4 232,71	-7 294,70	63 387,47
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	7 727,95
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**236 797,46**	**121 226,77**	**101 858,77**	**13 711,92**	**171 910,95**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	9 066,00	0,00	-9 066,00	9 066,00
2313	Constructions	236 797,46	112 160,77	101 858,77	22 777,92	162 844,95

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -163 896,39**	**B2 - A2 -284 841,38**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1020
LIBELLE : SPORT - GESTION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**769 000,00**	**A1 133 873,07**	**199 159,76**	**435 967,17**	**A2 133 873,07**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**8 000,00**	**96 562,93**	**3 792,20**	**-92 355,13**	**96 562,93**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	56 012,46	0,00	-56 012,46	56 012,46
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	3 204,20	-3 204,20	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	369,80	0,00	-369,80	369,80
2188	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	40 180,67	588,00	-32 768,67	40 180,67
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**761 000,00**	**37 310,14**	**195 367,56**	**528 322,30**	**37 310,14**
2313	Constructions	761 000,00	37 310,14	88 963,99	634 725,87	37 310,14
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	106 403,57	-106 403,57	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -133 873,07**	**B2 - A2 -133 873,07**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**24 956 728,02**	**20 899 630,32**	**444 411,12**	**3 612 686,58**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 300 816,13	982 570,08	209 411,12	3 108 834,93
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 090 662,12	501 476,72	45 252,12	1 543 933,28
1322	Subv. non transf. Régions	349 226,01	18 626,01	6 875,00	323 725,00
1323	Subv. non transf. Départements	411 338,00	37 338,00	0,00	374 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	181 408,00	0,00	0,00	181 408,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	593 000,00	67 200,00	28 800,00	497 000,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	138 000,00	147 008,00	0,00	-9 008,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	251 158,00	37 205,45	44 484,00	169 468,55
13462	Dotation de soutien à l'invest local	286 024,00	173 715,90	84 000,00	28 308,10
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	6 733 000,00	6 700 000,00	0,00	33 000,00
1641	Emprunts en euros	6 733 000,00	3 850 000,00	0,00	2 883 000,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	2 850 000,00	0,00	-2 850 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 033 816,13**	**7 682 570,08**	**209 411,12**	**3 141 834,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 675 511,89	6 854 294,73	0,00	-178 782,84
10222	FCTVA	625 000,00	767 105,42	0,00	-142 105,42
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	336 677,42	0,00	-36 677,42
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 750 511,89	5 750 511,89	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 850 000,00	2 850 941,16	0,00	-941,16
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	2 850 000,00	2 850 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	941,16	0,00	-941,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réali... (2)	Crédits sans emploi (3)
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	933 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**10 459 511,89**	**9 705 235,89**	**0,00**	**754 276,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	235 000,00	0,00	235 000,00	0,00
Total des recettes réelles		**21 728 328,02**	**17 387 805,97**	**444 411,12**	**3 896 110,93**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 428 400,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 300 000,00*	*3 012 766,40*		*-1 712 766,40*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*195 951,94*		*-195 951,94*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*	*11 838,41*		*-11 838,41*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*186 799,84*		*-186 799,84*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*1 300 449,30*		*-1 300 449,30*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*68 357,41*		*-68 357,41*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*3 300,00*		*-3 300,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*3 542,40*		*-3 542,40*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*11 000,00*	*11 214,22*		*-214,22*
28031	*Frais d'études*	*2 521,00*	*4 894,96*		*-2 373,96*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*1 333,00*	*1 332,67*		*0,33*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*56 179,12*		*3 820,88*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*43 000,00*	*37 529,00*		*5 471,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*733,00*	*732,75*		*0,25*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*214 000,00*	*216 749,13*		*-2 749,13*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*20 000,00*	*14 999,33*		*5 000,67*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*54 000,00*	*50 465,36*		*3 534,64*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*3 246,00*	*3 246,00*		*0,00*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*1 219,00*	*1 219,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*9 423,00*	*6 965,00*		*2 458,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 306,00*	*3 110,50*		*-804,50*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*115 000,00*	*115 732,72*		*-732,72*
281321	*Immeubles de rapport*	*40 000,00*	*43 517,08*		*-3 517,08*
281351	*Bâtiments publics*	*45 000,00*	*44 457,50*		*542,50*
28138	*Autres constructions*	*49 000,00*	*40 449,50*		*8 550,50*
281533	*Réseaux câblés*	*1 266,00*	*1 266,00*		*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*5 991,00*	*2 529,00*		*3 462,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 767,00*	*1 767,00*		*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*22 000,00*	*17 075,50*		*4 924,50*
2815731	*Matériel roulant*	*125 000,00*	*118 211,80*		*6 788,20*

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	***7 025,00***	***6 744,96***		***280,04***
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 637,00*	*1 637,00*		*0,00*
28162	*Biens historiques et culturels mobiliers*	*0,00*	*546,00*		*-546,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*53 000,00*	*53 133,27*		*-133,27*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*35 000,00*	*22 027,86*		*12 972,14*
281838	*Autre matériel informatique*	*80 000,00*	*70 386,74*		*9 613,26*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*25 000,00*	*17 899,08*		*7 100,92*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*48 000,00*	*37 960,33*		*10 039,67*
28185	*Matériel de téléphonie*	*12 404,00*	*6 296,09*		*6 107,91*
28186	*Cheptel*	*129,00*	*128,44*		*0,56*
28188	*Autres immo. corporelles*	*210 000,00*	*232 124,19*		*-22 124,19*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*500 000,00*	*499 057,95*		*942,05*
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*0,00*	*900,00*		*-900,00*
2031	*Frais d'études*	*475 000,00*	*428 752,77*		*46 247,23*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*25 000,00*	*69 405,18*		*-44 405,18*
Total des recettes d'ordre		***3 228 400,00***	***3 511 824,35***		***-283 424,35***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**20 092 596,87**	**19 382 226,63**	**318 704,37**	**151 359,60**	**240 306,27**	**0,00**	**19 700 931,00**
011	Charges à caractère général (3)	5 955 396,87	5 122 113,68	219 774,31	146 859,60	466 649,28	0,00	5 341 887,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	9 805 000,00	9 794 447,20	0,00	0,00	10 552,80		9 794 447,20
014	Atténuations de produits	34 000,00	32 500,50	0,00	0,00	1 499,50		32 500,50
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 256 800,00	1 206 250,70	8 008,79	4 500,00	38 040,51	0,00	1 214 259,49
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**17 051 196,87**	**16 155 312,08**	**227 783,10**	**151 359,60**	**516 742,09**	**0,00**	**16 383 095,18**
66	Charges financières	263 000,00	171 141,95	90 921,27	0,00	936,78		262 063,22
67	Charges spécifiques (3)	40 000,00	35 482,20	0,00	0,00	4 517,80		35 482,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	10 000,00	7 524,00			2 476,00		7 524,00
Total des dépenses financières		**313 000,00**	**214 148,15**	**90 921,27**	**0,00**	**7 930,58**		**305 069,42**
Total des dépenses réelles		**17 364 196,87**	**16 369 460,23**	**318 704,37**	**151 359,60**	**524 672,67**	**0,00**	**16 688 164,60**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 428 400,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 300 000,00*	*3 012 766,40*			*-1 712 766,40*		*3 012 766,40*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 728 400,00**	**3 012 766,40**			**-284 366,40**		**3 012 766,40**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**20 092 596,87**	**19 382 226,63**	**318 704,37**	**151 359,60**	**240 306,27**	**0,00**	**19 700 931,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**18 428 380,00**	**20 654 629,53**	**22 715,52**	**0,00**	**-2 248 965,05**
013	Atténuations de charges (3)	142 000,00	148 022,72	0,00	0,00	-6 022,72
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 233 000,00	1 338 977,75	22 715,52	0,00	-128 693,27
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 778 000,00	2 780 622,00	0,00	0,00	-2 622,00
731	Fiscalité locale	10 311 380,00	10 578 477,25	0,00	0,00	-267 097,25
74	Dotations et participations (3)	3 544 000,00	3 591 987,52	0,00	0,00	-47 987,52
75	Autres produits de gestion courante (3)	385 000,00	406 082,12	0,00	0,00	-21 082,12
Total des recettes de gestion des services		**18 393 380,00**	**18 844 169,36**	**22 715,52**	**0,00**	**-473 504,88**
76	Produits financiers	0,00	690,60	0,00	0,00	-690,60
77	Produits spécifiques (3)	0,00	326 490,43	0,00	0,00	-326 490,43
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**327 181,03**	**0,00**	**0,00**	**-327 181,03**
Total des recettes réelles		**18 393 380,00**	**19 171 350,39**	**22 715,52**	**0,00**	**-800 685,91**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*35 000,00*	*1 483 279,14*			*-1 448 279,14*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**35 000,00**	**1 483 279,14**			**-1 448 279,14**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 664 216,87**				

Total des recettes de fonctionnement cumulées		**20 092 596,87**	**22 318 846,40**	**22 715,52**	**0,00**	**-2 248 965,05**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**20 092 596,87**	**19 382 226,63**	**318 704,37**	**151 359,60**	**240 306,27**	**0,00**	**19 700 931,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 955 396,87	5 122 113,68	219 774,31	146 859,60	466 649,28	0,00	5 341 887,99
6042	Achats de prestations de services	281 530,00	208 147,53	10 629,36	0,00	62 753,11	0,00	218 776,89
60611	Eau et assainissement	60 000,00	110 104,06	0,00	0,00	-50 104,06	0,00	110 104,06
60612	Energie - Electricité	1 008 000,00	835 386,31	4 588,34	0,00	168 025,35	0,00	839 974,65
60613	Chauffage urbain	410 000,00	331 896,70	0,00	0,00	78 103,30	0,00	331 896,70
60621	Combustibles	6 000,00	3 519,42	0,00	0,00	2 480,58	0,00	3 519,42
60622	Carburants	100 000,00	100 247,86	1 716,30	0,00	-1 964,16	0,00	101 964,16
60623	Alimentation	470 700,00	491 386,72	312,55	0,00	-20 999,27	0,00	491 699,27
60628	Autres fournitures non stockées	56 597,00	6 410,26	0,00	0,00	50 186,74	0,00	6 410,26
60631	Fournitures d'entretien	197 276,89	145 864,45	17 654,68	0,00	33 757,76	0,00	163 519,13
60632	Fournitures de petit équipement	224 061,74	271 601,99	10 845,83	0,00	-58 386,08	0,00	282 447,82
60633	Fournitures de voirie	71 000,00	97 506,01	4 607,04	0,00	-31 113,05	0,00	102 113,05
60636	Habillement et vêtements de travail	23 050,00	23 537,63	5 497,09	0,00	-5 984,72	0,00	29 034,72
6064	Fournitures administratives	37 834,40	21 046,20	0,00	2 000,00	14 788,20	0,00	21 046,20
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	32 900,00	35 775,61	178,55	0,00	-3 054,16	0,00	35 954,16
6067	Fournitures scolaires	41 650,00	40 981,68	102,00	0,00	566,32	0,00	41 083,68
6068	Autres matières et fournitures	24 800,00	29 825,36	0,00	0,00	-5 025,36	0,00	29 825,36
611	Contrats de prestations de services	112 050,00	49 432,62	9 575,58	18 972,00	34 069,80	0,00	59 008,20
6132	Locations immobilières	23 300,00	21 438,82	0,00	0,00	1 861,18	0,00	21 438,82
61351	Matériel roulant	14 600,00	21 056,19	542,24	0,00	-6 998,43	0,00	21 598,43
61358	Autres	165 160,00	139 527,46	2 546,33	0,00	23 086,21	0,00	142 073,79
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	5 288,91	10 280,00	0,00	-5 568,91	0,00	15 568,91
61521	Entretien terrains	109 504,00	84 387,83	3 870,00	7 444,00	13 802,17	0,00	88 257,83
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	194 847,68	291 972,22	15 251,25	14 530,77	-126 906,56	0,00	307 223,47
615231	Entretien, réparations voiries	14 000,00	1 536,80	0,00	0,00	12 463,20	0,00	1 536,80
61524	Entretien bois et forêts	4 000,00	5 472,68	0,00	0,00	-1 472,68	0,00	5 472,68
61551	Entretien matériel roulant	57 482,81	51 707,81	5 238,78	0,00	536,22	0,00	56 946,59
61558	Entretien autres biens mobiliers	110 786,40	129 505,11	4 808,37	0,00	-23 527,08	0,00	134 313,48
6156	Maintenance	181 430,00	128 286,43	20 519,18	0,00	32 624,39	0,00	148 805,61
6161	Multirisques	130 300,00	147 935,52	0,00	0,00	-17 635,52	0,00	147 935,52
617	Etudes et recherches	119 000,52	27 990,00	0,00	65 418,12	25 592,40	0,00	27 990,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, crédits gérés hors AE
6182	Documentation générale et technique	7 824,00	5 553,83	641,00	0,00	1 629,17	0,00	6 194,83
6184	Versements à des organismes de formation	80 000,00	33 821,72	11 067,04	165,00	34 946,24	0,00	44 888,76
6188	Autres frais divers	8 100,00	2 084,23	0,00	0,00	6 015,77	0,00	2 084,23
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	2 400,00	0,00	1 000,00	0,00	1 400,00	0,00	1 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	76 888,00	32 496,00	26 386,32	0,00	18 005,68	0,00	58 882,32
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	1 562,12	960,00	0,00	7 477,88	0,00	2 522,12
6228	Divers	152 650,00	108 680,31	6 545,80	35 880,00	1 543,89	0,00	115 226,11
6231	Annonces et insertions	30 676,00	15 256,50	720,00	0,00	14 699,50	0,00	15 976,50
6232	Fêtes et cérémonies	108 489,72	90 536,81	250,00	0,00	17 702,91	0,00	90 786,81
6234	Réceptions	59 500,00	55 724,91	2 111,00	0,00	1 664,09	0,00	57 835,91
6236	Catalogues et imprimés	73 400,00	54 554,70	1 117,60	0,00	17 727,70	0,00	55 672,30
6238	Divers	19 870,00	15 853,91	2 930,00	0,00	1 086,09	0,00	18 783,91
6245	Transports de personnes extérieures	5 500,00	9 848,01	66,00	0,00	-4 414,01	0,00	9 914,01
6247	Transports collectifs	10 939,00	1 354,44	0,00	0,00	9 584,56	0,00	1 354,44
6251	Voyages, déplacements et missions	18 350,00	25 099,29	95,00	0,00	-6 844,29	0,00	25 194,29
6255	Frais de déménagement	0,00	1 802,93	0,00	0,00	-1 802,93	0,00	1 802,93
6261	Frais d'affranchissement	37 038,00	28 833,81	3 872,14	0,00	4 332,05	0,00	32 705,95
6262	Frais de télécommunications	77 820,00	53 162,51	0,00	0,00	24 657,49	0,00	53 162,51
627	Services bancaires et assimilés	4 021,00	9 513,29	0,00	0,00	-5 492,29	0,00	9 513,29
6281	Concours divers (cotisations)	20 400,00	19 007,89	200,00	0,00	1 192,11	0,00	19 207,89
6282	Frais de gardiennage	30 439,71	22 181,58	3 144,00	439,71	4 674,42	0,00	25 325,58
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 000,00	11 380,28	6 368,40	0,00	-7 748,68	0,00	17 748,68
6284	Redevances pour services rendus	50 000,00	52 633,97	0,00	0,00	-2 633,97	0,00	52 633,97
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	184 000,00	197 884,00	0,00	0,00	-13 884,00	0,00	197 884,00
62878	Remb. frais à des tiers	6 500,00	3 564,44	0,00	0,00	2 935,56	0,00	3 564,44
6288	Autres services extérieurs	508 080,00	345 599,07	10 462,54	2 010,00	150 008,39	0,00	356 061,61
63512	Taxes foncières	67 750,00	59 411,00	0,00	0,00	8 339,00	0,00	59 411,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	2 336,00	13 074,00	0,00	-15 410,00	0,00	15 410,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 400,00	3 599,94	0,00	0,00	-2 199,94	0,00	3 599,94
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	9 805 000,00	9 794 447,20	0,00	0,00	10 552,80		9 794 447,20
6218	Autre personnel extérieur	45 030,00	34 821,57	0,00	0,00	10 208,43		34 821,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	26 866,00	27 711,00	0,00	0,00	-845,00		27 711,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	131 557,00	135 624,12	0,00	0,00	-4 067,12		135 624,12

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64111	Rémunération principale titulaires	4 659 681,00	4 492 975,44	0,00	0,00	166 705,56		4 492 975,44
64112	SFT, indemnité de résidence	33 218,00	38 777,84	0,00	0,00	-5 559,84		38 777,84
64113	NBI	43 508,00	43 878,52	0,00	0,00	-370,52		43 878,52
64118	Autres indemnités	1 081 175,00	1 012 907,02	0,00	0,00	68 267,98		1 012 907,02
64131	Rémunérations	963 154,00	1 142 783,95	0,00	0,00	-179 629,95		1 142 783,95
64132	SFT, indemnité de résidence	7 937,00	8 958,58	0,00	0,00	-1 021,58		8 958,58
6417	Rémunérations des apprentis	21 805,00	10 213,63	0,00	0,00	11 591,37		10 213,63
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	968 136,00	986 014,50	0,00	0,00	-17 878,50		986 014,50
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 476 365,00	1 502 426,39	0,00	0,00	-26 061,39		1 502 426,39
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	36 755,00	46 016,00	0,00	0,00	-9 261,00		46 016,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	80 867,00	82 890,93	0,00	0,00	-2 023,93		82 890,93
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	13 877,00	0,00	0,00	-13 877,00		13 877,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	17 836,00	17 614,00	0,00	0,00	222,00		17 614,00
64731	Allocations chômage versées directement	31 110,00	16 747,04	0,00	0,00	14 362,96		16 747,04
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	41 000,00	41 724,00	0,00	0,00	-724,00		41 724,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	9 000,00	10 247,17	0,00	0,00	-1 247,17		10 247,17
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	128 238,50	0,00	0,00	-128 238,50		128 238,50
6488	Autres	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00		0,00
014	Atténuations de produits	34 000,00	32 500,50	0,00	0,00	1 499,50		32 500,50
7391111	Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs	0,00	1 475,00	0,00	0,00	-1 475,00		1 475,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	16 000,00	11 780,00	0,00	0,00	4 220,00		11 780,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	6 000,00	10 842,00	0,00	0,00	-4 842,00		10 842,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	12 000,00	8 403,50	0,00	0,00	3 596,50		8 403,50
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1 256 800,00	1 206 250,70	8 008,79	4 500,00	38 040,51	0,00	1 214 259,49
65132	Prix	1 200,00	1 895,29	0,00	0,00	-695,29	0,00	1 895,29
65134	Aides	0,00	400,00	0,00	0,00	-400,00	0,00	400,00
65311	Indemnités de fonction	214 000,00	207 951,18	0,00	0,00	6 048,82	0,00	207 951,18
65312	Frais de mission et de déplacement	10 200,00	12 191,89	380,00	0,00	-2 371,89	0,00	12 571,89
65313	Cotisations de retraite	17 000,00	13 289,36	0,00	0,00	3 710,64	0,00	13 289,36
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	19 000,00	17 568,00	0,00	0,00	1 432,00	0,00	17 568,00
65315	Formation	7 000,00	3 840,00	0,00	0,00	3 160,00	0,00	3 840,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	369,95	0,00	0,00	-369,95	0,00	369,95

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	3 570,54	0,00	0,00	1 429,46	0,00	3 570,54
6542	Créances éteintes	8 000,00	1 829,94	0,00	0,00	6 170,06	0,00	1 829,94
65568	Autres contributions	61 600,00	59 445,14	0,00	0,00	2 154,86	0,00	59 445,14
6558	Autres contributions obligatoires	131 000,00	129 474,33	0,00	0,00	1 525,67	0,00	129 474,33
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	601 000,00	577 441,00	4 450,00	0,00	19 109,00	0,00	581 891,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	10 000,00	19 433,03	0,00	0,00	-9 433,03	0,00	19 433,03
65818	Autres	82 300,00	64 771,34	3 178,79	4 500,00	9 849,87	0,00	67 950,13
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	153,63	0,00	0,00	-153,63	0,00	153,63
65888	Autres	9 500,00	12 626,08	0,00	0,00	-3 126,08	0,00	12 626,08
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**17 051 196,87**	**16 155 312,08**	**227 783,10**	**151 359,60**	**516 742,09**	**0,00**	**16 383 095,18**
66	Charges financières	263 000,00	171 141,95	90 921,27	0,00	936,78		262 063,22
66111	Intérêts réglés à l'échéance	257 000,00	252 216,91	0,00	0,00	4 783,09		252 216,91
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	-81 074,96	90 921,27	0,00	-8 846,31		9 846,31
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	40 000,00	35 482,20	0,00	0,00	4 517,80		35 482,20
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	40 000,00	35 482,20	0,00	0,00	4 517,80		35 482,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00	7 524,00			2 476,00		7 524,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	10 000,00	7 524,00			2 476,00		7 524,00
Total des charges financières et spécifiques		**313 000,00**	**214 148,15**	**90 921,27**	**0,00**	**7 930,58**		**305 069,42**
Total des dépenses réelles		**17 364 196,87**	**16 369 460,23**	**318 704,37**	**151 359,60**	**524 672,67**	**0,00**	**16 688 164,60**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 428 400,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 300 000,00*	*3 012 766,40*			*-1 712 766,40*		*3 012 766,40*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*1 574 287,36*			*-1 574 287,36*		*1 574 287,36*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*195 951,94*			*-195 951,94*		*195 951,94*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 300 000,00*	*1 242 527,10*			*57 472,90*		*1 242 527,10*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 728 400,00**	**3 012 766,40**			**-284 366,40**		**3 012 766,40**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	90 921,27
Montant des ICNE de l'exercice N-1	81 074,96
= Différence ICNE N – ICNE N-1	9 846,31

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**18 428 380,00**	**20 654 629,53**	**22 715,52**	**0,00**	**-2 248 965,05**
013	Atténuations de charges (4)	142 000,00	148 022,72	0,00	0,00	-6 022,72
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	92 000,00	96 727,32	0,00	0,00	-4 727,32
6479	Rembourst sur autres charges sociales	50 000,00	51 295,40	0,00	0,00	-1 295,40
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 233 000,00	1 338 977,75	22 715,52	0,00	-128 693,27
70311	Concessions cimetières (produit net)	18 000,00	30 254,45	0,00	0,00	-12 254,45
70323	Red. occupation dom. public	29 300,00	38 378,40	0,00	0,00	-9 078,40
70328	Autres droits stationnement et location	115 000,00	120 948,00	0,00	0,00	-5 948,00
7062	Redevances services à caractère culturel	102 000,00	127 363,94	0,00	0,00	-25 363,94
70632	Redevances services à caractère loisir	64 650,00	74 276,66	0,00	0,00	-9 626,66
7066	Redevances services à caractère social	20 000,00	31 826,00	0,00	0,00	-11 826,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	605 000,00	356 911,78	0,00	0,00	248 088,22
7078	Autres marchandises	8 000,00	9 897,00	0,00	0,00	-1 897,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	11 000,00	14 391,00	0,00	0,00	-3 391,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	0,00	0,00	7 479,70	0,00	-7 479,70
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	115 000,00	40 947,85	15 235,82	0,00	58 816,33
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	6 109,59	0,00	0,00	-6 109,59
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	21 000,00	63 022,99	0,00	0,00	-42 022,99
70878	Remb. frais par des tiers	107 050,00	159 424,83	0,00	0,00	-52 374,83
7088	Produits activités annexes (abonnements)	17 000,00	265 225,26	0,00	0,00	-248 225,26
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 778 000,00	2 780 622,00	0,00	0,00	-2 622,00
73211	Attribution de compensation	2 625 000,00	2 624 719,00	0,00	0,00	281,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	153 000,00	155 903,00	0,00	0,00	-2 903,00
731	Fiscalité locale	10 311 380,00	10 578 477,25	0,00	0,00	-267 097,25
73111	Impôts directs locaux	9 212 380,00	9 384 485,00	0,00	0,00	-172 105,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	12 000,00	13 662,00	0,00	0,00	-1 662,00
73118	Autres contributions directes	0,00	21 122,00	0,00	0,00	-21 122,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	433 000,00	497 790,00	0,00	0,00	-64 790,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	330 000,00	336 140,83	0,00	0,00	-6 140,83

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12/24 (2)	Crédits sans emploi (3)
73154	Droits de place	76 000,00	57 196,12	0,00	0,00	18 803,88
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	153,80	0,00	0,00	-153,80
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	220 000,00	246 495,80	0,00	0,00	-26 495,80
7318	Autres	28 000,00	21 431,70	0,00	0,00	6 568,30
74	Dotations et participations (4)	3 544 000,00	3 591 987,52	0,00	0,00	-47 987,52
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 446 000,00	1 446 518,00	0,00	0,00	-518,00
741121	DSR des communes	485 000,00	485 160,00	0,00	0,00	-160,00
741123	DSU des communes	466 000,00	465 704,00	0,00	0,00	296,00
741127	DNP des communes	145 000,00	144 220,00	0,00	0,00	780,00
744	FCTVA	15 000,00	14 056,56	0,00	0,00	943,44
74718	Autres participations Etat	112 700,00	196 652,17	0,00	0,00	-83 952,17
7473	Participation départements	17 400,00	6 566,50	0,00	0,00	10 833,50
74751	Participation GFP de rattachement	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
747818	Autres	0,00	2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00
747888	Autres	177 500,00	144 120,29	0,00	0,00	33 379,71
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	875,00	0,00	0,00	-875,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	638 000,00	636 758,00	0,00	0,00	1 242,00
7484	Dotation de recensement	2 400,00	2 559,00	0,00	0,00	-159,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	18 000,00	46 798,00	0,00	0,00	-28 798,00
74888	Autres	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	385 000,00	406 082,12	0,00	0,00	-21 082,12
752	Revenus des immeubles	329 200,00	338 432,15	0,00	0,00	-9 232,15
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	23,89	0,00	0,00	-23,89
75888	Autres	30 800,00	67 626,08	0,00	0,00	-36 826,08
Total des recettes de gestion des services		**18 393 380,00**	**18 844 169,36**	**22 715,52**	**0,00**	**-473 504,88**
76	Produits financiers	0,00	690,60	0,00	0,00	-690,60
7688	Autres	0,00	690,60	0,00	0,00	-690,60
77	Produits spécifiques (4)	0,00	326 490,43	0,00	0,00	-326 490,43
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	8 410,27	0,00	0,00	-8 410,27
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	318 080,16	0,00	0,00	-318 080,16
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**18 393 380,00**	**19 171 350,39**	**22 715,52**	**0,00**	**-800 685,91**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*35 000,00*	*1 483 279,14*			*-1 448 279,14*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*1 452 159,14*			*-1 452 159,14*

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*35 000,00*	*31 120,00*			*3 880,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**35 000,00**	**1 483 279,14**			**-1 448 279,14**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Recettes justifiées non titrées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**4 269 474,05**	**949 093,54**	**0,00**	**73 581,68**	**1 456 946,80**	**1 767 932,17**	**5 278,40**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	342 534,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 926 940,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	4 164,00	0,00	0,00	0,00	3 754,80	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	395 095,25	0,00	73 581,68	87 814,68	580 455,08	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	512 394,29	0,00	0,00	1 369 132,12	1 183 722,29	5 278,40	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	37 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**16 404 335,89**	**0,00**	**0,00**	**147 008,00**	**0,00**	**173 920,47**	**103 200,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 854 294,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	147 008,00	0,00	173 920,47	103 200,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 550 041,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 669 501,44**	**0,00**	**35 458,46**	**1 947 047,89**		**13 174 314,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		342 534,02
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 926 940,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	28 275,45	0,00	8 310,00	0,00		44 504,25
204	Subventions d'équipement versées	156 427,00	0,00	0,00	633 418,00		789 845,00
21	Immobilisations corporelles	143 482,66	0,00	27 148,46	3 736,90		1 311 314,71
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 617 526,47	0,00	0,00	1 309 892,99		5 997 946,56
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		37 440,00
27	Autres immobilisations financières	586 073,47	0,00	0,00	0,00		586 073,47
45	Opérations pour compte de tiers	137 716,39	0,00	0,00	0,00		137 716,39
RECETTES		**559 341,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**17 387 805,97**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		6 854 294,73
13	Subventions d'investissement	558 441,61	0,00	0,00	0,00		982 570,08
16	Emprunts et dettes assimilées	900,00	0,00	0,00	0,00		9 550 941,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**4 269 474,05**
10226	Taxe d'aménagement	342 534,02
1641	Emprunts en euros	1 069 967,62
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	2 850 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	887,41
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	6 085,00
RECETTES		**16 404 335,89**
10222	FCTVA	767 105,42
10226	Taxe d'aménagement	336 677,42
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 750 511,89
1641	Emprunts en euros	3 850 000,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 850 000,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	2 850 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	41,16

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**795 014,47**	**0,00**	**8 334,72**	**35 805,73**	**64 635,62**	**45 303,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	1 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 628,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 005,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	19 771,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	2 345,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 670,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	3 945,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	64 977,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	4 924,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	98 028,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	29 297,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	29 234,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	14 540,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 696,48	0,00	8 334,72	35 805,73	25 519,41	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	473 278,08	0,00	0,00	0,00	39 116,21	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	37 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**949 093,54**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 628,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 005,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 771,03
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 345,22
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 670,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 945,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 977,33
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 924,93
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 028,25
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 297,56
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 234,35
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 540,24
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 356,34
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512 394,29
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 440,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**67 515,59**	**6 066,09**	**0,00**	**0,00**	**73 581,68**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	6 066,09	0,00	0,00	6 066,09
21828	Autres matériels de transport	0,00	46 588,16	0,00	0,00	0,00	46 588,16
21838	Autre matériel informatique	0,00	1 332,00	0,00	0,00	0,00	1 332,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	19 595,43	0,00	0,00	0,00	19 595,43
RECETTES		**0,00**	**147 008,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 008,00**
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	147 008,00	0,00	0,00	0,00	147 008,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**19 037,92**	**1 386 333,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	4 633,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	4 857,70	1 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	958,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	9 899,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	8 556,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 624,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	1 369 132,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**51 575,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 456 946,80**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 633,65
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 567,70
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	958,90
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 899,04
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 556,15
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	51 575,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 199,24
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 369 132,12
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**44 064,95**	**114 281,22**	**484 051,13**	**24 262,43**	**140 369,51**	**27 320,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	40 317,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	5 840,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	44 064,95	71 963,94	0,00	10 859,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 000,00	468 445,71	7 562,32	140 369,51	27 320,03	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	15 605,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**136 450,47**	**0,00**	**37 470,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	87 824,46	0,00	37 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	18 626,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**81 898,60**	**15 635,47**	**0,00**	**0,00**	**481 402,32**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	56 012,46	0,00	0,00	0,00	295 200,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	4 211,47	0,00	0,00	2 304,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	369,80	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 636,62	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	77 350,56	0,00
2313	Constructions	25 886,14	11 424,00	0,00	0,00	99 541,34	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**354 646,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 767 932,17**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	3 754,80	0,00	0,00	0,00	3 754,80
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	36 907,38	0,00	0,00	0,00	388 119,84
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 832,75
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,80
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	5 767,07	0,00	0,00	0,00	11 607,82
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 524,87
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 350,56
2313	Constructions	0,00	0,00	308 217,26	0,00	0,00	0,00	1 090 766,31
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 605,42
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 920,47**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 294,46
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 626,01
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 278,40**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 278,40	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 200,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 200,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 278,40**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 278,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 200,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 200,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**84 776,00**	**8 740,80**	**27 901,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 353 234,13**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 562,88
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	84 776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 651,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161,70
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 753,72
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	8 740,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	12 878,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	699,31
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	15 023,31	0,00	0,00	0,00	26 134,67
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 646,59
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 915,03
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 069 228,42
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 190,95
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 073,47
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 716,39
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 441,61**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 182,26
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 338,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 205,45
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 715,90
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 848,80**	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	1 712,57	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	36 336,35	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	254,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	9 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	99 479,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 669 501,44**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 562,88
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 427,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 712,57
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161,70
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 753,72
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 336,35
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 740,80
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 878,40
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	953,71
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 157,98
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 712,59
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 394,51
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 069 228,42
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 190,95
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 073,47
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 716,39
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 341,61**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 182,26
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 338,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 205,45
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 715,90
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 310,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	8 310,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 148,46**	**0,00**	**0,00**	**35 458,46**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 310,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 148,46	0,00	0,00	27 148,46
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 061,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	3 061,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 940 506,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	633 418,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	675,70	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	43 369,20	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 204 168,61	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	58 875,18	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 480,00**	**0,00**	**1 947 047,89**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633 418,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675,70
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 061,20
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 480,00	0,00	46 849,20
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 204 168,61
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 875,18
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**335 720,21**	**5 222 988,01**	**0,00**	**589 567,36**	**3 028 829,56**	**3 139 315,68**	**833 879,27**	**0,00**
011	Charges à caractère général	8 992,09	1 754 251,40	0,00	116 461,46	939 929,10	1 303 099,18	47 008,14	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 540 379,17	0,00	466 689,57	1 959 426,13	1 817 425,26	706 743,22	0,00
014	Atténuations de produits	22 622,00	8 403,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	918 990,64	0,00	6 416,33	129 474,33	18 791,24	80 127,91	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	262 063,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	34 518,90	963,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	7 524,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**16 477 584,78**	**1 080 126,39**	**0,00**	**19 006,77**	**559 745,81**	**457 001,00**	**167 848,02**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	148 022,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	12,96	289 353,43	0,00	9 756,77	559 745,81	285 820,93	41 530,35	0,00
73	Impôts et taxes	2 780 622,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	10 502 400,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179,84	0,00
74	Dotations et participations	3 193 291,56	222 129,17	0,00	9 250,00	0,00	35 812,46	125 137,83	0,00
75	Autres produits de gestion courante	567,55	94 130,64	0,00	0,00	0,00	135 367,61	0,00	0,00
76	Produits financiers	690,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	326 490,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 420 097,32**	**129 653,59**	**521 549,24**	**466 564,36**		**16 688 164,60**
011	Charges à caractère général	0,00	822 735,28	125 556,55	34 934,05	188 920,74		5 341 887,99
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 597 362,04	0,00	433 362,19	273 059,62		9 794 447,20
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	1 475,00	0,00	0,00		32 500,50
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	2 622,04	53 253,00	4 584,00		1 214 259,49
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		262 063,22
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		35 482,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 524,00
RECETTES		**0,00**	**144 079,49**	**163 417,65**	**0,00**	**125 256,00**		**19 194 065,91**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		148 022,72
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	27 462,29	22 754,73	0,00	125 256,00		1 361 693,27
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 780 622,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	74 897,30	0,00	0,00		10 578 477,25
74	Dotations et participations	0,00	6 366,50	0,00	0,00	0,00		3 591 987,52
75	Autres produits de gestion courante	0,00	110 250,70	65 765,62	0,00	0,00		406 082,12
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		690,60
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		326 490,43
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**335 720,21**
60612	Energie - Electricité	88,66
627	Services bancaires et assimilés	8 903,43
66111	Intérêts réglés à l'échéance	252 216,91
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	9 846,31
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	34 518,90
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	7 524,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	11 780,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	10 842,00
	RECETTES	**16 477 584,78**
70878	Remb. frais par des tiers	12,96
73111	Impôts directs locaux	9 384 485,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	13 662,00
73118	Autres contributions directes	21 122,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	497 790,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	336 140,83
73154	Droits de place	2 550,68
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	153,80
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	246 495,80
73211	Attribution de compensation	2 624 719,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	155 903,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 446 518,00
741121	DSR des communes	485 160,00
741123	DSU des communes	465 704,00
741127	DNP des communes	144 220,00
744	FCTVA	14 056,56
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	875,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	636 758,00
75888	Autres	567,55
7688	Autres	690,60
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 687 937,71**	**0,00**	**370 777,32**	**682 093,22**	**793 064,92**	**8 137,45**	**405 355,57**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	4 708,74	2 642,80	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	35 379,33	0,00	0,00	3 326,67	16 909,38	170,98	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	109 822,32	0,00	1 660,14	19 962,26	19 819,56	2 300,15	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	38 280,33	0,00	0,00	33 050,81	52 629,36	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 600,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	763,09	0,00	0,00	3 720,98	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 158,20	0,00	0,00	37,77	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	36 948,35	0,00	0,00	0,00	4 642,89	216,42	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	18 296,53	0,00	0,00	47 283,36	652,25	862,68	439,20	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	5 639,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	10 310,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 726,45	0,00
611	Contrats de prestations de services	7 984,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	7 212,00	0,00	0,00	1 827,30	0,00	0,00	657,65	0,00
61358	Autres	40 470,80	0,00	0,00	68 443,10	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	15 568,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	15 948,75	0,00	0,00	0,00	0,00	3 504,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	69 046,77	0,00	0,00	4 683,90	25 684,14	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	13 528,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 576,93	0,00	0,00	1 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	37 292,86	0,00	0,00	2 262,64	4 888,91	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	147 935,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 652,11	0,00	1 227,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	24 816,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	1 275,92	0,00	0,00	7 470,91	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	41 797,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 522,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	39 834,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6231	Annonces et insertions	1 992,00	0,00	7 412,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	6 061,25	0,00	701,58	60 824,99	300,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	607,36	0,00	0,00	2 091,16	60,52	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 696,00	0,00	25 383,26	5 134,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	11 952,84	0,00	0,00	6 224,47	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	1 347,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	665,39	0,00	610,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	17 648,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	1 802,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	32 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57,95	0,00
6262	Frais de télécommunications	28 808,91	0,00	1 539,79	381,27	800,72	119,92	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	9 311,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	22 133,36	0,00	0,00	0,00	3 621,92	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	109 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	172 066,45	0,00	306,00	89 569,62	1 176,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 375,99	0,00	803,76	1 017,39	378,20	0,00	1 134,76	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	16 455,39	0,00	3 938,19	4 985,09	1 853,30	0,00	5 487,70	0,00
63512	Taxes foncières	19 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	15 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	3 599,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	498 029,79	0,00	98 289,73	68 670,87	73 217,63	0,00	203 587,55	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	4 015,56	0,00	0,00	2 134,33	173,74	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	5 194,37	0,00	0,00	1 050,84	1 120,58	0,00	3 878,12	0,00
64118	Autres indemnités	139 943,27	0,00	28 008,92	15 247,07	12 069,13	0,00	41 201,71	0,00
64131	Rémunérations	175 203,39	0,00	68 720,43	139 899,79	1 807,14	0,00	32 115,04	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	27,60	0,00	536,08	2,30	77,94	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	4 276,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	121 802,77	0,00	34 294,11	50 317,56	11 215,59	0,00	37 869,60	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	174 631,85	0,00	34 962,91	29 838,81	24 125,58	0,00	64 734,21	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 903,48	0,00	2 801,38	5 648,02	76,12	0,00	1 177,52	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	61 173,27	0,00	821,36	398,00	310,35	0,00	806,52	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	13 877,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 990,19	0,00	393,19	274,67	292,97	0,00	764,11	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	11 992,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	41 724,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6475	Médecine du travail, pharmacie	10 247,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	128 238,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	969,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	1 829,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	6 192,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	46 730,00	0,00	0,00	0,00	535 161,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	4 322,15	0,00	9 547,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	38 742,54	0,00	0,00	978,67	0,00	0,00	3 717,48	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	153,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	12 455,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963,30	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	8 403,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**985 783,23**	**0,00**	**0,00**	**10 696,00**	**0,00**	**30 254,45**	**53 392,71**	**0,00**
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	96 727,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	51 295,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 254,45	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	14 306,40	0,00	0,00	476,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	10 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 091,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	7 479,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	33 527,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	41 206,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	137 792,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	148 666,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 035,71	0,00
747888	Autres	20 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 559,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 798,00	0,00
752	Revenus des immeubles	44 548,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	23,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
75888	Autres	49 558,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	8 410,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	318 080,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**262 622,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**570,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 527,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	250,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 065,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	345,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	207 951,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	11 602,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	13 289,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	17 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	3 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	369,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 429,82**	**5 222 988,01**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 351,54
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 786,36
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 564,43
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 960,50
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,48
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 011,10
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195,97
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 807,66
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 534,02
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 639,24
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 036,81
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 984,38
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 947,63
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 913,90
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 568,91
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 452,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 414,81
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 528,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 920,93
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 444,41
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 935,52
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 691,23
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 816,24
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 746,83
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 797,77
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 522,12

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 834,74
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 404,03
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	4 381,99	72 269,81
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 116,83	8 875,87
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 214,06
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	555,00	18 732,31
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 347,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275,39
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	514,00	21 228,54
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 802,93
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 705,95
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 995,93
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	862,00	10 743,71
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 755,28
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 110,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 118,07
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 710,10
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 719,67
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 401,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 410,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 599,94
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	941 795,57
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 323,63
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 243,91
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 470,10
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417 745,79
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	643,92
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 276,66
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 499,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 293,36
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 606,52
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 509,50
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 877,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 715,13
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 992,18

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 724,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 247,17
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 238,50
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 951,18
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 571,89
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 289,36
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 568,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 840,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,95
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 570,54
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 829,94
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 192,14
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 891,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 869,35
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 438,69
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,43
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 455,17
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963,30
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 403,50
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 080 126,39**
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 727,32
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 295,40
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 254,45
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 782,40
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 220,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 091,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 479,70
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 527,45
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 206,39
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 792,04
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 702,17
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 070,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 559,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 798,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 548,22

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,89
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 558,53
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 410,27
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 080,16

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**561 404,42**	**5 389,44**	**22 773,50**	**0,00**	**589 567,36**
60611	Eau et assainissement	0,00	600,02	0,00	0,00	0,00	600,02
60612	Energie - Electricité	0,00	4 513,20	0,00	0,00	0,00	4 513,20
60613	Chauffage urbain	0,00	3 129,19	0,00	0,00	0,00	3 129,19
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	701,98	0,00	0,00	0,00	701,98
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	12 665,11	0,00	0,00	0,00	12 665,11
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	14 176,32	0,00	0,00	0,00	14 176,32
6064	Fournitures administratives	0,00	633,53	0,00	0,00	0,00	633,53
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	22 189,50	0,00	22 189,50
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 541,02	0,00	0,00	0,00	1 541,02
61551	Entretien matériel roulant	0,00	2 032,70	0,00	0,00	0,00	2 032,70
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	6 314,93	3 784,98	0,00	0,00	10 099,91
6156	Maintenance	0,00	7 007,14	0,00	0,00	0,00	7 007,14
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	12 667,00	0,00	0,00	0,00	12 667,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	1 604,46	0,00	0,00	1 604,46
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	2 935,76	0,00	0,00	0,00	2 935,76
6228	Divers	0,00	17 917,07	0,00	0,00	0,00	17 917,07
6238	Divers	0,00	51,60	0,00	0,00	0,00	51,60
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 377,88	0,00	0,00	0,00	1 377,88
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	584,00	0,00	584,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	108,53	0,00	0,00	0,00	108,53
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	1 530,00	0,00	0,00	0,00	1 530,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 183,59	0,00	0,00	0,00	1 183,59
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	5 799,91	0,00	0,00	0,00	5 799,91
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	240 157,46	0,00	0,00	0,00	240 157,46
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	4 922,97	0,00	0,00	0,00	4 922,97
64113	NBI	0,00	1 554,66	0,00	0,00	0,00	1 554,66
64118	Autres indemnités	0,00	95 620,24	0,00	0,00	0,00	95 620,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	34 161,11	0,00	0,00	0,00	34 161,11
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	78 903,33	0,00	0,00	0,00	78 903,33
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	1 821,00	0,00	0,00	0,00	1 821,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres actions sociales	TOTAL DU
						personnes, biens	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	960,84	0,00	0,00	0,00	960,84
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	5 563,68	0,00	0,00	0,00	5 563,68
65818	Autres	0,00	731,22	0,00	0,00	0,00	731,22
65888	Autres	0,00	121,43	0,00	0,00	0,00	121,43
RECETTES		**0,00**	**19 006,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 006,77**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	9 752,27	0,00	0,00	0,00	9 752,27
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	4,50	0,00	0,00	0,00	4,50
74718	Autres participations Etat	0,00	9 250,00	0,00	0,00	0,00	9 250,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**14 703,40**	**47 926,33**	**1 920 266,14**	**31 206,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	2 137,06	7 791,89	1 498,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 363,25	6 992,60	48 628,90	11 099,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	5 224,91	49 368,98	12 927,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	210,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	167,93	294,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	6 406,57	22 304,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	926,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	12 053,40	25 364,31	3 625,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	281,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	9 766,38	35 847,01	1 464,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 699,06	0,00	10 145,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	4 748,71	3 132,22	3 443,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	347,90	392,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	3 981,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 965,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 230,46	2 845,66	590,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	6 472,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	466,90	733,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	4 731,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	23 192,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	856 154,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	4 969,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	5 007,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	123 151,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	108 700,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	646,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	156 573,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	278 076,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	4 388,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	3 752,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	3 339,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	129 474,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 010 836,04**	**0,00**	**3 891,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 028 829,56**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	2 356,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 783,24
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	30 149,52	0,00	464,70	0,00	0,00	0,00	99 698,88
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	14 077,62	0,00	1 634,74	0,00	0,00	0,00	83 233,47
60623	Alimentation	0,00	0,00	473 957,18	0,00	99,45	0,00	0,00	0,00	474 267,57
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 733,97
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	4 980,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 980,70
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	5 462,46	0,00	75,03	0,00	0,00	0,00	34 249,02
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	133,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,13
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	438,50	0,00	0,00	0,00	438,50
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 043,68
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	28 115,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 115,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	10 273,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 273,02
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	6 066,90	0,00	658,87	0,00	0,00	0,00	53 803,50
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	8 316,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 316,94
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	12 827,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 672,73
6156	Maintenance	0,00	0,00	9 744,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 069,22
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	265,00	0,00	0,00	0,00	1 005,40
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	12 968,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 968,95
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 981,85
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 965,75
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	347,73	0,00	254,90	0,00	0,00	0,00	5 269,74
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	2 179,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 651,60
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,40

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes						TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 123,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 854,95
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	5 502,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 694,83
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	184 298,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040 452,68
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	34,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 003,47
64113	NBI	0,00	0,00	886,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 893,09
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	39 164,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 316,67
64131	Rémunérations	0,00	0,00	51 575,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 276,67
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	646,83
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	43 326,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 900,11
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	57 054,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 130,32
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	2 049,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 437,84
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	1 064,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 817,42
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	662,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 001,25
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 474,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**559 745,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 745,81**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	294 525,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	294 525,05
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	265 220,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 220,76

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**553 785,36**	**897 816,12**	**130 994,05**	**434 858,21**	**322 437,10**	**0,00**	**24 854,98**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	173 064,07	11 897,60	4 850,15	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	1 039,03	204,15	400,10	302,45	0,00	364,75	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	85 199,33	6 232,85	33 564,52	5 341,32	0,00	7 515,46	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	3 396,47	5 342,75	10 473,31	16 467,78	0,00	7 292,34	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	535,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	1 363,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	286,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	3 122,05	1 345,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	8 598,21	9 849,07	626,31	3 279,98	20 460,97	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	40,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	838,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	35 320,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	391,09	0,00	411,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	670,16	18 084,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	26 584,22	3 341,62	9 770,47	5 154,41	0,00	5 898,36	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 607,36	20 771,46	0,00	1 932,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 087,82	18 954,50	4 498,66	7 530,89	2 833,15	0,00	2 785,38	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	27 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	233,00	0,00	76,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	4 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	24 470,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	6 344,41	0,00	0,00	47 022,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	2 974,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 299,49	15 710,76	399,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 700,00	42 878,05	320,05	197,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	12 238,24	3 535,20	463,00	345,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	1 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	352,48	3 831,05	0,00	1 705,97	491,00	0,00	806,05	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	313,80	296,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	256,00	4 000,00	658,58	2 115,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	1 552,16	0,00	447,26	0,00	0,00	192,64	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	13 329,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 138,13	17,50	200,00	2 420,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 445,53	1 128,65	290,93	863,75	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 082,91	5 530,54	1 425,30	4 232,41	3 381,70	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	240 794,78	170 016,27	23 757,27	151 655,61	77 488,90	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	7 096,99	27,48	0,00	4,58	960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 211,16	1 624,40	886,08	4 318,07	2 950,28	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	78 774,97	46 963,32	6 748,76	25 688,36	13 558,80	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	57 654,86	53 604,79	33 096,81	20 760,20	57 758,86	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	646,92	537,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	50 820,83	40 889,17	13 743,65	28 228,99	29 102,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	80 747,90	58 574,38	9 423,11	51 420,16	28 623,99	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 311,70	2 190,79	1 358,15	838,30	2 332,26	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 652,36	130,03	108,00	828,00	408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	952,14	680,07	95,03	606,60	310,02	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	4 754,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	242,66	17 111,89	0,00	747,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	48,27	0,00	1,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**11 300,00**	**192 276,63**	**2 846,25**	**7 137,60**	**5 166,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	112 214,00	2 846,25	7 137,60	5 166,09	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	11 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	77 762,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**203 229,75**	**132 365,51**	**0,00**	**0,00**	**88 008,48**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	5 266,70	4 733,41	0,00	0,00	977,03	0,00
60612	Energie - Electricité	53 767,94	41 318,48	0,00	0,00	38 229,69	0,00
60613	Chauffage urbain	59 105,80	9 778,70	0,00	0,00	337,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	6 292,19	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	643,37	7 395,16	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	12 771,90	907,00	0,00	0,00	1 607,67	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	375,72	0,00	0,00	0,00	597,48	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 747,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	2 527,66	18 911,16	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	1 096,01	0,00
61358	Autres	3 837,75	0,00	0,00	0,00	738,43	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	21 810,38	0,00	0,00	3 750,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	46 498,43	21 745,13	0,00	0,00	16 332,01	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	5 472,68	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 623,06	0,00	0,00	0,00	3 173,60	0,00
6156	Maintenance	14 426,82	482,28	0,00	0,00	4 251,12	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 138,60	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 328,12	536,61	0,00	0,00	261,70	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	1 056,48	0,00	0,00	0,00	453,87	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 294,20	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	505,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**79 421,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 345,50**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	60 448,50	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	9 897,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	21 816,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	57 604,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**149 289,38**	**0,00**	**198 489,26**	**0,00**	**3 187,48**	**0,00**	**3 139 315,68**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	3 400,92	0,00	0,00	0,00	193 282,74
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	418,64	0,00	0,00	0,00	13 706,26
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	11 883,39	0,00	0,00	0,00	283 052,98
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	9 379,39	0,00	0,00	0,00	121 573,54
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535,86
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 491,86	0,00	0,00	0,00	9 147,77
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286,92
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	4 395,12	0,00	0,00	0,00	16 901,61
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	3 161,75	0,00	53,89	0,00	61 316,75
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	562,28	0,00	0,00	0,00	1 576,28
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838,39
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	455,24	0,00	0,00	0,00	35 775,61
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 747,20
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 438,82
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	292,75	0,00	0,00	0,00	2 190,85
61358	Autres	0,00	0,00	242,68	0,00	0,00	0,00	23 573,40
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 560,38
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	3 033,38	0,00	0,00	0,00	138 358,03
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 472,68
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 626,43	0,00	14 035,20	0,00	0,00	0,00	49 769,90
6156	Maintenance	0,00	0,00	3 971,06	0,00	0,00	0,00	60 821,68
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 990,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	730,00	0,00	0,00	0,00	1 039,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	385,00	0,00	0,00	0,00	4 725,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 470,28
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 366,45

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne			TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,80
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 409,59
6234	Réceptions	0,00	0,00	389,89	0,00	3 133,59	0,00	48 619,08
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	18 870,64
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	1 275,61	0,00	0,00	0,00	2 528,61
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	79,05	0,00	0,00	0,00	79,05
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	1 640,76	0,00	0,00	0,00	10 953,74
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609,86
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 530,18
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,50
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	719,13	0,00	0,00	0,00	4 421,54
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 329,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	6 253,66	0,00	0,00	0,00	16 823,49
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	452,94	0,00	420,87	0,00	0,00	0,00	5 292,67
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 219,20	0,00	2 062,41	0,00	0,00	0,00	25 934,47
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,00
64111	Rémunération principale titulaires	68 665,73	0,00	43 748,22	0,00	0,00	0,00	776 126,78
64112	SFT, indemnité de résidence	932,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 021,52
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 989,99
64118	Autres indemnités	9 610,33	0,00	6 459,97	0,00	0,00	0,00	187 804,51
64131	Rémunérations	22 658,30	0,00	40 549,48	0,00	0,00	0,00	286 083,30
64132	SFT, indemnité de résidence	423,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 608,10
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 564,43	0,00	18 595,06	0,00	0,00	0,00	197 944,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	23 224,30	0,00	15 846,96	0,00	0,00	0,00	267 860,80
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	879,41	0,00	1 645,38	0,00	0,00	0,00	11 555,99
6455	Cotisations pour assurance du personnel	757,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 884,18
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	274,66	0,00	175,09	0,00	0,00	0,00	3 093,61
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 754,86
65134	Aides	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
65818	Autres	0,00	0,00	239,06	0,00	0,00	0,00	18 341,56
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49,48
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**88 507,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**457 001,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 363,94
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	3 608,16	0,00	0,00	0,00	64 056,66

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne			TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	62 386,73	0,00	0,00	0,00	62 386,73
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 897,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 816,60
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
747888	Autres	0,00	0,00	22 312,46	0,00	0,00	0,00	22 312,46
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 367,61

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**583,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	583,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 109,59**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	6 109,59	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**450 026,93**	**0,00**	**0,00**	**114 802,70**	**0,00**	**266 546,39**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	1 116,20	0,00	12 676,41	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 563,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	48,01	0,00	224,82	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 191,75	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577,20	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	804,06	0,00	0,00	1 757,53	0,00	6 145,58	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098,97	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178,55	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 709,52	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 942,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	563,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	330,00	0,00	2 350,52	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	305,17	0,00	0,00	0,00	0,00	357,04	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 089,05	0,00	0,00	349,58	0,00	682,87	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 336,09	0,00	0,00	1 712,87	0,00	3 345,23	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	7 939,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	163 885,80	0,00	0,00	43 162,12	0,00	118 827,33	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	960,00	0,00	0,00	1 601,40	0,00	3 297,99	0,00	0,00
64113	NBI	3 778,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	27 378,78	0,00	0,00	6 139,23	0,00	16 530,27	0,00	0,00
64131	Rémunérations	53 887,09	0,00	0,00	28 162,02	0,00	29 860,23	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 333,43	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	40 117,75	0,00	0,00	17 703,27	0,00	24 822,71	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	56 594,76	0,00	0,00	10 895,76	0,00	36 700,12	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 173,64	0,00	0,00	1 137,17	0,00	1 300,02	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 051,89	0,00	0,00	175,04	0,00	546,35	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	655,45	0,00	0,00	112,50	0,00	436,57	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127,91	0,00	0,00
RECETTES		**4 774,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 563,83**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 826,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	3 594,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	1 179,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 737,83	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 919,48**	**0,00**	**0,00**	**833 879,27**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 792,61
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 563,94
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272,83
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 191,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577,20
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 707,17
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098,97
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178,55
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 709,52
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	548,48	0,00	0,00	2 491,02
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 146,85
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 680,52
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662,21
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 121,50
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 394,19
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	1 371,00	0,00	0,00	9 310,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 875,25
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 859,39
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 778,84
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 048,28
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 909,34
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 333,43

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 643,73
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 190,64
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 610,83
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 773,28
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 204,52
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127,91
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 400,00**	**0,00**	**0,00**	**167 848,02**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 826,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 109,59
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 594,76
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179,84
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	23 400,00	0,00	0,00	23 400,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 737,83

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**1 316 482,28**	**784 556,58**	**271 870,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 780,32**
60611	Eau et assainissement	0,00	599,38	649,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	3 679,47	4 224,66	245 616,62	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	383,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	101 964,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	217,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	50 110,58	0,00	24 534,23	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	21 984,86	72 220,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	18 982,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	977,58
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	3 615,36	2 967,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	2 834,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	8 272,88	0,00	0,00	0,00	0,00	1 162,99
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	20 335,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	6 611,82	1 368,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	12 944,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	24 985,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	6 323,25	180,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	259,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	49,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	1 179,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	126,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 366,67
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814,92
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340,96
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 587,60
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	217,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
6284	Redevances pour services rendus	0,00	11 876,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	75 220,00	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	1 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	19 731,04	28 985,65	0,00	0,00	0,00	0,00	3 529,60
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 738,48	1 764,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	13 416,34	8 644,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	504 777,63	309 213,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	4 829,07	995,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	7 065,01	1 471,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	138 201,27	64 370,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	58 167,20	46 281,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	12,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	5 936,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	88 292,94	58 138,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	167 796,79	102 824,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 348,80	1 811,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	3 320,05	1 710,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 995,16	1 236,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**22 656,22**	**4 520,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 706,50**
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	0,00	22 656,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	2 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 706,50
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	1 860,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**18 594,89**	**0,00**	**0,00**	**15 812,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	82,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	2 888,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	6 368,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	15 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	9 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 196,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	4 806,07	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	90 890,38	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 420 097,32**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 249,30
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 520,75
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,08
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 964,16
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299,67
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 644,81
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 205,70
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 960,31
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 582,75
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 834,50
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 435,87
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 335,20
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 980,42
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 944,63
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 985,37
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 503,75
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259,20
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49,61
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179,84
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 366,67
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814,92
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340,96
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 587,60
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 888,40
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217,73
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions			TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 368,40
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 876,39
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 445,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 720,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 870,29
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 502,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 060,50
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 444,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	813 991,26
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 825,02
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 536,87
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 571,58
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 448,72
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,17
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 936,97
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 431,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 621,34
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 160,41
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 031,03
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 231,78
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 079,49**
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 656,22
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 806,07
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 366,50
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 750,70
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**19 108,79**	**14 705,25**	**0,00**	**1 475,00**	**81 744,09**	**12 620,46**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,14	196,76
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 233,57	7 375,61
60631	Fournitures d'entretien	0,00	69,45	0,00	0,00	0,00	72,80	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872,28	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	913,00	617,95	0,00	0,00	2 103,72	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	778,33	0,00	0,00	0,00	1 440,00
6156	Maintenance	0,00	517,15	5 857,21	0,00	0,00	0,00	1 202,40
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 034,62	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292,49	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	829,12	1 345,76	0,00	0,00	0,00	510,40
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 929,08	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 380,28	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	1 820,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	314,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 849,36	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	14 645,00	6 106,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 895,29
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726,75	0,00
7391111	Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**72 984,62**	**53 465,60**	**0,00**	**0,00**	**15 535,73**	**21 431,70**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 535,73	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	13 219,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	53 465,60	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 431,70
752	Revenus des immeubles	0,00	59 765,62	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 653,59**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 592,90
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 609,18
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142,25
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872,28
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 634,67
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 218,33
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 576,76
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 034,62
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292,49
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 685,28
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 929,08
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 380,28
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820,63
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314,44
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 849,36
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 751,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 895,29
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726,75
7391111	Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 417,65**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 535,73
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 219,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 465,60
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 431,70

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 765,62

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**12 053,00**	**0,00**	**448 327,85**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 104,39**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 062,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	374,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	13 529,57	0,00	0,00	0,00	0,00	7 752,38
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 352,01
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 252,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	6 137,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	210 279,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	1 766,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	881,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	44 033,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	49 282,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	1 712,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	44 170,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	69 895,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	2 037,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	1 083,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	829,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	12 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 200,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	41 200,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**521 549,24**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 062,07
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374,02
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 281,95
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 352,01
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 252,79
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 137,36
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 279,52
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 766,88
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	881,16
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 033,27
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 282,32
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 712,59
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 170,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 895,73
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 037,13
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 083,52
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	829,52
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 253,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**3 150,00**	**49 763,94**	**0,00**	**0,00**	**22 251,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	71,93	0,00	0,00	22 251,98	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	8 988,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	36 003,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	-120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	235,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	4 584,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**120 948,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	120 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**369 621,02**	**0,00**	**21 777,42**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	3 182,95	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 897,77	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	60 375,32	0,00	21 777,42	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	6 344,45	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	150,62	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,80	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	8 772,18	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 581,31	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	792,64	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	3 883,19	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	144 296,92	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	54,96	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	34 042,37	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 037,81	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	2 001,54	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 263,69	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	47 530,87	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	607,28	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	971,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	577,35	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 308,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	4 308,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 564,36**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 323,91
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 988,61
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 182,95
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 897,77
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 152,74
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 003,60
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 344,45
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,62
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,80
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 772,18
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 461,31
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235,80
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792,64
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 883,19
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 296,92
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,96
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 042,37
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 037,81
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 001,54
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 263,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 530,87
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	607,28
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	971,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577,35

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 584,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125 256,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 308,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 948,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
10003366526 (LT2024-CA)	24/09/2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**26 301 122,54**									
1641 Emprunts en euros (total)					23 451 122,54									
00059308167 (2010-01)	Crédit Agricole	04/01/2010	20/01/2010	15/04/2011	3 000 000,00	F	FIXE	4,040	3,708		T	P	O	A-1
00071097822 (2011-02)	Crédit Agricole	16/06/2011	27/11/2020	01/12/2020	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,420	3,425		T	P	O	A-1
032008E (2019-01)	Caisse d'Epargne	09/10/2019	09/10/2019	30/11/2019	1 200 000,00	F	FIXE	0,230	0,240		T	P	O	A-1
10002566536 (2022-01)	Crédit Agricole	16/08/2022	16/01/2024	10/04/2024	1 000 000,00	F	FIXE	2,980	3,014		T	P	O	A-1
1209701 (2011-01)	Caisse des Dépôts et Consignation	13/12/2011	13/12/2011	01/01/2013	2 000 000,00	F	FIXE	4,510	4,330		A	P	O	A-1
4996069 (2017-01)	Caisse d'Epargne	18/09/2017	18/09/2017	25/12/2017	2 000 000,00	F	FIXE	1,530	1,547		T	C	O	A-1
5255043 (2018-01)	Caisse d'Epargne	07/03/2018	09/03/2018	25/04/2018	2 700 000,00	F	FIXE	1,470	1,486		T	P	O	A-1
7735546 (2004-01)	Caisse d'Epargne	16/12/2004	29/12/2004	25/06/2006	1 220 000,00	F	FIXE	4,030	4,094		T	P	O	A-1
85FCF115536506FONC (2013-01)	Arkea	23/05/2013	27/06/2013	30/05/2014	2 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,390		A	C	O	A-1
C728388 (2024-02)	Crédit Foncier	15/10/2024	22/10/2024	22/01/2025	1 425 000,00	F	FIXE	3,350	3,405		T	P	O	A-1
C729005 (2024-03)	Crédit Foncier	02/12/2024	06/12/2024	06/03/2025	1 425 000,00	F	FIXE	3,300	3,342		T	P	O	A-1
MIN023781EUR (1999-01)	Caisse Française de Financement Local	30/06/1999	31/12/1999	01/06/2000	381 122,54	F	FIXE	5,050	4,848		A	P	O	A-1
MON516248EUR (2017-02)	Caisse Française de Financement Local	28/02/2017	17/03/2017	01/07/2017	3 000 000,00	F	FIXE	1,530	1,544		T	C	O	A-1
MON541695EUR (2021-01)	Caisse Française de Financement Local	21/12/2021	24/01/2022	01/02/2023	1 100 000,00	F	FIXE	0,780	0,785		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					2 850 000,00									
CP2634 (2024-01)	Crédit Agricole	09/10/2024	04/12/2024	04/03/2025	2 850 000,00	C	TAUX STRUCTURES	0,000	3,097		T	X Libre	O	B-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**7 993,61**									

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
(CAUTIONS)	CAUTIONS	31/12/2020	31/12/2020	30/06/2030	**7 993,61**	F	FIXE	0,000	0,000		X	F	N	A-1
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**18 254,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					18 254,00									
258 420 (2023-01)	CAF de la Vendée	24/05/2023	21/03/2023	01/04/2024	18 254,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
Total général					**26 327 370,15**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**16 573 506,48**					**1 069 967,62**	**252 216,91**	**0,00**	**92 503,82**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		13 723 506,48					1 069 967,62	252 216,91	0,00	86 225,90
00059308167 (2010-01)	N	0,00	A-1	1 620 589,09	10,04	F	FIXE	4,040	125 231,19	68 649,77	0,00	13 639,96
00071097822 (2011-02)	N	0,00	A-1	251 729,24	11,42	V	EURIBOR03M	6,260	16 092,15	12 467,34	0,00	788,82
032008E (2019-01)	N	0,00	A-1	804 589,76	9,92	F	FIXE	0,230	79 446,13	1 964,79	0,00	154,21
10002566536 (2022-01)	N	0,00	A-1	972 230,14	19,03	F	FIXE	2,980	27 769,86	21 652,93	0,00	6 438,32
1209701 (2011-01)	N	0,00	A-1	512 188,48	2,00	F	FIXE	4,510	156 210,86	30 144,81	0,00	23 035,53
4996069 (2017-01)	N	0,00	A-1	1 275 000,00	12,74	F	FIXE	1,530	100 000,00	20 463,76	0,00	270,94
5255043 (2018-01)	N	0,00	A-1	1 907 789,42	13,32	F	FIXE	1,470	126 850,08	29 212,08	0,00	5 063,59
7735546 (2004-01)	N	0,00	A-1	123 525,62	1,49	F	FIXE	3,340	78 992,11	5 781,57	0,00	57,30
85FCF115536506FONC (2013-01)	N	0,00	A-1	533 333,37	3,42	F	FIXE	3,350	133 333,33	22 333,33	0,00	10 422,22
C728388 (2024-02)	N	0,00	A-1	1 425 000,00	19,81	F	FIXE	3,350	0,00	0,00	0,00	9 017,09
C729005 (2024-03)	N	0,00	A-1	1 425 000,00	19,93	F	FIXE	3,300	0,00	0,00	0,00	3 135,00
MIN023781EUR (1999-01)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	5,050	24 608,55	1 242,73	0,00	0,00
MON516248EUR (2017-02)	N	0,00	A-1	1 875 000,00	12,25	F	FIXE	1,530	150 000,00	30 121,88	0,00	7 092,19
MON541695EUR (2021-01)	N	0,00	A-1	997 531,36	17,09	F	FIXE	0,780	51 433,36	8 181,92	0,00	7 110,73
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		2 850 000,00					0,00	0,00	0,00	6 277,92
CP2634 (2024-01)	N	0,00	B-1	2 850 000,00	19,93	C	TAUX STRUCTURES	0,000	0,00	0,00	0,00	6 277,92
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**4 276,45**					**887,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
(CAUTIONS)	N	0,00	A-1	4 276,45	5,50	F	FIXE	0,000	887,41	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**12 169,00**					**6 085,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		12 169,00					6 085,00	0,00	0,00	0,00
258 420 (2023-01)	N	0,00	A-1	12 169,00	1,25	F	FIXE	0,000	6 085,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**16 589 951,93**					**1 076 940,03**	**252 216,91**	**0,00**	**92 503,82**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
CP2634 (2024-01)	Crédit Agricole	2 850 000,00	2 850 000,00	1	20,00		3.05	EURIBOR03M+0.91	0,00		0,000	0,00	0,00	17,18
TOTAL (B)		**2 850 000,00**	**2 850 000,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**17,18**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**2 850 000,00**	**2 850 000,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**17,18**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	16	0	0	0	0	
	% de l'encours	82,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	13 739 951,93	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	17,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2023-11-07
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Agencement et aménagement de terrains	20	07/11/2023
L	Agencement et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	20	07/11/2023
L	Appareils de levage-ascenseurs	25	07/11/2023
L	Autre Matériel et mobilier	10	07/11/2023
L	Autre matériel et outillage dincendie et de défense civile (Extincteurs)	6	07/11/2023
L	Autres immo corp : Installations générales, agencements et aménagements divers	10	07/11/2023
L	Autres immobilisations incorporelles (numérisation état-civil)	10	07/11/2023
L	Bâtiments légers, abris	15	07/11/2023
L	Cheptel	5	07/11/2023
L	Coffre-fort	20	07/11/2023
L	Constructions - Bâtiments d'exploitation (1)	50	07/11/2023
L	Constructions pour autrui - Sur la durée du bail à construction	0	07/11/2023
L	Dépenses ultérieures immobilisées des uvres dart	10	07/11/2023
L	Équipements de garages et ateliers	10	07/11/2023
L	Équipements des cuisines (travaux et gros matériel : four, compresseur)	15	07/11/2023
L	Équipements sportifs	10	07/11/2023
L	Equipements : électricité, hydraulique	20	07/11/2023
L	Equipements : métrologie, électronique	8	07/11/2023
L	Equipements : pompage	10	07/11/2023
L	Frais d'études et d'insertion non suivis de travaux	5	07/11/2023
L	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10	07/11/2023
L	Immeubles de rapport	15	07/11/2023
L	Immobilisations de faible valeur < ou = 500	1	07/11/2023
L	Installations et appareils de chauffage	20	07/11/2023
L	Lagunes et travaux sur les lagunes (génie civil)	30	07/11/2023
L	Logiciels	2	07/11/2023
L	Matériel cuisine (trancheur, petits robots)	5	07/11/2023
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	10	07/11/2023
L	Matériel industriel	10	07/11/2023
L	Matériel informatique	5	07/11/2023
L	Matériel informatique	5	07/11/2023

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Matériels classiques (hors petit matériel cuisine)	10	07/11/2023
L	Petit matériel cuisine (trancheur, petits robots)	5	07/11/2023
L	Plantations	15	07/11/2023
L	Postes de relèvement, bassin, tampon	25	07/11/2023
L	Poteaux d'incendie	50	07/11/2023
L	Réseaux câblés, d'électrification, et autres	15	07/11/2023
L	Réseaux d'adduction d'eau	40	07/11/2023
L	Réseaux d'assainissement (1)	50	07/11/2023
L	Réseaux d'eau (1)	50	07/11/2023
L	Réseaux d'eaux usées (neuf, renouvellement ou réhabilitation)	50	07/11/2023
L	Stations d'épuration à filtre planté de roseaux ou à boues activées (génie civil)	50	07/11/2023
L	Subventions d'équipement : biens immobiliers et infrastructures	30	07/11/2023
L	Subventions d'équipement : biens, mobilier et études	5	07/11/2023
L	Subventions d'équipement : équipements structurants d'intérêt national	30	07/11/2023
L	Véhicule de transport non motorisé (vélo, barques)	5	07/11/2023
L	Véhicules légers (Voitures) d'occasion	4	07/11/2023
L	Véhicules légers neufs (Voitures)	7	07/11/2023
L	Véhicules lourds d'occasion (camions, bennes,)	5	07/11/2023
L	Véhicules lourds neufs (camions, bennes,)	7	07/11/2023

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**19 338,00**	**7 524,00**	**0,00**	**26 862,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**19 338,00**	**7 524,00**	**0,00**	**26 862,00**
Créances irrecouvrables	23/11/2021	19 338,00	7 524,00	0,00	26 862,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**19 338,00**	**7 524,00**	**0,00**	**26 862,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant de [illegible] de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**19 338,00**	**7 524,00**	**0,00**	**26 862,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 **Intitulé de l'opération : OPÉRATION POUR COMPTE TIERS N°458101 OPÉRATION POUR COMPTE TIERS N°458201** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**235 000,00**	**137 716,39**	**97 283,61**	**0,00**	**137 716,39**
4581 OPÉRATION POUR COMPTE TIERS N°45810 (2)	0,00	235 000,00	137 716,39	97 283,61	0,00	137 716,39
4581 OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**235 000,00**	**137 716,39**	**97 283,61**	**0,00**	**137 716,39**
RECETTES (b)	**0,00**	**235 000,00**	**0,00**	**235 000,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	235 000,00	0,00	235 000,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**235 000,00**	**0,00**	**235 000,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	11 264 136,96	7 763 793,25	572 521,94
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**5 761 637,16**	**3 617 622,71**											**101 000,80**	**249 947,65**
ADAPEI LES PAPILLONS	2014	C	Centre Habitat Foyer Accueil Médicalisé Haute Roche	Caisse d'Epargne	1 500 000,00	750 000,00	9,93	M	F	FIXE	2,820	F	FIXE	2,990	A-1		23 639,68	75 000,00
ADAPEI LES PAPILLONS	2015	C	Reconstruction Foyer de la Haute Roche	Crédit Foncier	800 000,00	553 333,40	20,58	T	V	LIVRETA	2,445	V	LIVRETA	4,100	A-1		23 370,01	26 666,68
ADAPEI LES PAPILLONS	2006	P	ADAPEI les Papillons	Banque Populaire	142 500,00	14 943,54	1,46	M	F	FIXE	3,970	F	FIXE	3,900	A-1		784,44	9 487,96
ADAPEI LES PAPILLONS	1999	P	ADAPEI Les Papillons	Crédit Foncier	99 091,86	0,00	0,00	T	F	FIXE	5,355	F	FIXE	5,250	A-1		23,14	1 762,74
ASSOCIATION AMAD	2006	P	AMAD	Caisse d'Epargne	46 745,70	1 836,97	0,43	T	V	EURIBOR03M	2,200	V	EURIBOR03M	4,748	A-1		197,54	3 553,11
ASSOCIATION AMAD	2005	P	AMAD	Crédit Industriel et Commercial	25 500,00	0,00	0,00	M	F	FIXE	4,645	F	FIXE	4,550	A-1		40,51	1 769,86
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2022	P	Logements autonomes EHPAD Union Chrétienne	Crédit Agricole	1 000 000,00	926 759,98	22,92	M	F	FIXE	1,104	F	FIXE	1,100	A-1		10 405,44	35 364,60
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2023	C	Travaux 9 rue de Gaoua Fontenay	Caisse d'Epargne	65 000,00	59 583,33	13,74	T	V	LIVRETA	3,856	V	LIVRETA	3,700	A-1		2 343,21	4 333,36
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2006	P	Ass Marie Brisson	Crédit Industriel et Commercial	198 697,80	33 055,97	2,43	M	F	FIXE	3,381	F	FIXE	3,500	A-1		1 393,95	12 434,43
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2022	P	Travaux Maison Retraite Union Chrétienne	Credit Mutuel	345 000,00	322 405,37	18,36	M	F	FIXE	2,022	F	FIXE	1,990	A-1		6 571,07	14 352,97
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2007	P	ASS Marie Brisson	Credit Mutuel	198 697,80	29 878,86	2,18	M	F	FIXE	3,555	F	FIXE	3,500	A-1		1 284,83	12 543,54

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2007	P	Ass Marie Brisson	Dexia Crédit Local	370 218,30	213 223,45	12,84	T	V	LIVRETA	2,665	V	LIVRETA	4,000	A-1		8 840,42	12 401,76
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2014	P	Ass Marie Brisson	Crédit Industriel et Commercial	223 774,00	156 224,62	15,11	M	F	FIXE	3,181	F	FIXE	3,200	A-1		5 136,42	7 878,66
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2014	P	Ass Marie Brisson	Crédit Industriel et Commercial	176 411,70	128 860,82	16,01	M	F	FIXE	3,247	F	FIXE	3,200	A-1		4 228,61	6 031,77
ASSOCIATION MARIE BRISSON	2013	P	ASS Marie Brisson	Crédit Industriel et Commercial	150 000,00	102 016,40	14,60	M	F	FIXE	3,247	F	FIXE	3,200	A-1		3 357,99	5 366,21
ASSOCIATION RESSOURCES POUR L'ACCOMPAGNEMENT MEDICOSOCIAL ET SOCIAL	2020	C	ASSOCIATION RESSOURCES POUR L'ACCOMPAGNEMENT MEDICOSOCIAL ET SOCIAL	Caisse des Dépôts et Consignations	420 000,00	325 500,00	15,25	T	V	LIVRETA	1,438	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 383,54	21 000,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**5 502 499,80**	**4 146 170,54**											**89 539,87**	**132 033,62**
ADAPEI LES PAPILLONS	2023	P	Réhab et reconstruction ESAT Fontenay le Comte	Crédit Coopératif	480 000,00	435 854,37	11,56	M	F	FIXE	1,967	F	FIXE	1,950	A-1		8 851,09	33 216,54
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2022	P	Réhabilitation 3 lgts 67 rue de la République	Caisse des Dépôts et Consignations	39 538,20	38 597,10	37,25	A	V	LIVRETA	2,689	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 083,48	98,46
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	8 147,52	903,02	0,34	A	V	LIVRETA	1,701	V	LIVRETA	3,900	A-1		69,07	868,05
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 694,42	743,59	1,59	A	V	LIVRETA	1,826	V	LIVRETA	3,900	A-1		42,66	350,33
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	12 521,28	6 325,15	4,75	A	V	LIVRETA	1,962	V	LIVRETA	3,600	A-1		268,15	1 123,53
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	999,80	580,37	6,84	A	V	LIVRETA	2,526	V	LIVRETA	3,600	A-1		23,50	72,48
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	7 769,80	5 232,07	7,09	A	V	LIVRETA	2,069	V	LIVRETA	3,600	A-1		207,77	539,15

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	6 934,69	4 972,50	8,50	A	V	LIVRETA	2,633	V	LIVRETA	3,600	A-1		195,61	461,03
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 259,85	402,83	0,00	A	V	LIVRETA	1,700	V	LIVRETA	2,900	A-1		23,13	394,91
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 045,47	391,42	2,84	A	V	LIVRETA	1,811	V	LIVRETA	3,600	A-1		18,48	121,93
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	5 626,80	3 878,49	8,42	A	V	LIVRETA	2,047	V	LIVRETA	3,600	A-1		152,65	361,87
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	78 375,52	32 416,27	4,00	A	V	LIVRETA	2,092	V	LIVRETA	2,600	A-1		913,09	5 855,26
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	4 403,52	3 035,30	8,42	A	V	LIVRETA	2,047	V	LIVRETA	3,600	A-1		119,47	283,20
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2010	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	37 473,00	29 064,04	35,84	A	V	LIVRETA	2,198	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 051,83	153,50
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	5 670,02	2 864,22	4,59	A	V	LIVRETA	1,995	V	LIVRETA	3,600	A-1		121,43	508,77
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	48 851,00	27 965,81	8,50	A	V	LIVRETA	2,439	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 100,11	2 592,85
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	1996	P	OPH VENDEE HABITAT	Crédit Foncier	86 301,39	26 108,26	1,33	A	F	FIXE	6,300	F	FIXE	6,300	A-1		1 918,54	4 344,80
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2006	P	OPH VENDEE HABITAT	Caisse Française de Financement Local	70 971,39	25 447,15	8,34	T	V	EURIBOR03M	1,327	V	EURIBOR03M	4,151	A-1		1 149,96	2 859,86
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	6 401,70	2 396,80	2,59	A	V	LIVRETA	1,863	V	LIVRETA	3,600	A-1		113,16	746,63
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 143,74	239,93	0,59	A	V	LIVRETA	1,767	V	LIVRETA	3,900	A-1		18,35	230,64

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	10 937,15	2 201,36	1,59	A	V	LIVRETA	1,936	V	LIVRETA	3,900	A-1		126,30	1 037,12
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	37 205,95	21 597,85	6,67	A	V	LIVRETA	2,063	V	LIVRETA	3,600	A-1		874,62	2 697,24
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	77 930,30	20 872,04	2,59	A	V	LIVRETA	1,582	V	LIVRETA	3,600	A-1		985,53	6 503,78
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2010	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	28 200,00	20 169,04	26,00	A	V	LIVRETA	2,134	V	LIVRETA	2,600	A-1		536,89	480,46
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2010	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	277 567,50	195 531,15	25,84	A	V	LIVRETA	2,502	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 146,73	2 989,07
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	14 500,17	1 622,88	0,67	A	V	LIVRETA	1,764	V	LIVRETA	3,900	A-1		124,13	1 560,03
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	7 706,79	1 536,11	1,17	A	V	LIVRETA	1,761	V	LIVRETA	3,900	A-1		88,13	723,70
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2017	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	32 457,98	12 585,40	4,75	A	V	LIVRETA	2,194	V	LIVRETA	3,600	A-1		534,91	2 273,27
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2011	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	181 500,00	123 797,06	26,75	A	V	LIVRETA	1,348	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 530,69	2 298,81
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2001	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 868,70	12 369,65	1,42	A	F	FIXE	5,411	F	FIXE	5,500	A-1		994,13	5 705,52
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	2006	P	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	Caisse des Dépôts et Consignations	216 492,30	119 071,36	13,17	A	V	LIVRETA	2,576	V	LIVRETA	4,000	A-1		4 985,09	5 555,87
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	1994	P	OPH VENDEE HABITAT	Crédit Foncier	77 520,32	11 200,19	0,08	A	F	FIXE	6,297	F	FIXE	6,300	A-1		994,86	4 591,21
PODELIHA - ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT - SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	Transfert de patrimoine de 36 lgts div adresses Fontenay	Caisse des Dépôts et Consignations	453 450,00	442 205,13	23,25	A	V	LIVRETA	3,482	V	LIVRETA	3,760	A-1		2 798,10	11 244,87

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	11 679,30	9 657,05	39,59	A	V	LIVRETA	1,379	V	LIVRETA	2,800	A-1		271,12	25,79
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	102 922,20	82 532,98	29,59	A	V	LIVRETA	2,041	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 993,37	616,15
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2024	P	Construction de 4 logts Rue F. Roy à Fontenay le Comte	Caisse des Dépôts et Consignations	82 387,20	82 387,20	39,75	A	V	LIVRETA	2,600	V	LIVRETA	2,600	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2024	P	Construction de 4 logts Rue F. Roy à Fontenay le Comte	Caisse des Dépôts et Consignations	76 101,90	76 101,90	39,75	A	V	LIVRETA	3,600	V	LIVRETA	3,600	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2013	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	105 057,00	72 495,32	23,75	A	V	LIVRETA	1,235	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 073,73	1 566,59
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	88 080,30	72 381,26	30,75	A	V	LIVRETA	2,017	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 622,52	466,49
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	88 980,90	70 987,12	30,75	A	V	LIVRETA	1,286	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 006,90	687,77
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2023	P	15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	Caisse des Dépôts et Consignations	566 765,40	566 765,40	39,50	A	V	LIVRETA	3,369	V	LIVRETA	3,600	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2002	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	9 938,40	4 674,21	12,42	A	V	LIVRETA	2,634	V	LIVRETA	3,700	A-1		183,17	276,25
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2021	P	Construction 2 lgts Rue du Désert	Caisse des Dépôts et Consignations	47 368,50	45 780,90	36,67	A	V	LIVRETA	1,713	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 282,61	26,51
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2021	P	Construction 2 lgts Rue du Désert	Caisse des Dépôts et Consignations	44 320,50	43 165,70	36,67	A	V	LIVRETA	2,474	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 430,51	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2022	P	7 lgts 3 rue Gravants	Caisse des Dépôts et Consignations	4 418,01	4 219,21	35,34	A	V	LIVRETA	2,674	V	LIVRETA	2,800	A-1		118,29	5,53
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	47 259,90	40 298,49	39,59	A	V	LIVRETA	2,128	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 435,22	0,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2018	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	346 458,01	308 168,80	33,92	A	V	LIVRETA	1,514	V	LIVRETA	2,800	A-1		8 665,05	1 297,43
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2021	C	Construction 2 lgts Rue du Désert	Caisse des Dépôts et Consignations	3 000,00	3 000,00	36,67	A	V	LIVRETA	0,816	V	LIVRETA	3,600	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2011	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	101 586,94	29 565,13	4,25	A	V	LIVRETA	2,649	V	LIVRETA	4,199	A-1		1 458,40	5 166,59
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2013	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	372 468,00	266 346,00	23,75	A	V	LIVRETA	2,016	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 764,22	4 882,27
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	33 291,30	25 829,80	29,59	A	V	LIVRETA	1,295	V	LIVRETA	2,800	A-1		731,00	277,19
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	27 415,50	23 756,21	40,75	A	V	LIVRETA	2,105	V	LIVRETA	3,600	A-1		832,57	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2023	C	15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	Caisse des Dépôts et Consignations	22 500,00	22 500,00	38,42	A	V	LIVRETA	1,094	V	LIVRETA	3,600	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2014	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	26 343,90	22 218,91	40,75	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	2,800	A-1		623,43	46,29
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	1996	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	13 263,06	2 212,09	3,59	A	V	LIVRETA	3,224	V	LIVRETA	3,800	A-1		102,91	496,01
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2023	P	15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	Caisse des Dépôts et Consignations	188 180,10	188 180,10	39,50	A	V	LIVRETA	2,630	V	LIVRETA	2,800	A-1		0,00	0,00
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2018	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	147 038,14	131 338,68	34,00	A	V	LIVRETA	1,515	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 395,42	1 740,16
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	2002	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	258 680,10	126 880,32	12,42	A	V	LIVRETA	3,144	V	LIVRETA	4,200	A-1		5 632,71	7 231,75
SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	1995	P	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	Caisse des Dépôts et Consignations	37 920,47	0,00	0,00	A	F	FIXE	6,083	F	FIXE	5,800	A-1		1 700,02	2 108,61

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Options ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE	2024	P	14 lgts et 14 places/lits 2 square St Michel Fontenay	Caisse des Dépôts et Consignations	96 205,80	66 388,83	36,42	A	V	LIVRETA	2,801	V	LIVRETA	2,800	A-1		321,34	1 016,97
SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE	2022	P	2 Square St Michel 14 lgts ANAH Social	Action Logement Service	57 476,40	56 435,35	17,60	M	F	FIXE	0,250	F	FIXE	0,250	A-1		143,33	1 041,05
SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE	2024	P	14 lgts et 14 places/lits 2 square St Michel Fontenay	Caisse des Dépôts et Consignations	24 006,60	16 593,12	36,42	A	V	LIVRETA	3,602	V	LIVRETA	3,600	A-1		102,68	213,48
SOLIHA PAYS DE LA LOIRE	2020	P	6 lgts 19 rue Belesbat	Caisse des Dépôts et Consignations	55 919,70	53 132,55	35,38	A	V	LIVRETA	0,741	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 487,71	0,00
TOTAL GENERAL					**11 264 136,96**	**7 763 793,25**											**190 540,67**	**381 981,27**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	350 948,45
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**350 948,45**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**19 194 065,91**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**1,83**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

IV
B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 462 431,00**	
Personnes de droit privé	**640 586,00**	
Associations	**588 586,00**	
ABEILLE FONTENAISIENNE	1 200,00	mad locaux
ADMR LES PORTES DE FONTENAY	600,00	mad matérielMDA/salle
AFAE - LES CAVALIERS DE L ETRIER	1 400,00	
ALESA BEL AIR LYCEE BEL AIR	163,00	
AMICALE LAIQUE	1 200,00	mad matérielsalle des FMDA/salles
AMISUV	800,00	
APE BOURON-MASSE	100,00	
APE ECOLES DES JACOBINS	100,00	
APE LA MARELLE ECOLE FLORENCE ARTHAUD	100,00	mad matérielsalle des F
APE LES CORDELIERS	100,00	
ARC EN CIEL	350,00	mad locauxsalle des FMDA/salle
ART 39 ASSOCIATION	1 400,00	
AS L'AIGLONNE COLLEGE VIETE	290,00	
AS LA LICORNE LYCEE RABELAIS	500,00	
AS LES BLUETS COLLEGE ST JOSEPH COLLEGE ST JOSEPH	470,00	mad minibus
AS SPORT FRANCE COLLEGE TIRAQUEA	410,00	mad minibus
ASBA LYCEE BEL-AIR LYCEE BEL AIR	430,00	
ASSOCIATION OSE	5 000,00	
ATELIER THEATRE DE LA LORGNETTE	2 000,00	
BASKET CLUB FONTENAISIEN	6 450,00	mad locauxmatérielsalle des F
CANOE KAYAK FONTENAY	1 500,00	mad locauxmad matériel
CAPAF ASSOCIATION	500,00	mad locauxsalle des FMDA/salle
CERCLE ESCRIME FONTENAY	500,00	mad locaux
CHAMADE	1 500,00	
CHORALE CANTABILE OPUS 85	3 000,00	
CIDFF	300,00	
CLUB D'ECHECS	300,00	mad locauxMDA/salle
CLUB NAUTIQUE FONTENAISIEN	4 500,00	mad locauxSDFminibus
COLOMBE FONTENAISIENNE	400,00	
COMITE DES FETES DE BIENNALE	28 200,00	mad locauxsalle des FMDA/salle
COMITE DES OEUVRES SOCIALES	46 730,00	mad locaux
COMPAGNIE DU NOYAU	3 200,00	mad locaux
COURS TOUJOURS 85	250,00	mad matérielMDA/salleminibus
COWS LICKS	5 000,00	

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CROIX ROUGE FRANCAISE COMITE DE FONTENAY LE COMTE	1 500,00	mad matérielsalle des F
DACTRAD	600,00	mad locauxsalle des F
DOM TOM	780,00	mad locauxmatérielsalle des F
ECURIE DU MARAIS	1 250,00	mad matériel
ENSEMBLE VOCAL POLYMNIE ODDAS	2 500,00	
EPICERIE SOLIDAIRE PAYS DE FONTENAY LE COMTE	29 000,00	mad locaux
ESCALADE PIERRE BLANCHE	1 000,00	
EVEA OPPELIA ESPACE VENDEEN EN ADICTOLOGIE	600,00	
F N P C FNPC FONDS NATIONAL PROTECTION C	5 000,00	
FONTENAY ACTION	2 500,00	
FONTENAY BADMINTON CLUB - FOBAC	750,00	
FONTENAY EN SCENE	82 000,00	mad matériel
FONTENAY FAIT SA RENAISSANCE ODDAS	2 500,00	salle des FMDA/salle
FONTENAY HANDISPORT	300,00	mad locauxMDA/salle
FONTENAY KARATE SHOTOKAN	11 850,00	mad locaux matérielminibus
FONTENAY LUCON RUGBY SUD VENDEE	10 500,00	mad locauxmad matériel
FONTENAY TRIATHLON CLUB	1 200,00	mad locauxmatérielMDA/salleminibus
FONTENAY VTT	1 080,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF NOTRE DAME ASSO MAISON DES LYCEENS	501,00	mad matériel
FSE COLLEGE ST JOSEPH	421,00	mad matériel
HALLES DE FONTENAY ASSOCIATION	2 500,00	
HAND BALL CLUB FONTENAISIEN	3 500,00	mad locauxmad minibus
JUDO KENDO CLUB FONTENAISIEN	20 455,00	mad locaux matérielminibus
JUMELAGE FONTENAY CREVILLENT	4 300,00	mad locauxmatérielSDFMDA/salle
JUMELAGE FONTENAY GAOUA	1 600,00	mad locauxsalle des FMDA/salle
JUMELAGE FONTENAY KROTOSZYN	300,00	mad locaux
JUMELAGE FONTENAY PALATINE	650,00	mad locauxsalle des FMDA/salle
KINOZOOM 85	5 000,00	mad matérielMDA/salle
LA FONTENAISIENNE GYMNASTIQUE	3 500,00	mad locaux
LE CAMEMBERT	1 950,00	salle des F
LES AMIS DE LA PRISON LES AMIS DE L'OEUVRE DES PRISONS	400,00	
LES AMIS DE LA SANTE DE VENDEE	150,00	
LES AMIS DES HORTS AUX JACOBINS	285,00	
LES AMIS DU PATRIMOINE RELIGIEUX	500,00	mad matériel
LES ARTISANS REVEURS	5 000,00	mad locaux
LES FEUX FOLLETS ASSOCIATION	1 200,00	mad locaux
LIGUE PROTECTION DES OISEAUX POUR ANTENNE LPO FONTENAY LE COM	3 600,00	mad locauxMDA/salle
MAISON DES LYCEENS ASSOCIATION LYCEE F RABELAIS	536,00	
MOTO CLUB FONTENAISIEN	1 350,00	mad matérielMDA/salle
O.G.E.C. SAINTE TRINITÉ OGEC	23 144,00	
OCE ECOLE ELEMENTAIRE BOURON MAS AD 199	3 213,00	
OCE ECOLE PRIMAIRE FLORENCE ARTH	3 515,00	
OCE ECOLE PRIMAIRE LES CORDELIER AD 004	1 666,00	mad matériel

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OCE ECOLE PRIMAIRE RENE JAULIN GROUPE SCOLAIRE RENE JAULIN	2 193,00	
OCE VENDEE ELEMENTAIRE JACOBINS AD 226	1 836,00	
OCE VENDEE MAT LES JACOBINS AD 1 ECOLE MAT DU FORT ST NICOLAS	1 173,00	
ODDAS	122 000,00	mad locauxmatérielSDFMDA/salle
ORCHESTRE D HARMONIE DE FONTENAY LE COMTE	5 500,00	
PETANQUE FONTENAY VENDEE	1 750,00	mad locauxMDA/sallemad minibus
RESTOS DU COEUR	2 000,00	mad locauxsalle des F
SALAM DANSE ORIENTALE	1 350,00	mad locauxmatérielMDA/salle
SAVATE BOXE FRANCAISE FONTENAY	1 480,00	mad locauxmatérielMDA/salleminibus
SECOURS CATHOLIQUE TERRITOIRE SUS EST VENDEE	300,00	
SOCIETE DE TIR FONTENAISIEN	3 050,00	mad locaux
SOCIETE VENDEENNE DES ARTS	700,00	mad locaux
SOS FEMMES VENDEE	300,00	mad locaux
SPORT ATHLETIQUE FONTENAISIEN	13 080,00	mad locauxmad matérielMDA/sallemad minibus
SPORT VELO FONTENAY LOISIRS	1 300,00	
SVF ROUTE	380,00	
SVF SECTION BMX	2 500,00	mad locauxmatérielsalleminibus
SYNDIC DE COPROPRIETE	2 000,00	
TEAM RACING 85	1 290,00	
TENNIS CLUB FONTENAISIEN	3 500,00	mad locauxmad matériel
TENNIS DE TABLE CLUB FONTENAISIE	2 000,00	mad locauxmad matériel
TERPSICHORE	3 000,00	mad locauxmatérielMDA/salle
TIR A L'ARC FONTENAISIEN	2 590,00	mad espace
TRAIL DE LA RENAISSANCE	3 000,00	mad locaux matérielminibus
TWIRLING CLUB FONTENAISIEN	960,00	
UNION CHRETIENNE ASSO MARIE BRIS MAISON RETRAITE	2 000,00	
VBCF VOLLEY BALL CLUB FONTENAISIEN	1 525,00	
VENDEE FONTENAY FOOT	42 740,00	mad locauxmatérielSDFMDA/salle
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**52 000,00**	
AUDUREAU GAETAN	2 000,00	
BARRE DOMINIQUE CO DEBITEUR BARRE MARIELLE ANGIR	4 000,00	
CHETAILLE PHILIPPE CO DEBITEUR HENSTRIDGE JOELLE	4 000,00	
DUFOUR JEAN-LUC	4 000,00	
FALLOURD YOLANDE	4 000,00	
GIBIARD JEAN-LUC	2 000,00	
GILBERT CHRISTIAN	2 000,00	
GINDREAU NATHALIE	6 000,00	
GIUDICI JEAN LOUIS	4 000,00	
HUGEROT CYRIL	4 000,00	
LAITANG JEAN FRANCOIS	2 000,00	
MARTIN KEVIN	2 000,00	

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
NOYON MICKAEL	2 000,00	
NYAMANKOLO NWALUMBA GUY	2 000,00	
PROUST FLORIAN	2 000,00	
TELLIER CHRISTOPHE	2 000,00	
VERNY KARINE	4 000,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**821 845,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**821 845,00**	
CCAS DE FONTENAY LE COMTE	80 000,00	
SYDEV	731 845,00	
VENDEE HABITAT	10 000,00	
Autres	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**50,00**	**0,57**	**50,57**	**41,57**	**6,00**	**47,57**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	18,00	0,00	18,00	18,00	0,00	18,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	6,00	0,57	6,57	6,57	0,00	6,57
Adjoint administratif terr.	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Attaché	A	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
Attaché principal	A	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Rédacteur	B	6,00	0,00	6,00	3,00	2,00	5,00
Rédacteur principal 1 cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**86,00**	**24,36**	**110,36**	**102,36**	**2,00**	**104,36**
Adjoint technique pal 1 cl	C	25,00	2,81	27,81	27,81	0,00	27,81
Adjoint technique pal 2 cl	C	16,00	9,83	25,83	24,83	0,00	24,83
Adjoint technique territorial	C	29,00	11,72	40,72	36,72	0,00	36,72
Agent de maîtrise	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Agent de maîtrise principal	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal de 1 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**5,00**	**2,73**	**7,73**	**6,73**	**1,00**	**7,73**
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	0,00	0,91	0,91	0,91	0,00	0,91
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	0,00	1,82	1,82	1,82	0,00	1,82
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**2,00**	**0,80**	**2,80**	**2,80**	**0,00**	**2,80**
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	1,00	0,80	1,80	1,80	0,00	1,80
Puéricultrice	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Educateur territorial A.P.S	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**8,00**	**1,00**	**9,00**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Assistant de conservation	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire territorial	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**14,00**	**10,18**	**24,18**	**19,89**	**0,00**	**19,89**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	5,00	2,76	7,76	7,76	0,00	7,76
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	5,00	2,73	7,73	7,53	0,00	7,53
Adjoint territorial animation	C	3,00	4,69	7,69	4,60	0,00	4,60
Animateur	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Chef service de police pal 1cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier	**C**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**176,00**	**38,64**	**214,64**	**189,35**	**12,00**	**201,35**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Assistant conservation pal 2c	B	CULT	458	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	843	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	995	0,00	332-10	CDI
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-12	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	389	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	480	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
14/12/1994 - OPH VENDEE HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	77 520,32
01/01/1995 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	37 920,47
30/04/1996 - OPH VENDEE HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	86 301,39
22/07/1996 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	13 263,06
30/01/1999 - ADAPEI Les Papillons	ADAPEI LES PAPILLONS	ADAPEI LES PAPILLONS	ASSOCIATION	99 091,86
17/05/2001 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	89 868,70
21/05/2002 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	9 938,40
21/05/2002 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	258 680,10
05/05/2005 - AMAD	ASSOCIATION AMAD	AMAD	ASSOCIATION	25 500,00
03/02/2006 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	216 492,30
01/05/2006 - OPH VENDEE HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	70 971,39
16/06/2006 - ADAPEI les Papillons	ADAPEI LES PAPILLONS	ADAPEI LES PAPILLONS	ASSOCIATION	142 500,00
05/12/2006 - AMAD	ASSOCIATION AMAD	AMAD	ASSOCIATION	46 745,70
22/12/2006 - Ass Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	198 697,80
05/03/2007 - ASS Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	198 697,80
31/10/2007 - Ass Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	370 218,30
28/10/2010 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	277 567,50
28/10/2010 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	37 473,00
06/12/2010 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	28 200,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/04/2011 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	101 586,94
09/09/2011 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	181 500,00
12/03/2013 - Ass Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	223 774,00
16/09/2013 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	372 468,00
16/09/2013 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	105 057,00
05/10/2013 - ASS Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	150 000,00
07/04/2014 - Reconstruction Foyer de la Haute Roche	ADAPEI LES PAPILLONS	ADAPEI LES PAPILLONS	ASSOCIATION	800 000,00
24/04/2014 - Centre Habitat Foyer Accueil Médicalisé Haute Roche	ADAPEI LES PAPILLONS	ADAPEI LES PAPILLONS	ASSOCIATION	1 500 000,00
15/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	102 922,20
15/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	47 259,90
15/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	33 291,30
15/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	11 679,30
29/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	88 080,30
29/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	27 415,50
29/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	88 980,90
29/07/2014 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	26 343,90
05/12/2014 - Ass Marie Brisson	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	176 411,70
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	10 937,15
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	14 500,17
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	3 259,85
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	8 147,52
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	2 143,74
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	7 706,79
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	3 694,42
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	77 930,30

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	78 375,52
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	32 457,98
01/01/2017 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	48 851,00
16/11/2018 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	346 458,01
10/12/2018 - SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	147 038,14
17/03/2020 - ASSOCIATION RESSOURCES POUR L'ACCOMPAGNEMENT MEDICOSOCIAL ET SOCIAL	ASSOCIATION RESSOURCES POUR L'ACCOMPAGNEMENT MEDICOSOCIAL ET SOCIAL	ASSOCIATION RESSOURCES POUR L'ACCOMPAGNEMENT MEDICOSOCIAL ET SOCIAL	ASSOCIATION	420 000,00
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	6 401,70
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	1 045,47
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	5 670,02
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	12 521,28
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	37 205,95
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	7 769,80
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	4 403,52
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	5 626,80
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	999,80
01/07/2020 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	OPH	6 934,69
17/08/2020 - 6 lgts 19 rue Belesbat	SOLIHA PAYS DE LA LOIRE			55 919,70
12/04/2021 - 7 lgts 3 rue Gravants	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	4 418,01
01/06/2021 - Logements autonomes EHPAD Union Chrétienne	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	1 000 000,00
23/11/2021 - Construction 2 lgts Rue du Désert	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	47 368,50
23/11/2021 - Construction 2 lgts Rue du Désert	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	44 320,50
23/11/2021 - Construction 2 lgts Rue du Désert	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	3 000,00
24/05/2022 - Réhabilitation 3 lgts 67 rue de la République	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			39 538,20
27/09/2022 - Travaux Maison Retraite Union Chrétienne	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	345 000,00

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
04/07/2023 - Transfert de patrimoine de 36 lgts div adresses Fontenay	PODELIHA - ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT - SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			453 450,00
04/07/2023 - Travaux 9 rue de Gaoua Fontenay	ASSOCIATION MARIE BRISSON	MARIE BRISSON	ASSOCIATION	65 000,00
04/07/2023 - 14 lgts et 14 places/lits 2 square St Michel Fontenay	SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE			24 006,60
04/07/2023 - 14 lgts et 14 places/lits 2 square St Michel Fontenay	SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE			96 205,80
26/07/2023 - 2 Square St Michel 14 lgts ANAH Social	SOLIHA - BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION - PAYS DE LA LOIRE			57 476,40
07/11/2023 - 15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	566 765,40
07/11/2023 - 15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	188 180,10
07/11/2023 - 15 lgts 56 R. Villa Gallo Romaine	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	22 500,00
01/12/2023 - Réhab et reconstruction ESAT Fontenay le Comte	ADAPEI LES PAPILLONS	ADAPEI LES PAPILLONS	ASSOCIATION	480 000,00
18/11/2024 - Construction de 4 logts Rue F. Roy à Fontenay le Comte	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	82 387,20
18/11/2024 - Construction de 4 logts Rue F. Roy à Fontenay le Comte	SOCIETE ANONYME D'HLM VENDEE LOGEMENT ESH	VENDEE LOGEMENT ESH	SA HLM	76 101,90
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Parc naturel regional du Marais poitevin	01/01/2023	0,5 par hab en 2023 sur 2024 + 1 par hab en 2024	0,00
EPCI			
SYDEV Syndicat Yonnais Départemental d'Energie et d'Equipement de Vendée	29/01/2009	2.5% TCCFE	0,00
E-Collectivités Vendée	21/03/2013	Contribution budgétaire	5 989,04
CC Pays de Fontenay-Vendée	01/01/2017	Budgétaire	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

IV
B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Actions Sociales	01/01/1975		SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES

B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**9 665 115,43**	**70 273,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**9 665 115,43**	**70 273,00**	
01/01/2024	ANCIEN BUFFET ET GUICHET DE LA GARE	20240143	85 156,80	0,00	0
01/01/2024	DOMAINE PUBLIC LOTISSEMENT ALLÉE DE LA PORTE DU SE	20240207	4 141,00	0,00	0
01/01/2024	STRUCTURE ANIMATEUR CHAMIRAUD (303)	TER0030	1 210,29	0,00	0
01/01/2024	STADE MUNICIPAL (313)	TER00040	620,09	0,00	0
01/01/2024	ANNEXE HOTEL DE VILLE - DUPRE CARRA (515)	BAT0004	15 049,31	0,00	0
01/01/2024	ORANGERIE (646)	BAT00240	97 882,17	0,00	0
11/01/2024	MAISON DES HABITANTS	20230058	119 699,69	0,00	0
16/01/2024	VEHICULE UTILITAIRE NEUF ELECTRIQUE IMMAT GS 163 S	20230190	35 436,25	4 865,00	7
18/01/2024	RESTAURATION DE L'ÉGLISE NOTRE DAME	20220048	467 663,31	0,00	0
22/01/2024	RENOVATION BOURON MASSEE	20220049	1 263 304,04	0,00	0
22/01/2024	REHABILITATION MUSEE	20230068	110 132,95	0,00	0
22/01/2024	BRICOTHEQUE ODDAS	20240001	4 967,60	0,00	0
22/01/2024	RESTRUCTURATION DE LA RUE DE LA COLINERIE	20240002	3 114,00	0,00	0
22/01/2024	CLUB HOUSE FOOT	20240003	6 852,00	0,00	0
22/01/2024	CAISSE PALETTE PLASTIQUE	20240004	3 152,40	305,00	10
22/01/2024	STAND DE TIR PLAINE DE SPORTS (596)	BAT0077	2 304,00	0,00	0
22/01/2024	MATÉRIEL POUR ÉVÈNEMENTS VIE ASSO -TRIGANO	MATEIREL POUR EVEMENEMT	19 484,16	1 948,00	10
23/01/2024	SUB SECTEUR SAUVEGARDÉ 1EME TRIM 2024	20240005	14 000,00	438,00	30
24/01/2024	TRAVAUX LOGEMENT OPS	20230135	72 030,27	0,00	0
24/01/2024	REFECTION LOGEMENT 5 RUE P BRISSOT	20230144	78 662,93	0,00	0
24/01/2024	FONDS COMMERCE BAR DE LA REP DU 24/11/2023	20230155	1 712,57	0,00	0
24/01/2024	ORIFLAMMES x 5	20240006	1 566,00	0,00	1
25/01/2024	"MAISON DE QUARTIER ""LES MOULINS"""	20220057	185,94	0,00	0
25/01/2024	76 RUE DES LOGES -CENTRE DE SANTE	20240007	33 856,26	0,00	0
25/01/2024	TRAVAUX SRENOVATION AERODROME	20240008	58 894,94	0,00	0
25/01/2024	5 PC, 20 SOURIS + 20 CLAVIERS	20240009	5 814,00	1 162,00	5
25/01/2024	2 DESHUMIDIFICATEURS POUR LES ARCHIVES	20240010	645,78	0,00	1
25/01/2024	REPRISE CONCESSIONS CIMETIERE NOTRE DAME	20240011	6 528,00	0,00	0
25/01/2024	4 ECRANS SALLE REZ DE JARDIN	20240012	2 211,94	420,00	5
26/01/2024	AVANCE PROGRAMME DE VOIRIE 2023	20240013	17 157,18	0,00	0
26/01/2024	PROGRAMME VOIRIE 2023	20240014	419 604,88	0,00	0
30/01/2024	AMENAG URBAIN DES RUES REPUBLIQUE	20220214	1 102 838,27	0,00	0
30/01/2024	ESPACES PUBLICS MOULINS LIOT	20230015	407 845,10	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
30/01/2024	BUTS À 11 PRESTIGOAL	20240015	3 636,62	341,00	10
30/01/2024	REMORQUE POUR BARRIERES	20240016	2 502,72	250,00	10
30/01/2024	MODULE SUPPLÉMENTAIRE INNO ENFANCE JEUNESSE	20240017	3 754,80	1 762,00	2
01/02/2024	EQUIPEMENT ECLAIRAGE PUBLIC	20240018	31 846,20	2 936,00	10
01/02/2024	DVD ACQUISITION	20240019	232,85	0,00	1
01/02/2024	ASPIRATEUR DORSAL QUANTITE 2	20240020	1 342,80	123,00	10
01/02/2024	ESPACE CULTUREL (632)	BAT0188	35 352,42	0,00	0
05/02/2024	CHARIOT ASPIRATEUR SCOLAIRE	20240021	1 402,98	128,00	10
05/02/2024	IMPRIMANTE POUR CMS	20240022	539,04	98,00	5
05/02/2024	ECOLE DES JACOBINS (527)	BAT0014	1 710,00	0,00	0
07/02/2024	BACS ANTI INTRUSION	20240023	5 586,00	0,00	0
09/02/2024	PROGRAMMISTE MUSEE ET MEMORIAL	20220034	15 768,00	0,00	0
09/02/2024	TALKIE-WALKIE MOTOROLA	20240024	616,27	0,00	1
09/02/2024	MOBILIER MAISON DES HABITANTS	20240025	3 225,36	290,00	10
09/02/2024	ADAP 2024	20240026	61 232,32	0,00	0
09/02/2024	RELAMPING BUREAUX ET CIRCULATION	20240027	16 423,80	0,00	0
09/02/2024	TRAVAUX HOTEL DE VILLE	20240028	40 531,62	0,00	0
12/02/2024	TRAVAUX ENERGETIQUES 12 BTIMEENT PUBLICS VILLE	20230079	167 530,80	0,00	0
14/02/2024	PISTOLETS AREX DELTA	20240029	3 542,40	0,00	1
14/02/2024	ETUDE HYDROGÉOLOGIQUE PRÉALABLE CIMETIERE ND	20240030	2 628,00	0,00	0
19/02/2024	RENOUVELLEMENT URBAIN MOULIN LIOT-M HABITANT	20210114	10 569,10	0,00	0
19/02/2024	VOIRIE AMENAGEMENT DES RUES	20220157	13 584,00	0,00	0
19/02/2024	PLATEFORME CAILLEBOTIS 8 PILOTES - BMX	20240031	2 160,00	0,00	0
21/02/2024	SALLE MULTIFONCTIONNELLE ESPACE CASSIN ECC (625)	BAT0111	-80 191,94	0,00	0
21/02/2024	POTS POUR LE PARVIS DE L'HOTEL DE VILLE	20240032	3 154,80	0,00	0
21/02/2024	SI23018401P - 20 GALAXY XCOVER	20240033	5 980,00	0,00	1
21/02/2024	SI240063 IPHONE DGS	20240034	1 287,20	223,00	5
23/02/2024	ARCHIVES BARON	20240035	21 542,64	0,00	0
26/02/2024	TRAVAUX RUE NICOLAS RAPIN / MOULIN BERTIN	20220127	1 016,10	0,00	0
26/02/2024	SPS EGLISE N DAME	20220143	782,40	0,00	0
26/02/2024	MO TRAVAUX ACCESSIBILITE MAISON ENFANCE	20220185	8 222,48	0,00	0
26/02/2024	MOBILIER FORUM JEUNE	20240036	5 767,07	495,00	10
26/02/2024	DISPOSITIF SOUTIEN COMMERCE TRVX BLOSSAC REPUBLIQU	20240037	80 000,00	0,00	0
26/02/2024	VIDEOPROJECTEUR	20240038	5 616,00	960,00	5
29/02/2024	MAISON FRANCE SERVICES	20230023	138 573,43	0,00	0
29/02/2024	SUPPORT MURAL ECRANS SALLE REZ DE JARDIN	20240039	1 322,77	227,00	5
29/02/2024	ACHAT MATERIEL SONO ECC	20240040	11 940,00	1 001,00	10
01/03/2024	MOBILIER MAISON DES HABITANTS	20240041	7 114,27	600,00	10
05/03/2024	LANTERNES LED	20240042	7 078,67	583,00	10
11/03/2024	TRAVAUX MAISON DE L ENFANCE	20210132	4 027,70	0,00	0
11/03/2024	AMENAGEMENT ET TRANSFORMATION MAISON DE L ENFANCE	20240043	252 685,60	0,00	0
12/03/2024	RENOUVELLEMENT URBAIN DES MOULINS LIOT	20210133	20 356,70	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
12/03/2024	TRVX EX CINEMA PALACE - P DU COMMERCE	20220215	41 896,41	0,00	0
12/03/2024	CP 1-AVANCE LOT 1 -DU 29/02/2024 MARCHE 2023010	20240046	83 660,95	0,00	0
12/03/2024	RUE JEAN IMBERT-07/12/2023	20240047	9 259,00	248,00	30
12/03/2024	BUREAU MEDIATHEQUE	20240048	286,04	0,00	1
12/03/2024	CIMETIERE NOTRE-DAME (477)	TER0099	19 833,00	0,00	0
15/03/2024	SUBVENTION SAUVEGARDE 2E TRIMESTRE 2024	20240049	18 000,00	476,00	30
18/03/2024	BRICOTHÈQUE - RUE GAINGALET	20240050	3 440,00	0,00	0
21/03/2024	FAC. FACT_0000284 DU 26/02/2024 (20240052)	20230123-1	3 061,20	505,00	5
25/03/2024	TRAVAUX 15-17 RUE DES LOGES	20210175	30 066,07	0,00	0
25/03/2024	AMENAGEMENT RUE DE LA REPUBILIQUE-BLOSSAC-AUDE	20210183	2 930,40	0,00	0
25/03/2024	SIEGE DE BUREAU MEDIATHEQUE	20240053	404,65	0,00	1
26/03/2024	POTEAU INCENDIE RUE HENRI SIMON	20240055	3 426,09	445,00	6
26/03/2024	ECOLE RENE JAULIN (523)	BAT0010	4 857,70	0,00	0
26/03/2024	COUR DE BOISSE (692)	BAT0163	5 100,60	0,00	0
29/03/2024	CROSSCALL CORE AVEC LICENCE GVE	20240056	1 332,00	202,00	5
29/03/2024	TALKIES WALKIES PM	20240057	5 142,96	0,00	1
29/03/2024	MÉLANGEUR CUISINE CENTRALE - PETRIN A BRAS	20240058	7 699,80	583,00	10
02/04/2024	SALLE DE RECEPTION RUGBY	20240067	1 920,00	0,00	0
04/04/2024	MOBILIER ET DECORATION ACCUEIL HDV	20240065	17 856,47	1 324,00	10
05/04/2024	CHAMIRAUD - AMÉNAGEMENT PLATEAU SPORT	20240060	56 012,46	2 092,00	20
05/04/2024	IPHONE SERVICE COM	20240061	967,39	147,00	5
05/04/2024	MICRO ONDE + REFREGIRATEUR SCOL	20240062	377,98	0,00	1
05/04/2024	RÉNOVATION TERRAINS DE TENNIS PLAINE DES SPORT	20240063	75 190,56	0,00	0
05/04/2024	SI24009501 - IPHONE SERVICE RH	20240064	967,39	144,00	5
05/04/2024	AFFICHAGE PUBLICITAIRE	20240066	1 161,36	86,00	10
11/04/2024	DRAPEAUX ET SOCLES	20240068	4 237,20	307,00	10
11/04/2024	HOTEL DE VILLE (512)	BAT0001	2 345,22	0,00	0
16/04/2024	MATERIELS ET FOURNITURES INFORMATIQUE	20240069	19 440,12	2 808,00	5
16/04/2024	BOURON MASSE - SECURITE -EXTINCTEURS	20240070	958,90	0,00	1
16/04/2024	CONVENTION 2023.EFF.0030 - E.ER.092.- PUITS ST MAR	20240073	491 975,00	11 616,00	30
17/04/2024	TX DE PROTECTION INCENDIE - RUE PHELIPPON	20240072	2 640,00	310,00	6
19/04/2024	TRAVAUX DE MISE EN ACESSIBILTE BATIMENT ERP	20220139	97,80	0,00	0
19/04/2024	SSI + SECURITE ET PERFORMANCE ELECTRICITE ECC	20230134	2 000,00	0,00	0
19/04/2024	AUTOMATE D APPEL TELEALERTE	20240074	2 640,00	191,00	10
24/04/2024	TRANSPALETTE SERVICE COM	20240076	399,60	0,00	1
29/04/2024	MAISON BILLAUD - TRAVAUX DE SÉCURISATION URGENCE	20230061	18 055,33	0,00	0
30/04/2024	ABRI VELO - FLORENCE ARTHAUD	20240077	3 323,32	234,00	10
30/04/2024	MISE EN PLACE DECT JAULIN ET JACOBINS	20240078	2 698,26	188,00	10
30/04/2024	ACQUISITION PRATICABLE GYMNASTIQUE	20240079	30 646,67	2 060,00	10
30/04/2024	SUPPORT MURAL TV SALLE RDJ	20240080	508,73	69,00	5
03/05/2024	EXTINCTEUR THEATRE ET ECC	20240081	4 205,65	0,00	1
07/05/2024	MUSEE ET MEMORIAL	20210197	14 468,56	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée en années (2)
14/05/2024	CIMETIERE NOTRE DAME (543)	BAT0027	7 938,00	0,00	0
15/05/2024	REFECTION DES OUVERTURES LES CORDELIERS	20240082	91 069,58	0,00	0
15/05/2024	TRAVAUX DE REFECTION ECOLE JACOBINS	20240083	14 177,20	0,00	0
17/05/2024	MATÉRIEL SONORISATION ET LUMIÈRE ECC	20240084	44 458,64	2 791,00	10
22/05/2024	MATÉRIEL ECLAIRAGE PUBLIC LED	20240085	12 878,40	538,00	15
22/05/2024	CONVENTION N°2023.EXT.0219 DOSSIER MA	20240086	5 445,00	110,00	30
30/05/2024	DE23028101P - INVESTISSEMENT - ABRI BOIS JACOBINS	20240087	2 336,47	71,00	20
31/05/2024	CROCHETS POUR CÂBLE CIMAISE MAISON DE	20240089	146,08	0,00	1
31/05/2024	TRAVAUX LUSSAUD	20240090	76 008,46	0,00	0
04/06/2024	CUVIER ÉGOUTTOIR CUISINE CENTRALE	20240091	1 880,88	113,00	10
05/06/2024	DÉMOLITION ANCIEN BUFFET DE LA GARE - DIAGNOSTICS	20240092	0,00	0,00	0
06/06/2024	VO23-00052P - AMENAGEMENT CYCLABLES 2023	20240093	46 849,20	0,00	0
12/06/2024	DÉMONTAGE ET CONSTRUCTION PARCABOUT	20240098	295 200,00	8 159,00	20
14/06/2024	POMPES JARDIN DES HORTS	20240094	5 003,76	139,00	20
14/06/2024	FOURNITURES ECLAIRAGE PUBLIC	20240095	7 944,64	459,00	10
14/06/2024	ORIFLAMMES	20240096	2 360,40	135,00	10
18/06/2024	Dossier L.ER.092.22.003.-RUE DU PUITS ST MARTIN	20240102	22 235,00	426,00	30
18/06/2024	DOSSIER L.RN.092.22MODERNISATION ECLAIRAGE PUBLIC	20240103	79 331,00	1 520,00	30
18/06/2024	DOSSIER L.ER.092.22.002- NICOLAS RAPIN	20240104	40 394,00	774,00	30
18/06/2024	CIMETIERE ST JEAN (476)	TER0098	1 644,00	0,00	0
18/06/2024	CIMETIERE ST JEAN (544)	BAT0028	6 732,00	0,00	0
20/06/2024	AVANCE SUR PROJET LUSSAUD CONVENTION	20230188	506 073,47	0,00	0
25/06/2024	TOITURES MEDIATHEQUE	20240107	0,00	0,00	0
26/06/2024	ASPIRATEUR DORSAL	20240105	2 146,14	117,00	10
26/06/2024	DOJO PLAINE - REMPLACEMENT OUVERTURES	20240106	12 401,62	0,00	0
26/06/2024	5 SIEGES DE BUREAU (2DGS - 1 PM - 2 VIE ASSO)	20240110	3 451,26	177,00	10
27/06/2024	TRAVAUX RUE JEAN IMBERT ET MOULIN BERTIN	20220188	18 126,00	0,00	0
04/07/2024	SIEGE ASSIS DEBOUT ET ARMOIRE ECC	20240109	2 079,85	102,00	10
05/07/2024	AIRE DE JEU CRECHE LE FARANDOLE	20240111	36 907,38	917,00	20
05/07/2024	ACHAT ABRI BOIS - RENE JAULIN	20240112	2 297,18	56,00	20
09/07/2024	MISSION D'OPC URBAIN PROJET DE RENOUVELLEMENT URBA	20220040	10 569,10	0,00	0
09/07/2024	AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS SALLE CHARZAIS	20240113	14 832,00	362,00	20
09/07/2024	RÉFECTION DE COUVERTURE SALLE DES FETES CHARZAIS	20240114	30 708,61	0,00	0
09/07/2024	RALLONGEMENT DU TERRAIN JACOBIN	20240115	1 490,09	36,00	20
09/07/2024	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT : PARC DU PORTEAU	20240116	3 448,94	84,00	20
09/07/2024	6 SUPPORTS MONITEUR FELLOWES OFFICE - VIE ASSO	20240117	280,44	0,00	1
09/07/2024	LOGEMENT RUE PH. BAUDRY-76 RUE ST MEDAR (691)	BAT0162	31 235,75	0,00	0
09/07/2024	SECURITE MAISON HABITANTS	EXTINCTEUR MAISON HABITAN	699,31	0,00	6
12/07/2024	UTILITAIRE PLATEAU 3PL DIESEL	20240118	62 592,00	4 247,00	7
12/07/2024	VERRIÈRE MEDIATHEQUE	20240119	7 562,32	0,00	0
12/07/2024	SUBVENTION TRAVAUX FACADE TOITURE MENUISERERIE	SUBVENTION SAUVEGARDE 3TR	2 000,00	31,00	30
15/07/2024	AVANCES RESTAURATION COUVERTURES CHARPENTE NOTRE D	20240120	15 605,42	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée en années (2)
16/07/2024	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB-685WI	20240123	3 744,00	359,00	5
16/07/2024	VESTIAIRES TRIBUNES PLAINE DES (578)	BAT0058	4 211,47	0,00	0
17/07/2024	ETUDE HYDROLIQUE LUSSAUD	20230059	480,00	0,00	0
17/07/2024	AN24009901 - CRÉATION D'UN FILET NOUÉ ET TRESSÉ EN	20240125	3 000,00	136,00	10
17/07/2024	COUVERTURE MAISON DES ADOLESCENT (VOIR BAT0085)	20240126	16 255,25	0,00	0
19/07/2024	AVANCES AMGT RUE RAPIN-PUIT ST MARTIN-PETIT BOT	20240124	41 718,00	0,00	0
23/07/2024	STABILISATION SECURISATION MURAILLE PARC BARON	20210068	7 068,00	0,00	0
23/07/2024	JARDINIERE ACIEN RUE DES LOGES	20230118	281,60	0,00	0
23/07/2024	GRILLES DÉCORATIVE RUE DES LOGES	20230119	507,04	0,00	0
26/07/2024	MACHINE COMBINEE RELIURES + PLASTIFICATION	20240127	1 731,92	75,00	10
26/07/2024	DIAGNOSTIC AMIANTE ET HAP QUARTIER DE MOULINS	20240130	5 726,18	0,00	0
31/07/2024	ACHAT RAMPE DE CHARGEMENT CAMION ECC	20240134	937,50	40,00	10
02/08/2024	ASPIRATEUR SOL LOCAL FONDS ANCIENS MEDIATHEQUE	20240129	280,32	0,00	1
02/08/2024	MONOBROSSE HOTEL DE VILLE DE VILLE	20240131	1 192,80	50,00	10
02/08/2024	ASPIRATEUR HOTEL DE VILLE	20240133	567,60	23,00	10
02/08/2024	PIANO DE CUISSON ASSOCIATION	20240135	1 039,99	43,00	10
02/08/2024	RESTAURATION MUR DE PIERRE MAISON BILLAUD	20240136	3 093,22	0,00	0
06/08/2024	2 TABLES EXTÉRIEUR BOIS ECOLE BOURON MASSE	20240138	1 860,00	76,00	10
08/08/2024	LOCAL RUE DU PORT (ECO3880)	BD57	864,00	0,00	0
14/08/2024	TRAVAUX NEUFS D'ÉCLAIRAGE - RUE BLOSSAC	20240140	13 651,00	174,00	30
14/08/2024	DE24014001 - BOURON MASSE - -MOBILIER	20240141	748,73	29,00	10
04/09/2024	ESPACE PARTENAIRES RUGBY	20240144	6 666,00	0,00	0
04/09/2024	TABLETTE SAMSUNG + COQUE PROTECTION SPORT	20240145	369,80	0,00	1
04/09/2024	RÉGÉNÉRATION DE 3 COURTS DE TENNIS COUVERTS	20240146	40 646,40	0,00	0
06/09/2024	TRX AMÉNAGEMENT RUES RAPIN -PUITS ST MARTIN	20240147	807 598,81	0,00	0
09/09/2024	DEMOL ET AGENCEMENT TERRAIN ANCIEN BUFFET GARE	20240142	9 066,00	0,00	0
09/09/2024	MOBILIER BUREAU CUISINE CENTRALE	20240148	2 088,02	68,00	10
09/09/2024	EQUIPEMENT CCAS	20240149	1 024,15	0,00	1
09/09/2024	BRAS SUPPORT ÉCRAN ERGOEXPERT	20240150	298,80	0,00	1
10/09/2024	PISTOLET GLOCK (AVEC REPRISE)	20240153	4 728,00	0,00	1
11/09/2024	2 CELLULES DE REFROIDISSEMENTS	20240151	43 875,37	1 401,00	10
11/09/2024	ENROULEURS RAIN SKY MOTORISE	20240152	10 929,60	361,00	10
13/09/2024	TABLE BRASSERIE BAVIERE - SERVICE ASSO	20240158	630,86	20,00	10
16/09/2024	MATERIEL PREVENTION (clavier repose pied pointeur)	20240154	849,79	0,00	1
16/09/2024	PRÉAU PIQUE-NIQUE JARDIN DES HORTS	20240155	3 531,00	54,00	20
16/09/2024	FAUTEUIL DE BUREAU (AMÉNAGEMENT POST VN)	20240156	954,00	29,00	10
20/09/2024	VELOS POLICE MUNICIPAL	20240157	2 837,84	122,00	7
24/09/2024	PRESENTOIRES MURAL	20240161	240,12	0,00	1
26/09/2024	BOURON MASSE - MOBILIER	20240159	5 433,10	156,00	10
26/09/2024	2 REFRIGERATEUR BOURON MASSE ET CORDELIERS	20240160	519,79	29,00	5
26/09/2024	CONSTRUCTION D'UN PUMB TRACK	20240162	864,00	0,00	0
01/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE STORES MEDIATHEQUE	20240164	0,00	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/10/2024	CUISINE CENTRALE (577)	BAT0057	3 945,00	0,00	0
08/10/2024	TRVX RENOVATION EX-CONCIERGERIE DES OPS	20210054	38 188,16	0,00	0
10/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE STORES MEDIATHEQUE	20240165	7 728,00	173,00	10
10/10/2024	CONVENTION N°2023.EFF.0015 TRAVAUX EF	20240166	69 555,00	521,00	30
11/10/2024	MO RENOVATION BOURON MASSE	20240177	581,30	0,00	0
15/10/2024	MATERIEL ILLUMINATION	20240174	3 959,53	83,00	10
17/10/2024	DISPOSITIFS ALERTE FORUME JEUNE ET	20240170	626,40	13,00	10
18/10/2024	PANNEAUX STAND DE TIR ET 76 RUE DES LOGES	20240167	722,40	0,00	1
18/10/2024	CASQUE VELO POLICE MUNICIPAL	20240168	275,00	0,00	1
18/10/2024	SIGNALÉTIQUE MAISON ENFANCE	20240169	1 014,72	21,00	10
18/10/2024	PARTICIPATION ANRU MARCEAU BRETAUD	20240176	10 000,00	0,00	0
24/10/2024	SUBVENTION SAUVEGARDER 3TR 2024	20240173	6 000,00	41,00	30
28/10/2024	ACHAT DE PROJECTEURS ET ACCESSOIRES ECC	20240172	1 200,00	0,00	0
28/10/2024	PLATEFORME ADMINISTRATIVE - BILLETTERIE	20240175	1 147,48	24,00	10
05/11/2024	FAC. FC0023802 DU 17/10/2024	20240181	0,00	0,00	10
08/11/2024	MEUBLE CHAUFFANT POUR SALLE	20240180	1 861,68	32,00	10
15/11/2024	RÉHABILITATION MAISON BARON ESPACE STOCKAGE	20240185	5 777,39	0,00	0
15/11/2024	TOYOTA GZ-008-FZ - VEHICULE POLICE	20240186	43 750,32	857,00	7
19/11/2024	MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU VILLE FLC	20240184	1 536,00	20,00	10
19/11/2024	10 STORES VÉNITIENS 25MM ALU TIGE ET CO	20240187	1 730,74	201,00	1
21/11/2024	ACHAT RIDEAUX DEM	20240183	7 570,80	0,00	10
21/11/2024	PONT RADIO CUSINE CENTRALE AUTOMNE	20240188	3 647,21	26,00	20
22/11/2024	EXTINCTEUR 6L EAU+ADDITIF SANS FLUOR	20240189	719,28	13,00	6
03/12/2024	SUB SECTEUR SAUVEGARDÉ 4E TRIM 2024	20240191	8 000,00	23,00	30
03/12/2024	CHARIOT ACIER GRIS - MEDIATHEQUE	20240192	925,70	8,00	10
03/12/2024	AVANCES ESPACE PUBLICS QUARTIERS MOULINS LIOT	20240193	0,00	0,00	0
05/12/2024	MOE RECONSTRUCTION CLUB HOUSSE FOOT	20240194	9 470,52	0,00	0
05/12/2024	ACHAT TRANSPALETTE ELECTRIQUE ECC	20240195	1 836,00	13,00	10
05/12/2024	ACHAT PLATEFORME ANTIDERAPANTES ECC	20240196	727,38	5,00	10
05/12/2024	EXTINCTEUR CENTRE DE DE SANTE	20240197	254,40	0,00	1
06/12/2024	MATERIEL VIDEO MEDIATHEQUE	20240198	1 972,81	15,00	10
10/12/2024	ASSAINISSEMENT PLUVIAL FONTENAY LE COMTE	20220050	8 310,00	0,00	0
10/12/2024	PANNEAU SIGNALÉTIQUE ENTRÉE MOULIN LIOT	20240199	3 558,00	20,00	10
10/12/2024	AMÉNAGEMENT RUE DES LOGES	20240201	22 480,92	90,00	20
10/12/2024	ARBRES ET ARBUSTES	20240202	27 148,46	170,00	15
10/12/2024	AMÉNAGEMENT CIMETIERE DES ENFANTS NOTRE DAME	20240203	9 738,04	37,00	20
10/12/2024	RADAR TRUSPEED	20240204	5 290,80	38,00	10
11/12/2024	AS14+AS15 - 14+15 RUE DES LOGES 2 BATI EN RUINE	20190038	290 798,03	0,00	0
12/12/2024	MOBILIER JEUNESSE MEDIATHEQUE	20240205	5 840,75	30,00	10
12/12/2024	TRAVAUX RUE PIERRE FOUSCHIER	20240206	39 996,00	0,00	0
13/12/2024	AUTOLAVEUSE AUTO PORTÉE	20240208	9 534,00	0,00	0
13/12/2024	DS24009101 - AUTOLAVEUSE	20240209	3 884,28	0,00	0

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée en années (2)
13/12/2024	9 TABOURETS ECOLE	20240210	514,32	0,00	1
13/12/2024	BI24005001 - RELAMPING	20240211	0,00	0,00	0
19/12/2024	TITRES DE PARTICIPATION SEML INNOVATION AUTOMOBILE (3770)	2010-2190	37 440,00	0,00	0
20/12/2024	AS14+AS15 - 14+15 RUE DES LOGES	20240213	4 000,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES

B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**3 080,01**	**-3 762,39**	
Cessions à titre onéreux							**3 080,01**	**-3 762,39**	
16/01/2024	FORD TRANSIT 1533 XS 85 -IMMAT BK 557 DJ (1286)	30/12/2009	10 500,00	8	10 500,00	0,00	0,01	0,01	0,00
10/09/2024	PISTOLETS AREX DELTA	09/02/2024	3 542,40	1	0,00	3 542,40	2 880,00	-662,40	0,00
18/11/2024	VEHICULE DACIA DK-680-TA	15/01/2020	9 900,00	6	6 600,00	3 300,00	200,00	-3 100,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

IV B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	933 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	318 080,16
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 574 287,36

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE — C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 271 466,38**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 271 466,38**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**5 750 511,89**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 271 466,38**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 479 045,51**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 791 000,00**	**1 449 706,64**	**3 467 283,11**	**4 916 989,75**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**4 587 400,00**	**2 346 309,94**	**444 411,12**	**2 790 721,06**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 796 400,00**	**896 603,30**	**-3 022 871,99**	**-2 126 268,69**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 271 466,38**			**-3 271 466,38**
Affectation au 1068 (C)	**5 750 511,89**	**5 750 511,89**		**5 750 511,89**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 479 045,51**			**2 479 045,51**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**352 776,82**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

IV
C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 791 000,00**	**I**	**1 449 706,64**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 076 000,00**		**1 076 052,62**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 070 000,00		1 069 967,62
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	6 000,00		6 085,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**715 000,00**		**373 654,02**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	680 000,00		342 534,02
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*35 000,00*		*31 120,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

IV
C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 587 400,00**	**III**	**2 346 309,94**
Ressources propres externes de l'année (a)		**926 000,00**		**1 103 782,84**
10222	FCTVA	625 000,00		767 105,42
10226	Taxe d'aménagement (2)	300 000,00		336 677,42
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 661 400,00**		**1 242 527,10**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*11 000,00*		*11 214,22*
28031	*Frais d'études*	*2 521,00*		*4 894,96*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*1 333,00*		*1 332,67*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*60 000,00*		*56 179,12*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*43 000,00*		*37 529,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*733,00*		*732,75*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*214 000,00*		*216 749,13*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*20 000,00*		*14 999,33*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*54 000,00*		*50 465,36*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*3 246,00*		*3 246,00*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*1 219,00*		*1 219,00*

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*9 423,00*	*6 965,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 306,00*	*3 110,50*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*115 000,00*	*115 732,72*
281321	*Immeubles de rapport*	*40 000,00*	*43 517,08*
281351	*Bâtiments publics*	*45 000,00*	*44 457,50*
28138	*Autres constructions*	*49 000,00*	*40 449,50*
281533	*Réseaux câblés*	*1 266,00*	*1 266,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*5 991,00*	*2 529,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 767,00*	*1 767,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*22 000,00*	*17 075,50*
2815731	*Matériel roulant*	*125 000,00*	*118 211,80*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 025,00*	*6 744,96*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 637,00*	*1 637,00*
28162	*Biens historiques et culturels mobiliers*	*0,00*	*546,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*53 000,00*	*53 133,27*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*35 000,00*	*22 027,86*
281838	*Autre matériel informatique*	*80 000,00*	*70 386,74*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*25 000,00*	*17 899,08*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*48 000,00*	*37 960,33*
28185	*Matériel de téléphonie*	*12 404,00*	*6 296,09*
28186	*Cheptel*	*129,00*	*128,44*
28188	*Autres immo. corporelles*	*210 000,00*	*232 124,19*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	933 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 428 400,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année (2)	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (3)	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées (4) = (1) + (2) - (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (5)	CP mandatés au budget de l'année N (6) = (4) - (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N
Numéro	Libellé									
AP22BM/2022	AP ECOLE BOURON MASSE	10066	4 400 000,00	0,00	2 256 032,23	0,00	0,00	2 256 032,23	1 238 460,63	1 017 571,60
AP24CYCLAB/2024	AP PROGRAMME SCHEMA	10200	0,00	550 000,00	550 000,00	0,00	0,00	550 000,00	3 480,00	546 520,00
AP22REP/2022	AP RUES DE LA REPUBLIQUE - BLOSSAC - DR AUDÉ	1011	2 630 000,00	0,00	2 507 769,53	0,00	0,00	2 507 769,53	1 137 074,37	1 370 695,16
AP22ND/2022	EGLISE NOTRE DAME	1010	3 210 000,00	0,00	3 055 234,12	0,00	0,00	3 055 234,12	484 051,13	2 571 182,99
AP22ANRU/2022	QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE	10022	5 470 000,00	0,00	5 164 089,09	0,00	0,00	5 164 089,09	398 183,68	4 765 905,41
AP22MUSEE/2022	REHAB MUSEE - MEMORIAL	1012	5 600 000,00	0,00	5 542 372,70	0,00	0,00	5 542 372,70	131 219,51	5 411 153,19
AP22LUSSAU/2022	REHABILITATION FRICHE LUSSAUD	1009	2 354 000,00	0,00	2 091 288,04	0,00	0,00	2 091 288,04	14 694,00	2 076 594,04
TOTAL			**23 664 000,00**	**550 000,00**	**21 166 785,71**	**0,00**	**0,00**	**21 166 785,71**	**3 407 163,32**	**17 759 622,39**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,02**	**0,14**	**0,27**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	37 500,88	10 569,10	0,00	0,00	26 931,78	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	453 439,94	0,00	0,00	0,00	453 439,94	0,00
A125	Constructions	111 826,38	29 355,94	0,00	0,00	82 470,44	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	8 740,80	0,00	0,00	0,00	8 740,80	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	46 588,16	2 837,84	0,00	43 750,32	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 829 275,01	1 720 214,16	0,00	0,00	4 109 060,85	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**6 487 371,17**	**1 762 977,04**	**0,00**	**43 750,32**	**4 680 643,81**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	37 500,88	10 569,10	0,00	26 931,78	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	453 439,94	0,00	0,00	453 439,94	0,00
A125	Constructions	111 826,38	29 355,94	0,00	82 470,44	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	8 740,80	0,00	0,00	8 740,80	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	46 588,16	2 837,84	43 750,32	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 829 275,01	1 720 214,16	0,00	4 109 060,85	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**6 487 371,17**	**1 762 977,04**	**43 750,32**	**4 680 643,81**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	603 715,65	203 700,02	0,00	0,00	400 015,63	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	46 588,16	2 837,84	0,00	43 750,32	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 380 333,47	231 167,67	0,00	0,00	1 149 165,80	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 556 236,71	162 889,57	0,00	0,00	1 393 347,14	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	5 278,40	0,00	0,00	0,00	5 278,40	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 635 890,97	1 117 944,74	0,00	0,00	517 946,23	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	8 310,00	0,00	0,00	0,00	8 310,00	0,00
8	Transports	1 251 017,81	44 437,20	0,00	0,00	1 206 580,61	0,00
	TOTAL	**6 487 371,17**	**1 762 977,04**	**0,00**	**43 750,32**	**4 680 643,81**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	603 715,65	203 700,02	0,00	400 015,63	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	46 588,16	2 837,84	43 750,32	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 380 333,47	231 167,67	0,00	1 149 165,80	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 556 236,71	162 889,57	0,00	1 393 347,14	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	5 278,40	0,00	0,00	5 278,40	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 635 890,97	1 117 944,74	0,00	517 946,23	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	8 310,00	0,00	0,00	8 310,00	0,00
8	Transports	1 251 017,81	44 437,20	0,00	1 206 580,61	0,00
	TOTAL	**6 487 371,17**	**1 762 977,04**	**43 750,32**	**4 680 643,81**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

D1.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
LOTISSEMENT ST MEDARD	Loyer de la SAC, rue du Moulin de la Groie-dos 126901	01/01/2012	25/03/1999	SPIC
PEPINIERE D'ENTREPRISE	Loyers de locaux commerciaux-dos 301142	01/01/2015	25/03/1999	SPIC

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

(1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

(1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

Service 1 (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	41,16
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**41,16**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**41,16**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

Service 1 (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	2 936,45	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	528,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	5 864,02
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**2 936,45**	**Total recettes réelles et mixtes**		**6 392,02**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**2 936,45**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**6 392,02**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**2 936,45**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**6 433,18**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

Service 2 (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

Service 2 (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
011	Charges à caractère général	12 691,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	12 691,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	53 901,60
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**12 691,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**66 592,60**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**12 691,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**66 592,60**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**12 691,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**66 592,60**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT

D1.2.3

(1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
6156	SUPPRIME CAR GERE HT	0,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

(1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT

Service 1 (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**2 936,45**
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	0,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	69,45
615221	BÂTIMENTS PUBLICS	913,00
6156	MAINTENANCE	0,00
63512	TAXES FONCIERES	0,00
63512	TAXES FONCIERES	1 954,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 936,45**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**2 936,45**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Service 1 (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**528,00**
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	528,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**5 864,02**
752	REVENUS DES IMMEUBLES	5 864,02
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**6 392,02**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	6 392,02

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV D1.2.3

Service 2 (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**12 691,00**
63512	TAXES FONCIERES	12 691,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**12 691,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**12 691,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Service 2 (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**12 691,00**
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	12 691,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**53 901,60**
752	REVENUS DES IMMEUBLES	53 901,60
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**66 592,60**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	66 592,60

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES

D5.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**4 237,40**	**0,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**4 237,40**	**0,00**	
29/03/2024	CD10- RUE VILLA GALLOROMAINE-ACQ AU CST RAISON	20240059	2 500,00	0,00	0
19/04/2024	PARCELLE BR 168 CST CHATAIGNER	20240075	1 061,70	0,00	0
03/05/2024	AN344 LES COMBES - 62M² - ALIGNEMENT VOIRIE	20230060	159,00	0,00	0
03/05/2024	ACQ AE254 LA BOULE D'OR CST SERPOLET RAFFAUD	20230145	154,62	0,00	0
18/06/2024	ACQ AN499 DU 07/06/2024 POUR ALIGNEMENT VOIRIE	20240099	142,00	0,00	0
18/06/2024	ACQ YB226 DU 19/01 DU 11/06/2024	20240100	140,08	0,00	0
15/07/2024	ACQ PARCELLES BV-576-577-578-609-611-612 -9900m²	20240121	0,00	0,00	0
15/07/2024	ACQ PARCELLES BV-579 À 594 - 4153 m²	20240122	0,00	0,00	0
04/11/2024	ACQUISITION AM 471 - RUE DU GUET - 41M²	20240178	41,00	0,00	0
29/11/2024	VOIRIE LOTISSEMENT COLINERIE-2 (20230176)	20230176-	39,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES

D5.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**315 000,15**	**-1 360 934,09**	
Cessions à titre onéreux							**315 000,15**	**-1 360 934,09**	
13/02/2024	AL181-182-RUE HAUTE ROCHE-BIEN SANS MAITRE	12/09/2023	2 500,00	0	0,00	2 500,00	5 000,00	2 500,00	0,00
11/04/2024	14 RUE KLEBER - LOCAL SERVICES (709)	01/01/1998	68 357,41	0	0,00	68 357,41	40 000,00	-28 357,41	0,00
04/11/2024	USINE RELAIS SAC (ECO3884)	31/12/1998	1 297 949,30	0	0,00	1 297 949,30	0,15	-1 297 949,15	0,00
07/11/2024	10 RUE DE L ANCIEN HOPITAL MUL (611)	01/01/1998	154 562,18	0	0,00	154 562,18	32 472,00	-122 090,18	0,00
07/11/2024	10 BIS RUE ANCIEN HOPITAL (615)	01/01/1998	32 237,66	0	0,00	32 237,66	87 528,00	55 290,34	0,00
09/12/2024	CHAMP DE FOIRE PLACE DE VERDUN (304) [P]	01/01/1998	127 977,69	0	0,00	120 327,69	150 000,00	29 672,31	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV D6

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
HOCBON Ludovic et adjoints	TERRITOIRES RH	3 600,00	le 29 et 30/11/2024 à Fontenay-le-Comte	Formation à la prise de parole en public, suite session
LAUVRIERE Claire	ASSO DES MAIRES ET PRESID DE VEN	140,00	le 23/09/2024 à la Roche sur Yon	Comprendre le budget
SAINT-CYR Sylvie	FEDE NAT COLLECTIVITES TERRITOR	100,00	le 19/11/2024 à Paris	Itinérance artistique et culturelle

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7

IV D7

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		21 370 758,00	0,00	41,86	0,00	8 841 361,00	0,00
TFPNB		284 207,00	0,00	53,74	0,00	152 733,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		2 152 654,00	0,00	14,51	0,00	312 366,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**9 306 460,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU

D14.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

CONVENTION N° 630				
Nature de l'opération (selon la nomenclature)	**Cumul des engagements juridiques (1)**	**Dont engagements juridiques de l'année N (2)**	**Cumul des réalisations (3)**	**Dont réalisations de l'année N (4)**
DEPENSES	**1 741 852,29**	**1 304 586,16**	**704 094,59**	**398 183,78**
14	24 935,28	16 295,28	83 860,53	26 082,88
24	1 551 108,94	1 250 609,55	271 879,90	215 172,69
37	165 808,07	37 681,33	348 354,16	156 928,21
RECETTES	**1 328 603,27**	**524 851,10**	**473 654,34**	**413 387,71**
14	71 778,75	0,00	71 778,75	25 447,50
24	1 077 064,84	524 851,10	322 864,01	322 864,01
37	179 759,68	0,00	79 011,58	65 076,20

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
630-14-Etudes et conduites de projet

Numéro de convention NPNRU :	630
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	14
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0630-14-0001
Intitulé de l'opération :	Etude de faisabilité à l'échelle du quartier
Maitrise d'ouvrage (1) :	Commune de Fontenay-le-Comte
Communes (2) :	Fontenay-le-Comte
Quartier prioritaire de la ville (3) :	QP085004 -Centre Moulins Liot

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
20	24 935,28	16 295,28	83 860,53	26 082,88
Total	**24 935,28**	**16 295,28**	**83 860,53**	**26 082,88**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
13	71 778,75	0,00	71 778,75	25 447,50
Total	**71 778,75**	**0,00**	**71 778,75**	**25 447,50**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS A

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
630-24-Aménagement d'ensemble

Numéro de convention NPNRU :	630
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	24
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0630-24-0004
Intitulé de l'opération :	Aménagement d'ensemble - Requalification des espaces publics
Maitrise d'ouvrage (1) :	Commune de Fontenay-le-Comte
Communes (2) :	Fontenay-le-Comte
Quartier prioritaire de la ville (3) :	QP085004 -Centre Moulins Liot

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
204	309 658,00	209 658,00	10 000,00	10 000,00
23	1 241 450,94	1 040 951,55	261 879,90	205 172,69
Total	**1 551 108,94**	**1 250 609,55**	**271 879,90**	**215 172,69**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
13	1 077 064,84	524 851,10	322 864,01	322 864,01
Total	**1 077 064,84**	**524 851,10**	**322 864,01**	**322 864,01**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS A

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
630-37-Equipement public de proximité

Numéro de convention NPNRU :	630
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	37
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0630-37-0002
Intitulé de l'opération :	Construction d'une maison de quartier en bordure de QPV
Maitrise d'ouvrage (1) :	Commune de Fontenay-le-Comte
Communes (2) :	Fontenay-le-Comte
Quartier prioritaire de la ville (3) :	QP085004 -Centre Moulins Liot

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
21	18 044,48	5 684,76	18 176,37	15 904,38
23	147 763,59	31 996,57	330 177,79	141 023,83
Total	**165 808,07**	**37 681,33**	**348 354,16**	**156 928,21**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
13	179 759,68	0,00	79 011,58	65 076,20
Total	**179 759,68**	**0,00**	**79 011,58**	**65 076,20**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 32
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 23/04/2025

Présenté par Le Maire, Ludovic HOCBON (1),
A Fontenay le Comte, le 29/04/2025

Délibéré par l'assemblée Le Conseil Municipal (2), réunie en session Ordinaire
A Fontenay le Comte, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante Le Conseil Municipal (2),(3),

.

Certifié exécutoire par Le Maire, Ludovic HOCBON (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 06/05/2025, et de la publication le 06/05/2025

A Fontenay le Comte, le 06/05/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_04-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 32
VOTES :
Pour : 23
Contre : 9
Abstentions : -

Date de convocation : 23/04/2025

Présenté par Le Maire, Ludovic HOCBON (1),
A Fontenay le Comte, le 29/04/2025

Délibéré par l'assemblée Le Conseil Municipal (2), réunie en session Ordinaire
A Fontenay le Comte, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante Le Conseil Municipal (2),(3),

Certifié exécutoire par Le Maire, Ludovic HOCBON (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 06/05/2025, et de la publication le 06/05/2025

A Fontenay le Comte, le 06/05/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

N°5

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2024_02_051-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-05 Exercice 2025 - Affectation du résultat 2024

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 6 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2024_02_051-DE

2025-02-05 EXERCICE 2025 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2024

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu la délibération n°2025-02-04 du 29 avril 2025 adoptant le Compte administratif 2024 ;

Considérant que les écritures comptables de l'exercice 2024 ont dégagé les résultats suivants (en euros) :

Résultat de fonctionnement à affecter	**2 640 630,92**
Résultat des restes à réaliser de fonctionnement	-151 359,60
Résultat d'investissement	**2 471 512,42**
Résultat des restes à réaliser d'investissement	-3 022 871,99
Besoin de financement en Investissement	**-551 359,57**

Il convient donc d'affecter le résultat 2024 du budget principal comme suit (en euros) :

R - Investissement (1068)	551 359,57 €
D - Investissement (001) -Excédent	2 471 512,42 €
R - Fonctionnement (002) -Excédent	2 089 271,35 €

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26 Voix Pour
0 Voix Contre
7 Abstentions Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

- **AFFECTE** le résultat 2024 du budget principal comme suit (en euros) :

Section d'investissement
Compte 1068 - excédent de fonctionnement capitalisé 551 359,57 €
Compte 001 - excédent ..... 2 471 512,42 €

Section de fonctionnement
Compte 002 - excédent ..... 2 089 271,35 €.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE · VENDÉE · FONS-FONTANACUM-FELICIUM-INGENIORUM-SCATURIGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_06-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-06 Exercice 2025 - Fixation des modalités d'amortissement

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_06-DE

2025-02-06 EXERCICE 2025 - FIXATION DES MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu les délibérations n°2022-07-20 du 13 décembre 2022 et 2023-06-04 du 7 novembre 2023 définissant les durées d'amortissement applicables à la collectivité ;

Considérant que les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants sont tenues d'amortir leurs immobilisations ;

Considérant que le passage la M57 oblige l'amortissement des « immobilisations incorporelles » telle que des fonds de commerce ;

Considérant que par acte notarié du 24 novembre 2023, la collectivité a acquis le fonds de commerce, libellé sous le nom commercial « BAR DE LA REP » ;

Considérant qu'aucune modalité d'amortissement n'avait été fixée, la collectivité ne possédant pas au préalable d'actif immatériel de cette nature ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ABROGE** les délibérations antérieures relatives aux durées d'amortissement listées en annexe de la présente délibération ;

- **ADOPTE** les modalités d'amortissement listées en annexe à la présente délibération en y ajoutant les immobilisations incorporelles.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_06-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-06 Exercice 2025 - Fixation des modalités d'amortissement

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_06-DE

2025-02-06 EXERCICE 2025 - FIXATION DES MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu les délibérations n°2022-07-20 du 13 décembre 2022 et 2023-06-04 du 7 novembre 2023 définissant les durées d'amortissement applicables à la collectivité ;

Considérant que les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants sont tenues d'amortir leurs immobilisations ;

Considérant que le passage la M57 oblige l'amortissement des « immobilisations incorporelles » telle que des fonds de commerce ;

Considérant que par acte notarié du 24 novembre 2023, la collectivité a acquis le fonds de commerce, libellé sous le nom commercial « BAR DE LA REP » ;

Considérant qu'aucune modalité d'amortissement n'avait été fixée, la collectivité ne possédant pas au préalable d'actif immatériel de cette nature ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ABROGE** les délibérations antérieures relatives aux durées d'amortissement listées en annexe de la présente délibération ;

- **ADOPTE** les modalités d'amortissement listées en annexe à la présente délibération en y ajoutant les immobilisations incorporelles.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_07-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-07 Travaux de requalification muséographique et bâtimentaire du Musée de Fontenay-le-Comte - Fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 6 mai 25
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_07-DE

2025-02-07 TRAVAUX DE REQUALIFICATION MUSÉOGRAPHIQUE ET BÂTIMENTAIRE DU MUSÉE DE FONTENAY-LE-COMTE - FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE - SOLLICITATION

Sur le rapport de Mme Ghislaine LÉGERON, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales prévoyant la pratique des fonds de concours, modifié par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;
Vu la décision n° D2024-337 sollicitant des subventions auprès du Département de Vendée ;
Vu la décision n° D2024-345 sollicitant des subventions auprès de la Région Pays de la Loire ;
Vu la décision n° D2025-124 sollicitant des subventions auprès de l'État ;

Considérant que les travaux de requalification muséographique et bâtimentaire du Musée de Fontenay-le-Comte sont des dépenses éligibles à un fonds de concours ;

Considérant que dans le cadre de son plan pluriannuel d'investissement, la Ville a prévu d'entreprendre les travaux de requalification muséographique et bâtimentaire du Musée de Fontenay-le-Comte ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte entend poursuivre et réaliser un programme afin de moderniser le Musée, avec l'objectif plus large de redynamiser le centre-ville dans le cadre du programme « Action Cœur de ville », de positionner l'équipement comme vecteur de rayonnement et d'attractivité touristique pour le territoire ;

Considérant que le projet scientifique et culturel (PSC) du Musée a reçu un avis favorable par la DRAC le 10 septembre 2021, définissant une nouvelle identité et un parcours de visite s'articulant autour « des échanges et la circulation des hommes, des biens et des idées depuis la préhistoire », avec un discours recentré sur la notion de « l'humanisme, présent dès la renaissance avec les Cénacles, puis au 19e avec les historiens, les archéologues ou les collectionneurs » ;

Considérant que le projet de réhabilitation du Musée de Fontenay-le-Comte est de nature à contribuer au développement du rayonnement et de l'attractivité touristique du territoire intercommunal ;

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours, conformément au plan de financement présenté ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_07-DE

Plan de financement détaillé prévisionnel

Collectivité	Commune de Fontenay-le-Comte
Libellé opération :	Requalification muséographique et bâtimentaire du musée de Fontenay-le-Comte

Dépenses HT		Recettes HT		
Nature	Montant	Nature	Montant	%
Travaux	3 300 000,00 €	ETAT -DRAC - TRAVAUX	650 000,00 €	15,46 %
Maîtrise d'œuvre	700 000,00 €	ETAT - DETR/DSIL	1 000 000,00 €	23,79 %
Diagnostics, études	103 500,00 €	ETAT - FONDS VERT	500 000,00 €	11,89 %
Aléas	100 000,00 €	DEPARTEMENT	200 000,00 €	4,76 %
		REGION - CPER	500 000,00 €	11,89 %
		FONDS DE CONCOURS CCPFV	200 000,00 €	4,76 %
	0,00 €	**Sous-total**	**3 050 000,00 €**	**72,56 %**
	0,00 €	Emprunt	0,00 €	
	0,00 €	Autofinancement	1 153 500,00 €	
	0,00 €	**Total reste à charge de la collectivité**	**1 153 500,00 €**	**27,44 %**
Total dépenses	**4 203 500,00 €**	**Total Recettes**	**4 203 500,00 €**	**100,00 %**

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26 Voix Pour
0 Voix Contre
7 Abstentions Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

- **SOLLICITE** un fonds de concours auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en vue de participer aux travaux de requalification muséographique et bâtimentaire du Musée de Fontenay-le-Comte, à hauteur de 200 000 € ;

- **SOLLICITE** auprès de l'État, toute subvention supérieure à 1 million d'euros ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-08 Médiathèque Jim-Dandurand - Règlement intérieur - Modification

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 6 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

2025-02-08 MÉDIATHÈQUE JIM-DANDURAND - RÈGLEMENT INTÉRIEUR - MODIFICATION

Sur le rapport de Sylvie SAINT-CYR, Adjointe au Maire

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le Contrat Territoire Lecture signé en 2023 par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en lien avec le Ministère de la Culture et le Département, dont l'objectif est de développer la lecture publique sur le territoire ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement intérieur en vigueur de la médiathèque Jim-Dandurand tenant compte des modalités résultant de la nouvelle réglementation propre à l'ensemble des 14 bibliothèques du territoire.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le règlement intérieur de la médiathèque Jim-Dandurand modifié et joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le règlement intérieur modifié.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT
RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DU PAYS DE FONTENAY-VENDÉE

I – Règles communes au réseau

1. Dispositions générales

Article 1.1 – Objet

Le présent règlement a pour objet de définir les règles de fonctionnement des bibliothèques du réseau du Pays de Fontenay-Vendée.

Il s'applique à l'ensemble des 14 bibliothèques faisant partie du réseau :

Bibliothèque de Bourneau	Bibliothèque de Marsais-Sainte-Radegonde
Bibliothèque de Doix lès Fontaines	Bibliothèque de Mouzeuil-Saint-Martin
Médiathèque de Fontenay-le-Comte	Bibliothèque de Saint-Cyr-des-Gâts
Bibliothèque de Foussais-Payré	Bibliothèque de Saint-Laurent-de-la-Salle
Bibliothèque de Le Langon	Bibliothèque de Saint-Martin-de-Fraigneau
Bibliothèque de Les Velluire-sur-Vendée	Bibliothèque de Saint-Michel-le-Cloucq
Bibliothèque de L'Orbrie	Bibliothèque de Sérigné

Il précise les conditions d'accès, ainsi que les modalités de prêt des documents aux usagers.

Tout usager, du fait de son inscription ou de son utilisation des collections ou des services de la bibliothèque, s'engage à le respecter.

Ce règlement a été adopté par le Conseil Communautaire du 24 mars 2025.

Article 1.2 - Missions

Les bibliothèques du Pays de Fontenay-Vendée constituent un service public ayant pour mission de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

2. Modalités d'accès et d'inscription

Article 2.1 – Accès

L'accès aux bibliothèques, la consultation sur place des documents et la participation aux animations proposées par les bibliothèques sont ouverts à tous gratuitement et sans condition d'inscription.

Article 2.2 – Inscription

L'inscription au réseau des bibliothèques permet d'emprunter et de réserver des documents dans toutes les bibliothèques du réseau. Elle est gratuite, nominative et valable pendant un an, de date à date, pour tous. A échéance, l'usager pourra renouveler son inscription sur simple demande.

L'inscription se fait auprès d'un bibliothécaire ou via une fiche d'inscription. Les données suivantes : nom, prénom, adresse postale, date de naissance, moyen de contact (adresse mail ou numéro de téléphone) sont à renseigner obligatoirement. Il est possible de se pré-inscrire sur le site internet du réseau. Les mineurs de moins de 16 ans doivent faire remplir et signer leur fiche d'inscription par leur responsable légal.

L'usager est tenu de signaler dans les meilleurs délais tout changement de situation afin d'actualiser les informations de son compte emprunteur.

Article 2.3 – Carte unique

Lors de la première inscription, l'usager reçoit une carte à son nom. Cette carte permet d'emprunter des documents dans toutes les bibliothèques du réseau du Pays de Fontenay-Vendée. Elle permet également d'accéder à son compte emprunteur depuis le site internet du réseau des bibliothèques.

L'usager est personnellement responsable de sa carte et des documents empruntés avec celle-ci. Les bénévoles et professionnels de la bibliothèque ne pourront en aucun cas être tenus responsables des documents empruntés par des mineurs et jugés inappropriés.

En cas de vol ou de perte de sa carte, l'usager doit le signaler auprès des équipes de bibliothécaires. Une nouvelle carte lui sera remise.

Article 2.4 – Collecte des données personnelles

Les données recueillies lors de l'inscription font l'objet d'un traitement informatique destiné à alimenter le logiciel de gestion des bibliothèques, à élaborer des statistiques et à adresser des courriers. Ces données à caractère personnel ne sont transmises à aucun autre destinataire et sont conservées pendant une durée d'un an pour un usage interne au réseau des bibliothèques du Pays de Fontenay-Vendée.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

Les données enregistrées relatives à l'identité des usagers et à leurs opérations d'emprunt sont strictement confidentielles et protégées par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et par le règlement européen n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD).

3. Modalités de prêt

Article 3.1 – Nombre de documents et durée des prêts

Sur l'ensemble du réseau, chaque usager peut emprunter 15 documents, dont 3 nouveautés (jusqu'à 5 nouveautés à la médiathèque de Fontenay-le-Comte).

La durée du prêt est de 30 jours. Cette durée peut être prolongée 1 fois pour à nouveau 30 jours, sous réserve que le document ne soit ni une nouveauté, ni déjà réservé. La demande de prolongation peut être faite auprès d'un bibliothécaire ou depuis son compte emprunteur sur le site internet du réseau des bibliothèques.

La quasi-totalité des documents peut être empruntée. Certains documents sont exclus du prêt et uniquement consultables sur place. Ils font l'objet d'une signalétique particulière.

Les mineurs de moins de 16 ans ne peuvent emprunter que des documents jeunesse (sauf accord explicite de leur représentant légal). Les représentants légaux sont responsables des documents empruntés par les personnes dont ils ont la charge.

Article 3.2 – Prêts pour les groupes et collectivités

Les groupes et collectivités (établissement scolaires, accueils de loisirs, EHPAD, assistants maternels, associations…) bénéficient de règles de prêt adaptées : 30 documents (dont 3 nouveautés – jusqu'à 5 à la médiathèque de Fontenay-le-Comte) pour une durée de 45 jours, sans possibilité de prolonger les prêts. Ils peuvent effectuer jusqu'à 10 réservations (30 réservations possibles à la médiathèque de Fontenay-le-Comte).

Article 3.3 – Réservations

Tout inscrit a la possibilité de réserver des documents dans toutes les bibliothèques du réseau.

La réservation de documents est possible auprès des bibliothécaires ou depuis le site internet du réseau des bibliothèques.

Le nombre de réservations est limité à 5 documents (jusqu'à 15 à la médiathèque de Fontenay-le-Comte).

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

Les usagers sont prévenus de la disponibilité de leur réservation par SMS ou mail et disposent de 15 jours pour récupérer le document réservé. Au-delà, la réservation est supprimée.

Article 3.4 – Retours

Les documents empruntés doivent être retournés à la date retour signalée lors de l'emprunt, dans la bibliothèque où ils ont été empruntés.

Les documents doivent être restitués aux horaires d'ouverture de la bibliothèque. En dehors de ces horaires, ils peuvent être remis dans la boîte retour, si la bibliothèque en dispose.

Article 3.5 – Retard de documents

En cas de retard dans la restitution des documents empruntés, un avis de relance est envoyé après 7 jours de retard. Sans réponse après 45 jours et 4 relances, le droit de prêt est suspendu pour l'usager. L'usager doit alors régulariser sa situation avant de pouvoir emprunter de nouveau.

4. Dispositions spécifiques relatives aux ressources numériques

Article 4.1 – Accès aux ordinateurs et wifi publics

Toutes les bibliothèques du réseau mettent à disposition un poste informatique pour le public. L'accès à ces ordinateurs est gratuit et ouvert à tous pendant les horaires d'ouverture de la bibliothèque.

Un accès wifi public libre, gratuit et sécurisé est proposé dans toutes les bibliothèques du réseau. Les identifiants de connexion pourront être communiqués par les bibliothécaires.

5. Application du règlement

Article 5.1 – Consultation du règlement

Le présent règlement est affiché dans toutes les bibliothèques du réseau. Il est consultable sur le site internet du réseau des bibliothèques du Pays de Fontenay-Vendée. Il est également remis sur demande aux usagers.

Article 5.2 – Respect du règlement

Tout usager, du fait de son inscription ou du fait qu'il fréquente une bibliothèque, s'engage à se conformer au présent règlement.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

Des infractions graves ou des négligences répétées pourront entraîner la suppression temporaire ou définitive du droit de prêt.

Article 5.3 – Application du règlement

Les bibliothécaires salariés ou bénévoles sont chargés, sous la responsabilité de la municipalité, de l'application du présent règlement.

Ce règlement pourra être modifié par décision du Conseil Communautaire. Toute modification est notifiée au public par voie d'affichage dans les bibliothèques ainsi que sur le site internet du réseau.

II – Règlement intérieur de la bibliothèque de Fontenay-le-Comte

6. Fermeture de la médiathèque

Article 6 - Fermeture des étages supérieurs

Les étages supérieurs ferment leurs portes dix (10) minutes avant la fermeture de la médiathèque. Il est demandé aux personnes présentes d'évacuer les espaces dès le premier signalement des bibliothécaires.

7. Respect des documents

Article 7.1 - Engagement de l'emprunteur

L'emprunteur ou l'emprunteuse se porte garant(e) du bon transport des documents sortis de la médiathèque (utilisation d'un sac de transport protégeant des intempéries par exemple).

Article 7.2 - Soin aux documents

Il est demandé aux usagers de prendre particulièrement soin des documents mis à leur disposition, toute dégradation constatée dans les documents empruntés sera signalée aux bibliothécaires. En cas de dégradations importantes et/ou de pertes de documents, les bibliothécaires pourront demander leur rachat ou d'une référence de valeur équivalente.

Article 7.3 - Documents détériorés

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

Tout document détérioré sera signalé aux bibliothécaires qui mettront tout en œuvre pour le réparer ou l'éliminer des collections. Les réparations seront faites uniquement par les bibliothécaires avec des techniques adaptées.

L'emprunteur ou l'emprunteuse s'engage à remplacer tout document perdu et ou détérioré. Le ou la bibliothécaire lui indiquera la marche à suivre pour le remplacement ou le remboursement du ou des documents.

8. Suggestions d'achat et dons

Article 8.1 - Suggestion d'achat

Les utilisateurs et utilisatrices de la médiathèque peuvent faire des suggestions d'achat de documents. Pour ce faire, ils et elles peuvent passer par le site de la médiathèque, s'identifier et faire leur(s) suggestion(s). Les suggestions peuvent également être faites auprès des bibliothécaires qui en prendront note.

Toute suggestion validée par l'équipe de la médiathèque, selon la politique documentaire, sera acquise et mise à disposition en priorité à la personne demandeuse selon les règles de réservations en cours.

Article 8.2 - Dons de documents

La médiathèque peut refuser tout don sauvage et / ou n'entrant pas dans sa politique d'acquisition.

La médiathèque refusera systématiquement tout don de DVD.

9. Fonds spécifique « Les Merveilles »

Article 9.1 - Description du fonds

La médiathèque dispose d'ouvrages imprimés entre le milieu du XVe siècle et 1950. Ces documents anciens et / ou rares et / ou précieux sont regroupés dans un fonds appelé « Les Merveilles ».

Article 9.2 – Conditions d'accès

Les livres de ce fonds sont consultables uniquement sur place et sur rendez-vous avec un délai de 48h minimum pour la mise à disposition des documents. Ils sont prêtables à des fins d'exposition et de valorisation après un conventionnement clou à clou édité par les services de la médiathèque et signé par toutes les parties.

Article 9.3- Reproduction

Après autorisation du ou de la bibliothécaire, il est possible de photographier un document appartenant au fonds "Les Merveilles" de la médiathèque. Il utilisera son propre matériel photographique (appareil numérique ou smartphone) sans flash ou lumière supplémentaire à la source lumineuse de la pièce.

Envoyé en préfecture le 06/05/2025
Reçu en préfecture le 06/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_08-DE

10. Engagement personnel

Article 10.1 Conduite à l'intérieur du bâtiment

Toute personne est tenue d'appliquer des règles de conduite propres à assurer la vie en communauté dans les espaces de la médiathèque et à respecter les consignes pérennes ou ponctuelles indiquées dans le bâtiment (circulation, sécurité, etc.).

Comme tout établissement recevant des publics, il n'est pas possible d'apporter et consommer de l'alcool, de faire usage d'une cigarette ou une cigarette électronique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_09-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-09 Exercice 2025 - Attribution de subventions aux associations - Société de Tir Fontenaisienne - Modification du montant des aides directes - Correction - Convention Objectifs et de moyens - Avenant

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_09-DE

2025-02-09 EXERCICE 2025 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - SOCIÉTÉ DE TIR FONTENAISIENNE - MODIFICATION DU MONTANT DES AIDES DIRECTES - CORRECTION - CONVENTION OBJECTIFS ET DE MOYENS - AVENANT

Sur le rapport de M. Philippe MIGNET, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L.2121-29 ;
Vu la délibération 2025-01-07 relative à l'attribution de subventions aux associations 2025 ;
Vu la délibération 2025-01-08 relative aux conventions d'objectifs et de moyens ;

Considérant que par délibération du Conseil municipal du 11 février 2025, il a été décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 1 300 € à l'association Société de Tir Fontenaisienne pour l'année 2025 ;

Considérant l'omission de l'aide de haut niveau d'un montant de 300 € dans le calcul des aides directes 2025 attribuées à l'association Société de Tir ;

M. François-Xavier BERTHOD, étant intéressé à l'affaire soumise au vote a quitté la salle du conseil.
Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le versement de l'aide de haut niveau d'un montant de 300 € en complément de l'aide directe de 1 300 € précédemment attribuée ;

- **APPROUVE les termes de** l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens à intervenir avec l'association Société de Tir Fontenaisienne, joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE VENDÉE

Le Maire

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_09-DE

CP
Pôle Sport

AVENANT N°1
À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
SOCIÉTÉ DE TIR FONTENAISIENNE
Année 2025

VU la délibération du Conseil municipal du 11 février 2025,
VU la convention d'objectifs et de moyens à intervenir avec la Société de Tir Fontenaisienne pour l'année 2025 ,
VU la délibération du Conseil municipal du 29 avril 2025 approuvant le versement d'une subvention Haut niveau d'un montant de 300 €,
CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'article 7-1 relatif au montant de l'aide directe

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :
LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, **Monsieur Ludovic HOCBON**, agissant en vertu de la délibération du 29 avril 2025, ci-après dénommée « la Ville »,

D'UNE PART ;

ET
L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ DE TIR FONTENAISIENNE
Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est fixé 79 rue de Gaillardon à Fontenay-le-Comte,représentée par **Monsieur Florent BARON**, agissant en qualité de Président, et ci-après désignée « l'Association »

D'AUTRE PART ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1– OBJET
Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 7 de la convention susmentionnée, fixant les montants des aides directes et indirectes :

Article 7 – AIDES DIRECTES ET INDIRECTES
Pour l'année 2025, le montant total des aides directes et indirectes octroyées à l'Association**,** s'élève à ~~**30 016 €**~~ **30 316 €** et se décompose comme suit **:**

7.1 – AIDES DIRECTES

- Subvention de fonctionnement :

Celle-ci s'élève à **1 300 €**,
Le versement de interviendra au cours du 1er trimestre 2025.

- Subvention de haut niveau:

Elle s'élève à 300 €.
Son versement interviendra au cours du mois de mai 2025, à l'issue du Conseil municipal du 29 avril.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_09-DE

7.2 – AIDES INDIRECTES

La valorisation de la mise à disposition des infrastructures pour l'année 2024 s'élève à **28 716 €**
Celle-ci est considérée comme un avantage en nature et devra figurer au Budget prévisionnel et au Compte de résultat annuel de l'association.

Article 2 – AUTRES

L'ensemble des dispositions de la convention non contraires à l'avenant demeure inchangé.

Fait à Fontenay-le-Comte, le

Pour la Ville, **Le Maire,**	**Pour l'Association,** **Le Président,**
Ludovic HOCBON	**Florent BARON**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-10 Exercice 2025 - Attribution de subvention - Comité des œuvres sociales du personnel de la Ville de Fontenay-le-Comte, de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, du Centre intercommunal de l'action sociale de la Communauté de communes et du Centre communal d'action sociale de Fontenay-le-Comte (COS) - Convention d'objectifs et de moyens 2025

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

2025-02-10 EXERCICE 2025 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL DE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE, DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE L'ACTION SOCIALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FONTENAY-LE-COMTE (COS) - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2025

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L.2121-29,
Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 € doit faire l'objet d'une convention d'objectifs entre la collectivité et le bénéficiaire.
Vu la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
Vu la Loi n°2015-911 du 7 août 2015, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « Notre » ;
Vu la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de soutien et d'accompagnement du monde associatif local, il est prévu l'attribution de subventions contribuant au fonctionnement et à la réalisation de projets d'intérêt local du mouvement associatif et participant au dynamisme et à l'attractivité du territoire ;

Considérant que le Comité des œuvres sociales du personnel de la ville de Fontenay-le-Comte, de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, du Centre intercommunal de l'action sociale de la Communauté de communes et du Centre communal d'actions sociales de Fontenay-le-Comte (COS) a présenté son rapport d'activité de l'année passée ;

Considérant que lorsque le montant global des aides directes et indirectes attribué à une association est supérieur à 23 000 € pour l'année 2025, il convient d'établir une convention d'objectifs. Celle-ci est conclue pour une durée d'un an ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ATTRIBUE** une subvention d'un montant de 46 730 € au Comité des œuvres sociales du personnel de la ville de Fontenay-le-Comte, de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, du Centre intercommunal de l'action sociale de la Communauté de communes et du Centre communal d'actions sociales de Fontenay-le-Comte (COS);

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

- **APPROUVE** les termes de la convention d'objectifs et de moyens à intervenir avec l'association, jointe en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et de moyens.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES

Pays de Fontenay-Vendée

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 29 avril 2025,

D'UNE PART,

ET

LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL DE LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDEE, DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE L'ACTION SOCIALE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES DE FONTENAY LE COMTE (COS), représenté par sa présidente, Madame Christelle BAUSMAYER, dûment habilitée aux fins des présentes.

D'AUTRE PART,

Désignés ensemble « Les Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La Ville de Fontenay-le-Comte et le Comité des Œuvres Sociales sont communément d'accord :

- de soutenir des actions sociales auprès des agents, des familles d'agents et des retraités de la Ville de Fontenay-le-Comte, de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, du Centre intercommunal de la Communauté de communes et du centre communal d'actions sociales de Fontenay-le-Comte,
- de maintenir toutes les actions tenant à resserrer les liens d'amitié dans le personnel, de pratiquer l'entraide, de favoriser le départ en vacances des enfants (en famille, séjours scolaires, etc…), d'organiser des fêtes, bals, arbre de noël, voyages, groupement d'achats, etc.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

Article 2 : RESSOURCES

Pour l'année 2025, le montant total des aides directes et indirectes s'élève à **64129** € et se décompose comme suit :

2.1 – AIDE DIRECTE

Une demande de subvention sera présentée chaque année à la ville pour l'exercice suivant.
Le bilan de l'exercice écoulé sera produit dès le mois de janvier de l'année n + 1.
Il est convenu que le montant de la subvention sera arrêté contractuellement entre la ville et le COS forfaitairement de **46 730 € pour l'année 2025**.

Le montant de la subvention annuelle sera approuvé par le Conseil municipal, après concertation avec l'association, dans le cadre du vote du budget municipal.
Le versement sera effectué au 2ème trimestre.

2.2 – AIDES INDIRECTES

La valorisation, pour l'année 2024, est considérée comme un avantage en nature et devra figurer au Budget prévisionnel et au Compte de résultat annuel de l'Association, selon la description ci-dessous :

Pour que le C.O.S puisse fonctionner de manière efficace, la Ville de Fontenay-le-Comte met à disposition :

- 1 agent permanent : **14 899 €**
- Moyens matériels : environ **2 500 €**
  - 1 bureau de 18 m² et le mobilier correspondant
  - 1 ordinateur avec logiciels de traitement de texte, tableur, accès messagerie, accès internet,
  - 1 téléphone (avec prise en charge de l'abonnement et des communications).

Pour assurer l'organisation de l'arbre de Noël, les agents de la commission concernée seront autorisés, avec l'accord de leur chef de service à participer à la mise en place, au rangement ainsi qu'au transport des jouets et matériels au moyen d'un véhicule de la ville, pendant les heures de service.

Pour l'organisation :

- de l'arbre de Noël, la Ville de Fontenay-le-Comte accepte de mettre à disposition, gratuitement, les salles de l'Espace Culturel et de Congrès René-Cassin – La Gare.
- du loto, la Ville accepte de mettre à disposition, gratuitement la salle des OPS.
  Monsieur le Maire autorise le prêt d'un véhicule pour le transport des lots et autres, en dehors des heures de service (sans récupération de temps).

Pour l'organisation d'une journée de convivialité organisée par le COS pour les agents, Monsieur le Maire autorise en dehors des heures de service, sans récupération de temps, le prêt d'un véhicule du service fête pour transporter le matériel (Tivoli, tables, chaises, tréteaux…).

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

Article 4 : FONCTIONNEMENT

L'association est administrée par un conseil d'administration comprenant 1 collège composé de 33 membres répartis de la façon suivante :

- Minimum 10 membres pour les agents Ville
- Minimum 7 membres pour les agents de la Communauté de Communes et les services mutualisés
- Minimum 1 membre par établissement pour les agents du CIAS
- Minimum 1 membre pour les agents retraités

La Ville de Fontenay-le-Comte autorise les agents élus au C.O.S à assurer le fonctionnement de l'association, en accord avec les chefs de service dans le respect de l'organisation du travail.

La gestion du C.O.S. est assurée par un bureau constitué de 7 personnes, et des responsables des commissions, loisirs, sports, arbre de Noël et achats, élus chaque année au sein des 33 membres du conseil d'administration représentant les différentes entités (ville, communauté de communes CIAS et retraités).
Toute la gestion administrative et comptable est assurée depuis le 1er janvier 2009 par un agent permanent.

Article 5 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements contractuels, la présente convention sera résiliée de plein droit à tout moment, par la partie s'estimant lésée, après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

Article 6 : CONTESTATIONS

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la mairie.

Article 7 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- La Ville à l'Hôtel de Ville - 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19– 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- Le COMITE DES ŒUVRES SOCIALES – 9 rue Georges-Clemenceau – BP 19 – 85201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_10-DE

Article 8 : ENREGISTREMENT

Les parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Article 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Fait à Fontenay-le-Comte, le …… 2025, en deux (2) exemplaires originaux.

POUR LE COS,	**POUR LA MAIRIE,**
La Présidente,	**Le Maire,**
Christelle BAUSMAYER	**Ludovic HOCBON**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_11-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-11 Exercice 2025 - Attribution de subventions sur projets aux associations

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_11-DE

2025-02-11 EXERCICE 2025 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS SUR PROJETS AUX ASSOCIATIONS

Sur le rapport de M. Philippe MIGNET, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L.2121-29,
Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, l'attribution d'une subvention supérieure à 23 000 € doit faire l'objet d'une convention d'objectifs entre la collectivité et le bénéficiaire.
Vu la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
Vu la Loi n°2015-911 du 7 août 2015, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « Notre » ;
Vu la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Considérant que dans le cadre de sa politique de soutien et d'accompagnement du monde associatif local, il est prévu l'attribution de subventions contribuant au fonctionnement et à la réalisation de projets d'intérêt local du mouvement associatif et participant au dynamisme et à l'attractivité du territoire.
Considérant que les associations notifiées ci-dessous ont présenté une demande de subvention conformément aux dispositions mentionnées aux articles 4 et 6 du règlement d'attribution des subventions municipales aux associations.
Considérant que les projets ont bien été réalisés et que les bilans financiers des projets ont été fournis.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **DÉCIDE** d'attribuer une subvention sur projet aux associations notifiées ci-dessous, dont le montant maximum et le nom des projets y sont précisés :

Association	Projet concerné	Montant en €
1001 Pages	Centenaire de Michel Ragon en Pays de Fontenay-Vendée	500 €
Jumelage FONTENAY-LE-COMTE - GAOUA	Aide à la scolarisation des élèves de Gaoua	1300 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,
Benjamin VERGNAUD

Le Maire,
Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_12-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-12 Cimetières - Rétrocessions de concessions temporaires

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le :
5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_12-DE

2025-02-12 CIMETIÈRES - RÉTROCESSIONS DE CONCESSIONS TEMPORAIRES

Sur le rapport de Mme Ghislaine LÉGERON, Adjointe au Maire

Vu l'article 22 du règlement des cimetières de la Ville de Fontenay-le-Comte portant sur la rétrocession ;
Vu l'arrêté municipal du 4 mars 1994 octroyant une concession dans le jardin d'urnes et située dans le carré 11 plan 0002 à M. Daniel MÉTAY ;
Vu la demande de rétrocession présentée par M. Alain MÉTAY, seul fils survivant et tuteur de Daniel-MÉTAY en date du 15 janvier 2025 ;
Vu l'arrêté municipal du 7 juillet 2016 octroyant une concession située dans le carré 07 plan 0086 à Mme Christiane MORETTON et pour une durée de 30 ans ;
Vu la demande de rétrocession présentée par les enfants de M. et Mme MORETTON en date du 13 janvier 2025 ;

Considérant que suite à l'exhumation de l'urne de M. Lionel MÉTAY et sa réinhumation suivant une dispersion dans le Jardin du Souvenir du cimetière Notre-Dame avec son père Daniel, la concession dans le jardin d'urne se trouve vide de toute sépulture ;

Considérant que M. Alain MÉTAY, frère de Lionel-MÉTAY, déclare vouloir rétrocéder ladite concession à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté contre le remboursement de la somme de 43,42 euros ;

Considérant que suite à l'exhumation de Albino-MORETTON et sa réinhumation avec ses parents dans la concession 6322 située dans le C02/P0044 du cimetière de Charzais, la concession située dans le carré 07 plan 0086 se trouve vide de toute sépulture ;

Considérant que les enfants des époux MORETTON déclarent vouloir rétrocéder ladite concession à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté contre le remboursement de la somme de 93,46 euros ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la rétrocession de la concession Daniel-MÉTAY située dans le jardin d'urnes, du cimetière de Notre-Dame, n°7561 carré 11JU plan 0002 d'une durée de 50 ans ;
- **APPROUVE** le remboursement de la somme de 43,42 euros à M. Alain MÉTAY ;

- **APPROUVE** la rétrocession de concession MORETTON située dans le cimetière de Charzais, n°9302 carré 07 plan 0086 aux enfants de M. et Mme MORETTON d'une durée de 30 ans ;
- **APPROUVE** le remboursement de la somme de 93,46 euros aux enfants des époux MORETTON ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_12-DE

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_13-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-13 Site patrimonial remarquable - Attribution de subventions

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le :
5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_13-DE

2025-02-13 SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Sur le rapport de Mme Arielle MÉMETEAU, Conseillère municipale

Vu la délibération du 14 décembre 2021, adoptant le règlement d'intervention et les critères d'attribution de subventions pour travaux en Site Patrimonial Remarquable (ex-secteur sauvegardé) ;

Considérant que deux demandes de subvention pour travaux en site patrimonial remarquable ont été déposées en mairie et qu'elles répondent aux critères établis par la délibération précitée ;
Considérant que ces demandes ont reçu un avis favorable de la part des membres de la commission urbanisme et renouvellement urbain du 9 avril 2025 ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ACCORDE** une subvention pour travaux en Site Patrimonial Remarquable suivant le tableau joint :

Nom du demandeur	Date de la demande	Adresse de l'Immeuble	Nature de travaux	Montant HT des travaux subventionnables	Subvention attribuée
Mme HIVERT Evelyne	29/01/2025	6 rue Pierre Brissot	Façade et Couverture	17 759,57 €	4 000 €

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
25 Voix Pour
7 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.
0 Abstention

- **ACCORDE** une subvention pour travaux en Site Patrimonial Remarquable suivant le tableau joint :

M. DE PERIER Antoine	04/03/2025	5 rue Barnabé Brisson	Menuiseries et Cour	8 088,80 €	2 000 €

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE · VENDÉE · FONS-FONTANACUM-FELICIUM-INGENIORUM-SCATURIGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_14-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-14 ZAE Village Santé et gestion des eaux pluviales - Fonds de concours à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Attribution

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_14-DE

2025-02-14 ZAE VILLAGE SANTÉ ET GESTION DES EAUX PLUVIALES - FONDS DE CONCOURS À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE - ATTRIBUTION

Sur le rapport de M. Philippe GUYONNET, Conseiller municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;
Vu l'article L.5214-16 V du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoyant la pratique des fonds de concours, modifié par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée et notamment les dispositions incluant la Ville de Fontenay-le-Comte, comme l'une de ses communes membres, ainsi que celle rendant la Communauté de communes compétente en matière de « création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » ainsi qu'en matière d' « études et actions dans le domaine de la santé et de la prévention » ;
Vu la délibération du Conseil communautaire du 24 mars 2025 ;

Considérant que la Communauté de communes, souhaite réaliser des travaux et aménagements en vue de l'extension ZAE Village Santé et Gestion des Eaux Pluviales, notamment concernant la gestion des eaux pluviales et l'amélioration des infrastructures de voirie ; **Que** ces travaux rejoignent les problématiques de la Ville pour la construction à venir des lotissements au sud de la rue Milcendeau, et **que** dans ce cadre, la Communauté de communes a envisagé de demander un fonds de concours à la Ville de Fontenay-le-Comte ;

Considérant les échanges entre la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée et la Ville de Fontenay-le-Comte proposant une prise en charge à hauteur de 60% des travaux par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée et une participation de 40% par la Ville de Fontenay-le-Comte ;
Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ;

Considérant que le Conseil Communautaire, réuni le 24 mars 2025 a décidé, à l'unanimité, de solliciter un fonds de concours à la Ville de Fontenay-le-Comte à hauteur de 113 318€ en précisant que ce montant sera réajusté en plus ou moins au prorata du montant réalisé définitivement dans le rapport précisé de 40% - 60%.

Considérant le tableau de financement ci-dessous :

DEPENSES	Montant en € HT	RECETTES	Montant en €	%
Travaux	280 000 €	Fonds de concours de la Commune de Fontenay-le-Comte	113 318 €	40 %
Maitrise d'œuvre	0 €	Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée	169 977 €	60 %
Diagnostics, études BET Eaux pluviales	3 295 €			
TOTAL	**283 295 €**	**TOTAL**	**283 295 €**	**100 %**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_14-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ATTRIBUE** un fonds de concours auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en vue de participer au financement des travaux et aménagements au sein de la ZAE « Village Santé », notamment concernant la gestion des eaux pluviales et l'amélioration des infrastructures de voirie, à hauteur de 113 318 € ;

- **DIT QUE** ce montant sera réajusté en plus ou moins au prorata du montant réalisé définitivement dans le rapport de 40% - 60% ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_151-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-15 Aménagement des espaces publics autour du futur cinéma Place de Verdun - Fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_151-DE

2025-02-15 AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS AUTOUR DU FUTUR CINÉMA PLACE DE VERDUN - FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE - SOLLICITATION

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoyant la pratique des fonds de concours, modifié par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;
Vu la délibération n°2018-06-24 approuvant la convention pluriannuelle du programme Action Cœur de Ville ;
Vu la délibération n°2020-08-20 approuvant l'avenant n°1 à la convention Action Cœur de Ville, identifiant le cinéma comme l'une des actions ;
Vu la délibération n°2022-06-06 approuvant le principe de création d'un cinéma porté par la SARL GRAND ÉCRAN sur la place de Verdun ;

Considérant que le projet présenté par la société GRAND ECRAN de création d'un cinéma de 5 salles en cœur de ville répond aux enjeux fixés par la collectivité, à la fois sur la qualité architecturale du projet, et sur son dimensionnement culturel ;

Considérant que ce projet contribue à la modernisation de l'offre de loisirs sur notre territoire, permettant ainsi de répondre aux besoins exprimés par la population ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte souhaite procéder aux travaux d'aménagement des espaces publics autour du futur cinéma ;

Considérant que ce projet est de nature à contribuer au rayonnement et à l'attractivité de l'ensemble du territoire intercommunal ;

Considérant les éléments de faisabilité technique de l'opération et le calendrier prévisionnel joints en annexe ;

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours, conformément au plan de financement présenté ci-dessous :

DEPENSES	Montant en € TTC	RECETTES	Montant en €	%
Travaux	300 000 €	Fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée	180 000 €	50 %
Maitrise d'œuvre	60 000 €	Commune de Fontenay-le-Comte	180 000 €	50 %
TOTAL	**360 000 €**	**TOTAL**	**360 000 €**	**100 %**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_151-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26 Voix Pour

7 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

0 Abstention

- **SOLLICITE** un fonds de concours auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en vue de participer aux travaux d'aménagement des espaces publics autour du futur cinéma porté par la société GRAND ECRAN, à hauteur de 180 000 € ;

- **DIT que** ce montant sera réajusté en plus ou au moins au prorata du montant réalisé définitivement dans le rapport précisé dans la limite de 50 % ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à cette décision.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_16-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-16 Rénovation de la passerelle de Boisse - Subvention État - DETR/DSIL 2025 et de fonds de concours de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Sollicitation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_16-DE

2025-02-16 RÉNOVATION DE LA PASSERELLE DE BOISSE - SUBVENTION ÉTAT - DETR/DSIL 2025 ET DE FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE - SOLLICITATION

Sur le rapport de M. Ludovic BRÉAU, Conseiller municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2122-22 ;
Vu l'article L.5214-16 V du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoyant la pratique des fonds de concours, modifié par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 10 juillet 2020 modifiée, déléguant au Maire l'ensemble des attributions prévues par le Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté A2024-0846 du 24 mai 2024 portant interdiction d'accès au public de la passerelle sis sur la Vendée, accessible en passant par les portes de Boisse, sise entre la parcelle YM n°66 L'ECLUSE et les parcelles YA n°52 et 53 LE PATIS, et dans l'attente de la réalisation des travaux ;

Considérant que la passerelle sise sur la Vendée, accessible depuis les portes de Boisse, située entre la parcelle YM n°66 L'ECLUSE et les parcelles YA n°52 et 53 LE PATIS, constitue un élément à part entière des portes de Boisse, **qu'**elle permet une liaison inter-quartiers et **qu'**elle se situe sur un sentier de randonnées pédestre et de vélo ;
Considérant que la passerelle est fortement dégradée (défaut de rampe sur un côté et plancher bois cassé) et est actuellement interdite à la circulation pédestre et cyclable ;

Considérant qu'il y a lieu de préserver la sécurité du public ;

Considérant que cette passerelle est propriété de l'Etat (domaine public fluvial);

Considérant la compétence de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en matière de création, de balisage, d'entretien et de communication des sentiers de randonnées limités au x boucles pédestres, équestres et de vélo ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel du projet modifié s'établit comme suit (en euros HT) ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_16-DE

Dépenses HT		Recettes		
Détail par poste	Montant	Subventions	Montant	%
Conception et réalisation des travaux	46 500,00 €	DSIL OU DETR PRÉFET DE LA VENDÉE	23 250,00 €	50,00 %
		Communauté de Communes Pays de Fontenay Vendée	11 625,00 €	25,00 %
		Sous-total	34 875,00 €	75,00 %
		Emprunt		
		Autofinancement	11 625,00 €	25,00 %
		Sous-total reste à charge de la collectivité	11 625,00 €	25,00 %
Total dépenses	**46 500,00 €**	**Total Recettes**	**46 500,00 €**	**100,00 %**

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24 Voix Pour

7 Voix Contre Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

2 Abstentions M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique.

- **APPROUVE** le plan de financement pour les travaux de rénovation de la passerelle de Boisse tel que présenté ci-dessus ;

- **SOLLICITE** auprès de l'État, une subvention, au titre de la sécurisation d'équipements publics l'année 2025, de 23 250 € pour un coût total de l'opération de 46 500 € HT ;

- **SOLLICITE** un fonds de concours auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée en vue de participer au financement de la rénovation de la passerelle de Boisse pour un montant total de 11 625 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents utiles à la perception de cette subvention.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE VENDÉE FONS-FONTANACUM-FELICIUM-INGENIORUM-SCATURIGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-17 Requalification des rues de la République et Blossac - Indemnisation de commerçants - ART FLORAL et LE BOVIE BAR

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

2025-02-17 REQUALIFICATION DES RUES DE LA RÉPUBLIQUE ET BLOSSAC - INDEMNISATION DE COMMERÇANTS – ART FLORAL ET LE BOVIE BAR

Sur le rapport de M. Matthias LEMOINE, Adjoint au Maire

Vu le Code Civil et en particulier les articles 2044 et suivants ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;
Vu la convention-cadre signée le 27 décembre 2018 dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville » ;
Vu l'avenant à la convention-cadre du programme « Action Cœur de Ville » signée le 14 décembre 2020 ;
Vu la délibération n°2024-05-32 approuvant le principe de la mise en place d'une procédure d'indemnisation des professionnels riverains impactés par les travaux d'aménagements des rues Blossac et République, et d'un groupe de suivi ;
Vu la demande de Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL au 37 rue de la République à Fontenay-le-Comte du 3 mars 2025 ;
Vu le rapport de l'expert-comptable mandaté par la Ville pour le traitement des dossiers d'indemnisation déposés par les demandeurs du 20 mars 2025 ;
Vu la demande de Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR au 19 rue Blossac à Fontenay-le-Comte du 14 mars 2025 ;
Vu le rapport de l'expert-comptable mandaté par la Ville pour le traitement des dossiers d'indemnisation déposés par les demandeurs du 20 mars 2025 ;

Considérant que lors des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour, plusieurs commerçants ont déclaré subir une baisse d'activité et certains ont adressé une demande d'indemnisation en compensation du préjudice :

- Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL au 37 rue de la République a adressé à la Ville,
- Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR au 19 rue Blossac a adressé à la Ville ;

Considérant qu'au vu du caractère particulièrement nuancé de l'appréciation des circonstances par la jurisprudence, qui reconnaît la responsabilité publique sans faute, après consultation et sélection, la Ville a mandaté un expert-comptable, afin de réaliser une analyse comptable et financière des dossiers de demande d'indemnisation déposés par les commerçants demandeurs ;

Considérant que l'expert-comptable mandaté, chargé de l'expertise, relève des pertes de marges brutes sur la période concernée par les travaux et laisse le soin à la Ville de se prononcer sur la suite à réserver aux différentes propositions. En effet, cette étude constitue une analyse comptable et financière qui doit être pondérée par l'évolution des conditions de commercialité et de concurrence de chaque entité, le maintien de l'accessibilité pendant les travaux, le montant du préjudice, la typologie de l'accès au commerce (halte ou arrêt

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

prolongé), etc. Elle n'a pas pour objet de valider le bien-fondé économique, financier et juridique des demandes d'indemnisation ;

Considérant que l'expert-comptable mandaté a rendu ses conclusions le 20 mars 2025 pour Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL au 37 rue de la République à Fontenay-le-Comte ;

Considérant que l'expert-comptable mandaté a rendu ses conclusions le 23 janvier 2025 pour Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR au 19 rue Blossac à Fontenay-le-Comte ;

Considérant que le Groupe de suivi s'est réuni le vendredi 4 avril 2025 et a proposé, à l'unanimité, d'indemniser ces deux commerçants ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** les termes des transactions relatives à l'indemnisation des préjudices subis pour les travaux d'aménagements des rues Blossac et République, en contrepartie du renoncement à tout recours à intervenir avec les commerçants suivants :

Nom du commerçant	Enseigne	Adresse du commerce	Indemnité proposée
Mme Stéphanie MERCIER	ART FLORAL	37 rue de la République	4 400 €
Mme Sylvie BOUCHAND	LE BOVIE BAR	19 rue Blossac	5 174 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les transactions à intervenir et à verser les indemnités aux gérants.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

JFP

TRANSACTION N°2025/03

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, M. Ludovic HOCBON, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 29 avril 2025, ci-après dénommée « la Ville »

D'une part

ET :

Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL sis 37 rue de la République à FONTENAY-LE-COMTE, ci-après dénommée « la gérante »

D'autre part,

Désignées ensemble « Les parties »,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Lors des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, la Ville de Fontenay-le-Comte a été amenée à prendre des mesures restrictives de la circulation ayant perturbé l'accès au commerce de Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL au 37 rue de la République. Elle a adressé à la Ville une demande d'indemnisation en compensation du préjudice de perte de marge brute.

Au vu du caractère particulièrement nuancé de l'appréciation des circonstances par la jurisprudence, qui reconnaît la responsabilité publique sans faute, après consultation et sélection, la Ville a mandaté un expert-comptable afin de réaliser une analyse comptable et financière des dossiers de demande d'indemnisation déposés par les commerçants demandeurs.

L'expert-comptable mandaté, chargé de l'expertise, relève des pertes de marges brutes sur la période concernée par les travaux et laisse le soin à la Ville de se prononcer sur la suite à réserver aux différentes propositions. Cette étude est la propriété de la Ville et n'est pas communicable. En effet, cette étude constitue une analyse comptable et financière qui doit être pondérée par l'évolution des conditions de commercialité et de concurrence de chaque entité, le maintien de l'accessibilité pendant les travaux, le montant du préjudice, la typologie de l'accès au commerce (halte ou arrêt prolongé), etc. Elle n'a pas pour objet de valider le bien-fondé économique, financier et juridique des demandes d'indemnisation.

L'expert-comptable mandaté a rendu ses conclusions le 7 mars 2025. Après réunion du Groupe de suivi le 4 avril 2025, la Ville de Fontenay-le-Comte propose pour ce commerce une indemnité de quatre mille quatre cent euros (4 400€).

Paraphes : MS

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

La Ville de Fontenay-le-Comte et Mme Stéphanie MERCIER, après discussions et concessions réciproques, décident de convenir par écrit des conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 24 juin 2024 au 31 décembre 2024, en vue d'éviter tout litige dans la procédure qui les oppose. À ces fins, les parties acceptent le principe d'une transaction dans les termes suivants :

Article 1 – Engagements de la Ville

La Ville de Fontenay-le-Comte versera une indemnité transactionnelle de quatre mille quatre cent euros (4 400 €) à Mme Stéphanie MERCIER, gérante de la boutique de vente de fleurs, plantes et compositions florales, exploitée sous l'enseigne ART FLORAL au 37 rue de la République, pour solde de tout compte en réparation du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 24 juin 2024 au 31 décembre 2024.

Le montant de cette transaction sera versé par le trésor Public dans un délai de 30 jours après la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil municipal approuvant la présente transaction.

Article 2 – Engagement de Mme Stéphanie MERCIER

Sous réserve de l'exécution des engagement de la Ville de Fontenay-le-Comte, Mme Stéphanie MERCIER s'engage à renoncer à l'égard de la Ville de Fontenay-le-Comte à toute prétention, réclamation, action ou instance en cours ou à venir, portant sur quelques dommages ou intérêts que ce soit, liées aux conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 24 juin 2024 au 31 décembre 2024.

Article 3 – Engagements mutuels

Les parties :

- Reconnaissent que le respect des obligations mises à la charge de chacune des parties est directement conditionné par le respect de l'autre partie des siennes propres ;
- S'engagent à exécuter de bonne foi et à titre irrévocable la présente transaction qui règle définitivement, sans exception ni réserve, les comptes pouvant exister entre elles dans le cadre des conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 24 juin 2024 au 31 décembre 2024 ;
- Déclarent que la présente transaction aura, entre les parties, le même effet juridique qu'une décision juridique passée en force de chose jugée.

Article 4 – Clause de confidentialité

Les parties s'interdisent mutuellement toute déclaration ainsi que tout comportement susceptible d'avoir une incidence défavorable sur la renommée de l'autre.

Paraphes : _____

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

Article 5 – Date d'effet

La présente transaction ne deviendra définitive et ne pourra recevoir son exécution que lorsqu'elle aura été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte. Un extrait du registre des délibérations sera annexé à la présente transaction.

Article 6 – Frais engagés par les parties

Les parties décident de conserver à leur charge les frais engagés par chacune pour assurer la défense de leurs intérêts.

Article 7 – Fondements

La présente transaction est soumise aux principes dont s'inspirent les dispositions contenues aux articles 2044 et suivants du Code civil, les engagements réciproques des parties étant réalisés à titre transactionnel, global, forfaitaire et définitif.

Elle sera dispensée de timbre et d'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Article 8 – Exemplaires faisant foi

La présente transaction est établie en deux exemplaires, dont un reviendra à chaque partie, après avoir été dûment signée et paraphée par chacune d'elle et exécution des formalités administratives.

Article 9 – Contestations

Les différents susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

Article 10 – Élections de domicile

Pour l'exécution de la présente transaction et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- La Ville, à l'Hôtel de Ville – 9 rue Georges Clemenceau – BP 19 – 85 201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- Mme Stéphanie MERCIER, au siège de son établissement ART FLORAL – 37 rue de la République – 85200 FONTENAY-LE-COMTE.

À Fontenay-le-Comte, le

Lu et approuvé

Le Maire

Ludovic HOCBON

À Fontenay-le-Comte, le 09/04/2025

Lu et approuvé

La gérante

SARL ART FLORAL
37, Rue de la République
85200 FONTENAY LE COMPTE
Tél. : 02 51 69 20 18
RCS : 918 367 186

Stéphanie MERCIER

Paraphes : LS

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

JFP

TRANSACTION N°2025/05

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

LA VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE, représentée par son Maire, M. Ludovic HOCBON, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 29 avril 2025, ci-après dénommée « la Ville »

D'une part

ET :

Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR, sis 19 rue Blossac à FONTENAY-LE-COMTE, ci-après dénommée « la gérante »

D'autre part,

Désignées ensemble « Les parties »,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Lors des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, la Ville de Fontenay-le-Comte a été amenée à prendre des mesures restrictives de la circulation ayant perturbé l'accès au commerce de Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR, sis 19 rue Blossac. Elle a adressé à la Ville une demande d'indemnisation en compensation du préjudice de perte de marge brute.

Au vu du caractère particulièrement nuancé de l'appréciation des circonstances par la jurisprudence, qui reconnaît la responsabilité publique sans faute, après consultation et sélection, la Ville a mandaté un expert-comptable afin de réaliser une analyse comptable et financière des dossiers de demande d'indemnisation déposés par les commerçants demandeurs.

L'expert-comptable mandaté, chargé de l'expertise, relève des pertes de marges brutes sur la période concernée par les travaux et laisse le soin à la Ville de se prononcer sur la suite à réserver aux différentes propositions. Cette étude est la propriété de la Ville et n'est pas communicable. En effet, cette étude constitue une analyse comptable et financière qui doit être pondérée par l'évolution des conditions de commercialité et de concurrence de chaque entité, le maintien de l'accessibilité pendant les travaux, le montant du préjudice, la typologie de l'accès au commerce (halte ou arrêt prolongé), etc. Elle n'a pas pour objet de valider le bien-fondé économique, financier et juridique des demandes d'indemnisation.

L'expert-comptable mandaté a rendu ses conclusions le 20 mars 2025. Après réunion du Groupe de suivi le 4 avril 2025 et vote à l'unanimité, la Ville de Fontenay-le-Comte propose pour ce commerce une indemnité de cinq mille cent soixante-quatorze euros (5 174€).

Paraphes : SB

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

La Ville de Fontenay-le-Comte et Mme Sylvie BOUCHAND, après discussions et concessions réciproques, décident de convenir par écrit des conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 26 février 2024 au 31 octobre 2024, en vue d'éviter tout litige dans la procédure qui les oppose. À ces fins, les parties acceptent le principe d'une transaction dans les termes suivants :

Article 1 – Engagements de la Ville

La Ville de Fontenay-le-Comte versera une indemnité transactionnelle de cinq mille cent soixante-quatorze euros (5 174€) à Mme Sylvie BOUCHAND, propriétaire du débit de boisson exploité sous l'enseigne LE BOVIE BAR, sis 19 rue Blossac, pour solde de tout compte en réparation du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 26 février 2024 au 31 octobre 2024.

Le montant de cette transaction sera versé par le trésor Public dans un délai de 30 jours après la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil municipal approuvant la présente transaction.

Article 2 – Engagement de Mme Sylvie BOUCHAND

Sous réserve de l'exécution des engagements de la Ville de Fontenay-le-Comte, Mme Sylvie BOUCHAND s'engage à renoncer à l'égard de la Ville de Fontenay-le-Comte à toute prétention, réclamation, action ou instance en cours ou à venir, portant sur quelques dommages ou intérêts que ce soit, liées aux conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 26 février 2024 au 31 octobre 2024.

Article 3 – Engagements mutuels

Les parties :

- Reconnaissent que le respect des obligations mises à la charge de chacune des parties est directement conditionné par le respect de l'autre partie des siennes propres ;
- S'engagent à exécuter de bonne foi et à titre irrévocable la présente transaction qui règle définitivement, sans exception ni réserve, les comptes pouvant exister entre elles dans le cadre des conséquences indemnitaires du préjudice subi à l'occasion des travaux d'aménagement des rues Blossac, République et du carrefour situé en jonction de ces dernières, sur la période du 26 février 2024 au 31 octobre 2024 ;
- Déclarent que la présente transaction aura, entre les parties, le même effet juridique qu'une décision juridique passée en force de chose jugée.

Article 4 – Clause de confidentialité

Les parties s'interdisent mutuellement toute déclaration ainsi que tout comportement susceptible d'avoir une incidence défavorable sur la renommée de l'autre.

Article 5 – Date d'effet

La présente transaction ne deviendra définitive et ne pourra recevoir son exécution que lorsqu'elle aura été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Fontenay-le-Comte. Un extrait du registre des délibérations sera annexé à la présente transaction.

Paraphes : SB

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_17-DE

Article 6 – Frais engagés par les parties

Les parties décident de conserver à leur charge les frais engagés par chacune pour assurer la défense de leurs intérêts.

Article 7 – Fondements

La présente transaction est soumise aux principes dont s'inspirent les dispositions contenues aux articles 2044 et suivants du Code civil, les engagements réciproques des parties étant réalisés à titre transactionnel, global, forfaitaire et définitif.

Elle sera dispensée de timbre et d'enregistrement. Les droits afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la partie qui l'aurait motivée.

Article 8 – Exemplaires faisant foi

La présente transaction est établie en deux exemplaires, dont un reviendra à chaque partie, après avoir été dûment signée et paraphée par chacune d'elle et exécution des formalités administratives.

Article 9 – Contestations

Les différents susceptibles de s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente transaction seront, en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation à l'initiative de la partie lésée, soumis à la juridiction des tribunaux compétents du ressort desquels dépend la Ville.

Article 10 – Élections de domicile

Pour l'exécution de la présente transaction et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties font élection de domicile :

- La Ville, à l'Hôtel de Ville – 9 rue Georges Clemenceau – BP 19 – 85 201 FONTENAY-LE-COMTE CEDEX ;
- Mme Sylvie BOUCHAND, au siège de son établissement LE BOVIE BAR – 19 rue Blossac – 85200 FONTENAY-LE-COMTE.

À Fontenay-le-Comte, le

Lu et approuvé

Le Maire

Ludovic HOCBON

À Fontenay-le-Comte, le 9/04/25

Lu et approuvé

La gérante

lu et approuvé

Sylvie BOUCHAND

Paraphes : SB

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-18 SyDEV - Convention de groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'énergies-Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

2025-02-18 SYDEV - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT D'ÉNERGIES-APPROBATION

Sur le rapport de M. Philippe GUYONNET, Conseiller municipal

Depuis le 1er juillet 2004, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Cette ouverture, d'abord concentrée sur les commandes professionnelles, s'est élargie au 1er juillet 2007, à l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel. Aujourd'hui, conformément aux articles L.331-1 et L.441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'énergie peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir du tarif réglementé de vente.

Dans ce cadre, le regroupement de différentes personnes morales (collectivités, établissements publics et privés, associations…) va permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Dans ce contexte, le Syndicat Départemental d'Energie et d'équipement de Vendée (SyDEV) se propose de coordonner le groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de toutes énergies (électricité, gaz naturel, propane…) ainsi que les services associés.

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L.331-1 et suivants et L.441-1 et suivants ;
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment article de compétence générale ;
Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Considérant que les collectivités doivent souscrire une offre de marché, entrant dans le champ d'application des règles de la commande publique ;

Considérant que la Ville de Fontenay-le-Comte a des besoins propres en matière de fourniture et d'acheminement d'électricité et de gaz naturel pour le fonctionnement de ses bâtiments ;

Considérant que l'achat d'énergie présente des spécificités techniques et que la mutualisation pour l'acquisition d'énergies peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix ;

Considérant que le SyDEV propose de constituer un groupement de commande, avec des personnes morales de droit privé et de droit public poursuivant une mission d'intérêt général, pour la fourniture et l'acheminement d'énergies ;

Considérant que le groupement de commande est constitué pour une durée illimitée ;

Considérant que pour satisfaire les besoins des membres il sera conclu des marchés ou des accords-cadres pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel ;

Considérant que le SyDEV serait le coordonnateur du groupement ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** les termes de la convention constitutive du groupement de commande pour la fourniture et l'acheminement d'énergies jointe en annexe (GC2024-ACHATENERGIES) ;

- **ADHÈRE** au groupement de commande pour la fourniture et l'acheminement d'énergies pour ses besoins en électricité et de gaz ;

- **S'ENGAGE** à respecter les obligations liées aux membres décrites dans la convention constitutive du groupement et à verser les frais d'indemnisation exposés par le coordonnateur conformément aux dispositions de la convention et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant ;

- **S'ENGAGE** à exécuter avec la ou les entreprises retenue(s) les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents et à régler les sommes dues à ce titre ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commande ainsi que tous les documents y afférant et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE (VENDÉE) — FONS TANACUM FELICIUM INGENIORUM SCATURIGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Convention de groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'énergies

Réf. : GC2024-ACHATENERGIES

Préambule

Depuis le 1er juillet 2004, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Cette ouverture, d'abord concentrée sur les commandes professionnelles, s'est élargie au 1er juillet 2007 à l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel. Aujourd'hui conformément aux articles L.331-1 et L.441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'énergie peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir du tarif réglementé de vente.

Dans ce cadre, le regroupement de différentes personnes morales (collectivités, établissements publics et privés, associations...) va permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Dans ce contexte, le Syndicat Départemental d'Energie et d'équipement de Vendée (SYDEV) se propose de coordonner le groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de toutes énergies (électricité, gaz naturel, propane…) ainsi que les services associés.

Ainsi, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de constitution, d'organisation et de fonctionnement du groupement entre les membres (ci-après désigné par "le Groupement") conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mutualisation de leurs besoins en matière de fourniture et d'acheminement d'énergies.

Article 2 : Nature des besoins

Le groupement constitué entre les personnes morales citées en annexe 1 de la présente convention vise à répondre aux besoins récurrents des membres pour la fourniture et l'acheminement d'énergies (électricité, gaz naturel, bois, propane, …) ainsi que les services associés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des articles L.1111-1 et L.2125-1 du Code de la commande publique.

Article 3 : Membres du groupement

Le groupement est ouvert aux personnes morales de droit privé et de droit public poursuivant une mission d'intérêt général, dont le siège social et/ou l'établissement est situé dans le Département de la Vendée, notamment les :

- Collectivités territoriales et leurs groupements,
- Etablissements publics,
- Groupements d'Intérêt Public,
- Sociétés d'Economie Mixte (SEM),
- Sociétés Publiques Locales,
- Etablissements d'enseignement publics et privés,
- Organismes privés d'habitation à loyer modéré,
- Sociétés dans lesquelles les syndicats d'énergie membres du groupement ont des parts,

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

- Sociétés dans lesquelles une SEM, dont au moins un syndicat d'énergie membre du groupement est actionnaire, possède des parts,
- Etablissements de santé et médico-sociaux publics ou privés à but non lucratif,
- Chambres professionnelles,
- Services de l'Etat.

La liste des membres est jointe à la présente convention.

Article 4 : Coordonnateur du groupement de commandes

Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Vendée (SYDEV) est coordonnateur du groupement de commandes au sens de l'article L.2113-7 du Code de la commande publique.

Le siège du coordonnateur est situé : 3 rue du Maréchal Juin – CS 80040 - 85036 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Article 5 : Missions du coordonnateur

5.1 - Phase passation

Le coordonnateur gère, au nom et pour le compte des membres du groupement et en concertation avec eux, l'ensemble des opérations de passation des marchés ou des accords-cadres et de leurs marchés subséquents.

Le coordonnateur exerce à ce titre les missions suivantes, notamment :

- Assister les membres dans la définition de leurs besoins,
  A cette fin, le coordonnateur est habilité par les membres, à solliciter, auprès du gestionnaire du réseau de distribution et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de relève de mesure d'énergie pendant toute la durée d'exécution du marché ou accord cadre auquel il participe.
- Choisir le mode de passation des marchés ou accords-cadres et de décider des modalités d'achat des énergies (achat direct, allotissement, contrat pour différence, complément de rémunération …),
- Préparer le dossier de consultation et assurer sa publication,
- Assurer la rédaction et l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence,
- Répondre aux questions formulées par les candidats dans le cadre des consultations,
- Réceptionner les plis,
- Analyser les candidatures et les offres,
- Assurer la préparation et le suivi de la commission d'appel d'offres,
- Rédiger le rapport de présentation,
- Informer les candidats rejetés,
- Assurer la signature des marchés, des accords-cadres et de leurs marchés subséquents,
- Décider, le cas échéant, de ne pas donner suite,
- Assurer la transmission des marchés, ou des accords-cadres et de leurs marchés subséquents, au contrôle de légalité,
- Notifier les marchés aux candidats retenus,
- Réaliser la publication de l'avis d'attribution,
- Transmettre aux membres du groupement des pièces des marchés conclus nécessaires à leur exécution.

Conformément aux dispositions de l'article L.1414-3 du Code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur. La commission d'appel d'offres peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

5.2- Phase exécution

Le coordonnateur gère, au nom et pour le compte des membres du groupement et en concertation avec eux, les missions suivantes dans le cadre de l'exécution des marchés :

- Prendre et rédiger les décisions de reconductions des marchés ou accords-cadres,
- Conclure les avenants,
- Prendre et rédiger les décisions de résiliation des marchés ou accords-cadres dans les conditions prévues dans le cahier des clauses particulières du marché concerné,

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

- Fixer les prix conformément aux dispositions contractuelles des marchés,
- Contrôler la bonne exécution des missions confiées au(x) titulaire(s) des marchés, notamment en réalisant le contrôle des factures avant paiement par les membres,
- Réaliser le visa des ordres de service de demande d'ajout/détachement des points de relève de mesure d'énergie avant transmission au(x) titulaire(s) des marchés par les membres,
- Gérer les données administratives, techniques et financières auprès du/des titulaire(s) des marchés.

5.3- Missions complémentaires

Le coordonnateur exerce des missions complémentaires tendant à améliorer la communication et la compréhension des membres du groupement concernant l'achat d'énergie.

A ce titre, le coordonnateur :

- Met en place des outils de communication, tels que des réunions en visioconférence, concernant l'actualité des marchés de l'énergie et du groupement d'achat d'énergies,
- Propose des formations au profit des membres du groupement pour fournir des connaissances sur les marchés de l'énergie et sur les principes de gestion technique des groupements d'achats,
- Met à disposition une boîte mail et des interlocuteurs dédiés pour conseiller et répondre aux demandes des membres par une réponse personnalisée,
- Tient à la disposition des membres des informations sur la stratégie d'achat,
- Sélectionne des prestataires qualifiés pour la couverture du risque des marchés de l'énergie.

D'autres services ou outils pourront être proposés aux membres en fonction des évolutions réglementaires, techniques ou juridiques, tout au long de la durée du groupement.

Article 6 –Obligations des membres du groupement

En adhérant au groupement, les membres s'engagent à :

- Déterminer la nature et l'étendue de leurs besoins à satisfaire,
- Choisir la ou les énergie(s) pour laquelle ou lesquelles le membre souhaite adhérer au groupement,
- Conférer au groupement la prérogative de couvrir l'intégralité de leurs besoins en matière d'achat d'énergies, présents ou à venir au cours de la durée d'exécution de la présente convention, pour toutes les énergies qui les concernent,
- Prendre les délibérations et actes nécessaires pour autoriser le coordonnateur à signer les accords-cadres et marchés en leur nom,
- Respecter les délais de réponse impartis à la suite des demandes formulées par le coordonnateur, notamment pour le renouvellement des marchés ou accords-cadres,
- Respecter les décisions du coordonnateur, notamment les décisions d'attribution des accords-cadres et de leurs marchés subséquents, y compris les décisions de fixation des prix prises par le coordonnateur conformément aux modalités contractuelles des marchés,
- Participer aux frais de fonctionnement du groupement d'achat tels que définis à l'article 8 de la présente convention,
- S'engager à maintenir leur adhésion au groupement pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent en cours,
- Gérer leur périmètre pour les intégrations, modifications ou résiliations de points de relève de mesure d'énergie, via un ordre de service, et particulièrement vérifier l'intégration des nouveaux points de livraison/points de comptage et d'estimation,
- Assurer la gestion de la facturation (liquidation, paiement …) en lien avec le titulaire de chaque marché ou marché subséquent,
- Mener les procédures de cautionnement, de nantissement éventuel et de versement des avances,
- Appliquer les pénalités.

Chaque membre du groupement déléguera au fournisseur le soin de les représenter auprès du gestionnaire de réseau dans les conditions fixées au marché ou à l'accord-cadre.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Article 7 : Conditions Générales du groupement

7.1- Adhésion au groupement de commandes

Toute personne morale désignée à l'article 3 de la présente convention peut, à tout moment, adhérer au groupement d'achat selon les modalités suivantes :

- Faire une demande d'adhésion par courrier adressé au coordonnateur,
- Transmettre au coordonnateur par courrier la copie de la délibération (dont le modèle est transmis par le coordonnateur), ou de la décision, revêtant un caractère exécutoire, voire le pouvoir le cas échéant, autorisant l'adhésion du membre au groupement et validant le/les choix d'énergie retenu(s) par le membre,
- Transmettre au coordonnateur par courrier l'acte d'adhésion original signé, valant approbation de la convention de groupement par le membre.

L'adhésion du nouveau membre prend effet à compter de la date indiquée dans son acte d'adhésion.

Le nouveau membre pourra alors intégrer l'accord-cadre en cours d'exécution[1], sous conditions et sous réserve que le volume de consommation maximum fixé dans l'accord-cadre ne soit pas atteint.

7-2 – Conditions de sortie du groupement

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre conserve la possibilité de se retirer du groupement à tout moment.

Dans le cas où un membre souhaiterait se retirer du groupement, il en fait la demande par écrit au coordonnateur.

La demande de sortie du groupement du membre peut intervenir au moment où le SYDEV le sollicite par écrit en vue du renouvellement des marchés, dans le délai imparti communiqué par le coordonnateur. Si aucune réponse n'est apportée au SYDEV par le membre, alors le membre est automatiquement intégré dans le marché suivant par tacite reconduction, ainsi que ses points de relève de mesure d'énergie connus.

Si la demande de sortie intervient dans d'autres conditions, le membre devra réaliser les démarches de résiliation auprès du titulaire du marché pour le détachement de ses points de relève de mesure d'énergie et se verra, le cas échéant, appliquer des pénalités par le titulaire du marché.

7-3 – Mise à jour de la convention

Les membres du groupement ne peuvent s'opposer au retrait de membres ou à l'adhésion de nouveaux membres pendant toute la durée de validité de la présente convention.

Le coordonnateur transmet la mise à jour de la liste des membres annexée à la présente convention par tout moyen.

7.4 -Entrée en vigueur et durée du groupement

La présente convention entre en vigueur à compter de la date indiquée à l'annexe n°2 signée par le représentant du Coordonnateur attestant que l'ensemble des membres ont signé la convention.

Le groupement, ayant pour objet un achat répétitif, est constitué pour une durée illimitée.

7.5- Modifications de la convention

Toute modification de la présente convention de groupement, à l'exception du retrait de membres ou de l'adhésion de nouveaux membres, doit faire l'objet d'un avenant ayant reçu l'accord d'une majorité qualifiée des deux tiers de ses membres.

[1] *Cf. CJUE, Cour, 19 décembre 2018, « Autorita Garante della Concorrenza e del Mercato- Antitrust et Coopservice Soc. coop. arl contre Azienda Socio-Sanitaria Territoriale della Vallecamonica – Sebino (ASST)» C-216/17*

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Article 8 : Frais d'indemnisation du coordonnateur et modalités financières

Le coordonnateur perçoit une indemnisation pour la gestion du groupement.

Cette participation financière annuelle est versée par chaque membre dès lors qu'il prend part à un marché passé par le coordonnateur intégrant un de ses points de relève de mesure d'énergie (PDL, PCE, …).

Cette participation comprend une part fixe calculée selon la quantité de points de relève de mesure d'énergie et une part variable sur le volume de consommation totale pour chaque énergie dans le cadre du groupement. Elle est plafonnée par adhérent et par an.

Le coordonnateur percevra une participation minimale annuelle de 20 € HT par membre du groupement.

Cette participation est présentée dans le tableau suivant :

<table>
<tr><th></th><th colspan="2">ELECTRICITE</th><th>GAZ</th><th>AUTRE ENERGIE</th></tr>
<tr><td rowspan="3">Part fixe</td><td>Niveau de puissance</td><td>Participation forfaitaire</td><td>Participation forfaitaire</td><td>Participation forfaitaire</td></tr>
<tr><td>Puissance inférieure à 36 kVA</td><td>5 € HT / point*</td><td rowspan="2">20 € HT / point*</td><td rowspan="2">150 € HT</td></tr>
<tr><td>Puissance supérieure à 36 kVA</td><td>10 € HT / point*</td></tr>
<tr><td>Part variable</td><td colspan="4">0,20 € HT / MWh
(1 MWh = 1000 kWh)</td></tr>
<tr><td>Prix Plafond (part fixe + part variable)</td><td colspan="4">4 500 € HT</td></tr>
</table>

*Point : point de relève de mesure d'énergie distribuée sur le réseau (point de livraison, point de comptage …)

Les frais d'indemnisation du coordonnateur pour la gestion du groupement sont révisés annuellement à partir du 1er janvier 2027. L'indice de référence est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 publié par l'INSEE. Il est fait application de la formule suivante :

$\text{Total participation}_{(n)} = \text{Total participation}_{(n-1)} \times (\text{Indice Année N} / \text{Indice Année N-1})$

Indice n = dernier indice paru au 01/01/(N)
Indice Année n-1 = dernier indice paru au 01/01/(N-1)

Une collectivité qui participe au groupement uniquement pour l'électricité et qui n'a que des contrats avec des puissances souscrites inférieures ou égales à 36 kVA bénéficie d'une participation modulable en fonction du nombre de points de livraison.

Dans le cadre d'une adhésion en cours d'année, le calcul de la part fixe de la cotisation se fait au prorata du restant de l'année.

La participation financière est versée par les membres chaque année dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer émis par le SYDEV.

Cette participation ne pourra excéder les frais réellement engagés par le coordonnateur, en cas de dépassement, le surplus sera redistribué aux membres au prorata de leur participation.

Les participations sont versées par virement au Service de Gestion Comptable (SGC) Yon-Vendée, 40 Rue Gaston Ramon, BP 835, 85021 LA ROCHE SUR YON CEDEX, pour le compte du SYDEV ci-après :

BANQUE DE FRANCE – BDF LA ROCHE SUR YON	
IBAN	FR28 3000 1006 97D8 5200 0000 080
BIC	BDFEFRPPCCT

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

Le libellé du virement doit impérativement contenir « SYDEV » et la référence du titre.

Article 10 : Capacité à ester en justice

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

A compter de l'exécution de l'accord cadre ou du marché, en cas de litige avec le titulaire ou tiers au marché, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice pour les opérations dont il a la charge en application de la présente convention. Il informe le coordonnateur de ses démarches et de leur évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par le marché litigieux.

Article 11 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nantes

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Article 12 : Dissolution du groupement et résiliation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de disparition du besoin.

La dissolution du groupement, emportant résiliation de la convention, peut aussi intervenir soit :

- Par la décision d'une majorité qualifiée des deux tiers de ses membres, devant intervenir au moins un an avant la fin d'un marché. La décision devient effective à la fin du marché en cours.
- Par décision du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, ce dernier informera par courrier chaque membre de son intention de mettre fin à la présente convention. La résiliation prendra effet dans un délai minimum de six (6) mois à compter de la date d'envoi du courrier de résiliation.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

ANNEXE 1 – LISTE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

NOM
Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Vendée

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

ANNEXE 2 – ATTESTATION

Monsieur ……., agissant en sa qualité de ……représentant le SYDEV, coordonnateur du groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'énergies,

Atteste que la présente convention (GC2024-ACHATENERGIES) entre en vigueur à compter du ……, l'ensemble des membres ayant signé la convention à cette date.

Pour le SYDEV
Le Président,

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_18-DE

ACTE D'ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Dénomination sociale : .....

Adresse : .....

Représenté(e) par : .....

Dûment habilité(e) par ..... en date du .....

- **Accepte les termes de la convention constitutive du groupement – Réf. : GC2024-ACHATENERGIES**
- **Adhère au groupement de commandes relatif à la fourniture et l'acheminement pour les énergies suivantes :**
  - **ELECTRICITE** ☐
  - **GAZ NATUREL** ☐

Reconnaît que cette adhésion prendra effet, soit à la date d'entrée en vigueur fixée conformément à l'article 7.4 de la convention, soit, en cas d'adhésion postérieure à la constitution du groupement à la date du

Fait le …….. à ……

NOM	QUALITE	CACHET	SIGNATURE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-19 Accord cadre à bons de commande pour la fourniture de denrées alimentaires pour le fonctionnement de la cuisine centrale municipale - Avenant 1 aux lots 5, 11 et 13

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

2025-02-19 ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE DENRÉES ALIMENTAIRES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA CUISINE CENTRALE MUNICIPALE - AVENANT 1 AUX LOTS 5, 11 ET 13

Sur le rapport de Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-21 fixant les attributions exercées par le Maire au nom de la commune ;
Vu le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles R2194-7 et R2194-8 ;
Vu la délibération n° 2024-05-11 du 18 novembre 2024 attribuant l'accord cadre à bons de commande de fourniture de denrées alimentaires dont les lots 5,11 et 13 à la société PASSION FROID OUEST ;

Considérant la nécessité d'ajouter des références aux bordereaux des prix unitaires des lots 5 et 13 et de remplacer certaines références par d'autres pour les lots 11 et 13 de l'accord cadre à bons de commande de fourniture de denrées alimentaires ;

Considérant que ces modifications n'ont aucune incidence financière sur le marché dans la mesure où le montant maximum annuel de chaque lot reste inchangé ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** l'ajout de références aux bordereaux des prix unitaires des lots 5 et 13 de l'accord cadre à bons de commande de fourniture de denrées alimentaires ;

- **VALIDE** le remplacement de certaines références par d'autres dans le bordereau des prix unitaires des lots 11 et 13 dudit accord cadre ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces inhérentes au marché avec les soumissionnaires retenus de l'accord-cadre à bons de commandes pour la fourniture de denrées alimentaires conformément au tableau ci-dessous.

Lot	Désignation du lot	Nom du titulaire	Références modifiées
5	Viande fraiche sous vide de volaille	PASSION FROID OUEST	**Ajout** au BPU d'une référence (247311) sauté de poulet sans peau, sans os fermier Label Rouge IGP France 40/60grs proposition tarifaire : 12,55€ HT le kg
11	Produits surgelés	PASSION FROID OUEST	**Remplacement** de la référence 38104 Steak haché charolais 15% MG VBF 100 grs par la référence 61164 Steak haché VBF 15% MG BIO 100grs Charal au même prix

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

13	Produits laitiers et ovoproduits	PASSION FROID OUEST	**Remplacement** des références pré-emballées par les références tranchées 24 portions : •Réf 298952 Emmental 29% LFR (30Gx24) x6 VDC en remplacement de réf 11531 à 0.245 au même prix •Réf 192133 Tomme blanche 27% LFR (30Gx24) x6 VDC en remplacement de réf 20479 à 0.286 au même prix •Réf 192130 Bleu douceur 26% LFR (30Gx24) x6 VDC en remplacement de réf 10391 à 0.288 au même prix •Réf 192131 Comte AOP 32% VDC (30Gx24) x6 en remplacement de réf 11528 à 0.500 au même prix **Ajout** au BPU de la référence 285352 Emmental tranche 29% 5x15cm 25tr 500Gx10 proposition tarifaire : 8,80€ HT le kg.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE · VENDÉE · FONTANACUM-FELICIUM-INGENIORUM-SEDES-TURGO

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 01 [1]

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

VILLE DE FONTENAY VENDEE
9, rue Georges Clemenceau
85200 FONTENAY LE COMTE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

PASSION FROID OUEST
Route de Saint Pompain
85490 BENET

Siège social : POMONA SA
3 avenue du Docteur Ténine
92184 ANTONY cedex

N°SIRET : 552 044 992 02267
mail : ppf-ouest-marches-publics@passionfroid.fr
Tél : 02 40 18 95 08

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet de l'accord-cadre :

Fourniture de denrées alimentaires pour la ville de Fontenay Le Comte

Lot 11 : Produits surgelés

- Date de la notification de l'accord-cadre : 30 décembre 2024

- Durée d'exécution de l'accord-cadre : il est conclu à compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 ; reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 48 mois.

- Montant initial de l'accord-cadre :
  - Montant maximum annuel HT : 60 000,00 €

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

[1] Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

La modification introduite par le présent avenant est prise en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique qui dispose « les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 2194-8 du code de la commande publique qui dispose « le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ».

L'objet du présent avenant est le remplacement de la référence 38104 Steak haché charolais 15% MG VBF 100 grs par la référence 61164 Steak haché VBF 15% MG BIO 100grs Charal au même prix, soit 10,700 € HT / Kg (11,288 € TTC/ Kg)

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON ☐ OUI

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

A : Fontenay-le-Comte, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 01 [1]

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

VILLE DE FONTENAY VENDEE
9, rue Georges Clemenceau
85200 FONTENAY LE COMTE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

PASSION FROID OUEST
Route de Saint Pompain
85490 BENET

Siège social : POMONA SA
3 avenue du Docteur Ténine
92184 ANTONY cedex

N°SIRET : 552 044 992 02267
mail : ppf-ouest-marches-publics@passionfroid.fr
Tél : 02 40 18 95 08

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet de l'accord-cadre :

Fourniture de denrées alimentaires pour la ville de Fontenay Le Comte

Lot 13 : Produits laitiers et ovoproduits

- Date de la notification de l'accord-cadre : 30 décembre 2024

- Durée d'exécution de l'accord-cadre : il est conclu à compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 ; reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 48 mois.

- Montant initial de l'accord-cadre :
  - Montant maximum annuel HT : 120 000,00 €

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

La modification introduite par le présent avenant est prise en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique qui dispose « les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles » ; et de l'article R. 2194-8 du code de la commande publique qui dispose « le montant de la modification est inférieur

[1] Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ».

L'objet du présent avenant est le remplacement des références pré-emballées par les références tranchées 21 portions (fiches techniques jointes) :

- 298952 Emmental 29% LFR (30Gx24) x6 VDC remplace la réf 11531 à 0.245 au même prix
- 192133 Tomme blanche 27% LFR (30Gx24) x6 VDC remplace la réf 20479 à 0.286 au même prix
- 192130 Bleu douceur 26% LFR (30Gx24) x6 VDC remplace la réf 10391 à 0.288 au même prix
- 192131 Comte AOP 32% VDC (30Gx24) x6 remplace réf 11528 à 0.500 au même prix

Et l'ajout de la référence 285352 Emmental tranche 29% 5x15cm 25tr 500Gx10 proposition tarifaire : 8.80 ht/le kg.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON ☐ OUI

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

A : Fontenay-le-Comte, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 01 [1]

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

VILLE DE FONTENAY VENDEE
9, rue Georges Clemenceau
85200 FONTENAY LE COMTE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

PASSION FROID OUEST
Route de Saint Pompain
85490 BENET

Siège social : POMONA SA
3 avenue du Docteur Ténine
92184 ANTONY cedex

N°SIRET : 552 044 992 02267
mail : ppf-ouest-marches-publics@passionfroid.fr
Tél : 02 40 18 95 08

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet de l'accord-cadre :

Fourniture de denrées alimentaires pour la ville de Fontenay Le Comte

Lot 5 : Viande fraîche sous vide de volaille

- Date de la notification de l'accord-cadre : 30 décembre 2024

- Durée d'exécution de l'accord-cadre : il est conclu à compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 ; reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 48 mois.

- Montant initial de l'accord-cadre :
  - Montant maximum annuel HT : 70 000,00 €

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

La modification introduite par le présent avenant est prise en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique qui dispose « les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles » ; et de l'article R. 2194-8 du code de la commande publique qui dispose « le montant de la modification est inférieur

[1] Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ».

L'objet du présent avenant est d'ajouter la référence suivante au bordereau des prix unitaires :

Désignation / référence	Code réf. fournisseur	Code EAN	Marque	Conditionnement	PU HT	Taux TVA	PU TTC
SAUTE DE POULET SANS PEAU SANS OS FERMIER LABEL ROUGE	247311	3238990087054	LDC	Sachet de 2,5 kg	12,550 €/ kg	5,5%	13,240 €/kg

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON ☐ OUI

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

A : Fontenay-le-Comte, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_19-DE

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-20 Travaux de rénovation et de restructuration du Groupe Scolaire Bouron-Massé – Avenant lots 6, 8, 11 et 16

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

2025-02-20 TRAVAUX DE RÉNOVATION ET DE RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE BOURON-MASSÉ – AVENANTS AUX LOTS 4, 6, 8, 11 ET 16

Sur le rapport de Mme Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique **;**
Vu les délibérations du Conseil municipal n°2021-04-08 du 1er juin 2021 validant le programme pour la rénovation du groupe scolaire Bouron-Massé et n° 2022-02-09 du 29 mars 2022 approuvant l'avant-projet définitif ;
Vu les délibérations n°2023-06-19 du conseil municipal du 7 novembre 2023, n° 2024-01-08 du conseil municipal du 12 mars 2024, n° 2024-03-03 du 9 juillet 2024 et n° 2024-06-27 du 17 décembre 2024 approuvant les avenants au marché de travaux pour la rénovation et la restructuration du groupe scolaire Bouron-Massé ;
Vu les crédits inscrits au budget ;

Considérant l'attribution du marché de maitrise d'œuvre pour la rénovation du groupe scolaire Bouron-Massé au groupement dont le mandataire est la SAS DEESSE 23 Architecture ;

Considérant la nécessité de conclure un avenant pour les lots 4, 6, 8, 11 et 16 suivant les préconisations de l'architecte ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE les avenants** pour les lots 4, 6, 8, 11 et 16 du marché de travaux pour la rénovation et la restructuration du groupe scolaire Bouron-Massé présentés dans le tableau ci-dessous :

Lot	N° avenant	Nom du lot	Titulaire	Montant initial du marché en €HT	Montant avenant en €HT	Nouveau montant en €HT
4	1	Charpente métallique	**GUYONNET**	83 259,15	0	83 259,15
6	1	Traitement des façades	**SPP**	154 972,56	-45,93	152 926,63
8	1	Menuiseries extérieures / serrurerie	**LAINE**	228 682,04	1 128,16	229 810,20
11	3	Plafonds suspendus	**TECHNI PLAFONDS**	226 869,07 +1 781,25 (av. 1) +1 472,12 (av. 2)	8 385,09	238 507,53
16	1	Electricité	**COMELEC**	243 650,00	-8 807,20	234 842,80

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

- **AUTORISE** le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé

AVENANT N° 1 au marché de travaux

Titulaire du marché : **COMELECSERVICES**
ZA du Cloupinot

85570 PETOSSE

Marché approuvé le : **31/05/2022**

LOT 16 - Électricité CFO - CFA

Entre, la Commune de Fontenay le Comte représentée par M. Ludovic HOCBON d'une part,

Et L'entreprise **COMELECSERVICES** d'autre part,

Vu la concertation avec le maître d'ouvrage

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Objet de l'avenant :

Balance financière

Demandeur : ☑ Maitre d'Ouvrage ☐ Bureau de Contrôle ☐ Maitre d'Oeuvre ☐ Autre (à préciser)

Incidence planning : ☑ Non ☐ Oui (à préciser)

Incidence financière :

Devis de l'entreprise (voir pièce jointe)
Devis 25-238 - Balance financièreV2

Le montant total des modifications faisant l'objet du présent avenant est de :

- 8 807,20 € HT, soit - 10 568,64 € TTC *TVA 20%*

Le montant initial du marché qui était :

243 650,00 € HT, soit 292 380,00 € TTC *TVA 20%*

et passe après avenant n° 1 à 234 842,80 € HT, soit 281 811,36 € TTC *20%*

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

Maillezais, le 02/04/2025

FRÊNESIS, architecte L'Entreprise Maître d'ouvrage

FRÊNESIS
SARL D'ARCHITECTURE
29 rue du Dr Daroux - 85420 Maillezais
02 51 69 23 83 - contact@frenesis.com
Siren 525 061 362 - RCS La Roche sur Yon - Capital de 7500 €

COMELEC services
Electricité Générale
Tertiaire & Industrielle

ZA DE CLOUPINOT - - 85570 PETOSSE
Tél : 02 51 87 69 64 - Fax : 02 51 87 60 96

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

D E V I S

PETOSSE, le 02 avril 2025

Référence :25-238

Objet du devis

Ville de Fontenay le Comte
4 Quai Victor Hugo
BP 19
85201 Fontenay le comte cedex

Rénovation du groupe scolaire "BOURON MASSE" - FONTENAY LE COMTE - Lot n°16 Electricité
Divers

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T	TVA
1	**Devis 24-407 - Suite remarque du Bureau de contrôle**					
	Remplacement de la prise 63A extérieur par une prise Hypra avec interrupteur					
1.1	Fourniture coffret monoprise Hypra 63A avec interrupteur	U	1,00	581,30	581,30	5
1.2	Main d'oeuvre de remplacement	H	0,50	49,00	24,50	5
	Sous-total Devis 24-407 - Suite remarque du Bureau de contrôle				**605,80**	
2	**Devis 25-198 : Moins value**					
2.1	*Moins values luminaire déco restaurant*					
2.1.1	Luminaire 4a suspension déco	U	-6,00	764,00	-4 584,00	5
2.1.2	Luminaire 4b suspension déco	U	-2,00	1 054,00	-2 108,00	5
2.1.3	Luminaire 4c suspension déco	U	-1,00	1 121,00	-1 121,00	5
	Sous-total Moins values luminaire déco restaurant				**-7 813,00**	
2.2	*Moins values candélabre extérieur*					
2.2.1	Pose candélabre extérieur	U	-5,00	320,00	-1 600,00	5
	Sous-total Moins values candélabre extérieur				**-1 600,00**	
	Sous-total Devis 25-198 : Moins value				**-9 413,00**	

En cas d'acceptation du devis, merci de nous retourner un exemplaire daté et signé précédé de la mention bon pour accord
DEVIS VALABLE 1 MOIS

Total H.T.	**-8 807,20**
Total T.V.A. 20,00 %	**-1 761,44**
Total T.T.C.	-10 568,64
Net à payer (Euro)	**-10 568,64**

IBAN : FR76 1470 6001 3182 3957 4800 147
BIC : AGRIFRPP847

Aucun escompte ne sera accodé pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal en vigueur pourra être appliqué. Pour les professionnels, une indemnité forfaite minimum de 40€ sera due.
Notre devis est établi sur la base du taux de TVA applicable au moment de sa remise ; toute variation de ce taux découlant des dispostions législativves ou règlementaires à venir sera répercutée.
MEDIATION DE LA CONSOMMATION : En cas de lititge non résolu par une solution amiable et ayant fait l'objet d'une réclamation écrite adressée par le client consommateur à l'entreprise, vous pouvez soumettre le différend au médiateur de la consommation dont les coordonnées sont les suivantes : LA MEDIATION - modérteur certifié / Site WEB : capebpdl.mediateurconsommation.fr - mail : mediateurcapebpdl@mediateursconsommation.fr / 1 Allée des Camélias - 44500 LA BAULLE

©Sage

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

FRÊNESIS

Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé

AVENANT N° 1 au marché de travaux

Titulaire du marché : **GUYONNET**
ZI St Médard des Prés
BP 215
85204 FONTENAY LE COMTE Cedex

Marché approuvé le : **06/10/2022**

LOT 4 - Charpente métallique

Entre, la Commune de Fontenay le Comte représentée par M. Ludovic HOCBON d'une part,

Et L'entreprise **GUYONNET** d'autre part,

Vu la concertation avec le maître d'ouvrage

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Objet de l'avenant :
Balance financière V6

Demandeur : ☑ Maitre d'Ouvrage ☐ Bureau de Contrôle ☑ Maitre d'Oeuvre ☐ Autre (à préciser)

Incidence planning : ☑ Non ☐ Oui (à préciser)

Incidence financière :

Devis de l'entreprise (voir pièce jointe)
Devis 23/148C - Balance financièreV6

Le montant total des modifications faisant l'objet du présent avenant est de :
- € HT, soit - € TTC *TVA 20%*

Le montant initial du marché qui était :
83 259,15 € HT, soit 99 910,98 € TTC *TVA 20%*

et passe après avenant n° 1 à 83 259,15 € HT, soit 99 910,98 € TTC *20%*

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

Maillezais, le 10/04/2023

FRÊNESIS, architecte — L'Entreprise — Maître d'ouvrage

FRÊNESIS
SARL D'ARCHITECTURE
29 rue du Dr Daroux - 85420 Maillezais
02 51 69 23 83 - contact@frenesis.com
RCS La Roche sur Yon - Capital de 7500 €

GUYONNET S.A.S. Constructions Métalliques
Z.I. St Médard des Prés
3 Impasse des Champs Dorés
85200 FONTENAY-LE-COMTE
Tél. : 02 51 51 89 87 - Capital : 510.000 €
RCS La Roche-sur-Yon 341 922 680 - TVA Intracom FR 36 341 922 680

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

GUYONNET S.A.S.
CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

3 impasse des Champs Dorés
ZI St Médard des Prés
85200 FONTENAY-LE-COMTE
Tél. 02.51.51.89.87 – Mail : contact@guyonnet.fr

Ville de FONTENAY LE COMTE
4, Quai Victor Hugo
BP 19
85201 FONTENAY LE COMTE CEDEX

D E V I S

FONTENAY LE COMTE, le 09/07/2024

Référence : 23/148C
Objet du devis : *Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé*
85 - Fontenay le Comte
Lot N°04 - CHARPENTE METALLIQUE

Réf.	Descriptif des travaux	U	Quantité	Prix unit.	Montant	TVA
1	**TRAVAUX EN MOINS**		1,00		-19 292,34	
1.1	-Démontage de charpente métallique		1,00		-3 747,49	
1.1.1	Dépose et évacuation de charpente existante, comprenant : - Dépose des poutres, pannes et arbalétriers existants. - Compris tri sélectif des délivres et acheminement en sites spécialisés. - Surface de dépose : 131m²52. NOTA : - L'électricien devra être intervenu avant notre intervention, pour réaliser l'Isolement électrique des équipements existants. - L'ensemble des plafonds et ossatures associées aura été déposé au préalable par le Lot 11. - L'ensemble du complèxe d'étanchéité aura été déposé au préalable par le Lot 07. **- Localisation :** La zône sanitaire maternelle.	Ens	-1,00	1 721,02	-1 721,02	3
1.1.2	**Ossature métallique**, comprenant : - Structure en profils du commerce. - Les platines et assemblages. - La protection par peinture anti-rouille de l'ensemble. - Poids du groupe : — Kg. **- Localisation :** Comble Préau maternelle - CTA.	Ens	-1,00	1 352,69	-1 352,69	3
1.1.3	**Profil métallique**, comprenant : - Poutres en profils du commerce. - Les platines et assemblages. - La protection par peinture anti-rouille de l'ensemble. - Fixation chimique dans la maçonnerie. - Poids du groupe : 350 Kg. **- Localisation :** Zone 6 suivant Plan ATES.	Ens	-1,00	673,78	-673,78	3
1.2	-Charpente métallique neuve		1,00		-15 544,85	
1.2.1	Charpente métallique, comprenant : - Ossature de couverture en profils du commerce suivant étude ATES. - Coupes, platines et assemblages. - Pose chevillée entre murs de maçonnerie. - Poids : 2 392Kgs environ. **- Localisation :** La charpente refaite sur le sanitaire maternelle.	Ens	-1,00	15 189,81	-15 189,81	3

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Suite du Devis N° 23/148C

Réf.	Descriptif des travaux	U	Quantité	Prix unit.	Montant	TVA
	Protection anti-corrosion : Nous avons prévu un traitement de surface par application en atelier d'un primaire antirouille à base de résines alkydes. Ce type de peinture dite "primaire basique" est destiné à la protection des structures intérieures en atmosphère inerte et doit être protégé des intempéries dans les délais les plus brefs.(risques de jaunissement et de modification de teinte par exposition au U.V, enrouillement des arêtes, farinage etc...) Ce produit ne peut en aucun cas être considéré comme une peinture de finition; l'application d'une couche ultérieure est vivement conseillée. Aucune garantie anti-corrosion ne peut être exigée pour ce type de protection.					
1.2.2	Protection de charpente métallique par peinture antirouille, comprenant : - Nettoyage et dégraissage. - Une couche d'antirouille Alkyde y compris raccord après pose. - RAL du nuancier standard. - Poids : 2 392Kgs environ. **- Localisation :** L'ensemble de la charpente ci-dessus.	Ens	-1,00	355,04	-355,04	3
	Sous-total H.T. 1 TRAVAUX EN MOINS :				***-19 292,34***	
2	**TRAVAUX EN PLUS**		**1,00**		**18 615,91**	
2.1	**Charpente sanitaire maternelle**		**1,00**		**4 581,06**	
2.1.1	Honoraires pour frais d'étude, pour la vérification de la charpente métallique existante, comprenant le relevé sur site, et la justification.	U	1,00	1 300,00	1 300,00	3
2.1.2	**Adaptation de l' ossature métallique**, support du CTA, au droit des sanitaires maternelles, suite à la conservation de la charpente métallique existante.	Ens	1,00	1 799,87	1 799,87	3
2.1.3	**Ossature métallique**, comprenant : - Structure en profils du commerce. - Les platines et assemblages. - La protection par peinture anti-rouille de l'ensemble. - Poids du groupe : 400 Kg. **- Localisation :** Toiture Zone D - CTA.	Ens	1,00	1 481,19	1 481,19	3
2.2	**-Empannage préau 1**		**1,00**		**3 583,14**	
2.2.1	Rajout de pannes support de la couverture translucide, afin de diminuer la portée des bacs. - 20 cours de pannes, pour 12 de prévus, soit 8 cours supplémentaires. **- Localisation :** Le Préau Maternelle.	Ens	1,00	3 583,14	3 583,14	3
2.3	**-Empannage préau 2**		**1,00**		**1 880,10**	
2.3.1	Rajout de pannes support de la couverture translucide, afin de diminuer la portée des bacs. - 12 cours de pannes, pour 7 de prévus, soit 5 cours supplémentaires. **- Localisation :** Le Petit Préau Maternelle.	Ens	1,00	1 880,10	1 880,10	3

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Suite du Devis N° 23/148C

Réf.	Descriptif des travaux	U	Quantité	Prix unit.	Montant	TVA
2.4	Rives de couverture		1,00		3 895,00	
2.4.1	Habillages de finition laqué		1,00		3 895,00	
2.4.1.1	Fourniture et pose de rive en tôle d'acier ép. 75/100ème, prélaquée 25 µ, RAL à définir dans le nuancier standard. -Fixation vissée dans la cornière ci-dessus, aprés la mise en oeuvre de l' ITE. - 3 plis et developpé de 550 mm. - Compris coupes et ajustages. Localisation : Elémentaire	Ml	17,00	41,00	697,00	3
2.4.1.2	Fourniture et pose de rive en tôle d'acier ép. 75/100ème, prélaquée 25 µ, RAL à définir dans le nuancier standard. -Fixation vissée dans la cornière ci-dessus, aprés la mise en oeuvre de l' ITE. - 3 plis et developpé de 550 mm. - Compris coupes et ajustages. Localisation : Maternelle	Ml	27,00	41,00	1 107,00	3
2.4.1.3	Fourniture et pose de rive en tôle d'acier ép. 75/100ème, prélaquée 25 µ, RAL à définir dans le nuancier standard. -Fixation vissée dans la cornière ci-dessus, aprés la mise en oeuvre de l' ITE. - 3 plis et developpé de 550 mm. - Compris coupes et ajustages. Localisation : Restauration	Ml	51,00	41,00	2 091,00	3
2.5	Clotures et Portails		1,00		4 676,61	
2.5.1	Reprise de la cloture à l angle de l entrée maternelle		1,00		264,40	
2.5.1.1	Découpe du grillage de la cloture, et fixation sur 2 poteaux a cheviller (sur plots béton, non compris).	U	1,00	264,40	264,40	3
2.5.2	Modification portail accès cour de service (3.50*1.25 m ht)		1,00		1 882,52	
2.5.2.1	Modification du portail existant comprenant : - Dépose du portail Fourniture et pose d'un nouveau portail. **Localisation :** Accès Cour de Service - Préau	U	1,00	1 882,52	1 882,52	3
2.5.3	Fourniture et pose d'une clôture panneaux grillagés à l'interieur du muret. accès cour de service		1,00		2 529,69	
2.5.3.1	Modification du portail existant comprenant : - Dépose du portail - Dépose du grillage existant - Fourniture et pose d'un nouveau Grillages Ht 1.50Ht. **Localisation :** Accès Cour de Service - Cuisine	U	1,00	2 529,69	2 529,69	3
	Sous-total H.T. 2 TRAVAUX EN PLUS :				***18 615,91***	
3	LAQUAGE CHENEAUX ET DESCENTES EP DES PRÉAUX		1,00		676,43	
3.1	Laquage des chéneaux et des descentes d'eaux pluviales, comprenant : - 1 Accrochage - Le dégraissage et rincage - 1 apprêt - Le thermolaquage	Ens	1,00	676,43	676,43	3
	H.T. 3 LAQUAGE CHENEAUX ET DESCENTES EP DES PRÉAUX :				***676,43***	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

RECAP.	(3) TVA 20%	(5) TVA 10%
Montant HT		
Montant TVA		

Total H.T.	€
TOTAL T.V.A.	
MONTANT T.T.C.	€

Bon pour accord,

Date et signature :

Prix, valeur juillet 2024. Devis valable 1 mois.
Délai de réalisation :
Conditions de règlement :

GUYONNET S.A.S. Constructions Métalliques
Z.I. St Médard des Prés
3 Impasse des Champs Dorés
85200 FONTENAY-LE-COMTE
Tél. : 02 51 51 89 87 - Capital : 510.000 €
RCS La Roche sur Yon 341 922 680 - TVA Intracom FR 36 341 922 680

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Total Net	
TOTAL T.V.A.	
Total T.T.C.	
Acompte	
MONTANT T.T.C. €uros	

Devis N° : 23/148C
Devis détaillé par poste :
Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé
85 - Fontenay le Comte
Lot N°04 - CHARPENTE METALLIQUE

RECAPITULATIF GENERAL

	Descriptif	Montant
1	TRAVAUX EN MOINS	-19 292,34
1.1	-Démontage de charpente métallique	-3 747,49
1.2	-Charpente métallique neuve	-15 544,85
2	TRAVAUX EN PLUS	18 615,91
2.1	Charpente sanitaire maternelle	4 581,06
2.2	-Empannage préau 1	3 583,14
2.3	-Empannage préau 2	1 880,10
2.4	Rives de couverture	3 895,00
2.4.1	Habillages de finition laqué	3 895,00
2.5	Clotures et Portails	4 676,61
2.5.1	Reprise de la cloture à l angle de l entrée maternelle	264,40
2.5.2	Modification portail accès cour de service (3.50*1.25 m ht)	1 882,52
2.5.3	Fourniture et pose d'une clôture panneaux grillagés à l'interieur du muret. accès co	2 529,69
3	LAQUAGE CHENEAUX ET DESCENTES EP DES PRÉAUX	676,43

RECAPITULATIF	(3) TVA 20%	(5) TVA 10%
Montant HT		
Montant TVA		

	Montant
Total H.T.	€
TOTAL T.V.A.	€
MONTANT T.T.C.	€

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé

AVENANT N° 1 au marché de travaux

Titulaire du marché : **SPP**
9 Rue St Nicolas

86440 MIGNE AUXANCES

Marché approuvé le : **06/10/2022**

LOT 6 - Traitement des façades

Entre, la Commune de Fontenay le Comte représentée par M. Ludovic HOCBON d'une part,

Et L'entreprise **SPP** d'autre part,

Vu la concertation avec le maître d'ouvrage

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Objet de l'avenant :

Changement de prestataire sur profil de bavette et travaux complémentaires d'enduit sur acrotère existant

Demandeur : ☑ Maitre d'Ouvrage ☐ Bureau de Contrôle ☐ Maitre d'Oeuvre ☐ Autre (à préciser)

Incidence planning : ☑ Non ☐ Oui (à préciser)

Incidence financière :

Devis de l'entreprise (voir pièce jointe)
Devis 240284 - Moins values sur ITE
Devis 250454 - Travaux sur acrotere du preau

Le montant total des modifications faisant l'objet du présent avenant est de :

-	45,93 €	HT, soit	-	55,12 €	TTC	*TVA*	*20%*

Le montant initial du marché qui était :

	154 972,56 €	HT, soit		185 967,07 €	TTC	*TVA*	*20%*

et passe après avenant n°	1	à	154 926,63 €	HT, soit	185 911,96 €	TTC	*20%*

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

Maillezais, le 02/04/2025

FRÊNESIS, architecte — L'Entreprise — Maître d'ouvrage

FRÊNESIS
SARL D'ARCHITECTURE
29 rue du Dr Daroux - 85420 Maillezais
02 51 69 23 83 - contact@frenesis.com
Siren 525 061 362 - RCS La Roche sur Yon - Capital de 7500 €

Olivier BOURDEAU
Signature numérique de Olivier BOURDEAU
Date : 2025.04.23 10:05:14 +02'00'

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Peinture . Revêtements Murs & Sols . Isolation . Étanchéité . Façades

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
9 RUE GEORGES CLEMENCEAU

85200 FONTENAY LE COMTE

N° TVA Intra-comm. client : FR64218500924

Migné-Auxances, le 16 février 2024

GROUPE SCOLAIRE BOURON MASSE - FONTENAY LE COMTE
RENOVATION ET RESTRUCTURATION

LOT N° 06 : TRAITEMENT FACADES
TRAVAUX EN MOINS-VALUE

DEVIS N° 240284

Chargé d'affaires : Olivier BOURDEAU

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

N°	Désignation	U	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.	TVA
0	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR					
0.6.3	SUPPRESSION Bavette d'appui </= à 0.40 m dèv. en tôle laquée pliée d'aluminium.	Ml	-24,66	45,80	-1 129,43	20,00
	Total ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR				**-1 129,43**	

Bon pour Accord. Devis N° 240284

Signature Client:

Total H.T.	**-1 129,43 €**
Total T.V.A. 20,00 %	**-225,89 €**
Total T.T.C. (Euro)	**-1 355,32 €**

©Sage

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Société Poitevine de Peinture

Peinture . Revêtements Murs & Sols . Isolation . Étanchéité . Façades

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
9 RUE GEORGES CLEMENCEAU

85200 FONTENAY LE COMTE

N° TVA Intra-comm. client : FR64218500924

Migné-Auxances, le 02 avril 2025

GROUPE SCOLAIRE BOURON MASSE - FONTENAY LE COMTE
RENOVATION ET RESTRUCTURATION

LOT N° 06 : TRAITEMENT FACADES
TRAVAUX SUR ACROTERE

DEVIS N° 250454

Chargé d'affaires : Olivier BOURDEAU

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

Devis n° : 250454 - COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE

N°	Désignation	U	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.	TVA
1	TRAVAUX SUR ACROTERE DU PREAU ECOLE MATERNELLE - Après travaux préparatoires, - Application d'une couche d'impression opacifiante STO PRIM BL des Etablissements STO, - Réalisation d'un RPE à la lisseuse à raison de 2.80 Kg/m² STOLIT K 1.5 des Etablissements STO à l'identique des façades.	Ens	1,00	1 083,50	1 083,50	20,00

Bon pour Accord. Devis N° 250454

Signature Client:

Total H.T.	**1 083,50 €**
Total T.V.A. 20,00 %	**216,70 €**
Total T.T.C. (Euro)	**1 300,20 €**

©Sage

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

FRÊNESIS

Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé

AVENANT N° 3 au marché de travaux

Titulaire du marché : **TECHNI PLAFONDS**
ZAE Maunit
113 Rue de Maunit
85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Marché approuvé le : **06/10/2022**

LOT 11 - Faux-plafonds

Entre, la Commune de Fontenay le Comte représentée par M. Ludovic HOCBON d'une part,

Et L'entreprise **TECHNI PLAFONDS** d'autre part,

Vu la concertation avec le maître d'ouvrage

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Objet de l'avenant :

Traitement acoustique complémentaire

Demandeur : ☑ Maitre d'Ouvrage ☐ Bureau de Contrôle ☐ Maitre d'Oeuvre ☐ Autre (à préciser)

Incidence planning : ☑ Non ☐ Oui (à préciser)

Incidence financière :

Devis de l'entreprise (voir pièce jointe)

Devis 8409 - Traitement acoustique complémentaire

Le montant total des modifications faisant l'objet du présent avenant est de :

8 385,09 € HT, soit 10 062,11 € TTC *TVA 20%*

Le montant initial du marché qui était :

226 869,07 € HT, soit 272 242,88 € TTC *TVA 20%*

et passe après avenant n°	1	à	228 650,32 €	HT, soit	274 380,38 €	TTC 20%
et passe après avenant n°	2	à	230 122,44 €	HT, soit	276 146,93 €	TTC 20%
et passe après avenant n°	3	à	238 507,53 €	HT, soit	286 209,04 €	TTC 20%

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

Maillezais, le 02/04/2025

FRÊNESIS, architecte — L'Entreprise — Maître d'ouvrage

FRÊNESIS
SARL D'ARCHITECTURE
29 rue du Dr Daroux - 85420 Maillezais
02 51 69 23 83 - contact@frenesis.com
Siret 452 - RCS La Roche sur Yon - Capital de 7500 €

TECHNI PLAFONDS
Z.A.I. de Maunit
85290 MORTAGNE-SUR-SÈVRE
Tél. 02 51 57 00 98
Fax 02 51 57 38 97
SIRET 451 039 085 00027

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

TECHNI PLAFONDS
ZAE DE MAUNIT - 113 RUE DE MAUNIT
85290 MORTAGNE SUR SEVRE
Tél : 0251570098 - email : contact@techni-plafonds.fr

D E V I S

MORTAGNE SUR SEVRE, le 02 avril 2025

Référence :00008409

Votre interlocuteur : David BOUSSION

Objet du devis

VILLE DE FONTENAY LE COMTE
4 QUAI VICTOR HUGO

85200 FONTENAY LE COMTE

EXTENSION ET RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE BOURON MASSE 85 FONTENAY LE COMTE LOT N°11 PLAFONDS SUSPENDUS

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
	TRAITEMENT ACOUSTIQUE DE LA CIRCULATION CENTRALE				
1	FOURNITURE ET POSE DE PANNEAUX ACOUSTIQUE DU TYPE TEMPO 1200X1200 SUSPENDU PAR CABLES	U	3,00	355,28	1 065,84
2	FOURNITURE ET POSE DE PANNEAUX ACOUSTIQUE DU TYPE TEMPO 1200X1200 PLAQUE AU MUR AVEC 2 RAILS	U	5,00	367,19	1 835,95
	TRAITEMENT ACOUSTIQUE DU HALL D'ENTREE				
3	FOURNITURE ET POSE DE PANNEAUX ACOUSTIQUE DU TYPE TEMPO 1200X1200 SUSPENDU PAR CABLES	U	15,00	355,28	5 329,20
4	TAXE DE TRAITEMENT DES DECHETS SUIVANT ARTICLE L.541-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	U	23,00	6,70	154,10

Devis valable 1 mois conditionné par une clause de révision de prix en cas de hausse du coût de la main d'oeuvre ou des matières premières inérante à l'entreprise.

Total H.T.	**8 385,09**
Total T.V.A. 20,00 %	1 677,02
Total T.T.C.	**10 062,11**
Net à payer (Euro)	**10 062,11**

Le montant TTC de la prestation tiendra compte du taux de TVA applicable à la date d'éxécution de la prestation.

Bon pour Accord
Le
Cachet + signature

©Sage

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

FRÊNESIS

Rénovation et restructuration du Groupe Scolaire Bouron Massé

AVENANT N° 1 au marché de travaux

Titulaire du marché : **LAINE**
19 Rue des Grands Moulins
St Georges de Montaigu
85600 MONTAIGU - VENDÉE

Marché approuvé le : **06/10/2022**

LOT 8 - Menuiseries extérieures - Serrurerie

Entre, la Commune de Fontenay le Comte représentée par M. Ludovic HOCBON d'une part,

Et L'entreprise **LAINE** d'autre part,

Vu la concertation avec le maître d'ouvrage

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Objet de l'avenant :

Changement de prestataire sur profil de bavette

Demandeur : ☑ Maitre d'Ouvrage ☐ Bureau de Contrôle ☐ Maitre d'Oeuvre ☐ Autre (à préciser)

Incidence planning : ☑ Non ☐ Oui (à préciser)

Incidence financière :

Devis de l'entreprise (voir pièce jointe)
Devis 230600000038 - TS1 (ligne 2)

Le montant total des modifications faisant l'objet du présent avenant est de :
1 128,16 € HT, soit 1 353,79 € TTC *TVA 20%*

Le montant initial du marché qui était :
228 682,04 € HT, soit 274 418,45 € TTC *TVA 20%*

et passe après avenant n° 1 à 229 810,20 € HT, soit 275 772,24 € TTC *20%*

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

Maillezais, le 14/11/2024

FRÊNESIS, architecte — L'Entreprise — Maître d'ouvrage

FRÊNESIS
SARL D'ARCHITECTURE
29 rue du Dr Daroux - 85420 Maillezais
02 51 69 23 83 - contact@frenesis.com
Siren 525 061 362 - RCS La Roche sur Yon - Capital de 7500 €

S.A.R.L. LAINÉ
au capital de 100.000,00 Euros
Z.I. Les Grands Moulins
85600 SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU
Tél. 02 51 42 04 54 · Fax 02 51 42 06 28
contact@laine-sarl.com
SIRET 477 751 119 00017 · APE 4332 B

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_20-DE

LAINÉ
des menuiseries à vos mesures

- Menuiseries
- Façades aluminium
- Stores
- Volets
- Portails

Certificat N°75965

19. rue des Grands Moulins
Saint Georges de Montaigu
85600 MONTAIGU-VENDEE
Tél : 0251420454
Fax : 0251420633
Site web : www.laine-sarl.com
Email : contact@laine-sarl.com

MAIRIE de Fontenay-le-Comte
9. rue Georges Clémenceau
85200 FONTENAY LE COMTE

Date : 29/06/2023
Durée de validité : 1 mois

Devis N° 230600000038

Description	Unité	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
Rénovation et restructuration du groupe scolaire "BOURON MASSE" rue Georges Pompidou 85200 Fontenay Le Comte					
Fourniture et pose de :					
Châssis fixe plein en alu laqué blanc 9010 sur le hall accueil de loisirs Dim : 440 L x 2440 ht	U	1,00	658,00	poste non concerné par le présent avenant	
Bavette d'appuis en tôle alu laqué Blanc 9010 SAV fenêtres existantes	ML	25,64	44,00	1 128,16	20,00

Devis gratuit. Les prix TTC sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation de ces taux sera répercutée sur les prix.
Assurance professionnelle N°1247000/001 436634 souscrite auprès de SMABTP 44702 ORVAUT .
Au titre de Menuiserie en Aluminium et en Matériaux de Synthèse - Fermetures . Valable en France Métropolitaine et Dom

Taux	Base HT	Montant TVA
20,00	1 128,16	225,63

Total HT	1 128,16
Total TVA	225,63
Total TTC	1 353,79
Net à payer	1 353,79 €

Bon pour éxécution des travaux :
Date : **Signature :**

Conditions de paiement :
30% à la commande, le solde à réception des travaux
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-21 Personnel communal - Mise à disposition auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

2025-02-21 PERSONNEL COMMUNAL - MISE À DISPOSITION AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
Vu la délibération 2016-09-10 de la Ville de Fontenay-le-Comte décidant la création à compter du 1er janvier 2017 d'un service commun « Bureau d'études technique » en lien avec la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,
Vu la délibération 2023-07-33 de la Ville de Fontenay-le-Comte approuvant le renouvellement des conventions de mutualisations du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026 et précisant que ces conventions seront reconduites par tacite reconduction,

Considérant la mise à disposition partielle de deux agents auprès du service commun bureau d'études pour occuper les fonctions pour l'un d'assistante et pour l'autre d'économe de flux ;
Considérant que ces 2 agents ont donné leur accord pour occuper ces fonctions à hauteur de 33 % de son temps de travail pour l'assistante et 20 % de son temps de travail pour l'économe de flux et qu'ils sollicitent leur mise à disposition auprès de la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la mise à disposition de 2 agents auprès du service commun bureau d'études de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée :
  - 1 agent, adjoint administratif (catégorie C) pour occuper les fonctions d'assistante administrative, à hauteur de 33% de son temps de travail,
  - 1 agent, adjoint technique principal de 1ère cl. (catégorie C), pour occuper les fonctions d'économe de flux, à hauteur de 20% de son temps de travail ;
- **APPROUVE** les conditions de la mise à disposition indiquées dans les conventions jointes en annexes pour une durée de 3 ans à compter du 1er mai 2025, renouvelable par tacite reconduction ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer les conventions de mise à disposition à intervenir entre la Ville et la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée à compter du 1er mai 2025.

Le secrétaire de séance,
Benjamin VERGNAUD

Le Maire,
Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

SRH/NS

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE MME [ ]
ADJOINT ADMINISTRATIF

Entre les soussignés :

La Ville de Fontenay-le-Comte, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 29 avril 2025, ci-après désignée « la collectivité employeur »,

Et :

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, représentée par son 1er Vice-président, Monsieur Michel HERAUD, par délégation du Président en date du ……. ,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la Ville de Fontenay-le-Comte met à disposition de la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée, Madame [ ], Adjoint administratif.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

Madame [ ], Adjoint administratif est mise à disposition en vue d'exercer les fonctions d'assistante du bureau d'études mutualisé.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION

Mme [ ], est mise à disposition de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée à compter du 1er mai 2025, pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

Le travail de Mme [ ], est organisé par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée qui assurera les missions suivantes à raison de 33 % de son emploi du temps :
- Assurer l'assistance du Directeur du bureau d'études mutualisé,
- Suivi administratif et financier du bureau d'études mutualisé,
- Rédaction des notes de bureau.

La Ville de Fontenay-le-Comte continue à gérer la situation administrative de Mme [ ] mis à disposition (*avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, discipline).*

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La Ville de Fontenay-le-Comte verse à Mme [redacted], mis à disposition, l'intégralité de la rémunération correspondant à son grade ou à son emploi d'origine *(émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial + indemnités et primes liées à l'emploi).*

Le Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ne verse aucun complément de rémunération à Mme [redacted] sous réserve des remboursements de frais.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la Ville de Fontenay-le-Comte est remboursé au prorata du temps de mise à disposition par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Les congés de maladie seront refacturés sur le reste à charge* des arrêts longs et des congés maternité :

- à partir de 30 jours ouvrés continus pour les arrêts maladie jusqu'à la fin de l'arrêt maladie,
- à partir du congé pathologique pour les congés maternités jusqu'à la fin du congé maternité.

** reste à charge : après déduction de toutes aides/assurances versées à la collectivité d'origine sur les dépenses pour le salaire de l'agent pendant son arrêt.*

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU FONCTIONNAIRE MISADISPOSITION

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée transmet un rapport annuel sur l'activité de Mme [redacted] à la Ville de Fontenay-le-Comte.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Fontenay-le-Comte est saisie par la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-Vendée.

ARTICLE 8 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin de manière anticipée, à la demande :

- de la Ville de Fontenay-le-Comte,
- de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,
- de Mme [redacted],

dans le respect d'un préavis de 1 mois.

A l'issue de la mise à disposition, Mme [redacted] est réintégrée pour la totalité de son temps de travail dans sa collectivité d'origine.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nantes 6 allée de l'Ile Gloriette 44041 Nantes cedex. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Fontenay-le-Comte, le

Pour la Collectivité d'origine	**Pour la Collectivité d'accueil**
Le Maire de la Ville de Fontenay-le-Comte,	**Le Vice-Président de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée par délégation,**
Ludovic HOCBON	**Michel HERAUD**

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

SRH/NS

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE M. [redacted] ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ère CLASSE

Entre les soussignés :

La Ville de Fontenay-le-Comte, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 29 avril 2025, ci-après désignée « la collectivité employeur »,

Et :

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, représentée par son 1er Vice-président, Monsieur Michel HERAUD, par délégation du Président en date du ……..,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la Ville de Fontenay-le-Comte met à disposition de la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée, M. [redacted], Adjoint technique principal de 1ère classe.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

M. [redacted], Adjoint technique principal de 1ère classe est mis à disposition en vue d'exercer les fonctions d'économe de flux au sein du bureau d'études mutualisé.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION

M. [redacted], est mis à disposition de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée à compter du 1er mai 2025, pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

Le travail de M. [redacted], est organisé par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée qui assurera les missions suivantes à raison de 20 % de son emploi du temps :
- Gestion, optimisation des consommations,
- Analyse des anomalies éventuelles de facturation et contrôle des dérives de consommation,
- Traitement des demandes de nouveaux branchements ou contrats auprès des opérateurs et fournisseurs,
- Suivi des consommations et des contrats.

La Ville de Fontenay-le-Comte continue à gérer la situation administrative de M. Frédéric MORIN mis à disposition (*avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, discipline).*

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La Ville de Fontenay-le-Comte verse à M. [redacted], mis à disposition, l[redacted] grade ou à son emploi d'origine *(émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial + indemnités et primes liées à l'emploi).*

Le Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ne verse aucun complément de rémunération à M. [redacted] sous réserve des remboursements de frais.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la Ville de Fontenay-le-Comte est remboursé au prorata du temps de mise à disposition par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Les congés de maladie seront refacturés sur le reste à charge* des arrêts longs et des congés maternité :
- à partir de 30 jours ouvrés continus pour les arrêts maladie jusqu'à la fin de l'arrêt maladie,
- à partir du congé pathologique pour les congés maternités jusqu'à la fin du congé maternité.

** reste à charge : après déduction de toutes aides/assurances versées à la collectivité d'origine sur les dépenses pour le salaire de l'agent pendant son arrêt.*

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU FONCTIONNAIRE MISA DISPOSITION

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée transmet un rapport annuel sur l'activité de M. [redacted] à la Ville de Fontenay-le-Comte.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Fontenay-le-Comte est saisie par la Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée.

ARTICLE 8 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin de manière anticipée, à la demande :
- de la Ville de Fontenay-le-Comte,
- de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,
- de M. [redacted],

dans le respect d'un préavis de 1 mois.

A l'issue de la mise à disposition, M. [redacted] est réintégré pour la totalité de son temps de travail dans sa collectivité d'origine.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nantes 6 allée de l'Ile Gloriette 44041 Nantes cedex. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Fontenay-le-Comte, le

Pour la Collectivité d'origine **Le Maire de la Ville de Fontenay-le-Comte,**	**Pour la Collectivité d'accueil** **Le Vice-Président de la Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée par délégation,**
Ludovic HOCBON	**Michel HERAUD**

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_21-DE

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_22-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-22 Personnel communal - Mise à disposition auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée - Modification

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_22-DE

2025-02-22 PERSONNEL COMMUNAL - MISE À DISPOSITION AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDÉE - MODIFICATION

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 9 juillet 2018, modifiant le projet des statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, modifiant notamment, au titre des compétences supplémentaires/facultatives, la compétence « Accueils de loisirs extrascolaires et mercredi en période scolaire » à compter du 1er janvier 2019 ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 27 novembre 2018 approuvant la mise à disposition, à hauteur de 72%, des agents exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,

Considérant qu'en fonction des besoins constatés, il apparait la nécessité de modifier le taux de mise à disposition d'un agent ;

Considérant que cet agent a donné son accord pour occuper ces fonctions à hauteur de 61 % de son temps de travail ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** la modification de la mise à disposition d'un adjoint d'animation, principale de 2ème classe, 9ème échelon dans le cadre du transfert de compétence « Enfance jeunesse » à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, pour un ratio de 61% au lieu de 72% ;

- **APPROUVE** les termes de l'avenant n° 1 à la convention du 27 décembre 2018 à intervenir, jointe en annexe, à compter du 1er mai 2025 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition à intervenir entre la Ville et la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée à compter du 1er mai 2025.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_22-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

SRH/NS

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE MME [ ] AUPRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDEE

Entre les soussignés :

La Ville de Fontenay-le-Comte, représentée par son Maire, Monsieur Ludovic HOCBON dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 29 avril 2025, ci-après désignée « la collectivité employeur »,

Et :

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, représentée par son 1er Vice-président, Monsieur Michel HERAUD, par délégation du Président en date du ……. ,

VU loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU la convention du 27 décembre 2018 précisant les conditions de mise à disposition partielle de Mme [ ], à hauteur de 72 %, à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,

Vu la délibération du Conseil municipal du 29 avril 2025 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition partielle de Mme [ ] auprès de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée,

Vu l'accord de l'agent désigné par ladite convention de mise à disposition,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIT :

ARTICLE 1er *: OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES*

L'article 1 de la convention du 27 décembre 2018 est modifié comme suit :

La Ville de Fontenay-le-Comte met à disposition de la Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée Mme [ ] à raison de 61 % de son emploi du temps, hors renfort pendant les grèves afin d'assurer le service minimum d'accueil.

Cette quotité pourra être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties. La présente mise à disposition de Mme [ ] s'exerce, dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment de l'article L. 5211-4-1 du CGCT.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_22-DE

ARTICLE 2 ***: DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION***

La présente convention prend effet le 1er mai 2025.

ARTICLE 3 : ***REMUNERATION***

Versement : La Ville de Fontenay-le-Comte versera à l'agent la rémunération indiciaire et accessoires correspondant à son emploi d'origine ainsi que les primes et indemnités en rapport avec son emploi et le régime indemnitaire dont il bénéficiait avant la mise à disposition.

Remboursement : La Communauté de Communes remboursera à la Ville de Fontenay-le-Comte à compter du 1er mai 2025, 61 % de la totalité de la rémunération globale (y compris le régime indemnitaire), les charges sociales et frais professionnels (assurance statutaire de la Ville de Fontenay-le-Comte, médecine professionnelle, participation employeur FDAS, COS, MNT prévoyance etc…) de l'agent. Il est à noter que si l'agent est sollicité dans le cadre du service minimal d'accueil dans les écoles, ce pourcentage sera révisé au réel.

Les congés de maladie seront refacturés sur le reste à charge* des arrêts longs et des congés maternité :

- à partir de 30 jours ouvrés continus pour les arrêts maladie jusqu'à la fin de l'arrêt maladie,
- à partir du congé pathologique pour les congés maternités jusqu'à la fin du congé maternité.

** reste à charge : après déduction de toutes aides/assurances versées à la collectivité d'origine sur les dépenses pour le salaire de l'agent pendant son arrêt.*

La collectivité d'origine établira une facture trimestrielle, après vérification auprès de la Communauté de communes sur la réalité des heures effectuées l'été.

ARTICLE 4 : MAINTIEN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION

Les autres dispositions et articles de la convention de mise à disposition demeurent inchangés.

ARTICLE 5 : ***LITIGES***

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes cedex, dans le respect des délais de recours.

Fait à Fontenay-le-Comte, le …… en 2 exemplaires.

Pour la Collectivité d'origine **Le Maire de la Ville de Fontenay-le-Comte,**	**Pour la Collectivité d'accueil** **Le Vice-Président de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée par délégation,**
Ludovic HOCBON	**Michel HERAUD**

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_23-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-23 Personnel communal - Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi permanent - Poste de manager centre-ville F/H

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_23-DE

2025-02-23 PERSONNEL COMMUNAL - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI PERMANENT - POSTE DE MANAGER CENTRE-VILLE F/H

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu le Code Général de la fonction publique et notamment ses articles L332-8 et L332-12 ;
Vu les crédits prévus au budget 2025 ;
Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Considérant que le contrat du Manager centre-ville arrive à échéance le 31 mai 2025 ;
Considérant l'appel à candidatures publié le 19 février 2025 pour un poste de Manager centre-ville sur le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ;
Considérant la déclaration de vacance d'emploi enregistrée sous le numéro V085250219000513001 en date du 26 février 2025 ;
Considérant l'appel à candidatures publié le 7 avril 2025 pour un poste de Manager centre-ville sur le cadre d'emploi des attachés territoriaux ;
Considérant la déclaration de vacance d'emploi enregistrée sous le numéro V085250407001058001 en date du 9 avril 2025 ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24	Voix Pour	
0	Voix Contre	
9	Abstentions	Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier, M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique.

- **RECRUTE** sur un emploi permanent de catégorie A ou B sur le cadre d'emploi des attachés ou rédacteurs territoriaux à temps complet pour exercer les missions suivantes :
Définition de la politique de développement commercial, valorisation du cœur urbain et des moyens mis en œuvre afin de conforter le rayonnement de la ville :
  - Amélioration et développement de l'offre commerciale,
  - Valorisation et promotion du centre ville,
  - Renfort « terrain » sur le volet « animations urbaines »,
  - Amélioration des outils de réglementation commerciale,
  - Valorisation de l'environnement urbain ;

- **PRÉCISE que :**
  - cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel par voie de contrat à durée déterminée d'une durée maximum de 3 ans renouvelable dans la limite de 6 ans au vu de l'application de l'article L332-8-2° du Code Général de la Fonction publique (lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code) pour assurer les missions de Manager centre-ville,
  - l'agent recruté par contrat devra justifier d'un diplôme dans la spécialité : formation supérieure Bac+2 à Bac +5 dans le commerce, le développement local ou l'aménagement du territoire avec un bonne aisance réglementaire (urbanisme

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_23-DE

réglementaire, procédures d'urbanisme commercial) ou d'une expérience avérée sur un poste similaire,
- la rémunération sera calculée par référence à un indice brut de l'échelle indiciaire du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou des rédacteurs territoriaux et le cas échéant des primes et indemnités afférents au grade ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au recrutement d'un agent non-titulaire de droit public et à signer le contrat de travail à intervenir.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_24-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-24 Personnel communal - Modification du tableau des effectifs

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_24-DE

2025-02-24 PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Sur le rapport de Mme Patricia DROUIN, Adjointe au Maire

Vu l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique ;
Vu les crédits prévus au budget 2025 ;

Considérant les recrutements en cours, les besoins et les mouvements des services ;

Considérant les agents nommés sur leur grade d'avancement ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** les modifications suivantes au tableau des effectifs à compter du 1er mai 2025 :

Pour les besoins des services :

Désignation des emplois	Création	Suppression
Filière administrative	2	**1**
Catégorie A		
Attaché - TC	1	
Catégorie C		
Adjoint administratif principal 1ère cl - TC		1
Adjoint administratif territorial - TC	1	
Filière police		**2**
Catégorie C		
Gardien-brigadier- TC		2
TOTAL	**2**	**3**

Pour les avancements de grade :

Désignation des emplois	Création	Suppression
Filière culturelle		**2**
Catégorie A		
Bibliothécaire territorial - TC		1
Catégorie C		
Adjoint du patrimoine pal 2ème cl - TC		1
Filière sociale		**1**
Catégorie C		
ATSEM principal 2ème cl – TNC - 32h		1

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_24-DE

Filière animation		**2**
Catégorie C		
Adjoint d'animation pal 2ème cl - TC		1
Adjoint d'animation pal 2ème cl – TNC – 32h		1
Filière technique		**8**
Catégorie C		
Agent de maîtrise - TC		1
Adjoint technique pal 2ème cl - TC		1
Adjoint technique pal 2ème cl – TNC – 33h		1
Adjoint technique pal 2ème cl – TNC – 32h		2
Adjoint technique pal 2ème cl – TNC – 28h		1
Adjoint technique territorial – TC		1
Adjoint technique territorial – TNC – 32h		1
TOTAL	**0**	**13**

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	26
Procurations	6
Absents	1

Objet :

2025-02-25 Service commun « Unité Instruction – Droit des Sols » - Convention de répartition de missions - Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

2025-02-25 SERVICE COMMUN « UNITÉ INSTRUCTION – DROIT DES SOLS » - CONVENTION DE RÉPARTITION DE MISSIONS - APPROBATION

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Depuis le 1er avril 2015, le service commun "Unité Instruction - Droit des sols" assure pour le compte de la commune de Fontenay-le-Comte, l'instruction des autorisations d'urbanisme au travers d'une convention signée 20 juillet 2015 avec la Communauté de communes du Pays de Fontenay-le-Comte, devenue depuis, Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Cette convention précise les attributions des deux parties en matière de dépôt, de transmission, d'instruction et de suivi de décisions apposées sur les autorisations d'urbanisme.

Les évolutions législatives et leur traduction réglementaire ont encouragé d'abord et obligé ensuite certaines communes à mettre en place une téléprocédure spécifique afin de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées. La Ville de Fontenay-le-Comte est concernée par cette obligation réglementaire et un guichet numérique des autorisations d'urbanisme a été mis en place à cet effet.

À titre informatif, si la procédure dématérialisée est encouragée, le dépôt sous format papier reste toujours possible pour les pétitionnaires (à l'exception de certains dossiers toutefois).

Dès lors, il y a lieu de modifier l'intégralité de la convention qui nous lie à la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée en y intégrant les dispositions spécifiques à ces procédures dématérialisées.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2 ;
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles R.410-5 et R.423-15 ;
Vu la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (loi ELAN) du 23 novembre 2018, et notamment son article 62 ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;
Vu la délibération n°2014-10-4 du Conseil municipal du 18 novembre 2014 approuvant la création d'un service commun "Unité d'instruction - Droit des sols" et les termes de la convention de mise en place de ce service ;

Considérant la nécessité d'intégrer dans la convention les dispositions relatives aux traitements des dossiers sous forme dématérialisée, désormais obligatoires pour la Ville de Fontenay-le-Comte ;

Considérant le projet de convention annexé ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
32 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

- **APPROUVE** les termes de la convention de répartition de missions entre la Ville de Fontenay-le-Comte et la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée pour l'instruction des autorisations droit des sols jointe en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention de répartition.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE
ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDEE

CONVENTION DE REPARTITION DE MISSIONS ENTRE EPCI ET COMMUNES MEMBRES INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DROIT DES SOLS

Entre les soussignés :
La Communauté de Communes Pays de Fontenay Vendée, représentée par son Président, Ludovic HOCBON, dûment habilité par délibération communautaire du _____, ci-après dénommé "l'EPCI",

d'une part,

Et :
La Commune de Fontenay-le-Comte, représentée par son Maire, Ludovic HOCBON, dûment habilité par délibération communale du 29 avril 2025, ci-après dénommé "la Commune",

d'autre part,

PRÉAMBULE

La Commune étant dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 septembre 2023, son Maire est compétent pour délivrer, au nom de la Commune, les permis de construire, d'aménager ou de démolir, pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable (art. L.422-1 du code de l'urbanisme) et pour délivrer les certificats d'urbanisme (art. L.410-1 du code de l'urbanisme).
Le Maire confie au service commun « Unité Instruction – Droit des sols » de l'EPCI l'instruction des permis, déclarations et certificats d'urbanisme opérationnels. Le Président de l'EPCI, en qualité de chef des services, a inscrit cette charge dans ses statuts par délibération communautaire en date du _____.

ARTICLE 1. – OBJET

La présente convention, prise en application des articles L.5214-16-1 et L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales, a pour objet de définir les modalités de travail entre la Commune et l'EPCI qui, tout à la fois :

- respectent les responsabilités de chacune des parties ;
- assurent la protection des intérêts communaux et communautaires ;
- garantissent le respect des droits des administrés.

Elle concerne les autorisations, déclarations et actes relatifs à l'utilisation du sol pour la délivrance desquels le Maire de la Commune est compétent.
Sont donc exclus les actes demeurant de la compétence de l'Etat visés aux articles L.422-1 et R.422-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2. – SERVICE CONCERNÉ

Le service commun « Unité Instruction – Droit des sols » de l'EPCI, chargé de l'application du droit des sols se charge de l'instruction des demandes mentionnées à l'article 3.
Le Maire est signataire des décisions et actes administratifs.
Toutefois, dans l'objectif d'améliorer le service rendu aux administrés, il pourra prendre, en application de l'article L.423-1 du Code de l'Urbanisme, un arrêté de délégation de signature au chef d'Unité Instruction - Droit des Sols de l'EPCI pour l'accomplissement de ces missions. Ce dernier agira sous la surveillance et la responsabilité du Maire.
Cette délégation sera limitée aux courriers d'échanges (liste des pièces manquantes, la majoration et/ou de la prolongation du délai d'instruction) durant l'instruction et non aux décisions finales.
Ajoutée à la généralisation des échanges par voie électronique, cette délégation permettra un raccourcissement des délais de traitement des dossiers pour plus d'efficacité.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

ARTICLE 3. - CHAMP D'APPLICATION

La présente convention s'applique exclusivement à l'instruction des :

- Permis de Construire (PC)
- Permis d'Aménager (PA)
- Permis de Démolir (PD)
- Déclarations Préalables (DP)
- Certificats d'Urbanisme dits **"opérationnel"** (CUb) au sens de l'article L.410-1-b) du code de l'urbanisme.

Sont expressément exclus les certificats d'urbanisme dits **"d'information"** (CUa) au sens de l'article L.410-1-a) du code de l'urbanisme. Ils sont traités directement par la Commune.

La convention porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction, telle que décrite ci-après, depuis les premiers renseignements effectués auprès du pétitionnaire en passant par la préparation d'arrêté ou d'acte jusqu'à la visite de récolement, voire l'aide aux Communes concernant leurs contentieux relatifs à l'instruction des autorisations droit des sols instruites à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

@ Procédure de Saisine par Voie Electronique et dématérialisation de l'instruction

Le dépôt et l'instruction peuvent être dématérialisés par téléprocédure via le Guichet Numérique des Autorisations d'Urbanisme (GNAU)

La mise en œuvre de ce téléservice n'exclut pas la possibilité pour l'usager de continuer à faire l'ensemble de ses démarches relatives aux autorisations d'urbanisme, sous format papier.

La communauté de communes a établi les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) de ce téléservice, rappelant les droits et obligations de l'usager et de l'administration. Elles précisent le fonctionnement du téléservice, les modalités d'identification de l'usager, les spécificités techniques et le traitement des données à caractère personnel. Ces CGU sont jointes en annexe. L'acceptation des CGU par l'usager sera un préalable à la recevabilité de ses dépôts de demande par voie électronique.

ARTICLE 4. – ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE

Rappel : Le guichet unique est la commune

a) Phase préalable au dépôt de la demande :

Le Maire reçoit les opérateurs (professionnels ou particuliers) qui le sollicitent pour obtenir un avis de principe sur la faisabilité d'un projet. À cette occasion, il expose les objectifs communaux en matière d'aménagement et de construction et permet aux opérateurs de réaliser le montage du projet en adéquation avec ces objectifs.

La Commune renseigne sur la constitution du dossier. Elle distribue les imprimés CERFA de demande d'autorisation en rappelant le nombre de dossiers nécessaires à l'instruction (cf. au b). Dans l'intérêt des pétitionnaires, il est indispensable de disposer d'un nombre suffisant de dossiers pour satisfaire aux consultations des services externes.

La Commune fournira en tant que de besoin, l'imprimé de déclaration d'un prélèvement, forage ou puits.

La Commune délivre les informations réglementaires de base liées aux documents d'urbanisme applicables (POS/PLU, Servitudes, PPR, défrichement, **PAC zone inondable**…). Elle distribue les documents opposables de son document d'urbanisme (règlement, documents graphiques, servitudes d'utilités publiques…).

À ce stade, le service commun « Unité Instruction – Droit des sols » peut apporter son concours à La Commune pour une analyse réglementaire plus pointue, avec toutes les réserves de prudence qui s'imposent tant que le dossier définitif n'est pas en instruction.

b) Réception, enregistrement et affichage de la demande :

Conformément aux dispositions des articles R.410-3 et R.423-1 du code de l'urbanisme, toutes les demandes sont déposées en Mairie ou sur le guichet numérique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

Dépôt du dossier version papier

- Affectation d'un numéro d'enregistrement et délivrance d'un récépissé au pétitionnaire conformément aux dispositions des articles R.423-3 à R.423-5 et A 423-1 à A423-4 du code de l'urbanisme.
- Enregistrement informatique du dossier sur le logiciel de gestion du droit des sols, mis à disposition par la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-Vendée.
- Numérisation des pièces du dossier dans Oxalis
- Affichage en Mairie d'un avis de dépôt de la demande de permis ou de la déclaration conformément aux dispositions de l'article R.423-6 du code de l'urbanisme. Il sera inscrit sur cet avis de dépôt la date d'affichage et la date de retrait du tableau d'affichage.

Dépôt du dossier version dématérialisée (guichet numérique)

- La commune accuse réception du dépôt de la demande en ligne, par un Accusé de Réception Electronique (ARE) dans un délai qui ne peut excéder 10 jours ouvrés après l'AEE (Accusé d'Enregistrement Electronique) selon des Conditions Générales (CGU) du Guichet Numérique des Autorisations d'Urbanisme (GNAU)
- Affichage en Mairie d'un avis de dépôt de la demande de permis ou de la déclaration conformément aux dispositions de l'article R.423-6 du code de l'urbanisme. Il sera inscrit sur cet avis de dépôt la date d'affichage et la date de retrait du tableau d'affichage.

c) Transmissions du dossier :

Les transmissions de dossiers papier ne sont plus obligatoires. En revanche, la numérisation de l'ensemble des pièces du dossier dans Oxalis sera impérativement effectuée par la Commune dans la semaine qui suit le dépôt.

Dépôt du dossier version papier

- Les pièces du dossier étant numérisées par les communes, ces dernières n'ont plus l'obligation de transmettre les versions papier au service instructeur
- Numérisation de l'avis du Maire dans Oxalis
- Numérisation des pièces complémentaires dans les 7 jours suivant le dépôt en mairie si elles sont demandées en cours d'instruction.

Dépôt du dossier version dématérialisée (guichet numérique)

- La communauté de communes prend connaissance du dépôt d'une demande en ligne à compter de l'Accusé de Réception Electronique (ARE) émis par la commune.
- *Pas de transmission papier*
- Numérisation de l'avis du Maire dans Oxalis

@ Procédure de Saisine par Voie Electronique et dématérialisation de l'instruction
Il convient de noter que certaines demandes d'avis ainsi que les transmissions au contrôle de légalité et aux services fiscaux utiliseront les solutions mises en place par l'Etat (PLAT'AU et AVIS'AU) suivant le calendrier de déploiement de ces outils et les modalités pratiques qui seront définies par les services de l'Etat.

d) En cours d'instruction

Dans l'éventualité où le Maire n'aurait pas pris l'arrêté de délégation mentionné à l'article 2, la Commune aura en charge d'assurer la signature et l'envoi des notifications mentionnées à l'article 5 a), à savoir la liste des pièces manquantes la majoration et/ou de la prolongation du délai d'instruction pour lesquels le projet de courrier aura été préparé au préalable par le service commun « Unité Instruction – Droit des sols » et soumis au Maire.
La Commune transmettra au service commun « Unité Instruction –Droit des Sols » de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay le Comte un exemplaire signé du Maire de la demande de pièces complémentaires et/ou de la prolongation du délai d'instruction.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

f) Avis du maire :

La Commune communique, à l'EPCI toutes les instructions nécessaires, au travers de l'avis du maire comprenant notamment :

- les possibilités de desservir le projet en eau, en assainissement et en électricité, en particulier si les réseaux publics concernés nécessitent une extension (art.L.111-4 du Code de l'Urbanisme) ;
- l'état suffisant ou non de la voie de desserte, en particulier si la défense incendie peut être assurée dans de bonnes conditions ;
- la présence éventuelle de bâtiments générateurs de nuisances à proximité ;
- les risques naturels ou technologiques connus et non cartographiés ;
- une appréciation objective sur l'aspect extérieur du projet et sa place dans son environnement naturel ou bâti ;
- s'il y a lieu, l'existence légale des bâtiments existants.

La transmission de l'avis du Maire numérisé à l'EPCI, comportant des informations essentielles à l'instruction se fera dans un délai ne pouvant excéder 15 jours, pour les déclarations préalables et 21 jours pour les demandes de certificat d'urbanisme et de permis, à compter de la réception en Mairie des demandes d'Autorisations Droit des Sols.
À défaut de réception d'avis dans ces délais, et après vérification de l'EPCI auprès des services municipaux, la proposition de décision sera faite sur la base d'un avis du Maire réputé favorable. Il sera alors considéré que, le Maire n'ayant pas d'observation à formuler est favorable au projet et que le terrain est desservi dans des conditions satisfaisantes de viabilité, de salubrité et de sécurité.

g) Notification de la décision et suivi :

Dépôt du dossier version papier

- Réception, par voie dématérialisée, de la proposition d'arrêté de décision rédigée par le service instructeur
- Instauration de la signature électronique par la mairie si elle le souhaite ou impression de la proposition de décision et signature manuscrite
- Signature de la proposition de décision par l'autorité compétente et envoi au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec les avis et autres pièces du dossier
- Numérisation de l'arrêté signé dans Oxalis
- Numérisation du suivi de chantier (DOC et DAACT) dans Oxalis

Dépôt du dossier version dématérialisée (guichet numérique)

- Réception, par voie dématérialisée, de la proposition d'arrêté de décision rédigée par le service instructeur
- Instauration de la signature électronique par la mairie si elle le souhaite ou impression de la proposition de décision et signature manuscrite
- Signature de la proposition de décision par l'autorité compétente et envoi au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec les avis et autres pièces du dossier ou par le guichet numérique.
- Numérisation de l'arrêté signé dans Oxalis

Pour une déclaration préalable, la décision prend la forme d'un arrêté uniquement pour s'opposer aux travaux ou pour imposer des prescriptions, des taxes ou des participations (art. L.424-1 c. urbanisme).

Au cas où le pétitionnaire la demande, la Commune délivrera, à l'issue du délai d'instruction, une attestation de non-opposition.

ARTICLE 5. - ATTRIBUTIONS DE L'EPCI

L'EPCI assure l'instruction réglementaire de la demande, sur la base des pièces numérisées par la Commune ou déposées par voie dématérialisée par les usagers, jusqu'à la préparation et l'envoi au Maire du projet de décision.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

Dans ce cadre, elle assure les tâches dématérialisées suivantes :

a) Phase de l'instruction :

- Vérification du caractère complet du dossier.
- Détermination du délai d'instruction au vu des consultations obligatoires éventuelles.
- Examen technique du dossier visant notamment à vérifier le respect des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré.
- Consultation des personnes publiques, services ou commissions nécessaires autres que ceux déjà consultés par la Commune lors de la phase du dépôt de la demande (ex : Commissions sécurité et accessibilité…). L'EPCI agit sous l'autorité du Maire et en concertation avec lui sur les suites à donner aux avis recueillis. Ainsi, l'EPCI l'informe de tout élément de nature à entraîner un refus d'autorisation ou une opposition à la déclaration.
- Numérisation des avis reçus de manière non dématérialisée

Les tâches ci-après ne seront assurées par l'EPCI qu'à la condition que la COMMUNE ait pris l'arrêté de délégation mentionnée supra à l'article 2. Dans le cas contraire, elle assurera ces tâches comme il est dit à l'article 4 d)

- Notification au pétitionnaire, en tant que de besoin, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou, dans le cas prévu par l'article R.423-48, par courrier électronique, de la liste des pièces manquantes ou de la majoration et/ou de la prolongation du délai d'instruction, avant la fin du 1er mois.
- Transmission immédiate au Maire d'une copie de ces notifications

b) Phase de la décision et suivi :

- Rédaction du projet d'arrêté formalisant la décision, tenant compte de l'avis du Maire et des autres avis recueillis.
- Prolongation de trois mois du délai d'instruction dans le cas particulier où l'ABF rend un avis négatif conforme que le Maire décide de contester auprès du préfet de région.
- Pour les déclarations préalables, un arrêté sera proposé uniquement dans les cas d'opposition et de non opposition, assorties de prescriptions particulières ou d'indications de taxes et participations.
- Transmission du projet de décision à la commune dans les délais réglementaires

ARTICLE 6. – ÉCHANGES ENTRE L'EPCI ET LA COMMUNE

Documents d'urbanisme applicables :
La Commune fournira également toutes les décisions relatives au droit des sols : taxes et participations, évolutions du document d'urbanisme ou des servitudes, …
Cette communication se fera sur support papier et numérique (Cdrom, USB). Le dossier papier transmis à l'EPCI sera l'exemplaire complet approuvé et visé par la préfecture, comprenant toutes les pièces graphiques et littérales.
De plus, pour la partie cartographique, la Commune se rapprochera du service de l'EPCI chargé du Système d'Information Géographique (SIG) pour convenir des modalités de transmission des données numériques qui devront se faire sous un format SIG (shp, mif/mid…).
Dans le souci de favoriser une réponse rapide au pétitionnaire, les transmissions et échanges par voie électronique seront privilégiés entre la Commune, l'EPCI et les personnes publiques, services ou commissions consultés dans le cadre de l'instruction.
Les relations entre la Commune et l'EPCI devront être riches et fréquentes, pour éviter toute ambiguïté sur l'application des règles, notamment sur des éléments subjectifs comme l'aspect extérieur d'une construction ou son insertion paysagère pour lesquels l'interprétation du Maire est prépondérante. En tant que de besoin, l'EPCI pourra demander au Maire de compléter son avis par ses éléments d'appréciation.
Dans des cas très exceptionnels, le service instructeur peut être amené à proposer une décision divergente avec la volonté ou l'interprétation communale.
L'EPCI proposera toujours la décision qui lui semble présenter, au regard de la réglementation, la meilleure sécurité juridique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_25-DE

Si la Commune n'adhère pas à cette proposition, elle reprendra, sous sa responsabilité, la décision comme elle l'entend sans pouvoir demander à l'EPCI de modifier son avis.
Dans cette hypothèse, l'EPCI pourra apporter ses conseils sur la forme et non sur le fond.

ARTICLE 7. – RÉCEPTION DU PUBLIC

La Commune opère un premier renseignement du public dans la phase de préparation du projet notamment en distribuant les formulaires, les éléments du document d'urbanisme, les réseaux….
L'EPCI renseigne le pétitionnaire lorsque le projet nécessite une étude plus poussée en phase de préparation.
L'EPCI est l'interlocuteur privilégié pendant la phase d'instruction jusqu'au contrôle de conformité. Le pétitionnaire peut, si besoin, solliciter un rendez-vous avec l'instructeur en charge du dossier.
Lors de la phase de réalisation, l'EPCI rencontre le pétitionnaire pour toutes les opérations de contrôle de conformité, sans préjudice des compétences dont dispose le Maire en la matière.

ARTICLE 8. – LITIGES

Dans l'hypothèse où la Commune serait partie dans un contentieux indemnitaire relatif à un permis, une déclaration ou un certificat d'urbanisme opérationnel ayant été instruit par l'EPCI, elle renonce à appeler cette dernière en garantie.
Les procédures contentieuses relatives aux autorisations, déclarations et actes mentionnés supra à l'article 3 sont assurées et prises en charge financièrement par la Commune.
Toutefois, à la demande de la Commune et sauf désaccord motivé du président de l'EPCI, le service mentionné supra à l'article 2 pourra apporter à cette dernière son concours technique et administratif à l'instruction des recours gracieux et contentieux, dans la limite de sa charge de travail. Ce concours aura pour objet de développer les arguments de défense de la Commune.
Toutefois, l'EPCI se réserve la faculté de ne pas assurer cette prestation lorsque la décision attaquée est différente de la proposition faite par elle en tant que service instructeur ou si les motifs du recours relèvent de la compétence exclusive de la Commune.
Les dispositions du présent article s'appliquent y compris en dehors de la période de validité de la présente convention, dès lors que la décision attaquée a été instruite et a fait l'objet d'une proposition de décision au Maire dans le délai de validité de la présente convention.

ARTICLE 9. - CLASSEMENT – ARCHIVAGE – STATISTIQUES

La Commune est seule responsable de l'archivage de ces dossiers, selon les modalités définies par la circulaire n° NOR INT/B/93/00190/c et AD 93-1 du 11 août 1993 portant instruction pour le tri et la conservation, aux archives communales, des documents postérieurs à 1982 produits par les services et établissements publics des communes.
L'EPCI assure la fourniture des renseignements d'ordre statistique demandés à la Commune en application de l'article R.1614-20 du code général des collectivités territoriales, pour les actes dont l'instruction lui a été confiée.

ARTICLE 10. - CONDITIONS FINANCIÈRES

Il est convenu et accepté par les deux parties que ce service ne sera pas assuré gratuitement. Le pacte financier permettra de mettre en place un remboursement de la Commune pour la prise en charge du fonctionnement du Service mutualisé « Unité Instruction - Droit des Sols ».
L'EPCI assure la maintenance et la mise à jour des logiciels de gestion du droit des sols.
La Commune a la charge de son équipement en matériel informatique adapté et de la liaison haut débit entre l'EPCI et la Commune.

Fait à Fontenay-le-Comte, le …….., en …… exemplaires.

Pour l'EPCI,
Le Président,

Pour la Commune,
Le Maire,

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-26 Établissement d'accueil du jeune enfant - Petite crèche la Farandole - Convention d'objectifs et de financement de la prestation de service unique pour la période 2025-2029 avec la CAF de la Vendée

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

2025-02-26 ÉTABLISSEMENT D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT - PETITE CRÈCHE LA FARANDOLE - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT DE LA PRESTATION DE SERVICE UNIQUE POUR LA PÉRIODE 2025-2029 AVEC LA CAF DE LA VENDÉE

Sur le rapport de Mme Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le courrier de la Caf de Vendée du 28 février 2025 relatif à la convention d'objectifs et de financement pour la prestation de service unique (Psu) ;

Considérant les modalités d'intervention et de versement de la Psu et des autres financements, définies par la Caf de la Vendée pour les établissements d'accueil du jeune enfant et énoncées dans la convention d'objectifs et de financement ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** les termes de la convention d'objectifs et de financement avec la Caf de la Vendée pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2029 pour la petite crèche « La Farandole », jointe en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

10 MARS 2025

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Vendée

Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus « territoire Ctg »**
- **Bonus « trajectoire développement »**
- **Financement des journées pédagogiques**
- **Financement des heures de concertation et de préparation à l'accueil des enfants**
- **Bonus « attractivité »**

N° Contrat : 2023-3543-3
Année : 2025-2029
Gestionnaire : Commune de Fontenay le Comte
Commune : Fontenay le Comte
Structure : PC La Farandole
Famille de pièce : Monter la convention
Type de pièce : Convention
Nature de l'aide : PS EAJE

Version Juin 2024

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

La présente convention d'objectifs et de financement est établie :

Entre :

La commune de Fontenay le Comte, représentée par Monsieur Ludovic HOCBON, Maire, dont le siège social est situé 4 quai Victor Hugo – 85200 FONTENAY LE COMTE.

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de Vendée, représentée par Madame Sylvie GUÉDON, directrice, dont le siège social est situé 109 Boulevard Louis Blanc – TSA 50010 - 85927 LA ROCHE SUR YON Cedex 9.

Ci-après désignée « la Caf ».

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'Allocations familiales

Conformément à l'arrêté programme du 3 octobre 2001, les Caf contribuent par leur action sociale au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

L'action sociale de la branche Famille est généraliste, préventive et familiale. Elle est fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de neutralité et de respect de la laïcité.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée, d'une part, par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus, d'autre part, au travers de l'amélioration de l'offre de service des équipements existants.

Les équipements et services financés au titre de l'action sociale de la branche Famille doivent être accessibles à l'ensemble des familles, qu'elles disposent de revenus modestes ou expriment des besoins spécifiques comme la situation de handicap d'un parent ou d'un enfant.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) par l'octroi de plusieurs subventions objets de la présente convention. La branche Famille fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante, poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre et participer à son développement.

Les subventions auxquelles peuvent prétendre les établissements d'accueil du jeune enfant sont les suivantes :

1.1 – La subvention Prestation de service unique (Psu)

Les objectifs poursuivis par la subvention Psu sont les suivants :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème national des participations familiales fixé par la Cnaf ;
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas ;
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles ;
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence ;
- Renforcer la qualité de l'accueil des enfants et de leurs familles.

1.2-Les bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et « bonus territoire Ctg »

Le bonus « inclusion handicap » a pour objectif de favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants en situation de handicap vis-à-vis des autres enfants. Cette subvention vise à compenser tout ou partie des moyens engagés par les gestionnaires d'Eaje (formation, achat de matériel, temps d'accompagnement des parents …) lorsqu'ils accueillent un enfant en situation de handicap bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection.

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje[1] et lever les freins à la socialisation précoce de tous les enfants.

[1] Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Le bonus territoire Ctg est un complément à la subvention prestation de service unique (Psu). Il constitue une aide au fonctionnement et au développement, pérenne et pluriannuel, destiné aux services implantés sur les territoires soutenus financièrement par les collectivités :

- Soit par le versement d'une subvention ;
- Soit par la mise à disposition de locaux à titre onéreux. La tarification de ces mises à disposition ne saurait être supérieure au coût de revient du service rendu ;
- Soit par la mise à disposition de personnels à titre onéreux. La tarification de ces mises à disposition ne saurait être supérieure au coût de revient du service rendu ;
- Pour les associations, la mise à disposition de locaux à titre gratuit par la collectivité peut être assimilée à un soutien financier.

Il est conditionné à la signature d'une Ctg entre la Caf et la collectivité compétente. La convention territoriale globale formalise l'engagement de la collectivité auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles.

Ce bonus vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics ;
- Poursuivre le développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire et de l'intensité des besoins sociaux. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire Ctg attribué pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale est modulé sur la base du barème national en vigueur publié par la Cnaf.

1.3- Les nouvelles modalités de financement prévues par la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027

Aux termes de la Convention d'objectifs et de gestion pour la période 2023-2027, la branche Famille met en place de nouvelles subventions à destination des établissements d'accueil du jeune enfant visant à renforcer la qualité du projet d'accueil et des pratiques :

- Le financement des journées pédagogiques c'est-à-dire de temps de réflexion entre professionnels, en dehors de la présence des enfants pour ajuster l'organisation, les pratiques pédagogiques, rédiger ou réviser le projet d'accueil, mettre à jour les connaissances relatives au développement du jeune enfant ;
- Le financement d'un « bonus attractivité » destiné aux partenaires qui procèdent à des revalorisations salariales conduites dans le cadre de la révision des conventions collectives nationales dans le secteur privé, ou du régime indemnitaire pour la fonction publique ;
- Le financement d'un bonus « trajectoire de développement » visant à encourager le développement de places nouvelles soutenues par les collectivités territoriales en contrepartie d'une amélioration du financement des places existantes qu'elles financent déjà, dans le cadre conventionnel des Ctg ;
- Le financement des heures de « préparation à l'accueil de chaque enfant » pour prendre en compte en complément de la subvention prestation de service les temps

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

dédiés à la préparation de l'accueil de chaque enfant, à l'accueil et à l'accompagnement des parents par le gestionnaire ;

- La linéarisation va constituer une nouvelle modalité de calcul intégrée dans le système d'information.

Article 2 – Conditions déterminantes de validité de la convention

2-1 Eléments liés à la structure financée

La subvention Psu ne peut être attribuée qu'aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique [2] :

- Les établissements d'accueil collectif, notamment les établissements dits « crèches collectives » et « haltes-garderies », et les services assurant l'accueil familial non permanent d'enfants au domicile d'assistants maternels dits « services d'accueil familial » ou crèches familiales dont le public accueilli ne bénéficie pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- Les établissements d'accueil collectif gérés par une association de parents qui participent à l'accueil, dits « crèches parentales » ;
- Les établissements d'accueil collectif qui reçoivent exclusivement des enfants âgés de plus de deux ans non scolarisés ou scolarisés à temps partiel, dits « jardins d'enfants » ;
- Les établissements d'accueil collectif dont la capacité est limitée à douze places, dits « micro-crèches » dont le public accueilli ne bénéficie pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La subvention Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. En application de l'article L214-7 du Code de l'action sociale et des familles, les crèches doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants à la charge de demandeurs d'emploi, de parents isolés ou issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de personnel »[3] contribueront aux efforts de mixité sociale en accueillant au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens nécessaires à l'atteinte de cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité territoriale, Pmi, Caf, etc.).

2-2 Eléments concourants au calcul de la subvention

La subvention Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à un taux de prise en charge du prix de revient horaire d'un Eaje[4], dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales.

---

[2] Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

3 Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

[4] Tel que défini par le barème national en vigueur diffusé par la Cnaf.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Le contrat liant les familles à la structure accueillante doit faire l'objet d'une facture mensuelle. La facturation aux familles peut faire l'objet d'une mensualisation à laquelle des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique en fonction des critères et sont à cet effet publiés sur le Caf.fr.

Plusieurs éléments concourent à la détermination de la subvention Psu.

L'unité de référence est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées sont les heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants[5]. Toutes les modifications apportées à ces données (de manière automatique : par l'application d'un arrondi calculé par le système par exemple ; ou par une opération « humaine » : par l'ajout d'un horaire de pointage manquant par exemple) doivent être tracées, enregistrées et historisées par le gestionnaire, par tout moyen.

Les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Les heures ouvrant droit sont les heures facturées aux familles sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an.

Le prix de revient est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires autorisées (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

La mise en place du seuil d'exclusion de la subvention Psu vise à améliorer le fonctionnement des établissements en garantissant la soutenabilité du prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion en vigueur figure chaque année dans le barème des prestations de service diffusé par la Cnaf.

Le prix de revient plafond est déterminé selon le niveau de service rendu. Ce niveau est mesuré en fonction de la fourniture des couches et des repas et le taux de facturation de l'Eaje. Un prix plafond correspondant à chaque niveau de service figure chaque année dans le barème des prestations de service diffusé par la Cnaf.

Le tarif horaire appliqué à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources.

[5] L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraine l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la subvention Psu.
Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641).

Les frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s)pour un montant supérieur à 50€, devront être répartis de la manière suivante :

- la part de majoration inférieure à 50€ doit être portée au compte n°70642 ;
- le restant intègrera le compte n° 70641.

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas.

Les gestionnaires doivent utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de d'accéder de manière simple et sécurisée à la consultation des informations nécessaires pour établir la facturation des familles (ressources, nombre d'enfants à charge).

Les ressources des familles sont encadrées par un montant plancher et un plafond, publiés en début d'année civile par la Cnaf :

En cas d'absence de ressources, il convient de retenir le montant « plancher » publié. Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce même montant.

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

Article 3 - Conditions de détermination de la contribution financière

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé pour la présente convention à : 98 %.

Ce taux concourt à la détermination du montant de la subvention.

Le montant de la subvention correspond à un pourcentage du prix de revient horaire dans la limite d'un prix plafond, fixé chaque année par la Cnaf et publié sur le Caf.fr.

Le prix de revient horaire est plafonné annuellement :

- Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel,
- Si le prix de revient réel horaire >prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

L'addendum viendra préciser les modalités de calcul à l'appui des barèmes en vigueur.

Offre existante du bonus territoire :

Lors des opérations de renouvellement des conventions territoriales globales, le montant forfaitaire du bonus territoire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire Ctg l'année N-1 / Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la subvention Psu sur le territoire de compétence donnée.

Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 24 places

Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les places existantes soutenues par la collectivité : 990 €

Offre nouvelle :

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national prenant en compte les caractéristiques du territoire sur la base du barème publié annuellement par la Cnaf.

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg …) ne dépasse pas un pourcentage des charges de l'Eaje communiqué dans l'addendum.

Article 4- Modalités de versement de la subvention.

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 6 de la présente convention, produites au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année (N) examinée.

L'absence de fourniture de justificatifs au plus tard le 30 novembre de l'année qui suit l'année (N) examinée, entraîne la récupération des montants versés et le non-versement du solde.

Concernant le versement d'acompte relatif à la subvention Psu, la Caf versera au moins deux acomptes :

- Un 1er acompte de 40% du montant prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un ou plusieurs acomptes supplémentaires de manière que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du montant actualisé sinon prévisionnel,

Le versement d'un acompte en cours d'année sur les bonus inclusion handicap et mixité sociale est limité à 30% maximum du droit prévisionnel.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Pour le bonus « attractivité » et « territoire Ctg », le versement d'acomptes en cours d'année sur le bonus est possible, limité à 70 % maximum du droit prévisionnel.
Le calcul et le versement du bonus « attractivité » et « territoire Ctg » s'effectuent au moment du calcul de la subvention Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Le solde du bonus « territoire Ctg » ne pourra être versé qu'une fois les données d'activités connues et reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.
Le bonus territoire Ctg est un financement versé par la Caf. Il n'est pas considéré comme un financement de la collectivité et ne doit pas figurer comme tel dans le compte de résultat transmis par le gestionnaire. Il doit figurer au compte 70626.

Une notification de paiement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire.

Une notification d'information à la collectivité compétente pourra être adressée par la Caf permettant la lisibilité et la visibilité de l'intervention des Caf sur le territoire concerné.

Article 5 – Modalités d'exécution de la convention

5.1 - Les obligations du gestionnaire au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc. ;
- De qualité en matière d'accueil du jeune enfant ;
- De respect des droits du consommateur et de la concurrence.
- De respect des règles du code de la sécurité sociale et de la branche Famille,

Dans le cadre du respect des règles légales et réglementaires, le gestionnaire s'engage à informer la Caf sous 48h des difficultés qu'il rencontre et de nature à entraver la bonne marche du service financé.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul du montant de la subvention. Tout contrôle des services de Pmi concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entrainant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement est susceptible d'occasionner une baisse des financements conformément aux modalités de calcul de chaque subvention.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts *(ce dernier point ne concerne pas les collectivités territoriales).*

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

5.2 – Les obligations du gestionnaire au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un projet d'établissement et un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence accessible sur le site Caf.fr et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ou le projet d'établissement ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

5.3 - Les obligations du gestionnaire au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles par le respect du barème national des participations familiales ;
- La production d'un projet d'établissement obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents et décrit les modalités de mise en œuvre des principes de la Charte d'accueil du jeune enfant (texte en vigueur) ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire s'engage à ne pas avoir vocation de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

Dans ce cadre, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations familiales et annexée à la présente convention.
La « Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires » doit être affichée dans les locaux de la structure.

Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site caf.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

5.4 - Les obligations du gestionnaire au regard des transmissions des données à la Caf

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du Caf.fr, après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

Les trois rôles peuvent être attribués à une seule et même personne.

Le gestionnaire s'engage à répondre de manière exhaustive et documentée aux demandes de précisions formulées par la Caf en cas de variation de l'activité ou du financement de l'Eaje.

5.5 - Les obligations du gestionnaire au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf monenfant.fr, propriété de la Cnaf.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement dédiée pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation monenfant.fr avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

La complétude du site monenfant.fr par le gestionnaire pourra faire l'objet d'une vérification par la Caf dans l'exécution des dispositions de la présente convention.

5.6 - Les obligations du gestionnaire au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de manière systématique et visible de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, sur le site internet et les réseaux sociaux dédiés visant le service couvert par la présente convention.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

5.7- Les obligations du gestionnaire au regard de l'enquête « Filoué »

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaitre le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour ce faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué). Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

Article 6 - Les pièces justificatives indispensables à l'exécution de la présente convention

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caf et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention Psu, et des bonus associés s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

6.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

L'ensemble des pièces énumérées ci-dessous ont pour objectif de justifier de l'attribution de la personnalité morale du gestionnaire.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Associations – Mutuelles - Comité Social d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale et fonctionnement	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE). - Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives. - Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois	Attestation de non-changement de situation Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois
	- Numéro SIREN / SIRET de l'établissement	
Vocation	- Statuts datés et signés à jour	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan disponible (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	Dernier bilan comptable disponible ou N-1
Bonus attractivité	Document attestant de la misc en œuvre des revalorisations des professionnels de la petite enfance, dûment complété, daté et signé	Document attestant de la mise en œuvre des revalorisations des professionnels de la petite enfance, dûment complété, daté et signé

Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence - Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois pour le personnel vacataire	Attestation de non-changement de situation Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois pour le personnel vacataire
	- Numéro SIREN / SIRET de l'établissement	
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN	
Bonus attractivité	La délibération de la collectivité territoriale attestant de la mise en place des mesures de revalorisation, - Le document d'engagement (prévu par la circulaire Cnaf) dument renseigné et signé	La délibération de la collectivité territoriale attestant de la mise en place des mesures de revalorisation, - Le document d'engagement (prévu par la circulaire Cnaf) dument renseigné et signé

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts datés et signés en cours de validité.	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide	
Existence légale et fonctionnement	Numéro SIREN / SIRET de l'établissement	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
	Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan disponible (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	Dernier bilan comptable disponible ou N-1
Bonus attractivité	Document attestant de la mise en œuvre des revalorisations des professionnels de la petite enfance, dûment complété, daté et signé	Document attestant de la mise en œuvre des revalorisations des professionnels de la petite enfance, dûment complété, daté et signé

6.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la validité et à l'exécution de la présente convention

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Autorisation de fonctionnement	En cas de gestionnaire privé : Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*) En cas de gestionnaire public : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*) *A partir du 1er janvier 2025, le gestionnaire devra fournir son autorisation d'ouverture délivrée conformément aux nouvelles dispositions issues de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.*	Attestation de non-changement des justificatifs d'autorisation d'ouverture Ou *Renouvellement de l'autorisation d'ouverture*

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Qualité du projet	Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet d'accueil, le projet éducatif et projet social. Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp	Projet d'établissement (= projet d'accueil, projet éducatif et projet social) Règlement de fonctionnement
Délégation de la gestion du service	Contrat de concession ou notification d'attribution de marché public.	Contrat de concession Notification d'attribution du marché
Fiche de référencement « monenfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données seulement si le gestionnaire est non habilité pour la mise à jour sur le site Monenfant-fr et/ou en cas de campagne de réactualisation

(*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

6.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement des subventions objets de la présente convention

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif
Eléments financiers	Budget prévisionnel N.	Compte de résultat N.
Activité	Nombre d'actes prévisionnels N. Nombre de journées pédagogiques Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap	Nombre d'actes facturés et réalisés N. avec identification du nombre d'heures facturées Nombre d'enfants inscrit en situation de handicap ou en cours de détection durant l'année concernée. Nombre de journées pédagogiques Nombre d'enfants accueillis

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

6.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité

Nature de l'élément justifié	
Activité	Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : - Nombre d'actes réalisés et facturés - Montant des participations familiales. - Nombre de journées pédagogiques. - Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap
Fonctionnement	Attestation de vigilance valide de moins de 6 mois indiquant que le gestionnaire s'acquitte de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations à l'égard de l'Urssaf : pièce à fournir au prévisionnel et réel

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il doit déclarer un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas à déclarer dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Il s'engage à produire et à transmettre à la Caf son compte de résultat, son bilan comptable annuel ainsi que tous les autres documents comptables ou fiscaux demandés par la Caf.

Article 7 - Les obligations de la caisse d'Allocations familiales

La Caf adresse chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafonds publiés sur le site caf.fr). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du montant des subventions. La Caf adressera les addenda précisant les modalités techniques.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (réels et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf et accompagnera le gestionnaire en cas de difficulté.

Article 8 – L'évaluation et le contrôle

8.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation, dans le cadre :

- du suivi des Conventions Territoriales Globales par les Conseillers Techniques en Action Sociale de la Caf ;
- des échanges avec les services de la Protection Maternelle et Infantile ;
- des demandes d'accompagnement des gestionnaires par la Caf.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

8.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux, le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire, la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc).

La Caf ou la Cnaf peuvent être amenées à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information du gestionnaire pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 9 – La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2025 au 31/12/2029.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 10 – La fin de la convention

- **Résiliation amiable**

  La présente convention peut être rompue par un accord mutuel entre les deux parties, sans que la responsabilité de la rupture contractuelle ne puisse être imputée à l'une ou l'autre des parties, moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Résiliation pour faute**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

- **Résiliation pour motif d'intérêt général**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Caf pour le seul motif d'intérêt général sans faute du cocontractant. Dans ce cadre, un délai de prévenance de 6 mois sera appliqué.

- **Résiliation à la demande du gestionnaire**

Le gestionnaire peut demander la résiliation de la présente convention en cas de méconnaissance par la Caf de ses obligations contractuelles, au terme d'une mise en demeure de se conformer auxdites obligations et demeurée sans effet. La Caf peut toutefois s'opposer à cette résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans cette circonstance, le gestionnaire devra poursuivre l'exécution de la présente convention et saisir le juge du contrat au même moment, pour que celui-ci vérifie l'existence d'un motif d'intérêt général.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Le gestionnaire reste redevable des autres engagements contractés vis-à-vis de la Caf en particulier dès lors qu'il a bénéficié d'une subvention d'investissement.

Article 11 – Les recours

- **Recours amiable**

Les financements versés par la Caf sont des subventions. La Directrice/le Directeur de la Caisse d'Allocations familiales est compétent(e) pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à la Roche sur yon,

Le 28/02/2025,
La Caf

Sylvie GUÉDON
Directrice de la Caf de la Vendée.

Aude COURNEE
Directrice adjointe

Fait à ……..,

Le ……..,
Le gestionnaire

Ludovic HOCBON
Maire de Fontenay le Comte.

En 2 exemplaires originaux

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait, entravé ou entache de fraude ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités du terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis à vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sécurité sociale
La Vie en Plus

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_202_02_26-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-27 Convention territoriale globale 2025-2029 avec la CAF de la Vendée

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

2025-02-27 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2025-2029 AVEC LA CAF DE LA VENDÉE

Sur le rapport de Mme Christelle ROUHAUD, Adjointe au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération communautaire n°12_1 du 27 janvier 2025 approuvant la CTG 2025-2029 entre la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée et la Caisse d'Allocations familiales (Caf) de la Vendée.

Considérant que chaque Convention territoriale globale (Ctg) permet les partenariats financiers avec la Caf de la Vendée et indique les objectifs de travail pour répondre aux enjeux de territoire ;
Considérant que la Convention territoriale globale conclue entre la Caf de la Vendée, la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ainsi que les communes membres du Pays de Fontenay-Vendée vise à définir le projet stratégique global du territoire intercommunal à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.
Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée et/ou sur les communes,
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin,
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existants, par une mobilisation des cofinancements,
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants ;

Considérant que la Convention territoriale globale 2020-2024 est arrivée à échéance au 31 décembre 2024 ;
Considérant que les objectifs de travail inscrits dans la Convention territoriale globale 2025-2029 permettent la continuité des partenariats financiers, des bonus pour les actions nouvelles et l'appui technique de la Caf de la Vendée ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** les termes de la Convention territoriale globale 2025-2029 de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée avec la Caisse d'Allocations familiales, jointe à la présente délibération ;

- **AUTORISE** Mme Ghislaine LÉGERON, Première Adjointe, à signer, ladite convention.

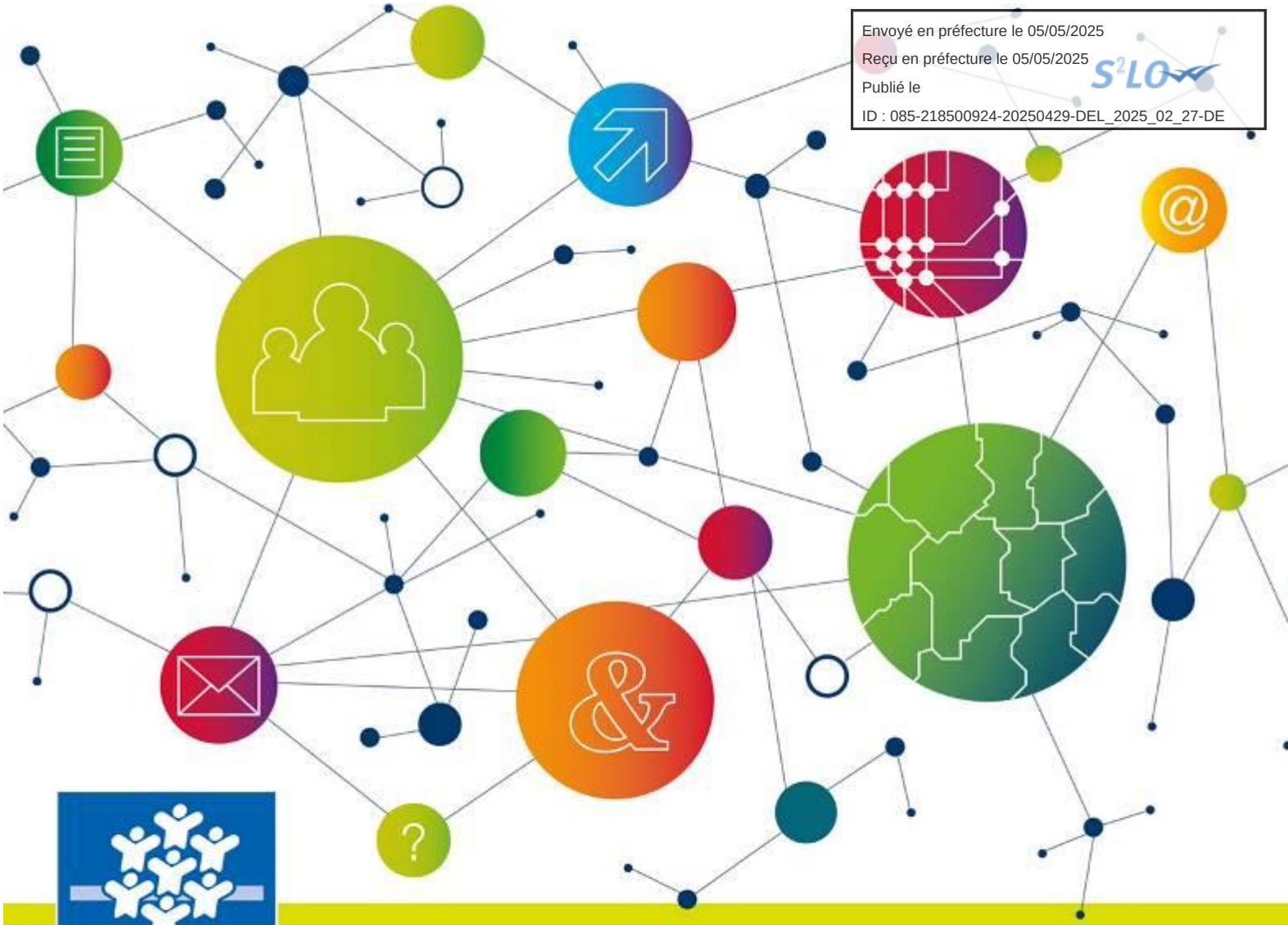
Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE



ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Vendée

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) DE SERVICES AUX FAMILLES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FONTENAY-VENDEE 2025 – 2029

spe

Pays de Fontenay-Vendée

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Table des matières

Les signataires de la convention **4**

PRÉAMBULE **6**

La CAF 6
Le Pays de Fontenay-Vendée 7

Article 1 : Objet de la convention territoriale globale **7**

Article 2 : Champs d'intervention de la Caf **7**

Article 3 : Champs d'intervention du Pays de Fontenay-Vendée **8**

et des communes signataires **8**

Article 4 : Les objectifs partagés au regard des besoins **11**

Axe 1. Accompagner le développement des services 11
Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant 11
Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes 11
Axe 4 : Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité. 11
Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires 12
Axe 6. Renforcer l'engagement pour le respect de l'environnement 12

Article 5 : Engagements des partenaires **12**

Article 6 : Modalités de collaboration **12**

Article 7 : Échanges de données **13**

Article 8 : Communication **13**

Article 9 : Évaluation **13**

Article 10 : Durée de la convention **14**

Article 11 : Exécution formelle de la convention **14**

Article 12 : La fin de la convention **14**

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure** 14
- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure** 14
- **Résiliation par consentement mutuel** 14
- **Effets de la résiliation** 14

Article 13 : Les recours **14**

- **Recours contentieux** 14

Article 14 : Confidentialité **15**

Annexes **17**

Annexe 1 : Diagnostic partagé 17
Les communes du Pays de Fontenay-Vendée 17
La population légale des communes en vigueur à compter du 1er janvier 2025 - date de référence statistique : 1er janvier 2022 *(source Insee)* 18
Le taux d'activités des femmes au Pays de Fontenay-Vendée 19
Les services petite enfance en Sud Vendée 19
L'attractivité du territoire en fonction des lieux d'accueil 20
Le nombre prévisionnel de places à créer pour les moins de 3 ans 20
L'évolution des 3-17 ans sur le Pays de Fontenay-Vendée 21
Les extraits du diagnostic jeunesse : 21
L'enquête du Réaap groupe projet numérique 23
L'étude Parlons Sport sur le territoire 24
Les analyses des quotients familiaux des utilisateurs des services par rapports aux quotient des familles du territoire 24
Annexe 2 : Équipements et services enfance jeunesse gérés par les collectivités locales (en décembre 2024) 25
Annexe 3 : Fiches action 26
Axe 1. Accompagner le développement des services 27

Spécimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

1.1. Mettre en place le Service Public Petite enfance 27
1.2. Définir et entretenir une culture commune 29
Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant 32
2.3. Veiller à l'accessibilité des structures péri et extrascolaires (géographique et financière) 32
2.4. Participer à la promotion de l'offre culturelle et sportive 34
Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes 36
3.5. Être acteur pour l'insertion professionnelle 36
3.6. Sensibiliser à l'utilisation du numérique et à l'accès aux droits 38
3.7. Guider les jeunes vers la mobilité 40
Axe 4. Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité. 42
4.8. Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants 42
4.9. Étudier la faisabilité de prise de compétence intercommunale du LAEP 45
Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires. 47
5.10. Veiller à l'inclusion pour chacune des actions 47
5.11. Déployer des actions de solidarité 49
Axe 6. Renforcer l'engagement pour l'environnement 51
6.12. Poursuivre les actions pour la qualité de l'air au sein des structures 51
6.13. Poursuivre et développer les actions en partenariat pour l'environnement 53
Annexe 4 : Modalités de fonctionnement de la gouvernance et schéma de coopération 56
La gouvernance 56
Le schéma de coopération 57
Annexe 5 : Évaluation 58
Annexe 6 : Compte-rendu du Copil Ctg de décembre 2024 60
Annexe 7 : Délibérations du conseil communautaire en date du 27 janvier 2025 et des communes membres 78

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES

Entre :

La Caisse d'Allocations familiales de Vendée représentée par le Président de son conseil d'administration, Monsieur Michel PEZAS et par sa Directrice, Madame Sylvie GUEDON, dûment autorisés à signer la présente convention ;

ci-après dénommée « la Caf » ;

Et

La communauté de communes du pays de Fontenay-Vendée, représentée par son Président Monsieur Ludovic Hocbon dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n° 2024-367 en date du 27 janvier 2025 ;

ci-après dénommée « la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée » ;

Et

La commune de Auchay-Sur-Vendée, représentée par son Maire Dominique Gatineau dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Bourneau, représenté par son Maire Gérard Guinard dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Doix Lès Fontaines, représentée par son Maire Lionel Pageaud dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Fontenay-le-Comte, représenté par son Maire Ludovic Hocbon dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Foussais-Payré, représentée par son Maire Jean-Marie Arnaudeau dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune du Langon, représenté par son Maire Alain Bienvenu dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune des Velluire-Sur-Vendée, représentée par son Maire Laurent Dupas dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de l'Hermenault, représentée par son Maire Yves Germain dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Longèves, représentée par son Maire Roger Marot dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de L'Orbrie, représentée par son Maire Noëlla Lucas dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe ;

La commune de Marsais-Sainte-Radégonde, représentée par son Maire Thérèse Fromaget dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Mervent, représentée par son Maire Joël Bobineau dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Montreuil, représentée par son Maire Daniel Rideaud dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Mouzeuil-Saint-Martin, représentée par son Maire Anne-Marie Coulon dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Petosse, représentée par son Maire Yves-Marie Boucher dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

spécimen ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

La commune de Pissotte, représentée par son Maire Michel Savineau dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal n jointe en annexe;

La commune de Pouillé, représentée par son Maire Dominique Mazoué dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Saint-Cyr-des-Gâts, représentée par son Maire Francis Rivière dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal n jointe en annexe;

La commune de Saint-Laurent-de-la-Salle représentée par son Maire Sébastien Roy dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Saint-Martin-de-Fraigneau représentée par son Maire Michel Pouzet dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Saint-Martin-des-Fontaines représentée par son Maire Philippe Hernandez dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe ;

La commune de Saint-Michel-le-Cloucq représentée par son Maire Francis Guillon dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe;

La commune de Saint-Valérien représentée par son Maire Cécile Boucher dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe ;

La commune de Sérigné représentée par son Maire Yves Baudry dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe ;

La commune de Vouvant représentée par son Maire Xavier Philippot dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal jointe en annexe ;

ci-après dénommée « les communes signataires » ;

ci-après dénommée ensemble « les parties » ;

Il est visé ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

PRÉAMBULE

La CAF

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation. Conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'État et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passe par la volonté des acteurs locaux. À ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté…

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire avec :

- Ses caractéristiques territoriales – cf. Diagnostic de territoire en Annexe 1.
- L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles suivantes - cf Diagnostic de territoire en Annexe 1 et liste des équipements et services en Annexe 2.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernent : l'accueil des jeunes enfants, l'enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité, l'accès aux droits et aux services – cf plan d'action en Annexe 3.
- Les degrés d'intervention de chaque partenaire sur les champs d'intervention communs - cf plan d'actions en Annexe 3.

Le Pays de Fontenay-Vendée

La Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée regroupe 25 communes autour d'une ville-centre, Fontenay-le-Comte, qui rassemble près de 40% de la population de l'EPCI.

Sous-préfecture de Vendée, Fontenay-le-Comte est un pôle d'attractivité important et structurant dans le secteur.

Les communes membres du Pays de Fontenay-Vendée signataires représentent un lien avec les habitants du territoire, essentiel pour répondre au mieux aux besoins de la population et à la mise en œuvre d'une politique sociale de proximité.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Vendée et la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-Vendée souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

Article 1 : Objet de la Convention territoriale globale

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire du Pays de Fontenay-Vendée à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée et/ou sur les communes ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existants, par une mobilisation des cofinancements ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants.

Article 2 : Champs d'intervention de la Caf

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée, s'appuient sur les orientations suivantes :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant et améliorer son efficience en luttant contre les inégalités sociales ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à renforcer leurs compétences éducatives ;
- Développer l'accès aux droits et aux services.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Article 3 : Champs d'intervention du Pays de Fontenay-Vendée et des communes signataires

La Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

La Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée exerce de plein droit, conformément à l'article L. 5214-16 du CGCT, en lieu et place des Communes membres, les compétences suivantes (extrait des statuts visés en préfecture).

5.1. GROUPES DE COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; Création, aménagement, entretien, et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L.1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

6° Assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales sans préjudice de l'article 1er de la loi n°2018-702 du 03 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

7° Eau, sans préjudice de l'article 1er de la loi n°2018-702 du 03 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

5.2. GROUPE DE COMPÉTENCES POUR LA CONDUITE D'ACTIONS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

1° Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

2° Politique du logement et du cadre de vie pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

2 bis° Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

3° Création, aménagement, et entretien de la voirie pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

4° Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipement d'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.

5° Action sociale d'intérêt communautaire.

5.3. GROUPES DE COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES

5.3.1 En matière d'actions touristiques

- La création, le balisage, l'entretien, la communication des sentiers de randonnées limités aux boucles pédestres, équestres et de vélo répondant aux critères suivants :
  - Tendre vers moins de 40 % de goudron agglomération comprise, afin que l'itinéraire soit reconnu comme étant de qualité par la FFRP (label Promenade et Randonnée – PR) et

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

inscriptible au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées (PDIPR) géré par le Conseil Départemental. Si un itinéraire présente un intérêt particulier (complémentarité de l'offre existante, retombées sur l'économie locale : bar, supérette, boulangerie…) sans respecter ce critère, il pourra tout de même être reconnu.

- Être une boucle ou une liaison permettant de rejoindre un itinéraire existant.
- Présenter un intérêt patrimonial et paysager.
- Être complémentaire de l'offre existante, en termes de distance et de localisation.
- Privilégier les passages sur voies publiques. Lors de passages sur voies privées, les conventions de droit de passage doivent être à jour.
- Ceux dont les communes ont émis un avis favorable pour transfert.

5.3.2 En matière d'enfance jeunesse

- L'étude, la création, l'aménagement et la gestion de maisons de l'enfance intégrant les services de centre multi-accueil, relais assistantes maternelles, accueil de loisirs.
- La gestion et l'organisation d'accueils de loisirs extrascolaires et des mercredis en période scolaire au sein de ces mêmes accueils de loisirs :
  - Espace Elan à L'Hermenault,
  - Les Écureuils à Pissotte,
  - Graine de soleil, l'Espace junior et les Moulins enchantés à Fontenay-le-Comte,
  - Les Coquelicots à Mouzeuil-Saint-Martin,
  - Les P'tits Loups à Doix-lès-Fontaines,
  - L'Arc en ciel à Saint-Martin-de-Fraigneau,
  - Le 1000 Pattes à Foussais-Payré,
- La gestion et l'organisation de séjours de vacances et de séjours courts.

5.3.3 En matière culturelle et sportive

- La promotion du territoire communautaire par l'organisation et le soutien à l'organisation de manifestations sociétales notamment en matière culturelles et sportives à l'échelle de la communauté.
- La coordination du réseau de lecture publique.

5.3.4 En matière de prévention

- Les actions de prévention en matière d'éducation routière.
- Les actions en matière d'éducation à la natation dans le 1er degré et pour l'ensemble des jeunes handicapés.
- La contribution au SDIS par le versement du contingent incendie.
- Les études et actions dans le domaine de la santé et de la prévention.

5.3.5 En matière d'Emploi - Formation - Insertion

- La construction, l'aménagement et la gestion de bâtiments favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.
- Les actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.
- Création, aménagement et gestion de lieux d'accès en proximité aux formations supérieures à distance.
- Organisation et le soutien à l'organisation d'actions en faveur de l'emploi et de la formation, de l'insertion dans la vie professionnelle, de la création d'entreprises, de l'information des demandeurs d'emploi.

5.3.6 En matière de communications électroniques

- La réalisation et l'exploitation de réseaux de communications électroniques à partir des points d'arrivée des réseaux d'intérêt départemental sur le territoire communautaire jusqu'aux points de mutualisation inclus, tels que ces points sont définis par la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP en date du 14 décembre 2010 en précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses, ou jusqu'aux points d'intérêts communaux.
- La réalisation, l'exploitation et la maintenance de points de raccordements mutualisés conformément à la

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

décision de l'ARCEP n° 2011-0668 du 14 juin 2011 et de l'offre de référence de France Télécom pour la création de points de raccordements mutualisés dans sa version en vigueur à la date de la réalisation de ces points de raccordements mutualisés.

- Le financement, seul ou concurremment avec d'autres financeurs, des réseaux de communications électroniques initiés par elle-même et/ou par d'autres maîtres d'ouvrage.
- La réalisation et l'exploitation de réseaux de communication électroniques situés en aval des points de mutualisation, plus particulièrement en ce qui concerne leur zone arrière, tels que ces points et zones sont définis par la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses.

5.3.7 Gestion des ressources aquatiques

- La création, la restauration et l'entretien des réseaux hydrauliques principaux d'intérêt collectif du marais.
- L'entretien et la restauration des cours d'eau principaux alimentant le marais.
- La création, la restauration et l'entretien des ouvrages hydrauliques d'intérêt collectif présents en travers du réseau hydrographique de sa compétence ou bien constitutif de celui-ci, et directement nécessaire à son exploitation.
- La gestion, l'aménagement et l'entretien des ouvrages, digues et réseaux de défense contre les inondations et contre la mer, y compris sur le domaine public maritime.
- La mise en place et l'exploitation des dispositifs et ouvrages destinés à l'amélioration qualitative ou quantitative de la ressource en eau (hors assainissement et alimentation en eau potable), la gestion écologique des zones humides et milieux aquatiques.
- La maîtrise d'ouvrage d'opérations de restauration, d'entretien et de suivi ultérieur d'aménagement de cours d'eau concernant le bassin versant du Lay, d'ouvrages hydrauliques, ainsi que les études s'y rapportant.
- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

5.3.8 Réseaux publics de chaleur

- Création, gestion et exploitation des nouveaux réseaux publics de chaleur sur le territoire de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

5.3.9. Mobilité

- La Communauté se dote de la compétence « mobilité » conformément à la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019.

5.3.10. Crématorium

- Construction, gestion et exploitation d'un crématorium.

5.3.11. Divers

- Le Conseil Communautaire est compétent pour le compte de ses communes membres pour, dans le respect des engagements internationaux de la France, mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Article 4 : Les objectifs partagés au regard des besoins

Le projet est établi à partir d'un diagnostic partagé et des réflexions des groupes de travail prenant en compte l'ensemble des problématiques du territoire.

En effet, au cours de la première Convention territoriale globale 2020-2024, les élus se sont mobilisés avec les partenaires et les acteurs de proximité pour faire grandir la politique sociale. Les évaluations et les rencontres préparatoires à l'élaboration de la Convention territoriale globale 2025-2029 ont permis de constater les évolutions positives de la qualité des services mais aussi des thématiques à approfondir.

Ainsi, 6 axes ont été définis :

Axe 1. Accompagner le développement des services

Cet axe fait suite aux travaux du groupe petite enfance en 2024 et aux échanges lors de la conférence des Maires en novembre 2024.

1.1.Mettre en place le Service Public Petite enfance

1.2.Définir et entretenir une culture commune

Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant

Cet axe dans la Convention d'Objectifs et de Gestion de la CNAF fait référence aux activités péri et extrascolaires. Elle peut s'élargir à toutes les activités en considérant la sensibilisation à l'accessibilité financière et géographique sur le territoire. L'accessibilité pour les enfants en situation de handicap est abordée dans l'axe 5.

2.3.Veiller à l'accessibilité des structures péri et extrascolaires (géographique et financière)

2.4.Participer à la promotion de l'offre culturelle et sportive

Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes

Bien grandir au Pays de Fontenay-Vendée signifie continuer à accompagner l'enfant et sa famille vers son émancipation en tant que jeune adulte et dans ses futurs choix professionnels.

Les associations, les institutions du territoire et les partenaires sont également présents sur cet axe qui nécessite toujours de l'investissement humain.

3.5.Être acteur pour l'insertion professionnelle

3.6.Sensibiliser à l'utilisation du numérique et à l'accès aux droits

3.7.Guider les jeunes vers la mobilité

Axe 4 : Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité.

En tant que parents, la conciliation des vies sociale, professionnelle et familiale n'est pas toujours aisée dans toutes les étapes de la vie, de la naissance de l'enfant jusqu'à son autonomie. Le Pays de Fontenay-Vendée s'engage à continuer à soutenir la parentalité.

4.8.Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants

4.9.Étudier la faisabilité de prise de compétence intercommunale du LAEP

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap en lien avec les partenaires

Axe également essentiel du CPOG, le Pays de Fontenay-Vendée choisit de créer un axe spécifique pour poursuivre cette prise de conscience sur l'importance de l'inclusion et de la solidarité.

5.10.Veiller à l'inclusion pour chacune des actions

5.11.Déployer des actions de solidarité

Axe 6. Renforcer l'engagement pour le respect de l'environnement

Ce sujet est un axe prioritaire pour permettre à l'enfant de grandir dans un environnement sain et d'en prendre conscience.

6.12.Poursuivre les actions pour la qualité de l'air au sein des structures

6.13.Poursuivre et développer les actions en partenariat

Article 5 : Engagements des partenaires

La Caf de la Vendée, la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée et les communes membres signataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elles se sont assignées dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'État et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf, des établissements publics de coopération intercommunale et des collectivités à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

À l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités signataires, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par l'établissement public de coopération intercommunale et/ou la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

Article 6 : Modalités de collaboration

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé de représentants de la Caf et de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;

[1] *Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)*

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- Contribue à renforcer la coordination entre les partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Les modalités de fonctionnement figurent en annexe 4 de la présente convention.

Article 7 : Échanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

Article 8 : Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Article 9 : Évaluation

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'Annexe 5 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

À l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation dans l'annexe 5.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2029.

Article 11 : Exécution formelle de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 12 : La fin de la convention

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 13 : Les recours

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Article 14 : Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Fontenay-le-Comte, le lundi 27 janvier 2025.

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

Cette convention comporte 15 pages et 7 annexes énumérées dans le sommaire.

La Caisse d'Allocations Familiales de La Vendée		**La Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée**
La Directrice, Mme Sylvie GUEDON	Le Président, M. Michel PEZAS	Le Président, Ludovic HOCBON
La commune de Auchay-Sur-Vendée		**La commune de Bourneau**
Dominique Gatineau		Gérard Guinard
La commune de Doix Lès Fontaines		**La commune de Fontenay-le-Comte**
Lionel Pageaud		Ludovic Hocbon
La commune de Foussais-Payré		**La commune du Langon**
Jean-Marie Arnaudeau		Alain Bienvenu
La commune de Velluire-Sur-Vendée		**La commune de l'Hermenault**
Laurent Dupas		Yves Germain
La commune de Longèves		**La Commune de L'Orbrie**
Roger Marot		Noëlla Lucas
La commune de Marsais-Sainte-Radégonde		**La commune de Mervent**
Thérèse Fromaget		Joël Bobineau

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

La commune de Montreuil	**La commune de Mouzeuil-Saint-Martin**
Daniel Rideaud	Anne-Marie Coulon
La commune de Petosse	**La commune de Pissotte**
Yves-Marie Boucher	Michel Savineau
La commune de Pouillé	**La commune de Saint-Cyr-des-Gâts**
Dominique Mazoué	Francis Rivière
La commune de Saint-Martin-de-Fraigneau	**La Commune de Saint-Martin-des-Fontaines**
Michel Pouzet	Philippe Hernandez
La commune de Saint-Michel-le-Cloucq	**La commune de Saint-Valérien**
Francis Guillon	Cécile Boucher
La commune de Sérigné	**La Commune de Vouvant**
Yves Baudry	Xavier Philippot

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

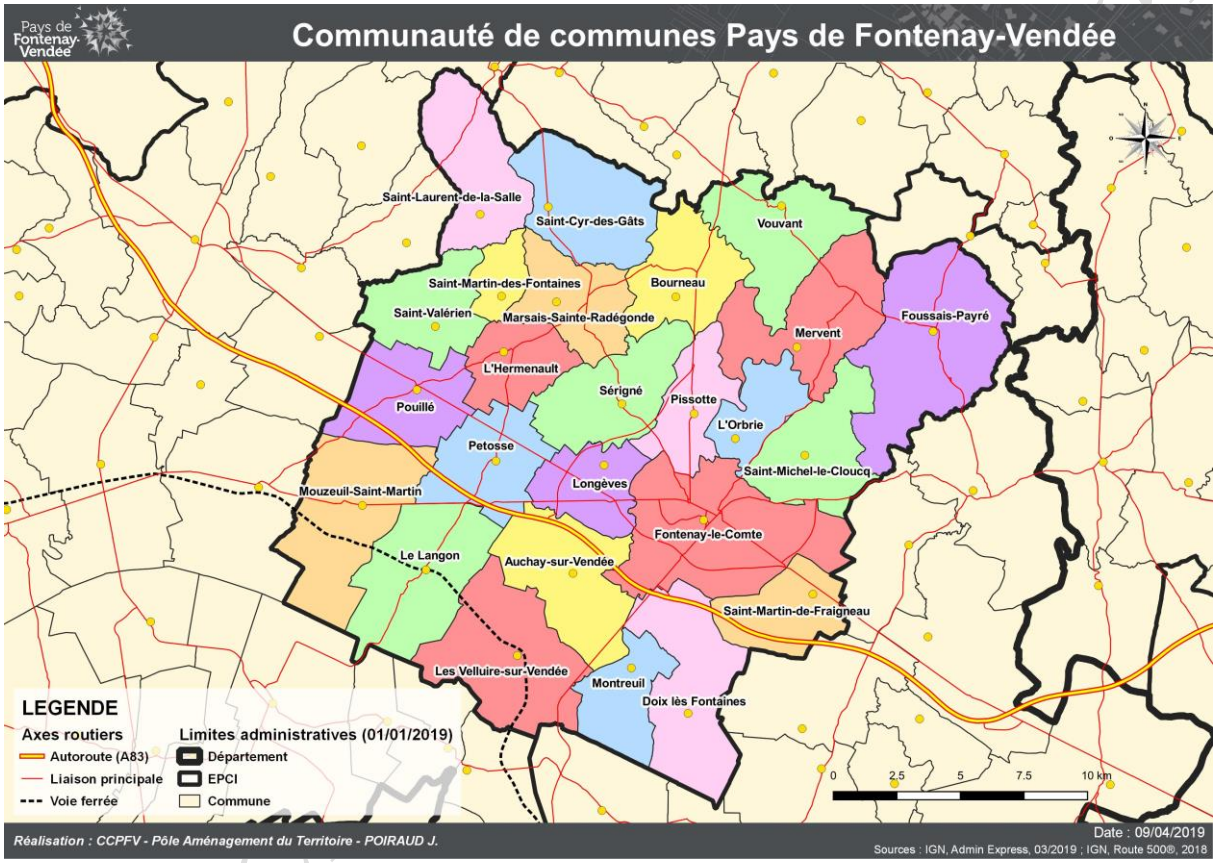
Annexes

Annexe 1 : Diagnostic partagé

Plusieurs états des lieux sont principalement sources d'informations pour guider cette 2ème génération de Convention Territoriale Globale. Il s'agit des Schémas Départementaux de Services aux Familles et d'Animation de la Vie Sociale, des diagnostics effectués au Pays de Fontenay-Vendée pour conduire le Contrat local de Santé et bien évidemment des données allocataires Caf. Ils ont été enrichis des données issues des compétences de la Communauté de communes, comme le diagnostic jeunesse, le Relais de l'info, les enquêtes avec le Réaap, les chargés de prévention numérique et mobilité et les données recueillies par le service aménagement du territoire.

Les fiches actions ont été réfléchies à partir de ces caractéristiques générales du territoire.

Les communes du Pays de Fontenay-Vendée



specimen

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

La population légale des communes en vigueur à compter du 1er janvier 2025 - date de référence statistique : 1er janvier 2022 *(source Insee)*

Nom de la commune	Population municipale	Population totale
Auchay-sur-Vendée	1 118	1 140
Bourneau	717	734
Doix lès Fontaines	1 757	1 790
Fontenay-le-Comte	13 806	14 442
Foussais-Payré	1 176	1 204
L' Hermenault	903	921
Le Langon	1 050	1 071
Longèves	1 360	1 390
Marsais-Sainte-Radégonde	526	537
Mervent	1 073	1 090
Montreuil	820	843
Mouzeuil-Saint-Martin	1 211	1 239
L'Orbrie	795	822
Petosse	684	699
Pissotte	1 144	1 176
Les Velluire-sur-Vendée	1 366	1 397
Pouillé	643	661
Saint-Cyr-des-Gâts	543	549
Saint-Laurent-de-la-Salle	394	401
Saint-Martin-de-Fraigneau	802	871
Saint-Martin-des-Fontaines	169	173
Saint-Michel-le-Cloucq	1 263	1 294
Saint-Valérien	549	570
Sérigné	1 029	1 059
Vouvant	823	887
CC Pays de Fontenay-Vendée	**35721**	**36960**

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Le taux d'activités des femmes au Pays de Fontenay-Vendée

Comparaison territoriale du taux de femmes CAF actives par tranche d'âge des enfants en 2022			
Taux des femmes Caf actives	Fontenay-le-Comte	Pays de Fontenay-Vendée	Vendée
Avec enfants de moins de 3 ans	63,90%	79,20%	86,20%
Avec enfants de moins de 4 ans	66,80%	80,10%	86,80%
Avec enfants de moins de 6 ans	70,80%	82,10%	88,10%
Source: CAF de la Vendée			

On s'intéresse à l'activité des femmes puisqu'aujourd'hui ce sont les femmes qui semblent en majorité garder les enfants en l'absence de mode d'accueil ou par choix.
Le taux de femmes actives au Pays de Fontenay-Vendée est en deçà de la moyenne vendéenne. Les modes d'accueil ne sont certainement pas l'unique explication. Pourtant, l'on constate une chute du taux d'activité des femmes pendant les années de lutte contre la pandémie, les enfants ne pouvaient être accueillis hormis ceux des personnels soignants *(cf le Relais de l'info)*.

Les services petite enfance en Sud Vendée

	Pays de Fontenay-Vendée	Sud Vendée Littoral	Vendée Sèvre-Autise	Pays de la Châtaigneraie
Nombre enfants < 3 ans en 2022 (Caf)	**822**	1311	355	322
Densité population Insee 2021	**76**	59	54	49
Nombre communes	**25**	43	15	14
Nombre assistants maternels en 2022 (Caf)	**141**	249	74	64
Dont nombre Maisons d'assistants maternels	**6 (3 en projet)**	11	5 (1 en projet)	3 (3 en projet)
Nombre Assistants maternels pour 100 efts < 3 ans en 2022	**17**	19	21	20
Nombre micro-crèches	**1**	7	2	4
Nombre crèches	**1**	2	1	1
Capacités d'accueil PSU totale des crèches et micro-crèches	**36 (dont 12 en PAJE)**	177 (dont 77 places en PAJE)	50	64
Nombre de places en accueil collectif pour 100 enfants < 3 ans	**4**	14	12	14
Nombre Accueils de loisirs sans hébergement pendant les vacances et le mercredi, à partir de la scolarisation, donc vers 2.5 ans au plus tôt.	**8 Accueils avec possibilité d'accueillir 270 enfants de < 6 ans**	11, avec possibilité d'accueillir 333 enfants de < 6 ans	1, avec possibilité d'accueillir 70 enfants de < 6 ans	5, avec possibilité d'accueillir 65 enfants de < 6 ans
Nombre RPE	**1 RPEI en itinérance sur 14 communes**	1	1 RPEI en itinérance sur 12 communes	1 RPEI en itinérance sur 12 communes
Nombre de postes en emploi temps plein en Relais petite enfance	**1,60 ETP**	2.4 ETP + 0.5ETP administratif	1 ETP	1 ETP

On note la baisse conséquente au fil des ans du nombre d'assistants maternels sur le territoire.
Par ailleurs on constate que le nombre de places d'accueil collectif pour les enfants de moins de 3 ans est de 4 pour 100 enfants contre des moyennes entre 12 et 14 % chez les Communautés de communes voisines.

Ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

L'attractivité du territoire en fonction des lieux d'accueil

Lieux de garde des enfants et attractivité du territoire (différence entre le nombre d'enfants qui sont accueillis dans une commune mais n'y résident pas (flux entrant), et ceux domiciliés dans une commune mais accueillis ailleurs (flux sortant)	Pays de Fontenay-Vendée	Vendée
Nombre d'enfants gardés sur le territoire quel que soit leur lieu de résidence (a+c)	549	11300
Nombre d'enfants gardés résidant sur le territoire quel que soit leur lieu de garde (a+b)	574	11375
Nombre d'enfants du territoire gardés dans leur commune (a)	273	7152
Nombre d'enfants du territoire gardés hors de leur commune de résidence-flux sortant (b)	285	3871
Nombre d'enfants du territoire résidant hors de leur commune de garde-flux entrant ©	275	3940
Attractivité du territoire : flux entrant-flux sortant (c-b)	-10	69
Source : CNAF, CCMSA et Acoss-Centre Pajemploi, IMAJE		

Pour le Pays de Fontenay-Vendée le solde est négatif, le nombre d'enfants qui sortent du territoire pour être gardés est donc supérieur à ceux qui y entrent pour être gardés. La garde effective sur le territoire est donc réduite d'autant.

Le nombre prévisionnel de places à créer pour les moins de 3 ans

Données du territoire Pays Fontenay-Vendée

	Nombre enfants - 3 ans	Place PSU	Nouvelle place PSU	Place PAJE	Place scolarisation 2 / 3 ans	Nbre AM actives	Nbre places AM	Taux de couverture	
Taux de couverture 2021								68.1%	
Etat des lieux au 31/12/2023	988	24		12	49	132	489	58%	Place à créer pour atteindre 80 % en 2025 : 299
Prévision 2024	1025	24		12	51	125	477	55%	
Prévision 2025	1064	24	24?	12	53	119	463	52%	

Le nombre de places préconisé tout mode d'accueil confondu pour 2025 est de 299 dans l'optique de couvrir le territoire à hauteur de 80%. Cet objectif est national, conseillé par la CNAF et présenté par la CAF lors de la 1ère réunion de groupe de travail petite enfance en mars 2024.

ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

L'évolution des 3-17 ans sur le Pays de Fontenay-Vendée

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
3-5 ans	1 111	1 194	1 045	-6%
6-10 ans	2 178	2 129	1 972	-9%
11-14 ans	1 689	1 760	1 692	+0%
15-17 ans	1 326	1 277	1 378	+4%

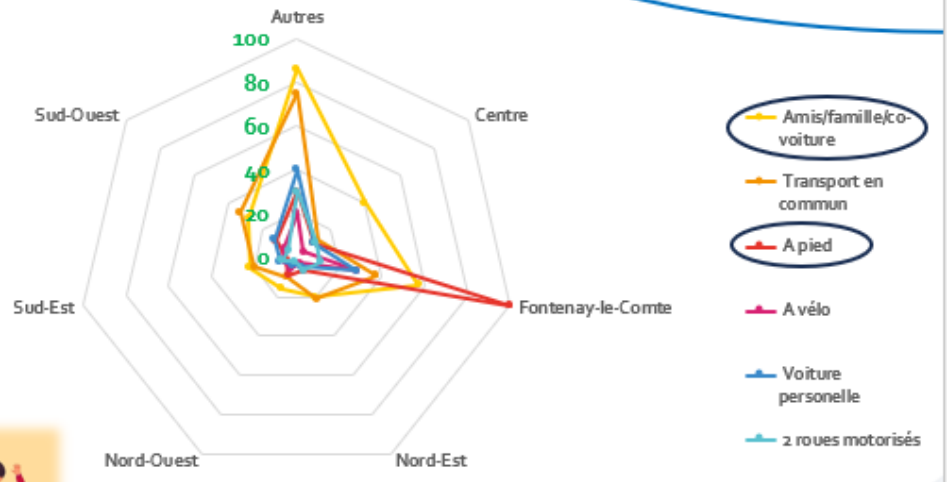
Les extraits du diagnostic jeunesse :

Le diagnostic jeunesse mené conjointement avec la ville de Fontenay-le-Comte fournit des bases quantifiables sur l'accès aux activités pour les pré-ados et adolescents.
Cette étude a servi notamment de support aux élus pour décliner les fiches actions de la CTG 2025-2029.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

14-17 ans –
Ton mode de transport ? (hors temps scolaire)

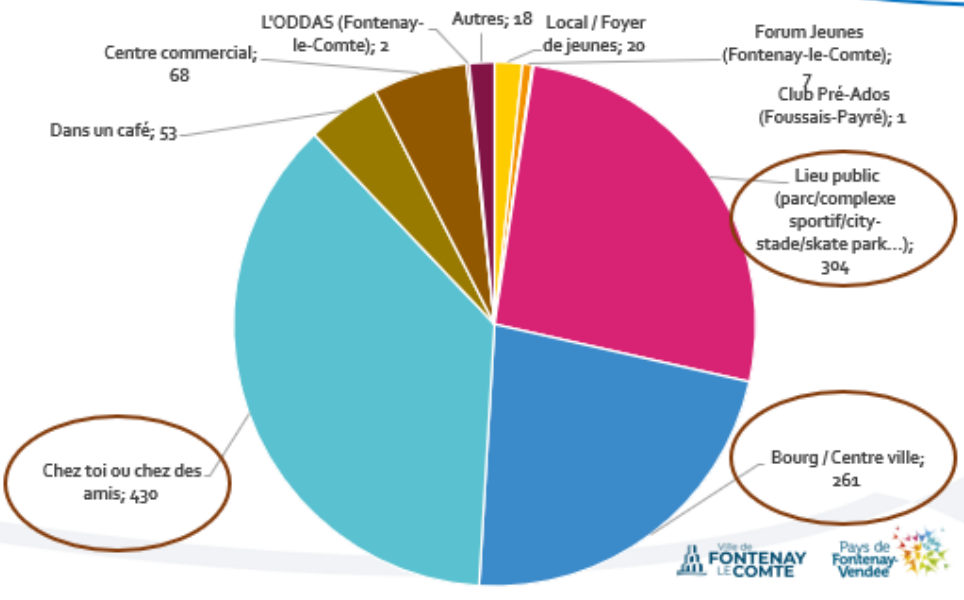
510 réponses de 14 à 17 ans



14-17 ans

Avec tes ami(e)s, où vous retrouvez-vous ? (plusieurs réponses possibles)

510 réponses de 14 à 17 ans

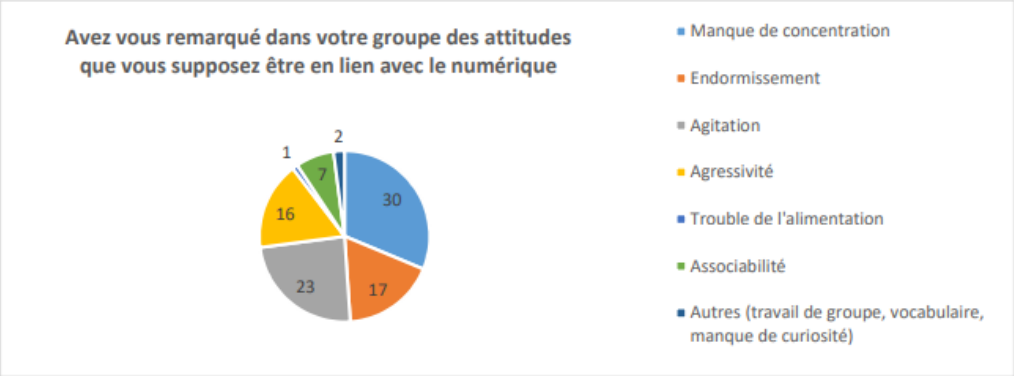


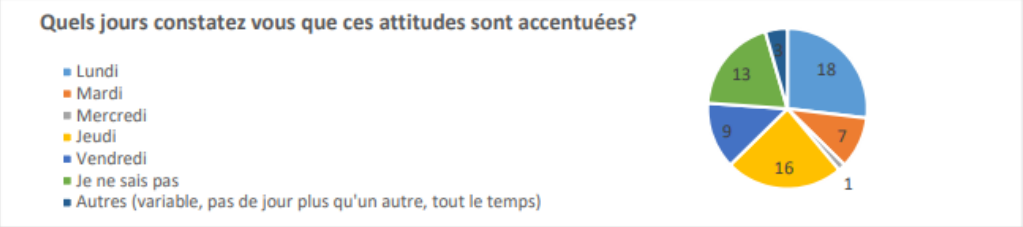
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

1) Présentation des sondages professionnels et familles

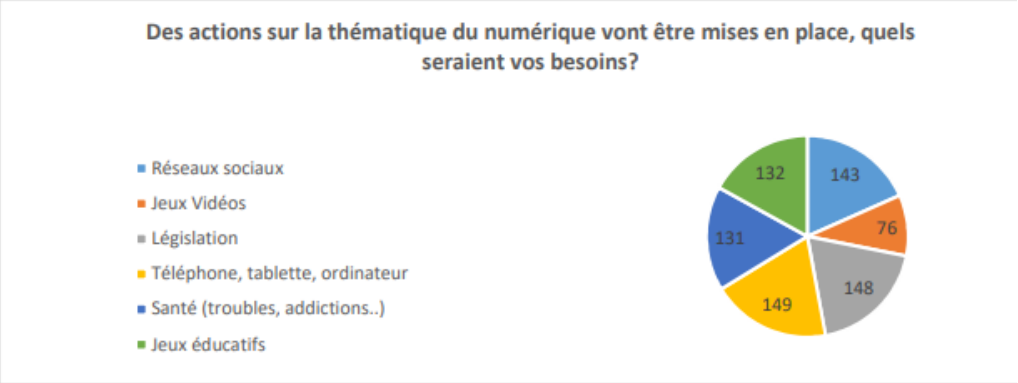
Concernant les professionnels des deux territoires, nous avons eu 31 réponses sur 35 écoles publiques (10 VSA et 21 PFV), 2 réponses sur 16 écoles privées et sur les familles 300 réponses (sur plus de 1000 mails envoyés).

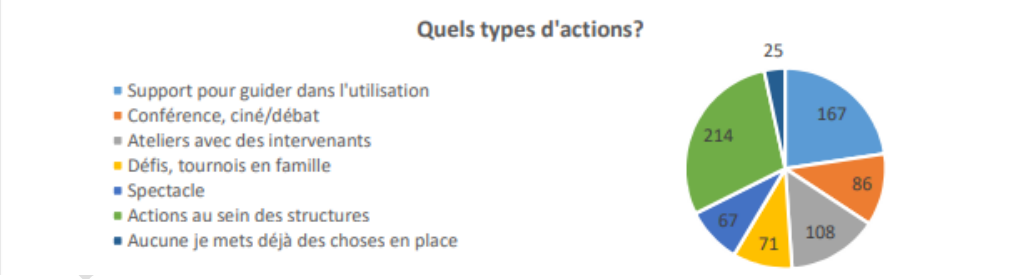
LES ÉCOLES PRIVÉES & PUBLIQUES :





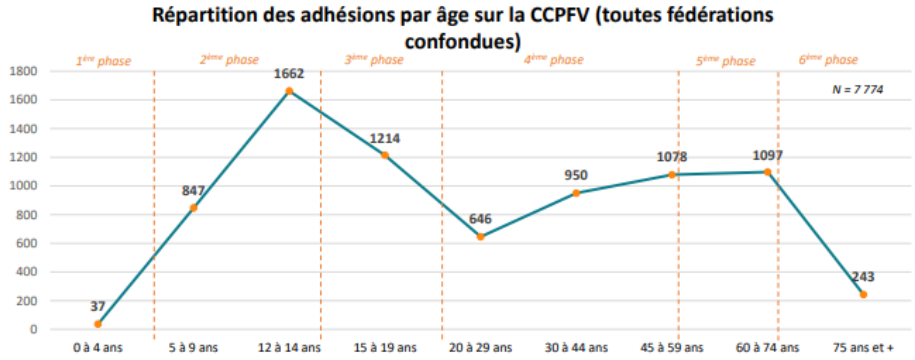
LES FAMILLES :





Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

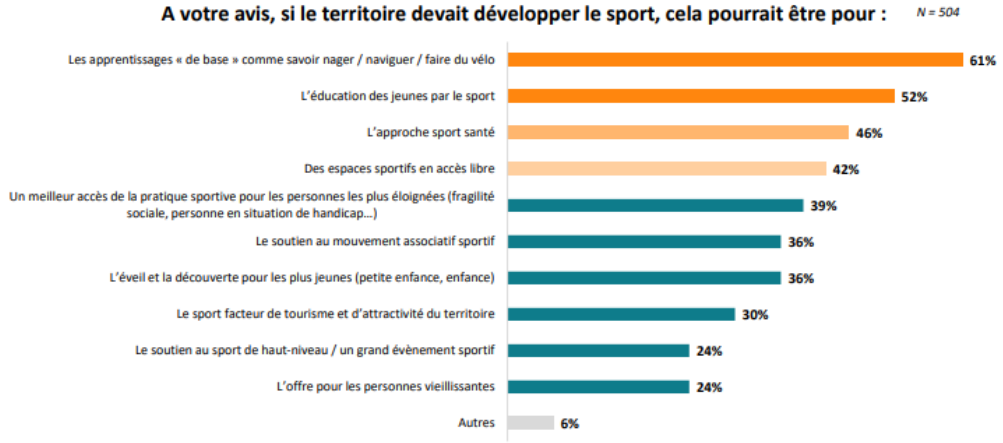
Une continuité de la pratique en question



» Des enjeux vers les tout-petits, en demande d'éveil, avec une offre d'APS à mieux « connecter » aux enjeux éducatifs actuels

» Du côtés des pré-ados, adolescents et jeunes adultes, des contraintes de lieux, de mobilité et de modalités / formes de pratiques

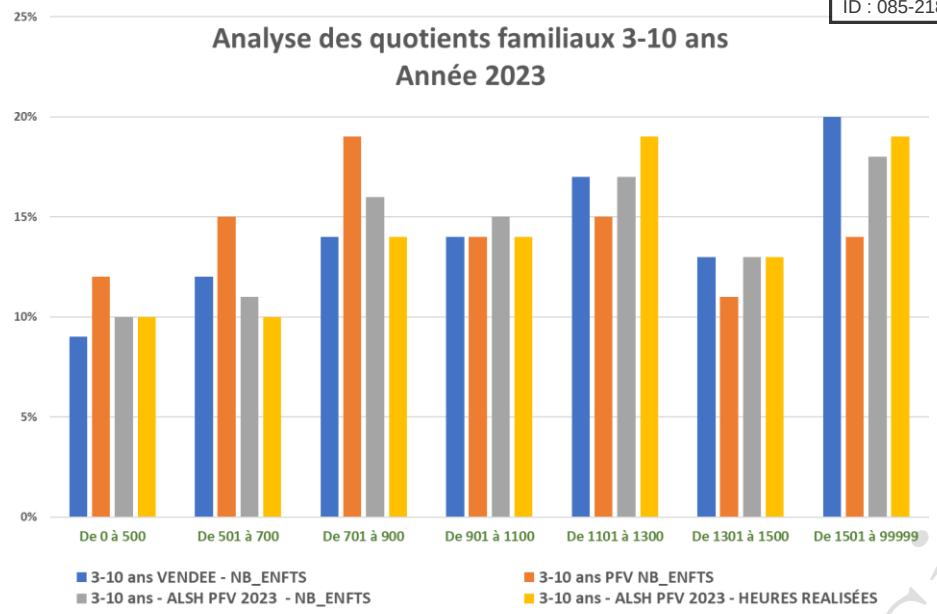
Quelles ambitions sportives pour la CCPFV – *selon les habitants du territoire*

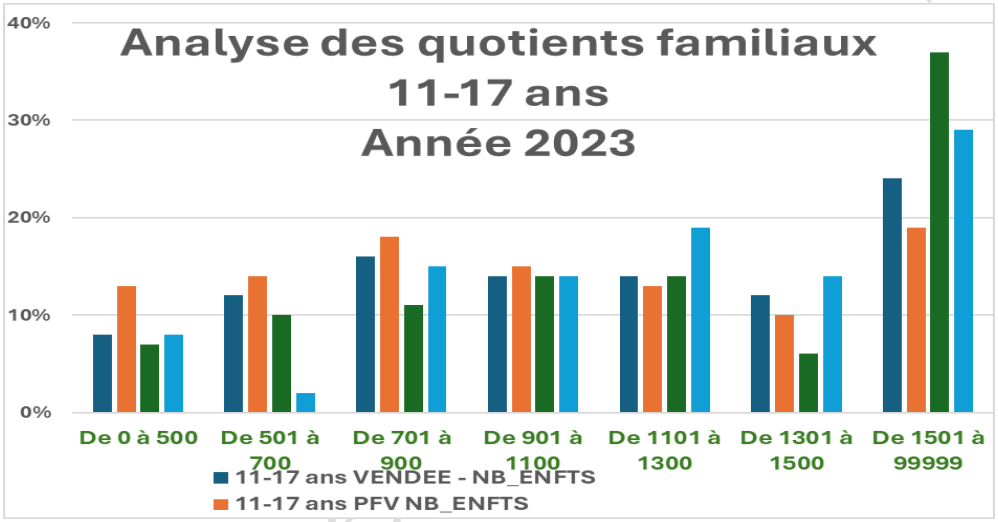


Les analyses des quotients familiaux des utilisateurs des services par rapports aux quotient des familles du territoire

Chaque année la commission enfance jeunesse visualise les différences entre les quotients familiaux des utilisateurs et des habitants, ceci dans le but de les lisser en agissant soit sur les tarifs soit sur des dispositifs à mettre en place.
On observe que les accueils de loisirs sont au quotidien de plus en plus utilisés pour les enfants de 3 à 10 ans quel que soit les tranches de quotients familiaux. À cet âge, les accueils sont utilisés par les parents à des fins pédagogiques mais aussi comme mode de garde.
On note encore des disparités pour les pré-ados selon les quotients familiaux malgré des tarifs accessibles. Il en va de même pour les séjours de vacances. Une vigilance sera apportée sur ces 2 derniers points.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE





Annexe 2 : Équipements et services enfance jeunesse gérés par les collectivités locales (en décembre 2024)

Les équipement enfance jeunesse (hors établissements scolaires) gérés par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée sont listés dans les statuts à l'Article 3.

Les équipements de la ville de Fontenay-le-Comte sont le LAEP La Capucine, la Crèche multi accueil la Farandole, l'accueil jeunes Le Forum jeunes, un Point information jeunesse.

Accueils périscolaires déclarés : Fontenay-le-Comte, Longèves, Foussais-Payré, Pissotte, Saint-Martin-de-Fraigneau.

PEDT : Fontenay-le-Comte, Foussais-Payré, Pissotte, Saint-Martin-de-Fraigneau.

Associations 1901 « foyers de jeunes sans animateur professionnel » : Bourneau, Foussais-Payré, Petosse.

Conseil municipal des enfants : Bourneau, Fontenay-le-Comte.

City stade : Bourneau ; Longèves (terrain multisports) ; Doix lès Fontaines ; Fontenay-le-Comte (x2) ; L'Hermenault ; Mouzeuil-Saint-Martin ; Petosse ; Pissotte ; Saint-Cyr-des-Gâts ; Sérigné ; Vouvant ; Les Velluire-sur-Vendée ; Saint-Michel-le-Cloucq, Mervent).

Spécimen à signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Annexe 3 : Fiches action

Suite à l'évaluation des actions passées, aux enquêtes avec les acteurs du territoire (élus, professionnels, partenaires, familles), 6 axes prioritaires ont été déclinés en 13 fiches actions.

Un coordinateur sera nommé référent sur chaque fiche action, considérant qu'être référent n'est pas l'équivalent d'être pilote d'une action, ceci pour ne pas annihiler les initiatives locales mais au contraire pour les encourager.

Les fiches action pourront connaître des adaptations en fonctions des résultats en cours de Convention, en fonction de nouveaux paramètres susceptibles de modifier la liste des partenaires. La liste des partenaires n'est pas exhaustive.

Les fiches actions présentées ci-dessous restent générales. Chaque modalité de mise en œuvre pouvant devenir un projet à part entière nécessitant ses propres objectifs détaillés ainsi que ses moyens humains, matériels et financiers.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 1. Accompagner le développement des services

1.1. Mettre en place le Service Public Petite enfance

Diagnostic initial :

En 2024, face aux fortes actualités locale et nationale avec le Service Public petite enfance en préparation, la commission enfance jeunesse a proposé la création d'un groupe de travail sur la petite enfance.

Il a permis de travailler sur les enjeux des 4 piliers du service public petite enfance du Pays de Fontenay-Vendée. La Communauté de communes peut démarrer ce nouveau service grâce notamment au Relais petite enfance déjà en place depuis la 1ère CTG ainsi qu'à la coordination petite enfance sur le territoire.

Public cible :

Les familles avec enfants de moins de 3 ans
Les assistants maternels (en individuel et en Maison d'Assistants Maternels)
Les structures petite enfance avant la scolarisation et juste après
Les professionnels et futurs professionnels de la petite enfance

Date démarrage :

2025

Objectifs opérationnels :

Intégrer le Service Public Petite Enfance comportant ses 4 piliers pour les moins de 3 ans :

1. Garantir aux familles un égal accès à l'information et une offre d'orientation.
2. Développer et pérenniser des places d'accueil individuel et collectif sur tous les territoires.
3. Favoriser l'accès réel de tous les enfants aux modes d'accueil.
4. Revoir les modalités de contrôle des modes d'accueil et garantir une offre de qualité.

Modalités de mise en œuvre :

-Échanger avec chaque commune sur ses réponses déjà existantes quant aux 4 piliers du SPPE.
-Connaître les attentes des populations cibles.
-Connaître les volontés des communes en matière d'attractivité.
-Élaborer une feuille de route systématique et accessible à tous les partenaires concernés mettant à jour les informations (ex : -Transmission des informations régulières entre les communes et l'Epci du nombre de naissances, des arrivées des familles).
-Définir les exigences de qualité et de réponse aux besoins lorsqu'un soutien technique ou financier est mis en place.
-Veiller à maintenir voire développer la communication envers les familles et les futurs professionnels et entre collaborateurs. Promouvoir les sites appropriés comme monenfant.fr.
-S'inspirer des outils diffusés sur le site solidarités.gouv.fr

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les élus des communes.
Les services liés à la petite enfance (moins de 3 ans) : le Relais petite enfance, les crèches, les secrétariats de mairie.
Les services liés aux entreprises, à la communication, à l'aménagement du territoire.

Référents de l'action : Coordinateur pivot et petite enfance par le Pays de Fontenay-Vendée.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Résultats attendus :

Une projection de développement ou de maintien de places d'accueil pour anticiper des besoins d'accueil des enfants de moins 3 ans sur chaque commune/zone géographique définie.
Une évolution vers la baisse des attentes concernant les modes d'accueil parallèle à une augmentation des effectifs d'enfants accueillis.
Une inversion de la courbe quant aux métiers de la petite enfance.
Une orientation systématique vers le Relais.

Partenaires sollicités :

Les centres de formation.
Les partenaires Caf, Msa.
La PMI.
Les entreprises.
Les professionnels de la petite enfance.
Les établissements scolaires et les différents modes d'accueil péri et extrascolaires.

Indicateurs d'évaluation :

Places d'accueil : La comparaison avec les données quantitatives connue lors de la signature de la CTG (nb assistants maternel, nb de places en crèche).
Les démarches supplémentaires à celles déjà existantes pour encourager vers les formations.
Méthode d'échanges des données en temps réels entre les communes et la Communauté de communes.
Les différents supports de communication créés.
Une hausse de fréquentation du site monenfant.fr par la zone Sud Vendée.
Une augmentation des contacts vers le Relais petite enfance.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 1. Accompagner le développement des services

1.2. Définir et entretenir une culture commune

Diagnostic initial :

Le groupe de travail temporaire sur la petite enfance en 2024 mis en place par la commission enfance jeunesse ainsi que la dynamique installée par la restitution de l'enquête jeunesse ont permis d'attirer l'attention sur le fait que chaque commune et l'Epci ont leur propre définition de fonctionnements phares tels que les établissements d'accueil du jeune enfant, les associations de jeunes, le soutien à la parentalité, le Relais petite enfance, etc.

Les élus témoignent également de la nécessité de s'informer sur les projets de proximité afin de mener des projets cohérents et sans effet mille feuilles.

Public cible :

Les élus de toutes les communes du Pays de Fontenay-Vendée.

Dates:

Mise en place : 2025

Objectifs opérationnels :

1. Développer une culture commune de la petite enfance en symbiose avec le SPPE.
2. Développer une culture commune de la jeunesse.
3. Entretenir la culture commune de l'enfance.
4. Partager des objectifs.
5. S'informer des projets en cours privés et publics sur le territoire et aux alentours.
6. Découvrir des institutions, des initiatives innovantes, des possibilités d'actions.

Modalités de mise en œuvre :

Poursuivre le travail commun amorcé par la commission enfance jeunesse et le groupe de travail petite enfance présenté en Conférence des Maires le 14 novembre 2024.
Intégrer des temps forts aux Copil thématiques souhaités par les élus comme précisé dans les modalités de gouvernance.
Rendre les outils d'information accessibles aux services.
Travailler par Pôle de proximité dès que souhaité.
Conduire un observatoire petite enfance, enfance, jeunesse.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les services communaux et intercommunaux.
Les intervenants thématiques dès que nécessaires (exemples : Relais petite enfance, Lieux d'Accueil Enfants-Parents, Services départementaux, Assistants maternels, partenaires financiers, associations).

Référent de l'action : Coordinateur pivot du Pays de Fontenay-Vendée.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Résultats attendus :

Une réactivité accrue des services lorsqu'ils sont questionnés sur la question de la petite enfance.
Des supports d'informations partagés.
L'évolution toujours cohérente du maillage du territoire en matière de services petite enfance.
Une dynamique enfance jeunesse partagée sur le territoire (projet éducatif global).

Partenaires sollicités :

Tout professionnel, institutions, collectivités en mesure de présenter leurs actions selon les thématiques souhaitées par les élus.
Les partenaires financiers et techniques.
Les instances départementales.
L'Oddas.

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de rencontres thématiques.
La participation des élus aux temps de gouvernances de la CTG.
Quantités et qualité des supports d'informations partagés mis en place.
La cartographie des services répartis sur le territoire.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant

2.3. Veiller à l'accessibilité des structures péri et extrascolaires (géographique et financière)

Diagnostic initial :

Les élus veillent lors des commission enfance jeunesse à l'accessibilité financière de ses structures péri et extrascolaires. Une évolution notable se remarque depuis 5 ans pour permettre aux familles les moins aisées et aux familles aux revenus médians de mieux accéder aux accueils de loisirs sans hébergement. Ces efforts peuvent être communiqués pour susciter l'intérêt du cercle vertueux de l'accessibilité auprès des collectivités.
Les séjours de vacances et les activités envers les 11-13 ans sont utilisés avec un certain déséquilibre par rapport aux revenus des familles. Ce point à améliorer empêche de fait une mixité sociale.
La Communauté de communes veille à chacune de ses nouvelles compétences à ce que ses services soient accessibles géographiquement. Outre la répartition géographique des activités sur tout le territoire, ce point rejoindra évidemment celui de la mobilité.

Public cible :

Tout organisateur d'activités participant à l'épanouissement de l'enfant.

Dates réalisations principales :

Récurrences annuelles

Objectifs opérationnels :

1. Sensibiliser à l'importance de l'accessibilité tarifaire et géographique des différents organisateurs sur le territoire.
2. Mettre en adéquations les facteurs socio-économiques et les tarifs des services.
3. Poursuivre la communication sur les dispositifs existants pour accéder aux séjours de vacances.
4. Continuer à promouvoir les accueils de loisirs pour leur plus-value éducative

Modalités de mise en œuvre :

Veiller à l'analyse socioéconomique du territoire.
Faire remonter les témoignages du terrain.
Observer les déplacements des familles et relier le thème à celui de la mobilité.
Poursuivre la communication.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Le service enfance jeunesse.
Référents de l'action : Coordinateurs enfance jeunesse et séjours du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Une harmonie et une mixité sociale des utilisateurs des activités.

Spécimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Les collectivités et organisateurs d'activités payantes sur le territoire.
Les financeurs (Caf, MSA, CD).

Indicateurs d'évaluation :

Des données statistiques traduisant un équilibre entre les quotients des utilisateurs et des familles.
Des données statistiques traduisant d'un équilibre des utilisateurs quel que soit leur commune de résidence.
Une influence sur les lieux d'implantation éventuels d'activités.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant

2.4. Participer à la promotion de l'offre culturelle et sportive

Diagnostic initial :

Vu ses compétences en matière culturelle et sportive (p.10), les services de la Communauté de communes ont un rôle à jouer dans la promotion de l'offre qu'elle gère elle-même et bien sûr de tout ce qui existe sur le territoire.
A l'aube de la signature de cette Convention, la Communauté de communes rebâtit sur l'ancien collège Viète à Fontenay-le-Comte le Pôle intercommunal Culture et Jeunesse (PICJ) : à l'automne 2025, c'est l'école de musique intercommunale qui ouvrira suivie d'un accueil de loisirs dès 2026. Les événements culturels se multiplient également sur le territoire.
Côté sport, une étude d'ampleur « Parlons Sport » vient de se terminer qui permettra de présenter les objectifs en 2025. Il ressort de cette enquête et du Copil de décembre 2024 un manque d'activités envers la petite enfance. Parallèlement, lors de la dernière édition des Journées nationales de la Petite Enfance, le bilan dresse la nécessité d'impliquer les associations de sport à leur demande plus en amont.

Public cible :

Les familles.
Les établissements scolaires.

Dates réalisations principales :

2026

Objectifs opérationnels :

1. Se tenir informé des activités sportives et culturelles sur le territoire et les promouvoir au sein des structures et lors d'événements.
2. Convier les associations et structures sportives et culturelles à participer aux Journées de la petite enfance.
3. Poursuivre les animations avec les intervenants de proximité.
4. Poursuivre les interventions en milieu scolaire.

Modalités de mise en œuvre :

Organiser des découvertes.
Sensibiliser les professionnels aux bienfaits du sport et de la culture pour l'enfant.
Provoquer des échanges sur les pratiques de fonctionnement avec les associations.
Intégrer cette volonté dans les projets de fonctionnement des structures.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les services communaux et intercommunaux culture, sport, enfance jeunesse, Contrat Local de Santé, tourisme, les associations locales.
Référents de l'action : Coordinateurs enfance jeunesse, animation de la vie sociale et séjours du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Participation des familles aux événementiels du territoire et au-delà.
Engouement pour la culture et le sport.
Utilisation des infrastructures culturelles et sportives.

Specimen, ne pas signer

CTG Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

.

Partenaires sollicités :

Les bibliothèques, la médiathèque, les associations culturelles, les dispositifs tels que Lire et faire lire, Le Prix départemental des jeunes lecteurs vendéens, les organisateurs d'événements culturels.
L'éducation nationale.

Indicateurs d'évaluation :

Offre associative source MDAV.
Statistiques en évolution par rapport à l'étude parlons sport.
Origines géographiques des inscriptions aux activités culturelles.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes

3.5. Être acteur pour l'insertion professionnelle

Diagnostic initial :

Pour accompagner les adolescents vers leur autonomie en tant que jeune adulte, la Communauté de communes les accueille en stage découverte de métiers, intervient dans les lycées et Maisons Familiales, accompagne financièrement et sur le terrain les stages d'animation et accueille des stagiaires en études régulièrement.

Public cible :

Les adolescents et les jeunes adultes.

Dates réalisations principales :

Récurrences annuelles

Objectifs opérationnels :

1. Faire découvrir les compétences et le fonctionnement de l'EPCI aux jeunes en tant que services pour la population.
2. Participer à l'émancipation du jeune en le formant aux postures professionnelles.
3. Participer à la dynamisme locale.

Modalités de mise en œuvre :

Circuit facilitant des demandes de stage par le service ressources humaines.
Campagne de proposition de stage
Continuité des participations financières aux stages Bafa dès que besoin.
Échanges de bonnes pratiques entre les communes (exemple dispositif Argent de poche).
Découverte des métiers.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Le Campus connecté, tous les services susceptibles de recevoir les stagiaires, de présenter leur métier.
Le bureau d'études dans le cadre de la réfection du Pôle Intercommunal Culture et Jeunesse faisant intervenir les métiers d'artisanat.
Référent de l'action : Coordinateur enfance-jeunesse du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Maintien du lien dans le suivi ultérieur du jeune dans le cadre de ses études.
Retours d'expériences.
Interconnaissance professionnelle avec les partenaires.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

France Travail.
Organismes de formation et de recrutement.
Mission locale.
Associations / entreprises de découvertes de métiers (ex : Outil en main, Oddas).

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de stages
Nombres de demandes financières Bafa sur le territoire.
Nombre d'initiatives communales.
Nombre d'événements liés.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes

3.6. Sensibiliser à l'utilisation du numérique et à l'accès aux droits

Diagnostic initial :

Le jeune s'émancipe en prenant soin de lui, de sa santé physique et mentale. Ainsi les services jeunesse et du Contrat local de santé (CLS) travaillent de concert afin d'orienter correctement le jeune sur son parcours santé.
L'accès aux droits par le numérique est également un point essentiel à appréhender pour s'émanciper. En effet le magazine Viepublique.fr rappelle que « l'illectronisme concerne 15,4% des 15 ans ou plus résidant en France hors Mayotte ». Grandir avec les écrans ne signifie pas obligatoirement savoir l'utiliser pour les démarches administratives.

Public cible : Dates : 1ère réalisation en 2025

Les enfants (prévention pour les futurs adolescents), les adolescents et les jeunes adultes, les parents.

Objectifs opérationnels :

1. Orienter les jeunes vers les personnes ressources pour les accompagner.
2. Participer à l'apprentissage de la bonne utilisation du numérique.
3. Amener les jeunes à se mobiliser pour des projets (formateurs de vie).

Modalités de mise en œuvre :

Connaissance partagée des acteurs et des lieux ressources.
Actions de prévention liées au numérique dès le plus jeune âge.
Conseil technique auprès des communes concernant les projets jeunesse (en association, foyer de jeunes par exemples).
Initier des projets envers les jeunes avec les partenaires.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Services communaux dont Information jeunesse et communautaires.
Référents de l'action : coordinateurs enfance jeunesse et transversaux du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Meilleure utilisation des services administratifs en ligne.
Facilitation de l'accès aux droits.

Specimen : ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

France service, Conseillers numériques.
Oddas.
Partenaires du CLS.
Réaap groupe projet numérique.
Éducation nationale.
Associations.
Promeneurs du Net.
MSA, appels à projets divers.
Vendée Sèvre-Autise.
Services jeunesse (dont Forum jeune).

Indicateurs d'évaluation :

Rajeunissement de l'âge des personnes allant vers les services aidants.
Sollicitations d'aides des jeunes aux partenaires.
Actions envers les jeunes.
Actions avec les jeunes.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes

3.7. Guider les jeunes vers la mobilité

Diagnostic initial :

La mobilité des jeunes est importante pour qu'ils puissent grandir avec la perspective d'oser se déplacer vers des lieux méconnus, afin d' accéder aux activités sportives, aux soins, aux institutions pouvant les accompagner.
Par l'intervention de plusieurs services, les enfants puis les jeunes sont guidés pour apprendre à se déplacer en toute sécurité par les moyens de transports individuels et collectifs. (Les séjours avec objectifs de déplacements en transport en commun, les sorties en milieu réel à vélo, les infrastructures appropriées).

Public cible : **Date 1ère action : 2026**

Les enfants (pour l'apprentissage en tant que futurs adolescents), les adolescents, les parents.

Objectifs opérationnels :

1. Organiser des activités d'apprentissage ludiques et participer à l'existant sur les modes de déplacements.
2. Utiliser les compétences de l'éducation routière pour les apprentissages envers les professionnels, les familles, et pour le dispositif Savoir Rouler à vélo.

Modalités de mise en œuvre :

Envisager des réflexions par Pôles de proximité sur la mobilité des jeunes par des axes sécurisés et des moyens de transports adaptés.
Inclure l'apprentissage de la mobilité dans les projets pédagogiques.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Services communaux et communautaires.
Référents de l'action : coordinateurs enfance jeunesse et animation de la vie sociale du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Une jeunesse qui sait se repérer dans l'espace et qui ose se déplacer avec des objectifs.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Services liés à la mobilité.
Associations.
Oddas.

Indicateurs d'évaluation :

Évolution des réponses sur l'enquête du diagnostic jeunesse traduisant plus de déplacements.
Utilisation des services et équipements par les adolescents et jeunes adultes.
Nombre d'activités mises en place sur ce thème.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 4. Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité.

4.8. Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants

Diagnostic initial :

Coordinateur du Réaap depuis 2019, le Pays de Fontenay-Vendée n'a cessé de faire croître ses actions en parentalité. Des événements deviennent récurrents et d'autres se créent (ex : Journée de la petite enfance, Fête de l'animation, Quinzaine de la parentalité, Semaine de l'adolescence, ateliers parentalité Caf, Moments familles en ALSH et en Relais petite enfance, etc). Le projets Réaap se créent en fonction des attentes transmises par le réseau professionnel.

À l'aube du Service Public Petite Enfance, le soutien à la parentalité continue aussi à se développer en programmant des projets sur le long terme.

Public cible :

Les parents.
Les professionnels gravitant autour de la famille.
Les familles.

Date :

En continu

Objectifs opérationnels :

1. Faire connaître les services publics, privés et associatifs sur le territoire pour les utiliser.
2. Se connaître entre professionnels pour savoir orienter efficacement.
3. Participer à la sécurité affective de la famille

Modalités de mise en œuvre :

Journées de la petite enfance, tous les 2 ans : 2026.
Fête de l'animation, en alternance : 2027.
RÉAAP et son fonctionnement habituel (3 réunions plénières par an et les groupes thématiques projets)
Actions ciblées régulières.
Enquêtes qualité des structures.
Informations à fournir pour l'accueil des nouveaux arrivants par les communes.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les communes.
Les services liés à la petite enfance (moins de 3 ans) : (le Relais petite enfance, les crèches, le Laep), à l'enfance jeunesse (accueils de loisirs, éducation routière, sports, culture, accueils jeunes), le CLS.

Référents de l'action : Coordinateur pivot, petite enfance, enfance jeunesse et transversaux du Pays de Fontenay-Vendée.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Résultats attendus :

Une meilleure connaissance voire un développement des services de soutien à la parentalité.
Un territoire attractif pour les familles.

Partenaires sollicités :

Caf, MSA, Réaap départemental.
Éducation nationale.
Collectivités.
Les associations sportives, culturelles, de solidarité.
L'Oddas et son référent famille.
Intervenants professionnels spécifiques aux thèmes abordés.
Acteurs des contrats type PCAET, Contrat lecture publique, Contrat Locale de santé, Contrat ville, Projet Social, PEDT).

Indicateurs d'évaluation :

Nombre d'actions menées.
Participations aux actions.
Évolution des réponses aux enquêtes menées lors des événements.
Analyse de l'atteinte des objectifs de chaque action menée.
Informations partagées via les outils en place (etreparents, Interstis) sur les actions des partenaires.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 4. Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de

4.9. Étudier la faisabilité de prise de compétence intercommunale du LAEP

Diagnostic initial :

Le LAEP de Fontenay-le-Comte existe depuis plus de 20 ans. Précurseur à son époque il est devenu fortement sollicité par les habitants des territoires voisins.

Ainsi le LAEP accueille aujourd'hui 40 % de la population fontenaysienne, 30 % de la Communauté de communes hors Fontenay et 30 % hors du Pays de Fontenay-Vendée.

Les communes limitrophes au Pays de Fontenay-Vendée n'ont pas de LAEP labellisés sur leur territoire.

Cette fiche action entre dans la catégorie « 4.8. Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants » mais est ici présentée en une fiche action générale du fait de l'impact potentiel en parentalité sur le long terme pour tous les habitants du territoire.

Public cible :

Les élus.
Les besoins des familles.
Les agents.

Date démarrage :

Après validation en conseil communautaire en janvier 2025.

Objectifs opérationnels :

1. Étudier la prise de compétence du LAEP.
2. Décider et argumenter.
3. Établir le fonctionnement pour tout le territoire si prise de compétence intercommunale.

Modalités de mise en œuvre :

Étudier le fonctionnement actuel du LAEP, son coût.
Connaître les besoins de la population du Pays de Fontenay-Vendée.
Dans l'hypothèse d'une prise de compétence prévoir un fonctionnement, humain, matériel et financier.
Décider en connaissance de cause.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les services communaux et intercommunaux enfance (LAEP, RPE et hiérarchies respectives), services support (ressources humaines et finances essentiellement), direction.

Référent de l'action : Coordinateur pivot du Pays de Fontenay-Vendée.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Résultats attendus :

Compte-rendu de l'étude.
Hypothèse des Attributions de Compensation.
Hypothèse des coûts de fonctionnement à minima.

Partenaires sollicités :

La CAF.

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de rencontres avec le personnel.
Rapport émis.
Travail en commission mixte petite enfance-finances.
Décision.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires.

5.10. Veiller à l'inclusion pour chacune des actions

Diagnostic initial :

Les projets de Réaap liés au handicap, les formations des équipes d'animation pour l'inclusion et le nombre d'heures en augmentation d'accompagnement par les AESH démontrent cette nécessité de développer un axe pour l'inclusion sur tous les services à la population et de façon transversale sur tous les axes évoqués dans cette CTG.

Les lois de mai et de novembre 2024 liées aux AESH et aux formations pour la détection des Troubles de Neurodéveloppement sont à surveiller pour leur mise en œuvre sur le territoire.

Les familles allophones doivent pouvoir accéder facilement aux démarches.

Public cible :

Les enfants.
Les professionnels accueillant les enfants.

Date :

À partir de 2025

Objectifs opérationnels :

1. Accompagner le parent dans ses démarches.
2. Rendre les fonctionnements des structures accessibles.
3. Veiller à l'accessibilité physiques des structures.

Modalités de mise en œuvre :

Avoir une connaissance des besoins.
Établir les nécessités de formation.
Évaluer les coûts des AESH en accueil de loisirs sans hébergement dans la mesure du possible.
Poursuivre les actions parentalité liées à la vie quotidienne d'un enfant avec des particularités de prise en charge.
Connaître les normes d'accessibilité.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Les services communaux et intercommunaux enfance, bureau d'études et conseils.

Référent de l'action : Coordinateur référent inclusion et séjours du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Inclusion naturellement mise en place.
Outils facilitant l'accueil des enfants.

spécimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Maison de l'autonomie.
CAF.
Éducation nationale, IME.
Areams.
Adapei.

Indicateurs d'évaluation :

Actions mises en place.
Nombre d'agents formés.
Échanges avec les partenaires.
Fréquence d'utilisation des outils.
Heures d'accompagnement par les AESH.
Nombre d'activités accessibles aux handicaps.
Nombre d'enfants accueillis.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires.

5.11. Déployer des actions de solidarité

Diagnostic initial :

En contact direct avec la population et principalement dans le cadre de la CTG avec les familles, le Pays de Fontenay-Vendée participe à transmettre des valeurs telle que la solidarité et le bien vivre ensemble.

Le service enfance jeunesse déployé sur le territoire organise avec ses partenaires de proximité des rencontres intergénérationnelles, des actions de solidarité et de générosité.

Public cible :

Les enfants.

Date :

À partir de 2025

Objectifs opérationnels :

1. Communiquer sur les actions de solidarité et de lien social déjà menées régulièrement.
2. Partager leur mise en œuvre pour proposer de les étendre.

Modalités de mise en œuvre :

Échanger sur cette thématique via les coordinateurs CTG.
Élaborer des modèles de projets et annuaire.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Le service enfance jeunesse.

Référent de l'action : Coordinateur référent inclusion et animation de la vie sociale du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Une solidarité communautaire qui s'apprend dès le plus jeune âge.
L'exemple et la valorisation de la jeunesse pour les anciennes générations et les futures.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Les communes, Ehpad, associations caritatives.
Les associations locales.
Les opérations nationales.

Indicateurs d'évaluation :

État des lieux et partage de l'information.
Multiplication des actions.
Intégration de la thématique dans les projets pédagogiques.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 6. Renforcer l'engagement pour l'environnement

6.12. Poursuivre les actions pour la qualité de l'air au sein des structures

Diagnostic initial :

L'axe 6 vise à faire de l'engagement pour l'environnement une composante essentielle de la vie des familles, en créant une dynamique collective autour de la durabilité et du respect de la nature.
Les décrets successifs pour la qualité de l'air dans les structures, les formations sur les polluants, les actions menées par les services collaborateurs fournissent les explications prouvant les dégâts des polluants sur le développement de l'enfant.

Public cible :

Les équipes gérant les structures accueillant les enfants.
Les professionnels accueillant les enfants à leur domicile.
Les enfants.

Date :

À partir de 2025

Objectifs opérationnels :

Assurer un air sain dans les structures.
Avoir conscience de l'importance de cet environnement sain.

Modalités de mise en œuvre :

Suivre les étapes de diagnostic des structures conseillées sur les sites gouvernementaux.
Inclure des actions pédagogiques de sensibilisation pour le personnel et les enfants.
Former.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Le service enfance jeunesse, le service environnement, le service prévention, le bureau d'étude.

Référent de l'action : Coordinateur référent environnement du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

L'assurance d'un air sain. Labellisation des structures.

Specimen, ne pas sign

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Les communes ayant des structures.
Les associations de sensibilisation à l'environnement.
Les sites gouvernementaux.

Indicateurs d'évaluation :

Comptes-rendus des diagnostics.
Nombre d'actions mises en place.
Description des modifications d'habitude et d'achats.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 6. Renforcer l'engagement pour l'environnement

6.13. Poursuivre et développer les actions en partenariat pour l'environnement

Diagnostic initial :

La participation aux actions liées à l'environnement sont régulières au sein du service enfance jeunesse grâce aux services collègues et partenaires. Au plus proche de l'enfant, le service a un devoir d'éducation à l'environnement pour que l'enfant ait conscience de la fragilité de son lieu de vie.

Public cible :

Les enfants.
Les professionnels accueillant au sein des structures.

Date :

À partir de 2025

Objectifs opérationnels :

1. Éduquer à l'environnement, à la gestion des ressources, au tri.
2. Inclure des habitudes saines dans le fonctionnement des structures.
3. Réduire les matériaux non recyclables.

Modalités de mise en œuvre :

Continuer les actions d'éducation à l'environnement sur le territoire.
Fabriquer des outils de compréhension de l'environnement.
Se former.
Inscrire des conditions environnementales dans les marchés publics liés aux services enfance jeunesse.

Services mobilisés et responsables de l'action :

Le service enfance jeunesse, le service environnement (PCAET), le service mobilité.

Référent de l'action : Coordinateur référent environnement du Pays de Fontenay-Vendée.

Résultats attendus :

Connaissance de son environnement local, faune et flore.
Habitudes saines respectant l'environnement.
Réduction des impacts environnementaux des services aux familles.
Politique d'achats respectueuse.
Mobilité durable.

Specimen, ne pas sig

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Partenaires sollicités :

Les associations d'éducation à l'environnement.
Les associations de sensibilisation à l'environnement et l'Oddas (recyclerie).
Entreprises.

Indicateurs d'évaluation :

Nombre d'actions mises en place.
Description des modifications d'habitude et d'achats.
Réduction des déchets par les structures.
Prêt des outils pédagogiques fabriqués.
Installations pour la mobilité douce (abris vélos par ex).
Travaux éventuels pour la performance énergétique.
Labellisation.

Notes :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Annexe 4 : Modalités de fonctionnement de la gouvernance et schéma de coopération

Pour conduire la Convention Territoriale Globale, les parties décident de mettre en place des modalités de gouvernance adaptées convenues lors du dernier Copil de décembre 2024. Le processus proposé est le suivant :

La gouvernance

COMITE DE PILOTAGE

Objectifs

- Assurer le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention.
- Proposer des décisions à qui de droit en fonction des réajustements nécessaires.
- Veiller à la coordination entre les partenaires, à leur complémentarité.
- Prendre le temps d'échanger sur des thématiques précises à découvrir ou à approfondir.

Fréquence

Au minimum 3 réunions par an : mars, juin et octobre sont proposées.

Composition

Le Comité de Pilotage sera composé des signataires de la CTG et des représentants thématiques élus, des administrateurs et des techniciens du Pays de Fontenay-Vendée concernés, et de la CAF. Il sera élargi à d'autres acteurs et personnes ressources en fonction des thématiques repérées à titre consultatif.

Animation

Coanimé par la Caf et la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée.

COMITE TECHNIQUE

Objectifs

- Suivre les jalons d'exécution des fiches actions et proposer des actions correctives.
- Analyser les actions et faire remonter les initiatives innovantes.
- Préparer le bon déroulement des Copil et leur ordre du jour.

Fréquence

Organisée par le chargé de coopération ou la Caf, les rencontres auront lieu au minimum 3 fois par an.

Composition

Techniciens CCPFV et CAF (La composition du Comité Technique pourra varier en fonction de l'ordre du jour).

COMMISSION ENFANCE JEUNESSE ET GROUPES DE TRAVAIL

Objectifs

- Poursuivre les demandes de travail de précision
- (en vue d'en)Proposer les synthèses en Copil.
- Provoquer des groupes de travail éphémères lorsqu'un sujet le nécessite.

Fréquence

A minima 4 par an selon la nécessité

Composition

La commission enfance jeunesse se compose des élus décidés lors d'une entrée dans le mandat en cours.

La composition des groupes de travail pourra varier en fonction de la thématique.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Le schéma de coopération

Les coordinateurs thématiques sont répartis sur le territoire et sont des acteurs directs auprès de la population.

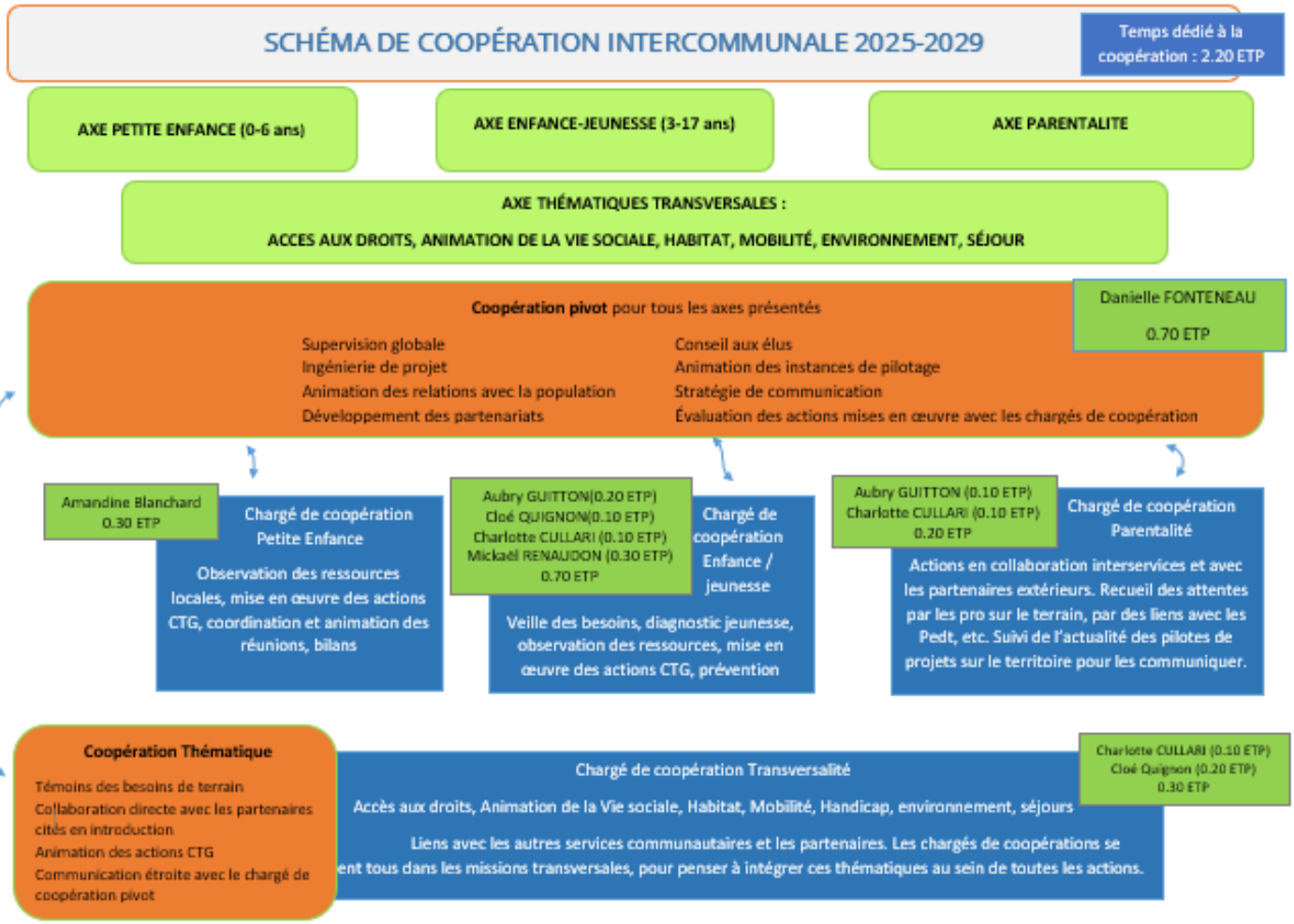
Le schéma de coopération présenté ci-après a été testé de 2022 à 2024. Il a été proposé de le reconduire pour la nouvelle Convention territoriale globale 2025-2029 en ayant conscience qu'il se doit d'être agile.

Ainsi les coordinateurs thématiques (qui doivent être nommés) peuvent se compléter, être temporairement plus nombreux selon les actions ou remplacés tout en maintenant sauf modifications importantes le taux minimum de 2.2 ETP en coordination.

Les référents inclusion et environnement sont conviés à intervenir et délivrer des conseils de façon transversale pour chaque action.

Le Pays de Fontenay-Vendée s'engagent à notifier les changement auprès de la Caf pour avis et accord par avenant.

Ce schéma a pour but de symboliser succinctement comment les services communautaires travaillent en lien étroit en interne et avec les collaborateurs indispensables d'institutions ancrées et de proximité (RPE I, conseiller numérique, structures jeunesse, ALSH, Oddas, établissements scolaires, tiers lieux, médiathèques, France Service, associations, etc. la liste ne saurait être exhaustive, services départementaux, etc, la liste ne saurait être exhaustive).



Le secrétariat permanent de la gouvernance et de la coordination sont assurés par le chargé de coopération intercommunale.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Annexe 5 : Évaluation

Les actions ciblées présenteront des critères qualitatifs et quantitatifs dans leur description des projets. Les thématiques (numérique, mobilité, etc) présenteront un état des lieux dès que connu afin d'évaluer les évolutions au fil de la Convention territoriale globale. En l'absence de critères déjà connus, ces informations à compléter seront justement à inscrire dans les actions à mener.

	Questions évaluatives	Indicateurs	Résultats	Commentaires	Perspectives
Le projet	Le diagnostic et le plan d'actions sont-ils pertinents ?	- Ressenti des acteurs locaux - Actions réalisées - Evolution ou non des données, des enjeux			
	L'offre de service s'est-elle améliorée ?	- Qualité, adaptation et optimisation de l'offre existante - Développement d'une offre nouvelle - Maillage de l'offre sur le territoire			
	Le projet facilite t'il le parcours de vie des familles, l'accessibilité aux services et l'accompagnement ?	- Articulation des différents volets du projet - Meilleure cohérence des actions - Meilleure continuité et complémentarité des services			
	Le projet est-il visible et lisible ?	- Moyens de communication			
	La dynamique partenariale s'est-elle renforcée ?	- Interconnaissance des acteurs - Meilleure connaissance partagée du territoire - Meilleure cohérence et complémentarité entre acteurs - Développement de projets communs, de nouvelles pratiques			
Les moyens	Le pilotage et le suivi de la CTG sont-ils efficients ?	- Nombre de réunions du comité de pilotage et du comité technique - Satisfaction des participants - Implication des partenaires			
	Quelle est la place et la mobilisation des acteurs locaux ? (élus, administrateurs, habitants, professionnels, bénévoles, membres du conseil de développement…)	- Gouvernance du projet - Satisfaction des acteurs - Degré d'implication sur la CTG et dans les différentes actions : information, concertation, co-construction…			
	Les moyens humains, financiers et matériels sont-ils adaptés et	- Moyens affectés au projet - Respect des échéances			

Document ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

	adéquats ?		

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

COMPTE-RENDU

Comité de Pilotage Convention territoriale globale

4 décembre 2024 –16 rue de l'Innovation – Fontenay-le-Comte

Table des matières

I. Accueil et rappels des priorités du CPOG 62
II. Transition entre le réalisé et le reste à faire 63
III. Proposition des 6 axes de la future Convention territoriale globale 63
Axe 1. Accompagner le développement des services de la petite enfance 63
1.1. Mettre en place les piliers du Service Public Petite enfance des moins de 3 ans 64
1.2. Étudier la faisabilité de prise de compétence du LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents) 64
1.3. Définir et entretenir une culture commune 64
Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant 66
2.1. Veiller à l'accessibilité des structures péri et extrascolaires (géographique et financière) 66
2.2. Participer à la promotion de l'offre culturelle et sportive 67
Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes 68
3.1. Être acteur pour l'insertion professionnelle sur le territoire 68
3.2. Accéder à ses droits 69
3.3. Guider les jeunes vers la mobilité 69
Axe 4. Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité 70
4.1. Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants 71
4.2. Accompagner les communes pour la jeunesse 71
Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires 73
5.1. Veiller à l'inclusion pour chacune des actions 73
5.2. Créer des outils et les partager 73
Axe 6. Renforcer l'engagement pour le respect de l'environnement 74
6.1. Poursuivre les actions pour la qualité de l'air au sein des structures 74
6.2. Poursuivre et développer les actions en partenariat pour l'environnement 74
IV. Quel suivi ? 75
V. Clôture 77

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Annexes :

-Les dispositifs Caf de financement de l'accueil du jeune enfant
-L'essentiel du CPOG
-Les 6 axes vierges travaillés lors du Copil
-Le diaporama

Étaient présents :

Madame Sylvie Blaugy, Adjointe, Foussais-Payré
Monsieur Joël Bobineau, Conseiller communautaire, Maire, Mervent
Monsieur Nicolas Cellier, Conseiller communautaire suppléant, Adjoint, L'Orbrie
Madame Anne-Marie Coulon, Conseillère communautaire, 1 ère Vice-Présidente, Maire, Mouzeuil-Saint-Martin
Monsieur Yves Germain, Conseiller communautaire, Maire, L'Hermenault
Monsieur Francis Guillon, Conseiller communautaire, Mairie Saint-Michel-le-Cloucq
Monsieur Michel Pezas, Président du Conseil d'administration Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée
Monsieur Lionel Pageaud, Conseiller communautaire, Maire, Doix Lès Fontaines
Monsieur Michel Pouzet, Conseiller communautaire, Maire, Saint-Martin-de-Fraigneau
Madame Sylvia Suire, 2ème Adjointe, Auchay-Sur-Vendée

Étaient excusés :

Madame Clémentine Bodet, Conseillère municipale, l'Hermenault
Madame Nathalie Faivre, Conseillère municipale, Mouzeuil-Saint-Martin
Monsieur Gérard Guignard, Conseiller communautaire, Maire, Bourneau
Monsieur Ludovic Hocbon, Président, Maire, Fontenay-le-Comte
Madame Julie Bouillaud, Conseillère municipale, Sérigné
Madame Magalie Renaudin, Conseillère communautaire suppléante, Adjointe, Petosse

Madame Karine Gautrey, Directrice du pôle Aménagement du territoire, Pays de Fontenay-Vendée
Monsieur Vincent Lermitte, Directeur Général des Services Mutualisé Fontenay-le-Comte et Pays de Fontenay-Vendée
Madame Carole Lucas, Cheffe du service Santé– Responsable Contrat Local de Santé VSA-PFV
Madame Noémie Pouhet, Animatrice Relais Petite Enfance Itinérant, Pays de Fontenay-Vendée

Personnel administratif présent :

Madame Laurence Daguzé-Duval, Conseillère technique en action sociale, CAF de la Vendée
Madame Carole Meneust, Responsable de département action sociale, CAF de la Vendée

Madame Danielle Fonteneau, cheffe du Service enfance jeunesse, coordinatrice pivot CTG, Pays de Fontenay-Vendée
Madame Ida Guéresse, Animatrice Relais Petite Enfance Itinérant, Pays de Fontenay-Vendée
Monsieur Aubry Guitton, Responsable des accueils de loisirs, coordinateur CTG référent enfance jeunesse, Pays de Fontenay-Vendée
Madame Amandine Métais, Directrice Accueil de loisirs, coordinatrice CTG référente petite enfance, Pays de Fontenay-Vendée
Monsieur Wilfried Picard, Directeur Services à la Population Pays de Fontenay-Vendée
Madame Cloé Quignon, Directrice accueil de loisirs, coordinatrice CTG référente inclusion, Pays de Fontenay-Vendée

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

1.Accueil et rappels des priorités du CPOG

Anne-Marie Coulon accueille et ouvre le tour de table de présentation des participants. Il est rappelé que l'objectif d'aujourd'hui est de définir les grands axes de la future Convention territoriale globale 2025-2029 au regard de l'actualité et de la convention qui se termine.

Carole Meneust resitue la Convention territoriale globale dans le cadre de la CPOG (Contrat pluriannuel d'objectifs et de gestion 2023-2027).

- L'une des priorités est la création du Service Public de la Petite Enfance à partir du 1er janvier 2025. Ce Service avait été présenté en mars 2024 au Pays de Fontenay-Vendée avec le groupe de travail petite enfance. Les objectifs sont notamment d'accompagner les familles par le biais, en outre, des Relais Petite Enfance et du site monenfant.fr. Les financements tant en investissement qu'en fonctionnement pour les crèches sont un signal fort de cette volonté d'accueillir au mieux la petite enfance. L'insertion sociale et professionnelle font pleinement partie de la qualité de l'accueil.
- Les aides techniques et financières envers les accueils collectifs de mineurs se poursuivent bien sûr permettant l'accessibilité financière, la qualité, la coordination et la transversalité par les Projets éducatifs de Territoire (PEDT).
- La Caf encourage la pro activité pour la jeunesse et toujours le « aller vers » par le biais des structures, des Promeneurs du Net (PDN), des actions de prévention, des dispositifs hors les murs et menés par les partenaires comme l'Oddas.
- L'inclusion est transversale pour tous les sujets abordés, par l'ingénierie et les financements.
- La Caf soutient les actions parentalité et sous-tend les Réseaux locaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP).
- L'accès aux droits par l'orientation des usagers vers les bons interlocuteurs comme France Service et l'animation de la vie sociale comme ce que permet l'Oddas demeurent également des travaux incontournables.

La Caf sait accompagner les services techniquement ainsi que l'ensemble de la population du Pays de Fontenay-Vendée. Ainsi environ 900 000 € sont versés aux collectivités, aux associations et à l'EPCI (dont environ 500 000 € pour le Pays de Fontenay-Vendée). En rajoutant ses allocataires, la Caf verse 2 833 900 € en 2024 pour tout le territoire. Ces dépenses concernent les missions de la Caf à savoir la petite enfance, l'enfance jeunesse, l'accès au handicap, la solidarité, le logement et la prime d'activité. La Caf de la Vendée continue à accompagner le développement de ce qui est déjà mis en place. Cela lui est permis notamment par ses Fonds locaux. Un important pouvoir est donné à l'enfance, aux familles et au « aller vers ».

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

2.Transition entre le réalisé et le reste à faire

Michel Pezas rappelle les conditions empressées mais réussies de la signature de la première Convention territoriale globale 2020-2024 avec le Pays de Fontenay-Vendée, veille de confinement pour lutter contre la pandémie.

Anne-Marie Coulon énumère la réalisation de plusieurs actions :

- Le Relais Petite Enfance Itinérant (RPEI) qui s'est mis en place en 2020, puis s'est élargi en intégrant le Relais de la ville de Fontenay-le-Comte : Cela concernait la 1ère fiche action prioritaire de la CTG 2020-2024.
- Les accueils de loisirs ont quasiment doublé leur nombre d'heures d'accueil en seulement 5 ans après la prise de compétence en 2019 pour répondre aux fortes attentes des familles. 9 Accueils de loisirs sans hébergement communautaires sont aujourd'hui répartis sur le territoire.
- Des actions de parentalité, de partenariats, de découvertes des services (avec le RÉAAP, la Semaine de la Petite Enfance, l'Animation en Fête, les projets interservices, etc.) se déroulent sur le territoire.

Aujourd'hui il est temps d'écrire les 5 prochaines années. La commission enfance jeunesse y travaille depuis plusieurs réunions en notant à chaque fois ce qu'il faudrait améliorer, créer, arrêter.

Ainsi l'ordre du jour de la réunion à discuter ensemble est le suivant :

-Proposition des grands axes pour avoir une vue d'ensemble puis être en mesure de proposer et de trier les fiches actions.

-Déclinaison des actions par axe.

-Suivi souhaité de l'avancée de cette future CTG.

-Clôture et prochains rendez-vous.

3.Proposition des 6 axes de la future Convention territoriale globale

Chaque axe est présenté succinctement puis des notes sont recueillies sur un temps de réflexion individuel ou par table pour compléter les attentes. Ces notes sont retranscrites en vert dans ce document. L'objectif de ce copil est la définition des grands axes, par conséquent nous ne trouverons pas systématiquement des propositions de solutions pour les actions citées. Ces démarches se préciseront justement par les fiches actions qui seront retenues et déclinées jusqu'en 2029.

Axe 1. Accompagner le développement des services de la petite enfance

Présentation :

Cet axe fait suite aux travaux du groupe petite enfance et à la discussion lors de la conférence des Maires.

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Il s'agit de :

1.1.Mettre en place les piliers du Service Public Petite enfance des moins de 3 ans

(Se référer aux comptes rendus du groupe de travail petite enfance de mars et de septembre 2024)

À savoir procéder au recensement des besoins des modes d'accueil, leur planification, l'accompagnement des parents et des professionnels pour des services de qualité par les formations et l'inclusion.

Le taux de couverture en places d'accueil au Pays de Fontenay-Vendée est d'environ 55 % quand la CPOG vise un taux supérieur à 80 %. La réflexion était déjà engagée pour maintenir les modes d'accueil individuels notamment grâce aux missions du Relais, il conviendrait à présent d'encourager également les modes d'accueils collectif qui représentent aujourd'hui 4% des modes de garde des enfants de moins de 3 ans.

1.2.Étudier la faisabilité de prise de compétence du LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents)

Cette action est citée pour être inscrite dans les fiches de la future Convention territoriale globale.

Il est remarqué que cette action trouvera son sens et donc sera développée dans l'axe 4 avec la parentalité.

1.3.Définir et entretenir une culture commune

Le groupe de travail petite enfance et la commission enfance jeunesse constatent régulièrement que certains sujets méritent d'organiser des temps à part pour des échanges instructifs et des projets cohérents. La politique petite enfance en fait partie autant sur l'actualité nationale que sur les projets en cours sur le territoire et à proximité (exemple créations de MAM).

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 1. ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE LA PETITE

ENFANCE : LES NOTES COMPLÉMENTAIRES RETRANSCRITES :

-Rendre les structures et des tarifications plus lisibles :

- En valorisant les services communaux, intercommunaux et partenariaux.
- En favorisant l'interconnaissance entre les professionnels pour mieux orienter les familles.
- En organisant des actions de proximité, en allant vers l'habitant directement (actions Éveil et langage ; Journées de la petite enfance, mises à disposition de lieux supplémentaires adaptés pour l'itinérance du Relais petite enfance, éveil corporel petite enfance et initiations).
- En progressant toujours un peu plus vers les Relais petite enfance en tant que guichet unique et le « aller vers ».
- En utilisant à bon escient nos moyens de communication déjà existants.

-Maintenir le développement des places d'accueil :

- En valorisant le métier d'assistant maternel pour l'accueil individuel.
- En soutenant l'implantation des MAM, leur maintien et les équipements qui gravitent autour.
- En encourageant les structures collectives en PSU (Prestation de Service Unique) crèches et micro-crèches.

-Poursuivre les actions de parentalité :

- En développant des structures type AEJE (Accueil et Éveil du Jeune Enfant).
- En étudiant la faisabilité d'étendre le LAEP à tout le territoire.
- En organisant des actions intergénérationnelles aînés-enfants.
- En valorisant les actions des partenaires liés à l'animation de la vie sociale, à la parentalité, à la culture, au sport.

-Permettre l'insertion professionnelle :

- En poursuivant les actions menées aujourd'hui au sein de la Communauté de communes pour accompagner vers la professionnalisation (portes ouvertes, salons, échanges avec les lycées, stages découvertes d'orientation, aides Bafa, etc).
- En implantant une crèche AVDIP (A Vocation d'Insertion Professionnelle) pour l'accessibilité professionnelle et sociale.

-Rendre le territoire attractif pour les jeunes familles :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- En traçant la trajectoire souhaitée sur chaque pilier du Service Public Petite Enfance.
- En veillant à la qualité de l'accueil, aux formations professionnalisantes dont l'accès pourrait être facilité.
- En proposant des places en crèche pour permettre la vie active en sollicitant les entreprises sur ces projets.
- En travaillant en partenariat avec les autres communautés de communes.

-Se donner une vision de la démographie sur 2025-2029, voire au-delà :

- En allant chercher les infos en temps réel sur les naissances, les mouvements de population.
- En connaissant les besoins/freins atypiques, de mobilité pour y répondre.

-Poursuivre l'inclusion (propositions développées dans l'axe 5).

Axe 2. Réduire les inégalités d'accès aux activités et participer à l'épanouissement de l'enfant

Présentation :

Cet axe dans la Convention d'Objectifs et de Gestion de la CNAF fait référence aux activités péri et extrascolaires. Elle peut s'élargir à toutes les activités en considérant la sensibilisation à l'accessibilité financière et géographique sur le territoire. L'accessibilité pour les enfants en situation de handicap sera dans l'axe 5.

Il s'agit donc de :

2.1.Veiller à l'accessibilité des structures péri et extrascolaires (géographique et financière)

Les activités péri et extrascolaires concernent dans ce cadre les activités pour les enfants le mercredi en période scolaire (= le périscolaire hors garderie matin, midi et soir des lundi, mardi, jeudi et vendredi des jours d'école) et les jours en dehors de l'école (=extrascolaire).

Comme en témoignent les comptes-rendus annuels pour la révision tarifaire, la commission enfance jeunesse poursuit son travail de mise en parallèle des quotients familiaux des habitants du territoire à ceux des fréquentations au sein des accueils de loisirs communautaires. On constate que les différences se lissent entre les quotients pour les participations en journées aux accueils de loisirs mais que des efforts restent à faire pour rendre les séjours accessibles. Ce dernier point est améliorable grâce à la mise en place des

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

séjours vacaf en 2024. La communication avec les familles doit se poursuivre pour informer sur les aides aux séjours ainsi que sur les colos apprenantes pouvant être organisées par les communes.

En plus de garder les enfants en toute sécurité pour permettre aux parents de concilier vies familiale et professionnelle, ces activités présentent de fortes plus-value éducatives, l'accessibilité va de pair avec l'équité. Les élus sont conviés à s'inscrire à la journée du 17 janvier organisée entre autres par la SDJES, l'Éducation nationale et l'association des Maires sur « La plus-value éducative de nos accueils collectifs de mineurs comment la valoriser ? ».

L'existence et la progression des PEDT (Projets Éducatifs De Territoire) à Foussais-Payré, Pissotte, Fontenay-le-Comte, Saint-Martin-des-Fontaines est une piste idéale pour veiller à ce que l'enfant accède aux différentes activités éducatives sur le territoire. Il est rappelé que pour être accompagné sur les mises en place et suivi de PEDT, le Responsable des accueils de loisirs peut être contacté au Service Enfance Jeunesse du Pays de Fontenay-Vendée pour orienter.

2.2.Participer à la promotion de l'offre culturelle et sportive

Le territoire est dynamique par ses services, ses organismes privés et associatifs. La Communauté de communes en connaissant tous ces dispositifs peut participer à leur promotion pour que les familles bénéficient de l'offre de proximité.

Le service enfance jeunesse communique auprès des parents sur les activités culturelles et sportives du territoire et en organisent avec les acteurs locaux.

On constate que l'offre d'activités physiques pour les enfants de moins de 6 ans manque sur le territoire. Le rapprochement est fait avec l'étude sport menée par la Communauté de communes pour les 10 prochaines années.

Il est par ailleurs prévu d'anticiper l'invitation des associations sportives à participer aux Journées de la Petite Enfance 2026 afin qu'elles aient le temps de s'organiser.

AXE 2. RÉDUIRE LES INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX ACTIVITÉS ET PARTICIPER À L'ÉPANOUISSEMENT DE L'ENFANT : LES NOTES COMPLÉMENTAIRES RETRANSCRITES :

-Travailler en partenariat avec :

- Éveil et Langage (les Peps).

spécimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- Les Bibliothèques.
- Lire et faire lire.

-Permettre aux professionnels de l'enfance œuvrant sur le territoire de bénéficier eux-mêmes des activités.

-Continuer à rendre les accueils de loisirs attractifs.

-Poursuivre les aides de la Communauté de communes.

-Maintenir l'offre pour l'accès des familles les plus modestes aux services.

-Étudier l'accès géographique par les transports autre que voiture personnelle du parent et proposer des solutions pour la mobilité sur tout le territoire.

-Provoquer un temps d'échange avec le club de sport initiant les moins de 6 ans basé à l'Hermenault de longue date pour s'inspirer de leur méthode.

-Accompagner/orienter les parents vers les services existants (à développer dans l'axe 4).

-Former les professionnels et les intervenants.

-Informer les familles de l'existant en éveil corporel puis activités physiques.

Axe 3. Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes

Présentation :

Bien grandir au Pays de Fontenay-Vendée signifie continuer à accompagner l'enfant et sa famille vers son émancipation en tant que jeune adulte et dans ses futurs choix professionnels.

Les associations, institutions du territoire et partenaires sont également présents sur cet axe qui nécessite toujours de l'investissement.

Il s'agit donc de :

3.1.Être acteur pour l'insertion professionnelle sur le territoire

Pour accompagner les adolescents vers leur autonomie en tant que futur jeune adulte, la Communauté de communes les accueille en stage découverte de métiers, intervient directement dans les lycées et Maisons Familiales, accompagne financièrement et sur le terrain les stages au Brevet d'Animateur (BAFA). France Travail, le Campus connecté et les organismes de formation intègrent également le réseau pour se préparer à la vie active.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

3.2.Accéder à ses droits

Le jeune s'émancipe en prenant soin de lui, pour sa santé physique et mentale. Ainsi les services jeunesse et du Contrat Local de Santé (=CLS) travaillent de concert afin d'orienter correctement le jeune sur son parcours santé. Également la Communauté de communes fait intervenir son conseiller numérique en parentalité. On constate effectivement que les jeunes ne maîtrisent pas systématiquement l'utilisation du numérique pour leurs démarches administratives. Or celles-ci commencent à prendre beaucoup de place dès cet âge-là.

3.3.Guider les jeunes vers la mobilité

La mobilité des jeunes est importante pour qu'ils puissent grandir avec la perspective d'oser se déplacer vers des lieux méconnus, pour qu'ils accèdent aux activités sportives, aux soins, aux institutions pouvant les accompagner.

Par l'intervention de plusieurs services, les enfants puis les jeunes sont guidés pour apprendre à se déplacer en toute sécurité par les moyens de transports individuels et collectifs. (Les séjours avec objectifs de déplacements en transport en commun, les sorties en milieu réel à vélo, les infrastructures appropriées).

AXE 3. FAVORISER L'AUTONOMIE ET L'ACCÈS AUX DROITS DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES ADULTES : LES NOTES COMPLÉMENTAIRES RETRANSCRITES :

-Travailler en partenariat avec :

- Dispositif Mentorat (les Peps).
- Les Bibliothèques.
- Lire et faire lire.
- Les Promeneurs du Net (=PDN).
- L'Oddas.
- L'Éducation Nationale.
- Les conseillers numériques.

-Améliorer les transports :

- Ouvrir des horaires de lignes de transports vers les accueils de loisirs sans hébergement pré-ados.
- Transport en commun entre les communes.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- Réfléchir par Pôle de proximité sur la mobilité des jeunes par des axes sécurisés et des moyens de transports adaptés.
- Encourager aux déplacements doux en toute sécurité (pistes cyclables).
- Mettre à disposition une flotte de vélos dont électriques.

-Les aides aux formations :

- Recenser les aides Bafa pour informer les jeunes et leurs parents.
- Développer ou poursuivre les aides financières formations dont Bafa.
- Aider financièrement aux formations.

-Promouvoir les activités dont celles des associations :

- Accompagner les jeunes dans la découverte des métiers manuels (Découvertes des métiers comme l'Outil en main, observer les métiers intervenant sur le PICJ).
- Favoriser l'accessibilité aux clubs sportifs.
- Aider à faire perdurer les foyers de jeunes au sein des communes.
- Créer un conseil des enfants, communal et intercommunal.
- Organiser des activités par Pôles de proximité.
- Amener les jeunes à se mobiliser entre eux et à proposer des projets en se sentant soutenu par la Communauté de communes.

-Accompagner le jeune :

- Assurer des permanences sur le territoire de points d'accueil écoute jeunes.
- Leur trouver des points de rencontre comme les city Park.
- Informer personnellement (se servir de leurs outils comme les campagnes par sms, les réseaux sociaux et les médias) et collectivement en se déplaçant sur leurs lieux de loisirs, de sport, scolaires.
- Développer le dispositif communal « argent de poche ».
- Accompagner le parent (à développer dans l'axe 4).

Axe 4. Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité

Présentation :

Pour les parents, Vies sociale, professionnelle et familiale sont toujours difficiles à mener de front.

Il s'agit donc de :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

4.1.Poursuivre les actions de parentalité et la valorisation des services existants

Soutenir le parent c'est lui indiquer les adresses appropriées lorsqu'il en a besoin et sans tarder quel que soit le thème (les études, les soins, les aidants, les activités de loisirs par exemples). La Communauté de communes et le Réaap (=Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) communiquent sur etreparents85.fr et monenfant.fr, notamment via le service enfance jeunesse.

Accompagner le parent passe donc par de l'interconnaissance entre les intervenants auprès de l'enfant d'une part et par le fait de faire découvrir ces services aux parents d'autre part (dont Les Journées de la petite enfance, l'Animation en fête). Le Réaap Vendée Sèvre Autise et Pays de Fontenay-Vendée a bien sûr toute sa place sur cet axe. Néanmoins plus les professionnels se connaîtront plus ils pourront communiquer auprès des parents sur les services vers lesquels ils peuvent se tourner ainsi que sur les actions qui que soit l'organisateur.

Le Contrat Local de Santé, la mobilité et le numérique intègrent le soutien pour aider le parent à se tenir informé des nouvelles démarches, des nouveaux risques liés au numérique, de nouvelles façons de se déplacer.

Un LAEP (=Lieu d'Accueil Enfant Parent) accueille les familles avec les enfants de moins de 6 ans, gratuitement, de façon anonyme et sans condition dont de résidence. La ville de Fontenay-le-Comte a été précurseur en installant son LAEP il y a environ 25 ans. Aujourd'hui ce lieu de soutien accueille 40 % de la population fontenaisienne, 30 % du Pays de Fontenay-Vendée (hors Fontenay-le-Comte) et 30 % en dehors de la Communauté de communes. Le groupe de travail petite enfance en 2024 a donc soumis l'étude de faisabilité de prise de compétence intercommunale du Laep. La commission enfance jeunesse a poursuivi avec la proposition d'une sensibilisation des Communauté de communes voisines en même temps qu'une découverte de ce qu'est un LAEP, aussi pour désengorger le Laep fontenaisien.

4.2.Accompagner les communes pour la jeunesse

Un diagnostic jeunesse a été mené depuis 2023. Lors de la restitution les élus et les partenaires ont travaillé sur des pistes d'avenir. Les propositions (cf compte-rendu) sont conservées et sources d'inspiration. La commission enfance jeunesse du 2 décembre propose d'entamer la CTG par 2 priorités issues de ce travail :

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

-Communiquer mieux avec les jeunes et les multiples partenaires pour les messages qui leur sont adressés ainsi qu'à leurs parents.

-Sensibiliser les équipes municipales par Pôle de proximité sur la jeunesse ou communiquer sur les projets en cours et pouvoir en échanger.

AXE 4. SOUTENIR LES PARENTS, EN COUPLE, SEULS OU SÉPARÉS, DANS L'EXERCICE DE LEUR PARENTALITÉ : LES NOTES COMPLÉMENTAIRES RETRANSCRITES :

-Se rencontrer :

- Organiser des groupes de paroles, de rencontres, autour de thèmes ou libres et avec différents professionnels.
- Un Laep itinérant pour les familles qui n'ont pas la possibilité de s'adapter.
- Plus d'ouvertures du Laep le samedi.
- Proposer des conférences.
- Organiser des soirées ou matinées au sein de accueils de loisirs.

-Communiquer :

- Prendre appui sur les communes.
- Informer les enseignants des actions de parentalité pour qu'ils puissent transmettre les informations.

-Renforcer les partenariats :

- Renforcer le réseau de professionnels dont l'Éducation nationale.
- Travailler avec les médiateurs familiaux.
- Travailler avec les différents partenaires existants comme l'Oddas.

-Soutenir :

- Le PDN (=Promeneur du Net) Parentalité est une nouvelle forme d'intervention.
- Faire une charte du parent, les accompagner dans leur rôle, au cas par cas.
- Informer par les réseaux sociaux en général.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires

Présentation :

Axe également essentiel de la CPOG, le Pays de Fontenay-Vendée y accorde aussi toute son importance.

Le Réaap VSA-PFV mène par un groupe de travail interprofessionnels (dont le Relais petite enfance itinérant) des travaux sur ce thème. On rappelle qu'une conférence « Le handicap des tout petits » s'est tenue avec de riches échanges en fin d'année 2023. Un projet supplémentaire à destination des familles pour mieux les accompagner dans leurs démarches lorsque leurs enfants présentent des particularités se prévoit dès mars 2025.

Avec l'aide de la Maison Départementale de l'Autonomie, les accueils de loisirs sans hébergement se forment et créent des outils concrets pour mieux accueillir les enfants.

Il s'agit donc de :

5.1.Veiller à l'inclusion pour chacune des actions

L'inclusion nécessite toujours d'être améliorée. Son intégration dans la CTG pourrait être transversale pour chaque fiche action de chaque axe, cependant la Communauté de communes pour faciliter l'inclusion soumet un axe à part entière afin de toujours veiller à ce qu'il soit inclus au mieux dans les projets.

5.2.Créer des outils et les partager

Les professionnels de l'enfance dont pour le moment ceux de la Communauté de communes prévoient des outils à se partager sur le territoire.

Des habitudes solidaires communales sont en place sur lesquelles on peut prendre exemple, comme les cartes de Noël annuelles des enfants en partenariat avec l'Oddas et l'accueil de loisirs basé à Doix Lès Fontaines.

Axe 5. Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires : les notes complémentaires retranscrites : S'appuyer sur l'existant :

- Le PRH (=Pôle ressources handicap).
- Les associations.
- Les initiatives des habitants.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

- Les Espaces de vie sociale.
- L'Oddas.

-Prévoir des moyens suffisants :

- Pour le personnel accompagnant dans les structures.
- pour le matériel adapté.
- pour des locaux adaptés.

-Créer des événements festifs.

-Casser l'isolement et aller chercher les personnes isolées.

-Sensibiliser.

-Créer une unité spécifique à destination des familles, un réseau de vigilance.

-Se former et former.

Axe 6. Renforcer l'engagement pour le respect de l'environnement

Présentation :

Ce sujet a mérité également de devenir un axe prioritaire pour donner les meilleures conditions à l'enfant de grandir dans un environnement sain et qu'il ait conscience de la fragilité de l'environnement.

6.1.Poursuivre les actions pour la qualité de l'air au sein des structures

Grâce à la précision des décrets successifs, des démarches sont mises en place pour s'assurer d'une qualité de l'air suffisante pour les enfants au sein des structures.

Ces gestes peuvent se mener pour certains lors d'activités pédagogiques avec les enfants également. La sensibilisation à l'air que l'on respire avec ou sans polluants se destine vers le personnel et vers les enfants par les habitudes quotidiennes (produits, feutres, ventilations, etc).

6.2.Poursuivre et développer les actions en partenariat pour l'environnement

Le Pays de Fontenay-Vendée par ses compétences est engagé pour l'environnement, le service enfance jeunesse participe aux projets des autres services ou/et les communique aux familles tels que la Quinzaine de l'environnement, les ateliers énergie avec l'association Elise répartis sur tout le territoire, avec d'autres partenaires comme la Cicadelle et Graine de nature pour l'éducation à l'environnement, les interventions du Sycodem, la création

Specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

d'hôtels à insectes, Land'Art, Opérations Nettoyons la nature, et la végétalisation au sein des accueils de loisirs.

L'année 2025 étant sur le thème de l'arbre, elle sera utilisée comme point de départ de cet axe.

AXE 6. RENFORCER LA SOLIDARITÉ PAR LE SOUTIEN AUX POLITIQUES D'INSERTION, D'AUTONOMIE ET DE HANDICAP, EN LIEN AVEC LES PARTENAIRES : LES NOTES COMPLÉMENTAIRES RETRANSCRITES :

Prendre ou faire perdurer de bonnes habitudes :

- Sortir, quel que soit l'âge, voir plus loin dehors.
- Continuer les séjours nature.
- Poursuivre les plantations au sein des accueils de loisirs.
- Connaître son patrimoine naturel local.

-Sensibiliser :

- Renforcer les partenariats pour nettoyer la nature avec les communes, le Sycodem, Solitop, action Ville propre.
- S'intéresser à Label Vie pour les Eaje et Alsh.
- Former et montrer l'exemple.
- A l'économie d'énergie, de consommation.

-saisir les occasions d'effectuer des circuits courts dans les achats :

- Consommations pédagogiques.
- Restauration collective.

4.Quel suivi ?

La première convention territoriale globale était suivie et guidée par un comité de pilotage (=Copil) se réunissant au moins une fois par an. Il était composé de :

-Président et Vice-Présidents pour l'enfance jeunesse, la culture, l'action sociale, l'aménagement du territoire et la santé.
-Directeurs de pôles correspondants.
-Chef de service enfance jeunesse.
-Représentants des services compétents selon l'axe discuté.
Pour la Caf de la Vendée :

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

-Directrice ou son représentant.
-Responsable de territoire action sociale ou conseiller technique référent CTG.
-Président du Conseil d'administration.

Pour ce dernier Copil 2024 marquant la démarrage de la Convention territoriale globale 2025-2029, la question est posée à l'assemblée pour déterminer ensemble de quelle façon les Élus souhaitent suivre les actions en fonction des objectifs qui seront signés.

Ainsi, il est proposé par vote de :

-Inviter tous les maires et représentants élus thématiques à chaque Copil, Copil qui sera organisé au moins une fois par an, plus si nécessaire.

-D'organiser 3 fois par an environ des rencontres thématiques sur des sujets qui lors des réunions font discuter sans pouvoir approfondir par manque de temps. La temporalité est définie comme suit : mars, juin et octobre.

-De demander à la commission enfance jeunesse de continuer son travail de précision sur les thématiques de la Ctg pour ensuite travailler sur les synthèses en Copil. Il est proposé d'enchaîner si possible une commission et un Copil thématique.

-D'avancer correctement les axes de travail jusqu'à fin 2025 afin de faciliter la lecture des projets pour le prochain mandat.

Le courrier d'engagement pour réfléchir à la Convention territoriale globale 2025-2029 circule entre les communes. Le Pays de Fontenay-Vendée se tient à disposition pour répondre aux interrogations, échanger sur les thèmes qui n'auraient pas été éclaircis lors de cette réunion. Il est rappelé que suite à la signature de la Ctg qui sera proposée en conseil communautaire le 27 janvier, une délibération devra être prise au sein de chaque commune.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

5.Clôture

Anne-Marie Coulon et Michel Pezas s'associent pour remercier les participants pour leurs nombreuses et concrètes propositions au cours de cette soirée. Ces éléments seront rajoutés aux fiches actions de la future Convention territoriale globale.

Les échanges témoignent de l'engagement pour l'enfance jeunesse et de l'investissement souhaité pour cette 2ème génération de Convention. Ils permettront de continuer à lier les conseils techniques et les aides financières locales et nationales.

Ces objectifs sont écrits pour se déployer sur le territoire, la coordination est importante ainsi le schéma de coordination en test de 2022 à 2024 est proposé en reconduction pour cette prochaine CTG.

specimen, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_27-DE

Annexe 7 : Délibérations du conseil communautaire en date du 27 janvier 2025 et des communes membres

ten, ne pas signer

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-28 Plan de prévention du bruit dans l'environnement 4ème échéance - Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

2025-02-28 PLAN DE PRÉVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT 4ÈME ÉCHÉANCE - APPROBATION

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.572-2, L.572-8 et R.572-9 ;
Vu la délibération du conseil municipal n°2024-05-14 arrêtant le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement – 4ème échéance et définissant les modalités de mise à disposition du public du document ;

Considérant le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) – 4ème échéance, élaboré par la Ville de Fontenay-le-Comte et annexé à la présente délibération ;

Considérant que le projet de PPBE a été mis à disposition du public du 2 décembre 2024 au 2 février 2025,

Considérant qu'aucune remarque n'a été formulée à l'occasion de cette mise à disposition du public ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) – 4ème échéance, de la Ville de Fontenay-le-Comte, annexé à la présente délibération ;

- **AUTORISE** le Maire à accomplir toutes les formalités rendues nécessaires.

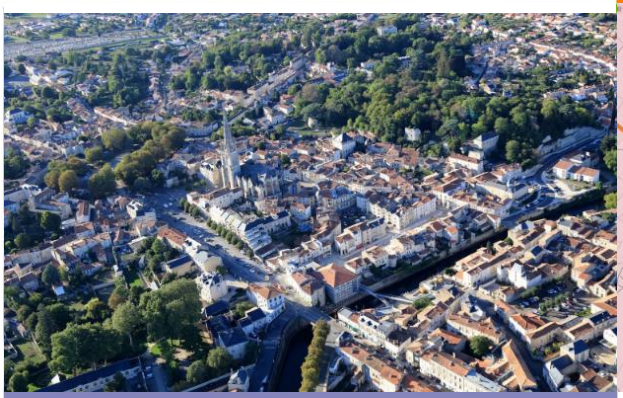
Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE



RAPPORT

Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de 4ème échéance

Voies Communales à Fontenay-le-Comte

Avril 2025

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

Pays de Fontenay-Vendée

Ville de FONTENAY LE COMTE

sce
Aménagement & environnement

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

CLIENT

RAISON SOCIALE	Ville de Fontenay-le-Comte
COORDONNÉES	4 quai Victor Hugo 85201 FONTENAY-LE-COMTE
INTERLOCUTEUR *(Nom et coordonnées)*	Monsieur Quentin LEDUQUE Service Technique et bureau d'étude mutualisé Tél. : 02.51.53.41.57 @ : g.leduque@ville-fontenaylecomte.fr

SCE

COORDONNÉES	4 rue Viviani 44262 NANTES Cedex 2 Tél. 02.51.17.29.29
INTERLOCUTEUR *(Nom et coordonnées)*	Monsieur Jérôme GALVEZ Tél. 02.51.17.29.29 @ : jerome.galvez@sce.fr

RAPPORT

TITRE	Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de 4e échéance pour les voies communales concernées à Fontenay-le-Comte
NOMBRE DE PAGES	60 pages hors annexes
NOMBRE D'ANNEXES	4 annexes

SIGNATAIRE

RÉFÉRENCE	DATE	REVISION DU DOCUMENT	OBJET DE LA REVISION	RÉDACTEUR	CONTRÔLE QUALITÉ
231242	25/01/25	Édition 1	-	JGA	EDA

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

SOMMAIRE

1. LE CONTEXTE A LA BASE DE L'ÉTABLISSEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DE LA VILLE 8
1.1. Introduction 8
1.2. Vendée : les cartes de bruit approuvées au titre de la quatrième échéance 9
1.3. Vendée : les plans de prévention du bruit dans l'environnement approuvés 10
1.4. La méthode d'élaboration du PPBE de la Ville de Fontenay-le-Comte 10
2. QUELQUES NOTIONS SUR LE BRUIT 11
2.1. Généralités 11
2.2. Perception du bruit 12
2.3. Échelles du bruit 13
3. LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL 14
3.1. Introduction 14
3.2. Les sources de bruit retenues à Fontenay-le-Comte 16
3.3. Le calcul des cartes stratégiques du bruit à Fontenay-le-Comte 16
3.3.1. Les méthodes et hypothèses utilisées 16
3.3.2. Les cartes d'exposition au bruit (Type A) 18
3.3.3. Les cartes de classement sonore (Type B) 21
3.3.4. Les cartes de dépassement des valeurs limites (Type C) 21
3.3.5. Les cartes d'évolutions (Type D) 24
3.4. Le bilan de l'exposition au bruit le long des voies communales à Fontenay-le-Comte pour les 3ème et 4ème échéances 25
3.5. Les zones à enjeux identifiées in situ à Fontenay-le-Comte 28
3.5.1. Introduction 28
3.5.2. Diagnostic de recensement des points noirs de bruit potentiels 28
3.5.3. Prise en compte du critère d'antériorité 30
4. LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DU BRUIT 31
4.1. Articulation entre indicateurs européens et indicateurs français 31
4.2. Des valeurs limites encadrées par la réglementation, mais des objectifs fixés par les Collectivités 31
4.3. Le critère d'antériorité 33
5. LES ZONES DE CALME 34
5.1. Contexte réglementaire 34
5.2. Analyse et critères de sélection 34
5.3. Application : la Ville de Fontenay-le-Comte 34
6. LES MESURES RÉALISÉES DEPUIS 10 ANS PAR LA COLLECTIVITÉ POUR LUTTER CONTRE LE BRUIT 35
6.1. Les différentes stratégies possibles de lutte contre le bruit routier 35
6.1.1. Généralités 35
6.1.2. Cas particulier : le revêtement de chaussée 36
6.1.3. Cas particulier : la végétation 38

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

6.2. Ville de Fontenay-le-Comte : les actions spécifiques contre le bruit routier 38
6.3. Ville de Fontenay-le-Comte : les actions indirectes contre le bruit routier 39
6.3.1. Le Plan régional santé environnement (PRSE) 39
6.3.2. Plan de mobilité communal. 40
6.3.3. Le Plan Climat Air Energie Territorial du Pays de Fontenay-Vendée..... 43
7. LES MESURES RÉALISÉES DEPUIS 10 ANS PAR LES AUTRES MAITRES D'OUVRAGE 47
7.1. PPBE des infrastructures routières nationales en Vendée (4e échéance 2024-2029) 47
7.1.1. Mesures préventives 47
7.1.2. Actions curatives 49
7.2. PPBE 2024-2029 des routes départementales de la Vendée (4ème échéance) 50
7.2.1. Motivation des choix d'actions 50
7.2.2. Objectifs et mesures prises par le département 51
8. LES MESURES ENVISAGÉES DANS LES 5 ANS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE LA VILLE 54
8.1. Introduction 54
8.2. Plan Régional Santé Environnement 2023-2028 (PRSE 4) 54
8.3. Le plan d'action : la stratégie retenue par la Ville 54
8.4. Le plan d'action : les actions retenues par la Ville 55
8.5. Les financements 55
8.6. La justification des mesures 55
9. LES MESURES ENVISAGÉES pour LES 5 ANS À VENIR DANS LE DÉPARTEMENT 56
9.1. PPBE des infrastructures routières nationales en Vendée (4e échéance 2024-2029) 56
9.2. PPBE 2024-2029 des routes départementales de la Vendée (4ème échéance) 57
10. L'IMPACT SUR LES POPULATIONS ET L'ÉVALUATION DES MESURES 58
10.1. Estimation de la diminution de la population exposée 58
10.2. Suivi du plan d'action : gouvernance, indicateurs et échéancier.....58
11. LA CONSULTATION DU PUBLIC 59
11.1. La phase de pré-consultation 59
11.2. La phase de mise à disposition du public 59
11.3. Le bilan de la consultation.....59
12. L'APPROBATION DU PPBE 60
12.1. Le PPBE approuvé.....60
12.2. La publication du PPBE.....60
12.3. L'actualisation du PPBE 60
13. ANNEXES 61
Annexe n° 1 : CEREMA – DDTM de Vendée – Cartes de bruit stratégiques 4ème échéance – Résumé Non Technique 62
Annexe n° 2 : SYNACOUSTIQUE - ASF – Cartes de bruit stratégiques 4ème échéance – Résumé Non Technique 64
Annexe n° 3 : le critère d'antériorité selon circulaire interministérielle du 25 mai 2004 ...66

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

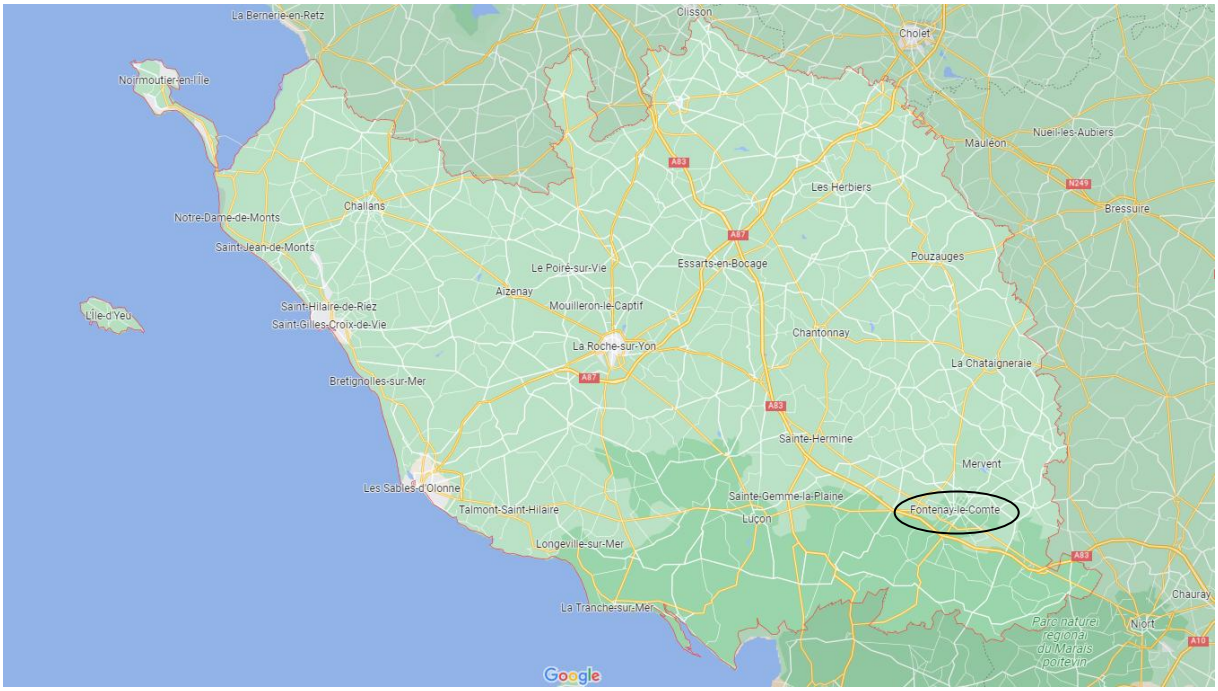
Annexe n° 4 : les effets acoustiques des mesures (extrait du guide ADEME à destination des collectivités locales pour l'élaboration des PPBE).....69

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

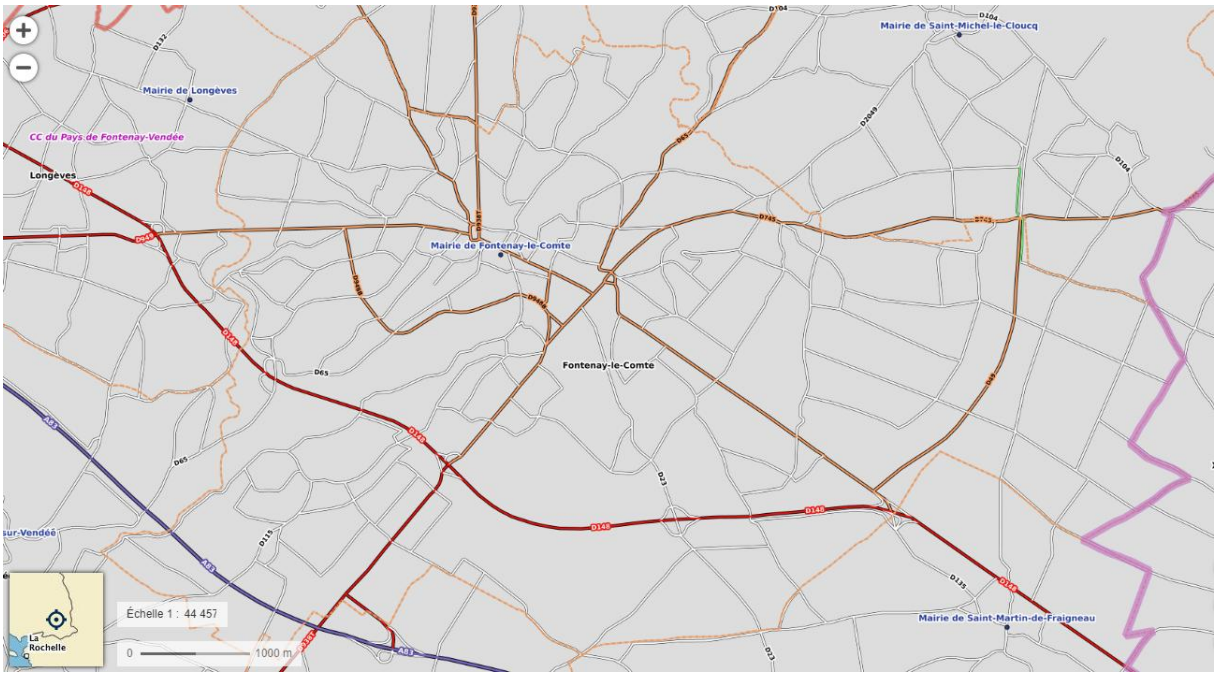
GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

Acronyme	Définition
dB	decibel (unité de mesure de l'intensité acoustique
dB(A)	decibel pondéré "courbe A" (adapté à la sensibilité de l'oreille humaine)
DnT,A,tr	Isolement acoustique normalisé de la façade vis-à-vis d'un spectre de bruit routier
LAeq	Niveau sonore équivalent (indicateur français)
Lden	Niveau sonore équivalent Jour/ Soir/ Nuit
Ln	Niveau sonore équivalent de nuit
-	Observation : Lden et Ln sont des indicateurs acoustiques européens transposés en France
PNB	Point noir de bruit
PPBE	Plan de prévention du bruit dans l'environnement
QP	Quartier Prioritaire
SIG	Système d'information géographique
ZUS	Zone urbaine sensible

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE



La Ville de Fontenay-le-Comte et le département de la Vendée (Google Maps)



La Ville de Fontenay-le-Comte et les communes environnantes (IGN – Géoportail)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

1. LE CONTEXTE A LA BASE DE L'ÉTABLISSEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DE LA VILLE

1.1. Introduction

La directive européenne 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement définit une approche commune à tous les états membres de l'Union européenne visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement, dans une logique de développement durable.

Il s'agit de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore et de préserver les zones de calme.

Cette approche est basée sur une cartographie de l'exposition au bruit, sur une information des populations et sur la mise en œuvre de plans de prévention du bruit dans l'environnement (**PPBE**) au niveau local.

Cette directive européenne a été transposée dans le Code de l'environnement. Les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du Code de l'environnement définissent les autorités compétentes pour arrêter les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Selon l'article R572-3 du Code de l'environnement, une carte du bruit et un plan de prévention du bruit dans l'environnement sont établis :

1) Pour chacune des infrastructures routières et autoroutières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules (environ 8 200 véhicules par jour) ;
2) Pour chacune des infrastructures ferroviaires dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains ;
3) Pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants dont la liste figure dans l'arrêté du 14 avril 2017 établissant les listes d'agglomération de plus de 100 000 habitants pour l'application de l'article L572-2 du Code de l'environnement.

En ce qui concerne les unités urbaines (agglomérations INSEE) de plus de 100 000 habitants, les cartes de bruit et le PPBE sont arrêtés par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'environnement quand il existe ou par le maire de la commune.

Selon la directive du 25 juin 2002, les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit dans l'environnement doivent être réalisés, puis révisés, par échéances de 5 ans :

Délais de réalisation selon directive 2002/49/CE		
Échéance	**Cartes de bruit**	**PPBE**
1re	Avant le 30/06/07	Avant le 18/07/08
2ème	Avant le 30/06/12	Avant le 18/07/13
3ème	Avant le 30/06/17	Avant le 18/07/18
4ème	Avant le 30/06/22	Avant le 18/07/23

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Première échéance : pour les agglomérations de + 250 000 habitants et les plus importantes infrastructures de transports terrestres (plus de 6 000 000 véhicules routiers par an et plus de 60 000 passages de trains par an).
Seconde échéance : pour les agglomérations de + 100 000 habitants et les autres infrastructures de transports terrestres (les routes qui écoulent un trafic annuel supérieur à 3 000 000 de véhicules et les voies ferrées qui écoulent un trafic supérieur à 30 000 passages de trains).
Troisième et quatrième échéances : idem seconde échéance.

Les divers exploitants de réseaux de transports du département de la Vendée sont concernés par ces échéances.

1.2. Vendée : les cartes de bruit approuvées au titre de la quatrième échéance

Conformément aux directives ministérielles, les services de l'État dans le département de la Vendée ont réexaminé les cartes de bruit des échéances précédentes :

- L'arrêté préfectoral n° 22-DDTM85-447 du 28 juin 2022 approuve les cartes de bruit des infrastructures routières du réseau national concédé de la Vendée (4ème échéance) dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules ;
- L'arrêté préfectoral n° 23-DDTM 85-266 du 28 mars 2023 approuve les cartes de bruit des infrastructures routières du réseau non concédé de la Vendée (4ème échéance) dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules.

Elles reposent sur une étude du CEREMA datée de mai 2022 pour les routes départementales et communales et une étude de la société SYNASCOUSTIQUE datée de janvier 2022 pour les autoroutes A83 et A87 (Vinci autoroutes et ASF).

Pour plus de détails, se référer à l'étude du CEREMA (**annexe n° 1**) et SYNACOUSTIQUE (**annexe n° 2**) et aux informations disponibles sur le site Internet de la préfecture de la Vendée :
https://www.vendee.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Nuisances/Prevention-du-bruit/Cartes-de-bruit-et-Plan-de-Prevention-du-Bruit-dans-l-Environnement-PPBE/4eme-echeance/Cartographie/Cartes-de-bruit-reglementation.-methodologie-d-elaboration

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

1.3. Vendée : les plans de prévention du bruit dans l'environnement approuvés

Dans le département de la Vendée, la situation est la suivante :

- Arrêté N°11-DDTM-824 - approbation du plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures routières relevant de l'État en Vendée du 19 décembre 2011 ;
- Arrêté N°14-DDTM-85-160 - approbation du plan de prévention du bruit dans l'environnement de 4ème échéance du 12 mars 2014 ;
- Arrêté N°24-DDTM-85-452 - le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des infrastructures routières nationales dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules dans le département de la Vendée (4ème échéance) du 11 juillet 2024.

Le projet de PPBE de 4ème échéance pour les grandes infrastructures du réseau national concédé et pour les grandes infrastructures ferroviaires situées sur le territoire du département de la Vendée a été approuvé après une consultation du public qui s'est déroulé du 11 mars 2024 au 11 mai 2024.

1.4. La méthode d'élaboration du PPBE de la Ville de Fontenay-le-Comte

Le PPBE pour les voies communales concernées à Fontenay-le-Comte exploite en donnée d'entrée les cartes stratégiques de bruit approuvées. Il consiste à prévenir les effets du bruit, à réduire, si nécessaire, les niveaux de bruit jugés excessifs et à préserver d'éventuelles zones de calme. Il est établi pour une durée maximale de 5 ans, et réexaminé – et le cas échéant révisé en cas d'évolution significative des niveaux de bruit identifiés – au moins tous les 5 ans (article L572-8 du Code de l'environnement).

La construction du PPBE pour les voies communales a été menée à travers des échanges entre le Service Technique de la Ville de Fontenay-le-Comte et le bureau d'études SCE.

Elle s'est déroulée en 3 étapes :

- Diagnostic du territoire communal à partir des cartes de bruit de type « C » (ou « *cartes de dépassement des seuils* »), et hiérarchisation des enjeux en matière d'exposition au bruit, de réduction du bruit et de préservation des zones de calme ;
- Recensement des actions mises en œuvre sur les 10 dernières années et des actions prévues sur la durée du PPBE ;
- Rédaction du projet de PPBE communal pour information du public et approbation par les Élus.

Le présent PPBE a pour objectif de décrire les actions à engager pour améliorer les situations dégradées et préserver la qualité sonore de secteurs qui le justifient.

Il constitue une stratégie globale des actions envisagées par les différents maîtres d'ouvrages concernés par le bruit routier sur le territoire communal.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

2. QUELQUES NOTIONS SUR LE BRUIT

2.1. Généralités

Le son

Le son est un phénomène physique qui correspond à une infime variation périodique de la pression atmosphérique en un point donné.
Le son est produit par une mise en vibration des molécules qui composent l'air ; ce phénomène vibratoire est caractérisé par sa force, sa hauteur et sa durée :

Perception	Échelles	Grandeurs physiques
Force sonore (pression acoustique)	Fort/ Faible	Intensité I Décibel, décibel (A)
Hauteur (son pur)	Aigu/ Grave	Fréquence f Hertz
Timbre (son complexe)	Aigu/ Grave	Spectre de fréquences
Durée	Longue/ brève	LAeq (niveau moyen équivalent)

Dans l'échelle des intensités, l'oreille humaine est capable, pour certaines fréquences ou la totalité des fréquences, de percevoir des sons compris entre 0 dB correspondant à la plus petite variation de pression qu'elle peut détecter (20 µPascal) et 120 dB correspondant au seuil de la douleur (20 Pascal).

Dans l'échelle des fréquences, les sons très graves, de fréquence inférieure à 20 Hz (infrasons) et les sons très aigus de fréquence supérieure à 20 KHz (ultrasons) ne sont pas perçus par l'oreille humaine.

Le bruit

Passer du son au bruit c'est prendre en compte la représentation d'un son pour une personne donnée à un instant donné. Il ne s'agit plus seulement de la description d'un phénomène avec les outils de la physique, mais de l'interprétation qu'un individu fait d'un événement ou d'une ambiance sonore.

L'ISO (organisation internationale de normalisation) définit le bruit comme « *un phénomène acoustique (qui relève donc de la physique) produisant une sensation (dont l'étude concerne la physiologie) généralement considérée comme désagréable ou gênante (notions que l'on aborde au moyen des sciences humaines - psychologie, sociologie)* ».

L'incidence du bruit sur les personnes et les activités humaines est, dans une première approche, abordée en fonction de l'intensité perçue que l'on exprime en décibel (dB).

Les décibels ne s'additionnent pas de manière arithmétique. Un doublement de la pression acoustique équivaut à une augmentation de 3 dB. Ainsi, le passage de deux voitures identiques produira un niveau de bruit qui sera de 3 dB plus élevé que le passage d'une seule voiture. Il faudra dix voitures en même temps pour avoir la sensation que le bruit est deux fois plus fort (augmentation est alors de 10 dB environ).
Le plus faible changement d'intensité sonore perceptible par l'audition humaine est de l'ordre de 2 dB.

L'oreille humaine n'est pas sensible de la même façon aux différentes fréquences : elle privilégie les fréquences médiums et les sons graves sont moins perçus que les sons aigus à intensité identique. Il a donc été nécessaire de créer une unité physiologique de mesure du bruit qui rend compte de cette sensibilité particulière : le décibel pondéré A ou dB (A).

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Le bruit excessif est néfaste à la santé de l'homme et à son bien-être. Il est considéré par la population française comme une atteinte à la qualité de vie. C'est la première nuisance à domicile citée par 54 % des personnes, résidant dans les villes de plus de 50 000 habitants.

Les cartes de bruit stratégiques s'intéressent en priorité aux territoires urbanisés (cartographies des agglomérations) et aux zones exposées au bruit des principales infrastructures de transport (autoroutes, voies ferrées, aéroports). Les niveaux sonores moyens qui sont cartographiés sont compris dans la plage des ambiances sonores couramment observées dans ces situations, entre 50 dB(A) et 80 dB(A).

2.2. Perception du bruit

La perception du bruit peut être rattachée à des augmentations de niveaux sonores :

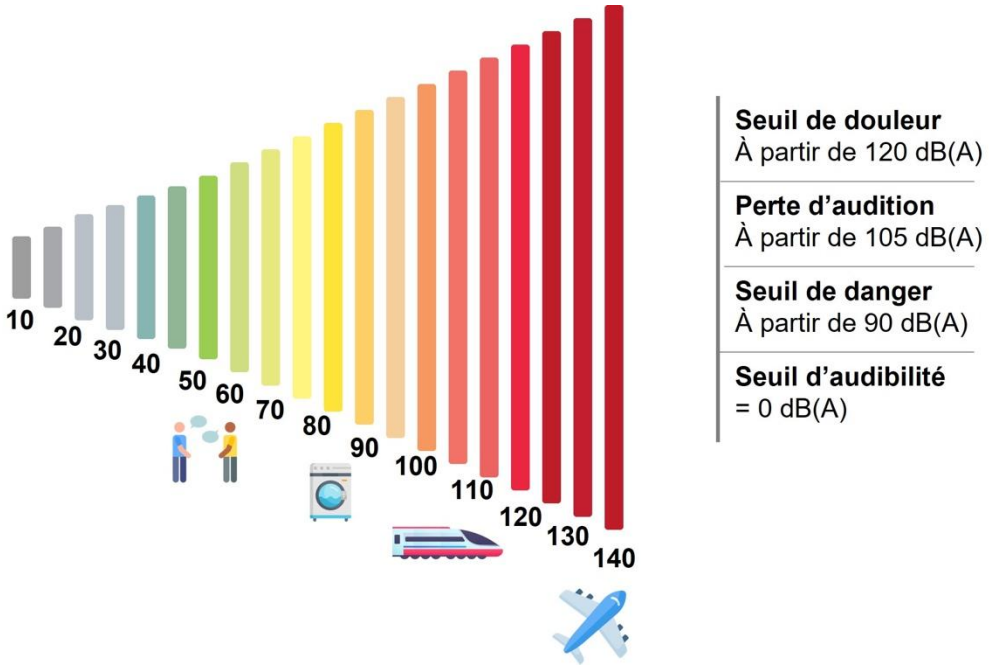
Les niveaux de bruit ne s'ajoutent pas arithmétiquement...		
Multiplier l'énergie sonore (les sources de bruit) par	c'est augmenter le niveau sonore de	c'est faire varier l'impression sonore
2	3 dB	très légèrement : on fait difficilement la différence entre deux lieux où le niveau diffère de 3 dB
4	6 dB	nettement : on constate clairement une aggravation ou une amélioration lorsque le bruit augmente ou diminue de 6 dB
10	10 dB	de manière flagrante : on a l'impression que le bruit est 2 fois plus fort
100	20 dB	comme si le bruit était 4 fois plus fort : une variation brutale de 20 dB peut réveiller ou distraire l'attention
100.000	50 dB	comme si le bruit était 30 fois plus fort : une variation brutale de 50 dB fait sursauter

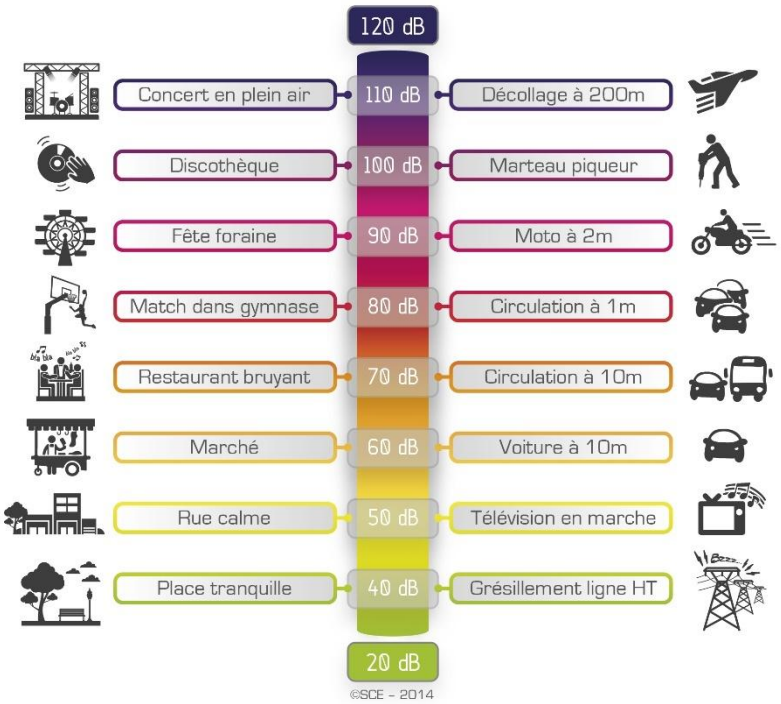
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

2.3. Échelles du bruit

Le bruit correspond à un ensemble de sons dont les fréquences et niveaux sonores sont différents. Perçu généralement de manière négative, le bruit possède de nombreuses sources, qui pour certaines représentent un danger dans le cas d'une exposition trop forte ou sur la durée.

L'échelle du bruit est une représentation de la « *force* » du bruit, qui associe des niveaux de pression acoustique à des sources de référence :





Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3. LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL

3.1. Introduction

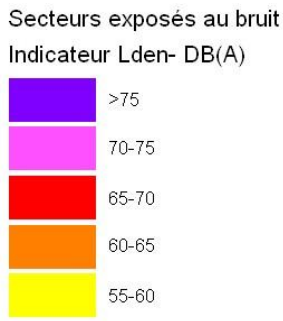
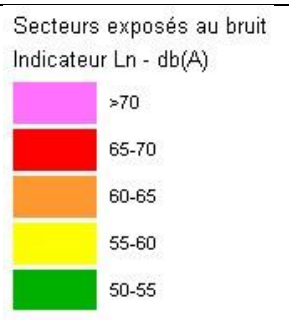
La directive européenne 2002/ 49/ CE fixe la liste des sources de bruit à prendre en considération dans les agglomérations. Il s'agit des sources routières, ferroviaires, aériennes, ainsi que certaines activités industrielles, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation (ICPE-A) ou enregistrement (ICPE-E).

Il faut souligner que les cartes de bruit stratégiques sont le résultat d'une approche macroscopique qui a essentiellement pour objectif, d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme.

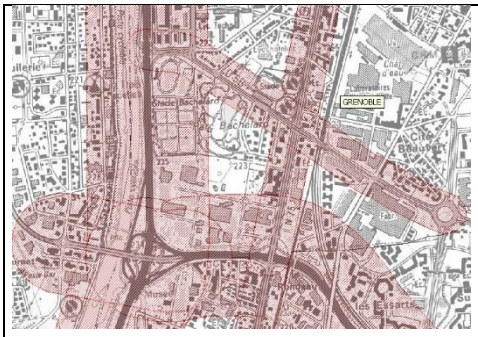
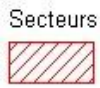
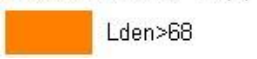
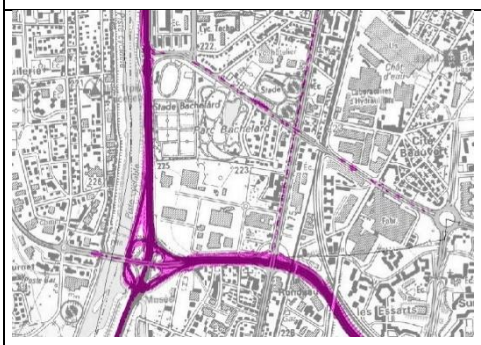
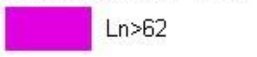
Il s'agit bien de mettre en évidence des situations de fortes nuisances et non de faire un diagnostic fin du bruit engendré par les infrastructures et les activités industrielles. Les secteurs subissant du bruit excessif pourront nécessiter un diagnostic complémentaire.

Les cartes de bruit sont établies, avec les indicateurs harmonisés à l'échelle de l'Union européenne Lden (pour les 24 heures) et Ln (pour la nuit). Les niveaux de bruit sont évalués au moyen de modèles numériques intégrant les principaux paramètres qui influencent sa génération et sa propagation. Les cartes de bruit ainsi réalisées sont ensuite croisées avec les données démographiques afin d'estimer la population exposée.

Il existe six types de cartes stratégiques du bruit :

		**Carte de type « A » indicateur Lden** Carte des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon l'indicateur Lden (période de 24 h), par palier de 5 en 5 dB(A) à partir de 55 dB(A).
		**Carte de type « A » indicateur Ln** Carte des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon l'indicateur Ln (période nocturne) par palier de 5 en 5 dB(A) à partir de 50 dB(A) .

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

		**Carte de type « B »** Cette carte représente les secteurs affectés par le bruit, arrêtés par le préfet en application de l'article R571-32 du code de l'environnement (issus du classement sonore des voies)
		**Carte de type « C » indicateur Lden** Carte des zones où les valeurs limites sont dépassées, selon l'indicateur Lden (période de 24h).
		**Carte de type « C » indicateur Ln** Carte des zones où les valeurs limites sont dépassées selon l'indicateur Ln (période nocturne).

Les **cartes de type « *D* »** ou cartes d'évolution peuvent être établies quand des évolutions sont prévisibles dans un délai de 5 ans. Exemples : aménagement autorisé d'une voie nouvelle ou transformation significative d'une voie existante.

Mais il n'existe pas aujourd'hui de cartes de type « *D*» approuvées dans le département de la Vendée.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.2. Les sources de bruit retenues à Fontenay-le-Comte

L'analyse des cartes de bruit et la perception générale que nous avons du territoire communal, nous permettent d'indiquer que le bruit routier constitue la source de bruit la plus significative sur la majeure partie du territoire communal.

Seule **la rue Kléber comprise entre la rue Marceau (RD948b) et le boulevard Hoche (RD938t)** fait l'objet du présent document.
La rue de la république entre la rue Clémenceau et le boulevard Hoche (RD938t) et la rue Georges Clémenceau entre la rue de république et la place Viète étudiées lors de la 3ème échéance ne font plus parties des voiries communales concernées du fait de leur aménagement.

Il existe également d'autres sources de bruit ponctuelles sur le territoire communal (activités commerciales, activités professionnelles, activités sportives, équipements techniques, …), mais celles-ci n'engendrent pas – dans le cas général - de nuisances particulières (ou excessives) sur le territoire communal.

La Ville de Fontenay-le-Comte a donc décidé d'évoquer dans ce Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement uniquement les sources de bruit routier.

3.3. Le calcul des cartes stratégiques du bruit à Fontenay-le-Comte

3.3.1. Les méthodes et hypothèses utilisées

Les informations qui suivent sont extraites du Résumé Non Technique intitulé « *Cartes stratégiques du bruit 4ème échéance des infrastructures routières non concédées* » réalisé par le Cerema en janvier 2023, pour le compte du préfet de la Vendée.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 4 avril 2006, la méthodologie utilisée pour l'établissement des cartes de bruit se base sur des calculs réalisés à partir d'une modélisation acoustique de l'infrastructure et de la propagation du bruit sur les territoires riverains. Elle est conforme aux recommandations contenues dans le guide méthodologique « Production des cartes de bruit stratégiques des grands axes routiers et ferroviaires » publié par le Cerema en août 2007.

La méthode de calcul

Les CBS sont calculées grâce au logiciel libre de modélisation acoustique NoiseModelling développé par l'Unité Mixte de Recherche en Acoustique Environnementale (UMRAE), un laboratoire de recherche commun à l'Université Gustave Eiffel (UGE) et au Cerema.

Dans le cadre d'un partenariat, le Cerema, l'UGE et le CNRS ont entrepris des travaux pour réaliser la mise en cohérence des bases de données consolidées par le Cerema et le modèle de calcul acoustique de NoiseModelling. Ce travail de couplage a permis :

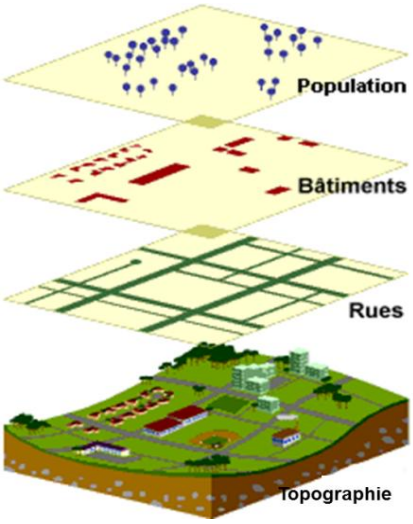
- D'intégrer les nouvelles spécifications exigées par la Commission Européenne pour la 4ème échéance, et notamment l'intégration de la méthode de calcul CNOSSOS imposée par l'annexe II de la Directive Bruit modifiée et transposée au droit français par l'arrêté du 4 avril 2006 modifié ;
- D'automatiser le calcul des CBS pour cartographier l'ensemble du linéaire des grandes infrastructures transports terrestres éligible.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Le changement d'outil de modélisation acoustique et l'entrée en vigueur de la méthode européenne CNOSSOS peuvent engendrer quelques différences mineures par rapport aux CBS des échéances précédentes inhérentes au processus de modélisation acoustique.

Les données d'entrée

Six bases de données ont été consolidées par le Cerema dans le but de réaliser les cartes de bruit stratégiques de la 4e échéance :



- La **base de données route** : elle a pour référentiel la BDTOPO de l'IGN datée de juin 2019. Le Cerema a effectué un audit des données SIG disponibles, issues de bases tierces ou de fichiers fournis par les gestionnaires, afin d'enrichir ce référentiel. Lorsque la correspondance entre les objets des données sources et les objets du référentiel a été établie, les attributs (trafic, vitesse, revêtement…) provenant des données source ont été appariés au linéaire.
- La **base de données fer** a été élaborée à partir des données ferroviaires fournies par SNCF Réseau et mises en forme par le Cerema ;
- Les **bases de données bâtiments et bâtiments sensibles** (établissements recevant un public vulnérable) ont été établies par le Cerema à partir de la BDTOPO de l'IGN et de l'exploitation de différentes bases disponibles en Open Data ;
- La **base de données population**, a été établie par le Cerema à partir d'une exploitation de la BDTOPO de l'IGN et des ratios de population/logement mis à disposition pour chaque commune par l'INSEE ;
- La **base de données nature des sols**, a été élaborée par le Cerema à partir du référentiel européen d'occupation du sol Corine Land Cover (CLC) ;
- La **base de données relief**, a été consolidée par le Cerema à partir des bases orographie, hydrographie, BDALTI, couche de voies routières et ferroviaires de l'IGN.

Les données d'exposition des populations

La cartographie de l'exposition des territoires au bruit des infrastructures de transport terrestre s'accompagne de statistiques. Pour chaque infrastructure, des tableaux d'exposition des populations indiquent pour chaque plage de niveaux sonores et indice :

- Le nombre de personnes exposées au bruit ;
- Le nombre de logements exposés au bruit ;
- Le nombre d'établissements de santé exposés au bruit ;
- Le nombre d'établissements d'enseignement exposés au bruit.

La surface exposée (en km^2) est aussi fournie pour chaque infrastructure pour les valeurs de L_{den} supérieures à 55, 65 et 75 dB(A).

Les données d'exposition des populations sont estimées suivant les recommandations prescrites au paragraphe 2.8 de l'annexe II de la Directive 2002/49/CE et sont obtenues sur la base de récepteurs en façade des bâtiments auxquels la modélisation acoustique attribue un niveau de bruit. Les décomptes sont ensuite opérés grâce aux bases de données de population et de bâtiments sensibles produites.

L'annexe III de la Directive Bruit 2002/49/CE introduit une méthode de quantification des personnes exposées à trois de ces effets nuisibles : la cardiopathie ischémique (correspondant aux codes BA40 à BA6Z de la classification internationale ICD-11 de l'OMS), la forte gêne et les fortes perturbations du sommeil.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.3.2. Les cartes d'exposition au bruit (Type A)

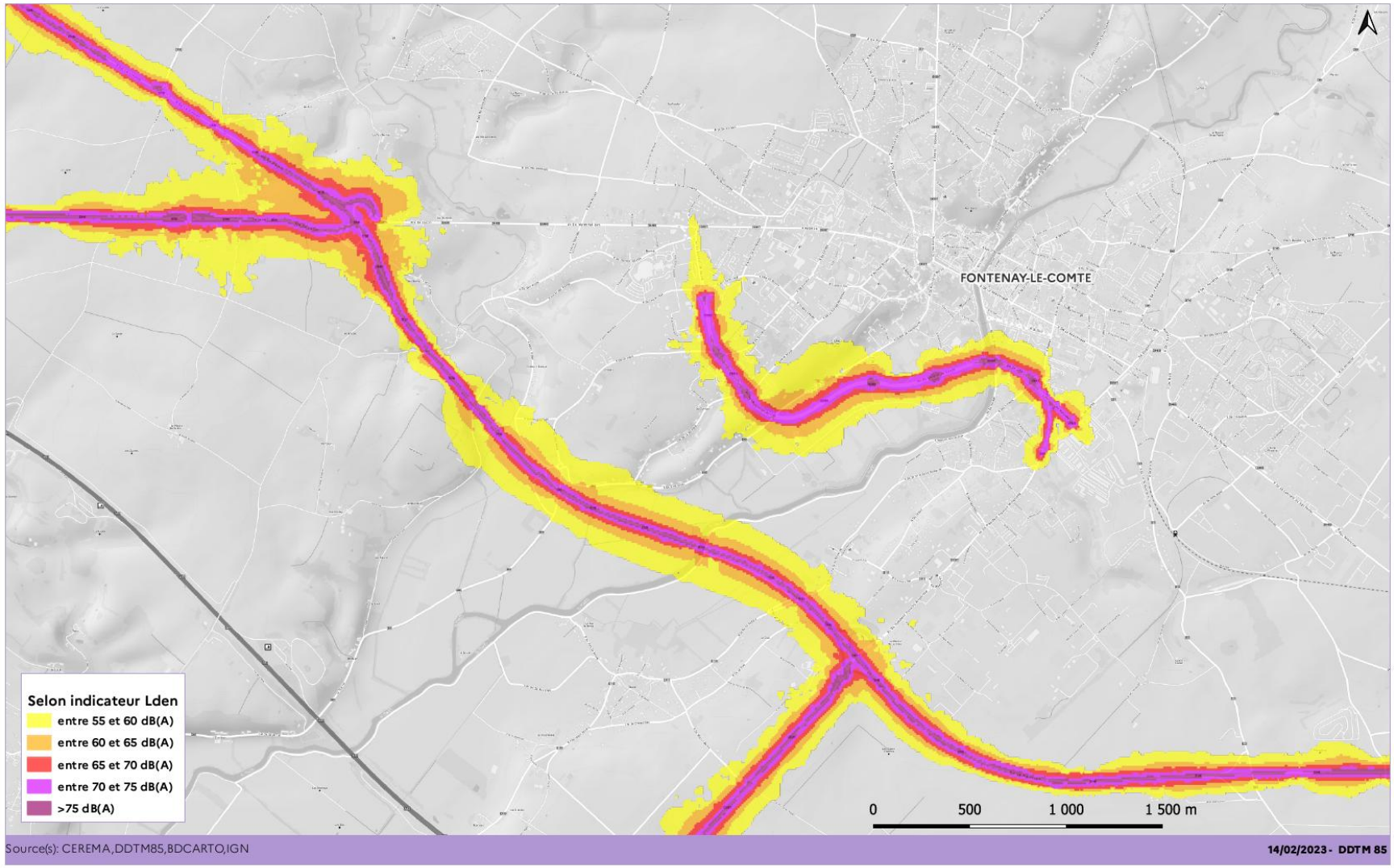
Les cartes d'exposition sont établies à l'aide de courbes isophones (courbes de même niveau sonore) par classes de 5 décibels, à l'aide de l'indicateur Lden (bruit moyen pondéré sur 24 heures) et de l'indicateur Ln (bruit moyen entre 22 heures et 6 heures). Les résultats obtenus à Fontenay-le-Comte sont présentés sur les deux cartes pages suivantes.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

PRÉFET
DE LA VENDÉE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

CARTE DE TYPE A D'EXPOSITION AU BRUIT

SECTEUR DE FONTENAY LE COMTE en Lden - le jour

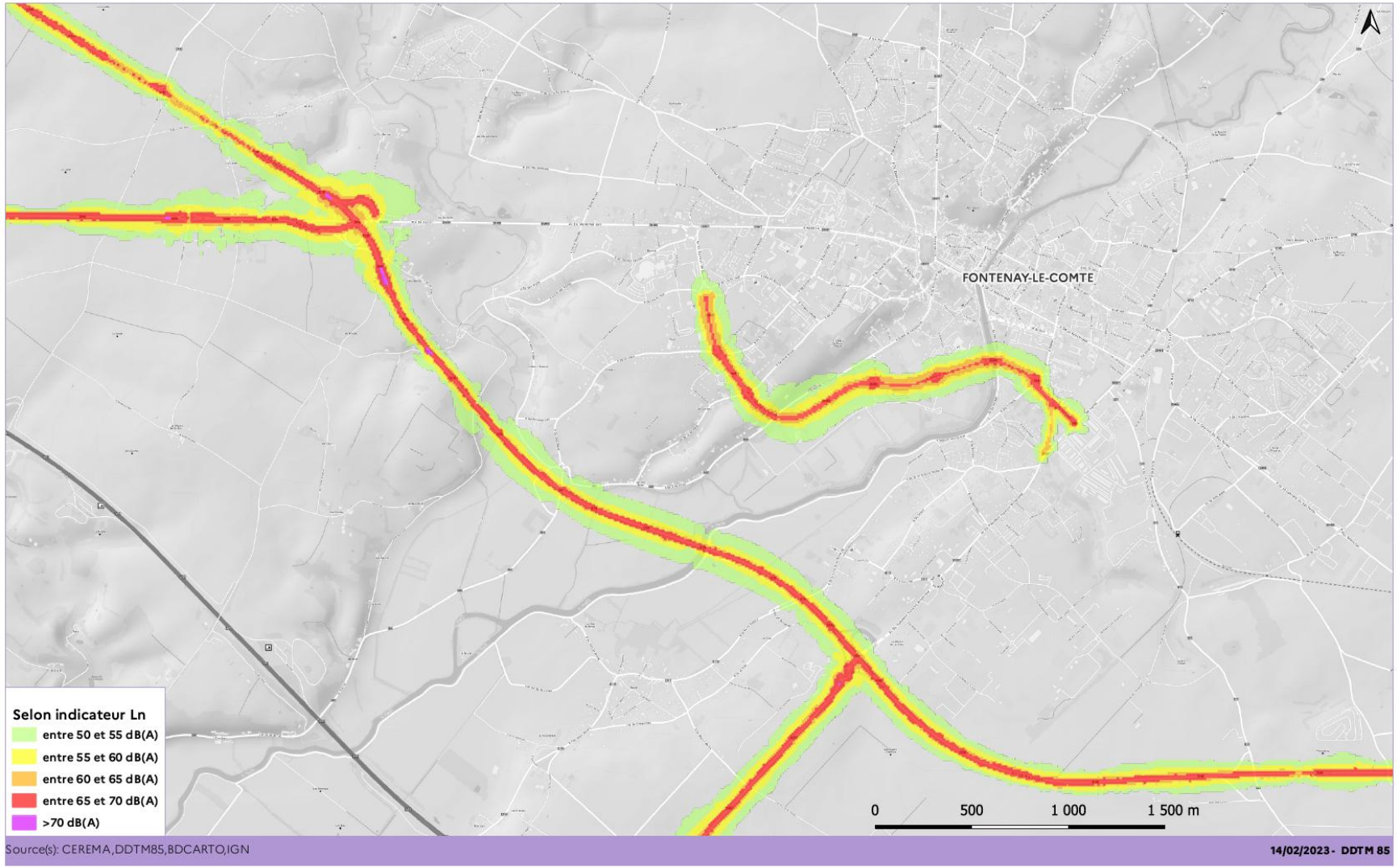


Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

PRÉFET DE LA VENDÉE
Liberté
Égalité
Fraternité

CARTE DE TYPE A D'EXPOSITION AU BRUIT

SECTEUR DE FONTENAY LE COMTE en Ln - la nuit



Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.3.3. Les cartes de classement sonore (Type B)

Les secteurs affectés par le bruit sont arrêtés par le préfet en application des articles R571-32 à R571-43 du Code de l'environnement. La circulaire interministérielle du 25 mai 2004 précise que les bases techniques de ce classement doivent être réexaminées tous les 5 ans.

3.3.4. Les cartes de dépassement des valeurs limites (Type C)

Ces cartes de dépassement représentent les zones où les niveaux sonores modélisés dépassent les seuils réglementaires (68 dB(A) en Lden et 62 dB(A) en Ln). Ces dépassements ne concernent que les bâtiments d'habitation, d'enseignement et de santé. Les résultats obtenus à Fontenay-le-Comte sont présentés sur les deux cartes pages suivantes.

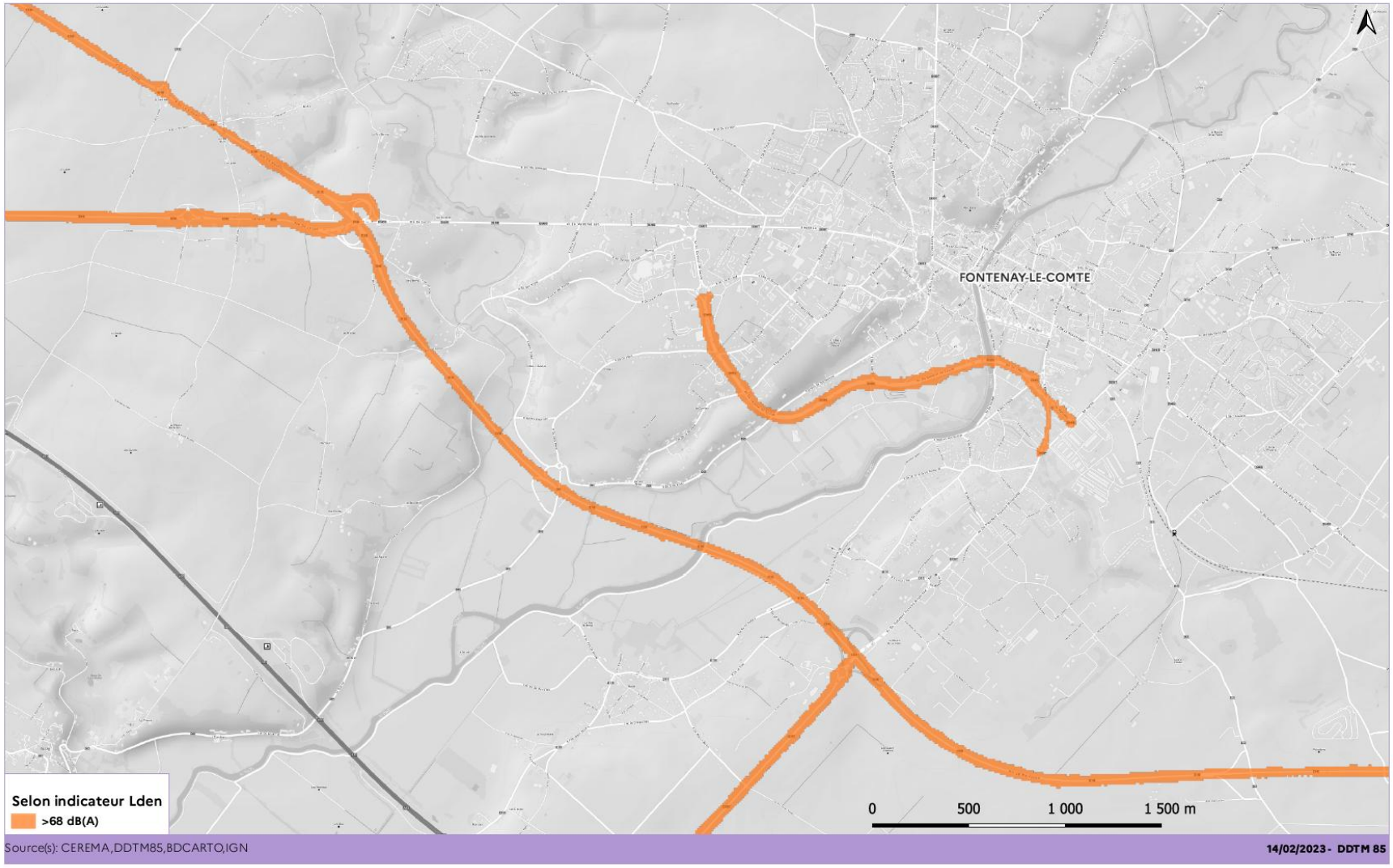
Les dépassements de seuils réglementaires sont avérés uniquement sur la rue Kléber pour le Lden (68 dB(A)) et également pour l'indicateur Ln.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

PRÉFET DE LA VENDÉE
Liberté Égalité Fraternité

CARTE DE TYPE C DE DEPASSEMENT DES VALEURS LIMITES

SECTEUR DE FONTENAY LE COMTE en Lden - le jour



Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

PRÉFET DE LA VENDÉE
Liberté
Égalité
Fraternité

CARTE DE TYPE C DE DEPASSEMENT DES VALEURS LIMITES

SECTEUR DE FONTENAY LE COMTE en Ln - la nuit

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.3.5. Les cartes d'évolutions (Type D)

Selon le décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'urbanisme, les cartes dites de « *Type D* » représentent « *les évolutions du niveau de bruit connues ou prévisibles au regard de la situation de référence* », soit 20 ans après la mise en service pour les routes et les voies ferrées.

Selon la Circulaire ministérielle du 7 juin 2007 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement, les seules situations à prendre en considération pour l'élaboration de ces cartes « *Type D* » sont les projets d'infrastructures de transports soumis aux articles R571-44 à R571-52 du Code de l'environnement, et dont le seuil de trafic pour les routes dépasse les 3 millions de véhicules par an, et un trafic ferroviaire de plus de 30 000 passages par an.

Il n'existe pas d'infrastructure routière en projet ayant un tel seuil de trafic dans le département de la Vendée : par conséquent, il n'existe pas de carte de « *Type D* ».

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.4. Le bilan de l'exposition au bruit le long des voies communales à Fontenay-le-Comte pour les 3ème et 4ème échéances

La synthèse des résumés non technique du CEREMA sur l'élaboration des cartes de bruit stratégiques du département de la Vendée réalisés en 2018 pour la 3ème échéance et en 2023 pour la 4ème échéance est présenté sous forme de tableaux pour la commune de Fontenay-le-Comte (sans sous-détail par voie communale).

Le nombre de personnes et de logements exposés pour l'indicateur Lden par classe de niveaux sonores

	Nombre de personnes exposées					Nombre de logements exposés				
Lden en dB(A)	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75
Voiries communales – 3ème échéance	200	600	500	0	0	-	-	-	-	-
Voiries communales – 4ème échéance	20	9	19	5	0	10	4	9	3	0

Le nombre d'établissements de santé et d'enseignement exposés pour l'indicateur Lden par classe de niveaux sonores

	Nombre d'établissements de santé exposés					Nombre d'établissements d'enseignement exposés				
Lden en dB(A)	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75
Voiries communales – 3ème échéance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Voiries communales – 4ème échéance	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0

Le nombre de personnes, de logements, d'établissements de santé et d'enseignement exposés pour l'indicateur Lden dépassant le seuil de 68 dB(A)

	Nombre de personnes exposées	Nombre de logements exposés	Nombre d'établissements de santé exposés	Nombre d'établissements d'enseignement exposés
Lden en dB(A)	> 68			
Voiries communales – 3ème échéance	100	-	0	0
Voiries communales – 4ème échéance	11	5	0	0

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Le nombre de personnes et de logements exposés pour l'indicateur Lnight par classe de niveaux sonores

	Nombre de personnes exposées					Nombre de logements exposés				
L_{night} en dB(A)	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70
Voiries communales – 3ème échéance	800	300	0	0	0	-	-	-	-	-
Voiries communales – 4ème échéance	9	19	5	0	0	4	9	3	0	0

Le nombre d'établissements de santé et d'enseignement exposés pour l'indicateur Lnight par classe de niveaux sonores

	Nombre d'établissements de santé exposés					Nombre d'établissements d'enseignement exposés				
L_{night} en dB(A)	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70
Voiries communales – 3ème échéance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Voiries communales – 4ème échéance	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0

Le nombre de personnes, de logements, d'établissements de santé et d'enseignement exposés pour l'indicateur Lnight dépassant le seuil de 62 dB(A)

	Nombre de personnes exposées	Nombre de logements exposés	Nombre d'établissements de santé exposés	Nombre d'établissements d'enseignement exposés
L_{night} en dB(A)	> 62			
Voiries communales – 3ème échéance	0	-	0	0
Voiries communales – 4ème échéance	3	2	0	0

Le nombre de personnes affectées par des effets nuisibles

	Nombres de personnes affectées par des effets nuisibles		
	Cardiopathie ischémique	Forte gêne	Forte perturbation du sommeil
Voiries communales – 3ème échéance	-	-	-
Voiries communales – 4ème échéance	0	12	3

Il est à noter que pour la 3ème échéance, certaines données (nombre de logements et nombre de personnes affectées par les effets nuisibles) n'étaient pas accessibles.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Concernant la 4ème échéance, on observe les résultats suivants pour l'indicateur Lden :

- 11 personnes (5 bâtiments) sont exposées à des niveaux de pression acoustique Lden supérieurs à 68 dB(A) ;
- Aucun établissement de santé ou d'enseignement n'est exposé à un niveau de pression acoustique Lden supérieur à 68 dB(A).

Pour l'indicateur Ln, on observe les résultats suivants :

- 3 personnes (2 logements) sont exposées à des niveaux de pression acoustique Ln supérieurs à 62 dB(A) ;
- Aucun établissement de santé ou d'enseignement n'est exposé à un niveau de pression acoustique Ln supérieur à 62 dB(A).

Une comparaison avec les données de la 3ème échéance permet de conclure :

- Aucune évolution d'exposition n'est attendue pour les établissements de santé et d'enseignement entre les deux échéances ;
- Une forte diminution des personnes exposées aux nuisances sonores pour les voiries communales (de 100 à 11 pour la 4ème échéance dépassant le seuil réglementaire de 68 dB(A) pour le Lden) ;
- Selon l'indicateur Ln, 3 personnes sont exposées à des dépassements de seuils à la 4ème échéance alors qu'aucune n'était recensée pour la 3ème échéance.

La rue Kléber présente des personnes exposées à des niveaux de pression acoustique supérieurs à 68 dB(A) pour l'indicateur Lden et supérieurs à 62 dB(A) pour l'indicateur Ln.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.5. Les zones à enjeux identifiées in situ à Fontenay-le-Comte

3.5.1. Introduction

Les territoires sensibles au bruit ont été identifiés par SCE pour le compte de la Ville de Fontenay-le-Comte. Il s'agit en l'occurrence de secteur d'habitat (pas de bâtiments d'enseignement et de soin-santé dans le voisinage de la voie communale concernée exposés à des niveaux Lden supérieurs à 68 dB(A)). Pour déterminer les zones à enjeux, la méthode retenue est la suivante :

- l'analyse des cartes de dépassement (cartes de type « C ») des valeurs limites (source : DDTM de la Vendée) pour l'indicateur le plus contraignant (ici : l'indicateur Lden) ;
- un parcours des sites exposés au bruit sur le terrain ;
- notre connaissance du fonctionnement et de la sensibilité du territoire communal.

3.5.2. Diagnostic de recensement des points noirs de bruit potentiels

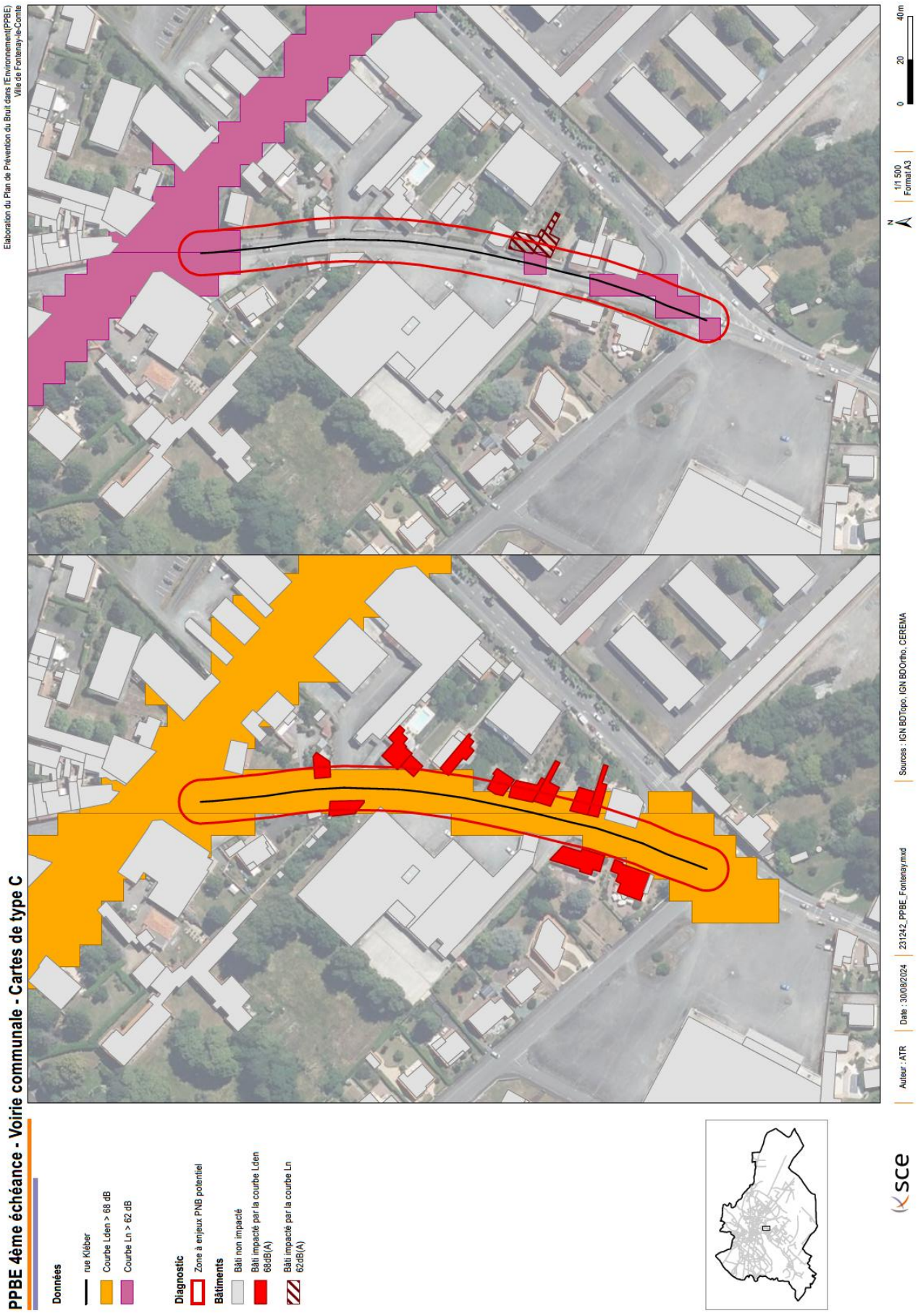
Les zones à enjeux « *points noirs de bruit* » (PNB) sont des secteurs comprenant des habitations ainsi que des établissements d'enseignement et de soin/santé exposés à des niveaux de pression acoustique élevés ; Pour les routes : Lden supérieur à 68 dB(A) et Ln supérieur à 62 dB(A).

Au regard de l'analyse des cartes de bruits stratégiques sur la commune de Fontenay-le-Comte, seule **la rue Kléber comprise entre la rue Marceau (RD948b) et le boulevard Hoche (RD938t)** présente des points noirs bruit potentiels ; un seul secteur à enjeux avéré.

Les bâtiments exposés sont essentiellement des bâtiments à usage d'habitation résidentiel.

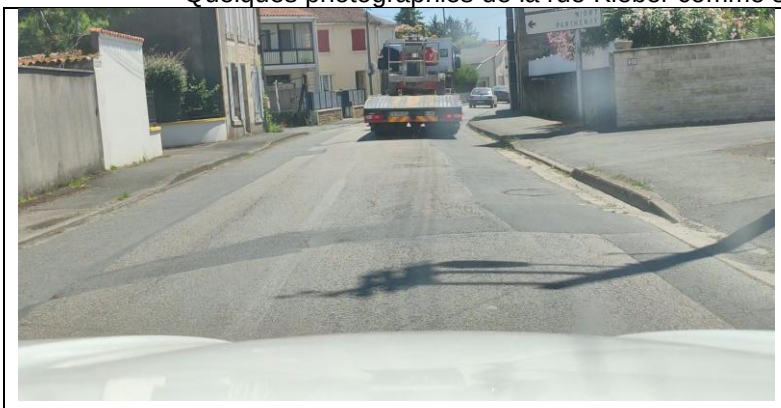
Au regard de la visite terrain qui a permis l'identification la typologie du bâti de la rue concernée, 11 habitations devront faire l'objet d'un traitement acoustique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE



Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Quelques photographies de la rue Kléber comme secteur à enjeux PNB à traiter.



3.5.3. Prise en compte du critère d'antériorité

Le critère d'antériorité du bâtiment doit être pris en compte dans l'analyse pour savoir si les bâtiments doivent être considérés comme des « *points noirs de bruit* » (PNB) au sens de la définition donnée par les services de l'État : voir **annexe n° 3**. En effet, pour l'État, il convient de prioriser les actions de prévention et de remédiation sur les PNB : à savoir tous les bâtiments sensibles (habitat, enseignement, soins, santé, action sociale), exposés au-delà des seuils, et qui respectent les conditions d'antériorité.
Ce critère d'antériorité peut être retenu comme un critère supplémentaire de priorisation ou de sélection des bâtiments à traiter. La Ville de Fontenay-le-Comte est concernée par des bâtiments sensibles exposés le long de la rue de la république. Dans le cas général, tous les bâtiments exposés sont antérieurs à 1978 : aussi ils répondent aux critères PNB (critère de sensibilité, critère acoustique et critère de date d'existence).

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

4. LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DU BRUIT

4.1. Articulation entre indicateurs européens et indicateurs français

La directive européenne 2002/ 49/ CE impose aux états membres l'utilisation des indicateurs **Lden** et **Ln** pour évaluer l'exposition au bruit des populations, hiérarchiser les situations et identifier les zones d'exposition excessive.

L'indicateur Lden se construit à partir de 3 périodes (la journée, la soirée et la nuit) :

$$L_{den} = 10.\log\left(\frac{12}{24}.10^{\frac{Ld}{10}} + \frac{4}{24}.10^{\frac{Le+5}{10}} + \frac{8}{24}.10^{\frac{Ln+10}{10}}\right)$$

où :

- Ld est le niveau sonore LAeq (6h-18h) dit de journée, dans le Lden, il est pris tel quel
- Le est le niveau sonore LAeq (18h-22h) dit de soirée, dans le Lden, il est pondéré par + 5 dB
- Ln est le niveau sonore LAeq (22h-6h) dit de nuit, dans le Lden, il est pondéré par + 10 dB

Dès lors qu'on passe à la phase de traitement des situations bruyantes, les objectifs se basent sur des indicateurs réglementaires français LAeqT (T correspond à une partie des 24 heures) et sur des seuils établis antérieurement à l'avènement de la directive européenne.

4.2. Des valeurs limites encadrées par la réglementation, mais des objectifs fixés par les Collectivités

La directive européenne ne définit aucun objectif quantifié. Sa transposition française fixe les valeurs limites au-delà desquelles les niveaux d'exposition au bruit sont jugés excessifs et susceptibles d'être dangereux pour la santé humaine :

Valeurs limites en dB(A)				
Indicateurs de bruit	**Aérodrome**	**Route et/ou ligne à grande vitesse**	**Voie ferrée conventionnelle**	**Activité industrielle**
Lden	55	68	73	71
Ln	-	62	65	60

Ces valeurs limites concernent les bâtiments d'habitation, ainsi que les établissements d'enseignement et de soins/santé.

Les textes français ne fixent aucun objectif à atteindre. Ces derniers peuvent être fixés individuellement par chaque autorité compétente.

Pour le traitement des zones exposées à un bruit dépassant les valeurs limites le long du réseau routier et ferroviaire national, les objectifs de réduction sont ceux de la politique nationale de résorption des points noirs du bruit. Un point noir du bruit est un bâtiment sensible au bruit qui subit une gêne dépassant les valeurs limites et qui répond aux conditions d'antériorité.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Par souci de cohérence territoriale, les seuils de déclenchement pour une intervention et les objectifs de réduction pour les infrastructures de l'État sont retenus pour l'ensemble des sources de bruit prises en compte dans le PPBE communal.

Dans les cas de réduction du bruit à la source (construction d'écran, de modelé acoustique) :

Objectifs acoustiques après réduction du bruit à la source en dB(A)			
Indicateurs de bruit	**Route et/ou LGV**	**Voie ferrée conventionnelle**	**Cumul Route et/ou LGV+ voie ferrée conventionnelle**
LAeq(6h-22h)	65	68	68
LAeq(22h-6h)	60	63	63
LAeq(6h-18h)	65	-	-
LAeq(18h-22h)	65	-	-

Dans le cas de réduction du bruit par renforcement de l'isolement acoustique des façades :

Objectifs isolement acoustique $D_{nT,A,tr}$ en dB(A)			
Indicateurs de bruit	**Route et/ou LGV**	**Voie ferrée conventionnelle**	**Cumul Route et/ou LGV + voie conventionnelle**
$D_{nT,A,tr} \geq$	LAeq(6h-22h) - 40	I_f(6h-22h) - 40	Ensemble des conditions prises séparément pour la route et la voie ferrée
et $D_{nT,A,tr} \geq$	LAeq(6h-18h) - 40	I_f(22h-6h) - 35	
et $D_{nT,A,tr} \geq$	LAeq(18h-22h) - 40	-	
et $D_{nT,A,tr} \geq$	LAeq(22h-6h) - 35	-	
et $D_{nT,A,tr} \geq$	30	30	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

4.3. Le critère d'antériorité

Au sens de la circulaire interministérielle du 25 mai 2004 (voir **annexe n° 4**), les locaux qui répondent aux critères d'antériorité sont :

- Les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est antérieure au 6 octobre 1978 ;

- Les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est postérieure au 6 octobre 1978 tout en étant antérieure à l'intervention de toutes les mesures suivantes :

-1° publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure.
-2° mise à disposition du public de la décision arrêtant le principe et les conditions de réalisation du projet d'infrastructure au sens de l'article R121-3 du code de l'urbanisme (Projet d'Intérêt Général) dès lors que cette décision prévoit les emplacements réservés dans les documents d'urbanisme opposables.
-3° inscription du projet d'infrastructure en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme opposables.
-4° mise en service de l'infrastructure.
-5° publication du premier arrêté préfectoral portant classement sonore de l'infrastructure (article L571-10 du code de l'environnement) et définissant les secteurs affectés par le bruit dans lesquels sont situés les locaux visés.

- Les locaux des établissements d'enseignement (écoles, collèges, lycées, universités ...), de soins, de santé (hôpitaux, cliniques, dispensaires, établissements médicalisés ...), d'action sociale (crèches, halte-garderie, foyers d'accueil, foyer de réinsertion sociale ...) et de tourisme (hôtels, villages de vacances, hôtelleries de loisirs ...) dont la date d'autorisation de construire est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral les concernant pris en application de l'article L571-10 du code de l'environnement (classement sonore de la voie).

Lorsque ces locaux ont été créés dans le cadre de travaux d'extension ou de changement d'affectation d'un bâtiment existant, l'antériorité doit être recherchée en prenant comme référence leur date d'autorisation de construire et non celle du bâtiment d'origine.

Un cas de changement de propriétaire ne remet pas en cause l'antériorité des locaux, cette dernière étant attachée au bien et non à la personne.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

5. LES ZONES DE CALME

5.1. Contexte réglementaire

L'article L572-6 du Code de l'environnement définit les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement comme des documents qui *« tendent à prévenir les effets du bruit, à réduire si nécessaire les niveaux de bruit, ainsi qu'à protéger les zones calmes »*.

Les zones de calme sont définies comme des « *espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit, dans lesquels l'autorité qui établit le plan souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition compte tenu des activités humaines pratiquées ou prévues* ».

Le critère de localisation d'une éventuelle zone de calme se fonde sur une approche à la fois quantitative et qualitative.

Pour plus d'informations, il est possible de se reporter au document de synthèse produit en 2008 par l'IUP – Université Paris XII.

5.2. Analyse et critères de sélection

Si le critère acoustique est fondateur dans la notion de « *zone calme* », il ne s'agit pas pour autant de désigner comme « *zone calme* » tous les endroits où le niveau de bruit serait inférieur à un seuil. La définition d'une zone clame fait également appel à d'autres critères, d'ordre plus qualitatifs ou urbanistiques.

Du point de vue qualitatif, des critères comme l'usage des lieux (repos, détente, activités sportives, équipement …), leur perception (ce que l'on voit, ce que l'on ressent …), leur valeur paysagère et naturelle (végétalisation …), la qualité des sons présents (rythme, distinction, …) et des critères plus divers comme leur domanialité (public ou privé), leur proximité, leur accessibilité, leur propreté ou encore leur sécurité peuvent être prise en considération par l'autorité compétente.

Des facteurs « *perceptifs* » autres qu'acoustiques entrent en considération dans l'appréciation d'une « *zone calme* ». À titre de contre-exemple, il est inopportun d'évaluer acoustiquement le caractère « *calme* » d'un site, s'il est inaccessible au public (insalubre, insécurisé), ou bien encore inadapté aux activités de détente et de loisirs.

5.3. Application : la Ville de Fontenay-le-Comte

La commune de Fontenay-le-Comte présentant de nombreux espaces naturels situés à l'écart des sources de bruit existantes (bruit routier), la commune considère que l'instauration de « *zones de calme* » dûment délimitées au sens de la directive européenne ne constitue pas un enjeu prioritaire en matière de lutte contre le bruit sur le territoire de la commune.

Aucune zone calme n'est identifiée au droit de la voirie communale concernée.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

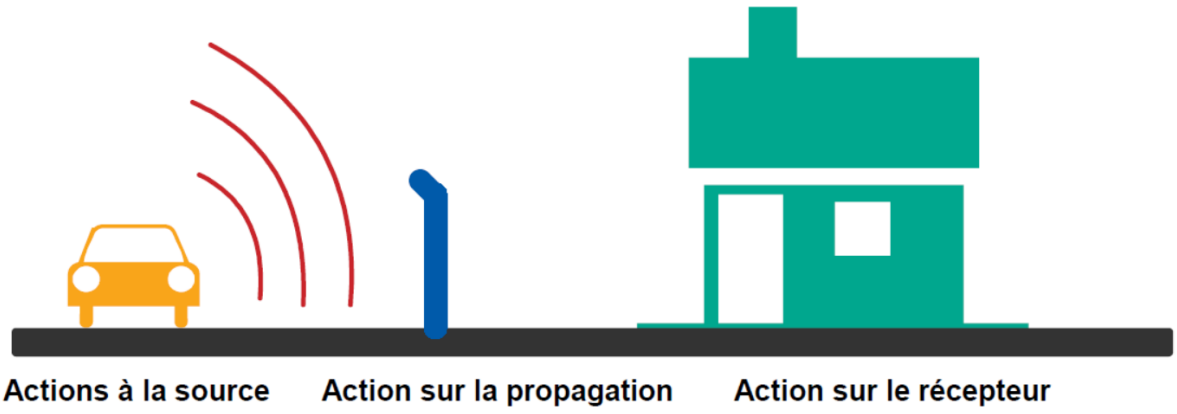
6. LES MESURES RÉALISÉES DEPUIS 10 ANS PAR LA COLLECTIVITÉ POUR LUTTER CONTRE LE BRUIT

L'article R572-8 du Code de l'environnement prévoit que le PPBE recense toutes les mesures visant à prévenir ou à réduire le bruit dans l'environnement réalisées ou arrêtées au cours des dix dernières années.

6.1. Les différentes stratégies possibles de lutte contre le bruit routier

6.1.1. Généralités

Les différents types d'actions qui peuvent être mis en œuvre pour réduire l'impact acoustique d'une infrastructure routière sont, de façon schématique, les suivants :



Source : SOLDATA Acoustic

● **Actions à la source du bruit :**

Les paramètres qui ont une influence sur les émissions sonores sont :

- le débit des véhicules (toutes choses étant égales par ailleurs, une division par 2 du trafic induit une diminution de 3 dB(A) du niveau de pression acoustique émis) ;
- le taux de poids lourds en circulation (à 50 km/h, un poids lourd en circulation émet un niveau de pression acoustique équivalent à celui de 10 véhicules légers) ;
- la vitesse de circulation (la loi qui régit la relation entre la vitesse de circulation et le niveau de pression acoustique émis est gouvernée par une relation du type *20 log (Vi/V0*) quand l'écoulement du trafic est de type « *fluide* ») ;
- le type d'écoulement du trafic (à vitesse équivalente, une circulation de type « *fluide* » émet un niveau de pression acoustique moindre qu'une circulation de type « *pulsée* ») ;
- le revêtement de chaussée a une influence considérable sur le niveau de bruit émis par la circulation routière : en première approche, de + 5 dB(A) pour le cas des pavés à – 5 dB(A) pour des revêtements de chaussée de type drainant.

A noter : sans système d'alerte sonore, les véhicules électriques et hybrides sont quasiment entièrement silencieux. Ils deviennent audibles seulement lorsqu'ils atteignent une certaine vitesse (environ 20 km/h). Des recherches ont démontré que les véhicules électriques et hybrides présentent un danger pour les usagers de la route vulnérables (personnes malvoyantes, piétons …) et augmentent le risque d'accident avec les piétons de 80 %. Les alertes sonores contribuent fortement à la sécurité routière des piétons, et pas seulement à celle des personnes aveugles ou malvoyantes. Les signaux d'alerte (AVAS) sont obligatoires sur les nouveaux modèles électriques depuis 2019.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

● Actions sur la propagation :

Lorsqu'il s'agit de protéger des bâtiments sensibles existants, les solutions envisageables consistent à mettre en œuvre entre la route et les bâtiments à protéger :

- une butte de terre ou « *merlon* » ;
- un écran acoustique absorbant ou réfléchissant, droit ou incliné.

Lorsqu'il s'agit de protéger de futurs bâtiments sensibles (cas de l'aménagement d'un lotissement à proximité d'une route à fort trafic par exemple), les solutions envisageables pour l'aménageur consistent :

- à éloigner au maximum les nouveaux bâtiments de la route ;
- à insérer entre la route et les futurs bâtiments sensibles des bâtiments non sensibles tels que locaux d'activités, locaux commerciaux, locaux industriels, etc. …

● Actions sur la réception :

Dans les cas où les traitements *« à la source du bruit* » ne permettent pas d'atteindre les niveaux de protections suffisants, le traitement par insonorisation des façades constitue un complément nécessaire.

L'isolement acoustique de la façade doit prendre en compte les différents constituants de l'enveloppe extérieure du bâtiment (menuiserie extérieure, entrée d'air frais, coffre de volet roulant …) et toutes les voies de transmission (directe et indirecte) du bruit (mur de façade, élément de toiture, doublages …).

Pour des enjeux élevés d'isolement acoustique vis-à-vis des bruits extérieurs, une double-fenêtre sera plus performante qu'un double-vitrage.

● Actions de communication :

Au cas par cas, des initiatives pédagogiques d'information et de sensibilisation permettent d'expliquer les principes de base de l'acoustique, et en particulier la différence entre l'acoustique « *physique* » et l'acoustique de la « *perception* » (le « *ressenti des gens* »).

6.1.2. Cas particulier : le revêtement de chaussée

Lorsqu'un véhicule est en mouvement, les sources de bruit sont différentes selon le régime du moteur et la vitesse de circulation. Et en particulier :

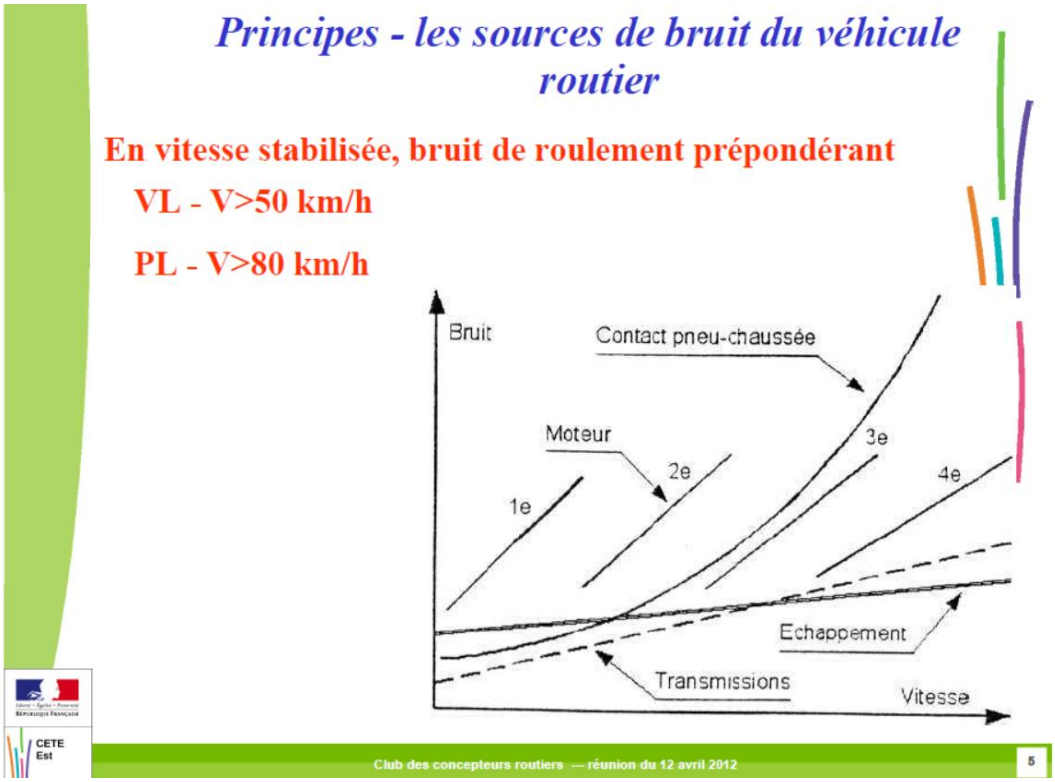
- le bruit de moteur, qui dépend du régime, de la charge et de l'état du système d'échappement ;
- le bruit de contact « *pneus-chaussée* » qui dépend du type de pneu (matière, structure, dessin, largeur, gonflage … etc.), de la texture de la surface de la chaussée, de la capacité d'absorption acoustique de la couche de roulement.

Sur la figure ci-dessous on observe que :

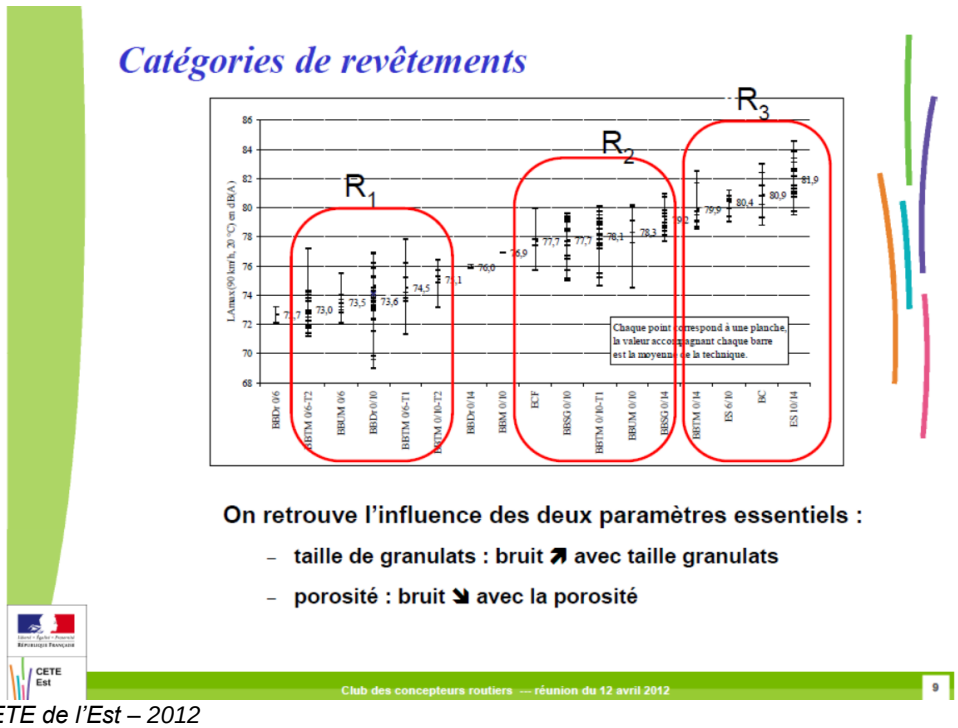
- le bruit de moteur est prépondérant à petite vitesse (typiquement : 30 km/h) ;
- le bruit de roulement (ou bruit de contact pneumatique-chaussée) est prépondérant à partir de 50 km/h.

A vitesse élevée (à partir de 110 km/h) le bruit aérodynamique vient s'ajouter au bruit de roulement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE



Lorsque le bruit de roulement est prépondérant sur le bruit de moteur (à partir de 50 km/h), la mise en œuvre d'un revêtement de chaussée « *peu bruyant* » peut réduire le bruit émis par le trafic de plusieurs décibels, et constituer ainsi une alternative aux dispositifs de protection « *à la source* » et/ou à l'isolation acoustique des façades.



Source : CETE de l'Est – 2012

L'efficacité acoustique globale du revêtement de chaussée est gouvernée par 2 critères :

- la taille des granulats intégrés dans la formulation de l'enrobé ;
- la porosité de l'enrobé.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

6.1.3. Cas particulier : la végétation

Les haies et massifs végétaux ne constituent pas des écrans acoustiques : il faut en effet une épaisseur de haies denses de 10 mètres (en largeur) pour diminuer le niveau de pression acoustique de 1 dB(A). Par contre, la présence de végétaux a un effet positif sur la perception des riverains : en masquant visuellement la source de bruit, et en étant générateur d'un enrichissement du spectre sonore (le bruissement des feuilles et des branches sous l'effet du vent crée une source supplémentaire venant enrichir le spectre sonore).
Par ailleurs, les haies denses constituent des supports de biodiversité, et des filtres vis-à-vis de la propagation des poussières et des déchets.

6.2. Ville de Fontenay-le-Comte : les actions spécifiques contre le bruit routier

La Ville de Fontenay-le-Comte n'a pas engagé d'actions spécifiquement « *curatives* » contre le bruit routier au cours des 10 dernières années.

Afin de prévenir l'émergence de nouveaux points de bruit, la Ville de Fontenay-le-Comte contribue à la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres, qui concerne selon l'article R571-33 du Code de l'environnement :

- les voies routières dont le trafic journalier moyen annuel existant, ou prévu dans l'étude d'impact du projet d'infrastructure, est supérieur à **cinq mille véhicules par jour** ;
- les lignes ferroviaires interurbaines assurant un trafic journalier moyen supérieur à **cinquante trains** ;
- ainsi que les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines, dont le trafic journalier moyen est supérieur à **cent autobus ou trains**.

Avec le classement sonore des infrastructures de transports terrestres, tous les projets de construction (ou de modification significative) de bâtiments sensibles localisés à l'intérieur de la bande définie par la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre l'infrastructure classée doivent respecter des niveaux d'isolement acoustique minimal (principe d'auto-protection).

En pratique à Fontenay-le-Comte :

- les informations relatives au classement sonore en vigueur à Fontenay-le-Comte sont reportées dans le document d'urbanisme en vigueur;
- il est fait mention du classement sonore dans les certificats d'urbanisme et les arrêtés de permis de construire délivrés par la commune sur les parcelles situées à l'intérieur des secteurs affectés par le bruit, arrêtés par le Préfet en application de l'article L571-10 du code de l'environnement ;
- le classement sonore, et plus largement le bruit existant, est pris en compte dans les orientations d'aménagement identifiées au PLU.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

6.3. Ville de Fontenay-le-Comte : les actions indirectes contre le bruit routier

6.3.1. Le Plan régional santé environnement (PRSE)

Le 3e plan régional santé environnement (PRSE) des Pays de la Loire

Selon le baromètre santé environnement Pays de la Loire 2014 réalisé par l'Observatoire régional de la santé (ORS) des Pays de la Loire, en 2014, près d'un Ligérien sur dix se déclarait être gêné par le bruit à son domicile « souvent » (8 %) ou « en permanence » (1 %). Ce chiffre est constant par rapport à la dernière enquête régionale réalisée en 2007.
La proportion de personnes (21 %) indiquant être gênées par le bruit provenant de l'extérieur pour ouvrir les fenêtres de leur logement au cours de la journée n'a pas évolué entre 2007 et 2014. Par contre, la proportion de personnes indiquant ne pas pouvoir ouvrir ses fenêtres la nuit en raison du bruit extérieur a légèrement augmenté (16 % en 2014 contre 14 % en 2007).
Les bruits de la circulation et des transports représentent la principale source de nuisances sonores citées par les personnes s'estimant gênées par le bruit en Pays de la Loire. Toutefois, le pourcentage de personnes indiquant être gênées « en permanence » ou « souvent » par le bruit des transports a diminué, passant de 60 % en 2014 contre 65 % en 2007.

D'une manière générale, 15 % des habitants des grandes agglomérations de la région déclarent être « en permanence » ou « souvent » gênés par le bruit, contre 7 % des habitants des communes de plus petite taille.
Le plan régional santé environnement (PRSE) vise notamment à répondre à ces préoccupations ainsi qu'aux enjeux de préservation de l'environnement et de la santé des Ligériens.

Impulsé par le Préfet de région, la Directrice générale de l'Agence régionale de santé et le Président du Conseil régional, le 3e PRSE porte sur la période 2016-2021. Il fait suite au 2e PRSE qui portait sur la période 2010-2013.Déclinaison du 3e Plan National Santé Environnement (PNSE 3), le PRSE 3 tient compte des spécificités du territoire et s'articule avec les autres plans régionaux traitant de l'impact de l'environnement sur la santé.

Le programme d'actions du PRSE 3 s'articule autour de cinq axes :
1. Alimentation et eau destinée à la consommation humaine ;
2. Bâtiments, habitat et santé ;
3. Cadre de vie, urbanisme et santé ;
4. Environnement de travail et santé ;
5. Mise en réseau d'acteurs, culture commune santé environnement.

Les leviers pour agir relèvent de plusieurs politiques : aménagement du territoire, transport, logement, urbanisme, protection de l'environnement, éducation… et de différents acteurs : État, collectivités territoriales, associations, organisations professionnelles, industriels…

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

La prise en compte du bruit dans l'environnement au travers du PRSE 3 :

Dans la continuité des actions engagées dans le cadre du PRSE 2, ce 3e PRSE comporte des actions visant à la prise en compte du bruit dans l'environnement. Ces actions se traduisent au travers des deux objectifs de l'axe 3 « Cadre de vie, urbanisme et santé » du PRSE :

Le 1er objectif vise à « mieux intégrer les enjeux de santé dans l'aménagement et la planification urbaine ». Une des déclinaisons de cet objectif vise à « repérer les éléments de connaissance et construire des outils d'accompagnement des professionnels et des collectivités ». Cela se traduit notamment par des actions suivantes pouvant avoir un impact en matière de réduction des nuisances sonores liés aux transports :

- l'intégration des orientations sur les enjeux de santé pouvant être impactée par les projets de territoire, dans les porter-à-connaissance fournis aux collectivités par l'État en amont de l'élaboration de documents de planification urbaine (SCOT et PLU) ;
- la mise à disposition de données (notamment sur le bruit lié aux transports) pour informer et mieux caractériser, à l'échelle des territoires, les enjeux de santé en lien avec l'urbanisme.

Le 2e objectif vise à « réduire les nuisances pour améliorer le cadre de vie ». Une des déclinaisons de cet objectif vise spécifiquement à « Maîtriser et réduire les nuisances sonores associées aux infrastructures de transport ». Cela se traduit par les actions suivantes :

- la résorption des « points noirs du bruit » (PNB) recensés dans les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'État ;
- l'incitation des collectivités territoriales concernées à la réalisation de leurs cartes de bruit et plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
- la mise en œuvre du classement révisé des voies bruyantes, permettant notamment de définir, pour les nouveaux bâtiments, les dispositions constructives relatives au bruit.

Le présent PPBE de 3e échéance de l'État s'inscrit ainsi pleinement dans la mise en œuvre du PRSE 3. Toutes les informations relatives au PRSE sont consultables sur le site internet dédié : http://www.paysdelaloire.prse.fr/

6.3.2. Plan de mobilité communal.

En 2021, la municipalité de Fontenay-le-Comte a décidé d'engager une réflexion générale afin de dégager une stratégie cohérente en matière de circulation, de déplacement et de stationnement.
Plusieurs objectifs étaient poursuivis par la commune dont :

- Assurer la sécurité de tous les déplacements ;
- Adapter l'offre de stationnement ;
- Intégrer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- Favoriser le partage de la voirie ;
- Restructurer les voies afin de valoriser les liaisons entre les quartiers ;
- Favoriser les modes de déplacements actifs ;
- Accompagner la révision générale du PLU.

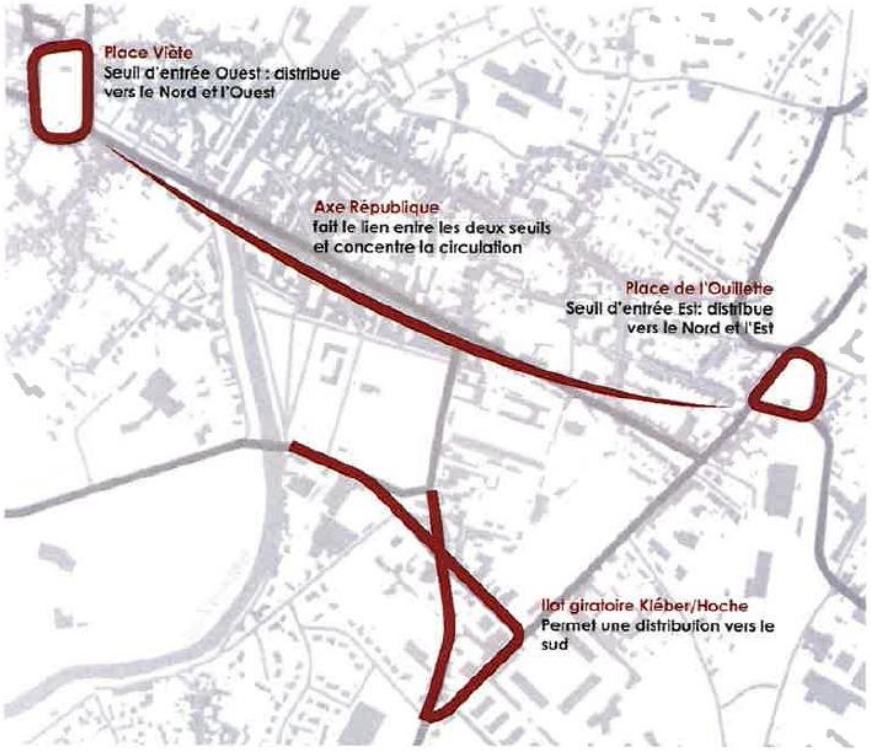
L'élaboration du plan de circulation s'est déroulée en trois étapes bien distinctes :

- 1 - phase diagnostic par une analyse statistique (recensement des pôles générateurs, accidentologie, principaux flux domicile/travail) et par des observations sur le terrain (analyse de la voirie, recensement des différents modes alternatifs, enquêtes, concertations avec les élus et l'agence d'urbanisme, d'architecture et de paysage Atelier Préau) ;
- 2 - propositions de scénarios pour répondre aux enjeux dressés dans la première phase avec une évaluation multicritère ;
- 3 - proposition d'aménagement pour le scénario retenu.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

La phase diagnostic met en évidence des zones de concentrations de circulations :

- L'îlot giratoire Kléber/Hoche/Chail/Marceau ;
- La place de l'Ouillette ;
- La place Viète ;
- La rue de la république qui est l'axe entre les places Viète et de l'Ouillette.



La rue de la république est l'artère centrale du centre-ville de Fontenay-le-Comte et est un espace fortement dédié aux modes motorisés, et ce malgré sa présence en zone 30. Aucune insertion cyclable n'est présente sur cet axe pourtant majeur permettant de lier de manière aisée l'est à l'ouest de la ville.

Le tableau ci-dessous présente les enjeux émis au regard du diagnostic :

Thématique		Enjeux
Morphologie urbaine et pôles générateurs de déplacement		Créer des **coutures efficaces et sécurisées** entre les différents pôles générateurs de la ville (centre-ville ancien, pôles commerciaux, quartier des Moulins Liot, Cité Scolaire). Valoriser le patrimoine fontenaysien par une **réappropriation des espaces publics** tout en favorisant les modalités actives de déplacements.
Voiries		**Moduler les axes les plus larges afin de mieux répartir les différents modes de déplacement** Aménager de manière plus coercitive la zone 30 et la zone de rencontre située en centre-ville **Rendre de l'urbanité** aux deux places seuils de la ville afin d'y incorporer circulations cyclable et piétonne et de réduire le sentiment d'insécurité **Rendre lisible le parcours** des Boulevards Chail/Hoche/Kléber par une réflexion autour des sens de circulation
Flux		**Favoriser l'axe de Gaulle** comme principal **axe de transit** de la ville **Favoriser l'axe République** comme **lieu de destination** et de déambulation urbaine **Apaiser les entrées de ville** par des dispositifs coercitifs Structurer **les jalonnements PL**
Modes de transports alternatifs	Environnement cyclable	**Faciliter l'insertion des cyclistes** au sein des différents carrefours de la ville **Créer un itinéraire Est-Ouest** (Transfontenaysienne II) **Sécuriser les places** de l'Ouillette et Viète **Jalonner les différents pôles générateurs** de la commune Sécuriser les traversées des grands axes de circulation
	Transports en commun	**Connecter le PEMU au centre-ville par des liaisons cyclables et/ou une extension de ligne de transport urbain** **Optimiser l'usage du transport** en commun en réfléchissant à des options d'extension de l'amplitude horaire et de modification des fréquences
	Ecomobilité	**Valoriser les espaces publics réservés aux nouvelles mobilités** **Créer un espace de covoiturage au nord de la ville**
Stationnement		Restreindre les stationnements en centre-ville par la **réalisation d'aménagements coercitifs.** **Optimiser l'usage des espaces de stationnements** les moins utilisés en centre-ville (Verdun). **Créer davantage de liens entre la place Verdun et le centre-ville** **Aménager de manière plus urbaine les places Viète et Belliard** afin de minimiser l'impact visuel de la voiture

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Le plan de circulation de Fontenay-le Comte s'articule autour de plusieurs thématiques :

- Apaiser et sécuriser les déplacements à Fontenay-le-Comte ;
- Renforcer la pratique des modes actifs par le développement fort des aménagements ;
- Rendre l'offre de stationnement lisible et optimisée.

Et se traduit de façon opérationnelle par des fiches actions concrètes à mener à court (0 à 2 ans inclus) moyen (3 à 5 ans inclus) et long terme (plus de 5 ans).

Thématique « Apaiser et sécuriser les déplacements à Fontenay-le-Comte »

- Restructuration des déplacements routiers
  - les marquages des entrées de la ville permettant un abaissement rapide de la vitesse (installation de 5 ralentisseurs de type plateaux traversants, 2 ralentisseurs simples en amont des carrefours sur les entrées de ville les plus sinueuses et faiblement circulées, 5 écluses et 1 chicane sur l'avenue du président François Mitterrand) ;
  - restructuration des principaux carrefours de la commune (mise à double sens de l'avenue Marceau pour réduire le trafic de transit observé sur la rue de la république, élargissement de l'îlot central de la place Ouillette pour supprimer une voie de circulation et intégrer une piste cyclable, aménagement des espaces dédiés à la pratique de la mobilités douces pour la place Viète) ;
  - modifier les sens de circulation en centre-ville avec la suppression du double carrefour giratoire de la rue de la république. Cet aménagement s'inscrit dans **un projet plus large de requalification complète de la rue de la république** ;
  - Structurer un jalonnement de contournement poids-lourds afin de limiter le trafic de transit poids-lourds dans le centre-ville ;
  - Définir des interdictions de circulation en dehors des heures de livraisons dans une zone de centre-ville.

- Apaiser et sécuriser les secteurs stratégiques de la commune par une extension des zones 30 au quartier des Moulins Liots et des extensions des zones de rencontre (vitesse limitée à 20 km/h) dans les secteurs de la cité scolaire et de **la rue de la république**.

Thématique « Renforcer la pratique des modes actifs par le développement fort des aménagements »

- Création d'un maillage cyclable cohérent à l'échelle communale
  - création d'un itinéraire cyclable traversant ouest /est ;
  - résoudre les discontinuités du réseau avec la création de plateaux traversants, l'aménagement de traversées cyclables au sein des grands giratoires de la ville (giratoire François Rabelais, rond-point de Krotoszyn, giratoire du PEMU et rond-point de la libération) et la création de SAS vélo (carrefour rue Rabelais/ rue tranchée des Baïonnettes, carrefour rue de la république / boulevard Dugesclin et carrefour rue de la Capitale du bas Poitou / allée du Pont Nogent ;
  - création d'un jalonnement cyclable ;
  - développement de places de stationnements vélo (73 arceaux supplémentaires seront installés) ;
- Inciter à la pratique à la marche à pied par la création d'un cheminement piéton sécurisé pour le transit des collégiens vers le PEMU et par la création d'un jalonnement piéton.

Thématique « Rendre l'offre de stationnement lisible et optimisée »

- Nouveau jalonnement guidant les usagers vers les 3 parkings périphériques sous-utilisés identifiés lors du diagnostic ;
- Mise en conformité PMR des places de stationnement existantes et création de 3 places de stationnement PMR sur la place Viète ;
- Renforcement des équipements dédiés au covoiturage par la réfection de l'aire de la route de Niort (10 places) et création d'une aire de covoiturage (25 places à la sortie du péage de Fontenay-le-Comte.

À la suite des aménagements de la rue Clémenceau et de la rue de république entre la rue Clémenceau et le boulevard Hoche intégrés au plan de mobilité communal, certaines « zones à enjeux potentiels PNB » identifiées dans le PPBE de 3ème échéance ont été résorbées.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

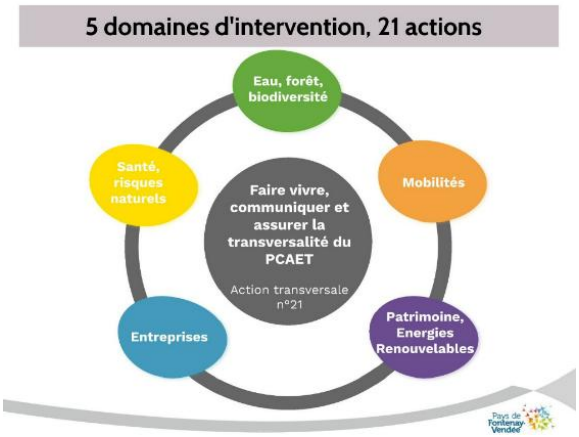
6.3.3. Le Plan Climat Air Energie Territorial du Pays de Fontenay-Vendée

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable d'une durée de 6 ans qui permettra d'agir et d'anticiper les effets du changement climatique en mobilisant tous les acteurs du territoire. Piloté par la Communauté de communes, ses principaux objectifs sont :

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et favoriser le stockage du carbone ;
- S'adapter au changement climatique ;
- Réduire les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables ;
- Améliorer la qualité de l'air.

21 actions pour le territoire

L'ambition est de mettre en œuvre toutes les actions nécessaires à la création d'un territoire plus sain, plus sobre en consommations et moins vulnérable. La collectivité souhaite se mobiliser pour la rénovation des bâtiments privés et publics, la production locale d'énergies renouvelables, des modes et habitudes de déplacements plus propres et le développement d'une économie locale et circulaire. Cette ambition se traduit par 21 actions ciblées, associant l'ensemble des acteurs du territoire : entreprises, élus, citoyens, associations.



Les phases principales du plan climat :

- 2019 : Élaboration d'un diagnostic du territoire (émissions de gaz à effet de serre, production d'énergie renouvelable, captation carbone, émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, etc.) et d'une stratégie territoriale ;
- 2020 : Construction de la stratégie et du programme d'actions (rédaction des fiches actions en lien avec les partenaires du territoire) ;
- 2021-2022 : Validation du projet de Plan Climat (présentation en réunion du Conseil communautaire et validation par l'assemblée) ;
- À partir de 2022 : Mise en place des actions du Plan Climat.

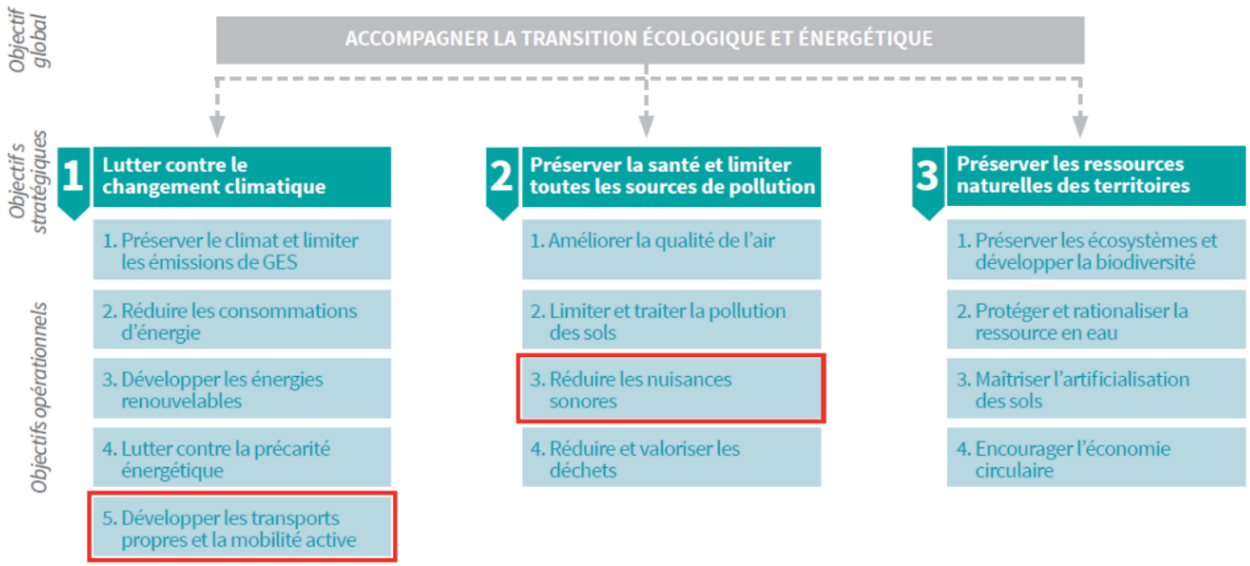
Le plan climat a été validé lors du Conseil Communautaire du 28 mars 2022 pour 6 années.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Pour ce faire, chacun doit à son niveau mener des actions qui contribueront à répondre aux objectifs. Elles concernent des thèmes aussi variés que : les déplacements, le logement, les déchets, l'économie, l'agriculture et la forêt, etc ...

Source : https://www.fontenayvendee.fr/plan-climat/

Dans l'accompagnement de la transition écologique et énergétique, les liens sont étroits entre les actions visant à améliorer la qualité de l'air et les actions visant à réduire les nuisances sonores :



Source : ADEME, Approche Environnementale de l'Urbanisme (2017)

Depuis 2022, le plan Climat est en place (https://participer.ecollectivites.fr/processes/plan-climat) et est piloté par la Communauté de communes, ses principaux objectifs sont :

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et favoriser le stockage du carbone ;
- S'adapter au changement climatique ;
- Réduire les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables ;
- Améliorer la qualité de l'air.

Le premier bilan annuel 2022 présenté lors d'un COPIL le 10 mai 2023 à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée vise à faire le point sur la mise en œuvre des 21 actions du PCAET tant sur leur avancement que sur les moyens nécessaires pour assurer cette mise en place. Cette étape fait partie du suivi du PCAET et permet aussi d'avoir un regard sur l'atteinte des objectifs fixés lors de l'élaboration du Plan.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Sur les 5 axes présentés dans le PCAET, seul l'axe n°2 (élaborer et mettre en œuvre une stratégie en matière de mobilité) est en lien avec l'amélioration de l'environnement sonore du cadre de vie.
Les actions de l'axe n°2 sont rappelées ci-dessous avec une synthèse des sous-actions prévues dans les fiches ainsi que les actions réalisées en 2022 :

Action 5 : Élaborer un schéma directeur des mobilités et planifier le développement des alternatives adaptées

Sous actions prévues dans la fiche action :

- Étudier les déplacements internes et externes au territoire, puis mettre en œuvre un plan d'action pour améliorer leur organisation et diversifier les flux ;
- Engager la(les) collectivités dans un plan de déplacement employeur.

Réalisé en 2022 :

- Actions à l'échelle de la Communauté de communes et de la Ville de Fontenay-Comte
  - Possibilité de faire du télétravail (jusqu'à 1 jour par semaine) ;
  - Mise en place du défi mobilité en mai, pour inviter les agents à modifier leurs habitudes et mini formation véhicules électriques à destination des agents et des élus (en partenariat avec l'AVERE Ouest) ;
  - Sensibilisation des agents à la pratique du covoiturage.

Action 6 : Promouvoir le covoiturage et le télétravail comme une véritable alternative à la voiture individuelle

Sous actions prévues dans la fiche action :

- Adhérer aux plateformes de covoiturage en ligne ;
- Accompagner l'élaboration des plans de déplacements entreprises ou par ZAE (inter-entreprises) ;
- Aménager des micro-aires de covoiturage.

Réalisé en 2022 :

- Déploiement du covoiturage
  - Adhésion à la plateforme de covoiturage Mobicoop ;
  - Rencontre des entreprises de plus de 50 salariés pour communiquer sur la plateforme de covoiturage et réalisation d'animations spécifiques auprès des salariés d'Hyper U et Webhelp ;
  - Présentation de la plateforme aux entreprises présentes au salon effervescence, ainsi qu'au club des entreprises et à l'association Fontenay Action ;
  - Sensibilisation du grand public : animation d'un stand au marché et dans les deux grandes galeries commerciales, plan de communication avec flyers et affichage sur les panneaux en ville.
- Aires de covoiturage
  - Recensement des besoins des communes.

Action 7 : Accompagner et faciliter l'usage du vélo et des modes doux sur les déplacements de courte distance

Sous actions prévues dans la fiche action :

- Prévoir des aménagements d'itinéraires urbains (cœurs de bourgs) et/ou itinéraires interurbains ;
- Tester le déploiement d'un service de location mobilité douce ;
- Sensibiliser les acteurs du territoire, animer la politique et développer des actions pédagogiques en faveur des modes doux.

Réalisé en 2022 :

- Schéma Directeur Vélo
  - Diagnostic territorial qui permettra de définir une stratégie et les continuités cyclables à créer ;
- Aide à l'achat de VAE (Vélos à Assistance Electrique)
  - Versement d'une aide financière pour l'achat de VAE destinée aux ménages ;
- Fête du vélo
  - Animations de sensibilisation sur une semaine : ciné débat, ateliers de réparation, stands sur la place Verdun, etc.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Action 8 : Verdir le parc de véhicules des collectivités et encourager l'usage de nouvelles motorisations sur le territoire

Sous actions prévues dans la fiche action :

- Faire l'acquisition de véhicules autres que thermiques (électrique, GNV…) ;
- Proposer des achats groupés de véhicules autres que thermiques.

Réalisé en 2022 :

- Acquisition de véhicules à énergie alternative
  - Véhicule GNV pour le service Entreprendre en Sud-Vendée, petit véhicule électrique pour la Sénéchaussée, Benne à Ordure Ménagère GNV pour le SYCODEM, etc.

En résumé, les chiffres clés de l'axe n°2 :

- **Plus de 150 personnes sensibilisées lors de la fête du Vélo ;**
- **24 agents (Communauté de communes et Ville de Fontenay-le-Comte) et 39 élèves ont participé au défi mobilité ;**
- **66 agents qui réalisent du télétravail à la Communauté de communes et 18 agents à la Ville de Fontenay-le-Comte ;**
- **Près de 200 nouveaux inscrits sur la plateforme de covoiturage Mobicoop, 2 730 trajets réalisés avec une distance moyenne de 46 km et près de 200 personnes sensibilisées à travers les actions d'animations ;**
- **6 véhicules collectivités locales affiliés à la station GNV : 3 véhicules CC Pays de Fontenay-Vendée, 1 véhicule CC Vendée Sèvre Autise, 1 véhicule SYCODEM et 1 véhicule Mairie de Fontenay-le-Comte) ;**
- **133 aides de 150 € versées pour l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE).**

Les éléments budgétaires pour le bilan 2022 de l'axe n°2 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Axe	Action	Sous-action	Dépenses Communauté de communes PFV
Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie en matière de mobilité	5-Elaborer un schéma directeur des mobilités et planifier le développement des alternatives adaptées	A2A1S1 Etudier les déplacements internes et externes au territoire, puis mettre en œuvre un plan d'action pour améliorer leur organisation et diversifier les flux	
		A2A1O1 Engager la(les) collectivités dans un plan de déplacement employeur	
	6-Promouvoir le covoiturage et le télétravail comme une véritable alternative à la voiture individuelle	A2A2O1 Adhérer aux plateformes de covoiturage en ligne	Adhésion plateforme Mobicoop : 19 448 €
		A2A2O2 Accompagner l'élaboration des plans de déplacements entreprises ou par ZAE (inter-entreprises)	
		A2A2O3 Aménager des micro-aires de covoiturage	
	7-Accompagner et faciliter l'usage du vélo et des modes doux sur les déplacements de courte distance	A1A3O1 Prévoir des aménagements d'itinéraires urbains (cœurs de bourgs) et/ou itinéraires inter-urbains	Schéma Directeur Vélo : 13 275 €
		A2A3O2 Tester le déploiement d'un service de location mobilité douce	Subventions VAE : 19 950 €
		A2A3O3 Sensibiliser les acteurs du territoire, animer la politique et développer des actions pédagogiques en faveur des modes doux	Fête du vélo : 4 593 €
	8-Verdir le parc de véhicules des collectivités et encourager l'usage de nouvelles motorisations sur le territoire	A2A4O1 Faire l'acquisition de véhicules autres que thermiques (électrique, GNV…)	Achat AMI et SEAT : 23 900 €
		A2A4O1 Proposer des achats groupés de véhicules autres que thermiques	
TOTAL pour l'axe 2			**81 166 €**

Concernant les perspectives pour l'année 2023, il est prévu :

- La réalisation d'une formation éco conduite à destination des agents ;
- La finalisation du schéma directeur vélo et planification des actions à mettre œuvre ;
- La définition du projet RE-CYCLE, visant à favoriser l'économie circulaire autour du vélo ;
- La réflexion pour la création d'une maison des mobilités ;
- L'achat de plusieurs bus GNV par l'entreprise SOVETOURS et d'un bus GNV par la Communauté de communes pour la ligne de transport urbaine Fontelys.

En 2025, une évaluation à mi-parcours devra être réalisée : en s'appuyant notamment sur les deux premiers bilans, elle permettra d'ajuster le contenu du PCAET, en modifiant certaines actions et objectifs.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

7. LES MESURES RÉALISÉES DEPUIS 10 ANS PAR LES AUTRES MAITRES D'OUVRAGE

Source :

- *PPBE des infrastructures routières nationales en Vendée (4e échéance 2024-2029) ;*
  - *Arrêté n°24-DDTM85-452 du 11 juillet 2024 ;*
  - *https://www.vendee.gouv.fr/contenu/telechargement/26271/168418/file/PPBE_GITT_Etat-projet-approuv%C3%A9(6)-LL.pdf*
- *PPBE des routes départementales de la Vendée (4e échéance 2024-2029) ;*
  - *Mis à disposition du public entre le 23 septembre et le 25 novembre 2024 ;*
  - *https://www.vendee.fr/fileadmin/user_upload/Amenager_et_preserver_le_cadre_de_vie/1_Documents/Avis_concertation/PPBE_2024_-2029.pdf*

7.1. PPBE des infrastructures routières nationales en Vendée (4e échéance 2024-2029)

7.1.1. Mesures préventives

La politique de lutte contre le bruit en France concernant les aménagements et les infrastructures de transports terrestres a trouvé sa forme actuelle dans la loi relative à la lutte contre les nuisances sonores, dite « loi bruit » du 31 décembre 1992. La réglementation française relative aux nuisances sonores routières et ferroviaires s'articule autour du principe d'antériorité.

Lors de la construction d'une infrastructure routière ou ferroviaire, il appartient à son maître d'ouvrage de protéger l'ensemble des bâtiments construits ou autorisés avant que la voie n'existe administrativement. Par contre, lors de la construction de bâtiments nouveaux à proximité d'une infrastructure existante, c'est au constructeur du bâtiment de prendre toutes les dispositions nécessaires, en particulier à travers un renforcement de l'isolation des vitrages et de la façade, pour que ses futurs occupants ne subissent pas de nuisances excessives du fait du bruit de l'infrastructure.

Protection des riverains en bordure de projet de voies nouvelles

L'article L. 571-9 du code de l'environnement concerne la création d'infrastructures nouvelles et la modification ou la transformation significatives d'infrastructures existantes. Tous les maîtres d'ouvrages routiers et ferroviaires et notamment l'État (sociétés concessionnaires d'autoroutes pour les autoroutes concédées et SNCF réseau pour les voies ferrées) sont tenus de limiter la contribution des infrastructures nouvelles ou des infrastructures modifiées en dessous de seuils réglementaires qui garantissent à l'intérieur des logements pré-existants des niveaux de confort conformes aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé. Les articles R. 571-44 à R. 571-52 précisent les prescriptions applicables et les arrêtés du 5 mai 1995 concernant les routes et du 8 novembre 1999 concernant les voies ferrées fixent les seuils à ne pas dépasser.

Protection des bâtiments nouveaux le long des voies existantes – le classement sonore des voies

L'article L. 571-10 du Code de l'environnement concerne les constructions nouvelles sensibles au bruit le long d'infrastructures de transports terrestres existantes. Tous les constructeurs de locaux d'habitation, d'enseignement, de santé, d'action sociale et de tourisme opérant à l'intérieur des secteurs affectés par le bruit, classés par arrêté préfectoral sont tenus de les protéger du bruit en mettant en place des isolements acoustiques adaptés. Les articles R. 571-32 à R. 571-43 Code de l'environnement précisent les modalités d'application et les arrêtés du 30 mai 1996 et du 23 juillet 2013 fixent les règles d'établissement du classement sonore.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Amélioration acoustique des bâtiments nouveaux

La mise en place de la réglementation thermique 2012 a participé à l'amélioration acoustique des bâtiments : des attestations sont à fournir lors du dépôt du permis de construire et à l'achèvement des travaux. Pour les bâtiments d'habitation neufs dont les permis de construire sont déposés depuis le 1er janvier 2013, une attestation de prise en compte de la réglementation acoustique est exigée à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs (bâtiments collectifs soumis à permis de construire, maisons individuelles accolées ou contiguës à un local d'activité ou superposées à celui-ci).

Mesures de prévention mises en œuvre au travers des politiques publiques de déplacement

Encourager le report modal en faveur du vélo et des mobilités actives :

Dans le cadre du Plan Vélo, l'État accompagne les collectivités avec le Fonds national « mobilités actives ». Ce plan vise à soutenir, accélérer et amplifier les projets de création d'axes cyclables structurants dans les collectivités. Le dispositif France Relance a également permis à l'État de subventionner des stationnements cyclables en gare afin de favoriser le report modal.

Favoriser le report modal en faveur des transports en commun :

Pour donner suite aux Assises Nationales de la mobilité, la démarche « France Mobilités » soutient l'expérimentation, le développement et la diffusion dans les territoires de toutes les innovations au service de la mobilité du quotidien. L'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) porté par l'ADEME « France Mobilités - Territoires d'expérimentation de nouvelles mobilités durables » (TENMOD) s'inscrit dans cette démarche globale et a pour objectif de faire émerger des solutions innovantes de mobilité, tout en déployant de façon massive une mobilité durable et solidaire. À travers ces appels à manifestation d'intérêt, l'État accompagne les autorités organisatrices de la mobilité (AOM).

Favoriser l'accessibilité des gares :

La gare de Montaigu a été mise en accessibilité (quais et création d'un passage souterrain) en 2022, ce qui permet de rendre le train accessible à tous et faciliter les déplacements des voyageurs en situation de handicap, mais aussi des familles avec poussette ou avec des bagages encombrants. Cette mise en accessibilité – en améliorant le confort et l'accessibilité des voyageurs – joue également un rôle dans les modifications de comportement et le report modal de la voiture vers le train.

Favoriser la rénovation de voies ferrées :

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2015-2021, plusieurs opérations ferroviaires visant à assurer le report modal de la route vers le train ont été réalisées et notamment la modernisation de la ligne entre La Roche-sur-Yon et La Rochelle. L'État a participé à hauteur de 50 158 151 € pour ces travaux de modernisation (+2,708M€ d'étude). Ce qui a favorisé les échanges entre les gares de Luçon et de la Roche. La gare de Luçon a – à cette occasion – été complètement restaurée et mise en accessibilité.

Mesures de prévention mises en œuvre par ASF

Concernant la section A87 contournement sud de La Roche-sur-Yon, une étude réalisée en 2015 lors de l'établissement du bilan environnemental final avait permis de constater que les dispositifs de protection à la source réalisés au cours de la construction de cette section répondaient toujours au rôle auquel ils étaient destinés. L'étude acoustique menée au moment de la construction de cette section d'A87 avait permis d'inventorier les secteurs habités qui seraient affectés par le bruit de l'infrastructure autoroutière projetée. En fonction des conclusions de cette étude, des dispositifs de protection acoustique, pour un linéaire de 2 030 ml, ont été réalisés lors des travaux de construction du contournement sud de La Roche-sur-Yon.

Par ailleurs, lors de la dernière étude acoustique réalisée en 2022 pour l'élaboration des cartes de bruits stratégiques de la 4e échéance, sur l'ensemble des sections d'A83 et d'A87 présentes dans le département de la Vendée, il n'a été recensé aucun bâti dépassant les valeurs Lden/Ln selon le cadre méthodologique des CBS (étude macroscopique).

Nouveaux modes de déplacements :

Dans le cadre de son plan d'action environnemental, ASF incite au co-voiturage et aux modes de mobilités douces associés par la création d'aménagements spécifiques au droit des échangeurs autoroutiers. Ces aménagements participent à la volonté de réduction des émissions sonores issues des infrastructures autoroutières.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

7.1.2. Actions curatives

Observatoire départemental du bruit des infrastructures de transports terrestres et inventaire des bâtiments sensibles au bruit

L'observatoire départemental du bruit des infrastructures de transports terrestres s'inscrit dans la politique nationale de résorption des bâtiments sensibles au bruit des transports terrestres mise en place depuis 1999. Le préfet est chargé de sa mise en place en s'appuyant sur la direction départementale des territoires. Ses objectifs, à travers la réalisation de cartes de bruit, sont les suivants :

- Connaître les situations de forte nuisance pour définir des actions et les prioriser ;
- Déterminer la liste des bâtiments sensibles au bruit du réseau routier national et ferroviaire devant faire l'objet de résorption ;
- Porter à la connaissance du public ces informations ;
- Suivre les actions de rattrapage réalisées ;
- Établir des bilans.

Réseau routier concédé

Réseau routier concédé :

Sur le réseau routier national concédé, ASF précise qu 'aucun PNB n'a été identifié sur la section d'A83 concernée (1.1km). De ce fait, aucun aménagement n'a été réalisé au cours des 10 dernières années.

Les subventions accordées dans le cadre de la résorption des bâtiments sensibles au bruit :

La politique de rattrapage des bâtiments sensibles au bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux a été établie à partir d'outils de connaissance des secteurs affectés par une nuisance importante (observatoires) et de la définition de modalités techniques et financières. Lorsque la solution technique consiste à renforcer l'isolation acoustique des façades, le principe financier retenu est celui du subventionnement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

7.2. PPBE 2024-2029 des routes départementales de la Vendée (4ème échéance)

7.2.1. Motivation des choix d'actions

En tant que collectivité publique, le département de la Vendée met en œuvre des actions collectives et distingue pour ses actions les secteurs en agglomération et hors agglomération.

En agglomération

En effet, en dessous de 50 km/h, le bruit prépondérant est celui du moteur des véhicules. Au- delà c'est le bruit de roulement qui devient le plus fort. De plus, en agglomération, la police de circulation notamment les limitations de vitesse ainsi que les politiques d'aménagement dépendent du maire et non du département.

La grande majorité des populations exposées se trouve en agglomération dans des zones où le trafic est important mais la vitesse limitée à 50 km/h voire moins. Ainsi, en agglomération, de manière générale, le passage progressif des véhicules de la motorisation thermique à l'électrique est un vecteur fort d'amélioration. Bien qu'il s'agisse d'une orientation globale de la société, le département met en œuvre des actions visant à faciliter cette transition vers des véhicules moins bruyant et plus propre (véhicule électrique ou hydrogène par exemple).

L'autre action du département est la réalisation de déviation d'agglomération qui permet d'extraire le trafic de transit des cœurs de ville. Dans ce cas, un grand nombre d'habitants bénéficie d'une amélioration de son cadre de vie.

Par exemple, le département projette l'amélioration de la desserte de Luçon avec la mise en place d'une 2x2 voies déviant les communes de Saint-Jean de Beugné et de Sainte Gemme la Plaine. Les habitants des traversés verront, après la mise en service, une forte amélioration des conditions sonores grâce à la forte baisse du trafic.

Le département porte ainsi un certain nombre de projets de déviation. Au-delà, lorsque le département porte des projets d'amélioration d'axes routiers ayant un impact significatif en matière de bruit (+2 dB(A)), il met en place des protections de type merlon de terre ou écran ce qui améliore la situation des riverains.

Hors agglomération

En dehors des zones agglomérées et à l'issue de l'analyse des cartes de bruit, il apparaît que le département de la Vendée se caractérise par des zones d'exposition très localisées, concernant peu d'habitations à la fois, le long des routes départementales. En milieu interurbain, les axes les plus fréquentés, qui sont souvent d'anciennes routes nationales, sont bordés d'habitat diffus implanté en bordure de voie et pour lesquels aucune protection n'est envisageable. La RD 160, ancienne route nationale où le trafic est resté élevé malgré la réalisation de l'A87, en est un exemple avec des dépassements de seuils.

Toutefois, les habitations concernées par des dépassements de seuil restent relativement dispersées sur l'ensemble des routes départementales. Face à cette dispersion et en l'absence de projet d'évolution de l'axe routier, l'abaissement de la pression sonore est la meilleure réponse à apporter. Dans ses domaines de compétences, le Département peut jouer un rôle en veillant à la qualité des enrobés routiers pour limiter les bruits de roulement, prépondérant lorsque les vitesses dépassent 50 km/h.

Plus globalement, en contribuant à l'abaissement des niveaux de trafics (par la promotion de modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle comme le co-voiturage, le transport collectif ou le vélo), le département participe à la maîtrise de l'évolution du trafic routier.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

7.2.2. Objectifs et mesures prises par le département

L'investissement routier

Les routes neuves mises en service dans les années 2000 ont permis ponctuellement de soulager l'ancien réseau routier national d'une partie de son trafic et donc d'améliorer la qualité de vie des riverains, notamment dans la traversée des bourgs. Il est important de souligner que les projets réalisés depuis les années 2000 sont soumis à une réglementation stricte qui oblige le maître d'ouvrage à prévoir les mesures appropriées pour que les habitations proches des voies nouvelles ne subissent pas des niveaux sonores dépassant les seuils autorisés (arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit routier).

Sur le réseau structurant des routes à plus de 3 millions de véhicules par an, des améliorations ont été apportées depuis la cartographie du bruit adoptée le 27 décembre 2018 par les services de l'état.

Depuis cette date, le Département a poursuivi la mise en service de nouvelles déviations qui ont contribué à diminuer le niveau de trafic dans les agglomérations concernées.

Entre 2018 et 2024 les aménagements suivants, avec mise en place de protections acoustiques en application de la réglementation, ont été réalisés :

Déviations réalisées entre 2018 et 2023

	Opérations	Coût	Commentaires
2018	RD 949B entre Bournezeau et Chantonnay	22 M€	Mise à 2x2 voies et déviation de hammeaux
2018	RD 948 Challans	2M€	Raccordement de la rocade 2x2 voies
2018	RD 948 Azenay – La vie	13M€	Mise à 2x2 voies
2019	RD 160 La Roche sur Yon (Palissy-Napoléon)	29M€	Mise à 2x2 voies
2020	RD 763- RD 753 St-Hilaire de Loulay – Montaigu-Vendée	2,4M€	Déviation bidirectionnelle
2022	RD 948 Bel Air – La Vie	23M€	Mise à 2x2 voies
2023	RD 160 La Roche sur Yon – Echangeur Napoléon Vendée'	7M€	Echangeur dénivelé sur 2x2 voies
2023	RD 948 St-Christophe du ligneron	20M€	Mise à 2x2 voies
2024	Liaison RD 760 – RD 747 La Roche sur Yon	17M€	Contournement Sud de la Roche sur Yon

L'entretien du réseau routier existant

Le réseau routier départemental est constitué de 4 600 km, dont 170 km de 2 X 2 voies.

Sur l'ensemble du département, le revêtement des routes est renouvelé en moyenne tous les 11-12 ans ce qui représente un effort constant pour le département et participe aussi à la sécurité et au confort des usagers. La qualité du revêtement des chaussées influence l'émission de bruit notamment à vitesse relativement élevée (pour un véhicule en 4ème rapport de boite de vitesse, le bruit de roulement représente 70% du bruit émis contre 35% en 2ème).

L'application d'enrobé spécifique comme les bétons bitumineux très minces à granulométrie spécifique permet de réduire de plusieurs décibels l'émission de bruit. Les enrobés drainants sont aussi efficaces d'un point de vue acoustique. L'entretien du réseau routier demande un effort financier important au département (plus de 10 millions d'euros par an). Globalement, le réseau routier vendéen est en bon état.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Développer les modes de déplacements moins nuisibles

Transports ferroviaires

Bien que le ferroviaire ne relève pas de sa compétence, le Département participe financièrement à différentes opérations de modernisation du réseau ferroviaire. Ces opérations contribuent à une diminution des nuisances sonores directement (changement des rails, du ballast, modernisation du matériel roulant) et indirectement (renforcement de l'attractivité du réseau ferroviaire favorisant des reports de trafic de la route vers le ferroviaire).

Pistes cyclables

Le département de la Vendée a réalisé plus de 1 234 km d'itinéraires cyclables, dont 432 km en site propre. Par ailleurs, il contribue à valoriser des boucles cyclables aménagées par les collectivités. Ces aménagements représentent 610 km. L'ensemble de ce réseau « Vendée Vélo » représentant plus de 1 800 km constitue un atout pour les déplacements touristiques. Le réseau propose un mixte de sentiers en site propre, de bandes ou sur-largeurs cyclables le long d'une route et de voies partagées (généralement des petites routes ou des voies agricoles).

Sans pour autant délaisser le tourisme à vélo, le Département a souhaité développer également le vélo du quotidien, et en particulier le vélo-travail. En septembre 2022, une étude réalisée en partenariat avec l'INSEE a défini des zones de concentration d'emplois et recensé les flux de salariés parcourant moins de 10 km entre leur commune de domicile et ces zones. Parmi ces salariés, 11% seulement ont opté pour un mode doux pour se rendre au travail. Aussi, cette étude a permis d'identifier un potentiel de 95 000 vendéens à remettre en selle.

À l'appui de cette étude, le Département a voté fin 2022 un plan vélo-travail 2023-2027 en 3 axes dont les modalités ont été précisées en 2023.

Les 3 axes :

- La réalisation de pistes cyclables sous la maîtrise du Département où des flux importants de salariés domicile-travail sont observés ;
- L'accompagnement financier des collectivités locales pour réaliser des aménagements cyclables le long des RD et sécuriser des traversées cyclables de RD, le tout hors agglomération ;
- L'expérimentation d'une voie cyclable « express » en requalifiant une voie verte existante située entre La Roche-sur-Yon et Aizenay.

Covoiturage

Afin d'encourager les économies d'énergie auprès de tous les Vendéens, le Département de la Vendée s'est engagé dans une démarche de facilitation et de promotion du covoiturage en référençant les aires de covoiturage situées le long du réseau routier départemental, sur son site internet.

125 aires de covoiturage et 10 points stop ont été développés ou soutenus par le Département.

Véhicules décarbonés

Le Département a adopté un premier règlement d'aide aux collectivités relatif à l'acquisition des véhicules à motorisation décarbonée le 12 juillet 2019 pour la période 2019-2022 et l'a reconduit en juillet 2023 pour une validité jusqu'à fin 2027. Le règlement en vigueur permet de subventionner l'acquisition de véhicules roulant au BioGNV ou bien des véhicules électriques à hydrogène.

À ce jour, 20 véhicules ont été subventionnés depuis 2019 : 11 véhicules GNV et 9 véhicules à hydrogène.

Pour ces besoins propres, le département a fait l'acquisition de 40 véhicules électriques en 2022. Par ailleurs, le département participe également à la construction de station multi-énergies. Au-delà de l'intérêt environnemental en matière de lutte contre le réchauffement climatique, le développement de ces véhicules participe à la réduction des nuisances sonores du bruit des infrastructures.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

La gestion du domaine public routier et l'urbanisme

Règlement de la voirie

Le Département de la Vendée dispose d'un Règlement de la voirie adopté le 29 mars 2019. Pour les routes à grande circulation (définies par décret), le Code de l'Urbanisme (Art L111.1.4) impose, hors agglomération et hors zones urbanisées, un recul de 75m (porté à 100 m pour les routes ayant un statut de voie express et de déviation d'agglomération).

Les communes peuvent fixer des règles de recul différentes dans leur PLU ou leur carte communale, dès lors qu'une étude justifie la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale et de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

La préservation des zones calmes

Les zones calmes sont des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit, dans lesquels l'autorité qui établit le plan souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition compte tenu des activités humaines pratiquées ou prévues.

Il existe actuellement 2 760 hectares d'Espaces Naturels Sensibles répartis sur l'ensemble du territoire Vendéen. Ils constituent un patrimoine naturel majeur qu'il convient de protéger et préserver.

À l'échelle du département, aucun espace sensible à un titre ou à un autre n'est menacé par des activités futures qui conduiraient à une exposition anormale aux nuisances sonores. Le Département a donc choisi de ne pas désigner de « zone de calme ».

La gestion des plaintes

Les plaintes seront reçues par le Service Exploitation et Sécurité Routière du département.

L'opportunité d'un traitement sera examinée au cas par cas, sachant que le Département ne s'engagera que sur des actions collectives bénéficiant à des groupes d'habitations. Il se réservera la possibilité de vérifier les niveaux de bruit réels, et l'antériorité des habitations par rapport à la route concernée. En effet, il convient de rappeler que la réglementation n'impose pas aux gestionnaires d'infrastructure de faire des mesures correctives sur des infrastructures existantes et qu'à contrario, elle impose depuis 1991 aux constructeurs venant s'implanter le long d'une infrastructure sonore de prendre les mesures adéquates.

Un recensement et une analyse des plaintes seront réalisés afin de décrire les requêtes, de les localiser et le cas échéant de rappeler les propositions d'actions à engager.

Un bilan des plaintes sera réalisé à l'échéance du présent PPBE. Il sera pris en compte pour sa révision quinquennale.

Sur le précédent PPBE (2016-2024), 7 plaintes ont été reçues par le Département :

Date	Infrastructure	Suite donnée
02/2016	RD148 – Fontenay le Conte	Trafic < 3 M – Seuils non dépassés Mise en place d'enrobé adaptés lors de la prochaine réfection de la chaussée
07/2017	RD160- Mortagne-sur-Sèvre	Trafic < 3 M – Seuils non dépassés Couche de roulement en enrobé récent, adapté
10/2017	RD38 Bis – Saint-Jean-de-Monts	Trafic < 3 M – Seuils non dépassés – Habitations construites après la route - Antériorité de l'axe.
2018	RD948 - Challans	Aménagement 2x2 voies, réhausse et végétalisation du merlon
06/2021	RD160 – la Roche-sur-Yon	Aménagement 2x2 voies en déblais (Protection sonore naturel)
10/2021	RD948 – Saint-Christophe-du-Ligneron	Aménagement 2x2 voies réalisé avec mise en place d'écran acoustique
11/2021	RD160 – la Roche-sur-Yon	Seuils non dépassés, habitation récente, antériorité de l'axe

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

8. LES MESURES ENVISAGÉES DANS LES 5 ANS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE LA VILLE

8.1. Introduction

L'article R572-8 du code de l'environnement prévoit également que le PPBE répertorie toutes les mesures visant à prévenir ou à réduire le bruit dans l'environnement prévu pour les cinq années à venir.

Les champs de compétence de la commune en matière de lutte contre le bruit portent principalement sur :

- La planification, l'urbanisme et l'aménagement (PLU, SCOT, carte communale …) ;
- La création, l'aménagement et la requalification des voies communales ;
- La sensibilisation, l'éducation et la communication ;
- La création, l'aménagement et la rénovation de bâtiments communaux ;
- La réalisation d'étude acoustique et le suivi acoustique de l'environnement sonore ;
- Le soutien à des programmes de lutte contre le bruit, en initiant des partenariats ou en cofinançant certaines actions ;
- La politique de déplacements (PDU, …) ;
- La collecte des déchets ;
- La qualité de vie et la salubrité publique.

Le maire dispose également de la compétence « *lutte contre les bruits de voisinage* », mais ce domaine n'étant pas couvert par la directive européenne 2002/ 49/ CE : le présent PPBE ne contient donc pas d'action concrète pour lutter contre ces désordres.

8.2. Plan Régional Santé Environnement 2023-2028 (PRSE 4)

Comme pour le PRS3, le Plan Régional Santé Environnement 4 s'intéresse à la maitrise et à la réduction des nuisances sonores pour une amélioration du cadre de vie. En ce sens, des actions sont mises en place :

- Cartes et plans de prévention : Réalisation de cartes et plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) tous les 5 ans pour les grandes infrastructures de transport et les grandes agglomérations ;
- Qualité de l'air et bruit : Surveillance de la qualité de l'air et du bruit pour protéger la santé des habitants, notamment en ville ;
- Mobilités actives : Encouragement des mobilités actives (vélo, marche) pour réduire la pollution atmosphérique et les nuisances sonores ;
- Sensibilisation et formation : Organisation de journées d'échange et de sensibilisation pour les élus et agents des collectivités sur la qualité de l'air et le bruit.

8.3. Le plan d'action : la stratégie retenue par la Ville

La stratégie retenue par la Ville de Fontenay-le-Comte pour réduire les nuisances sonores le long des voies routières s'articule autour des deux points suivants :

1) Valoriser les réflexions et mettre en œuvre les actions prévues/en cours en faveur de la promotion de nouveaux usages de la voiture, des mobilités douces et des circulations apaisées ;
2) Se doter d'indicateurs de suivi et communiquer avec la population.

Dans les 5 années du PPBE, la Ville de Fontenay-le-Comte portera son attention sur la voirie identifiée dans le paragraphe 3.2, sans exclure les autres voies routières.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

8.4. Le plan d'action : les actions retenues par la Ville

Les actions retenues par la ville de Fontenay-le-Comte vont s'appuyer fortement sur la mise en œuvre du programme d'action du plan de déplacement communal essentiellement sur sa thématique « Apaiser et sécuriser les déplacements à Fontenay-le-Comte » avec la limitation du trafic de transit poids-lourds dans le centre-ville et interdictions de circulation en dehors des heures de livraisons dans une zone de centre-ville.

Également, la Ville de Fontenay-le-Comte afin d'être en mesure de **communiquer avec la population** et les partenaires institutionnels va mettre en œuvre les actions suivantes :

- constituer une base de données « *revêtements de chaussée* » dans un environnement SIG (système d'informations géographiques) afin de pouvoir suivre dans la durée la nature des travaux réalisés (date, géo-localisation, plan de récolement des travaux, section traitée, fiches techniques des produits mis en œuvre, mesures de réception, …) ;
- réaliser des campagnes de mesures acoustiques et créer une base de données « environnement sonore » ;
- mettre à jour chaque année la base de données sur les trafics routiers : installation de postes de comptage permanent et réalisation de campagnes ponctuelles de comptage du trafic routier ;
- mettre en œuvre des radars « *pédagogiques* » sur les grands axes, et en particulier sur la voirie identifiée.

8.5. Les financements

Les actions prévues pour traiter le bruit routier le long des voies communales seront entièrement financées sur le budget communal.

8.6. La justification des mesures

Les mesures proposées par la Ville tiennent compte des leviers dont elle dispose et des moyens humains et financiers qu'elle possède aujourd'hui.

Les actions en faveur du développement des circulations douces et de la maitrise des vitesses doivent contribuer à la réduction du bruit routier.

Les campagnes de comptage du trafic routier permettront de suivre dans la durée l'évolution du nombre de véhicules légers et de poids lourds en circulation à Fontenay-le-Comte, et fourniront des informations pour le calcul des cartes de bruit stratégiques de 5ème échéance (2028).

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

9. LES MESURES ENVISAGÉES POUR LES 5 ANS À VENIR DANS LE DÉPARTEMENT

9.1. PPBE des infrastructures routières nationales en Vendée (4e échéance 2024-2029)

Le **PPBE des infrastructures autoroutières** dans le département de la Vendée présente le programme d'actions 2024-2029 suivant :

Mesures préventives

Mise à jour du classement sonore des voies et démarche associée

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée programme la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres pour 2024. Les communes concernées par cette révision seront consultées avant l'approbation des nouveaux arrêtés et devront intégrer le nouveau classement dans leur PLU par simple mise à jour.

Mesures en matière d'urbanisme

L'objectif est de prendre en compte le bruit dans chaque étape de l'élaboration du PLU et d'avoir une réflexion globale et prospective sur la notion de bruit au même titre que les autres thématiques de l'aménagement, d'examiner leurs interactions et de sortir ainsi des méthodes d'analyse cloisonnées.

Réfection des chaussées autoroutières

Les chaussées de types autoroutières, compte tenu de leur spécificité, font l'objet d'un suivi de performance et d'entretien régulier. Lorsque leur mise en œuvre est possible, l'utilisation de techniques « minces » (BBM et BBTM) peut conduire à des performances acoustiques supérieures à celles classiquement retenues dans les modélisations acoustiques.

L'entretien des chaussées circulées, et plus particulièrement le renouvellement de la couche de roulement, répond à de nombreux critères. ASF intègre la problématique acoustique dans le choix des techniques de réfection des chaussées autoroutières sur son réseau en particulier au droit de secteurs urbanisés, mais des critères de sécurité des usagers et de pérennité de la chaussée entrent également dans le choix.

Mesures curatives

Sur le réseau routier national concédé (A83 et A87), la société ASF ne recense aucun Point Noir du Bruit le long de ces infrastructures dans le département de la Vendée. Aussi, aucune opération curative n'est envisagée sur ces axes.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

9.2. PPBE 2024-2029 des routes départementales de la Vendée (4ème échéance)

Le **PPBE des routes départementales** dans le département de la Vendée présente le programme d'actions 2024-2029 suivant :

Investissement routier

Sur les routes à plus de 3 millions de véhicules par an, plusieurs opérations sont programmées pendant la durée du PPBE :

- RD 6 - Aménagement de créneau de dépassement RD 6 entre Aizenay et Saint-Révérend ;
- RD 137 – Desserte de Luçon depuis l'A 83 (Déviation de Saint-Jean de Beugne et de Sainte-Gemme la Plaine ;
- RD 938 ter – Aménagement à 3 voies entre Fontenay le comte et la Charente-Maritime.

Des mesures de protection acoustiques sont prévues pour ces projets conformément à la réglementation.

L'entretien du réseau routier existant

Le programme d'intervention est établi chaque année, en fonction de l'usure constaté des couches de roulement et des budgets disponible.

Sur le réseau à 2x2 voies

Au regard de l'âge des 2x2 voies en Vendée, des travaux de renouvellement nécessaires seront réalisés dans les 3 prochaines années. L'enrobé mise en œuvre, BBTM, BBDR apporteront une réduction des bruits de roulement.

Sur les autres routes ayant un trafic supérieur à 3 millions de véhicules par an :

Les enrobés spécifiques pourront être employés, hors agglomération, dans les zones où le nombre d'habitations concernées est significatif et la vitesse suffisante pour rendre la technique efficace comme pour les axes tels que les RD 160, RD 949, RD 137…

Développer les modes de déplacements moins nuisibles

Pistes cyclables

Le Département mobilisera une enveloppe de 25 M€ pour la période 2023-2028 afin de soutenir les collectivités locales (Communes et EPCI) dans la réalisation de pistes cyclables pour développer le vélo du quotidien. Dans le même temps, il réalisera sous sa maîtrise d'ouvrage différentes pistes cyclables pour favoriser les déplacements Domicile-Travail. Une enveloppe de 10M€ y sera consacrée.

Covoiturage

Afin d'amplifier la pratique du covoiturage initiée en 2007 par le lancement de la plate-forme internet, le Département continue à appliquer les principes d'actions suivants :

- sécuriser, fédérer et amplifier les pratiques spontanées ;
- faciliter la pratique, notamment en zone rurale avec la réalisation des aires selon les besoins ;
- valoriser ce mode de déplacement aux yeux des utilisateurs potentiels.

Véhicules décarbonés

Le Département mobilisera chaque année le budget nécessaire au financement de ce programme. Il participe au développement des stations multi-énergies.

La préservation des zones calmes

Le Département a initié un schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles 2021-2026 qui prévoit, notamment, d'augmenter de 10 % la surface des ENS protégés et gérés.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

10. L'IMPACT SUR LES POPULATIONS ET L'ÉVALUATION DES MESURES

10.1. Estimation de la diminution de la population exposée

Les actions retenues pour développer de **nouveaux usages de la voiture et favoriser les mobilités douces** permettront de réduire le nombre de personnes exposées au bruit routier de façon diffuse dans l'espace public, selon la réussite des différentes actions mises en œuvre.

10.2. Suivi du plan d'action : gouvernance, indicateurs et échéancier

Après mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre du PPBE de la Ville de Fontenay-le-Comte, les bâtiments sensibles faisant partie de la catégorie des « *points noirs de bruit* » seront moins nombreux à échéance du Plan.

La Direction des Services Techniques de la Ville de Fontenay-le-Comte est chargée d'évaluer les effets des mesures prévues pour réduire le bruit émis par le trafic sur les voies communales.

Pour ce faire, durant sa période d'application, le PPBE fera l'objet d'un suivi par les moyens suivants :

- 1 réunion annuelle du Comité technique de suivi ;
- Publication annuelle du tableau de bord de suivi des actions, avec indicateurs d'avancement et d'efficacité en termes de réduction du nombre de personnes exposées à des seuils « points noirs de bruit » ;
- Reporting annuel devant les Élus de l'avancée et de l'efficacité des actions.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

11. LA CONSULTATION DU PUBLIC

11.1. La phase de pré-consultation

Le projet de PPBE a été arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 18 novembre 2024.

11.2. La phase de mise à disposition du public

Conformément à l'article R572-9 du Code de l'environnement et à la délibération du conseil municipal du 18 novembre 2024, le projet de PPBE a été mis à la disposition du public pendant une période de 2 mois, du 2 décembre 2024 au 2 février 2025.

Les citoyens ont eu la possibilité de faire part de leurs remarques :

- Au service Urbanisme, sur le registre papier prévu à cet effet pendant toute la durée de la consultation du projet PPBE,
- Par courrier adressé à la mairie de Fontenay-le-Comte,
- Par mail, à l'adresse urbanisme@ville-fontenaylecomte.fr

11.3. Le bilan de la consultation

La ville de Fontenay-le-Comte n'a recueilli aucune observation de la part du public au cours de la période réglementaire des 2 mois de mise à disposition.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

12. L'APPROBATION DU PPBE

12.1. Le PPBE approuvé

Conformément à l'article R572-10 du Code de l'environnement, le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la Ville de Fontenay-le-Comte a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 avril 2025.

12.2. La publication du PPBE

Conformément à l'article R572-11 du Code de l'environnement, le PPBE approuvé de la Ville de Fontenay-le-Comte et la note exposant les résultats de la consultation sont mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville pour consultation.

Le Plan arrêté et la note sont publiés par voie électronique, et transmis au préfet du département de la Vendée.

12.3. L'actualisation du PPBE

Conformément à l'article L572-8 du Code de l'environnement, le PPBE de la Ville de Fontenay-le-Comte sera réexaminé et, le cas échéant, révisé en cas d'évolution significative des niveaux de bruit identifiés, **et en tout état de cause au moins tous les cinq ans.**

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

13. ANNEXES

- **Annexe n° 1** : CEREMA – DDTM de Vendée – Cartes stratégiques de bruit 4ème échéance – Résumé Non Technique
- **Annexe n° 2** : SYNACOUSTIQUE - ASF – Cartes stratégiques de bruit 4ème échéance – Résumé Non Technique
- **Annexe n° 3** : le critère d'antériorité selon circulaire interministérielle du 25 mai 2004
- **Annexe n° 4** : les effets acoustiques des mesures (extrait du guide ADEME à destination des collectivités locales pour l'élaboration des PPBE)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Annexe n° 1 : CEREMA – DDTM de Vendée – Cartes de bruit stratégiques 4ème échéance – Résumé Non Technique

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Annexe n° 2 : SYNACOUSTIQUE - ASF – Cartes de bruit stratégiques 4ème échéance – Résumé Non Technique

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Annexe n° 3 : le critère d'antériorité selon circulaire interministérielle du 25 mai 2004

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Annexe 2 : Définition des points noirs, objectifs acoustiques, méthodes de vérification

1) Définition des points noirs dus au bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux

Les points noirs dus au bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux sont caractérisés par les critères acoustiques et les critères d'antériorité indiqués ci-dessous.

Critères acoustiques

Le tableau suivant rappelle les valeurs limites de bruit caractéristiques des points noirs définies en fonction des indicateurs réglementaires actuels [LAeq(6h-22h), LAeq(22h-6h)], valeurs qui avaient été précisées par l'annexe 1 de la circulaire du 12 juin 2001 ainsi qu'à l'article 2 de l'arrêté du 3 mai 2002[14]. Il les définit selon les nouveaux indicateurs introduits par la directive n° 2002/49/CE du 25 juin 2002 [Lden, Lnight] :

Valeurs limites relatives aux contributions sonores dB(A) en façade (si une seule de ces valeurs est dépassée, le bâtiment peut être qualifié de point noir)			
Indicateurs de bruit	**Route et/ou LGV (2)**	**Voie ferrée conventionnelle**	**Cumul Route et/ou LGV (2) ⊕ Voie ferrée conventionnelle**
LAeq(6h-22h) (1)	70	73 (4)	73 (5)
LAeq(22h-6h) (1)	65	68 (4)	68 (5)
Lden (3)	68	73	73 (5)
Lnight (3)	62	65	65 (5)

(1) Il s'agit des indicateurs définis à l'article 1 de l'arrêté du 5 mai 1995 ; ils sont évalués à 2 mètres en avant des façades, fenêtres fermées ; ils sont mesurables selon les normes NF S 31-085 (bruit routier) et NF S 31-088 (bruit ferroviaire)

(2) valeurs uniquement applicables aux sections des lignes ferroviaires à grande vitesse exclusivement dédiée à des TGV circulant à plus de 250 km/h

(3) $L_{den} = 10.\log(\frac{12}{24}.10^{\frac{LAeq(6h\text{-}18h)}{10}} + \frac{4}{24}.10^{\frac{LAeq(18h\text{-}22h)+5}{10}} + \frac{8}{24}.10^{\frac{LAeq(22h\text{-}6h)+10}{10}}) - 3\ dB$ *, où LAeq(6h-18h), LAeq(18h-22h) et LAeq(22h-6h) sont évalués à 2 mètres en avant des façades, fenêtres fermées ; ils sont mesurables selon les normes NF S 31-085 (bruit routier) et NF S 31-088 (bruit ferroviaire) ; à noter que LAeq(6h-18h) = Lday + 3, LAeq(18h-22h) = Levening + 3, LAeq(22h-6h) = Lnight + 3, où Lday, Levening et Lnight sont les indicateurs visés par l'annexe 1 de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002.*

(4) L'arrêté du 8 novembre 1999 relatif à la limitation du bruit ferroviaire définit également l'indicateur de gêne ferroviaire If = LAeq – 3 dB(A) ; les valeurs limites LAeq applicables aux voies ferrées conventionnelles

[14] arrêté du 3 mai 2002, publié au JORF du 5 mai 2002, pris pour l'application du décret n° 2002-867 du 3 mai 2002 modifié et relatif aux subventions accordées par l'Etat pour l'insonorisation des points noirs dus au bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

sont donc équivalentes aux valeurs limites 70 dB(A) selon l'indicateur If(6h-22h) et 65 dB(A) selon l'indicateur If(22h-6h).

(5) Si L1 est la valeur du LAeq, Lden ou Lnight pour une route ou une LGV (2), et L2 est celle d'une voie ferrée conventionnelle, c'est la valeur globale $L1 \oplus L2 = 10 \log [10^{(L1/10)} + 10^{(L2/10)}]$*, qu'il faudra comparer à la valeur limite correspondante pour savoir s'il s'agit d'un point noir.*

Critères d'antériorité

Les critères d'antériorité à considérer avaient été précisés par l'annexe 1 de la circulaire du 12 juin 2001 ainsi qu'à l'article 3 de l'arrêté du 3 mai 2002. Ils sont rappelés dans ce qui suit.

Les locaux qui répondent aux critères d'antériorité sont :

- les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est antérieure au 6 octobre 1978 ;
- les locaux d'habitation dont la date d'autorisation de construire est postérieure au 6 octobre 1978 tout en étant antérieure à l'intervention de toutes les mesures visées à l'article 9 du décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 et concernant les infrastructures des réseaux routier et ferroviaire nationaux auxquelles ces locaux sont exposés ;
- les locaux des établissements d'enseignement, de soins, de santé et d'action sociale dont la date d'autorisation de construire est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral les concernant pris en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement.

Lorsque les locaux d'habitation, d'enseignement, de soins, de santé ou d'action sociale ont été créés dans le cadre de travaux d'extension ou de changement d'affectation d'un bâtiment existant, l'antériorité doit être recherchée pour ces locaux en prenant comme référence leur date d'autorisation de construire et non celle du bâtiment d'origine.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Annexe n° 4 : les effets acoustiques des mesures (extrait du guide ADEME à destination des collectivités locales pour l'élaboration des PPBE)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

3.3.5. CONCLUSION

A partir de cette série d'actions sur la maîtrise du bruit routier, nous proposons de les synthétiser en faisant ressortir deux indicateurs de pertinence :
- la pertinence d'efficacité acoustique qui s'apprécie au regard de l'effet direct de l'action en situation (plus une action sera pertinente, plus elle sera acoustiquement efficace pour améliorer la situation des riverains) ;
- la pertinence de délai pour sa mise en œuvre qui s'apprécie au regard de la durée de vie d'un PPBE (environ 5 ans).

La codification proposée est la suivante :
+++ = action très pertinente
++ = action pertinente
+ = action peu pertinente

Tableau récapitulatif des indicateurs de pertinence d'efficacité et de délai de mise en oeuvre :

Action sur le trafic routier	Pertinence d'efficacité acoustique	Pertinence de délai pour la mise en œuvre
Réduction du trafic	++	++
La réduction du trafic présente une pertinence acoustique moyenne, la mesure devant concerner une grosse part du trafic pour commencer à être acoustiquement perceptible. En terme de délai, il s'agit d'une mesure relativement facile à mettre en place		

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Action sur le trafic routier	Pertinence d'efficacité acoustique	Pertinence de délai pour la mise en œuvre
Modification du plan de circulation	**+++ (effet local)**	**+++**
La modification d'un plan de circulation peut par contre avoir des effets acoustiques locaux très intéressants et dans un laps de temps très court		
Restriction de circulation des poids lourds	**+++**	**+++**
La restriction des circulations poids lourds présente une très bonne pertinence acoustique qui peut conduire à des effets importants et très rapides dans le temps		
Instauration du péage urbain	**+**	**+**
Les quelques expériences de péage urbain analysées nous conduit à classer cette action comme peu pertinente du point de vue acoustique. Son délai de mise en œuvre est du même ordre		
Gestion du stationnement	**+++**	**++**
La gestion du stationnement apparaît une des actions clés pour permettre de réduire et d'organiser le trafic en milieu urbain. Sa pertinence acoustique est donc très bonne, mais les délais de mise en œuvre peuvent apparaître longs par rapport à la durée de vie du PPBE		
Gestion du trafic urbain de livraison	**++**	**+**
La gestion du trafic de livraison pourrait intrinsèquement constituer une action pertinente, mais ce constat est à modérer compte tenu de la difficulté de sa mise en œuvre qui dépend énormément du contexte local. Elle demande une infrastructure spécifique dont les délais de mise en œuvre paraissent peu compatibles avec ceux d'un PPBE. Une simple organisation locale des livraisons présente une pertinence acoustique plus faible, mais peut rapidement être mise en place		
Modération de la vitesse	**+++**	**+++**
La modération des vitesses présente une très bonne pertinence acoustique. Sa pertinence en terme de délai est également très bonne et peut être amplifiée localement par la mise en place d'un dispositif de contrôle sanction automatisé		
Installation de radar automatique	**++**	**++**
L'installation d'un radar automatique constitue une action pertinente, même si son effet reste assez local. Son délai de mise en œuvre est lui aussi pertinent		
Mise en place d'une onde verte	**variable**	**+++**
La mise en place d'une onde verte constitue une action intrinsèquement pertinente du point de vue acoustique, mais elle tend à favoriser les déplacements en véhicule personnel au détriment des transports en commun. En fonction du contexte local (présence de TC ou pas), elle peut constituer une mesure pertinente. Les délais de mise en place sont eux aussi pertinents		
Réalisation d'une zone 30	**+++ (effet local)**	**++**
La réalisation d'une zone 30 constitue une action très pertinente du point de vue acoustique, même si son effet reste très local. La pertinence du délai de mise en œuvre est bonne		
Partage de la voirie (code de la rue)	**+++**	**++**
Le partage de la voirie constitue une action très pertinente du point de vue acoustique, même si elle est réservée par nature aux voies faiblement circulées. Son délai de mise en œuvre apparaît pertinent à l'échelle de la durée de vie d'un PPBE		

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_28-DE

Action sur le trafic routier	Pertinence d'efficacité acoustique	Pertinence de délai pour la mise en œuvre
Développement des modes de transports doux	+	+
Le développement des modes doux comme la bicyclette constitue intrinsèquement une mesure pertinente acoustiquement. Mais le constat opéré jusqu'à présent dans toutes les villes (la bicyclette emprunte avant tout au mode piéton) nous conduit à qualifier cette action globalement peu pertinente du point de vue acoustique. Les délais de mise en œuvre sont du même ordre		
Développement des transports en commun	+++	+
Le développement des transports en commun, sous divers angles et notamment celui de l'aménagement de sites propres, constitue une action très pertinente acoustiquement. Les délais de mise en œuvre restent par contre peu pertinents à l'échelle de la durée d'un PPBE		
Utilisation véhicule électrique ou hybride	+	+
Le recours à des véhicules électriques ou hybrides, s'il constitue intrinsèquement une action pertinente se trouve classé comme action peu pertinente, compte tenu de la difficulté à modifier le parc existant. Les délais de mise en œuvre sont eux aussi sans rapport avec la durée de vie d'un PPBE		

En conclusion, si on prend un peu de recul sur toutes ces mesures, on constate que la composante acoustique n'est souvent qu'un motif secondaire de sa mise en oeuvre, mais qu'il peut y avoir convergence entre la thématique « acoustique » et d'autres thématiques très actuelles comme la qualité de l'air ou encore la sécurité routière. La modération des vitesses qui apparaît comme une des mesures les plus efficientes ou la fréquentation des transports en commun sont deux bons exemples.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_29-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-29 Opérations foncières - Acquisition alignement 10 rue du Cart cadastré CH n°213 - Indivision GUITTONNEAU

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_29-DE

2025-02-29 OPÉRATIONS FONCIÈRES - ACQUISITION ALIGNEMENT 10 RUE DU CART CADASTRÉ CH N°213 - INDIVISION GUITTONNEAU

Sur le rapport de M. Ludovic BRÉAU, Conseiller municipal

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2241 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L. 1111-1 et suivants ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu les courriers en date des 9 septembre 2021 et 7 novembre 2024, Maître Nicoleta MIHALACHE-BARON qui demande la régularisation de l'alignement constitué par la parcelle sise 10 rue du Cart, à l'angle du Chemin de Chapuzeau, lieudit Boisse, cadastrée section CH n° 213, d'une superficie de 4m², propriété de l'indivision GUITTONNEAU ;

Considérant que cette parcelle accueille un mât d'éclairage public et permet un meilleur dégagement du carrefour ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **APPROUVE** l'acquisition de la parcelle sise 10 rue du Cart, à l'angle du Chemin de Chapuzeau, lieudit Boisse, cadastrée section CH n° 213, d'une superficie de 4 m², propriété de l'indivision GUITTONNEAU à l'euro symbolique ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte authentique à intervenir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de la Ville.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

VILLE DE FONTENAY-LE-COMTE VENDÉE

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-30 Patrimoine communal - Cession de la mitoyenneté du mur d'enceinte de l'ancien cinéma Palace au profit de l'indivision GUILLER - Modification

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

2025-02-30 PATRIMOINE COMMUNAL - CESSION DE LA MITOYENNETÉ DU MUR D'ENCEINTE DE L'ANCIEN CINÉMA PALACE AU PROFIT DE L'INDIVISION GUILLER - MODIFICATION

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L.1111-1 et suivants ;
Vu la section 1 du chapitre II du tire IV du Livre II du Code civil et notamment les articles 661 et 663 ;
Vu l'avis-rapport des Domaines en date du 8 octobre 2024 ;
Vu le Procès-Verbal de bornage et de reconnaissance des limites réalisé par M. Damien VERONNEAU, géomètre-expert, le 20 novembre 2023 ;
Vu la délibération n° 2024-06-22 du Conseil municipal du 17 décembre 2024 ;
Vu le courrier du 17 mars 2025 ;

Considérant que les titres de propriété de la Ville indique que le mur d'enceinte du côté du « Passage du Commerce » est mitoyen sur trois mètres de haut et qu'au-dessus, il est en de la propriété exclusive de la parcelle cadastrée section BD numéro 57 ;

Considérant que la structure métallique du « Passage du Commerce » est appuyée sur le mur d'enceinte de l'ancien Cinéma Palace et que la destruction de ce mur viendrait à mettre hors d'eau et hors d'air le « Passage du Commerce » ;

Considérant que pour sauvegarder ledit mur suite à la démolition de l'ancien Cinéma Palace, il est nécessaire de réaliser des pieux vissés filtés et soudés dont le montant s'élève à 100 000 € TTC ;

Considérant que suite à de nouvelles discussions l'indivision GUILLER, propriétaire du « Passage du Commerce » cadastré section BD numéro 152, consentent au paiement comptant d'une indemnité forfaitaire de 15 000 € correspondant à 15% de l'estimation des travaux de consolidation nécessaires pour garder le mur en place dans le cadre des travaux et le rendre mitoyen sur toute sa hauteur ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :
33 Voix Pour
0 Voix Contre
0 Abstention

- **ABROGE** la délibération n° 2024-06-22 du Conseil municipal du 17 décembre 2024 ;

- **ACCEPTE** la cession de la mitoyenneté du mur d'enceinte de l'ancien Cinéma Palace cadastré section BD numéro 57, identifié en bleu sur le plan annexé, au profit de l'indivision GUILLER, propriétaire du « Passage du Commerce » cadastré section BD numéro 152, en contrepartie du paiement comptant d'une indemnité forfaitaire de 15 000 € correspondant à

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

15% de l'estimation des travaux de consolidation nécessaires pour garder le mur en place dans le cadre des travaux de déconstruction du Cinéma ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte authentique à intervenir et tout autre document se rapportant au dossier.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques de Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique

Pôle d'évaluation domaniale
4 quai de Versailles – CS 93503
44035 Nantes Cedex 1

Téléphone : 02 40 20 76 60

mél. : drfip44.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Catherine BERTHIER
Courriel : catherine-1.berthier@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.21.02.54.10

Réf DS : 19384248
Réf OSE : 2024-85092-59812

Le 08/10/2024

Le Directeur régional des Finances publiques de Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique

à

Monsieur le Maire de la commune
de FONTENAY-LE-COMTE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Mitoyenneté d'un mur
Adresse du bien :	20 Bis rue de la République 85200 FONTENAY-LE-COMTE
Valeur :	5.500 €, assortie d'une marge d'appréciation de 20 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

1 - CONSULTANT

Affaire suivie par : Mme Abigaile THIBAUD-LALERE

2 - DATES

de consultation :	08/08/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	26/09/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

3.3. Projet et prix envisagé

La commune est propriétaire d'un bâtiment anciennement à usage de cinéma, édifié sur la parcelle cadastrée section BD n°57, dont l'état d'entretien suscite sa démolition. Or, un des murs de ce bâtiment clos le Passage du Commerce situé sur la parcelle voisine BD n°152 et s'avère mitoyen avec cette parcelle au-delà de 3 mètres de hauteur. Des travaux de consolidation du mur sont nécessaires afin que le Passage du Commerce puisse rester clos, hors d'eau et hors d'air. Sur le fondement de l'article 661 du Code Civil, des négociations ont été menées en vue d'une répartition du coût des travaux entre la Commune et l'indivision propriétaire du Passage du Commerce. La cession de la mitoyenneté du mur, au-delà de 3 mètres de hauteur, est envisagée au prix de 40.000€, correspondant à 40 % du coût total des travaux.

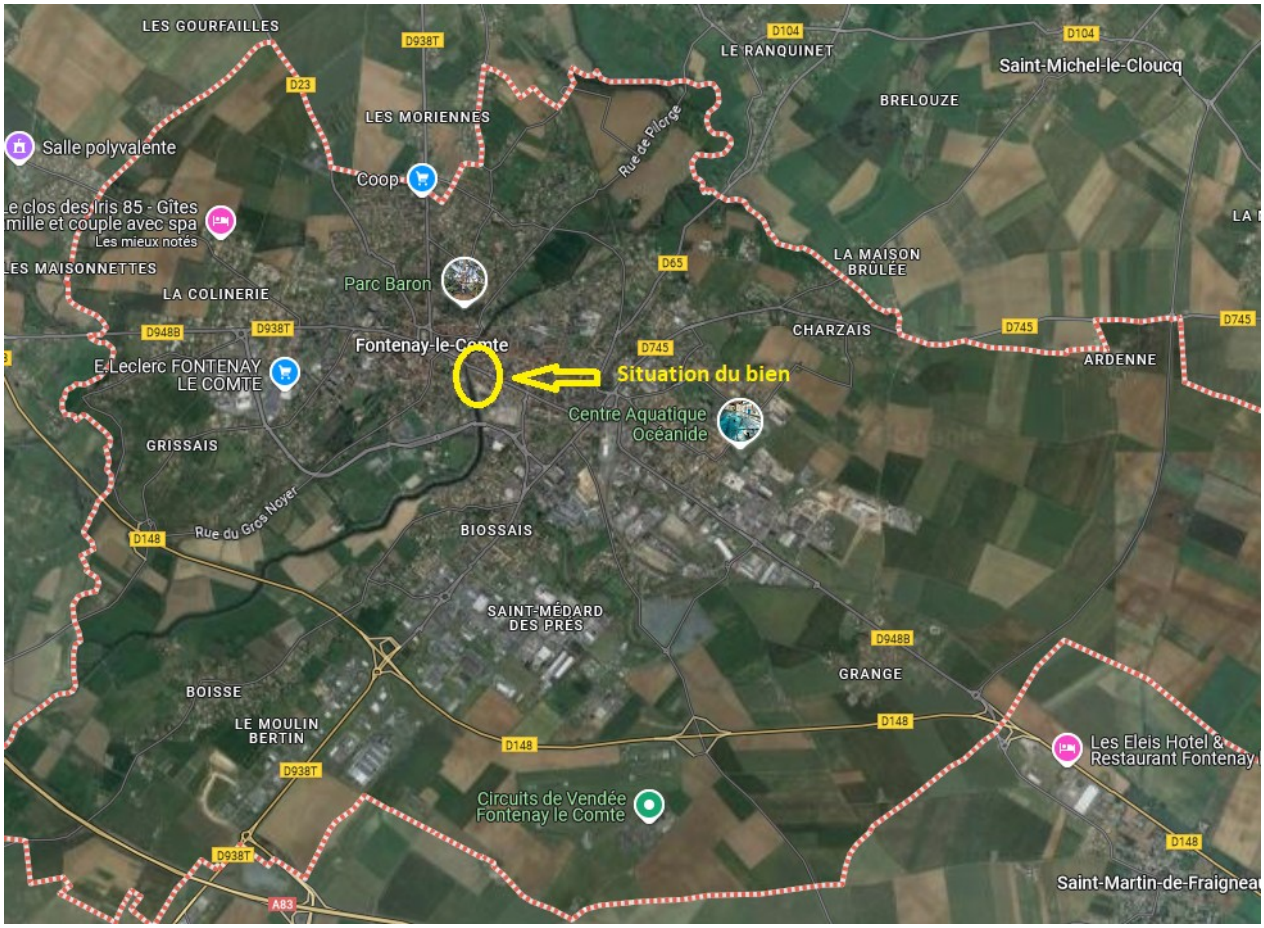
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

FONTENAY-LE-COMTE est une commune urbaine, sous-préfecture du département de la Vendée. Ville d'art et d'histoire, elle est dotée d'un patrimoine architectural riche et varié. Elle est desservie par de nombreuses routes départementales, l'échangeur n°8 de l'autoroute A83 étant situé au sud du territoire. La gare SNCF ayant fermé en 1969, le transport interurbain s'est développé autour du transport régional Aléop. Son économie repose sur l'implantation de nombreuses PME, notamment au sein du site Vendéopôle. Sa population s'élève à 14.123 habitants en 2021 (Source INSEE).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien se situe dans le centre-ville de la commune.



Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

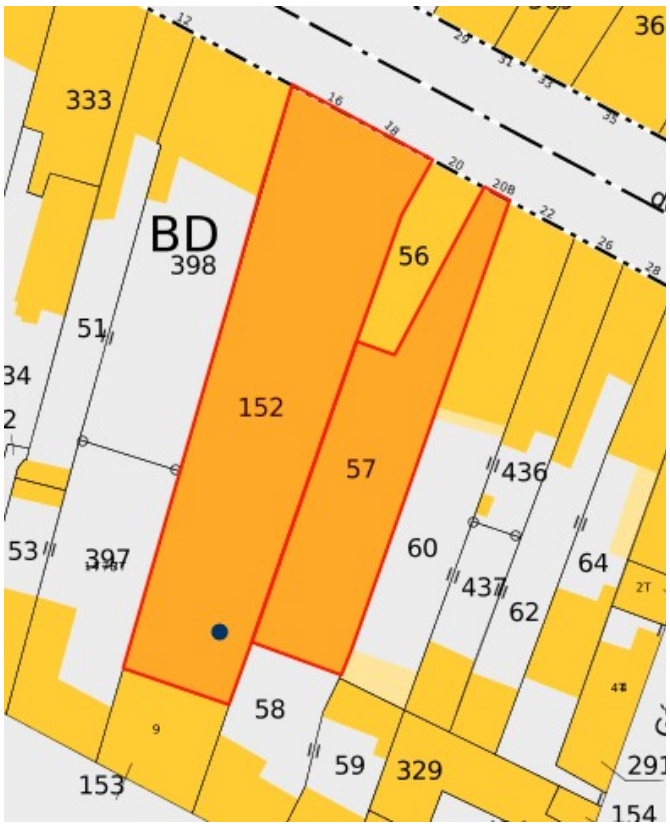
4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
FONTENAY-LE-COMTE	BD 57	20 B Rue de la République	480 m²	Sol de construction
FONTENAY-LE-COMTE	BD 152	16/18 Rue de la République	959 m²	Sol de construction
		TOTAL	1.439 m²	

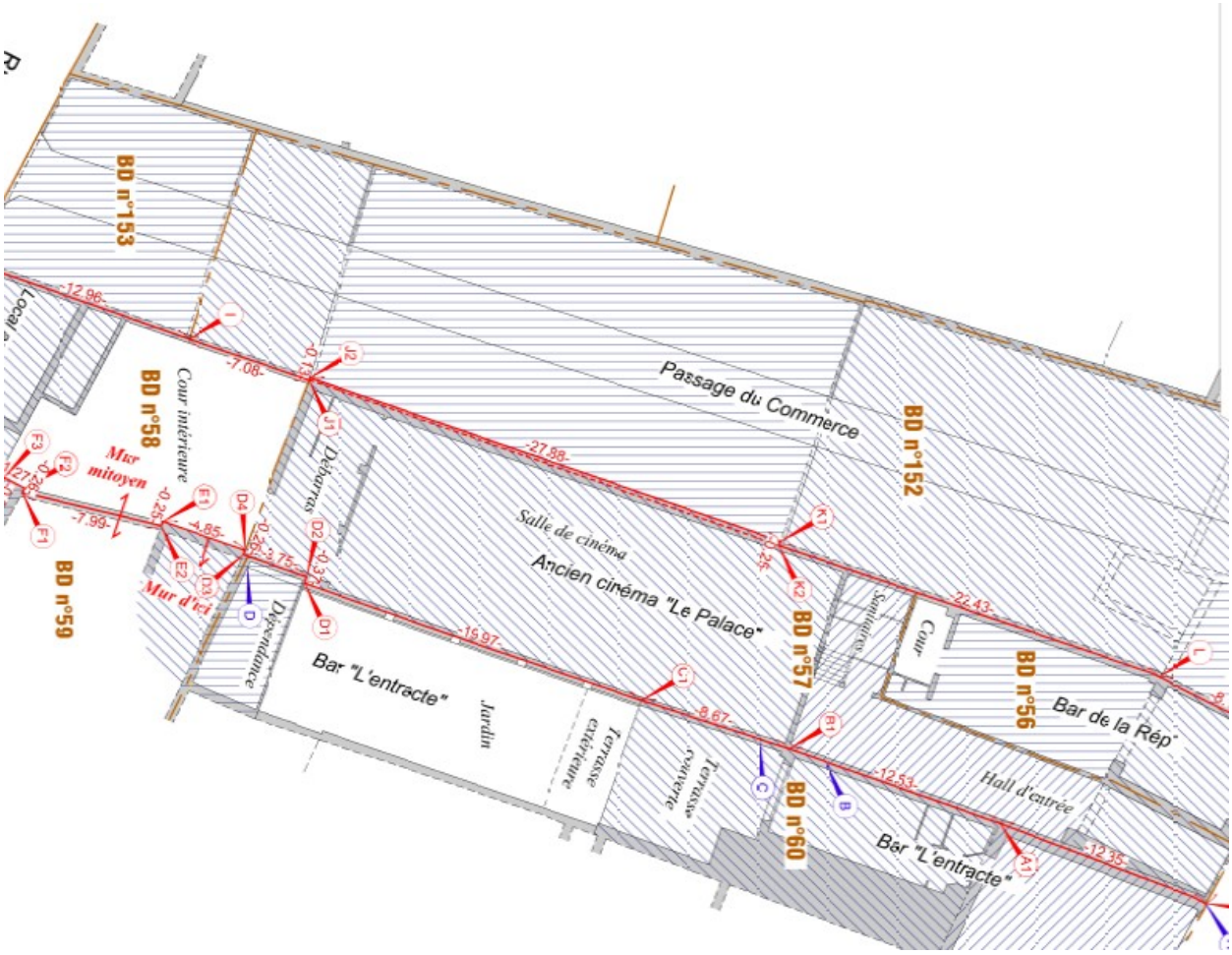
4.4. Descriptif

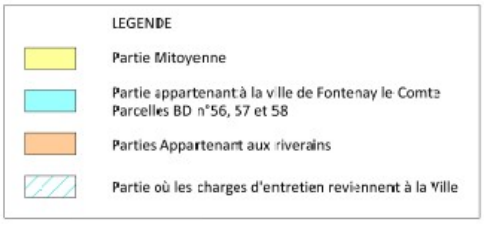
Les parcelles sont intégralement bâties. La mitoyenneté objet de la demande correspond à la portion du mur commun aux parcelles compris entre les repères J1 et K2 du plan de division fourni par le consultant, soit sur une longueur de 27,88 mètres linéaires.

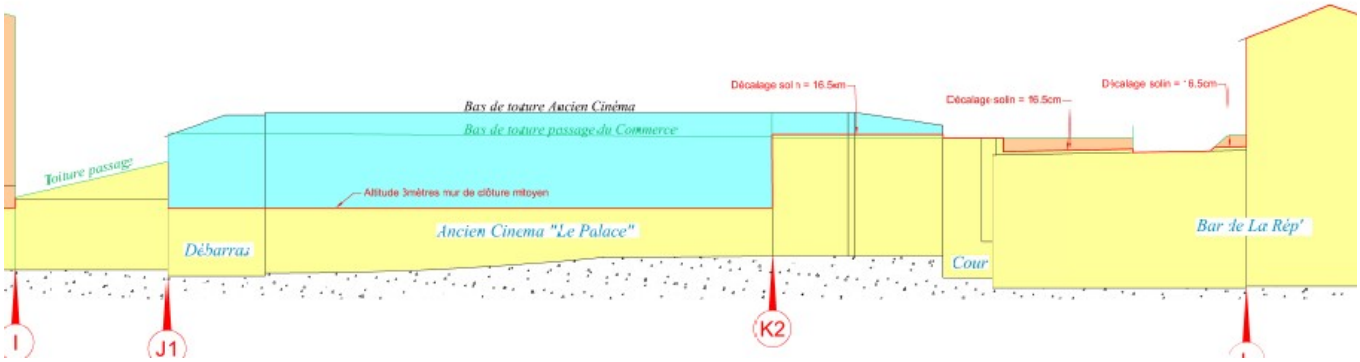


Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

Extraits des plans fournis par le consultant :







Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

4.5.Surfaces du bâti

Le mur, d'une hauteur totale de 7 mètres d'après les informations fournies par le consultant en date du 26/09/2024, est construit en moellon jusqu'à 3 mètres, en mâchefer au-delà.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

- Parcelle BD 57 : Commune de FONTENAY-LE-COMTE
- Parcelle BD 152 : Indivision TOQUEREAU/GUILLER/MARANDON-BOUR

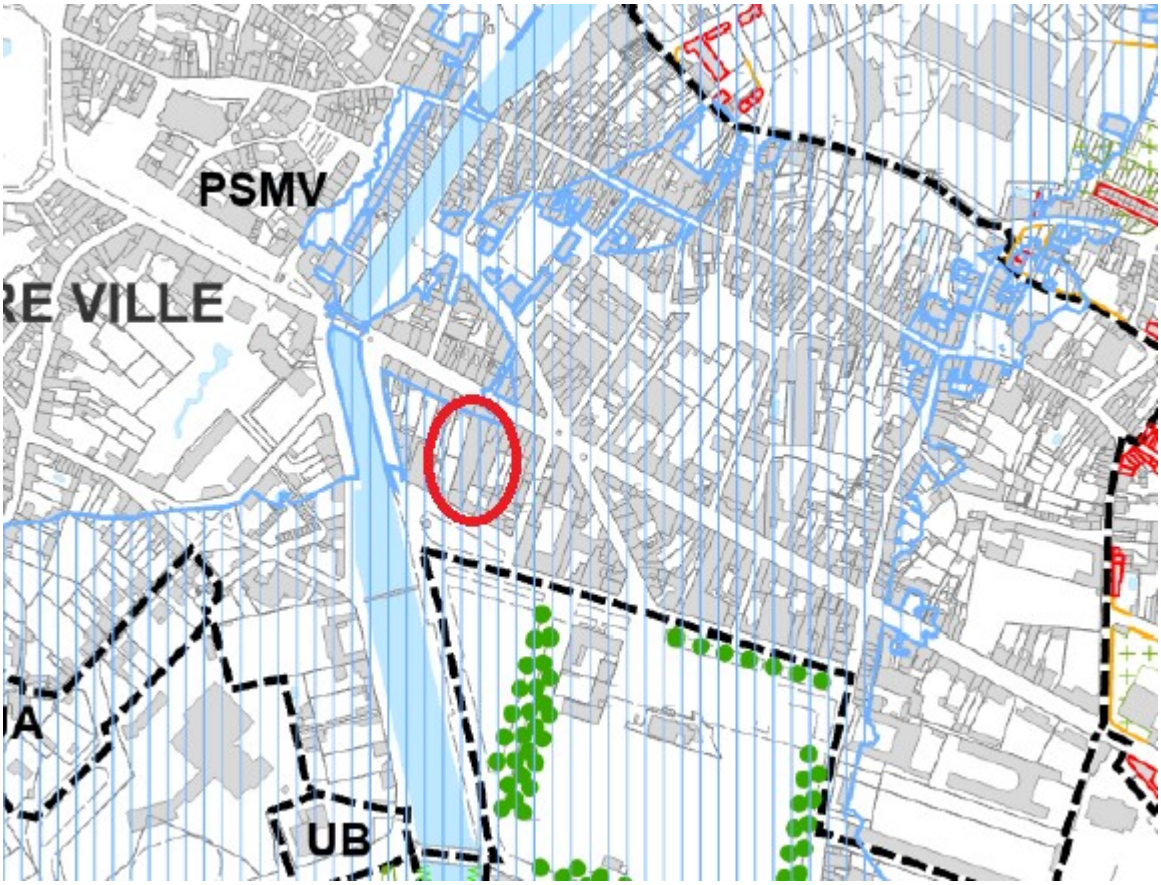
5.2. Conditions d'occupation

Libre

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

L'immeuble se situe en zone UA du Plan Local d'Urbanisme.



Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

Extraits du PLU :

« ***La zone UA*** *: zone urbaine traditionnelle en extension du centre historique (site patrimonial remarquable (SPR), faubourgs traditionnels, mixtes, dédiés notamment :*
- à l'habitation (logement, hébergement),
- au commerce de détail et artisanat, restauration, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique
- aux activités non nuisantes et compatibles avec la destination résidentielle,
- aux équipements d'intérêt collectif et services publics (toutes sous-destinations) et aux autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, non nuisantes et compatibles avec la destination résidentielle »

6.2.Date de référence et règles applicables

Sans objet

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

L'évaluation de la valeur vénale est réalisée par la méthode de la comparaison et conformément aux dispositions de l'article 661 du Code Civil.

Article 661 du Code Civil :*« Tout propriétaire joignant un mur a la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de la dépense qu'il a coûté, ou la moitié de la dépense qu'a coûté la portion du mur qu'il veut rendre mitoyenne et la moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti. La dépense que le mur a coûté est estimée à la date de l'acquisition de sa mitoyenneté, compte tenu de l'état dans lequel il se trouve. »*

Il en résulte que doivent être déterminée :

- **le coût de la portion du mur concernée par la cession de mitoyenneté**. Pour mémoire, cette portion porte sur 4 m de hauteur et 27,88 m de long (repères J1 à K2 du plan §4.4 Descriptif), soit 111,52 m² (4 m * 27,88 m), arrondie à 110 m².
- **la valeur vénale de l'emprise au sol de cette portion de mur**. S'agissant d'un mur en moellons sur les trois premiers mètres de hauteur, une largeur de 0,50 m est retenue, sur une longueur de 27,88m. L'emprise au sol du mur retenue est de (0,50 m * 27,88 m) = 13,94 m², arrondie à 14 m².

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

- Étude de marché de terrains situés en zone urbanisée :

La recherche de termes de comparaison a été effectuée à partir de l'application « Estimer un bien », avec consultation des actes notariés. Elle a porté sur les cessions récentes (09/2021 à 09/2024) de parcelles nues d'une superficie inférieure à 100 m², dans un rayon de 1 km autour du bien à évaluer.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

TC	Date mutation	Commune	Adresse	Ref. Cadastrales	PLU	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Observations
1	27/07/2022	FONTENAY-LE-COMTE	IMP DU CIMETIERE NOTRE DAME	92//AH/336//	UA	51	7 500 €	147,06 €	Parcelle de terrain – Chemin bitumé permettant de désenclaver une construction située en 2ème ligne de la voirie
2	19/04/2022	FONTENAY-LE-COMTE	IMP BEL AIR	92//AY/ 260//262//	UD	80	4 800 €	60,00 €	Terrain à bâtir – Cession par la commune – Parcelles bitumées enclavées au sein d'un parking, acquises par un professionnel voisin
3	18/12/2023	FONTENAY-LE-COMTE	RUE DES HORTS	92//AS/548//	USa	32	2 000 €	62,50 €	Terrain nu de forme régulière, supportant antérieurement un bâtiment
4	04/12/2023	FONTENAY-LE-COMTE	11 RUE DES LOGES	92//AS/899//	USa	4	1 €	0,25 €	Parcelle de terrain non bâtie enclavée et cernée de constructions– Acquisition par l'EPF
5	07/07/2023	FONTENAY-LE-COMTE	4 RUE RABELAIS	92//AH/ 373//375//376 //	USa	76	3 000 €	39,47 €	Divers terrains nus à usage de jardin – Cession par la commune
6	30/09/2021	FONTENAY-LE-COMTE	54 RUE TIRAQUEAU	92//AL/736//	UA	81	4 418 €	54,55 €	Terrain à bâtir - Acquise avec la parcelle AL 578 (744 m²)
7	15/11/2022	FONTENAY-LE-COMTE	31 RUE DE LA VILLA GALLO ROMAINE	92//CD/398//	UB	13	50 €	3,85 €	Parcelle de terrain – Acquise par le propriétaire de la parcelle contiguë constituant un terrain à bâtir de 550 m²
							Moyenne	52,53 €	
							Médiane	54,55 €	

L'étude fait ressortir un marché hétérogène, tant en matière de configurations, que d'affectations et de prix.

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

La recherche de coûts de construction d'un mur a été effectuée sur différents sites Internet, en date du 08/10/2024. Le mâchefer est un matériau composé de béton, de résidus de charbon ou de métaux issus de l'industrie sidérurgique, liés à la chaux ou avec du sable. Il pourrait s'apparenter de nos jours, en matière d'épaisseur et de légèreté, au béton cellulaire.

LE-crédit-ASTUCIEUX.fr — Un service proposé par CGI FINANCE

Matériau	Prix au M²
Mur de clôture en parpaing	entre 70€ et 130€ pose comprise
Mur de clôture en pierre	entre 150€ et 600€ sans la taxe
Mur de clôture en bois	entre 90€ et 230€
Clôture rigide en panneaux	entre 20€ et 50€
Clôture en gabions	entre 40€ et 100€
Mur de clôture en béton	entre 100€ et 150€

Prix Pose

Type de mur	Prix moyen au m² (avec construction)
Mur en parpaing	70€ à 200€
Mur en béton	150€ à 400€
Mur en pierre	220€ à 670€
Mur en brique	175€ à 400€
Mur en bois	260€ à 900€

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

TRAVAUX MAÇONNERIE

Tarif d'un mur extérieur en fonction des matériaux

Le montant des travaux de réalisation de mur extérieur varie selon les matières utilisées. Les ménages ont le choix entre différents matériaux pour construire un soutènement, un mur de refend, de séparation... Pour vous aider à choisir le matériau adapté à votre budget, **voici un tableau récapitulatif du prix de mur extérieur :**

Les différents matériaux pour un mur extérieur	Prix moyen par m2
Parpaing	Entre 58 et 145 €
Pierre	Entre 95 et 645 €
Brique	Entre 110 et 205 €
Béton	Entre 165 et 215 €
Bois	Entre 245 et 885 €

Important : *ces prix peuvent changer selon l'artisan contacté pour réaliser ses travaux. Dans cette optique, il est utile de demander des devis de construction mur extérieur.*

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

- Valeur de l'emprise au sol du mur à concurrence de 14 m² :

Au regard de la configuration de l'emprise, qui correspond à une bande de terrain peu large et enclavée, une valeur de 1 € est retenue.

- Coût de construction de la portion du mur mitoyen, à concurrence de 110 m² :

S'agissant d'une portion en mâchefer d'un mur ancien, matériau composite de qualité variable selon l'origine, il est retenu le coût de 100 €/m² correspondant à la valeur basse des prix de construction de murs en béton. Le coût de la portion de mur mitoyen est ainsi estimé à (110 m² * 100 €) = 11.000€.

Conformément à l'article 661 du Code Civil, la valeur de la mitoyenneté est égale à la moitié de la valeur de l'emprise, soit (1€ / 2) = 0,50 € et du coût de la portion du mur concerné, soit (11.000€ / 2) = 5.500 €.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de la mitoyenneté est arbitrée à **(0,50 € + 5.500 €) = 5.500,50 , arrondie à 5.500€.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 20 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 4.400 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_30-DE

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances Publiques et par délégation,

La Responsable du Pôle d'Evaluation Domaniale,

Claire VANDROMME

Inspectrice Principale des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-31 Patrimoine communal - Cession des 61 et 61Bis rue Kléber cadastré section BC n°195 et 198 au profit de la société LIDL

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

2025-02-31 PATRIMOINE COMMUNAL - CESSION DES 61 ET 61BIS RUE KLÉBER CADASTRÉ SECTION BC N°195 ET 198 AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ LIDL

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L.3211-14 ;
Vu les avis du Domaine du 13 décembre 2024 ;
Vu la délibération n°2023-03-08 portant désaffectation et déclassement de biens communaux dont les 61 et 61Bis rue Kléber ;
Vu l'offre d'achat faite par la société LIDL ;
Vu le permis de construire n° 8509224F0063 délivré le 12 février 2025 ;

Considérant que la Ville a fait le choix d'optimiser et de rationaliser la gestion de son patrimoine ;

Considérant l'état des immeubles situés 61 et 61Bis rue Kléber, libres de toute occupation depuis le départ des services de la Ville en 2022 ;

Considérant que le projet de la société LIDL permet la résorbtion d'une friche en centre-ville ;

Considérant que le projet de cession à la Ville de Fontenay-le-Comte d'une partie du parking de l'actuel magasin LIDL en liaison entre la rue Sainte-Catherine-des-Loges et le tennis des Horts, permet de constituer une réserve de stationnement pour le quartier ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26	Voix Pour	
7	Voix Contre	Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.
0	Abstention	

- **APPROUVE** la cession des immeubles cadastrés section BC n°195 et 198 sis 61 et 61Bis rue Kléber, d'une superficie cadastrale totale de 4087 m², au profit de la société LIDL, ou toute entité à se substituer, au prix de base de HUIT-CENT-MILLE EUROS (800 000,00 €) sans que le prix de vente définitif ne puisse être réduit en deçà de SIX-CENT-TRENTE-CINQ-MILLE EUROS (635 000,00 €) : sil e coût des travaux de dépollution est moindre que celui de 165 000 €, le prix de vente sera calculé selon la formule suivante : 800 000 € - coût réel de dépollution ;

- **APPROUVE** l'acquisition par la Ville de Fontenay-le-Comte des parcelles cadastrées section AR n° 483p et 588p sises 45 rue Sainte-Catherine-des-Loges, pour une superficie totale d'environ 2 630 m² à extraire par division cadastrale de parcelles plus grandes, formant parking et espace-vert adjacent, au prix de UN-EURO-ET-VINGT-CENTS (1,20 €) TTC ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

- **DIT que** les deux ventes sont indivisibles ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son adjoint délégué, à signer l'acte authentique à intervenir, étant précisé que les frais inhérents seront à la charge de l'acquéreur.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction régionale des Finances publiques des Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique

Pôle d'évaluation domaniale

4 quai de Versailles – CS 93503
44 035 Nantes Cedex 1

téléphone : 02 40 20 75 96

mél. :drfip44.pole-valuation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Aurélie BOUCHET

Téléphone : 05 46 34 23 44

Mail : aurelie.bouchet@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : **20648276**

Réf. OSE : **2024-85092-77509**

Le 13/12/2024

Le Directeur régional des Finances publiques des Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique

à

Monsieur le Maire

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Désignation du bien : Ancien Centre Technique Municipal et sa conciergerie

Adresse du bien : 61 et 61bis rue Kléber 85200 FONTENAY-LE-COMTE

Valeur vénale : **750 000 € assortie d'une marge d'appréciation de 15 %** (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

1 - CONSULTANT

COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE.

Affaire suivie par : Abigaile THIBAUD-LALÈRE, Gestionnaire du patrimoine immobilier.

2 - DATES

de consultation :	22/10/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	02/12/2024
du dossier complet :	02/12/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☑
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession de l'ancien Centre Technique Municipal et sa conciergerie, entièrement libres depuis janvier 2022, désaffectés et déclassés par délibération en date du 16 mai 2023. Ces bâtiments sont aujourd'hui à vendre pour un projet d'implantation d'une grande surface (LIDL).

Le prix envisagé est de 800 000€ dont le versement du prix s'effectuera de la façon suivante :

- 635 000€ net vendeur à la signature ;
- et paiement de la soulte de la provision dédiée à la dépollution de 165 000€ non consommés dans un délai de 6 mois après la réalisation des travaux de dépollution.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

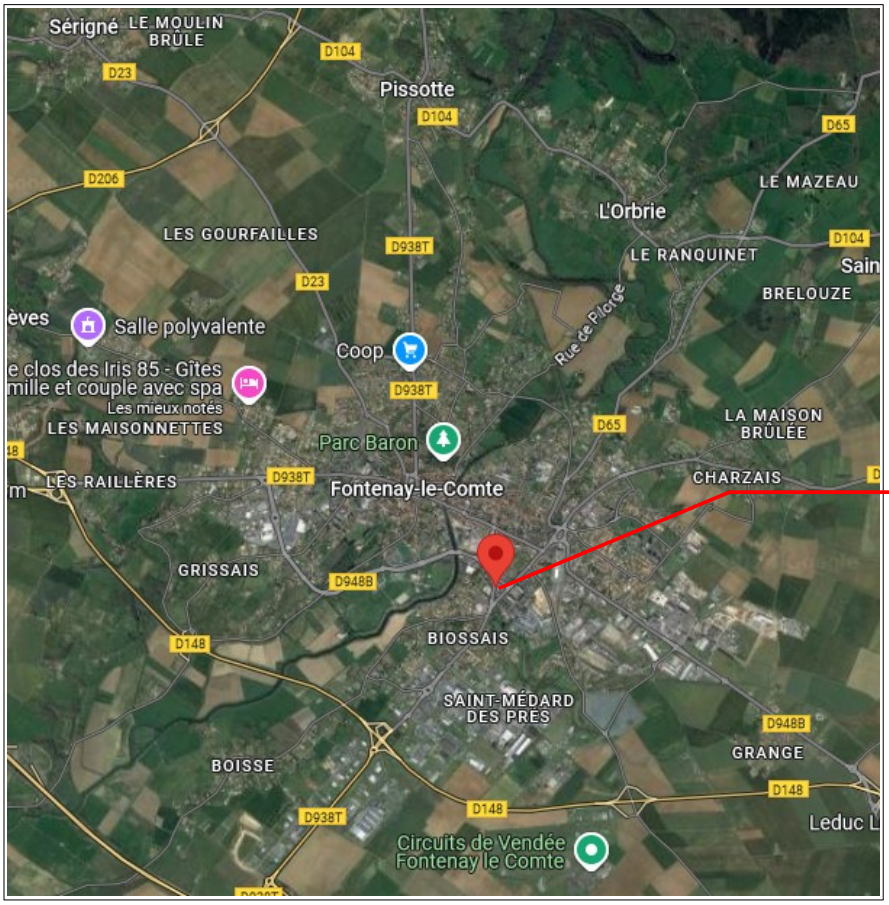
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

FONTENAY-LE-COMTE est une commune urbaine, sous-préfecture du département de la Vendée. Ville d'art et d'histoire, elle est dotée d'un patrimoine architectural riche et varié. Elle est desservie par de nombreuses routes départementales, l'échangeur n°8 de l'autoroute A83 étant situé au sud du territoire. La gare SNCF ayant fermé en 1969, le transport interurbain s'est développé autour du transport régional Aléop. Son économie repose sur l'implantation de nombreuses PME, notamment au sein du site Vendéopôle. Sa population s'élève à 14.123 habitants en 2021 (Source INSEE).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle se situe en centre-ville



Parcelle à estimer

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (m^2)	Nature réelle
FONTENAY LE COMTE	BC n°195	61 et 61bis rue Kléber	3939 m^2	Centre technique municipal
	BC n°198	61 et 61bis rue Kléber	148 m^2	Maison
			4087 m^2	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

4.4. Descriptif

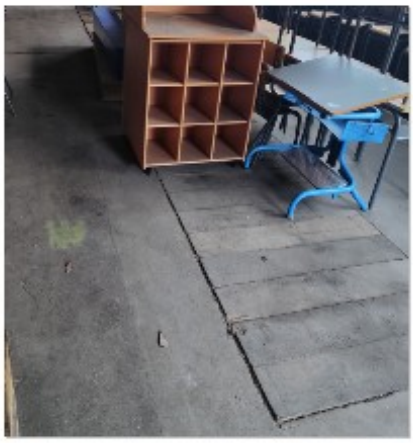
Sur la parcelle BC n°195 est édifié un ensemble d'immeubles à usage industriel, construit dans les années 60, comprenant ateliers, garages, vestiaires et bureaux, inoccupés depuis juillet 2021.

Le premier bâtiment, construit pour partie sur deux niveaux, est en parpaings avec une structure métallique, une toiture en tôle ondulée, et une isolation par laine de verre. On trouve un atelier mécanique, avec un sol en béton brut et une fosse, les portes sont métalliques, le système de chauffage s'effectue par une ventilation. La deuxième partie sert de stockage, et dans la continuité se trouve l'atelier serrurerie. Le bâtiment comprend également une partie bureaux, au rez-de-chaussée et au 1er étage (pour environ 30 m²). Le premier étage comprend une salle de pause, une cuisine, un couloir, des sanitaires, et 3 bureaux individuels. Un des bureaux a subi des infiltrations. Les murs sont tapissés et les sols recouverts de pvc. Le chauffage est au gaz. Le bien inoccupé depuis 2 ans est en état est moyen.

Le deuxième bâtiment est construit en moellons avec une charpente en bois, un sol en béton. Il comprend des vestiaires, une salle de pause et des bureaux datant de 2015. Perpendiculaire, contiguë et communicant par 3 marches, on trouve un vaste entrepôt utilisé par les services de la voirie, plusieurs cellules dédiées au stockage et une cuisine carrelée. Le bâtiment dispose de portes sectionnelles métalliques, une charpente métallique, une toiture en tôle ondulée dont certaines translucides.

Bâtiment 1

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE



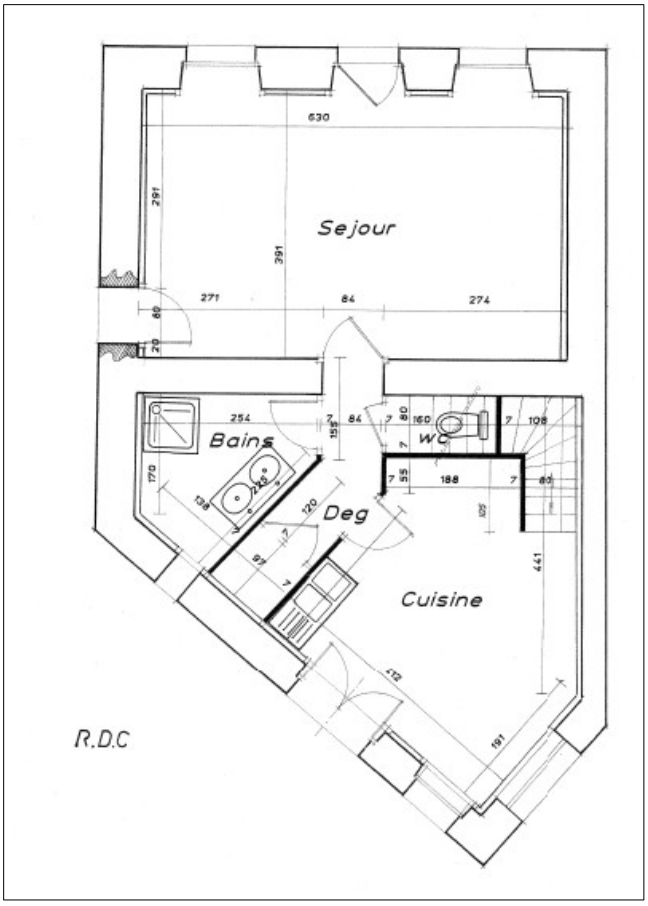
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

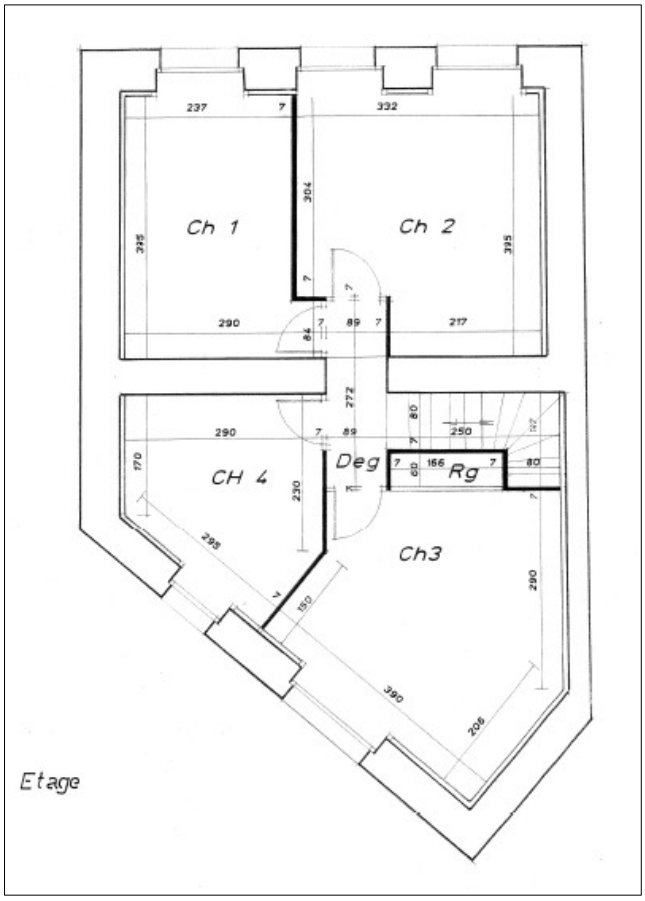
Bâtiment 2

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

La parcelle BC n°197 supporte une maison d'habitation comprenant : entrée dans une cuisine, un dégagement, une salle d'eau, un wc, un séjour. De la cuisine un escalier mène à l'étage, un palier distribue quatre chambres. La maison dispose également d'une cave.
Les fenêtres sont en pvc double vitrage, les volets en bois, les sols sont carrelés dans la cuisine et la salle d'eau, et recouvert de pvc dans le séjour et les chambres. Le chauffage est électrique. L'ensemble est en état moyen, des prélèvements effectués lors du diagnostic ont laissé des trous dans les murs. La surface déclarée dans Majic est de **98 m²** conforme au plan transmis.





Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

A l'extérieur , le terrain est en enrobé, il existe des cuves à essence, fuel et gasoil inertes.

4.5. Surface du bâti :

<u>Bâtiments 1 et 2 :</u> Les plans communiqués ne permettant pas de calculer des surfaces et celles-ci ne sont pas indiquées dans Majic, les mesures prises au sol seront prises en compte et affectées d'un coefficient de 0,85 pour calculer la surface utile.

- 583 m² x 0,85 + étage (30 m²) = 525,55 m²
- 1876 m² x 0,85 = <u>1594,6 m²</u>
- total : **2120,15 m².**

<u>Maison :</u> 98 m².

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

5 - SITUATION JURIDIQUE

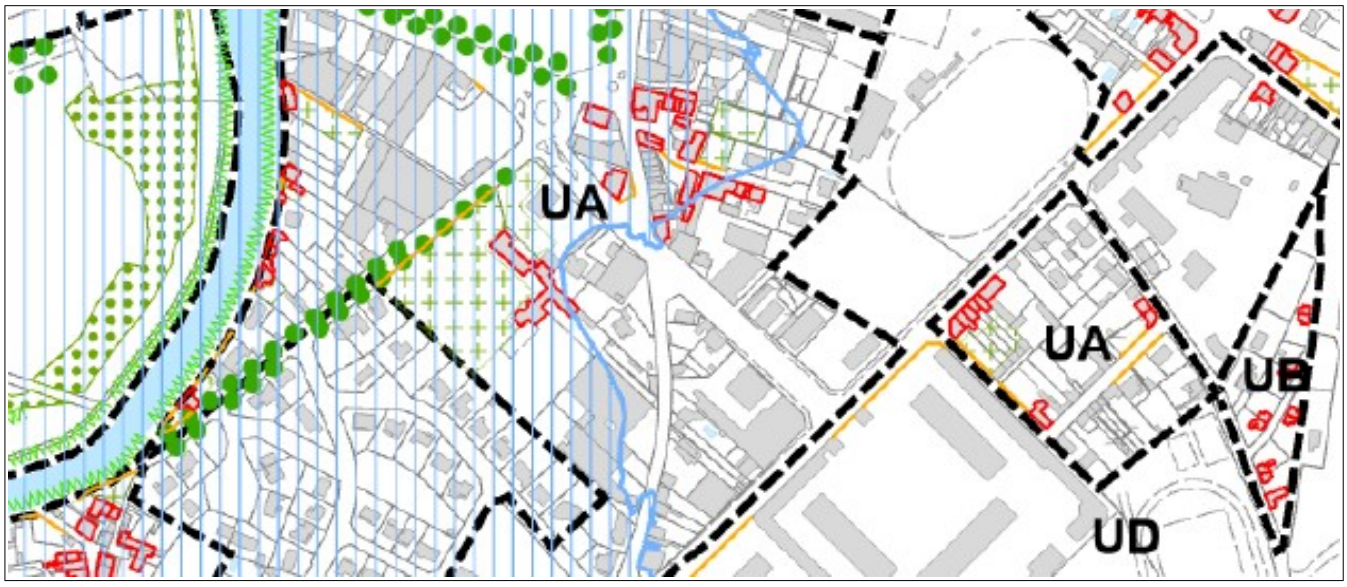
5.1. Propriété de l'immeuble : Commune de Fontenay le comte.

5.2. Conditions d'occupation : libre de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles : zone UA
Extraits du PLU :
« La zone UA : zone urbaine traditionnelle en extension du centre historique (site patrimonial remarquable (SPR), faubourgs traditionnels, mixtes, dédiés notamment :

- *1 - à l'habitation (logement, hébergement),*
- *2 - au commerce de détail et artisanat, restauration, activités de service où s'effectue l'accueil*
- *d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique*
- *3 - aux activités non nuisantes et compatibles avec la destination résidentielle,*
- *4 - aux équipements d'intérêt collectif et services publics (toutes sous-destinations) et aux autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, non nuisantes et compatibles avec la destination résidentielle. » […].*



6.2.Date de référence et règles applicables

Le PLU a été approuvé le 15/12/2022.

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

L'évaluation de la valeur vénale est réalisée par la méthode de la comparaison.

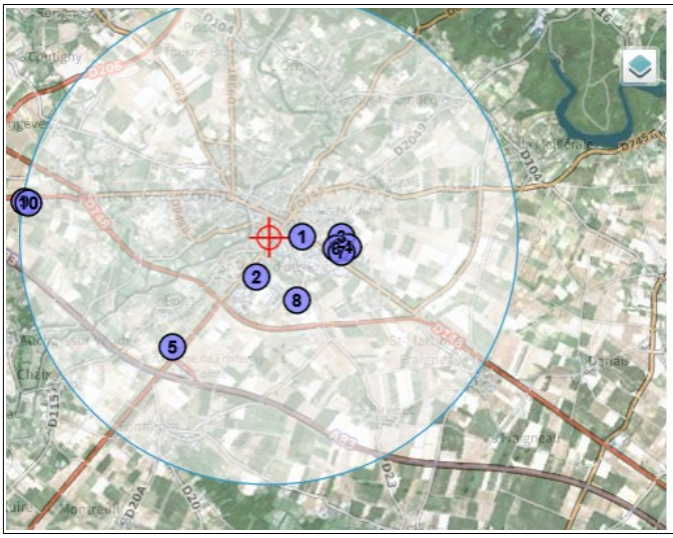
Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

8.1.1.1 La recherche a été initiée à partir de l'application « Estimer un bien » avec consultation des actes notariés. Elle a porté dans un premier temps sur des cessions de bâtiments professionnels (atelier / entrepôts)



Périmètre géographique : 63 Rue kléber, 85200, Fontenay-le-Comte - 5000 m autour
Référence cadastrale : 85 092 / 000 BC 0195
Période de recherche : De 11/2021 à 11/2024
Caractéristiques du bien : Bâti professionnel - Atelier et assimilé
Surface : De 100 à 5000 m²

12 ventes répondent à vos critères
dont 2 atypiques

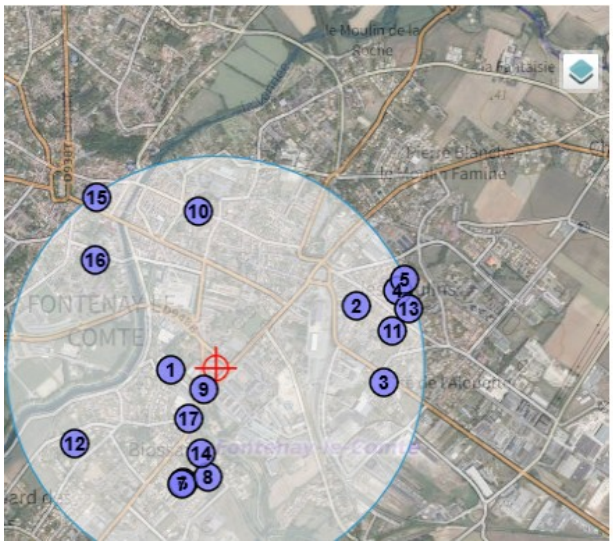
Synthèse des prix de la sélection

Année	Période	Prix du m²(€) - Surface utile			
		Moyen	Médian	Minimum	Maximum
2021	novembre-décembre	308,74	308,74	308,74	308,74
2022	janvier-décembre	483,16	475,08	406,50	576,00
2023	janvier-décembre	543,52	539,47	466,10	625,00
2024	janvier-novembre	480,92	480,92	306,75	655,08
Synthèse		483,38	499,79	306,75	655,08

TC	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Année construct.	Surf. utile totale	Superficie terrain en m²	Prix total	Prix/m² (surf. utile)	Sous-Groupe
1	92//AY/80//	FONTENAY-LE-COMTE	10 BD CAPITALE DU BAS POITOU	15/12/2022		1080	4483	450 000	416,67	Un bâtiment à usage commercial et à usage professionnel, comprenant : Magasin, bureaux, sanitaire, salle d'attente, ateliers. Parking et terrain.
2	92//ZT/704//	FONTENAY-LE-COMTE	25 BD DES CHAMPS MAROT	13/03/2023		240	1517	150 000	625,00	ensemble immobilier, comprenant : Un atelier, un hall d'accueil, un bureau avec placards, un sas, un vestiaire, un grenier et des toilettes
3	92//BW/73//	FONTENAY-LE-COMTE	11 RUE MICHEL DUGAST	21/08/2024		374	1871	245 000	655,08	Acte non disponible
4	92//BW/52//	FONTENAY-LE-COMTE	9207 RUE DU MOULIN FRADET	09/12/2021		206		63 600	308,74	Bâtiment à usage artisanal, d'une surface de 207m², équipé de deux ponts roulants, vestiaires et sanitaires, Un préau d'une surface de 31m², Deux bureaux d'une surface de 31m² dans des locaux modulaires séparés. Terrain.
5	92//YP/88//	FONTENAY-LE-COMTE	24 RUE FERCHAULT DE REAUMUR	23/02/2023	2013	760	4614	410 000	539,47	Un bâtiment comprenant deux ateliers et une zone bureau
6	92//AX/368//	FONTENAY-LE-COMTE	12 ALL ROGER GUILLEMET	15/09/2023		826	1755	385 000	466,10	Acte non disponible
7	92//AX/178//	FONTENAY-LE-COMTE	9010 ALL ROGER GUILLEMET	15/06/2022		750	2907	432 000	576,00	1°) Un bâtiment comprenant : - au rez-dechaussée : accueil, salle de repos, trois salles de cours, un bureau - à l'étage : vestiaire. 2°) Un bâtiment comprenant : deux bureaux, atelier, sanitaires. Parking
8	92//YV/73//	FONTENAY-LE-COMTE	7 ALL VERTE	26/07/2024	2012	815	3029	250 000	306,75	Acte non disponible
9	126//ZS/107//	LONGEVES	107 F RUE D'ARCOLE	09/11/2022	2014	788	4615	420 384	533,48	Un ensemble immobilier comprenant : - Un atelier artisanal, comprenant une partie atelier, un bureau,des sanitaires.- Un local dans la continuité de l'atelier artisanal comprenant une partie atelier, bureaux et des sanitaires.Terrain
10	126//ZS/105//1//2	LONGEVES	5347 F RUE D'ARCOLE	09/11/2022	2006	369	3500	150 000	406,50	Un immeuble à usage industriel et commercial
								Moyenne	**483,38**	
								Médiane	**499,79**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

8.1.1.2 Elle a porté ensuite sur des cessions de maisons d'habitat [illegible] autour du bien, de surface et époque de construction similaire



Périmètre géographique : 63 Rue kléber, 85200, Fontenay-le-Comte - 1000 m autour
Référence cadastrale : 85 092 / 000 BC 0195
Période de recherche : De 01/2023 à 11/2024
Caractéristiques du bien : Maison
Surface : De 70 à 140 m²

Période de construction : De 1950 à 1980

20 ventes répondent à vos critères
dont 1 atypique

Synthèse des prix de la sélection

Année	Période	Prix du m²(€) - Surface utile			
		Moyen	Médian	Minimum	Maximum
2023	janvier-décembre	1505,63	1513,16	1000,00	2142,86
2024	janvier-novembre	1844,19	1843,69	1262,82	2576,53
	Synthèse	1719,46	1626,51	1000,00	2576,53

TC	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Année construct.	Surface terrain	Surface utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)
1	92//BD/257//	FONTENAY-LE-COMTE	16 RUE AUGUSTE HABERT	18/09/2024	1980	778	128	195 900	1 530,47
2	92//AW/305//	FONTENAY-LE-COMTE	5 RUE DE LA CHAINE	16/03/2023	1965	1280	125	125 800	1 006,40
3	92//AY/234//	FONTENAY-LE-COMTE	6 RUE DE FLANDRES DUNKERQUE	18/01/2023	1966	800	70	150 000	2 142,86
4	92//AY/234//	FONTENAY-LE-COMTE	6 RUE DE FLANDRES DUNKERQUE	12/07/2024	1966	800	70	160 000	2 285,71
5	92//BV/335//	FONTENAY-LE-COMTE	12 RUE FRANCOIS GUSTEAU	09/02/2024	1971	372	87	162 000	1 862,07
6	92//BV/340//	FONTENAY-LE-COMTE	22 RUE FRANCOIS GUSTEAU	15/04/2024	1972	389	76	120 000	1 578,95
7	92//ZT/107//	FONTENAY-LE-COMTE	9 RUE JACQUES BIZET	27/02/2024	1978	1000	100	200 000	2 000,00
8	92//ZT/106//	FONTENAY-LE-COMTE	11 RUE JACQUES BIZET	11/03/2024	1972	1000	98	252 500	2 576,53
9	92//ZT/119//	FONTENAY-LE-COMTE	11 RUE JEAN CHARRON	19/10/2023	1975	1369	77	120 000	1 558,44
10	92//BD/238//303	FONTENAY-LE-COMTE	26 RUE KLEBER	17/02/2023	1978	1353	96	144 500	1 505,21
11	92//AS/238//1	FONTENAY-LE-COMTE	94 RUE DES LOGES	12/07/2024	1980		78	98 500	1 262,82
12	92//AW/203//	FONTENAY-LE-COMTE	28 RUE MARTINEAU DU PLESSIS	21/06/2024	1970	329	83	135 000	1 626,51
13	92//CD/64//	FONTENAY-LE-COMTE	3 RUE MORICEAU DE CHEUSSE	02/02/2024	1977	728	101	215 500	2 133,66
14	92//BV/323//	FONTENAY-LE-COMTE	5 RUE DU MOULIN LIOT	30/08/2024	1972	367	83	151 500	1 825,30
15	92//CB/160//	FONTENAY-LE-COMTE	4 RUE PIERRALEN	08/10/2024	1969	3852	115	223 500	1 943,48
16	92//BE/171//	FONTENAY-LE-COMTE	4 B RUE DU PONT AUX CHEVRES	23/10/2023	1955	132	75	136 000	1 813,33
17	92//BH/136//529	FONTENAY-LE-COMTE	1 RUE ROBERT BONNAUD	30/05/2023	1957	291	105	105 000	1 000,00
18	92//BH/136//529	FONTENAY-LE-COMTE	1 RUE ROBERT BONNAUD	05/07/2024	1957	291	105	158 000	1 504,76
19	92//CB/104//	FONTENAY-LE-COMTE	4 RUE DE LA VILLA GALLO ROMAINE	07/07/2023	1978	525	76	115 000	1 513,16
								Moyenne	1 719,46

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et val

1/ CTM :
Compte tenu de l'état dégradé des locaux, la valeur basse (dont l'acte de vente est disponible) de **308,74 €/m²** est retenue :

- 2120,15 m² x 308,74 €/m² = 654 575 €.

2/Maison du gardien :
Compte tenu de l'état du bien et de l'environnement à l'entrée du site du Centre technique municipal, la valeur basse de 1000 €/m² est retenue :

- 98 m² x 1000 €/m² = 98 000 €.

Valeur vénale totale : 752 575 € arrondi à **750 000 €.**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **750 000 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 15 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à 637 500 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.
Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_31-DE

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,
La Responsable du Pôle d'Evaluation Domaniale,

Claire VANDROMME

Inspectrice Principale des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-32 PRIR Moulins-Liot - Ajustement mineur n°4 à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain - Approbation

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

2025-02-32 PRIR MOULINS-LIOT - AJUSTEMENT MINEUR N°4 À LA CONVENTION PLURIANNUELLE DE RENOUVELLEMENT URBAIN - APPROBATION

Sur le rapport de M. Benjamin VERGNAUD, Adjoint au Maire

La Ville de Fontenay-le-Comte et la Communauté de communes Pays de Fontenay Vendée se sont engagées comme porteuses d'un ambitieux programme de renouvellement urbain sur le quartier des Moulins Liot, avec notamment une diversification des typologies de logement sur le quartier. La programmation des opérations et les concours financiers sont arrêtés par une convention pluriannuelle signée le 2 mars 2020, entre les collectivités, l'État et son agence l'ANRU, Action Logement, ainsi que les partenaires opérateurs dont le bailleur Vendée Habitat, convention ayant déjà fait l'objet d'un avenant et de deux ajustements mineurs.

Dans le contexte inflationniste actuel, l'atteinte d'un prix de sortie attractif pour les logements en accession aidée n'était pas possible en l'état. Aussi, l'opérateur Axeliha ainsi que les collectivités porteuses du projet ont sollicité l'ANRU pour une bonification des aides à l'accession, en proposant un phasage de l'opération. L'ANRU a accédé à cette demande en apportant une bonification des primes pour 22 logements, dont les 17 concernés par la 1ère phase de commercialisation, avenue Pompidou, soit un bonus de 110 000 € pour le PRIR.

Le présent ajustement mineur permet l'intégration de ces primes bonifiées, la fixation de la date de lancement opérationnel au deuxième semestre 2024, l'ajustement de la programmation d'une opération à 19 logements.
D'autres éléments sont par ailleurs précisés : la localisation d'une opération de 5 logements Vendée Habitat au 25 rue du Buron, le reversement de fonds non utilisés pour l'étude de faisabilité (7 552,5 €), et le rattachement informatique de l'opération de 20 logements Vendée Habitat.

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation ;
Vu la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain en vigueur ;
Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU signée le 2 mars 2020 ;
Vu l'avenant n°1 en date du 22 novembre 2022, l'ajustement mineur n°2 en date du 21 novembre 2023 et l'ajustement mineur n°3 en date du 17 janvier 2025 à ladite convention ;
Vu l'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 20 novembre 2024 ;
Vu le courrier adressé par le directeur général d'Axeliha et le maire de Fontenay-le-Comte à destination de l'ANRU en date du 19 mars 2025 ;
Vu le projet d'ajustement mineur n°4 intégrant notamment les primes à l'accession pour les opérations C0630-36-0005 et C0630-36-0012 ;

Considérant les objectifs de diversification de l'habitat dans le quartier ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Considérant la nécessité de produire de nouveaux logements sur le territoire communal ;

Considérant la nécessité d'améliorer les bilans financiers des opérations de logements en accession aidée afin de correspondre au prix du marché local tenant compte de l'intégration des primes bonifiées, de la fixation de la date de lancement opérationnel au deuxième semestre 2024, et de l'ajustement de la programmation d'une opération à 19 logements ;

Considérant la volonté des porteurs de projet et de l'opérateur d'engager les deux opérations de logements en accession aidée dont une opération de 5 logements Vendée Habitat au 25 rue du Buron, le reversement de fonds non utilisés pour l'étude de faisabilité (7 552,5 €), et le rattachement informatique de l'opération de 20 logements Vendée Habitat.

Considérant les différents éléments techniques à intégrer à la convention pluriannuelle ;

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

26	Voix Pour	
0	Voix Contre	
7	Abstentions	Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick et M. BERTHOD François-Xavier.

- **APPROUVE** le projet d'ajustement mineur n°4 à la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Fontenay-le-Comte cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU jointe en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ajustement mineur n°4 à la convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'éxécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

AJUSTEMENT MINEUR N°4 À LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE FONTENAY-LE-COMTE

COFINANCÉ PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE4

ARTICLE 2 : OBJET DE L'AJUSTEMENT MINEUR5

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE6

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE11

ANNEXES11

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU en vigueur au jour de la signature du présent ajustement mineur,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur à la date de signature du présent ajustement mineur,

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Article 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention pluriannuelle du projet de Fontenay-le-Comte (n°C0630), portant sur le quartier des Moulins Liot, et dont le dossier a été examiné par le comité d'engagement de l'ANRU en date du 3 avril 2019, a été signée le 2 mars 2020. L'avenant n°1 a été examiné par le comité d'engagement du 6 décembre 2021, et a été signé le 22 novembre 2022. L'ajustement mineur n°2 a été signé le 21 novembre 2023. L'ajustement mineur n°3 a été signé le 17 janvier 2025.

Cette convention pluriannuelle peut faire l'objet de modifications au cours de son exécution conformément à l'article 7.2 du titre III du RGA NPNRU.

À ce jour, les avenants et ajustements mineurs déjà contractualisés sont les suivants :

N° de l'avenant ou de l'ajustement mineur	Nature de l'avenant (ajustement mineur ou avenant)	Date du Comité d'Engagement	Date signature de l'ajustement mineur et de l'avenant	Description des modifications
1	Avenant	6 décembre 2021	22 novembre 2022	Modification du plan guide et de la programmation sur le quartier Modification de la programmation de logements sur les opérations de reconstitution de l'offre hors quartier
2	Ajustement mineur		21 novembre 2023	- Passage à la gestion en flux - Changement de maître d'ouvrage pour l'opération C0630-36-0012, de la Ville de Fontenay-le-Comte à Podeliha Accession - Précision et ajustement de la localisation des logements en accession des opérations C0630-36-0005 et C0630-36-0012
3	Ajustement mineur		17 janvier 2025	Modification de la date prévisionnelle de lancement opérationnel de l'opération Vendée Habitat de reconstitution de 20 logements sociaux C0630-31-0006 au S2 2024

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Article 2 : OBJET DE L'AJUSTEMENT MINEUR

L'objet du présent ajustement mineur consiste en l'intégration des évolutions suivantes ayant fait l'objet d'un avis favorable de l'ANRU lors du comité d'engagement du 20 novembre 2024 :

- **Opération C0630-36-0005 – Logements en accession aidée MOA Axeliha :**
  - Bonification des primes à l'accession pour 11 logements, soit 55 000 € supplémentaires, portant le montant des primes à l'accession à 255 000 €
  - Modification de la date limite d'engagement au 30 juin 2026
  - Précision de la localisation

- **Opération C0630-36-0012 – Logements en accession aidée MOA Axeliha**
  - Ajustement de la programmation à 19 logements (conséquence de la conservation d'un arbre remarquable sur l'îlot 6b).
  - Bonification des primes à l'accession pour 11 logements, soit 55 000 € supplémentaires, portant le montant des primes à l'accession à 245 000 €.
  - Modification de la date limite d'engagement au 30 juin 2026
  - Précision de la localisation

Le présent ajustement intègre également les évolutions suivantes qui ont fait l'objet d'un avis favorable de l'ANRU, après analyse de la fiche d'impact :

- **Opération C0630-14-0001 – Etude de faisabilité à l'échelle du quartier :**
  - Versement des fonds non utilisés : 37 500 € - 29 947,5€ = 7 552,5€

- **Opération C0630-31-0006 – 20 LLS Vendée Habitat rue Turgot**
  - Rectification erreur matérielle (informatique) suite à la signature de l'ajustement mineur du 17 janvier 2025

- **Opération C0630-31-0019 – 5 LLS Vendée Habitat**
  - Précision de la localisation sur le foncier 25 rue du Buron, parcelles AN 180 et AN 181

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Article 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention mentionnée à l'article 1 du présent ajustement et modifiée par les avenants successifs listés dans ce même article est modifiée dans les conditions ci- après :

Article 3.1 - Modification de l'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité »

Sans objet

Article 3.2 - Modification de l'article 9.1.1.1 - « Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU »

- **Les opérations « Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet / l'accompagnement des ménages / la conduite du projet de renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

- **Opération C0630-14-0001 – Etude de faisabilité à l'échelle du quartier :**
  - Versement des fonds non utilisés : 37 500 € - 29 947,5€ = 7 552,5€

Libellé précis de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses
prestations externes							
Etude de faisabilité à l'échelle du quartier	C0630-14-0001	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE	59 895,00 €	50,00%	29 947,50 €	03/04/2019
moyens internes							
Etude de faisabilité à l'échelle du quartier	C0630-14-0001	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE				

- **Les opérations « Le relogement des ménages avec minoration de loyer » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

Article 3.3 - Modification de l'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU »

- **Les opérations « La démolition de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « Le recyclage de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « Le recyclage de l'habitat ancien dégradé » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « L'aménagement d'ensemble » sont modifiées et désormais présentées comme suit :** *Sans objet*

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Article 3.4 – Modification de l'article 9.1.1.3 « les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU »

- **Les opérations « La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) » sont modifiées et présentées comme suit :**

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
Rue Turgot et rue Pompidou (Eco-quartier) 10 PLUS et 10 PLAI	C0630-31-0006	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	OPH VENDEE HABITAT	PLUS	10	123 000,00 €		123 000,00 €
				PLAI	10	98 000,00 €	78 000,00 €	176 000,00 €
				total	20	221 000,00 €	78 000,00 €	299 000,00 €

Il est ajouté la mention suivante : la date prévisionnelle de lancement opérationnelle de l'opération C 0630-31-0006 de Vendée Habitat est reportée au S2 2024

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
RECONSTITUTION 20 LLS (8 PLUS et 12 PLAI) MARCEAU BRETAUD - Rue Tiraqueau / rue de la Croix du Camp	C0630-31-0008	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	PLUS	8	98 400,00 €		98 400,00 €
				PLAI	12	117 600,00 €	93 600,00 €	211 200,00 €
				total	20	216 000,00 €	93 600,00 €	309 600,00 €

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
Rue Sainte-Catherine des Loges - 2 PLUS et 8 PLAI	C0630-31-0010	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	OPH VENDEE HABITAT	PLUS	2	24 600,00 €		24 600,00 €
				PLAI	8	78 400,00 €	62 400,00 €	140 800,00 €
				total	10	103 000,00 €	62 400,00 €	165 400,00 €

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
Rue de la Grue - 4 PLUS & 6 PLAI	C0630-31-0007	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	VENDEE LOGEMENT ESH	PLUS	4	49 200,00 €		49 200,00 €
				PLAI	6	58 800,00 €	46 800,00 €	105 600,00 €
				total	10	108 000,00 €	46 800,00 €	154 800,00 €

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
Reconstitution 4 rue de La Grue	C0630-31-0015	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	VENDEE LOGEMENT ESH	PLUS	2	24 600,00 €		24 600,00 €
				PLAI	2	19 600,00 €	15 600,00 €	35 200,00 €
				total	4	44 200,00 €	15 600,00 €	59 800,00 €

Libellé précis (adresse...)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI)		Montant prévisionnel du concours financier		
						volume de prêt bonifié	subvention	Total concours financier
5 LLS SOIT 2 PLUS ET 3 PLAI - rue du Buron	C0630-31-0019	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE VENDEE	PLUS	2	24 600,00 €		24 600,00 €
				PLAI	3	29 400,00 €	23 400,00 €	52 800,00 €
				total	5	54 000,00 €	23 400,00 €	77 400,00 €

Il est ajouté la mention suivante :précision de l'adresse de l'opération C 0630-31-0019 de Vendée Habitat : rue du Buron à Fontenay-Le-Comte

- **Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « La requalification de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

- **Les opérations « La résidentialisation de logements locatifs sociaux / de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « Les actions de portage massif en copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété » sont modifiées et désormais présentées comme suit** :

Libellé précis (adresse, nb de lgts)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel du concours financier
Allée des Iris et rue Turgot - Construction de 20 logements en accession sociale à la propriété	C0630-36-0005	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	AXELIHA	- - -	- - -	255 000,00 €

Il est ajouté la mention suivante :

- *La date prévisionnelle de lancement opérationnel de l'opération C0630-36-0005 d'Axeliha est reportée au S2 2024,*
- *la construction de 20 logements individuels en accession à la propriété dont 11 bénéficient de bonification de primes ,*
- *l'adresse est la suivante : allée des Iris et rue Turgot (cf plans)*

Libellé précis (adresse, nb de lgts)	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel du concours financier
Allée des Lilas et rue Turgot - Construction de 19 logements en accession aidée à la propriété	C0630-36-0012	85092 Fontenay-le-Comte 6085004 Centre - Moulins Liots	AXELIHA	- - -	- - -	245 000,00 €

Il est ajouté la mention suivante :

- *La date prévisionnelle de lancement opérationnel de l'opération C0630-36-0012 d'Axeliha est reportée au S2 2024,*
- *la construction de 19 logements individuels en accession à la propriété dont 11 bénéficient de bonification de primes,*
- *l'adresse est la suivante : allée des Lilas et rue Turgot (cf plans)*

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

- **Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics et collectifs de proximité » sont modifiées et désormais présentés comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

- **Les opérations « Autres investissements concourant au renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Sans objet

Article 3.5 - Modification de l'article 9.4 « Les opérations financées au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.6 - Modification de l'article 10 « le plan de financement des opérations programmées »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_32-DE

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE

Le présent ajustement mineur prend effet à compter de la date de signature par le délégué territorial.

Les clauses de la convention pluriannuelle visée à l'article 1 non modifié par le présent ajustement mineur demeurent inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues dans la convention pluriannuelle.

Ces modifications seront intégrées dans la version consolidée de la convention pluriannuelle qui sera annexée au prochain avenant.

ANNEXES

TABLEAU FINANCIER et ANNEXE DU CONTRAT MODIFIES (fiche descriptive de l'opération)

- Tableau financier
- Plan de localisation des opérations en de logements en accession C0630-36-0005 et C0630-36-0012
- Plan de localisation de l'opération rue du Buron C0630-31-0019
- Fiches descriptives des opérations suivantes : C0630-14-0001, C0630-36-0005, C 0630-36-0012, C0630-31-0006 et C0630-31-0019

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_33-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-33 Extension du cimetière de Notre-Dame - Enquête publique et autorisation préfectorale

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_33-DE

2025-02-33 EXTENSION DU CIMETIÈRE DE NOTRE-DAME - ENQUÊTE PUBLIQUE ET AUTORISATION PRÉFECTORALE

Sur le rapport de Mme Anne HUETZ, Adjointe au Maire

La Ville de Fontenay-le-Comte dispose de quatre cimetières sur son territoire. Ces cimetières sont pour 3 d'entre eux proches de la saturation. Le cimetière de Notre-Dame situé 47 rue Benjamin-Fillon comprend à ce jour quelques 3 000 concessions actives. Il est le seul cimetière fontenaisien, avec celui de Saint-Médard, à disposer d'une parcelle contigüe permettant la réalisation d'une extension hors les murs.

Malgré la mise en œuvre d'opérations de reprises administratives des concessions échues ou abandonnées, le besoin d'emplacements reste important.
Ce projet d'extension du cimetière Notre-Dame vise à anticiper et à accompagner l'évolution des besoins rencontrés sur le territoire communal. En effet, on constate :

- le vieillissement de la population qui risque d'entraîner une augmentation des besoins d'espace pour les sépultures dans les prochaines années ;
- la survenue de crises ponctuelles (canicules...) pouvant accroître cette pression sur les espaces disponibles dans les cimetières ;
- de plus, les habitants sont demandeurs de solutions alternatives en matière d'inhumation, favorables pour des cimetières naturels ou paysagers, à la recherche d'inhumations plus « écologiques » pour l'environnement ;
- enfin, l'article L.2223-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le nombre d'emplacements d'un cimetière doit être au minimum cinq fois plus étendu que celui nécessaire pour y déposer le nombre présumé de morts qui peuvent y être enterrés chaque année.

Considérant ces données, le nombre moyen de sépultures annuelles à Fontenay-le-Comte est de 150 environ, toutes inhumations confondues, la commune devrait par conséquent disposer de 750 emplacements disponibles (traditionnels et cinéraires confondus), or le seul cimetière de Notre-Dame ne dispose pas plus de 80 terrains libres pour des inhumations traditionnelles, ajoutés aux emplacements cinéraires (jardin d'urnes et cases de columbarium), ne suffiraient pas à couvrir la totalité des besoins théoriques.

Le projet d'extension envisagé est d'autant plus justifié et cohérent que la commune est propriétaire à proximité du site funéraire actuel, d'une parcelle permettant le maintien d'une unité foncière de l'équipement. Cette parcelle est située en zone UD du Plan Local d'Urbanisme et comprise dans le périmètre de l'emplacement réservé destiné à l'extension du cimetière de Notre-Dame.

LA CONSISTANCE DU PROJET

L'extension du cimetière projetée serait réalisée sur la parcelle contigüe, située au nord-est du cimetière actuel, elle porte sur la parcelle cadastrée AH n°46 d'une surface totale de 6 920 m². Cette extension serait réalisée en plusieurs tranches, avec en partie haute l'aménagement d'un cimetière naturel et en partie basse l'aménagement d'un cimetière traditionnel.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_33-DE

La surface disponible permettra d'aménager quelques centaines d'emplacements supplémentaires (programme à définir) et permettra d'imaginer des espaces alternatifs aux inhumations traditionnelles (inhumations de cercueils non traités, inhumations en pleine terre), afin de réduire au maximum l'empreinte écologique aux diverses étapes de l'inhumation.

Quelques travaux ont déjà été entrepris ou seront réalisés pour la sécurisation de cette parcelle :

- défrichage et débroussaillage,
- pose d'une clôture en panneau rigide, avec des poteaux rigides et plaques de soubassement béton chaperonnée,
- remplacement à l'identique des deux portails situés en bas de la parcelle, côté rue du Bédouard, accès réservé aux services techniques municipaux.

Puis après l'enquête publique et suivant l'avis préfectoral sur l'extension envisagée, des travaux complémentaires devront être programmés :

- création d'ouvertures entre l'ancien cimetière et la nouvelle parcelle pour l'accès des familles lors des sépultures,
- réalisation de terrassements généraux,
- réalisation d'allées,
- délimitation des emplacements mis à disposition par la commune : emplacements pour les tombes, espaces cinéraires,
- programme de paysagement avec nombreuses plantations pour la partie fonctionnelle et esthétique du projet.

LE COÛT ESTIMÉ DES OPÉRATIONS

Le coût des travaux est estimé à 200 000 €, ceux-ci seront réalisés en plusieurs tranches au fur et à mesure des besoins. Un budget annuel de 30 000 € est prévu sur les années 2025 et 2026.

LA PROCÉDURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions de l'article L.2223-1 du CGCT, et de l'article R2223-1 du CGCT s'agissant d'une commune urbaine (population supérieure à 2 000 habitants), et l'agrandissement du cimetière étant prévu à l'intérieur du périmètre d'agglomération, à moins de 35 mètres des habitations , cette extension doit être autorisée par arrêté préfectoral, pris après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code l'environnement et avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Pour permettre l'avancement de cette opération, il convient d'autoriser M. le Maire à :
- diligenter l'enquête publique utile
- solliciter l'autorisation préfectorale prise après avis de la CODERST.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_33-DE

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24 Voix Pour
0 Voix Contre
9 Abstentions Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier, M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique.

- **APPROUVE** le projet d'extension du cimetière de Notre-Dame tel que défini ci-dessus sur le territoire de la commune Fontenay-le-Comte ;

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à préparer les pièces nécessaires au dossier d'enquête publique et à diligenter cette enquête publique prévue à l'article L2223-1 du CGCT ;

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à solliciter l'autorisation préfectorale prévue à l'article L2223-1 du CGCT et à réaliser toute autre démarche utile visant à l'obtention de cette autorisation.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_34-DE

Ville de FONTENAY LE COMTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 AVRIL 2025
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Présidence de M. Ludovic HOCBON, Maire

A 18 heures, le Conseil municipal s'est réuni, salle d'honneur de la Mairie, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 23 avril 2025.

Nombre des membres du Conseil municipal :

Légal	33
En exercice	33
Présents	27
Procurations	6
Absents	0

Objet :

2025-02-34 Motion relative à l'agrivoltaïsme sur le territoire de Fontenay-le-Comte

DÉCISION EXÉCUTOIRE
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de la justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES CEDEX 01 – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens (https://www.telerecours.fr)

Transmise au contrôle de légalité le : 5 mai 2025
Publiée sur le site internet de la Ville de Fontenay-le-Comte
du 6 mai 2025
Notifiée à l'intéressé le

Présents
Mme LÉGERON Ghislaine (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-24, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-26), M. VERGNAUD Benjamin (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-10, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-12), Mme ROUHAUD Christelle, M. MIGNET Philippe, Mme HUETZ Anne, M. VERDON Sébastien, Mme SAINT-CYR Sylvie (a quitté la séance au cours du point n° 2025-02-04), M. LEMOINE Matthias et Mme DROUIN Patricia, Adjoints.
Mme MÉMETEAU Arielle, M. GUYONNET Philippe, M. BOUILLAUD Stéphane (s'est absenté au cours du point n° 2025-02-13, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-14), M. FOULONNEAU Matthieu, M. BRÉAU Ludovic, M. BOISSINOT Antoine, Mme LAUVRIÈRE Claire (s'est absentée au cours du point n° 2025-02-21, est revenue avant le vote du point n° 2025-02-22), M. PLAUT Pascal, Mme NORMAND Aurélie, M. GROSBON Paul, Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues, M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier (a quitté la salle au cours du point n° 2025-02-09, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-10, s'est absenté au cours du point n ° 2025-02-19, est revenu avant le vote du point n° 2025-02-20), M. BERTIN Jacky et Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique, Conseillers municipaux.

Pouvoirs
Mme SAINT-CYR Sylvie a donné pouvoir à Mme HUETZ Anne, M. BIRÉ Michel, a donné pouvoir à Mme DROUIN Patricia, Mme TRUDEAU Christelle a donné pouvoir à M. GUYONNET Philippe, Mme DABIN Sophie a donné pouvoir à Mme ROUHAUD Christelle, Mme GUIGNARD Anne-Lise a donné pouvoir à M. LEMOINE Matthias, Mme DONZELOT Lucie a donné pouvoir à M. FOURAGE Hugues.

Secrétaire
M. VERGNAUD Benjamin.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été procédé immédiatement à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_34-DE

2025-02-34 MOTION RELATIVE À L'AGRIVOLTAÏSME SUR LE TERRITOIRE DE FONTENAY-LE-COMTE

Sur le rapport de M. Stéphane BOUILLAUD, Conseiller municipal

Le territoire de la Ville de Fontenay-le-Comte, et plus largement, l'ensemble du Pays de Fontenay-Vendée, a un fort potentiel en matière d'énergies renouvelables. Grâce à son gisement favorable d'ensoleillement et son foncier agricole, le Sud-Vendée pourrait voir naître de nombreux projets agrivoltaïques.

Imposé par la Loi d'accélération de production des énergies renouvelables (Loi APER), confortée sur son volet solaire par Décret du 8 avril 2024, complété par l'arrêté du 5 juillet 2024 concernant le développement de l'agrivoltaïsme et les conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers, ces installations photovoltaïques sur terrain agricole ont pour objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

L'agrivoltaïsme est une solution combinant production agricole et production d'énergie solaire sur une même surface. Il consiste à installer des panneaux photovoltaïques au-dessus des cultures ou des pâturages, de manière à assurer un double usage du sol, maximisant ainsi la rentabilité foncière tout en préservant l'activité agricole. La production agricole doit rester l'activité principale de la parcelle. Cependant, des dérives dans la pratique existent et des craintes subsistent au regard de l'artificialisation d'une partie des sols, de l'impact paysager et de l'impact sur l'activité agricole.

En juin 2024, le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) a émis de nombreuses recommandations pour éviter que le déploiement de l'agrivoltaïsme à grande échelle ne se fasse au détriment de la biodiversité, aux vues des études menées démontrant une perturbation des écosystèmes et des effets indirects. Les conflits d'usage que peuvent représenter certains projets doivent être évités. Pour cela, plus la stratégie du territoire est claire et définie, validée et portée politiquement avec les acteurs du territoire, plus les risques à la phase de développement du projet sont réduits, et le positionnement des porteurs des projets facilité.

Sur le territoire de la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée, on dénombre plusieurs projets à l'étude sur les communes de L'Hermenault, Petosse et Saint-Cyr-des-Gâts. Faute d'un cadrage clair de l'État, les autorités locales se sont saisies du sujet pour tenter de proposer des solutions à leur échelle.

Dans ce contexte, il est proposé de soutenir la résolution du Conseil départemental de la Vendée datée du 13 décembre 2024 en proposant cette même motion contre l'agrivoltaïsme.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et ayant fait apparaître :

24	Voix Pour	
1	Voix Contre	Mme VERHAEGHE-GRILLO Dominique.
8	Abstention	Mme CHAMPARNAUD Catherine, M. MACORPS Jean-Paul, M. FOURAGE Hugues (ayant reçu procuration de Mme DONZELOT

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_34-DE

Lucie), M. MÉTAY Pierre-André, Mme CABON Janick, M. BERTHOD François-Xavier et M. BERTIN Jacky.

- **ADOPTE** la motion contre le développement de l'agrivoltaïsme sur le territoire de Fontenay-le-Comte jointe en annexe de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Benjamin VERGNAUD

Le Maire,

Ludovic HOCBON

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_34-DE

Annexe à la délibération n°2025-02-34

MOTION RELATIVE À L'AGRIVOLTAÏSME SUR LE TERRITOIRE DE FONTENAY-LE-COMTE

Au moment où les agriculteurs manifestent face aux difficultés ;
Au moment où le monde agricole s'interroge sur son modèle ;
Au moment où nous souhaitons conserver une souveraineté alimentaire ;
Au moment où la Commission européenne a conclu un accord avec le Mercosur alors que la France et les Français l'ont rejeté ;
Au moment où nous agissons collectivement pour une transition écologique et énergétique durable ;
Nous avons le devoir de prendre position et de dénoncer l'agrivoltaïsme !

Ce système a été autorisé en France par la loi d'Accélération de la Production des Énergies Renouvelables, adoptée en 2023 suite à l'envolée des prix de l'électricité en 2022. Les décrets n'ont été publiés qu'en avril dernier, sans appréhender toutes les conséquences.

Le déploiement massif de ces technologies sur nos terres agricoles et sur nos paysages est surtout une fausse « bonne idée » car avec l'agrivoltaïsme émerge une série de dangers, dont certains pourraient être irréversibles :

- La mise en difficulté des agriculteurs, contraints de concilier le recouvrement de 40 % de leurs terres par des installations photovoltaïques avec l'exigence totalement irréaliste de maintenir 90 % du rendement, compromettant ainsi la viabilité de leur exploitation ; car comment imaginer sérieusement que des panneaux déployés sur 40 % d'une surface puissent n'avoir un impact que sur 10 % de son rendement agricole ?
- La précarisation des agriculteurs, se retrouvant dans l'obligation d'ajuster leur activité aux contraintes techniques et contractuelles imposées par l'installation photovoltaïque, au détriment des priorités agronomiques, des cultures et de l'élevage ;
- L'impossibilité pour un agriculteur signant un contrat agrivoltaïque aujourd'hui de moderniser et d'adapter ses pratiques jusqu'en 2050, limitant sa capacité à s'adapter aux défis imposés par le changement climatique, par les innovations agronomiques, ou par nécessité économique en lien avec l'évolution des marchés ;
- Le fossé considérable entre la rémunération de l'agriculteur et celle du producteur d'énergie, reléguant l'activité agricole au second plan, au profit de la production d'électricité ;
- La spéculation sur le foncier agricole, avec des loyers de 10 à 30 fois supérieurs aux prix du fermage, car indexés sur le potentiel photovoltaïque des parcelles (mesuré selon l'étendue des surfaces disponibles, leur ensoleillement, leur proximité avec des postes sources) ;
- L'incapacité à maîtriser le développement anarchique des projets, ainsi que les fractures sociales et territoriales qu'ils vont générer, menaçant durablement la cohésion de nos campagnes ;
- La rétention foncière au détriment de la transmission des terres, maintenues en activité de manière symbolique pour garantir une rente aux propriétaires, perdant ainsi leur objectif premier qui est de nourrir la planète ;
- L'instabilité des projets agrivoltaïques, souvent portés par des sociétés éphémères (SAS), conçues pour être revendues à des fonds d'investissements, notamment étrangers, laissant les agriculteurs vulnérables face à des interlocuteurs changeants ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2025
Reçu en préfecture le 05/05/2025
Publié le
ID : 085-218500924-20250429-DEL_2025_02_34-DE

- Le risque de non-démantèlement des installations « agrivoltaïques », en dépit des obligations réglementaires, en particulier en cours de contrat pour non-respect des clauses comme, par exemple, celle du rendement n'atteignant pas 90 %, voire à l'issue du contrat ;
- La manipulation des données biologiques et scientifiques, utilisées pour justifier ces technologies alors que l'ombre des panneaux entraîne obligatoirement une baisse de la photosynthèse et donc de la production végétale et fourragère ;
- L'incompréhension des populations notamment en lien avec le ZAN, dont personne ne pourra comprendre qu'il ne s'applique pas aux installations agrivoltaïques, mais aussi face au mitage paysager que ces dernières génèreront ;
- La fragilisation, voire l'arrêt, du déploiement de centrales photovoltaïques sur des surfaces artificialisées et bâties, dont la viabilité économique sera plombée par les projets agrivoltaïques, moins coûteux à déployer en raison de leur volumétrie et de la facilité technique des installations agrivoltaïques ;
- La menace d'une double dépendance, énergétique d'un côté, en s'exposant à des importations massives de panneaux photovoltaïques étrangers, et alimentaire de l'autre via l'importation de produits agricoles à bas prix, au risque de fragiliser un peu plus nos souverainetés économiques et alimentaires.

Un autre modèle est possible ! La Vendée le démontre depuis plus de 20 ans à travers des projets d'énergies renouvelables déployés au plus près des réalités locales. La transition énergétique est une composante de l'aménagement du territoire. La volonté du Département de la Vendée est de construire, avec l'ensemble des acteurs de terrain, des projets qui ont du sens et dont nous pourrons collectivement partager la réussite.

La Vendée a su valoriser ses ressources et ses filières locales, notamment son agriculture et son industrie agro-alimentaire, en transformant les effluents d'élevage en gaz renouvelable, tout en préservant ses terres agricoles. Sur le photovoltaïque, la Vendée mène une politique volontariste pour son développement sur les surfaces bâties et artificialisées, et sur des espaces ayant perdu tout usage agricole.

Pour toutes ces raisons, la ville de Fontenay-le-Comte :

- **S'oppose fermement à l'installation de projets agrivoltaïques sur le territoire de Fontenay-le-Comte**, qui est un véritable danger pour notre agriculture, pour nos paysages et pour l'acceptabilité par nos populations d'une transition énergétique durable ;

- Demande aux députés et aux sénateurs vendéens de se mobiliser pour modifier la loi et les décrets qui en découlent, comme certains parlementaires ont commencé à s'en saisir ;

- Appelle de ses vœux le lancement d'un plan national résolument volontariste visant à couvrir les surfaces artificialisées et bâties, les délaissés et les friches agricoles :
    - En levant l'ensemble des contraintes qui freinent les projets, depuis les problèmes d'assurances jusqu'aux procédures administratives qui doivent être allégées ;
    - Et en allant au-delà de l'obligation légale d'une couverture minimale sur les bâtiments ou parkings qui pourrait être bien plus ambitieuse.